

**La guerre secrète contre  
la Russie soviétique**

**LA GRANDE  
CONSPIRATION**

**Michel SAYERS et Albert E. KAHN**

*Traduit de l'Américain par ALBERT GERMAIN*



## AVANT-PROPOS

*Dans la préparation de cet ouvrage, les auteurs ont copieusement utilisé les documents officiels du Département d'Etat des États-Unis, les débats et les rapports de diverses Commissions du Congrès des États-Unis, les documents officiels publiés par le Gouvernement de Grande-Bretagne, et les comptes rendus in extenso, publiés par le Gouvernement soviétique, des débats des procès d'espionnage, de sabotage et de haute-trahison qui ont eu lieu en U.R.S.S. depuis la Révolution.*

*Aucun des événements ou dialogues mentionnés dans ce livre n'a été inventé par les auteurs. Tous les matériaux utilisés proviennent des diverses sources indiquées, dans le texte ou dans les notes bibliographiques.*

*Ils désirent exprimer leur gratitude en particulier à Messieurs Harper, pour l'autorisation qu'ils leur ont donnée de citer longuement *Britain's Master Spy : Sidney Reilly's Narrative written by Himself, edited and compiled by his Wife* (Un maître espion anglais: les aventures de Sidney Reilly écrites par, lui-même, éditées et réunies par sa femme).*

*Ils désirent aussi reconnaître ce qu'ils doivent à M. Cedric Belfrage, pour l'aide qu'il leur a apportée dans les recherches et la rédaction des premiers états de cet ouvrage.*

*Le lecteur trouvera à la fin de certains chapitres une liste des principales références, relatives au ou aux chapitres qui précèdent. Ces références ne constituent en aucune façon une bibliographie qui épuise le sujet. Elles n'ont pour objet que d'indiquer les sources que les auteurs ont jugées particulièrement utiles, et dans certains cas, indispensables.*



# **LIVRE PREMIER**

## **RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION**



## CHAPITRE PREMIER

### LA MONTEE DU POUVOIR SOVIETIQUE

#### 1 Mission à Petrograd<sup>1</sup>.

Au cours de l'été de la décisive année 1917 et tandis que le volcan révolutionnaire russe grondait et bouillonnait, un Américain, le major Raymond Robins arriva à Petrograd, chargé d'une mission secrète de la plus haute importance. Officiellement, il voyageait en qualité de chef adjoint de la Croix-Rouge américaine. Mais en fait il appartenait au Service de renseignements de l'armée américaine. Sa mission secrète consistait à aider au maintien de la Russie dans la guerre contre l'Allemagne.

La situation sur le front oriental était désespérée. L'armée russe, misérablement équipée et mal commandée, avait été mise en pièces par les Allemands. Ebranlé par la guerre et pourri de l'intérieur, le régime féodal tsariste avait chancelé et s'était écroulé. En mars 1917, le tsar Nicolas II avait dû abdiquer et un Gouvernement provisoire avait été mis en place. Le mot d'ordre révolutionnaire: « Du Pain, la Paix et de la Terre ! » se répandait dans le pays, résumant toutes les aspirations anciennes et les espoirs de l'heure des millions de Russes pauvres, affamés, fatigués de la guerre.

Les alliés de la Russie, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis d'Amérique, craignaient que l'armée russe abandonnât la lutte. A tout moment, un million de soldats allemands pouvait tout à-coup être retiré du front oriental et jeté, à l'Ouest contre les forces alliées épuisées. La perspective que le blé de l'Ukraine, le charbon du Donetz, le pétrole du Caucase et toutes les autres ressources illimitées du sol russe puissent tomber dans les griffes rapaces de l'Allemagne impériale, était également alarmante.

Les Alliés s'efforçaient désespérément de maintenir la Russie en guerre, au moins jusqu'à ce que les renforts américains eussent atteint le front occidental. Le major Robins 'était l'un des nombreux officiers du Service de renseignements, diplomates et militaires à la fois, qu'on avait dépêché d'urgence à Petrograd pour tenter l'impossible afin de conserver la Russie en guerre...

Agé de 43 ans, d'une énergie sans limite. doué d'une éloquence extraordinaire et d'un grand charme personnel, avec ses cheveux noir, et son visage d'aigle, Raymond Robins était une personnalité distinguée, bien connue du public américain. Il avait abandonné une situation brillante dans les affaires à Chicago pour se consacrer à la philanthropie et au travail social. Politiquement; il était du parti de Roosevelt., Il avait joué un rôle de premier plan dans la fameuse campagne de 1912, où son héros, Théodore Roosevelt, avait essayé de parvenir à la Maison blanche sans l'aide de la haute finance ou des machinations politiciennes. Robins était un militant libéral, un combattant infatigable et vibrant pour toutes les causes où il s'agissait de lutter contre la réaction.

Quoi, Raymond Robins? Cet homme de Roosevelt? Qu'a-t-il à faire ici?, s'exclama le colonel William Thompson, chef de la Croix-Rouge américaine en Russie, quand il apprit que Robins lui était donné comme adjoint. Le colonel Thompson était un républicain et un opportuniste. Personnellement il avait des intérêts considérables dans des affaires russes, dans des mines de cuivre et de manganèse. Mais le colonel Thompson était aussi un observateur réaliste et clairvoyant. Et il avait déjà, en privé, décidé qu'on n'obtiendrait rien par la manière conservatrice que les dirigeants officiels du Département d'Etat des Etats-Unis adoptaient à l'égard de la situation troublée de Russie.

David Francis, l'ambassadeur américain en Russie à cette époque, était un vieux banquier de Saint-Louis, entêté et grand joueur de poker qui avait été auparavant gouverneur de l'Etat de Missouri. Il faisait étrange figure dans l'atmosphère fiévreuse du Petrograd révolutionnaire, avec ses cheveux blancs, ses grands faux-cols empesés à la vieille mode et son habit noir.

Le vieux Francis, disait un diplomate britannique, ne distinguerait pas un socialiste révolutionnaire d'une pomme de terre !

Mais l'ignorance de Francis en ce qui concerne la politique russe ne faisait que renforcer ses convictions. Lesquelles découlaient généralement du bavardage des généraux et des millionnaires tsaristes incompréhensifs qui fréquentaient l'ambassade américaine à Petrograd. Francis affirmait donc que toute la Révolution russe était le résultat d'un complot allemand et que tous les révolutionnaires russes étaient des agents de l'étranger. En tout état de cause, il pensait que toute cette affaire serait rapidement, liquidée.

Le 21 avril 1917, l'ambassadeur Francis avait envoyé un télégramme confidentiel à Robert Lansing

---

<sup>1</sup> Petrograd était la capitale de la Russie tsariste. La ville s'appelait à l'origine Saint-Petersbourg, en l'honneur de son fondateur Pierre-le-Grand. On donna à son nom la forme plus russe de Petrograd au début de la première guerre mondiale. Après la Révolution bolchevique, Moscou devint la nouvelle capitale ; et en 1924, après la mort de Lénine, on donna à l'ancienne capitale le nom de Leningrad.

secrétaire d'Etat des Etats-Unis : «SOCIALISTE EXTRÊMISTE Ou ANARCHISTE NOMMÉ LÉNINE FAIT VIOLENTS DISCOURS SOUTENANT DE CE FAIT LE. GOUVERNEMENT ; A DESSEIN ON LUI LAISSE CHAMP LIBRE; SERA DÉPORTÉ EN TEMPS OPPORTUN »

Mais la Révolution russe loin de s'apaiser après le renversement du tsar, ne faisait que commencer. L'armée russe se dissolvait et personne en Russie: ne semblait capable de s'y opposer. Alexandre Kerenski, l'ambitieux premier ministre du Gouvernement provisoire, faisait des tournées au front oriental, eu prononçant d'éloquents discours devant les soldats ou il les assurait que « la victoire, la démocratie et la paix » étaient à portée de la main. Nullement impressionnés, les soldats russes affamés et révoltés continuaient à déserteur par dizaines de mille. En uniformes déguenillés, leurs flots se répandaient sans fin dans les campagnes, dans les champs embourbés par la pluie, le long des routes et des chemins, dans les villages et dans les villes<sup>2</sup>.

A L'arrière, les soldats russes, de retour au pays, rencontraient les ouvriers et paysans révolutionnaires. Partout, soldats, ouvriers et paysans formaient des comités révolutionnaires, ou Soviets, comme ils les appelaient, et élistaient des députés pour' faire entendre leurs mots d'ordre : « Paix, Pain et Terre », au quartier général du Gouvernement à Petrograd.

Quand le major Raymond Robins arriva à Petrograd, le pays était submergé par un flot de pauvre gens désespérés et affamés. Dans la capitale, parvenaient sans cesse des délégations de soldats venant en droite ligne des tranchées boueuses du front et réclamant la fin de la guerre. Des émeutes provoquées par la famine se produisaient presque tous les jours. Le Parti bolchevik de Lénine, l'organisation des communistes russes que Kerenski avait déclaré illégale et qui se maintenait, clandestinement, croissait rapidement en puissance et en prestige.

Raymond Robins refusa de tenir pour vraies les opinions de l'ambassadeur Francis et de ses amis tzaristes sur la Russie. Il perdit peu de temps dans les salons de Petrograd et se mit en « campagne », selon ses propres termes, pour voir, la situation de ses propres yeux. Robins croyait passionnément à ce qu'il appelait « l'esprit de la rue, cette chose qui est commune en Amérique chez les hommes d'affaires qui réussissent, un état d'esprit qui ne s'appuie pas sur les bavardages, mais qui cherche constamment à atteindre les faits ». Il voyagea dans le pays, visita les usines, assista aux réunions syndicales, entra dans les casernes militaires et alla même dans les tranchées infestées de rats du front oriental. Pour voir ce qui se passait en Russie, Robins se mêla au peuple russe.

Cette année, la Russie ressemblait à un immense congrès turbulent. Après, des siècles de silence forcé, le peuple avait enfin libéré sa langue. Partout se tenaient des meetings. Chacun parlait. Les agents du gouvernement, les propagandistes pro-alliés, les Bolcheviks, les anarchistes, les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks, tous parlaient en même temps., Les Bolcheviks étaient les orateurs les plus populaires, et les soldats, les ouvriers et les paysans répétaient ce qu'ils disaient.

Montrez-moi pourquoi je me bats? demandait un soldat russe dans un de ces meetings populaires enfiévrés. Est-ce pour Constantinople ou pour une Russie libre? Est-ce pour la démocratie, ou pour les pillards capitalistes? Si vous pouvez me prouver que je défends la Révolution, alors j'irai au combat sans qu'il soit nécessaire de me menacer de la peine de mort. Quand la terre appartiendra aux paysans, les usines aux travailleurs, et le pouvoir aux Soviets, alors nous saurons que nous avons quelque chose à défendre, et nous nous battons pour cela! »

Robins était dans son élément dans cette atmosphère de discussion. En Amérique, il avait souvent discuté avec des marxistes américains, pourquoi n'aurait-il pas discuté avec les Bolcheviks russes ? Et souvent, Robins demandait la permission de répondre aux orateurs bolcheviks. Devant des foules, dans les usines et dans les tranchées, l'Américain aux épaules larges, aux yeux sombres se dressait et parlait. Aux auditoires russes, il montrait ce qu'était la démocratie américaine et la menace du militarisme prussien. Invariablement, de vifs applaudissements saluaient ses paroles.

En même temps, Robins ne négligeait pas son travail de la Croix-Rouge. Il devait trouver des vivres pour les villes affamées. En descendant la Volga, il trouva d'immenses stocks de blé pourrissant dans des magasins. Ce blé restait là suite du manque de moyens de transport. Sous le régime incapable du tsar, tous les transports avaient-été détruits et Kerenski n'avait rien fait pour remédier à la situation. Robins proposa de constituer une flotte de péniches pour transporter ce blé par le fleuve. Les fonctionnaires du gouvernement Kerenski lui dirent que c'était impossible. Un paysan vint alors voir Robins, se présentant lui-même : il était le président d'un Soviet paysan de la région. Il déclara qu'on trouverait des péniches. Et le lendemain matin, le blé commença à remonter la Volga vers Moscou et Petrograd.

Partout, Robins eut. des preuves pareilles de la confusion et de l'incapacité du Gouvernement-

---

<sup>2</sup> Pendant trois ans, les soldats russes s'étaient battus avec grand courage et intelligence contre des ennemis supérieurs en nombre et en moyens. Aux, premiers mois de la guerre, au début de l'agression allemande, les Russes avaient envahi la Prusse Orientale où ils avaient ' accroché deux corps d'armée allemands et une division de cavalerie, ce qui avait permis à Joffre de rompre la pression allemande sur la Marne et de sauver Paris. A l'arrière, l'armée russe avait. eu à lutter contre la trahison et l'incapacité. Le ministre de la guerre Soukhomlinov était un traître. au service de l'Allemagne. La cour du tsar était submergée d'agents allemands et de germanophiles notoires patronnés par la tzarine et son conseiller, le sinistre moine Raspoutine. Les troupes russes étaient misérablement équipées. En 1917 les pertes de l'armée russe étaient supérieures à celles de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie réunies. Elles atteignaient au total 2.762.064 morts, 4.950.000 blessés et 2.500.000 disparus.



Kérenski, opposées à l'organisation et à la détermination, des Soviets révolutionnaires. Quand le président d'un Soviet disait qu'une chose serait faite, elle était faite.

La première fois que Robins alla dans un village russe et qu'il demanda à voir les autorités locales officielles, les paysans se mirent à rire. «*Vous feriez mieux de voir, le président du Soviet* lui dirent-ils. »

*Qu'est-ce que c'est, ce Soviet ?* demanda Robins.

Le Conseil des députés des ouvriers, des soldats et des paysans.

Mais c'est une sorte d'organisation révolutionnaire, protesta Robins. Je veux voir les autorités civiles régulières.

Les paysans rirent de nouveau: «*Oh ! elles ne signifient plus rien. vous feriez mieux de voir président du Soviet!*»

De retour à Petrograd, après son voyage d'enquête, Robins fit un premier rapport au colonel Thompson.

«*Le Gouvernement provisoire de Kerenski, disait-il, est une sorte d'appareil bureaucratique, imposé d'en haut et soutenu par des baïonnettes à Petrograd, à Moscou et dans quelques autres villes* ». Le gouvernement réel du pays était exercé par les Soviets. Mais Kérenski était partisan de continuer la guerre contre l'Allemagne, et pour cette raison Robins pensait qu'il devait rester au pouvoir. Si les Alliés avaient intérêt à empêcher la Russie de sombrer dans un chaos complet et à tomber ainsi sous la domination de l'Allemagne, ils devaient peser de toute leur influence pour obliger Kérenski à reconnaître les Soviets et à composer avec eux. Le gouvernement des Etats-Unis devait être pleinement averti des faits avant qu'il ne soit trop tard.

Robins fit ensuite une proposition audacieuse : il fallait lancer immédiatement une campagne gigantesque de propagande pour convaincre le peuple russe que l'Allemagne constituait la véritable menace contre leur Révolution.

A la surprise de Robins, le colonel Thompson exprima sans équivoque son accord avec son rapport et avec sa proposition. Il lui déclara qu'il allait câbler à Washington en soulignant le plan de propagande et en demandant confirmation et des fonds pour le mettre à exécution. En attendant, car le temps était précieux, Robins devait l'entreprendre de suite.

*Mais on aurons-nous de l'argent?* demanda Robins.

- *Je mettrai un million de ma poche,* dit le colonel Thompson.

Robins était autorisé à tirer jusqu'à concurrence de ce montant sur le compte personnel du colonel à Petrograd. Avant tout, il fallait, ajouta Thompson, maintenir l'armée russe sur le front occidental et empêcher l'Allemagne d'entrer en Russie.

Par ailleurs, le colonel Thompson se rendait parfaitement compte des risques qu'il courait en intervenant si activement et si personnellement dans les affaires russes.

- *Savez-vous ce que cela signifie, Robins ?* dit-il.

- *Je pense que cela veut dire que c'est la seule chance de sauver la situation, mon colonel,* répondit Robins

- *Non, je-veux dire : savez-vous ce que cela signifie pour vous ?*

- *Qu'est-ce que cela signifie?*

- *Cela signifie que si nous échouons, vous serez fusillé,*

Robins haussa les épaules: «*Des hommes meilleurs et plus jeunes que moi, meurent tous les jours sur le front occidental* ». Il ajouta, après un silence

- *Si je suis fusillé, vous, mon colonel, serez pendu.*

- *Je ne serais pas étonné que vous ayez raison* répliqua le colonel Thompson.

## 2. Contre-Révolution.

Tandis que les vents d'automne, humides et froids, soufflaient de la mer Baltique et que des nuages bas et chargés de pluie obscurcissaient le ciel de la ville, les événements se précipitaient à Petrograd.

Pâle et nerveux, portant son habituelle tunique uniforme kaki, boutonnée jusqu'au col, les yeux exorbités et le bras droit plié à la Napoléon, Alexandre Kerenski, chef du Gouvernement provisoire, marchait de long en large dans son bureau du Palais d'hiver.

- *Qu'attendent-ils de moi?* criait-il en s'adressant à Raymond Robins. La moitié du temps, je dois parler le langage du libéralisme de l'Europe occidentale, pour complaire aux Alliés, et le reste du temps, je dois parler celui du socialisme russe, si je veux sauver ma vie.

Kérenski avait raison d'être inquiet. Dans son dos, ses principaux défenseurs, les millionnaires russes et ses alliés anglo-français, conspiraient déjà pour le chasser du pouvoir.

Les millionnaires russes menaçaient ouvertement de faire appel aux Allemands, si l'Angleterre et la France refusaient d'agir pour stopper la Révolution.

«*la Révolution, est une maladie,* déclara Lianozov, «le Rockefeller russe», au journaliste

américain John Reed. *Tôt ou tard les puissances étrangères devront intervenir, comme on interviendrait pour guérir un enfant malade et lui apprendre à marcher.*»

Un autre millionnaire russe, Riabouchinski, déclara que la seule solution était « *de s'emparer des faux amis du peuple, ces soviets et comités démocratiques, et de les pendre !* »

Sir Samuel Home, chef de l'Intelligence Service diplomatique britannique en Russie avait eu des entretiens avec ces millionnaires russes et avait regagné Londres, pour y rapporter qu'une dictature militaire était la meilleure solution au problème russe. Selon Home, les meilleurs candidats pour le poste de dictateur en Russie étaient l'amiral Koltchak qui, disait Home, était ce qu'il avait trouvé de plus proche d'un « gentleman anglais », et le général Kornilov, le nerveux commandant en chef cosaque de l'armée russe.

Les gouvernements anglais et français décidèrent d'appuyer le général Kornilov. Il devait être l'homme énergique qui maintiendrait immédiatement la Russie en guerre, anéantirait la Révolution et protégerait les investissements financiers anglais et français en Russie.

Lorsque Robins. apprit cette décision, il sentit que les Alliés avaient commis une grave erreur: Ils ne comprenaient pas les sentiments du peuple russe et ils faisaient tout simplement le jeu des Bolcheviks qui, dès le début, avaient prophétisé que le régime de Kérenski deviendrait un paravent derrière lequel la contre-révolution se préparerait secrètement. L'attaché militaire britannique, le major général Alfred Knox et le chef de la mission militaire britannique à Pétrograd prièrent brutalement Robins de fermer sa bouche.

La tentative de putsch se produisit le 8 septembre 1917 au matin. Tout d'abord une proclamation de Kornilov, en qualité de commandant en chef de l'armée, appela au renversement du Gouvernement provisoire et au rétablissement de « *la discipline et de l'ordre* ». Des milliers de tracts, prônant Kornilov, le héros de la Russie, furent répandus dans les rues de Moscou et de Pétrograd. Dans son livre *La Catastrophe*, paru plusieurs années plus tard, Kérenski a révélé que « *ces tracts avaient été imprimés aux frais de la Mission militaire britannique et apportés à Moscou de l'Ambassade britannique à Pétrograd dans le wagon, du général Knox, l'attaché militaire britannique* ». Puis Kornilov donna l'ordre à vingt mille hommes de marcher sur Petrograd. Des officiers français et anglais en uniformes russes marchaient avec les soldats de Kornilov.

Kérenski était épouvanté par cette trahison. Il était encore salué à Paris et à Londres comme un « grand démocrate » et comme le « héros des masses russes ». Et pourtant ici, les représentants des Alliés tentaient de le renverser ! Il se demandait désespérément quoi faire et ne faisait rien.

Le Soviet de Pétrograd contrôlé par les Bolchéviks, de sa propre initiative, ordonna une mobilisation immédiate. Aux ouvriers armés se joignirent les marins révolutionnaires de la flotte de la Baltique et les soldats du front. Des ouvriers en casquette et en veste de cuir, armés, disposés, dans les rues de la ville. On mit en position des pièces d'artillerie et des mitrailleuses. Les gardes rouges, des ouvriers en casquette et veste de cuir, armés de fusils et de grenades à main, patrouillèrent dans les faubourgs boueux.

En quatre jours, l'armée de Kornilov se désagréa. Le général lui-même fut arrêté par le Comité de soldats qui avait été constitué en secret dans sa propre armée, Environ quarante généraux de l'ancien régime, qui étaient impliqués dans la conspiration de Kornilov furent encerclés dès la première après-midi à l'hôtel Astoria où ils attendaient la nouvelle du succès de Kornilov. Le ministre de la guerre adjoint de Kérenski, Bonis Savinkov, fut chassé de son bureau par les clameurs de la foule pour avoir participé au complot. Le Gouvernement provisoire vacillait sur ses bases.

Le putsch avait précisément eu pour résultat la chose qu'il voulait empêcher : un triomphe des Bolchéviks et une démonstration de la force des Soviets.

C'étaient les Soviets et non Kérenski qui avaient réellement le pouvoir à Pétrograd.

« *La force croissante des Soviets, dit Robins, réussit dans cette affaire, sans aucune violence... C'est leur puissance qui à vaincu, Kornilov* ».

L'ambassadeur Francis, d'autre part, télégraphia au Département d'Etat des Etats-Unis:

« *ÉCHEC KORNILOV IMPUTABLE MAUVAIS CONSEILS MAUVAISES INFORMATIONS, MÉTHODES IMPROPRES, INOCCUPÉES. BON SOLDAT PATRIOTE MAIS INEXPÉRIMENTÉ. GOUVERNEMENT TRÈS EFFRAYÉ POURRA PROFITER DE LA LEÇON* ».

### 3. Révolution.

Les événements se précipitaient maintenant à la vitesse de l'éclair. Encore clandestin, Lénine avait donné à la Révolution un nouveau mot d'ordre «*Tout le pouvoir aux Soviets! A bas le Gouvernement provisoire*»

Le 7 Octobre, le colonel Thompson, inquiet, télégraphia à Washington

«*BOLCHEVIKS CHERCHENT MAINTENANT CONTROLER CONGRES PANRUSSE DES SOVIETS D'OUVRIERS ET DE SOLDATS CONVOQUE ICI CE MOIS. S'ILS RÉUSSISSENT CONSTITUERONT NOUVEAU GOUVERNEMENT. RESULTAT DESASTREUX ABOUTISSANT PROBABLEMENT PAIX SEPARÉE. EMPLOYONS TOUS MOYENS MAIS DEVONS AVOIR AIDE IMMEDIATE SINON -TOUS EFFORTS SERONT TROP TARD*».

Le 3 novembre, une conférence secrète des chefs militaires alliés en Russie se tint dans le bureau du colonel Thompson: Que fallait-il faire pour arrêter les Bolchéviks? Le général Niessel, chef de la mission militaire française, attaqua violemment le Gouvernement provisoire pour son incapacité et traita les soldats russes de «chiens jaunes», ce qui provoqua, la sortie de la pièce d'un général russe, rouge de colère.

Le général Knox reprocha aux Américains de n'avoir pas soutenu Kornilov.

- Cela ne m'intéresse pas de raffermir Kérénski et son Gouvernement provisoire, cria-t-il à Robins. Il est incompetent, incapable et nul. Vous auriez dû être avec Kornilov.

- *Et bien, mon général, répondit Robins, vous étiez avec Kornilov !*

Le général anglais rougit: «*La seule chose possible en Russie, c'est une dictature militaire, dit-il. Ces gens ont besoin d'un fouet !*

- *Mon général, dit Robins. Vous pourrez vous trouver en présence d'une dictature d'un tout autre genre.*

- *Vous pensez à cette bande de Bolchéviks ?*

- *Oui, c'est à eux que je pense.*

- *Robins, dit le général Knox, vous n'êtes pas un militaire et vous ne comprenez rien aux affaires militaires. Les militaires savent comment agir avec des gens de cette sorte : on les prend et on les fusille !*

- *Oui si on les attrape ! J'admets, mon général, ne rien connaître aux choses militaires, mais je m'y connais en questions populaires : j'ai travaillé avec le peuple toute ma vie. J'ai été voir ce qui se passe en Russie, et je pense que nous avons affaire à un problème populaire.*

Le 7 novembre 1917, quatre jours après, cette conférence, les Bolchéviks prenaient le pouvoir en Russie.

La Révolution bolchévique qui a ébranlé le monde s'est produite étrangement et presque imperceptiblement au début. C'est la révolution la plus pacifique de l'histoire. Quelques bandes de soldats et de marins déambulaient fortuitement dans les rues de la ville. Il y eut quelques coups de feu épars, sporadiques. Hommes et femmes se rassemblèrent dans les rues, discutant, gesticulant, lisant les derniers appels. Les rumeurs contradictoires habituelles circulaient. Les trams descendaient et remontaient la perspective Nevski. Les ménagères allaient aux provisions. Les journaux conservateurs de Pétrograd qui parurent ce jour-là comme d'habitude ne signalèrent même pas qu'une révolution venait de se Produire.

Presque sans opposition, les Bolchéviks occupèrent les Centraux téléphonique et télégraphique, la Banque d'Etat et les Ministères. Le Palais d'hiver, siège du Gouvernement provisoire de Kérénski, fut entouré et assiégé.

Kérénski s'enfuit au cours de l'après-midi dans une voiture de l'Ambassade américaine et battant pavillon américain. Au moment de partir, il envoya en hâte à l'ambassadeur Francis un mot dans lequel il déclarait qu'il reviendrait avec des troupes du front et qu'il «*liquiderait la situation en quatre jours*».

A 6 h du soir, l'ambassadeur Francis télégraphia au secrétaire d'Etat Lansing

«***BOLCHÉVIKS SEMBLENT AVOIR CONTROLE SUR TOUT ICI. N'AI PAS PU SAVOIR OU SONT LES MINISTRES***».

Vers le milieu de cette nuit, froide et humide, des camions, circulèrent dans les rues boueuses, visitant par périodes régulières les postes de sentinelles installés aux carrefours autour de braseros. Des camions, on lançait des proclamations sur lesquelles on lisait :

## AUX CITOYENS DE LA RUSSIE

*Le Gouvernement provisoire est renversé: Le pouvoir est passé aux mains du Comité militaire révolutionnaire, organe du Soviet des députés d'ouvriers et de soldats de Pétrograd, placé à la tête du prolétariat et de la garnison de Pétrograd*

*La cause pour laquelle le peuple a combattu: proposition immédiate d'une paix démocratique, abolition de la grande propriété foncière, formation d'un gouvernement soviétique, cette cause est assurée du succès.*

*Vive la révolution des soldats, des ouvriers et des paysans !*

### LE COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE PRÈS LE SOVIET DES DÉPUTÉS D'OUVRIERS ET SOLDATS DE PÉTROGRAD.

Des centaines de gardes rouges et de soldats s'étaient rassemblés en masses compactes autour du Palais d'hiver brillamment éclairé, le dernier bastion du Gouvernement provisoire déjà déchu: Tout-à-coup, la masse se mit en mouvement, envahit la cour, sauta par-dessus les barricades et pénétra dans le Palais d'hiver. Les anciens ministres de Kérenski furent arrêtés dans la grande salle élégamment décorée où ils avaient siégé toute la journée autour d'une grande table. La table était jonchée de feuilles de papier, tout ce qui restait d'une proclamation qui ne fut jamais terminée et qui commençait par ces Mots : « Le Gouvernement provisoire fait appel à toutes les classes du pays pour soutenir le Gouvernement provisoire.. »

A 10h45, dans la nuit du 7 novembre 1917, le Congrès, panrusse des Soviets de députés ouvriers et de soldats tint sa séance d'ouverture dans la grande salle de réception de l'Institut Smolny qui était auparavant une académie distinguée pour les filles de l'aristocratie tzariste. L'immense salle, pleine de fumée, avec ses colonnes de marbre, ses candélabres blancs, et son parquet incrusté, donnait maintenant asile aux représentants élus des soldats et des ouvriers russes. Sales mal rasés, fatigués, les députés au Congrès, des soldats qui avaient encore de la boue des tranchées sur leur uniforme, des ouvriers en casquette et veste de cuir noir, des marins en jersey rayé et portant le petit béret rond à rubans, écoutaient attentivement les membres du Comité central exécutif qui se présentaient à tour de rôle à la tribune.

Le Congrès dura deux jours. Au soir du deuxième jour, lorsqu'un petit homme courtaud, dans une veste fripée, monta à la tribune, son crâne chauve brillant et un paquet de feuilles de papier à la main, une acclamation générale et enthousiaste l'accueillit.

L'acclamation dura plusieurs minutes. Alors, se penchant légèrement en avant, l'orateur dit « *Nous allons maintenant aborder la construction de l'ordre socialise* ». L'orateur était Lénine.

Le congrès se termina par la formation du premier Gouvernement soviétique, le Conseil des Commissaires du peuple, présidé par Vladimir Illich Lénine.

## 4. Non reconnaissance.

Le lendemain, l'ambassadeur Francis envoyait à son ami Maddin Summers, consul général américain à Moscou, une note dans laquelle il disait : «*On dit que le Soviet des ouvriers et soldats de Pétrograd a constitué un gouvernement sous la présidence de Lénine, Trotski étant ministre des Affaires étrangères, et Madame ou Mademoiselle Kollontaï, ministre de l'Éducation. Dégoûtant ! mais j'espère qu'on fera l'effort nécessaire pour que plus cette situation est ridicule, plus prompt soit le remède* ».

A Washington, l'ambassadeur télégraphia qu'à son avis la durée du nouveau régime soviétique n'était qu'une question de jours. Il insistait auprès du Département d'Etat pour qu'on ne reconnut pas le Gouvernement russe, tant que les Bolcheviks n'auraient pas été renversés et remplacés par des « patriotes » russes...

Le même matin, Raymond Robins entra dans le bureau du colonel Thompson, à la direction de la Croix-Rouge américaine à Pétrograd.

«*Mon colonel, dit Robins, nous devons agir vite. L'idée que Kérenski peut rassembler une armée quelque part, que les cosaques vont venir du Don, et les gardes blancs de Finlande, c'est de la folie. Ils n'arriveront jamais jusqu'ici. Il y aurait trop de paysans armés sur leur route. Non, ce groupe qui vient d'entrer en-scène à l'Institut Smolny va garder la place pendant un bon bout de temps!* »

Robins demanda à son chef l'autorisation de se rendre à Smolny et d'y avoir un entretien avec

Lénine. « *En majorité, ce sont des gens honnêtes et de valeur* », dit Robins en parlant des Bolchéviks. Avant de répondre, Thompson montra à Robins un ordre qu'il venait de recevoir de Washington et qui l'enjoignait de rentrer aux Etats-Unis pour information. Pour ce qui était de lui, il était du même avis que Robins : les Bolchéviks représentaient bien les masses populaires russes et quand il serait en Amérique, il s'efforceraient de convaincre de cela le Département d'Etat. En attendant, Robins, promu au grade de colonel, devenait chef de la mission de la Croix-Rouge américaine en Russie. Le colonel Thompson serra donc la main de son ancien adjoint et lui souhaita bonne chance...

Robins ne perdit pas de temps. Il alla droit à Smolny et demanda à parler à Lénine.

*-J'étais pour Kérénski, déclara franchement Robins; mais je constate un décès quand je suis devant un cadavre, et je considère le Gouvernement provisoire comme mort. Je désire savoir si la Croix-Rouge américaine peut être utile au peuple russe sans que cela nuise à nos intérêts nationaux. Je ne suis pas d'accord avec votre programme intérieur, mais les affaires intérieures de la Russie ne me concernent pas. Si Kornilov, ou le tsar, ou n'importe qui d'autre était au pouvoir, je lui parlerais de la même façon.*

Lénine eut immédiatement de la sympathie pour cet Américain franc et dynamique, et il essaya d'expliquer à Robins les caractéristiques du nouveau régime

*-On dit que je suis un dictateur, déclara Lénine. Je le suis pour le moment. Je suis un dictateur dans la mesure où je m'appuie sur la volonté des masses ouvrières et paysannes. Si je cessais de faire ce qu'elles veulent, elles me chasseraient du pouvoir et je serais aussi impuissant que le tsar. En ce qui concerne les aspects économiques du régime soviétique, Lénine poursuivit : « Nous allons lancer un défi au monde en créant une république des travailleurs. N'appartiendront pas aux Soviétiques ceux qui possèdent des stocks, ceux qui sont propriétaires. Pour y appartenir, il faudra être un travailleur. Le bassin houiller du Donetz sera représenté par des mineurs, les chemins de fer par des cheminots, le service postal par des travailleurs des P.T.T. etc.*

Lénine, exposa à Robins un autre paragraphe essentiel du programme bolchévik: la solution de la « question nationale ». Sous le régime tsariste, les innombrables groupes nationaux de la Russie avaient été impitoyablement brimés et transformés en peuples colonisés. « Tout ceci doit changer, dit Lénine. L'antisémitisme et tous les autres préjugés primitifs analogues exploités par le tsarisme pour dresser les divers groupes nationaux les uns contre les autres, doivent être balayés. Toutes les nationalités et minorités nationales de la Russie seront complètement émancipées; elles auront des droits égaux et jouiront d'une autonomie régionale et culturelle». Lénine dit à Robins que l'homme qui aurait à résoudre ce problème complexe et de première importance était un Bolchévik qui faisait autorité en matière de question nationale, Joseph Staline<sup>3</sup>.

Robins demanda à Lénine dans quelle mesure on pouvait compter que la Russie continuerait la guerre contre l'Allemagne.

Lénine répondit en toute franchise que la Russie avait déjà cessé de se battre. La Russie ne pouvait s'opposer à l'Allemagne tant qu'une nouvelle armée, une armée rouge n'aurait pas été constituée. Cela prendrait du temps. Toute la structure pourrie de l'industrie et des transports russes devait être réorganisée de fond en comble.

*«Le gouvernement soviétique, poursuivit Lénine, désire être reconnu par les Etats-Unis et recherche leur amitié»*. Il n'ignorait pas les préjugés que l'on nourrissait dans les milieux officiels contre son régime et il offrit à Robins un plan minimum de collaboration : en échange d'une aide technique fournie par les Américains, le gouvernement soviétique se chargerait de récupérer tout le matériel de guerre du front oriental, sans quoi on n'éviterait pas qu'il tombât entre les mains des Allemands.

Robins fit connaître au général Judson, l'attaché militaire américain qui commandait la mission militaire américaine en Russie, les propositions de Lénine, et le général Judson se rendit à Smolny pour mettre au point les détails de l'accord. Judson avait une demande supplémentaire à formuler: les centaines de milliers de prisonniers de guerre allemands entre les mains des Russes ne devaient pas être rapatriés avant la fin de la guerre. Lénine accepta.

Le général Judson informa aussitôt l'ambassadeur Francis qu'il serait de l'intérêt des Etats-Unis de

---

<sup>3</sup> Le colonel Robins écrivait en novembre 1943 aux auteurs de ce livre. « J'ai entendu parler pour la première fois de Staline ce jour où Lénine, m'a parlé de son projet de constitution d'une république Fédérative socialiste soviétique... Il m'a parlé de son plan et de celui de Staline d'unir dans une coopération commune tous les divers groupes de la Russie soviétique, et m'informa que Staline venait d'être nommé Commissaire aux nationalités... La plus grande réussite historique de Staline pour la réalisation de l'unité et de la puissance des peuples de l'U.R.S.S. est sans doute son travail incomparable de Commissaire aux nationalités. Sa politique a fait disparaître toutes les animosités raciales, religieuses, nationales ou de classe, et a donné aux divers groupes une unité et un ensemble qui leur ont permis de lutter et de mourir pour la défense de Lénine, de Stalingrad et de la patrie soviétique ». Dans cette dernière phrase le colonel Robins faisait allusion au rôle historique joué par les peuples soviétiques dans la lutte contre les envahisseurs nazis et pour leur anéantissement au cours de la deuxième guerre mondiale.

reconnaître le gouvernement soviétique.

« *Le gouvernement soviétique est le gouvernement de fait, et il faut entretenir des relations avec lui* », dit Judson.

Mais l'ambassadeur avait un autre avis et l'avait déjà fait connaître à Washington.

Quelques jours après, un télégramme du secrétaire d'Etat Lansing indiquait à l'ambassadeur Francis que les représentants des Etats-Unis devaient « *suspendre toutes communications directes avec le gouvernement bolchévique* ». Le télégramme précisait « *Avisez-en Judson* ».

Un deuxième télégramme expédié peu après, rappelait le général Judson aux Etats-Unis.

Robins pensa donner sa démission pour protester contre la position du Département d'Etat. A sa surprise, l'ambassadeur Francis lui demanda de rester à son poste et de maintenir ses contacts avec Smolny.

« *Je pense qu'il ne serait pas sage, de rompre brusquement, complètement vos relations, c'est-à-dire de cesser vos visites, de même, j'ai besoin de savoir ce qu'ils font et je resterai entre vous et le feu* ».

Ce que Robins ne savait pas, c'est que Francis voulait avoir tous les renseignements possibles sur le Gouvernement soviétique pour des raisons particulières, qui lui étaient personnelles.

## 5. Diplomatie secrète.

Le 2 décembre 1917, l'ambassadeur Francis envoyait à Washington son premier rapport confidentiel sur l'activité du général Kalédine, ataman des cosaques du Don. Francis qualifiait le général de « *commandant en chef des cosaques, au nombre de 200.000* ». Le général Kalédine avait recruté une armée blanche contre-révolutionnaire parmi les cosaques de la Russie méridionale, proclamé « *l'indépendance du Don* » et se préparait à marcher sur Moscou pour renverser le Gouvernement des Soviets. Des groupes secrets d'officiers tzaristes, à Péetrograd et à Moscou, faisaient de l'espionnage antisoviétique pour Kalédine et conservaient le contact avec l'ambassadeur Francis.

A la demande de Francis, un rapport plus détaillé sur les forces du général Kalédine fut envoyé au Département d'Etat quelques jours plus tard par Maddin Summers, le consul général américain à Moscou. Summers qui avait épousé la fille d'un grand seigneur tzariste, nourrissait contre le régime soviétique des préjugés encore plus violents que l'ambassadeur Francis lui-même.

Selon le rapport de Summers au Département d'Etat, Kalédine avait déjà rallié autour de lui, tous les éléments « *loyaux et « honnêtes* » de la Russie méridionale.

Le secrétaire d'Etat Lansing télégraphia à l'Ambassade américaine à Londres, pour lui recommander d'accorder secrètement un prêt afin de financer la cause de Kalédine. Ce prêt disait le secrétaire, devait être fait par l'intermédiaire ou du gouvernement anglais ou du gouvernement français.

« *Je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous, ajoutait Lansing sur la nécessité d'agir vite et d'insister auprès de ceux avec qui vous parlez, sur l'importance qu'il y a à ce qu'on ignore que les Etats-Unis montrent de la sympathie pour le mouvement Kalédine, et, encore moins qu'ils l'assistent financièrement* ».

On conseilla à l'ambassadeur Francis de faire usage de la plus grande discrétion dans ses rapports avec les agents de Kalédine à Péetrograd, afin de ne pas faire naître les soupçons des Bolchéviks.

Malgré les précautions envisagées, le complot fut découvert par le Gouvernement soviétique, qui se tenait sur des gardes quant à la possibilité d'une intervention des Alliés en Russie. A la mi-décembre, la presse soviétique dénonça l'ambassadeur américain d'avoir secrètement conspiré avec Kalédine. Francis nia effrontément connaître le chef cosaque.

« *Je vais faire un communiqué à la presse, télégraphia Francis au secrétaire Lansing le 22 décembre, dans lequel je démentirai en clair, avoir eu connaissance du mouvement Kalédine, ou toutes relations avec lui, en me basant sur vos instructions précises de n'intervenir aucunement dans les affaires intérieures et sur le fait que je les ai scrupuleusement observées.* »

Isolé par l'hostilité des Alliés, et trop faible pour affronter seul la massive machine de guerre allemande, le Gouvernement soviétique devait se protéger du mieux qu'il pouvait. L'Allemagne constituait la menace la plus immédiate.

Pour sauver la nouvelle Russie et gagner du temps afin de procéder aux réorganisations essentielles et à la constitution d'une armée rouge, Lénine proposa de signer une paix immédiate sur le front occidental.

*« Il nous faudra bien conclure une paix de toutes façons, dit Lénine à ses collaborateurs, après avoir brossé un tableau détaillé des conditions désastreuses dans lesquelles se trouvaient les transports, l'industrie et l'armée, Il faut que nous devenions forts et pour cela, il faut du temps... Si les Allemands se mettent à avancer, nous serons obligés d'accepter n'importe quelle paix, une paix qui sera pire alors»*

Sur l'insistance de Lénine, une délégation soviétique se rendit en hâte à Brest-Litovsk, où se trouvait le grand quartier général de l'armée allemande de l'Est, pour y apprendre les conditions de paix de l'Allemagne.

Le 23 décembre 1917, le lendemain du jour de la première session des préliminaires de la conférence de paix de Brest-Litovsk, des représentants de la France et de la Grande-Bretagne se réunissaient à Paris et concluaient un accord secret pour le démembrement de la Russie. Cet accord intitulé: «Accord franco-anglais du 23 décembre 1917» définissait les zones d'action françaises et anglaises. Selon ses termes, l'Angleterre recevait une zone d'influence en Russie, comprenant les pétroles du Caucase et le contrôle des provinces baltes; la France, une zone lui donnant le fer et le charbon du bassin du Donetz et le contrôle de la Crimée.

Ce traité secret franco-anglais devait constituer le cadre de la politique que ces deux nations allaient poursuivre à l'égard de la Russie dans les années ultérieures.





## CHAPITRE II

### CONTREPOINT

#### 1. Agent britannique.

Vers minuit, dans la nuit glacée du 18 janvier 1918, un élégant jeune Ecossais, enveloppé de fourrures, cherchait son chemin à la lueur d'une lanterne, sur le pont en partie détruit qui sépare la Finlande de la Russie. La guerre civile faisait, rage en Finlande et le trafic ferroviaire sur le pont avait été suspendu. Le gouvernement rouge finlandais avait fourni au jeune Ecossais une escorte pour l'accompagner, avec ses bagages, jusqu'en Russie soviétique, où un train attendait pour l'emmener à Pétrograd. Le voyageur était Bruce Lockhart, agent spécial du Cabinet de guerre britannique.

Fruit exclusif du système d'enseignement, anglais, Bruce Lockhart était entré dans la diplomatie à 24 ans. Il était à la fois élégant et intelligent; et en peu de temps il s'était fait un nom comme l'un des jeunes hommes les plus talentueux et pleins de promesses de la diplomatie britannique. A 30 ans, il était vice-consul britannique à Moscou. Il parlait russe couramment, et était aussi au courant des intrigues et de la politique russes. Il avait été rappelé à Londres six semaines avant la Révolution bolchévique.

On l'envoyait maintenant en Russie à la demande personnelle du premier ministre Lloyd George, qui avait été profondément impressionné par ce qu'il avait appris sur la Russie de la bouche du colonel Thompson. L'ancien chef de Robins avait violemment dénoncé le refus des Alliés de reconnaître le régime soviétique. A la suite de la conversation qu'il avait eue avec Thompson, Lloyd George avait choisi Lockhart pour être une sorte de chargé d'affaires dans l'état actuel des choses auprès du Gouvernement soviétique.

Mais l'élégant jeune Ecossais était aussi un agent de l'Intelligence Service britannique. Sa mission non officielle était d'exploiter dans l'intérêt britannique le mouvement d'opposition qui apparaissait déjà au sein du Gouvernement soviétique.

L'opposition à Lénine était dirigée par l'ambitieux commissaire aux affaires étrangères Trotski, qui se considérait comme l'inévitable successeur de Lénine. Pendant 14 ans, Trotski s'était violemment opposé aux Bolchéviks puis en août 1917, quelques mois avant la Révolution d'Octobre, il avait rejoint le parti de Lénine et était parvenu au pouvoir avec lui. Dans le parti bolchévique, Trotski organisait une opposition de gauche contre Lénine.

Quand Lockhart arriva à Pétrograd au commencement de 1918, Trotski était à Brest-Litovsk où il présidait la délégation soviétique. Il y avait été envoyé avec des instructions catégoriques de Lénine de conclure la paix. Au lieu de suivre les instructions de Lénine, Trotski lançait des appels enflammés aux prolétariats de l'Europe, les invitant à se dresser et à renverser leur gouvernement. Le Gouvernement soviétique, déclarait-il, ne ferait en aucune façon la paix avec des régimes capitalistes. « Ni paix, ni guerre ! » s'écriait Trotski. Il dit aux Allemands que l'armée russe ne pouvait plus se battre, continuerait à se démobiliser mais qu'il ne signerait pas la paix.

Lénine en colère, dénonça la conduite de Trotski à Brest-Litovsk et ses propositions « Suspension de la guerre, refus de signer la paix et démobilisation de l'armée », comme « de la démente, ou pire ».

Le ministre des Affaires étrangères britannique, comme Lockhart l'a révélé plus tard dans ses mémoires, (British Agent) était extrêmement intéressé par « ces dissensions entre Lénine et Trotski, dissensions dont notre gouvernement espérait beaucoup<sup>4</sup> ».

<sup>4</sup> A Brest-Litovsk; Trotski, comme « révolutionnaire mondial », refusait de signer la paix avec l'Allemagne, bien qu'il admit que l'armée russe ne pouvait plus combattre, parce que, disait-il, une telle paix représenterait une trahison de la révolution internationale. Sur cette base Trotski refusa de se conformer aux instructions de Lénine. Plus tard. Il reconnut qu'il avait commis une erreur de jugement. A une réunion du Parti bolchevik, le 30 octobre 1918, après que les Allemands eurent attaqué la Russie soviétique, et furent près de s'emparer de Pétrograd et de renverser le régime des Soviets, Trotski déclara : « je considère de mon devoir de dire, devant cette assemblée, qu'à l'heure où nombre d'entre nous, y compris moi-même, doutions qu'il soit admissible de signer la paix de Brest-Litovsk, seul le camarade Lénine maintint obstinément, avec une prévoyance remarquable et contre notre opposition que nous aurions dû le faire... Et maintenant nous devons admettre que nous avons eu tort ». La conduite de Trotski à Brest-Litovsk, n'était pas une attitude isolée. Tandis que Trotski s'agitait à Brest-Litovsk, son lieutenant principal à Moscou, Nicolas Krestinski, attaqua publiquement Lénine et parla d'engager « la guerre révolutionnaire contre- l'impérialisme allemand, la bourgeoisie russe et cette partie du prolétariat qui suivait Lénine ». L'associé de Trotski dans ce mouvement oppositionnel, Boukharine, présenta une résolution qui fut adoptée à un congrès extraordinaire du soi-disant groupe communiste de gauche à Moscou et où il déclarait « Dans l'intérêt de la révolution internationale, nous estimons utile d'envisager la suppression éventuelle du pouvoir soviétique qui devient purement formel » En 1923, Boukharine révéla que derrière les scènes provoquées

Le résultat de la conduite de Trotski fut que les négociations de Brest-Litovsk échouèrent. En premier lieu, le Haut-Commandement allemand ne voulait pas traiter avec les Bolcheviks, Trotski, selon Lénine, fit le jeu des Allemands et avait « en fait aidé les impérialistes allemands ». Au beau milieu. d'un des discours de Trotski, le général allemand Hoffmann avait mis ses bottes, sur la table de la conférence et avait prié les délégués de s'en retourner chez eux.

Trotski revint à Petrograd et répondit aux remontrances de Lénine en s'exclamant : « *Les Allemands n'oseront pas avancer !* »

Dix jours après la rupture des négociations, le Haut Comandant allemand lançait une grande offensive sur l'ensemble du front oriental de, la Baltique à la mer Noire. Dans le sud, les hordes allemandes envahirent l'Ukraine Au centre l'offensive partit de là Pologne vers Moscou. Dans le nord, Narva tomba et Petrograd fût menacé. Par tout le front, les restes de la vieille armée russe s'effondraient en pièces. Le désastre planait sur la nouvelle Russie,

Venus des villes, hâtivement mobilisés par leurs dirigeants bolchéviks, les ouvriers armés et les gardes rouges forgèrent des régiments pour stopper l'avance allemande.

Les premières unités de l'Armée Rouge entrèrent en action. A Pskov, le 23 février 1918, les Allemands furent arrêtés<sup>5</sup>. Pour un temps, Petrograd était sauvé.

Une seconde délégation soviétique, cette fois sans Trotski, partit en hâte pour Brest-Litovsk.

Comme conditions de paix, l'Allemagne demandait maintenant l'Ukraine, la Finlande, la Pologne, le Caucase et d'énormes indemnités en or, en blé, en pétrole, en charbon et en minerai.

Une vague d'indignation contre les « brigands impérialistes allemands » balaya la Russie soviétique quand ces conditions de paix furent publiées... Le Haut-Commandement allemand, déclara Lénine, « espérait par cette paix de brigands » démembrer le pays des Soviets et anéantir le régime soviétique.

Selon Bruce Lockhart la seule chose raisonnable que les Alliés dussent faire devant cette situation, c'était d'aider la Russie contre l'Allemagne. Le Gouvernement soviétique n'essayait aucunement de masquer sa répugnance à ratifier la paix de Brest-Litovsk. Comme Lockhart s'en rendit compte, la question que les Bolcheviks se posait était: Que vont faire les Alliés ? Reconnaîtront-ils le gouvernement des Soviets, et viendront-ils à son aide, ou laisseront-ils les Allemands imposer leur « paix de brigands » à la Russie.

Au début, Lockhart était enclin à penser que les intérêts des Anglais en Russie dictaient un arrangement avec Trotski contre Lénine. Trotski et ses amis attaquaient maintenant Lénine en soutenant que sa politique de paix avait conduit à une « *trahison de la Révolution* »; et essayaient de former ce que Lockhart a appelé une coalition de « *guerre sainte* » au sein du Parti bolchévik qui lui semblait désignée pour mériter l'appui des Alliés et obliger Lénine à quitter le pouvoir.

Lockhart raconte dans ses mémoires, qu'il avait établi des contacts personnels avec Trotski dès que celui-ci était revenu de Brest-Litovsk. Trotski lui avait accordé un entretien de deux heures dans son bureau de Smolny.

Le soir même, Lockhart notait dans son journal ses impressions personnelles : (Trotski) « *m'a fait l'impression d'un homme qui mourrait volontiers en luttant pour la Russie, à condition qu'il y ait un public assez nombreux pour le voir faire.* »

L'agent britannique et le commissaire aux Affaires étrangères furent bientôt bons amis. Lockhart s'adressait à Trotski en l'appelant familièrement Lov Davidovitch et rêvait, comme il l'a dit plus tard « *de faire un grand coup avec Trotski* ». Mais à contrecœur, Lockhart en vint à la conclusion que tout simplement Trotski n'avait pas la force de remplacer Lénine. Comme il l'a dit dans ses mémoires : « *Trotski était un grand organisateur et un homme d'un grand courage physique ; mais moralement il n'était pas plus capable de s'opposer à Lénine, qu'une puce à un éléphant. Au Conseils des commissaires du peuple, il n'y avait pas un homme qui ne se considérât l'égal de Trotski. Il n'y avait pas un commissaire, qui ne regardât Lénine comme un demi-dieu dont les décisions devaient être acceptées sans discussion* ».

S'il y avait à faire quelque chose en Russie, il fallait que ce fut avec Lénine. Cette conclusion, à laquelle Lockhart était arrivée, était partagée par Raymond Robins : « *Quant à moi, dit-il, je me suis toujours demandé ce que Trotski allait faire, où on le trouverait à certaines heures et dans certaines circonstances, à cause de son extrême, vanité et de l'arrogance, en quelque sorte de sa vanité* ».

Lockhart avait rencontré Robins peu de temps après son arrivée à Petrograd. Il fut immédiatement impressionné par la juste appréciation du problème russe qu'avait l'Américain. Robins n'avait

---

par la crise de Brest-Litovsk, un plan avait été trame parmi les oppositionnels pour diviser le Parti bolchevik, renverser Lénine et constituer un nouveau gouvernement russe.

<sup>5</sup> La date du 23 février 1918, où les Russes arrêterent les Allemands à Pskov, est célébrée comme le jour de- naissance de l'armée Rouge.

aucune sympathie pour les arguments des Alliés contre la reconnaissance. Il se moquait de l'absurde théorie entretenue par les agents tzaristes que les Bolcheviks désiraient une victoire allemande. Avec une grande éloquence il décrivit à Lockhart les épouvantables conditions de l'ancienne Russie et le merveilleux réveil sous l'impulsion des Bolchéviks de millions d'opprimés.

Pour compléter le tableau, Robins emmena Lockhart à Smolny pour y voir le nouveau régime à l'œuvre. Comme ils revenaient à Pétrograd dans la neige qui tombait doucement, Robins déclara tristement que les ambassades alliées, avec leurs conspirations secrètes contre le Gouvernement des Soviets ne faisaient que de « jouer le jeu de l'Allemagne en Russie ».

Le Gouvernement soviétique s'installait pour durer et plus tôt les Alliés reconnaîtraient le fait, mieux ce serait.

Robins ajouta franchement que Lockhart entendrait une toute autre chanson chez les autres représentants et agents du service secret des Alliés en Russie. et que ces personnes pourraient produire toutes sortes de preuves documentées pour appuyer leur opinion. « *Il a été fabriqué plus de faux papiers en Russie que pendant toute l'histoire de l'humanité !* » dit Robins. Il y avait même des documents qui prouvaient que Robins lui-même était un Bolchévik et d'autres qui démontraient qu'il cherchait en secret à obtenir des Russes des concessions commerciales pour Wall Street.

Les deux hommes devinrent bientôt des amis intimes presque inséparables. Ils commencèrent par déjeuner ensemble tous les matins et à se consulter sur le plan d'action du jour. Leur but commun était de parvenir à obtenir que leur gouvernement respectif reconnût la Russie soviétique afin d'empêcher que l'Allemagne soit victorieuse sur le front<sup>6</sup>.

## 2. L'heure H.

La situation au début du printemps de 1918, était la suivante : l'Allemagne se préparait à renverser le Gouvernement soviétique par la force si les Russes refusaient de ratifier le traité de Brest-Litovsk. La Grande-Bretagne et la France soutenaient en secret les forces contre-révolutionnaires qui se rassemblaient à Arkhangelsk, à Mourmansk et sur le Don; les Japonais, avec l'approbation des Alliés, projetaient de s'emparer de Vladivostok et d'envahir la Sibérie.

Dans un entretien qu'il eut avec Lockhart, Lénine informa l'agent britannique que le Gouvernement soviétique allait être transféré à Moscou, par crainte d'une attaque des Allemands contre Pétrograd. Les Bolcheviks se battraient s'il le fallait, même s'ils devaient se retirer jusqu'à la Volga et l'Oural. Mais ils se battraient dans leur propre intérêt ; ils ne voulaient pas tirer les marrons du feu pour les Alliés. Si les Alliés comprenaient cela, dit Lénine l'occasion d'une coopération était excellente, car la Russie soviétique avait besoin qu'on l'aidât à résister aux Allemands. « Pourtant; je suis convaincu, ajouta-t-il, que votre gouvernement ne verra jamais les choses sous cet angle. C'est un gouvernement réactionnaire qui coopérera avec les Russes réactionnaires. »

Lockhart télégraphia l'essentiel de cet entretien au Foreign Office. Quelques Jours après, il recevait un message de Londres. En toute hâte, il le traduisit, C'était la communication du point de vue d'un « expert militaire » qui estimait que tout ce qu'il fallait en Russie, c'était « un noyau,

---

<sup>6</sup> Lockhart et Robins trouvèrent un allié de valeur en la personne d'un officier français, le capitaine Jacques Sadoul, ancien avocat distingué et député socialiste de Paris. Le capitaine Sadoul était chargé d'assurer une liaison non-officielle entre la France et le Gouvernement soviétique. Il était arrivé aux mêmes conclusions que Lockhart et Robins. Sa critique véhémement de l'attitude des Alliés à l'égard de la Russie avait suscité la féroce inimitié de l'ambassadeur français Noulens qui répandit le bruit que Sadoul, Robins et Lockhart étaient tous les trois devenu « Bolchéviks ». Noulens qui était un réactionnaire endurci dont les opinions politiques étaient celles des « 200 familles » de France et des gros actionnaires des banques de Paris, détestait le régime soviétique. Il priva Sadoul du droit de communiquer directement avec le gouvernement français et intercepta même des lettres personnelles et des messages de Sadoul.

Pour empêcher que Robins influençât l'ambassadeur américain Francis, raconte- Lockhart dans ses mémoires, *British Agent*, l'ambassadeur Noulens, déclencha une campagne souterraine contre Robins. Noulens faisait demander ironiquement par un de ses secrétaires, en présence de Francis : « Qui est l'ambassadeur des Etats-Unis en Russie? Est-ce Francis ou Robins? » De telles manœuvres rencontrent un certain succès. L'ambassadeur Francis commença, à se méfier de Robins et à craindre que Robins n'essayât de prendre sa place. Il alla même jusqu'à soupçonner Robins d'avoir informé les Bolcheviks ses manigances secrètes avec Kalédine,

petit, mais résolu d'officiers anglais » pour prendre la tête des « Russes loyaux » qui mettraient rapidement fin au bolchevisme.

Le 23 février, l'ambassadeur Francis avait écrit à son fils : « *Mon plan est de demeurer en Russie aussi longtemps que je le pourrai. Si une paix séparée est conclue, comme je le pense, je ne risque absolument pas d'être pris par les Allemands. Toutefois, une telle paix séparée, sera un coup sévère pour les Alliés, et si quelque partie de la Russie refuse de reconnaître au Gouvernement soviétique l'autorité de conclure cette paix, je m'efforcerai de me rendre dans cette région et d'encourager la rébellion.* »

Après avoir écrit cette lettre, l'ambassadeur Francis avait rejoint l'ambassadeur français Noulens et d'autres diplomates alliés dans la petite ville de Volograd, située entre Moscou et Arkhangelsk, Il était clair que les gouvernements alliés avaient déjà décidé de ne coopérer en aucune façon avec le régime soviétique.

Robins discuta de la crise avec Trotski qui, ayant publiquement admis son « erreur » en s'opposant à Lénine à Brest-Litovsk, essayait maintenant de se réhabiliter aux yeux de Lénine.

- *Désirez-vous empêcher que le traité de Brest-Litovsk soit ratifié ?* demanda Trotski.

- *Certes, répondit Robins. Mais Lénine en est partisan et franchement, Monsieur le Commissaire, il affiche cette opinion !*

- *Vous vous trompez, dit Trotski, Lénine comprend que la menace de l'avance allemande est si grave que s'il peut obtenir la coopération et l'aide des Alliés, il refusera le traité, se retirera s'il le faut de Moscou et de Pétrograd jusqu'à Ekaterinbourg, réorganisera le front sur l'Oural et combattrait avec l'aide des Alliés contre les Allemands.*

Sur la demande pressante de Robins, Lénine accepta d'adresser une note formelle au gouvernement des Etats-Unis. Il avait peu d'espoir d'une réponse favorable; mais il voulait bien faire la tentative.

La note fut régulièrement remise à Robins pour qu'elle soit transmise à Washington. Elle disait :

« *Au cas où a) le Congrès panrusse des Soviets refuserait serait de ratifier le traité de paix avec l'Allemagne ; ou b) si le gouvernement allemand, rompant le traité de paix, ferait une nouvelle offensive afin de poursuivre son raid de brigandage.*

1. *Le Gouvernement soviétique peut-il compter sur l'aide des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-bretagne et de la France dans sa lutte contre l'Allemagne ?*
2. *Quelle sorte de soutien pourrait être accordé dans les délais les plus rapides, et à quelles conditions: équipements militaires, moyens de transport, vivres?*
3. *Quelle sorte de soutien pourrait être fournie spécialement par les Etats-Unis ? »*

Le Congrès panrusse des Soviets devait se réunir le 12 mars pour discuter de la ratification. du traité de paix de Brest-Litovsk.

Lénine accepta, à la demande de Robins, d'en retarder la convocation jusqu'au 14 mars, donnant à Robins et à Lockhart deux jours de plus pour persuader leur gouvernement d'agir.

Le 5 mars 1918, Lockhart envoya un nouveau télégramme, suppliant le Foreign Office de reconnaître le Gouvernement soviétique. « *Si jamais les Alliés ont eu une chance en Russie depuis la Révolution, les Allemands la leur ont donnée par les conditions de paix exorbitantes qu'ils ont imposées aux Russes... Si le Gouvernement de sa Majesté ne désire pas voir l'Allemagne s'installer en Russie, je vous implore le plus sérieusement du monde de ne pas négliger cette occasion* ».

Il n'y eut pas de réponse de Londres. Lockhart ne reçut qu'une lettre de sa femme insistant auprès de lui pour qu'il soit prudent et l'avertissant qu'on répandait au Foreign Office le bruit qu'il était devenu un « Rouge ».

Le 14 mars 1918, le Congrès panrusse des Soviets se réunissait à Moscou. Pendant deux jours et deux nuits, les délégués discutèrent de la ratification du traité de Brest-Litovsk. L'opposition trotskiste donna à plein, essayant de tirer un parti politique de l'impopularité du traité ; mais Trotski lui-même, comme l'a dit Robins, « boudait à Pétrograd et refusa de venir ».

A 11 heures du soir, au cours de la deuxième nuit du Congrès, Lénine fit un signe à Robins qui était assis sur une marche devant la tribune.

- *Avez-vous des nouvelles de votre gouvernement-?*

- *Rien !*

- *Lockhart en a-t-il du sien ?*

- Rien !

Lénine haussa les épaules. « *C'est à mon tour de monter à la tribune, dit-il. Je vais parler en la faveur de la ratification du traité. Il sera ratifié* ».

Lénine parla pendant une heure. Il n'essaya aucunement de dépeindre la paix comme autre chose qu'une catastrophe pour la Russie. Avec une patiente logique, il souligna la nécessité pour le Gouvernement soviétique isolé et menacé de toutes parts, de s'assurer à tout prix un « espace vital »

Le traité de Brest-Litovsk fut ratifié.

Une résolution votée par le Congrès déclarait

« *Dans les conditions présentes, le Gouvernement soviétique de la République russe, étant laissé à ses seules forces, est incapable de s'opposer à la ruée de l'impérialisme, allemand, et se trouve dans l'obligation, dans l'intérêt de la sauvegarde de la Russie révolutionnaire, d'accepter les conditions qui lui sont imposées* ».

### 3. Fin de Mission.

L'ambassadeur Francis télégraphiait le 2 mai 1918, au Département d'Etat « *Robins et sans doute Lockhart également ont défendu la reconnaissance du Gouvernement soviétique, mais vous et tous les Alliés vous êtes toujours opposés à la reconnaissance; j'ai obstinément refusé de la recommander et je n'ai pas le sentiment de m'être trompé dans cette question* ».

Quelques semaines après, Robins recevait un télégramme du secrétaire d'Etat Lansing: « *En tout état de cause, considère désirable que vous reveniez en Amérique pour consultation* ».

Au cours de son voyage à travers la Russie par le transsibérien pour trouver un passage à Vladivostok, Robins reçut, trois messages du Département d'Etat. Tous trois comportaient la même instruction de n'avoir à faire aucune déclaration politique.

De retour à Washington, Robins remit à Lansing un rapport qui condamnait vigoureusement l'idée de toute intervention des Alliés contre la Russie soviétique. Robins annexait à son rapport un plan détaillé pour le développement des relations commerciales- russo-américaines. Lénine le lui avait donné en mains propres immédiatement avant qu'il quittât Moscou pour le remettre au président Wilson.

Le plan de Lénine ne parvint jamais à Wilson. Robins tenta de voir lui-même le président, mais en vain. Il était arrêté à chaque pas. Il essaya de faire paraître son message dans les journaux. La presse l'ignora ou falsifia ce qu'il avait -à dire...

Robins dut se défendre devant une Commission sénatoriale qui enquêtait sur le « bolchévisme » et la « propagande allemande ».

« *Si j'ai dit la vérité, si je n'ai pas menti ou abusé le peuple, si je n'ai pas dit que ce sont des agents allemands, des voleurs, des assassins, des criminels, alors je suis un Bolchevik! déclara Robins. Mais parmi tous les représentants alliés en Russie, j'ai eu la meilleure place pour voir et comprendre, et j'ai essayé de garder les pieds sur la terre. J'aimerais pouvoir dire la vérité sur les gens et sur les actes, sans passion et sans ressentiment, même bien que je m'en sépare. Je pense parfaitement que le peuple russe doit avoir la forme de gouvernement qu'il désire, que cela me convienne, que cela soit en accord avec mes principes, ou non. Je pense que pour savoir ce qui se passe actuellement en Russie est, dès le début, et pour nous et notre pays, affaire de jugement honnête et loyal, plutôt qu'affaire de passion ou de rapports non conformes à la vérité... Je n'admettrai jamais qu'on veuille arrêter des idées par la force des baïonnettes. La seule réponse à faire au désir d'une meilleure vie humaine est d'assurer une meilleure vie humaine* »...

Mais la voix honnête de Robins fut submergée par le flux montant des informations mensongères et des calomnies.

Pendant l'été de 1918, bien que les Etats-Unis fussent en guerre avec l'Allemagne et non avec la Russie, le *New-York Times* qualifiait déjà les Bolchéviks de nos « ennemis les plus malfaisants » et de « bêtes de proie rapaces ». Les dirigeants soviétiques étaient universellement dénoncés par la presse américaine comme étant des agents à la solde » des Allemands, « des bouchers, des assassins et des aliénés », « des criminels intoxiqués par le sang », « des rebuts de l'humanité ». Tels étaient quelques-uns des vocables avec lesquels les journaux américains parlaient de Lénine et de ses collaborateurs. Au Congrès, on les appelait « ces bêtes maudites »...

L'ambassadeur Francis demeura en Russie jusqu'en juillet 1918. Périodiquement, il publiait

des appels et des proclamations appelant le peuple russe à renverser le Gouvernement soviétique. Avant de s'embarquer pour les Etats-Unis, il reçut de Tchitchérine, le nouveau commissaire, aux Affaires étrangères, un télégramme de salutations au peuple américain. Francis a révélé plus tard ce qu'il fit du message de Tchitchérine. « Ce télégramme était évidemment rédigé à l'intention des pacifistes américains, note l'ex-ambassadeur dans son livre, *Russia From the American Embassy (La Russie vue de l'Ambassade américain)*, et craignant qu'il soit communiqué au peuple américain par le Département d'Etat, je ne l'ai pas transmis »

Bruce Lockhart demeura en Russie. « J'aurais dû démissionner et retourner en Angleterre », a-t-il dit plus tard. Pourtant il demeura à son poste en qualité d'agent britannique.

« Presque avant que je l'ai compris, confessa-t-il dans son livre *British Agent, je m'étais identifié, avec une action qui, quel que soit son objet à l'origine, était dirigée non contre l'Allemagne, mais contre le Gouvernement de fait de la Russie* »

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Le matériel qui a servi de base au récit de la mission de Raymond Robins est la déposition de Robins lui-même devant la Commission Overman, en 1919, d'après German and Bolshevik Propaganda : Reports et Hearings of the Subcommittee of the Judiciary of the U.S. Senate, 65, th Congress, vol. III (1919), (Propagande allemande et bolchevique : rapports et débats de la sous commission de la Justice du Sénat des E. U., 65° Congrès, vol. 111, 1919) et Raymond Robins' Own Story, (Histoire personnelle de Raymond Robins), par William Hard..*

Les dialogues entre Robins et certains personnages comme son chef, le colonel Thompson, Kerenski, le major-général Knox et Lénine, sont tels que Robins les a rapportés. La déposition de Robins devant la sous-commission du Sénat constitue un témoignage oculaire des plus riches, des plus compréhensifs et des plus vivants de la Révolution d'Octobre, et elle mérite l'attention de quiconque s'intéresse à cette période de l'histoire.

Pour les arrière plans historiques, les auteurs ont utilisé un certain nombre de sources parmi lesquelles:

*Papers relating to the Foreign Relations of the U.S., 1918, Russia. Vol. 1, II et 111. (Papiers relatifs aux relations étrangères des Etats-Unis; 1918, Russie)*

*JOHN REED, Dix jours qui ébranlèrent le monde.*

*Histoire du Parti communiste (Bolchevik) de l'U.R.S.S., rédigée par une commission spéciale du Comité central du P. C (b) de l'U.R.S.S.*

*ALBERT WILLIAMS, The Soviets.*

*J. BUNYAN et H. FISHELT, The bolchevik Révolution. 1917-1918.*

*Lénine, Vladimir Ilitch, bref aperçu de sa vie et de son oeuvre, préparé par l'Institut Marx Engels-Lénine, de Moscou.*

*Lénine, V.I., Oulianov (Ogitz, Moscou) : une extrêmement intéressante collection de photographies et de documents peu courants.*

*FREDERICK SHUMAN, American Polity towards Russia since 1917 (La politique américaine à l'égard de la Russie depuis 1917).*

*De tous les récits sur les journées révolutionnaires, le livre de John Reed demeure après vingt sept ans le plus passionnant et le plus instructif. On comprend facilement pourquoi Lénine lui-même disait qu'il lisait ce classique du reportage « avec le plus grand intérêt et sans que l'attention faiblisse jamais »*

*Les tractations secrètes de l'ambassadeur David Francis avec les éléments contre-révolutionnaires et les diverses intrigues antisoviétiques dans lesquelles il s'est compromis sont extraites de ses rapports confidentiels au Département d'Etat qui furent publiés dans Papers relating to the Foreign relations of the U.S. 1918, Russia ; ainsi que son récit autobiographique, Russia front the*

*American Embassy, April 1916, November 1918 (La Russie vue de l'Ambassade américaine, avril 1916, novembre 1918).*

Parmi les autres sources qui décrivent les intrigues de cette époque, citons :

*Sir SAMUEL HOARE, The Fourth Seal (Le quatrième Sceau).*

*A. KÉRENSKI, La Catastrophe et La Liberté crucifiée.*

*BORIS SAVINKOV, Mémoires d'un Terroriste.*

*Chacun de ces trois livres donne un tableau intéressant des divers éléments qui luttèrent contre les Soviétiques aux temps de la Révolution russe.*

*L'ouvrage de J. WEELER BENETT, The forgotten Peace, Brest-Litovsk, March 1918 (La paix oubliée, Brest Litovsk, mars 1918) est une analyse passionnante et savante de la controverse sur le traité de Brest-Litovsk, avec de nombreux documents intéressants sur l'activité de Trotski et de l'Opposition de gauche à l'époque.*

*BRUCE LOQUART a fait un compte rendu de sa mission et de ses agissements en Russie pendant la Révolution dans son livre British Agent (Agent britannique).*

*On trouvera d'autres, documents de première main dans le livre de JACQUES SADOUL, 'La République socialiste de Russie. Les fameux «documents Sissons» qui étaient censés démontrer que la Révolution bolchévique était un complot ourdi par le Haut-Commandement allemand et certaines banques allemandes, ont été publiés pour la première fois aux Etats-Unis dans le document officiel du gouvernement des Etats-Unis, The German-Bolchevik Conspiracy (La conspiration germano-soviétique).*

*Le compte-rendu des négociations de L. TROTSKI à Brest-Litovsk et la soi-disant justification de sa conduite pendant la période révolutionnaire peuvent être trouvés dans son Histoire de la révolution russe.*





## CHAPITRE III

### UN MAITRE ESPION

#### 1. Apparition de M. Massino.

Le Pétrograd révolutionnaire, assiégé par l'ennemi étranger à l'extérieur et menacé au dedans par des complots contre-révolutionnaires, était une ville terrible en 1918. Peu de ravitaillement, pas de moyens de chauffage, pas de transports. Des hommes et des femmes déguenillés traînaient en queues interminables dans les rues glaciales et sales. Les longues nuit grises étaient ponctuées par des coups de canon. Des bandes de voleurs, défiant le nouveau régime, écumaient la ville, pillant et terrorisant la population<sup>7</sup>. Des détachements d'ouvriers armés allaient de maison en maison en quête de stocks de vivres cachés par des spéculateurs, arrêtant provocateurs et terroristes.

Le Gouvernement soviétique n'avait pas encore pu établir un contrôle complet. Des restes du luxe tsariste contrastaient tragiquement avec le dénuement général. Des journaux anti-soviétiques continuaient de paraître, prédisant quotidiennement la chute imminente du régime. Des restaurants et des hôtels de luxe étaient encore ouverts, pourvoyant une foule d'hommes et de femmes en habits de soirée. La nuit, les cabarets étaient bondés. On y buvait, on y dansait, et des officiers tsaristes, des danseuses, des trafiquants du marché noir et leurs maîtresses lançaient des bruits fantastiques : « Les Allemand marchent sur Moscou ! Trotski a arrêté Lénine Lénine est devenu fou ! » Espoirs insensés et mensonges coulaient aussi librement que la vodka. L'intrigue florissait...

Un certain Massino apparut à Pétrograd ce printemps. Il se donnait pour un « négociant turc ». Paraissant quarante ans, il avait un visage pâle, l'air sombre, le front haut et fuyant, des yeux noirs toujours en mouvement, des lèvres sensuelles. Il marchait d'un pas rapide curieusement silencieux. Il paraissait riche. Les femmes lui trouvaient du charme. Dans l'atmosphère difficile de la capitale temporaire des Soviets, M. Massino allait à ses affaires avec un aplomb particulier.

Le soir, M. Massino se rendait souvent dans un petit café enfumé, « le Balkov », qui était un des lieux de rendez-vous favoris des éléments aristocratiques de Pétrograd. Le propriétaire, Serge Balkov, le saluait avec déférence. Dans une chambre à part derrière le café, Massino rencontrait des hommes et des femmes mystérieuses qui lui parlaient à voix basse. Quelques-uns s'adressaient à lui en russe, d'autres en français, d'autres en anglais. Massino parlait couramment plusieurs langues.

Le jeune Gouvernement soviétique luttait pour mettre de l'ordre dans le chaos. Ses colossales tâches d'organisation étaient encore compliquées par la menace mortelle et toujours présente de la contre-révolution. « La bourgeoisie, les propriétaires fonciers et toutes les classes riches font des efforts désespérés pour miner la révolution », écrivait Lénine. Une organisation spéciale pour lutter contre le sabotage et l'espionnage fut mise sur pied sur sa recommandation, qui s'occuperait des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. On l'appela Commission extraordinaire pour combattre la contre-révolution et le sabotage. Ses initiales russes ont formé le mot Tchéka<sup>8</sup>.

Pendant l'été de 1918, quand le Gouvernement soviétique craignant une offensive allemande, se replia sur Moscou, M. Massino le suivit. Mais à Moscou l'apparence du riche et élégant marchand levantin changea curieusement. Il porta une veste de cuir et une casquette d'ouvrier. Il alla au Kremlin. Arrêté aux portes par un membre des jeunes gardes communistes qui formaient le corps d'élite chargé de protéger le Gouvernement soviétique, l'ex-M. Massino exhiba un document soviétique officiel au nom de Sidney Georgevitch Réliniski, agent de la division

---

<sup>7</sup> A la suite d'une enquête discrète, Robins et Lockhart ont établi que nombre des chefs de ces bandes de brigands, dont quelques uns se qualifiaient d'anarchistes, étaient à la solde du service d'espionnage allemand pour provoquer des désordres et des émeutes qui devaient servir de prétexte à une intervention de l'Allemagne en Russie.

<sup>8</sup> En 1922, la Tcheka fut dissoute et remplacée par le Guépéou, (initiales du titre russe signifiant Administration politique unifiée de l'Etat). En 1934, le Guépéou fut remplacé à son tour par le N.K.V.D., service de la Sécurité publique, sous le contrôle du commissariat à l'Intérieur.

criminelle de la Tchéka de Pétrograd..

- Passez, camarade Réliniski, dit le jeune garde.

Dans un autre secteur de Moscou, dans le luxueux appartement de la célèbre danseuse Dagmar K., M. Massino, alias camarade Réliniski, de la Tchéka, était connu sous le nom de M. Constantine, agent secret britannique.

A l'Ambassade de Grande-Bretagne, Bruce Lockhart apprit sa véritable identité : «Sidney Reilly, l'homme mystérieux de l'Intelligence Service britannique et connu.. pour être le maître-espion de l'Angleterre ».

## 2. Sidney Reilly.

De tous les aventuriers qui ont émergé du monde politique souterrain de la Russie tsariste pendant la première guerre mondiale pour conduire la grande croisade contre le bolchévisme, aucun n'est plus haut en couleur et plus extraordinaire que le capitaine Sidney Reilly, du service secret britannique. « Un homme fondu dans le moule de Napoléon <sup>1</sup> » s'exclama Bruce Lockhart, que Reilly devait entraîner dans une des plus dangereuses et des plus fantastiques entreprises de l'histoire européenne.

Comment Reilly entra dans l'Intelligence Service britannique demeure un des nombreux mystères qui entourent cette très mystérieuse et puissante organisation d'espionnage. Sidney Reilly était né en Russie tsariste. Fils d'un officier de marine irlandais et d'une femme russe, il avait grandi à Odessa, sur la mer Noire. Avant la première guerre mondiale, il avait appartenu à la grande entreprise d'armement naval de Mandrotchovitch et du comte Tchouberski, à St Pétersbourg. Même là, son travail avait eu un caractère hautement confidentiel. Il servait d'agent de liaison entre la firme russe et certains intérêts financiers et industriels allemands, notamment. les fameux chantiers navals de Hambourg Bluhm et Voss. Juste avant que la guerre éclatât, des informations intéressantes relatives aux sous-marins allemands et le programme de construction navale commencèrent à arriver régulièrement au ministère de la Marine britannique à Londres. La source de ces informations était Sidney Reilly.

En 1914, Reilly apparut au Japon comme « représentant confidentiel » de la banque Russo-Asiatique. Du Japon, il alla aux Etats-Unis où il vit des banques américaines et des fabricants de munitions. Déjà dans les registres du Service secret britannique, Sidney Reilly figurait sous le nom fictif d'Esti et était connu comme un agent secret d'une grande audace et de grande ressource.

Polyglotte de valeur, parlant couramment sept langues, Reilly fut bientôt rappelé des Etats-Unis pour une importante mission en Europe. En 1916, il passait la frontière suisse et entra en Allemagne. Sous l'aspect d'un officier de marine allemand, il pénétrait au ministère de la Marine allemand. Il réussit à se procurer et à faire parvenir à Londres un exemplaire du code secret officiel de la marine allemande. Ce fut sans doute la plus belle réussite d'espionnage de toute la première guerre mondiale.

Au début de 1918, le capitaine Reilly fut envoyé en Russie en qualité de Directeur des opérations de l'Intelligence Service britannique dans ce pays. Ses nombreux amis personnels, ses grandes relations d'affaire et sa connaissance des milieux de la contre-révolution en faisaient l'homme idéal pour cet emploi. Mais cette affectation avait aussi pour Reilly une importante signification personnelle. Il était dévoré par une haine profonde pour les Bolchéviks et en fait pour toute la Révolution. russe. Il affirmait franchement ses visées contre-révolutionnaires.

*«Les Allemands sont des êtres humains, disait-il. Nous pouvons supporter qu'ils nous battent. Ici, à Moscou, se fortifient les pires ennemis de l'humanité. Si le monde civilisé n'agit pas immédiatement pour abattre ces monstres, tandis qu'il en est encore temps, finalement ils écraseront le monde civilisé ».*

Dans les rapports qu'il adressait à la direction de l'Intelligence Service à Londres, Reilly insistait chaque fois pour qu'on conclût avec l'Allemagne une paix immédiate comportant une alliance avec le Kaiser contre la menace bolchévique.

A tout prix, déclarait-il. cette honteuse obscénité qui a vu le jour en Russie doit être anéantie. Paix avec l'Allemagne : oui, paix, avec l'Allemagne, paix avec n'importe qui! Il n'y a qu'un seul ennemi. L'humanité doit s'unir dans une sainte alliance contre cette terreur noire

Dès son arrivée en Russie, Reilly participa immédiatement à la conspiration antisoviétique. Son but était de renverser le gouvernement soviétique<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> Dans ce chapitre et dans d'autres passages de ce livre, les auteurs utilisent l'histoire parlante du capitaine Reilly, comme un symbole des agissements de la coalition antisoviétique occidentale, dirigée à cette époque par les conservateurs anglais et la réaction française. Bien que les opinions et les actes attribués à Reilly soient les siens propres, il est évident que Reilly lui-même n'était pas en mesure de dresser ces plans, mais qu'il n'était alors et plus tard que l'instrument le plus résolu et le plus audacieux de la conspiration antisoviétique ourdie de l'extérieur.

### 3. Argent et meurtre.

Le parti politique antibolchévik de Russie qui, en 1918, était numériquement le plus fort, était le parti socialiste-révolutionnaire, qui défendait une certaine forme de socialisme agraire. Dirigés par Boris Savinkov, ce ministre de la Guerre de Kérénski qui avait pris part au putsch avorté de Kornilov, les socialistes-révolutionnaires actifs, étaient devenus le pivot de l'opinion antibolchévique. Leurs méthodes et leur propagande démagogiques leur avaient attiré l'appui des nombreux éléments anarchisants que des générations d'oppression tsariste avaient nourris en Russie. Les socialistes-révolutionnaires avaient depuis longtemps pratiqué le terrorisme comme arme contre le tsar. Ils étaient prêts à se servir maintenant de la même arme contre les Bolchéviks.

Les socialistes-révolutionnaires recevaient une aide financière du service d'espionnage français. Avec les fonds que lui avait remis en mains propres l'ambassadeur de France Noulens, Bonis Savinkov avait réorganisé à Moscou l'ancien centre terroriste socialiste-révolutionnaire sous le titre de Ligue pour la régénération de la Russie. Il avait pour but d'assassiner Lénine et d'autres dirigeants soviétiques.. Sur la recommandation de Reilly, l'Intelligence Service britannique se mit aussi à subventionner Savinkov dans l'intention d'entraîner et d'armer les terroristes.

Mais Reilly, qui était un tsariste acharné, ne comptait pas sur ces socialistes-révolutionnaires pour constituer un nouveau gouvernement russe en remplacement du régime soviétique. Sauf Savinkov, qu'il considérait comme entièrement digne de confiance, Reilly pensait que ces socialistes-révolutionnaires gauchistes constituaient une force dangereusement active. Il savait que certains d'entre eux étaient liés avec les Bolchéviks de l'opposition qui suivaient Trotski. Reilly voulait bien se servir de ces gens dans ses buts à lui, mais il était décidé à mettre fin à toute activité socialiste en Russie. Ce qu'il voulait, c'était une dictature militaire comme première étape à la restauration du tsarisme. En conséquence, tandis qu'il continuait à financer et à encourager les terroristes socialistes-révolutionnaires et autres groupes antisoviétiques extrémistes, l'espion britannique montait soigneusement en même temps une conspiration personnelle. Reilly a révélé plus tard dans ses mémoires comment fonctionnait son groupe :

*« Il était indispensable que mon organisation n'en sut pas trop et qu'aucun de ses membres ne put en trahir un autre. La base était donc dans le système de cinq, chaque membre n'en connaissait jamais plus de quatre autres. Moi-même, qui étais au sommet de la pyramide, les connaissais tous, pas personnellement, mais par leur nom et adresse seulement... Ainsi, s'il y avait eu trahison, la découverte aurait été localisée ».*

S'appuyant sur l'Union des officiers tsaristes, sur des membres de l'ancienne police secrète impériale, la sinistre Okhrana, sur les terroristes de Savinkov, et sur des éléments contre-révolutionnaires analogues, l'organisation de Reilly proliféra bientôt à Moscou et à Pétrograd. Un certain nombre d'anciens amis et connaissances de Reilly au temps du tsarisme, se joignirent à lui et lui apportèrent une aide appréciable. Parmi ces amis, il y avait le comte Tchouberski, le puissant armateur qui avait autrefois employé Reilly comme son homme de confiance auprès des chantiers allemands, le général tsariste Youdénitch, le propriétaire du café de Pétrograd Serge Balkov, la danseuse Dagmara dans les appartements de laquelle Reilly installa son quartier général de Moscou; Grammatikov, un riche avocat qui était un ancien agent secret de l'Okhrana et qui devint le principal agent de liaison de Reilly, avec le parti socialiste-révolutionnaire et Veneslav Orlovski, un autre ancien agent de l'Okhrana, qui avait réussi à entrer à la Tchéka de Pétrograd et qui avait fourni à Reilly le faux passeport au nom de Sidney Georgevitch Réliniski qui lui permettait de voyager partout librement en Russie soviétique.

Tous ces hommes qui arrivaient même à pénétrer au Kremlin et dans l'état-major de l'Armée Rouge, tenait Reilly au courant de toutes les mesures prises par le Gouvernement soviétique. L'espion anglais put se vanter de ce que les ordres cachetés de l'Armée Rouge *«étaient lus à Londres avant d'avoir été ouverts par leur destinataire à Moscou »*.

Les sommes considérables qui permettaient, à Reilly de financer ses opérations, et qui se montaient à plusieurs millions de roubles, étaient cachées dans l'appartement de la danseuse Dagmara. Pour constituer son trésor, Reilly faisait appel aux ressources de l'ambassade d'Angleterre. L'argent était ramassé par Bruce Lockhart et remis à Reilly par le capitaine Hicks, du Service secret britannique. Lockhart, que Reilly avait entraîné dans cette affaire, a raconté dans ses mémoires comment on trouvait de l'argent

*« Il y avait un grand nombre de Russes qui avaient des fortunes cachées en roubles. Ils n'étaient que trop heureux de pouvoir les échanger contre un billet à ordre sur Londres. Pour écarter tout soupçon, nous ramassions ces roubles avec le concours d'une firme anglaise de Moscou. Elle traitait avec les Russes, fixait un taux de change et donnait le billet à ordre. Dans chacune de ces affaires, nous donnions à la firme anglaise la garantie officielle qu'elle en avait bien le montant à Londres. Les roubles étaient portés au Consulat général américain et remis à Hicks qui les transportait ensuite à destination ».*

Enfin, ne négligeant aucun détail, l'espion anglais mit même sur pied un plan détaillé du

gouvernement qui devait prendre le pouvoir dès que le Gouvernement soviétique serait renversé. Les amis personnels de Reilly devaient jouer un rôle important dans le nouveau régime.

*«Tous les arrangements avaient été pris pour la constitution d'un gouvernement provisoire. Mon grand ami et allié Grammatikov devait devenir ministre de l'Intérieur, ayant sous sa direction toutes les affaires de police et de finance. Tchouberski, un vieil ami avec qui j'avais eu des relations d'affaire, et qui était devenu le chef d'une des plus grandes entreprises commerciales de Russie, devait être ministre des Communications. Youdénitch, Tchouberski et Grammatikov devaient constituer un gouvernement provisoire qui aurait eu pour tâche de supprimer l'anarchie qui devait presque inévitablement suivre cette révolution».*

Les premiers coups de la campagne antisoviétique furent frappés par les terroristes de Savinkov.

Le 21 juin 1918, comme il quittait une réunion d'ouvriers à l'usine Obouchov à Pétrograd, le commissaire du peuple à l'Information Volodarski fut assassiné par un terroriste socialiste-révolutionnaire. Deux semaines après, le 6 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach était assassiné à Moscou. Le but des socialistes-révolutionnaires était de jeter la terreur dans les rangs des Bolchéviks et simultanément de précipiter une offensive allemande qui, pensaient-ils, sonnerait le glas du bolchévisme<sup>10</sup>.

Le jour de l'assassinat de l'ambassadeur d'Allemagne, le cinquième Congrès pan-russe des Soviets était en session à l'Opéra de Moscou. Les observateurs alliés étaient assis dans les loges dorées, écoutant les discours des délégués des Soviets.

Une atmosphère tendue planait sur les débats. Bruce Lockhart, assis dans une loge avec quelques autres diplomates et agents alliés, vit que quelque événement d'importance avait dû se produire quand Reilly apparut. L'espion anglais était pâle et agité. Rapidement, il raconta à Lockhart ce qui s'était passé.

Le coup qui avait tué Mirbach devait être le signal d'un soulèvement général socialiste-révolutionnaire dans tout le pays, appuyé par les éléments bolchéviks dissidents. Des socialistes-révolutionnaires armés devaient envahir l'Opéra et arrêter les délégués des Soviets. Mais quelque chose n'avait pas dû marcher, car l'Opéra était entouré de soldats de l'Armée Rouge. On tirait dans les rues : il était évident que le Gouvernement soviétique avait la situation en mains.

Comme il parlait, Reilly faisait l'examen de ses poches, au cas où il y aurait sur lui des documents compromettants. Il en trouva un, qu'il déchira en petits morceaux et avala. Un espion français assis derrière Lockhart se mit à faire de même.

Quelques heures plus tard, un orateur monta sur la scène de l'Opéra et annonça qu'un putsch antisoviétique qui avait pour objet de renverser le Gouvernement soviétique par la force des armes, avait été rapidement maîtrisé par l'Armée Rouge et la Tcheka. Les putschistes n'avaient rencontré aucun appui dans la population. Des groupes de terroristes socialistes-révolutionnaires armés de bombes, de fusils et de mitrailleuses, avaient été encerclés et arrêtés. Un grand nombre d'entre eux avaient été tués, leurs chefs étaient morts, se cachaient ou avaient fui.

On dit aux représentants alliés présents à l'Opéra qu'ils pouvaient rentrer à leur ambassade respective en toute sécurité. Les rues étaient sûres.

On apprit ensuite qu'à Yaroslav un soulèvement, qui devait coïncider avec le putsch de Moscou, avait été également maîtrisé par l'Armée Rouge; le chef socialiste-révolutionnaire Boris Savinkov qui avait dirigé personnellement le soulèvement de Yaroslav avait réussi de peu à échapper aux troupes soviétiques.

Reilly était très fâché et désappointé. Les socialistes-révolutionnaires avaient agi avec une impatience et une bêtise caractéristiques ! Néanmoins, déclara-t-il, leur idée n'était pas fautive de tenter un coup au moment où la plupart des dirigeants soviétiques étaient réunis dans un seul lieu, assistant à quelque congrès ou conférence. L'idée de s'emparer de tous les chefs soviétiques d'un seul coup plaisait à l'imagination napoléonienne de Reilly...

Il se mit sérieusement à échauffer un plan dans ce but.

#### **4. Le complot letton.**

Pendant le mois d'août 1918, les plans secrets de l'intervention alliée en Russie devinrent publics. En effet, le 2 août, des soldats anglais débarquaient à Arkhangel soi-disant pour empêcher « les stocks de

---

<sup>10</sup> L'assassin de Mirbach était un socialiste-révolutionnaire nommé Bloumkine. Il avait pénétré à l'ambassade d'Allemagne en se présentant comme un officier de la Tcheka chargé d'avertir Mirbach qu'un complot avait été monté pour le tuer. L'ambassadeur demanda à Bloumkine comment les assassins comptaient agir « Comme cela » s'écria Bloumkine, et tirant un pistolet, il le tua à bout portant. Sautant par une fenêtre, Bloumkine s'enfuit dans une automobile qui l'attendait. Plus tard, l'assassin Bloumkine devint le garde du corps personnel de Trotski, (voir page 266, chapitre XV, paragraphe 2).

guerre de tomber dans les mains des Allemands ». Le 4 août, les Anglais s'emparaient du centre pétrolifère de Bakou, dans le Caucase. Quelques jours après, des contingents anglais et français débarquaient à Vladivostok. Ils furent suivis, le 12 août, par une division japonaise, et les 15 et 16 août, par deux régiments américains venant des Philippines.

De vastes régions de la Sibérie étaient déjà aux mains de forces antisoviétiques. En Ukraine, le général tsariste Krasnov, soutenu par les Allemands, dirigeait une sanglante campagne antisoviétique. A Kiev, l'hetman Skoropadski à la solde des Allemands avait commencé de massacrer sur une grande échelle juifs et communistes.

Du nord au sud, de l'est à l'ouest, les ennemis de la nouvelle Russie se préparaient à converger sur Moscou.

Les quelques représentants alliés encore à Moscou commencèrent à faire des préparatifs de départ, sans en informer le Gouvernement soviétique. Comme Bruce Lockhart l'a écrit dans son livre :

« *C'était une situation extraordinaire. Il n'y avait pas eu de déclaration de guerre et pourtant on se préparait à se battre sur un front allant de là Dvina au Caucase* ». Et Lockhart ajoute « *J'ai eu plusieurs discussions avec Reilly qui avait décidé de rester à Moscou après notre départ* ».

Le 15 août, le jour où les Américains débarquèrent à Vladivostok, Bruce Lockhart reçut un important visiteur. Il a décrit cette scène dans ses mémoires. Il déjeûnait dans son appartement près de l'ambassade d'Angleterre, quand la sonnette tinta et sa domestiqua' annonça que « deux messieurs lettons » voulaient le voir. L'un d'eux était un jeune homme blême et de petite taille, se nommant Smidhen; l'autre, au contraire, était un homme de grande carrure aux traits énergiques, au regard dur, qui se présenta comme étant le « colonel Berzine », commandant de la garde lettonne du Kremlin.

Les visiteurs apportaient à Lockhart une lettre du capitaine Cromie, l'attaché naval anglais à Pétrograd, qui participait activement aux conspirations antisoviétiques. « *Toujours sur mes gardes vis-à-vis des agents provocateurs, raconte Lockhart, j'examinais soigneusement la lettre. Indubitablement, elle était de Cromie* ». Lockhart demanda à ses visiteurs ce qu'ils désiraient.

Le colonel Berzine l'informa donc que bien que les Lettons eussent soutenu la révolution bolchévique, ils n'avaient pas l'intention de combattre les troupes anglaises qui venaient de débarquer à Arkhangel et qu'ils étaient prêts à s'entendre avec l'agent britannique.

Avant de donner réponse, Lockhart parla de l'affaire au consul général de France, M. Grenard, qui lui conseilla de négocier avec le colonel Berzine, mais « d'éviter de se compromettre en aucune manière ». Le lendemain, Lockhart revit le colonel Berzine et lui remit un papier disant : « Prière de laisser-passer dans les lignes anglaises le porteur qui a une importante communication à faire au général Poole ». Puis, il mit en rapport le colonel Berzine avec Sidney Reilly.

« *Deux jours plus tard, raconte Lockhart, Reilly rapporta que ses négociations avançaient lentement et que les Lettons n'avaient pas l'intention d'être impliqués dans la chute des Bolchéviks. Il suggérait qu'après notre départ, il pourrait, avec l'aide des Lettons, déclencher une contre-révolution à Moscou* ».

Vers la fin d'août 1918, un petit groupe de représentants des Alliés se réunirent en conférence secrète dans une pièce du Consulat général américain à Moscou. Ils choisirent ce lieu parce que tous les autres centres étrangers étaient étroitement surveillés par les Soviets. Malgré les débarquements américains en Sibérie, le Gouvernement soviétique conservait encore une attitude amicale envers les Etats-Unis. Dans Moscou, des affiches présentant les 14 points du président Wilson étaient mises en bonne place. Dans un éditorial des *Izvestia*, on avait dit que « seuls les Américains savent se comporter convenablement avec les Bolchéviks ». Le caractère légal de la mission de Robins n'était pas non plus suspendu.

La réunion au Consulat général américain était présidée par le consul de France Grenard. Les Anglais étaient représentés par Reilly et par le capitaine George Hill, un officier de l'Intelligence Service britannique qui avait été envoyé en Russie pour travailler avec Reilly. D'autres agents diplomatiques et des Services secrets des Alliés étaient présents, ainsi que le journaliste français René Marchand, correspondant à Moscou du journal de Paris, le *Figaro*.

C'était Sidney Reilly qui avait convoqué cette réunion, comme il l'écrit dans ses mémoires, pour faire le point de ses agissements antisoviétiques. Il fit savoir qu'il avait « acheté le colonel Berzine, commandant de la garde du Kremlin; le prix du colonel avait été « deux millions de roubles ». Reilly lui avait versé une avance de 500.000 roubles en monnaie russe; le solde devait lui être payé en livres anglaises quand le colonel Berzine aurait rendu certains services et réussi à atteindre les positions anglaises d'Arkhangel.

« *Notre organisation est maintenant très forte, déclara Reilly. Les Lettons sont avec nous, et la population sera avec nous dès que le premier coup sera frappé !* »

Reilly annonça alors qu'une session spéciale du Comité central du Parti bolchévique devait se tenir au grand Théâtre de Moscou le 28 août. Elle réunirait dans le même lieu tous les dirigeants essentiels de l'Etat soviétique. Le complot de Reilly était hardi, mais simple...

Dans l'exercice de leur tâche normale, les gardes lettons seraient placés à toutes les entrées et sorties du Théâtre durant la réunion bolchévique. Le colonel Berzine choisirait pour l'occasion des hommes « absolument fidèles et dévoués à notre cause ». A un signal donné, les gardes de Berzine fermeraient les portes et tiendraient l'assistance sous la menace des fusils. Alors, «un détachement spécial », composé de Reilly lui-même et de ses «amis intimes, bondirait sur la scène et arrêterait le Comité central du Parti bolchévik ! »

Lénine et ses collaborateurs écartés, le régime soviétique s'écroulerait comme un château de cartes. Il y avait à Moscou, dit Reilly, « 60.000 officiers prêts à se mobiliser dès le premier signal » pour constituer une armée qui aurait pour objet de s'emparer de la ville de l'intérieur, tandis que les forces alliées attaqueraient de l'extérieur. L'homme qui devait commander cette armée secrète antisoviétique était « l'officier tsariste bien connu, le général Youdénitch ». Une deuxième armée commandée par le général Savinkov se rassemblerait dans le nord de la Russie et « tout ce qui resterait des Bolchéviks serait écrasé entre ces deux meules ».

Tel était le complot de Reilly, qui avait l'appui des Services secrets français et anglais. Les Anglais étaient en rapports étroits avec le général Youdénitch et se préparaient à lui fournir des armes et du matériel. Les Français soutenaient Savinkov.

On dit aux représentants alliés réunis au consulat général américain ce qu'ils pouvaient faire pour aider la conspiration : espionnage, propagande, organisation pour faire sauter les ponts de la ligne de chemin de fer vitale Moscou-Pétrograd aux environs de ces deux villes, afin de couper le Gouvernement soviétique de toute aide que l'Armée Rouge pourrait essayer d'apporter des autres régions du pays...

A mesure que le jour du coup approchait. Reilly rencontrait régulièrement le colonel Berzine, mettant soigneusement au point les derniers détails du complot et prenant des dispositions pour tous les cas possibles. Ils étaient en train de dresser le plan final quand ils apprirent que la session du Comité central du Parti bolchévik avait été reculée du 28 août au 6 septembre. « Ça m'est égal, dit Reilly à Berzine, cela nous donnera plus de temps pour les derniers arrangements ». Reilly décida d'aller à Pétrograd pour contrôler sur place les dispositions de dernière heure de son organisation dans cette ville.

Quelques nuits plus tard, voyageant avec le faux passeport au nom de Sidney Georgévitch Réliniski, agent de la Tchéka, Reilly quittait Moscou pour Pétrograd.

## **5. Sidney Reilly s'en va.**

A Pétrograd, Reilly alla droit à l'ambassade de Grande-Bretagne pour mettre au courant le capitaine Cromie, l'attaché naval britannique. Reilly décrivit rapidement la situation à Moscou et exposa son plan d'insurrection. « Moscou, est dans nos mains ! » dit-il. Cromie était content. Reilly promit d'écrire un rapport complet qu'on télégraphierait secrètement à Londres.

Le lendemain matin, Reilly commença à entrer en contact avec les chefs de son organisation de Pétrograd. A midi, il téléphona à l'ancien agent de l'Okhrana, Grammatikov.

La voix de Grammatikov était sourde et anormale :

- *Qui est là ? demanda-t-il.*

- *Moi, Réliniski, répondit Reilly.*

- *Qui ?*

*Reilly répéta son pseudonyme.*

- *Il y a quelqu'un près de moi qui a apporté de mauvaises nouvelles, dit Grammatikov sans préambule. Les médecins ont opéré trop tôt. L'état du malade est sérieux. Venez tout de suite, si vous voulez me voir.*

Reilly se précipita chez Grammatikov. Grammatikov vidait fiévreusement les tiroirs de son bureau et brûlait des papiers dans le poêle.

- *Les fous ont commencé trop tôt! s'exclama-t-il dès l'entrée de Reilly. Ouritski est mort, assassiné ce matin à onze heures dans son bureau !*

Tout en parlant, Grammatikov continuait à déchirer des papiers et à en brûler les morceaux

- *C'est terriblement risqué de demeurer ici. Naturellement je suis déjà soupçonné. La première chose qu'on découvrira, ce sera votre nom et le mien.*

Se rendant chez le capitaine Cromie, à l'ambassade d'Angleterre, Reilly apprit qu'il connaissait déjà

l'assassinat. Ouritski, chef de la Tchéka de Pétrograd, avait été tué à bout portant par un socialiste-révolutionnaire. Tout pourtant était en ordre du côté de Cromie. Avec circonspection, Reilly suggéra qu'ils se retrouvassent au « rendez-vous habituel ». Cromie comprit : le « rendez-vous habituel » était au café Balkov.

Reilly passa le temps qui lui restait à détruire divers documents compromettants et inutiles et à cacher soigneusement ses codes et autres papiers.

Cromie ne vint pas au café, et Reilly décida de risquer une visite à l'ambassadeur d'Angleterre. En partant, il avertit Balkov :

- *Quelque chose peut avoir mal marché. Soyez prêt à quitter Pétrograd et à filer en Finlande...*

Dans la perspective Vladimirovski, Reilly vit des hommes et des femmes qui couraient, se précipitaient dans les corridors des maisons et dans les rues latérales. On entendait le bruit de puissantes voitures. Un car chargé de soldats de l'Armée Rouge passa, puis un autre, puis d'autres encore.

Reilly hâta le pas. Il courait presque lorsqu'il atteignit le coin de la rue où se trouvait l'ambassade. Là, il s'arrêta brusquement. Devant l'ambassade gisaient plusieurs cadavres. C'étaient des agents de la police soviétique. Quatre camions stationnaient devant l'immeuble et la rue était barrée par un cordon de soldats de l'Armée Rouge. La porte de l'ambassade avait été arrachée de ses gonds..

- *Eh bien, camarade Réliniski, êtes-vous venu pour voir notre carnaval ?*

Reilly se retourna vers celui qui lui parlait, un jeune soldat souriant qu'il avait rencontré plusieurs fois sous son déguisement de camarade Réliniski, de la Tchéka.

- *Dites-moi, camarade, qu'est-il arrivé ? demanda précipitamment Reilly.*

- *La Tchéka cherche quelqu'un nommé Sidney Reilly, répondit le soldat.*

Plus tard, Reilly apprit ce qui s'était passé. A la suite de l'assassinat d'Ouritski, les autorités soviétiques de Pétrograd avait envoyé des agents de la Tchéka fermer l'ambassade d'Angleterre. Au premier étage, le haut personnel de l'ambassade sous la direction du capitaine Cromie, brûlait des papiers compromettants. Le capitaine Cromie descendit comme une flèche les escaliers et verrouilla la porte au nez des agents de la police secrète soviétique. Ceux-ci brisèrent la porte, mais l'agent britannique résolu à tout les attendait en haut des marches un revolver dans chaque main. Cromie tira et tua un commissaire et plusieurs miliciens. Les agents de la Tchéka répondirent à ses coups de feu et il était tombé une balle dans la tête...

Reilly passa le reste de cette nuit chez un terroriste nommé Serge Dornoski. Au matin, il envoya Dornoski en reconnaissance apprendre tout ce qu'il pourrait. Dornoski revint avec un exemplaire du journal communiste officiel Pravda. « *Le sang coulera dans les rues, dit-il. Quelqu'un a tiré sur Lénine à Moscou. Malheureusement -il l'a manqué !* » Il tendit le journal à Reilly. Un article en manchette faisait le récit de cet attentat à la vie de Lénine.

La veille au soir, tandis que Lénine quittait l'usine Michelson où il avait parlé dans un meeting ouvrier, une terroriste socialiste-révolutionnaire, nommée Fanya Kaplan, avait tiré deux fois à bout portant sur le dirigeant soviétique.. Les balles avaient été dénichetées et empoisonnées. L'une d'elles avait pénétré dans la poitrine au-dessus du cœur, et l'autre dans le cou, près de l'artère carotide. Lénine n'était pas mort, mais on disait que sa vie ne tenait qu'à un fil.

Le fusil dont Fanya Kaplan s'était servi lui avait été donné par le complice de Reilly, Boris Savinkov. Savinkov l'a révélé dans son livre Mémoires d'un terroriste.

Avec un petit pistolet automatique attaché sous son bras, en cas d'urgence, Reilly partit immédiatement pour Moscou. En route, à la gare de Klin il acheta un journal. Les nouvelles étaient on ne peut plus mauvaises. On donnait un récit détaillé de toute la conspiration de Reilly, y compris le plan de tirer sur Lénine et les autres dirigeants soviétiques, de s'emparer de Moscou et de Pétrograd et d'instaurer une dictature militaire avec Savinkov et Youdénitch.

Reilly poursuivait sa lecture avec un effroi grandissant c'était René Marchand, le journaliste français qui avait assisté à la réunion du consulat général américain à Moscou, qui avait informé les Bolchéviks de tout ce qui s'était tramé.

Mais le coup final allait encore venir.

Le colonel Berzine avait désigné le capitaine Reilly comme étant l'agent anglais qui lui avait offert une somme de deux millions de roubles, pour qu'il participait à l'assassinat des dirigeants soviétiques. La presse soviétique publiait aussi la lettre que Bruce Lockhart avait donnée à Berzine pour lui permettre de passer à travers les lignes anglaises d'Arkhangel.

Lockart avait été arrêté à Moscou par la Tchéka. D'autres personnalités alliées avaient été également mises en prison.

Dans tout Moscou, le signalement de Reilly était affiché. Ses différents noms : Massino, Constantine, Réliniski, étaient publiés avec la proclamation de sa mise hors-la-loi. La chasse était commencée.

En dépit du danger incontestable, Reilly poursuivit sa route vers Moscou. Il installa la danseuse

Dagmara chez une femme nommée Véra Péetrovna, une complice de Fanya Kaplan, la meurtrière de Lénine.

Dagmara raconta à Reilly que son appartement avait été perquisitionné plusieurs jours auparavant par la Tchéka. Elle avait pu cacher deux millions de roubles, qu'elle avait en billets de mille roubles, et qui constituait une partie du trésor de la conspiration. Les agents de la Tchéka ne l'avait pas arrêtée ; elle ne savait pas pourquoi. Peut-être pensaient-ils qu'elle les conduirait jusqu'à lui.

Même avec les deux millions de roubles de Dagmara à sa disposition, Reilly n'avait pas une partie facile. Déguisé tantôt en marchand grec, tantôt en ancien officier tzariste, tantôt en fonctionnaire soviétique, tantôt en ouvrier communiste de la base, il réussit à échapper à la Tchéka.

Un jour, il rencontra son ancien adjoint de Moscou, le capitaine George Hill, du Service secret britannique, qui jusqu'alors avait réussi à échapper aux filets des Bolchéviks. Les deux agents pointèrent une liste de noms et d'adresses. Ils découvrirent qu'une partie appréciable de leur organisation antisoviétique était encore intacte et Reilly pensa qu'il y avait encore de l'espoir.

A la différence de Reilly, le capitaine Hill pensait que les jeux étaient faits. Il avait entendu dire qu'un échange de prisonniers avait été convenu entre les gouvernements anglais et soviétiques. Les Russes libéraient Lockhart, entre autres, contre le retour sain et sauf de plusieurs. personnalités soviétiques, notamment Maxime Litvinov, que les autorités britanniques avaient arrêtées en Angleterre.

- *Je vais me rendre*, dit le capitaine Hill en conseillant à Reilly d'en faire de même.

Mais Reilly ne voulait pas admettre la défaite. « *Je rentrerai en Angleterre sans la permission des Rouges* », dit-il. *Il paria avec son complice qu'ils se retrouveraient au Savoy Hôtel, à Londres, deux mois plus tard*<sup>11</sup> ».

Reilly demeura en Russie plusieurs semaines encore, recueillant des renseignements d'espionnage et encourageant les éléments antisoviétiques qui demeuraient encore. Puis après toute une série d'aventures, où il réussit à grand peine à échapper, il réussit grâce à un faux passeport allemand à atteindre Bergen, en Norvège ; et de là, à regagner l'Angleterre.

De retour à Londres, le capitaine Reilly fit un rapport à ses chefs du Service secret. Il était plein de regrets pour les occasions perdues.

« *Si René Marchand n'avait pas été un traître... Si Berzine n'avait pas eu peur... Si le corps expéditionnaire avait avancé plus vite le long de la Vologda... Si j'avais pu m'entendre avec Savinkov* »...

Mais il était sûr que c'était une faute de la part de l'Angleterre d'être encore en guerre avec l'Allemagne. On devait cesser immédiatement les hostilités sur le front occidental et former une coalition contre le bolchévisme : « Paix, paix à n'importe quel prix, s'écriait-il, et ensuite constituer un front uni contre les véritables ennemis de l'humanité ! »

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Le matériel qui a servi de base dans ce chapitre au récit de la carrière et des exploits du capitaine Reilly, de l'Intelligence Service britannique, ce sont ses mémoires Britain's Master Spy (Un maître espion britannique), dans lesquels les auteurs ont largement puisé. Bien qu'écrit dans un style qui rappelle les plus médiocres romans populaires, ce récit par ce maître en espionnage de ses conspirations contre le Gouvernement soviétique demeure le plus complet des documents de ce genre. On trouvera des matériaux complémentaires sur la carrière et la personnalité de Reilly dans W. LUDECKE, Secrets of Espionnage ; RICHARD ROWAN, Terror in our Time (La terreur de nos jours) et BRUCE LOKHART, British Agent : ainsi que dans les comptes rendus des agissements de l'Intelligence Service britannique en U.R.S.S.. par le collègue et ami de Reilly, GEORGE HILL. Les dialogues de ce chapitre, sauf indication contraire mentionnée dans le texte, sont extraits des mémoires de Reilly.*

---

<sup>11</sup> Après son retour en Angleterre, le capitaine Hill fut affecté en 1919 par le Service secret britannique à la liaison avec les armées blanches du général Dénikine pendant la guerre d'intervention contre la Russie soviétique. Plus tard, le capitaine Hill devint l'agent particulier de Sir Henri Deterding, le célèbre magnat du pétrole, qui était obsédé du désir de détruire la Russie soviétique et qui aida financièrement Hitler dans son accession au pouvoir en Allemagne. Par la suite, le gouvernement britannique confia à George Hill d'importantes missions « diplomatiques » en Europe orientale. En 1932, dans un livre qu'il publia à Londres sous le titre *Go Spy the Land, being the Adventices of I.K.8 of the British Secret Service* ; il a raconté quelques-unes de ses aventures quand il faisait de l'espionnage en U.R.S.S. Au printemps de 1945, le gouvernement Churchill choisit George Hill, qui était devenu général de brigade, comme envoyé spécial en Pologne. Le général Hill, expliqua-t-on, était un observateur britannique qui devait - faire un rapport à Londres sur la situation alors agitée de la Pologne. Le gouvernement provisoire polonais ne permit pas toutefois au général Hill d'entrer en Pologne.



## CHAPITRE IV

### L'AVENTURE SIBERIENNE

#### 1. L'aide-mémoire.

Le 2 août 1918, le lendemain du jour du débarquement des troupes anglaises à Arkhangel, le major général William Graves, de l'Armée américaine, commandant la 8e division au camp de Frémont de Palo Alto, en Californie, recevait un message chiffré du ministère de la Guerre à Washington : Quand il eut traduit la première phrase, il lut : « Le contenu du présent message ne devra être communiqué à aucun membre de votre état major, ni à qui que ce soit ».

Le message enjoignait ensuite au général Graves de «prendre à San Francisco le premier train et le plus rapide pour Kansas City, d'aller à l'hôtel Baltimore et d'y demander le secrétaire à la Guerre».

On ne donnait au général aucune explication pour cette convocation si urgente, et rien n'indiquait la durée que ce déplacement pouvait avoir.

Le général Graves, brave et vieux soldat, n'était pas de ceux qui posent des questions quand il était clair qu'elles étaient, indésirables. Il remplit un petit sac de voyage de l'indispensable et deux heures après il quittait San Francisco dans l'express de Santa Fe.

Quand il arriva à Kansas City, le général trouva Newton Baker, le secrétaire d'Etat à la Guerre, qui l'attendait à la gare.

Le secrétaire à la Guerre était pressé; il devait prendre un train dans quelques minutes, expliqua-t-il. En hâte, il dit au général Graves pourquoi il l'avait convoqué à ce mystérieux rendez-vous. Le ministère de la Guerre avait choisi Graves pour commander une expédition de troupes américaines qui devait partir de suite pour la Sibérie.

Le secrétaire Baker remit alors au général une enveloppe cachetée et dit : «*Ceci contient les instructions du gouvernement des Etats-Unis que vous aurez à suivre en Russie. Faites bien attention: vous marcherez sur des neufs chargés de dynamite. Que Dieu vous protège et au revoir!*»

Cette nuit, seul dans sa chambre d'hôtel à Kansas City, le général Graves ouvrit l'enveloppe cachetée: Il en tira un texte de sept pages qui portait en titre le mot Aide-mémoire. Ce texte n'était pas signé, mais portait à la fin la mention : *Département d'Etat, Washington, 17 juillet 1918.*

*L'Aide-mémoire* commençait par une série de considérations générales sur la «volonté unanime du peuple américain» de «gagner la guerre». Il fallait, disait le document, que les Etats-Unis «coopèrent de bon cœur» e toutes les façons avec les Alliés contre l'Allemagne. *L'Aide-mémoire* arrivait alors à son projet principal :

«*C'est l'opinion claire et déterminée du gouvernement des Etats-Unis, à laquelle il a abouti après des enquêtes répétées et très approfondies sur toute la situation en Russie, qu'une intervention militaire dans ce pays ajouterait à la pénible confusion actuelle plutôt qu'il ne la guérirait; qu'elle blesserait la Russie plutôt qu'elle ne l'aiderait et qu'il n'en résulterait aucun avantage dans la poursuite de notre objet principal qui était de gagner la guerre contre l'Allemagne. Le gouvernement des Etats-Unis ne peut donc participer à une semblable intervention ni la sanctionner en principe.*»

C'était là une position politique claire et précise avec laquelle le général Graves se trouvait pleinement d'accord. Pourquoi l'envoyait-on alors pour commander un corps expéditionnaire américain en Russie ? Inquiet, le général poursuivit sa lecture «*une action militaire n'est admissible en Russie, comme le gouvernement des Etats-Unis en voit les circonstances, que pour aider les Tchécoslovaques à consolider leurs forces et leur permettre une heureuse coopération avec leurs frères slaves*»...

Les Tchécoslovaques en Russie ?

Je me couchais, a écrit plus tard, le général Graves dans son livre *American Siberian Adventure* (l'Aventure sibéro-américaine), mais je ne pus dormir et je me demandais ce que faisaient d'autres nations en Sibérie; et pourquoi on ne me donnait pas de renseignements sur ce qui s'y passait ».

Si le général Graves avait obtenu une réponse aux questions qui l'empêchaient de dormir, il aurait été encore plus troublé dans cette nuit d'été, à Kansas City.

#### 2. Intrigue à Vladivostock.

Sous la domination féodale du tzar, l'immense et fabuleuse riche Sibérie était demeurée presque totalement en friche. La plus grande partie de cette vaste région qui va des frontières de l'Europe aux rives du Pacifique et de l'Arctique à l'Afghanistan était complètement inhabitée. A travers le pays désert passait la voie unique du chemin de fer transsibérien, le seul moyen de liaison entre l'ouest et

l'est. Quiconque contrôlait ce chemin de fer et quelques kilomètres de chaque côté de la voie contrôlait la Russie d'Asie, presque un continent d'une importance stratégique et d'une richesse incommensurables.

Pendant l'été de 1918, tandis que Robins se dirigeait vers l'est par le transsibérien, il avait rencontré des convois de soldats tchécoslovaques. Incorporés de force dans l'armée austro-hongroise, ces Tchèques avaient déserté en grand nombre en Russie avant la Révolution. Le Haut Commandement impérial russe les avait groupés et avait constitué une armée tchèque qui combattait aux côtés des Russes contre les armées austro-allemandes. Après la chute de Kérenski, le gouvernement soviétique avait accepté, sur la demande des Alliés, de transporter ces soldats tchèques à travers la Russie, jusqu'à Vladivostok. Ils devaient s'embarquer dans ce port, et après avoir fait le tour du monde, rejoindre les forces alliées sur le front occidental. Plus de 50.000 de ces Tchèques formaient un cordon de troupes le long des 8.000 km. de chemin de fer qui s'étendent de Kazan à Vladivostok.

Ces soldats tchèques croyaient qu'ils allaient se battre en Europe, pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie, mais leurs chefs, les généraux tchèques réactionnaires Gayda et Sirovy avaient d'autres plans. De connivence avec certains politiciens alliés, ces généraux rêvaient d'utiliser les troupes tchèques pour renverser le gouvernement soviétique.

D'après l'accord signé entre les Alliés et le Gouvernement soviétique, les Tchèques devaient rendre leurs armes aux autorités soviétiques pour leur passage sur le territoire soviétique. Mais le 4 juin 1918, l'ambassadeur Davis Francis avait écrit dans une lettre privée adressée à son fils, qu'il «projetait d'empêcher si possible» le désarmement des soldats tchèques. L'ambassadeur américain ajoutait «*Je n'ai pas d'instructions ou de mandat de Washington pour encourager ces hommes à désobéir aux ordres du Gouvernement soviétique. Sauf une expression de sympathie que leur a adressé le Département d'Etat. J'ai toutefois couru ma chance avant*».

Obéissant donc aux ordres des généraux Gayda et Sirovy, les Tchèques refusèrent de remettre leur équipement militaire aux autorités soviétiques. Diverses manifestations se produisirent simultanément tout le long du transsibérien : les soldats tchèques bien entraînés et fortement armés s'emparèrent d'un certain nombre de villes où ils étaient stationnés, renversèrent les Soviétiques locaux et établirent des administrations antisoviétiques.

Pendant la première semaine de juillet, avec l'aide de contre-révolutionnaires russes, le général Gayda réussit à s'emparer de Vladivostok et instaura un régime antisoviétique dans cette ville. On afficha dans les rues une proclamation signée par l'amiral *Knight*, de la marine américaine, du vice-amiral *Kato*, de la marine japonaise, du colonel Pons, de la mission française et du capitaine *Badiura*, de l'armée tchécoslovaque, qui était devenu le commandant de la ville occupée, dans laquelle on informait la population que l'intervention des puissances alliées avait été entreprise «*dans un esprit d'amitié et de sympathie pour le peuple russe*».

Le 22 juillet 1918, cinq jours après la publication de l'*Aide-mémoire* du Département d'Etat des Etats-Unis sur la nécessité d'envoyer des troupes américaines pour aider à l'embarquement des troupes tchèques, le consul américain à Moscou De Witt Clinton Poole<sup>12</sup> envoyait au consul américain à Omsk un télégramme chiffré :

«*Vous pouvez faire savoir confidentiellement aux chefs tchèques que jusqu'à nouvel ordre les Alliés seront heureux, d'un point de vue politique, qu'ils se maintiennent dans leurs positions actuelles. D'autre part, ils ne devraient pas s'embarquer, devant les exigences militaires de la situation. Il est désirable avant tout, qu'ils s'assurent du contrôle du chemin de fer transsibérien et en second lieu, si cela est possible en même temps, qu'ils conservent le contrôle du territoire qu'ils occupent présentement. Informez les représentants français que le consul général de France approuve ces instructions*».

Le prétexte donné par les puissances alliées pour l'invasion de la Sibérie en cet été de 1918, était qu'elle venaient protéger les Tchèques contre les attaques non provoquées de l'Armée Rouge et de prisonniers de guerre allemands armés par les Bolchéviks.

Pendant ce printemps et cet été, les journaux anglais, français et américains furent remplis d'informations sensationnelles; les Bolchéviks armaient «des dizaines de milliers de prisonniers de guerre allemands et autrichiens en Sibérie» pour combattre les Tchèques. Le *New-York Times* publia que dans la seule ville de Tomsk, 60.000 Allemands avaient été équipés militairement par les Rouges. Le capitaine Hicks, de l'Intelligence Service britannique, le capitaine Webster, de la mission de la Croix-Rouge américaine et le major Drysdale, attaché militaire à Pékin, parcoururent la Sibérie avec l'autorisation des autorités soviétiques, pour enquêter sur ces accusations. Après des semaines d'une enquête sérieuse, ces trois officiers aboutirent à la même conclusion ; il n'y avait pas de prisonniers de guerre allemands ou autrichiens armés en Sibérie. Les trois officiers déclarèrent que ces accusations étaient une pure invention de propagande, délibérément conçue pour entraîner les Alliés à intervenir

<sup>12</sup> De Witt Clinton Poole devint plus tard chef de la section des affaires russes du Département d'Etat.

contre la Russie soviétique<sup>13</sup>.

Le 3 août 1918, des troupes anglaises débarquèrent à Vladivostock. Le gouvernement britannique informe la population le 8 août que, ces troupes venaient en Russie pour les protéger contre le démembrement et la destruction qui les feraient tomber aux mains des Allemands... *«Nous désirons vous assurer solennellement que nous ne retiendrons pas une parcelle de votre territoire. Les destinées de la Russie sont dans les mains du peuple russe. C'est à lui, et à lui seul, de décider de la forme de gouvernement qu'il désire et de trouver une solution à ses problèmes sociaux».*

Le 16 août, les premiers détachements américains débarquaient. « Une action militaire n'est admissible présentement, déclarait Washington, que pour assurer autant - que possible aide et protection aux Tchécoslovaques contre les prisonniers allemands et autrichiens armés qui les attaquent et que pour assurer tout effort de self-gouvernement ou de self-défense dans lesquels les Russes eux-mêmes souhaiteraient recevoir assistance ».

Le même mois, les japonais débarquèrent des troupes fraîches ; *«en adoptant cette position, annonçait Tokyo, le gouvernement japonais demeure constant dans son désir de voir s'instaurer des relations amicales durables avec la Russie, et il affirme sa politique de respect de l'intégrité territoriale de ce pays et d'abstention de toute ingérence dans sa politique intérieure».*

Les soldats japonais en Sibérie avaient été pourvus avec sollicitude par le Haut-Commandement japonais de petits dictionnaires russes dans lesquels le mot « Bolchévik » était traduit par *Barzuk* (bête sauvage) et était suivi de la mention : « à exterminer ».

### 3. Terreur en Orient.

Le 1er septembre 1918, le général Graves arrivait à Vladivostock pour prendre le commandement du expéditionnaire américain en Sibérie.

*« Je débarquais, a-t-il écrit dans son livre American Siberian Adventure, sans aucune idée préconçue quant à ce qu'il fallait ou ne fallait pas faire. Je n'avais aucun préjugé contre aucun parti russe, et je pensais à priori que je pourrais travailler en harmonie et dans un esprit de collaboration avec tous les Alliés »*

Les instructions\_ du général Graves, telles qu'elles étaient indiquées dans l'*Aide-mémoire*, lui enjoignaient de protéger le chemin de fer transsibérien, d'aider les Tchèques à embarquer à Vladivostock et lui interdisait d'intervenir dans les affaires intérieures de la Russie.

Il venait à peine d'installer son quartier général qu'il reçut la visite du commandant tchèque, le général Gayda, qui entreprit de suite de mettre Graves au courant de la situation en Russie. Les Russes, dit Gayda, ne pouvaient être traités « par la bonté ou par la persuasion, mais seulement par le fouet ou la baïonnette ». Pour protéger ce pays d'un chaos menaçant, il fallait anéantir, le bolchévisme et mettre au pouvoir une dictature militaire. Il dit` qu'il connaissait l'homme qu'il fallait pour cela : c'était l'amiral Alexandre Koltchak, un ancien officier de la marine tsariste qui était venu du Japon pour organiser une armée antisoviétique et qui avait déjà rallié des effectifs considérables en Sibérie. En attendant, le général Graves devait aider les Tchèques et les autres armées antisoviétiques à lutter contre les Bolchéviks.

Gayda présenta alors le plan d'une marche immédiate vers la Volga et d'une offensive sur Moscou de l'est. Ce plan, révéla-t-il, avait été approuvé par ses conseillers français et anglais et par des représentants du Département d'Etat des Etats-Unis. Le général Graves répéta les ordres qu'il avait reçus de son gouvernement et dit son intention de s'en tenir là.

Il dit à Gayda qu'aussi longtemps qu'il serait le commandant du corps expéditionnaire américain, aucun de ses hommes serait employé contre les Bolchéviks. ou interviendrait d'aucune façon dans les affaires intérieures de la Russie.

Gayda sortit furieux. Peu après le général Graves reçut une autre visite d'importance. Cette fois, c'était le général Knox, l'ancien supporter de Kornilov et maintenant, le commandant des forces britanniques en Sibérie.

Le général Graves avait ce que Raymond Robins appelait « l'esprit de la rue ». Il était un de ces hommes qui croient aux choses qu'ils découvrent eux-mêmes. Il décida de rechercher des informations de première main sur l'état présent des affaires en Sibérie. Ses officiers du service de renseignements partirent bientôt en campagne et lui rapportèrent des récits détaillés de leurs observations. Avant peu, Graves était arrivé à la conclusion que le mot *bolchévik*, tel qu'on l'emploie en Sibérie, s'appliquait à la plus grande partie de. la population et qu'employer des troupes pour combattre les Bolchéviks, ou

<sup>13</sup> Les enquêtes des capitaines Hicks et Webster et du major Drysdale restèrent ignorées du public américain et anglais. Le capitaine Hicks reçut l'ordre de rentrer à Londres et là, fut désigné pour collaborer avec le capitaine Reilly. Le Département d'Etat des Etats-Unis classa purement et simplement les rapports Webster et Drysdale.

armer, équiper, nourrir, habiller ou payer les Russes blancs qui luttent contre eux, était incompatible avec la « non-ingérence dans les affaires intérieures de la Russie ».

Dans l'automne de 1918, il y avait déjà plus de 7.000 Anglais en Sibérie septentrionale 7.000 autres officiers, techniciens et soldats anglais et français étaient près de l'amiral Koltchak, aidant à l'entraînement et à l'équipement de son armée russe-blanche antisoviétique.

Avec ces Anglais et Français, il y avait 1.500 Italiens. Il y avait environ 8.000 soldats américains sous les ordres du général Graves. Mais de loin, l'année la plus forte en Sibérie était celle des japonais qui nourrissaient la grande ambition de s'emparer de toute la Sibérie entièrement à leur profit : le nombre des soldats japonais dépassait 70.000.

En novembre, l'amiral Koltchak avec l'aide des supporters anglais et français, se proclama dictateur de la Sibérie. L'amiral, petit homme nerveux qu'un de ses collègues, a décrit comme étant « *un enfant malade, certainement neurasthénique... toujours sous l'influence de quelqu'un* », établit son quartier général à Omsk et se donna le titre de Régent suprême de Russie. Annonçant que Koltchak était le « Washington russe », l'ancien ministre du tzar, Sazonov, devint bientôt son représentant officiel à Paris. On entonnait des concerts de louanges de l'amiral à Paris et à Londres. Sir Samuel Hoare répéta qu'à son avis Koltchak était « un gentleman ». Winston Churchill dit de lui qu'il était un « honnête, intelligent et incorruptible patriote, ». Le *New-York Times* voyait en lui « un homme fort et honnête », dont le « gouvernement était stable et à peu près représentatif ».

Le régime de Koltchak reçut généreusement des Alliés, et particulièrement des Anglais, des armes, du matériel de guerre et de l'argent. « *Nous avons envoyé en Sibérie raconta: fièrement le général Knox, des centaines de milliers de fusils, des centaines de millions de cartouches, des centaines de milliers d'uniformes. et de cartouchières, etc. Toutes les balles qui ont été tirées cette année sur les Bolchéviks par les soldats russes ont été fabriquées en Grande-Bretagne, par des ouvriers britanniques, avec des matières premières britanniques et transportées à Vladivostock sur des bateaux britanniques* ». On chantait alors en Sibérie :

*Uniformes anglais,  
Epaulettes françaises,  
Tabac du japon,  
Koltchak mène la danse.*

Le général Graves ne partageait pas l'enthousiasme des Alliés pour le régime de l'amiral Koltchak. Tous les jours, son service de renseignements lui apportait de nouvelles preuves du règne de terreur que Koltchak avait institué. Il y avait 100.000 hommes dans l'armée de l'amiral, et des milliers d'autres étaient recrutés sous peine de mort. Les prisons et les camps de concentration étaient pleins à craquer. Des milliers de Russes qui avaient eu la témérité de s'opposer au nouveau dictateur avaient été pendus aux poteaux télégraphiques et aux arbres le long de la voie du transsibérien. Un plus grand nombre encore étaient enterrés dans des fosses communes qu'ils avaient dû creuser eux-mêmes avant que les bourreaux de Koltchak ne les fauchent à la mitrailleuse. Les enlèvements, les assassinats, le pillage étaient la règle du jeu.

Un des adjoints principaux de Koltchak, un ancien officier tzariste devenu le général Rozanov donna à ses troupes les instructions suivantes :

*1° En occupant les villages précédemment occupés par les bandits (partisans soviétiques) insister pour mettre la main sur les chefs du mouvement, et si vous ne pouvez pas l'obtenir et que vous ayez des preuves suffisantes de la présence de ces chefs, fusillez alors un homme sur dix de la population.*

*2° Si, lorsqu'un détachement traverse une ville, la population ne donne pas de renseignements, alors qu'elle est censée en posséder, sur la présence de l'ennemi, imposer à tous, sans distinction, une contribution monétaire,*

*3. Les villages dont la population s'oppose par les armes au passage de nos troupes seront brûlés et tous les adultes mâles fusillés ; les propriétés, les maisons, les voitures seront confisquées pour les besoins de l'armée.*

Parlant de l'officier qui avait donné ces ordres, le général Knox dit au général Graves : « Rozanov est un sacré lascar ! ».

En même temps que les troupes de Koltchak, des bandes de terroristes payées par les japonais, ravageaient la campagne. Leurs principaux chefs étaient l'ataman Semyonov et Kalmikov.

Le colonel Morrow, commandant les troupes américaines, du secteur transbaïkal, rapporta que dans un village occupé par les hommes de Semyonov, tous les hommes, les femmes et les enfants avaient été assassinés. La plupart des habitants, a-t-il dit, ont été abattu « comme des lapins » alors qu'ils s'enfuyaient de leurs maisons. Les hommes furent brûlés vifs.

« *Les hommes de Semyonov et de Kalmikov, selon le général Graves, sous la protection des troupes japonaises, parcouraient le pays comme des animaux sauvages, tuant, pillant la population. Si on*

*s'inquiétait de ces meurtres brutaux, on répondait que les assassinés étaient des Bolcheviks et cette explication apparemment satisfaisait le monde ».*

Le général Graves exprima ouvertement son horreur des atrocités qui étaient commises par les unités antisoviétiques en Sibérie. Son attitude souleva une grande hostilité parmi les chefs russes blancs, anglais, français et japonais.

Morris, l'ambassadeur des Etats-Unis au Japon, qui faisait un voyage en Sibérie, vint dire au général Graves que le Département d'Etat lui avait télégraphié que la politique américaine en Sibérie exigeait qu'on soutint Koltchak : « Maintenant, général, dit Morris, il vous faudra soutenir Koltchak ».

Graves répliqua qu'il n'avait reçu aucun ordre du ministère de la Guerre, lui enjoignant de soutenir Koltchak

*- C'est le Département d'Etat et non le ministère de la guerre, qui commande, dit Morris.*

*- Ce n'est pas le Département d'Etat qui me commande, répondit Graves.*

Les agents de Koltchak « lancèrent une campagne de propagande » contre la réputation de Graves et pour obtenir son rappel de Sibérie. Des mensonges et des rumeurs circulèrent généreusement, dans lesquels on disait que le général était devenu bolchévik et comment ses soldats aidaient les « communistes ». La plus grande partie de cette campagne était de caractère antisémite. Dans un document typique de ce genre on lisait : « Les soldats américains sont infectés de bolchevisme: La plupart d'entre eux sont des juifs des quartiers de l'est de New-York, constamment en état d'émeute ».

Le colonel John Ward, un membre du parlement britannique qui était un des conseillers politiques de Koltchak, déclara publiquement que lorsqu'il avait rendu visite au quartier général du corps expéditionnaire américain, il avait remarqué que « sur 60 des officiers de liaison et interprètes, plus de 50 étaient des juifs russes ».

Même certains compatriotes du général Graves aidèrent à répandre cette propagande. « *Le consul américain à Vladivostock, a révélé le général Graves, câblait tous les jours au Département d'Etat, sans commentaires, les calomnies, les mensonges et les grossièretés que les journaux de Vladivostock imprimaient contre l'armée américaine. Ces articles et les critiques du corps expéditionnaire américain aux Etats-Unis tournaient autour de l'accusation que l'on portait sur nous d'être des Bolchéviks. Cette accusation pourtant ne saurait avoir été basée sur aucun acte des troupes américaines.. mais c'était la même que celle que portaient les amis de Koltchak, y compris le consul général Morris, contre quiconque en Sibérie n'aidait pas Koltchak ».*

Quand la campagne de calomnies eut atteint son comble, un messenger particulier se présenta au quartier général du général Graves de la part du général Ivanov Rinov, commandant des forces de Koltchak en Sibérie orientale. Ce messenger dit au général Graves que s'il voulait verser une contribution mensuelle de 20.000 dollars à l'armée de Koltchak, le général Ivanov Rinov s'arrangerait pour que la campagne contre Graves et ses troupes cessât.

Le général Ivanov Rinov était un des plus sauvages et des plus sadiques des adjoints de Koltchak. Ses soldats massacraient toute la population mâle des villages de la Sibérie orientale soupçonnés d'avoir donné asile à des « Bolchéviks ». Ils pratiquaient communément le rapt des femmes qu'ils fouettaient avec des verges. Ils assassinaient les vieillards, les femmes, les enfants.

Un jeune officier américain qu'on avait envoyé enquêter sur les atrocités commises par Ivanov Rinov, avait été si ému par ce qu'il avait vu qu'après avoir terminé son rapport au général Graves, il s'écria : « Au nom de Dieu, mon général, ne me renvoyez jamais faire une autre expédition de ce genre ! J'ai été bien près d'enlever mon uniforme pour me mettre avec ces pauvres gens et les aider de mon mieux ! ».

Quand le général. Ivanov Rinov fut menacé par un soulèvement populaire. Sir Charles Eliot, le haut-commissaire britannique, vint en hâte trouver le général Graves pour lui dire ses craintes quant à la sécurité du général.

*- Pour ce qui est de moi, dit en souriant le général Graves à Sir Charles, la population peut amener Ivanov Rinov devant le quartier général américain et le pendre à ce poteau télégraphique jusqu'à ce que mort s'ensuive, ni moi, ni aucun Américain ne lèvera le petit doigt !*

Pendant que s'étendait la guerre civile et l'intervention en Sibérie et en Russie soviétique, des événements sensationnels avaient lieu en Europe. Le 9 novembre 1918, des marins allemands se révoltaient à Kiel, tuaient leurs officiers et hissaient le drapeau rouge. Des démonstrations monstres en faveur de la paix se produisaient en Allemagne. Sur le front occidental, les soldats alliés et allemands fraternisaient. Le Haut-Commandement allemand sollicitait un armistice. L'empereur Guillaume II

fuyait en Hollande, rendant son épée impériale à un jeune garde frontière hollandais étonné.

Le 11 novembre, l'armistice était signé.  
La première guerre mondiale était terminée.

## **NOTES BIBLIOGRAPHIQUES**

*Le matériel qui a servi de base au récit de l'expédition américaine -en Sibérie est le livre du général GRAVES, American Siberian Adventure (1918-1920) (L'aventure américaine en Sibérie). Aucun autre ouvrage ne donne un tableau plus vivant de cette phase de la guerre d'intervention contre l'U.R.S.S. La préface de ce livre, due à l'ancien ministre de la Guerre Newton Baker, est d'un intérêt considérable. On trouvera des documents complémentaires sur l'expédition en Sibérie dans Papers relating to the Foreign Relations of the U.S., 1918; DAVIS FRANCIS, Russia from the American Embassy ; LANSING's Papers (1914-1920); GEORGE STEWART , The White Armies of Russia. (Les armées blanches de Russie).*

## CHAPITRE V

### LA PAIX ET LA GUERRE

#### 1. Paix à l'ouest.

La première guerre mondiale s'était terminée soudainement. Comme l'a dit un officier allemand, le capitaine Ernest Toehm : « La paix éclata ». On formait des soviets à Berlin, à Hambourg et en Bavière. Des démonstrations ouvrières en faveur de la paix et de la démocratie se produisaient à Paris, Londres et Rome. La Révolution s'emparait de la Hongrie. Dans les Balkans, le mécontentement des paysans bouillonnait. Après les 'quatre' terribles années de la guerre, des vœux passionnés étaient sur toutes les lèvres : No more war! Nie wieder Krieg! Jamais plus de guerre ! Never again !

Lloyd George devait dire à la Conférence de la paix de Paris, dans son mémorandum confidentiel de mars 1919: « *Toute l'Europe est pleine de l'esprit de la Révolution. Il y a un profond sentiment non seulement de mécontentement, mais de colère et de révolte parmi les travailleurs contre les conditions d'avant guerre. L'ordre existant tout entier, sous ses aspects politique, social et économique, est mis en question par les masses populaires d'un bout de l'Europe à l'autre* ».

Deux noms résumaient les aspirations des masses et les craintes des minorités : Lénine et Wilson. A l'est, la Révolution de Lénine avait balayé le tzarisme et ouvert une nouvelle ère aux millions d'opprimés de la vieille Russie impériale. A l'ouest, les 14 points sèchement formulés de Wilson avait soulevé un ferment d'espérance et d'attente démocratique.

Quand le président des Etats-Unis avait débarqué sur le sol imbibé de sang de l'Europe en décembre 1918, des foules heureuses se précipitèrent pour lui baiser les mains et semer des fleurs sous ses pas. Le président des Etats-Unis était salué par les peuples du vieux monde comme le « roi de l'Humanité », le « sauveur », le « prince de la paix ». Il pensait que le grand et maigre professeur de Princeton était le messie venu pour annoncer un nouvel âge.

Des millions d'hommes étaient morts au combat, vingt millions étaient blessés ou estropiés ; treize millions de civils étaient morts de faim et de misère, d'autres millions erraient dénués de tout, sans foyer dans les ruines fumantes de l'Europe. Mais maintenant enfin la guerre était finie et le monde attendait des paroles de paix.

« Ma conception de la Société des Nations consiste en ceci, qu'elle devra agir comme la force morale organisée des hommes dans le monde entier », disait Wilson<sup>14</sup>.

Au début de janvier 1919, les quatre Grands, Wilson, Lloyd Georges, Clémenceau et Orlando, s'asseyaient dans une des salles de conférence du Quai d'Orsay, à Paris. pour discuter de la paix mondiale.

Mais un sixième du globe n'était pas représenté à la Conférence de la paix.

Pendant même que les « faiseurs de paix » parlaient, des dizaines de milliers de soldats alliés étaient en train de soutenir une guerre sanglante, non déclarée contre la Russie soviétique. Côte à côte avec les armées blanches contre-révolutionnaires commandées par Koltchak et Dénikine, les armées alliées combattaient la jeune Armée Rouge sur un immense front s'étendant des régions arctiques désertes à la mer Noire, et des champs de blé de l'Ukraine aux 'montagnes et aux steppes de Sibérie.

En ce printemps de 1919, une violente et fantastique campagne de propagande antisoviétique se déployait en Europe et en Amérique. Le *London Daily Telegraph* publiait le récit d'un « régime de terreur » à Odessa, accompagné d'une « semaine d'amour libre ». Le *New York Sun* mettait en manchette : « Des soldats américains blessés et mutilés à coup de hache par les Rouges ». Le *New York Times* écrivait: « La Russie sous la domination des Rouges... un gigantesque asile d'aliénés... Des victimes ayant pu s'échapper disent que les fous en délire rôdent dans les rues de Moscou... Des cadavres disputés aux chiens... », etc. La presse du monde entier, celle des Alliés comme celle de l'Allemagne, publiaient de « documents authentiques », montrant qu'en Russie « des jeunes femmes et de jeunes filles de la bourgeoisie étaient « livrées sur ordre aux casernes... pour les besoins des

<sup>14</sup> Dans son discours d'ouverture à la Conférence de la paix de Paris, Wilson dit aussi : « Il y a par dessus tout une voix qui appelle ces définitions de principes et de but et qui est, ce me semble, plus frémissante et plus saisissante que toutes les nombreuses voix qui remplissent l'air troublé du monde. C'est la voix du peuple russe ».

régiments d'artillerie ! ».

Les reportages objectifs sur le véritable état de la Russie, qu'ils provinssent de journalistes, d'agents secrets, de diplomates ou même de généraux comme Judson et Graves, étaient censurés ou ignorés. Quiconque osait poser une question sur cette campagne antisoviétique était automatiquement dénoncé comme un « Bolchévik ».

Deux mois à peine après l'armistice, les chefs alliés semblaient déjà avoir oublié le but pour lequel on s'était battu. La « menace du bolchévisme » balayait toute autre considération. Elle dominait la Conférence de la paix à Paris.

Le maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées, se rendit à une séance secrète de la Conférence de la paix pour demander que la question de l'Allemagne soit rapidement réglée, afin de permettre aux Alliés de lancer leurs ressources combinées contre la Russie soviétique.. Le maréchal français plaidait la cause de l'ennemi mortel de la France, l'Allemagne..

« On connaît bien la situation difficile dans laquelle se trouve présentement le gouvernement allemand » dit Foch. « A Mannheim, à Carlsruhe, à Baden et à Düsseldorf, le mouvement soviétique s'étend rapidement. Dans les circonstances actuelles, l'Allemagne acceptera donc toutes les conditions que lui imposeront les Alliés. Le gouvernement allemand ne demande que la paix. C'est la seule chose qui donnera satisfaction à la population et permettra au gouvernement de maîtriser la situation ».

Pour abattre la Révolution allemande, on permit au Haut-Commandement allemand de conserver une armée de 100.000 hommes, ainsi que ce qu'on appelait « la Reichswehr noire », composée des soldats les mieux exercés et mieux éduqués de l'Allemagne. En outre, on l'autorisa à subventionner "des ligues nationalistes secrètes et des organisations terroristes qui intimidaient, torturaient et assassinaient les démocrates allemands insurgés. Tout ceci fut fait au nom de la « Protection de l'Allemagne contre le bolchévisme<sup>15</sup>,

Le général Hoffmann, l'ancien commandant des armées allemandes sur le front occidental, le « héros » de Brest-Litovsk, proposa à son récent ennemi, le maréchal Foch, le plan d'une offensive de l'armée allemande sur Moscou afin d'anéantir le bolchévisme « à sa source ». Foch approuva ce plan, mais estima que c'était à l'armée française et non à l'allemande de diriger cette offensive. Foch voulait mobiliser contre la Russie soviétique toute l'Europe orientale.

*« En Russie, actuellement, le bolchévisme et l'anarchie complète règnent, dit Foch à la Conférence de la paix. Mon plan serait de régler toutes les questions importantes du front occidental afin de permettre aux Alliés d'utiliser les ressources devenues ainsi disponibles pour résoudre la question orientale... Les troupes polonaises seraient, tout à fait capables de faire face aux Russes, à condition qu'elles soient renforcées par la fourniture de matériel et d'engins de guerre modernes. Il faut des effectifs importants que l'on pourra obtenir en mobilisant les Finlandais, les Polonais, les Tchèques, les Roumains et les Grecs, aussi bien que les éléments russes pro-alliés qui existent encore. Si on fait tout cela, 1919, verra la fin du bolchevisme ! ».*

Wilson voulait qu'on se comportât loyalement envers la Russie. Le président des Etats-Unis reconnaissait l'absurdité de parler de la paix mondiale, quand un sixième du globe était exclu de la conversation. Aussi pressa-t-il la Conférence de la paix d'inviter des délégués soviétiques à venir s'asseoir aux côtés des Alliés pour essayer d'arriver à une compréhension mutuelle pacifique. Encore et encore, Wilson revint sur cette idée, en s'efforçant de chasser le spectre du bolchévisme de l'esprit des « faiseurs de paix ».

*« A travers le monde il y a un sentiment de révolte contre les grands intérêts investis qui influencent le monde dans les sphères économiques et politiques », avertit Wilson à l'une des séances secrètes de Paris du Conseil des Dix. « Le moyen d'échapper à cette domination réside, à mon avis,*

---

<sup>15</sup> La raison du renoncement des Alliés à marcher sur Berlin en 1918 et à désarmer définitivement le militarisme allemand, réside dans la peur du bolchévisme chez les Alliés, qui fut habilement exploitée par les politiciens allemands. Le commandant-en chef allié, le maréchal Foch, a révélé dans ses mémoires, que dès l'ouverture des négociations de la paix, les porte-parole allemands évoquaient constamment « la menaçante invasion bolchéviste de l'Allemagne . » comme un moyen d'obtenir des conditions de paix favorables. Le général Wilson, de l'état-major général britannique, a raconté dans son War Diary (journal de guerre) que le 9 novembre 1918, deux jours avant la signature de l'armistice, « le cabinet s'est réuni cette nuit de 6 h. 30 à 8 h. Lloyd George a lu deux télégrammes du Tigre (Clémenceau) dans lesquels il relatait l'entrevue de Foch avec les Allemands : Le Tigre redoute la chute de l'Allemagne, et la victoire du bolchévisme dans ce pays. Lloyd George m'a demandé si je souhaitais que cela arrivât ou si je ne préférerais pas un armistice. Sans hésitation, j'ai répondu : armistice. e Tout le cabinet a été d'accord avec moi. Pour nous, le véritable danger n'est plus désormais les Allemands, mais le bolchévisme ». Dans un moment de lucidité, Clémenceau lui-même a prévenu la Conférence de la paix que l' « anti-bolchévisme » était un moyen utilisé par l'état-major allemand pour tromper les Alliés et sauver le militarisme allemand. « Les Allemands se servent du bolchévisme » à dit Clémenceau en 1919, « comme un croque-mitaine pour effrayer les Alliés ». Pourtant, sous l'influence de Foch, de Pétain, de Weygand et d'autres, le Tigre oublia ses propres avertissements et succomba à l'hystérie anti-bolchévique qui bientôt paralysa toute clairvoyance et toute action démocratique chez « les faiseurs de paix » alliés.



*dans une discussion, constante et une marche lente vers les réformes, mais le monde dans son ensemble est impatient. Il y a des hommes aux Etats-Unis du meilleur caractère, quand ce n'est pas du meilleur jugement, qui éprouve de la sympathie pour le bolchévisme, parce qu'il leur apparaît être ce régime qui donne sa chance à l'homme qu'ils désirent eux-mêmes ».*

Mais Wilson était entouré d'hommes déterminés à tout prix à préserver le *statu quo*. Lié par des traités impérialistes secrets et des pactes commerciaux, ces hommes cherchaient à jouer, à déjouer, à trahir Wilson à chaque pas. Il y eut des moments où Wilson se révolta et menaça de s'adresser au peuple par dessus la tête des politiciens et des militaristes.

Wilson avait projeté de prononcer un discours sensationnel du balcon du Palais de Venise à Rome, de ce même balcon où deux ans plus tard, Mussolini devait haranguer ses Chemises noires. Les monarchistes italiens, craignant l'effet des paroles de Wilson sur le peuple de Rome, empêchèrent la foule de se rendre sur la place et firent échouer la manifestation en disant qu'il était inspiré par les « Bolchéviks ». La même chose se produisit à Paris, où Wilson attendit toute une matinée à la fenêtre de son hôte espérant pouvoir prononcer un discours aux ouvriers parisiens. Il ne savait pas que la police française et l'armée avaient été appelées pour empêcher les ouvriers d'arriver jusqu'à son hôtel...

Quel que fut l'endroit où Wilson se rendait en Europe, il était entouré d'agents secrets et de propagandistes; dans son dos, des intrigues sans fin se nouaient.

Chacune des puissances alliées avait organisé son propre appareil d'espionnage à la Conférence de la paix. Au 4 de la place de la Concorde, à Paris, l'Intelligence Service militaire des Etats-Unis installa une section spéciale du Code, où des officiers hautement qualifiés et des employés 'soigneusement choisis travaillaient nuit et jour à intercepter et déchiffrer les messages secrets des autres puissances. Ce service du Code était dirigé par le major Herbert Yardley, qui a révélé plus tard dans son livre *The American Black Chamber* (la Chambre noire américaine) comment des rapports de témoins oculaires américains en Europe, décrivaient le véritable état des affaires, étaient délibérément soustraits aux yeux de Wilson, dans les oreilles de qui on cornait sans cesse une propagande anti-bolchévique absurde et fantastique.

Fréquemment, le major Yardley interceptait et déchiffrait des messages concernant des complots pour saboter la politique de Wilson. Une fois, même, il déchiffra un message d'un caractère encore plus sinistre.

*« ... Le lecteur pourra, apprécier le choc que je reçus lorsque je déchiffrai un télégramme qui nous informait d'un complot de l'Entente pour assassiner le président Wilson, soit en lui administrant un poison lent, soit en lui faisant attraper une grippe pernicieuse. Notre informateur, en qui nous avions la plus grande confiance, demandait aux autorités d'avertir le président. Je n'ai aucun moyen de savoir si ce complot était véridique en fait, et s'il l'était, s'il a réussi. Mais ce qui est indéniable, c'est que les premiers signes de maladie du président Wilson se manifestèrent à Paris et qu'il devait mourir bientôt d'une maladie de langueur ».*

## **2. A la Conférence de la paix.**

Aux premières sessions de la Conférence de la paix, le président Wilson trouva un allié imprévu dans son combat en faveur d'une attitude correcte envers la Russie. Le premier ministre de la Grande-Bretagne, Lloyd George, vint à l'aide de Wilson en déclenchant des attaques acérées contre les plans antisoviétiques de Foch et du président du Conseil français Clémenceau.

*«Les Allemands, déclara Lloyd George, aux temps où ils avaient besoin de chaque homme disponible pour soutenir leurs offensives sur le front occidental, durent garder environ un million d'hommes dans les quelques provinces russes qu'ils occupaient et qui ne constituaient qu'une étroite bande de territoire. Et même un plus grand nombre aux temps où le bolchévisme était faible et chaotique. Maintenant il est fort et dispose d'une formidable armée. Y a-t-il une seule des puissances alliées occidentales qui veuille envoyer un millions d'hommes en Russie ? Si je proposais d'envoyer en Russie six mille soldats anglais de plus dans ce but, l'armée se mutinerait ! Ceci s'applique également aux troupes américaines en Sibérie ; aussi bien qu' aux Canadiens et aux Français. L'idée d'abattre le bolchévisme par des moyens militaires est une pure folie. Même en admettant qu'on y réussisse, qui occuperait la Russie? »*

A la différence de Wilson, le premier ministre anglais n'était pas mû par des considérations idéalistes. Il redoutait la révolution en Europe et en Asie ; mais ce vieux politicien, ce « renard » gallois était très sensible à l'humeur populaire de Grande-Bretagne, qui était formellement opposée au développement de l'intervention en Russie. Il avait encore une autre puissante raison pour s'opposer aux plans du maréchal Foch. Sir Henry Wilson, chef d'état-major britannique dans un récent rapport

secret au cabinet de guerre, avait souligné que « *la seule politique pour l'Angleterre était de retirer ses troupes d'Europe et de Russie et de concentrer toutes ses forces sur ses points névralgiques futurs : l'Angleterre, l'Irlande, l'Égypte, les Indes* ». Lloyd George craignait que Foch et Clémenceau n'essayassent d'établir l'hégémonie de la France en Russie tandis que la Grande-Bretagne serait occupée ailleurs.

Ainsi l'astucieux premier ministre anglais, croyant qu'il pourrait obtenir ce qu'il voulait en évacuant seulement la Russie pendant un certain temps, soutint le président des États-Unis qui demandait qu'on eut envers les Bolchéviks une attitude correcte. Aux sessions secrètes de la Conférence de la paix, Lloyd George ne mâcha pas ses mots :

« *Les paysans russes ont accepté le bolchévisme pour la même raison que les paysans français ont accepté la Révolution française, à savoir qu'on leur a donné la terre. Le Gouvernement bolchévik est le gouvernement de fait. Nous avons reconnu autrefois le gouvernement impérial, bien qu'à l'époque, nous savions qu'il était complètement pourri. Nous avons raison parce qu'il était le gouvernement de fait... ; mais nous refusons de reconnaître les Bolchéviks ! Dire que nous devrions supprimer nous-mêmes les représentants d'un grand peuple est contraire à tous les principes pour lesquels nous avons combattu* ».

Le président Wilson déclara qu'il ne voyait pas comment quelqu'un pourrait contredire ce que Lloyd George venait d'exposer; et il proposa de convoquer une conférence spéciale dans l'île de Prinkipo, ou dans tout autre endroit « d'accès convenable » pour examiner les possibilités de paix avec la Russie. Dans l'intérêt de l'impartialité, des délégués du Gouvernement soviétique et des groupes blancs antisoviétiques devraient être invités..

Le « Tigre », le premier ministre français Clémenceau, porte-parole des porteurs français des emprunts russes et de l'état-major général, se dressa pour répondre au nom des partisans de l'intervention. Clémenceau savait que la politique subtile de Lloyd George n'aurait pas l'appui des milieux dirigeants anglais et que les militaires et le Service secret anglais participaient déjà à la guerre antisoviétique. En même temps Clémenceau se rendit compte qu'il fallait, pour convaincre Wilson, démolir les arguments de Lloyd George en utilisant avec force la menace du bolchévisme.

« *En principe, commença Clémenceau, je ne suis pas partisan de conversations avec les Bolchéviks, non parce que ce sont des criminels, mais parce que nous les élèverions à notre niveau en disant qu'ils méritent de discuter avec nous.* » . Le Premier anglais et le président des États-Unis, si l'on permettait au premier ministre français de parler ainsi, adoptaient une attitude trop académique et trop doctrinaire dans la question du bolchévisme... « *Le danger bolchévik est très grand à l'heure présente, le bolchévisme s'étend. Il a gagné les provinces baltes et la Pologne ; et ce matin nous avons reçu de très mauvaises nouvelles, car il s'étend à Budapest et Vienne. L'Italie aussi est en danger : le danger est probablement plus grand là qu'en France. Si le bolchévisme après s'être étendu à l'Allemagne devait traverser l'Autriche et la Hongrie et gagner l'Italie, l'Europe aurait à faire face à un très grand danger. C'est pourquoi il faut faire quelque chose contre le bolchévisme !* ».

Clémenceau ne se reposait pas seulement sur son éloquence. Il demanda la permission de faire venir des « témoins qualifiés en matière de bolchévisme. Le premier était l'ambassadeur Noulens, qui avait été l'ami de l'ambassadeur Francis à Pétrograd et l'animateur des intrigues antisoviétiques dans le corps diplomatique. Noulens fut présenté à Lloyd George et à Wilson.

« *Je me limiterai à des faits* » dit l'ambassadeur, et, immédiatement, il se mit à débiter un effrayant chapelet d' « *atrocités bolchéviques* » :

- *Non seulement, des hommes, mais des femmes ont été fusillées. Partout des atrocités : noyades, nez et langues coupés, mutilations, enterrements vivants, exécutions publiques, enlèvements, pillage.*

Noulens répétait les racontars excités des diplomates antisoviétiques et des émigrés tzaristes : Une bande de tortionnaires professionnels occupe maintenant la forteresse Pierre et Paul... L'Armée Rouge est plus une cohue qu'une armée... Et puis, il y a l'affaire du capitaine Cromie, l'attaché naval britannique, qui fut tué dans la défense de l'ambassade d'Angleterre. et dont le corps fut exposé pendant trois jours à une fenêtre de l'ambassade ! La terreur, l'assassinat collectif, la dégénérescence, la corruption, un mépris total des Alliés, tels étaient les traits distinctifs du régime des Soviets.. Enfin, je désire souligner que le gouvernement bolchévik est résolument impérialiste. IL a l'intention de conquérir le monde et ne fera la paix avec aucun gouvernement.

Mais en dépit des efforts de Noulens, le président des États-Unis ne fut pas grandement impressionné. Quelques jours auparavant, un agent spécial américain W. H Buckler ; à la demande de Wilson, avait eu un entretien confidentiel avec un membre du Gouvernement soviétique, Maxime Litvinov. Dans un rapport en date du 18 janvier 1919, Buckler informait Wilson que « *Litvinov avait déclaré que le Gouvernement soviétique désirait ardemment une paix permanente... Ils ont en horreur*

*les préparatifs militaires et les campagnes onéreuses auxquels ils sont contraints après quatre années d'une guerre épuisante, et désirent s'assurer que les Etats-Unis et les Alliés désirent la paix. Si tel est le cas, la paix peut être facilement négociée, car, selon Litvinov, le gouvernement soviétique est disposé à des compromis sur tous les points, y compris la protection des entreprises étrangères existantes, l'accord de nouvelles concessions en Russie et la reconnaissance des dettes russes à l'étranger.. L'attitude conciliante du Gouvernement soviétique est indubitable. Dans la mesure où la Société des Nations peut empêcher la guerre sans encourager la réaction, elle peut compter sur l'appui du Gouvernement soviétique ».*

Buckler ajoutait que parmi les Bolchéviks il y avait certains éléments qui étaient fortement opposés à la politique de paix du Gouvernement soviétique. Ces éléments de l'opposition *« espéraient que l'intervention alliée serait plus active »* et, prévenait Buckler, *« continuer l'intervention, c'est faire le jeu de ces extrémistes »*.

Le plan de paix de Wilson, soutenu par Lloyd George, semblait près de triompher malgré Foch et Clémenceau. Wilson rédigea une note dans le sens de sa proposition et il l'envoya au Gouvernement soviétique et aux divers groupes russes-blancs. Le Gouvernement soviétique accepta rapidement le plan de Wilson et se disposa à envoyer des délégués à Prinkipo. Mais, comme Winston Churchill l'a dit plus tard, *« le moment n'était pas propice »* pour la paix en Russie. La majorité des dirigeants alliés était convaincue que le régime des Soviets serait bientôt renversé. Sur le conseil secret de leurs supporters alliés, les groupes blancs refusèrent de se rencontrer à Prinkipo avec les délégués soviétiques.

L'atmosphère de la Conférence de la paix changea. Lloyd George, comprenant qu'il n'allait nulle part, retourna soudainement à Londres. Et à sa place, Churchill, le juvénile ministre de la Guerre et de l'aviation britannique, se hâta de venir à Paris apporter son concours aux extrémistes antibolchéviks<sup>16</sup>.

Le 14 février 1919 était la veille du départ du président Wilson pour l'Amérique, où il devait combattre le bloc isolationniste au Congrès, dirigé par le sénateur Lodge qui avait miné tous ses efforts pour créer un système de coopération et de sécurité mondiales. Wilson se rendait compte de son échec en Europe et craignait d'échouer aussi en Amérique. Il était déçu, fatigué et profondément découragé.

Winston Churchill fut présenté au président Wilson par le Ministre des Affaires étrangères anglais, A.J. Balfour qui annonça que le ministre de la Guerre était venu à Paris pour exposer la position du gouvernement anglais sur la question russe. Churchill se lança immédiatement dans une attaque contre le plan de paix de Prinkipo.

*« Il y a eu hier une réunion ministérielle à Londres, dit-il, au cours de laquelle s'est manifesté une grande anxiété au sujet de la situation en Russie... Si les Bolchéviks seuls assistent à la conférence de Prinkipo, on pense qu'il n'en résultera que peu de bien. Il faut considérer le côté militaire de la question. La Grande-Bretagne a des soldats en Russie qui meurent dans la lutte ».*

Wilson répondit : *« Puisque M. Churchill est venu spécialement de Londres pour me voir avant mon départ, je pense devoir exprimer mon opinion personnelle sur cette affaire. Au milieu de toutes les incertitudes concernant la Russie, j'ai toutefois une opinion très claire sur deux points. Le premier est que les troupes des puissances alliées et associées ne font rien de bien en Russie. Elles ne savent pas pourquoi ou pour qui elles se battent. Elles ne soutiennent pas un effort valable de rétablir l'ordre en Russie. Elles soutiennent des mouvements locaux, comme, par exemple, celui des cosaques qui ne saurait dépasser le cadre de leur région. J'en conclus donc que les puissances alliées et associées devraient retirer leurs troupes de tous les secteurs du territoire russe. Le deuxième point est relatif à Prinkipo. Ce que nous recherchons, ce n'est pas un rapprochement, mais des renseignements clairs. Les rapports que nous recevons de Russie de diverses sources, officielles ou non, sont si contradictoires qu'il est impossible de se former un tableau cohérent de l'état de ce pays. On pourrait obtenir quelques lumières sur la situation en rencontrant des délégués russes ».*

Lorsque le président des Etats-Unis eut fini de parler, Churchill répondit

*- Le retrait total de toutes les troupes alliées est une politique logique et claire, mais il aurait pour conséquence la destruction de toutes les armées non-bolchéviques en Russie. Elles totalisent présentement environ 500.000 hommes, et bien que leur qualité ne soit pas des meilleures, leurs effectifs s'accroissent néanmoins. Une telle politique équivaldrait à retirer l'axe de la machine. Il n'y aurait plus désormais de résistance armée aux Bolchéviks en Russie et un interminable avenir de*

<sup>16</sup> . A cette époque, Churchill était le porte-parole en chef des conservateurs anglais antisoviétiques, et il le demeura pendant de nombreuses années ultérieures. Churchill redoutait l'extension des idées révolutionnaires russes dans les régions orientales de l'Empire britannique. René Krauss, dans la biographie qu'il a consacrée à Winston Churchill, écrit : « Les cinq Grands avaient décidé à Paris de soutenir la contre-révolution russe blanche. Churchill avait confiance dans l'exécution d'un plan dont il ne portait pas la responsabilité. On ne saurait nier que lorsqu'une décision était prise, il mettait toute son ardeur à la réaliser.. En accord avec le chef de l'état-major, Sir Henry Wood, il dressa un programme pour équiper et armer les diverses armées blanches avec les excédents des stocks de guerre et mit à leur disposition des officiers techniciens et instructeurs ».

Quand Hitler a cédé au pouvoir en Allemagne, Churchill reconnut que le nazisme constituait la véritable - menace contre les intérêts britanniques en Europe et dans le monde. Sans hésitation, Winston Churchill renversa sa position à l'égard de la Russie et se mit à réclamer une alliance entre la Grande-Bretagne, la France et l'Union Soviétique pour arrêter la progression de l'agression nazie. En 1941, quand l'Allemagne nazie envahit la Russie soviétique, la voix de Churchill fut la première à dire au monde que la lutte de l'U.R.S.S était celle de tous les peuples libres et qu'elle aurait l'appui de la Grande-Bretagne. A la fin de la deuxième guerre mondiale, Churchill reprenait le cri de la «menace du bolchévisme » en Europe.

violence et de misère serait tout ce qui demeurerait pour l'ensemble de la Russie.

- Mais dans quelques régions, ces troupes et ce matériel soutiennent certainement des réactionnaires, objecta Wilson. Par conséquent, si on demande aux Alliés ce qu'ils font en Russie, ils devront reconnaître qu'ils n'en savent rien !

Churchill écouta poliment.

- Je voudrais savoir, dit-il, si le Conseil approuvera le soutien des forces antibolchéviques en Russie, si la conférence de Prinkipo fait échec ?

Découragé, malade abandonné par Lloyd George, Wilson comprit qu'il était isolé au milieu d'un groupe d'hommes décidés à agir comme il leur plairait.

- J'ai expliqué au Conseil comment j'agirais si j'étais seul, dit le président des Etats-Unis. Je m'en remets au sort pour le reste.

Wilson retourna aux Etats-Unis pour entreprendre son tragique combat perdu d'avance, contre la réaction américaine.<sup>17</sup>

Le secrétaire d'Etat Lansing prit sa place à la Conférence de la paix et le ton des discussions subit un changement notable. Les représentants des Alliés ne sentirent plus désormais le besoin de cacher leurs intentions.

Clémenceau recommanda sans détours que la Conférence de la paix « *doit résoudre ses difficultés aussi discrètement et aussi simplement que possible* ». La question de Prinkipo devait être complètement enterrée, et on n'en fit plus jamais mention. « *Les Alliés ont été entraînés dans cette histoire de Prinkipo, dit-il, et maintenant ils s'emploient à en sortir* ».

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Balfour, appuya sur les commentaires de Clémenceau. « *Il est indispensable, déclara-t-il, de prendre des dispositions pour mettre les Bolchéviques dans leur tort, non seulement devant l'opinion publique, mais devant ceux qui soutiennent que le bolchévisme est une forme de démocratie quelque peu égarée, mais qui contient une bonne partie de bons éléments* ».

Sur quoi, la Conférence décida de consacrer une discussion approfondie aux moyens les plus efficaces d'aider les armées russes-blanches contre le Gouvernement soviétique.

Churchill qui avait remplacé Lloyd George à la table de la Conférence proposa d'instituer immédiatement un Conseil suprême interallié pour les affaires russes avec des départements politique, économique et militaire. Le département militaire devait « *se mettre de suite au travail* » pour mettre au point tous les détails d'un vaste programme d'intervention armée.

### 3. La mission Golovine.

Churchill devenant le commandant en chef reconnu mais non officiel des armées antisoviétiques, le centre se déplaça à Londres où, pendant ce printemps et cet été, des émissaires spéciaux russes-blancs se succédèrent dans les bureaux du gouvernement britannique, à Whitehall. C'étaient des représentants de l'amiral Koltchak, du général Dénikine et d'autres chefs russes-blancs, et ils venaient pour prendre les dispositions finales d'une offensive définitive contre les Soviets. Leurs négociations particulièrement secrètes se faisaient surtout avec Churchill et Sir Samuel Hoare. Churchill, en qualité de ministre de la Guerre, se chargeait d'équiper les armées russes-blanches avec du matériel pris sur les excédents des stocks de guerre anglais. Hoare supervisait ces intrigues diplomatiques compliquées... Parmi ces délégués russes-blancs, il y avait des « démocrates russes », comme le célèbre terroriste socialiste-révolutionnaire Boris Savinkov, ainsi que le prince tzariste Lvov et Serge Sazonov, ancien ministre des Affaires étrangères du tzar, qui était le représentant de Koltchak et de Dénikine à Paris. Le 27 mai 1919, le *Times* de Londres écrivait :

---

<sup>17</sup> Woodrow Wilson tenta un dernier effort en faveur d'une attitude correcte envers la Russie. Sur son initiative personnelle, William Bullitt, alors jeune fonctionnaire du Département d'Etat attaché à la délégation américaine à la Conférence de la paix, fut envoyé à Moscou pour y rencontrer Lénine et demander au dirigeant soviétique s'il voulait réellement la paix. Bullitt était accompagné par un grand journaliste américain, Lincoln Steffens qui rapporta de Russie son sensationnel récit : J'ai vu l'avenir. et il s'accomplit ! Quand à Bullitt, il rapporta les propositions de paix de Lénine tant pour les Alliés que pour les groupes blancs. Lénine était plus que jamais désireux de faire la paix, mais ses propositions, comme Churchill devait un jour le révéler dans son livre, *The World Crisis : the Aftermath (la Crise Mondiale : le Regain)*, furent « traitées avec mépris » et « Bullitt lui-même ne fut pas sans être quelque peu désavoué par ceux qui l'avaient envoyé » Bullitt a expliqué en septembre 1919 devant la Commission sénatoriale des Affaires étrangères pourquoi les propositions de paix de Lénine demeurèrent ignorées : « Koltchak avait avancé de 150 kilomètres et aussitôt toute la presse de Paris se mit à crier sur tous les tons que Koltchak serait à Moscou avant deux semaines ; et c'est pourquoi, tout le monde à Paris, y compris, je regrette de le dire, les membres de la délégation américaine, commença à se montrer très tiède au sujet de la paix en Russie, parce qu'on pensait que Koltchak atteindrait Moscou et balayerait le Gouvernement soviétique ». En ce qui concerne la suite de la carrière de Bullitt, comme adversaire de l'U.R.S.S., voir page 501, chapitre XXIII, § 5.

«M. Sazonov a rencontré cette nuit à la Chambre des Communes un certain nombre de membres du Parlement... M. Sazonov en a gardé une impression favorable quant aux perspectives d'un renversement prochain du régime bolchévique et a déclaré que la reconnaissance du gouvernement Koltchak ferait beaucoup pour hâter cet événement. Il a exprimé la profonde gratitude des Russes, non seulement pour l'aide matérielle qui leur a été accordée par la Grande-Bretagne, mais aussi pour les services que la marine britannique leur a rendus en sauvant un grand nombre de réfugiés».

Le «représentant officiel des armées russes-blanches» auprès du ministère de la Guerre britannique était le lieutenant général Golovine. Il était arrivé à Londres au début de ce printemps avec une lettre d'introduction adressée personnellement à Winston Churchill. Peu après son arrivée, il conférait avec Sir Samuel Hoare. Parmi les sujets qu'ils discutèrent, il y avait la question du Caucase et en particulier, ses importantes régions pétrolifères de Grozny et de Bakou.

Le 5 mai, accompagné par Hoare, Golovine se rendit pour la première fois au ministère de la Guerre. Sur le conseil de Hoare, l'officier russe était en grand uniforme. Il fut reçu avec une grande cordialité par les officiers anglais qui écoutèrent avec attention son récit des progrès des diverses armées russes-blanches.

Le même jour, à 5 h. de l'après-midi, Golovine voyait Churchill. Le ministre de la Guerre parla avec colère de l'opposition des libéraux et des travailleurs anglais à l'aide militaire aux armées blanches antisoviétiques. Et il exprima l'espoir qu'en dépit de cet obstacle, il pourrait envoyer un corps supplémentaire de 10.000 « volontaires sur le front du nord. Il savait qu'il fallait d'urgence des renforts dans cette région, par suite de la sérieuse démoralisation qui avait gagné les troupes anglaises et américaines.

Churchill marqua aussi sa volonté d'aider autant qu'il le 'pourrait le général Dénikine. Quoiqu'il en fut, Dénikine pouvait compter sur 2500 «volontaires » qui pourraient servir d'instructeurs militaires et d'experts techniques. En ce qui concernait l'aide matérielle immédiate, Churchill dit à Golovine qu'une somme de 4 millions de livres sterling serait allouée aux divers fronts antisoviétiques et qu'il recevrait les équipements et les armes nécessaires aux 10000 hommes de Youdénitch pour marcher sur Pétograd. Des dispositions furent prises pour que 500 officiers tzaristes qui étaient prisonniers de guerre en Allemagne fussent transférés à Arkhangelsk aux frais de l'Angleterre.

« Les résultats de cette entrevue dépassèrent toute mon attente », dit Golovine dans le rapport qu'il soumit à ses chefs à son retour en Russie. « Churchill n'est pas seulement un sympathisant, c'est un ami énergique et actif. La plus grande aide possible nous est assurée. Maintenant, nous devons montrer aux Anglais que nous sommes prêts à transformer nos paroles en actes »<sup>18</sup>.

#### NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Les journaux et périodiques de l'époque offrent une documentation précieuse sur le sentiment public et l'état d'esprit général en Europe et aux Etats-Unis lors du traité de Versailles. Les auteurs ont consulté spécialement le New-York Times, la Nation, la New Republic et le Literary Digest. Le supplément au n° du 4 août 1920 de la New Republic, rédigé par WALTER LIPPMAN et CH. MARTZ, est d'un intérêt particulier. Parmi les autres sources utiles, citons :*

GEORGE SELLES, *World Panorama, 1918-1935 (Panorama mondial) ;*

R. BURLINGTON ET ALDENS STEVENS, *Victory Without Peace (Victoire sans paix)*

*The Bullitt Mission to Russia (La mission Bullitt en Russie).*

*On trouvera une remarquable description des diverses intrigues interalliées à Paris pendant la Conférence de la paix dans HERBERT YARDLEY, The American Black Chamber (La Chambre noire américaine).*

*Pour les discussions à la Conférence de la paix, les auteurs ont largement utilisé Papers relating to the Foreign Relations of the U.S. : The Paris Peace Conference, 1919. Vol. HI et IV.*

*La biographie populaire de Winston Churchill par R. KRAUS, contient des renseignements intéressants sur son rôle à la Conférence.*

---

<sup>18</sup> Ce rapport, qui fut pris plus tard par l'Armée Rouge dans les archives du gouvernement blanc de Mourmansk, a été publié peu après dans le *Daily Herald* de Londres, causant un embarras considérable aux milieux antisoviétiques d'Angleterre.



## CHAPITRE VI

### LA GUERRE D'INTERVENTION

#### 1. Le prélude.

Dans l'été de 1919, sans déclaration de guerre, les forces armées de 14 Etats avaient envahi la Russie soviétique. Ces Etats étaient : la Grande-Bretagne, la France, le Japon, l'Allemagne, l'Italie, les Etats-Unis, Tchécoslovaquie, la Serbie, la Chine, la Finlande, la Grèce, la Pologne, la Roumanie et la Turquie.

Combattant aux côtés des envahisseurs antisoviétiques, il y avait les armées contre-révolutionnaires blanches<sup>19</sup> conduites par d'anciens généraux tzaristes qui s'efforçaient de restaurer l'aristocratie féodale que le peuple russe avait renversée.

La stratégie des assaillants était ambitieuse. Les armées des généraux blancs, se déplaçant en liaison avec les troupes interventionnistes, devaient converger sur Moscou du nord, du midi, de l'est et de l'ouest.

Au nord et au nord-ouest, à Arkhangel, à Mourmansk et dans les Etats baltes, les forces anglaises s'équilibraient le long du front tenu par l'armée russe blanche du général Youdénitch.

Au midi, occupant le Caucase et les bords de la mer Noire se trouvaient les armées blanches de Dénikine, généreusement équipées et renforcées par les Français.

A l'est, l'armée de l'amiral Koltchak opérant avec les conseillers militaires britanniques, était campée le long de l'Oural.

A l'ouest, sous la direction d'officiers français se trouvaient les armées polonaises nouvellement organisées du général Pilsudski.

Les hommes d'Etat alliés ont donné diverses raisons pour justifier la présence de leurs troupes en Russie. Quand leurs soldats débarquèrent pour la première fois à Mourmansk et à Arkhangel pendant le printemps et l'été de 1918, les gouvernements alliés déclarèrent que ces troupes étaient venues pour empêcher que le matériel de guerre tombât entre les mains des Allemands. Plus tard, ils expliquèrent que leurs troupes étaient en Sibérie pour aider les Tchécoslovaques à quitter la Russie. Une autre raison donnée à la présence des contingents alliés était qu'ils aidaient les Russes à « rétablir l'ordre » dans leurs pays troublés.

A plusieurs reprises, les hommes d'Etat alliés nièrent toute intention d'intervenir militairement contre les Soviétiques, ou de se mêler des affaires intérieures de la Russie

« *Nous nous proposons pas d'intervenir dans l'organisation intérieure de la Russie* », déclara Arthur Balfour en août 1918. « *Elle doit régler elle-même ses affaires* ».

L'ironique et toujours brutal Churchill, qui dirigeait lui-même la campagne alliée contre la Russie soviétique, a écrit plus tard dans son livre *The World Crisis* : « *Etaient-ils (les Alliés) en guerre avec la Russie ? Certainement pas, mais ils tiraient sur les Russes soviétiques. Ils avaient envahi le sol russe. Ils armaient les ennemis du Gouvernement soviétique. Ils bloquaient ses ports et coulaient ses navires. Ils désiraient sérieusement sa chute et faisaient des plans dans ce but. Mais la guerre, quelle horreur, quelle horreur ! Intervention, quelle honte ! Ils répétaient qu'il leur était indifférent de savoir comment les Russes, régleraient leurs affaires. Ils étaient impartiaux, voilà !* »

Le jeune Gouvernement soviétique luttait pour son existence en face d'unités animées d'une volonté désespérée. Le pays avait été dévasté et épuisé par la guerre mondiale. Des millions d'êtres étaient dénués de tout et affamés. Les usines étaient vides, la terre inculte, les transports arrêtés. Il semblait impossible qu'un tel pays pût survivre à l'assaut forcené d'un ennemi disposant d'armées nombreuses, bien équipées, ayant d'importantes réserves financières, du matériel de guerre et du ravitaillement en abondance. Assiégée de toutes parts par les envahisseurs étrangers, menacée par de constantes conspirations à l'intérieur, l'Armée Rouge se retirait lentement dans la campagne, combattant courageusement à toute occasion. Le territoire contrôlé par Moscou ne dépassait pas la seizième partie de la superficie totale de la Russie. C'était une île soviétique au milieu d'une mer antisoviétique.

<sup>19</sup> Les « blancs », appelés ainsi à cause de leur opposition aux révolutionnaires dont le symbole était le drapeau rouge, comprenaient, selon le récit de leurs luttes qu'en a fait George Stewart dans son livre *The White Armies of Russia* (Les armées blanches en Russie), tous ceux pour lesquels « le tzarisme représentait l'assurance de leur situation dans la société, leurs moyens d'existence, leurs honneurs, la Sainte Russie, un ordre social bâti sur les privilèges et la violence, agréable dans ses profits pour les riches, confortable pour les parasites qui trouvaient leur vie en le servant, un système antique qui avait été sanctionné par les longs siècles pendant lesquels la Russie s'était édifiée ». Le terme de « Russe blanc » est employé dans ce livre pour décrire ceux qui luttèrent pour restaurer cet ancien ordre des choses en Russie. Il ne faut pas le confondre avec le nom donné aux habitants de la République Soviétique de Biélorussie qu'on appelle aussi les Blanc-Russiens en raison de leur costume national : blouse blanche, sandales de tôle, bas blanc et veste de flanelle blanche.

## 2. La campagne du nord.

Au début du printemps de 1918, des agents spéciaux du Service secret britannique étaient arrivés à Arkhangel. Ils avaient pour ordre de préparer un soulèvement armé contre l'administration soviétique locale de ce port d'une grande importance stratégique. Travaillant sous la direction du capitaine Tchaplina, un ancien officier tsariste qui s'était engagé dans l'armée anglaise, et aidés par des conspirateurs contre-révolutionnaires russes-blancs, les agents de l'Intelligence Service firent les préparatifs de la rébellion.

L'insurrection éclata le 2 août. Le lendemain le major général Frédérick Poole, commandant en chef des forces alliées en Russie du nord, occupait la ville avec une unité débarquée sous la protection de navires de guerre anglais et français. Simultanément, des troupes serbes et russes-blanches sous le commandement du colonel Thorhill, du Service secret britannique, se mirent en marche à travers le pays en direction d'Onega pour couper la ligne Arkhangel-Vologda et attaquer par derrière les Bolchéviks en retraite.

Ayant renversé le soviét d'Arkhangel, le général Poole organisa un gouvernement à ses ordres qu'il dénomma Administration suprême de la Russie du nord, à la tête duquel il mit un ancien politicien, Nicolas Tchaïkovski.

Avant peu, pourtant, même cette administration anti-soviétique parut trop libérale au goût du général Poole et de ses alliés tsaristes; aussi, décidèrent-ils de se dispenser de la formalité d'un gouvernement et d'instaurer une dictature militaire.

Le 6 septembre, le général Poole et ses alliés russes-blancs avaient exécuté leur projet. Ce jour-là, l'ambassadeur Francis qui était venu à Arkhangel, fut invité à passer en revue un bataillon de troupes américaines. Comme les derniers rangs défilaient, le général Poole se tourna vers l'ambassadeur américain et dit incidemment

- *Il y a eu une révolution ici cette nuit.*

- *Que diable dites-vous là s'exclama Francis. Qui a déclenché cela ?*

- *Tchapline*, dit le général Poole en montrant l'officier de marine tsariste qui avait organisé le coup contre le Soviet d'Arkhangel.

Francis demanda au capitaine Tchaplina de venir.

- *Tchapline, qui a déclenché la révolution cette nuit ?*

- *C'est moi, dit Tchaplina laconiquement.*

Le coup d'Etat avait eu lieu la veille au soir. Le capitaine Tchaplina et quelques officiers britanniques, à la tombée de la nuit, avaient enlevé Tchaïkovski et les autres membres de l'Administration suprême de la Russie du nord et les avaient conduits par mer dans un monastère isolé d'une île voisine. Là, le capitaine Tchaplina avait laissé les politiciens russes sous la surveillance d'une garde armée.

Des mesures si violentes étaient un peu trop indigestes même pour l'ambassadeur Francis qui, en outre, avait été laissé complètement en dehors du complot. Francis dit donc au général Poole que le gouvernement américain n'accepterait pas le coup d'État.

Dans les vingt-quatre heures, on ramena les administrateurs factices à Arkhangel, on réinstalla en place « l'Administration suprême », et Francis put câbler au Département d'Etat des Etats-Unis que, grâce à ses efforts, la démocratie avait été rétablie.

Dans le premier trimestre de 1919 les effectifs britanniques de Mourmansk et d'Arkhangel atteignaient le chiffre de 18400 hommes. A leurs côtés, combattaient 5100 Américains, 1.800 Français, 1200 Italiens, 1000 Serbes et environ 20000 Russes-blancs.

Dépeignant Arkhangel pendant cette période, le capitaine Cudahy<sup>20</sup>, membre du corps expéditionnaire américain, a écrit plus tard dans son livre *Arkhangel : The American war with Russia* (Arkhangel: la guerre des Etats-Unis contre la Russie), que « *tout le monde était officier. Il y avait, raconte-t-il, d'innombrables officiers tsaristes croulant sous le poids de leurs médailles étincelantes* », des officiers cosaques avec leurs hauts bonnets grisonnants, leurs tuniques voyantes et leurs sabres cliquetants; des officiers anglais sortis d'Eton et de Harrow; des soldats français aux magnifiques képis galonnés et aux bottes brillantes; des officiers serbes, italiens, etc... « *Et naturellement, il y avait des ordonnances en quantité innombrable pour astiquer les bottes et fourbir les éperons et tenir le tout en bon état; et d'autres ordonnances pour s'occuper des clubs des officiers et servir le whisky and soda* ».

La façon seigneuriale avec laquelle vivaient ces officiers contrastait violemment avec leur manière de combattre.

« *Nous employons des obus à gaz contre les Bolchéviks* », écrit dans son livre *Fighting without a war* (Combats sans guerre), Ralph Albertson, un fonctionnaire de la Y.M.C.A. qui était dans la Russie du nord en 1919.

---

<sup>20</sup> En 1937, John Cudahy, membre d'une riche famille de fabricants de conserves de Chicago, fut nommé ministre des Etats-Unis en Irlande et ensuite ambassadeur en Belgique. Ennemi déclaré de l'U.R.S.S., il est devenu un dirigeant du comité isolationniste « Amérique d'abord » qui s'opposa en 1940-1945 au prêt-bail pour aider les nations en lutte contre les puissances de l'Axe.



« Nous dressions toutes les embûches possibles quand nous évacuions les villages. Une fois, nous avons fusillé plus de trente prisonniers... Et quand nous avons pris le commissaire de Borok, un sergent m'a dit qu'il a laissé son corps dans la rue blessé par plus de seize coups de baïonnette. Nous avons pris Borok par surprise et le commissaire, un civil, n'avait pas eu le temps de prendre des armes... J'ai entendu un officier répéter à ses hommes qu'ils ne devaient pas faire de prisonniers, qu'ils devaient les tuer même s'ils étaient désarmés... J'ai vu un prisonnier bolchévique désarmé, qui ne causait aucun ennui, abattu de sang-froid... Chaque nuit, un détachement d'incendiaires faisait des masses de victimes ».

Les soldats alliés, eux, n'avaient pas d'enthousiasme pour cette campagne antisoviétique. Ils se demandaient pourquoi ils devaient se battre en Russie quand la guerre était censée être finie. Le commandement allié éprouvait de la difficulté à fournir une explication. « Au début, on pensa que cela n'était pas nécessaire, raconte Cudahy. Puis le Haut-Commandement se rappelant l'importance du moral... lança des proclamations qui troublèrent et inquiétèrent les hommes plus que ne l'aurait fait le silence ».

Une des proclamations du quartier-général britannique en Russie du nord, qui devait être lue aux soldats américains et anglais, commençait par ces mots

« Il semble que, dans la troupe, on ne se fait une idée claire des raisons pour lesquelles nous combattons ici, en Russie du nord. Cela peut être expliqué en quelques mots. Nous nous sommes dressés contre le bolchévisme, qui signifie purement et simplement l'anarchie. Regardez la Russie actuelle. Le pouvoir est dans les mains de quelques hommes, la plupart juifs... ».

L'atmosphère devint de plus en plus tendue, Les querelles entre soldats anglais, français et russes-blancs devenaient de plus en plus fréquentes. Des mutineries éclatèrent. Lorsque le 39e régiment d'infanterie américaine refusa d'obéir, le colonel Stewart qui le commandait, réunit ses hommes et leur lut les articles du code de justice militaire qui prévoient la mort en cas de mutinerie. Après un moment de silence impressionnant, le colonel demanda si quelqu'un avait une question à poser et une voix se leva dans les rangs pour demander :

- Mon colonel, pourquoi sommes-nous ici et quelles sont les intentions du gouvernement des Etats-Unis ?

Et le colonel ne put articuler une réponse..

Le chef de l'état-major anglais, Sir Henry Wilson, rapporte dans le Livre bleu officiel que la situation en Russie du nord en été 1919 était la suivante: « Le 7 juillet, une mutinerie se produisit dans la 3e compagnie du 1er bataillon de la légion anglo-slave et dans la compagnie de mitrailleuses du 46 régiment d'infanterie du Nord, qui était en réserve sur la rive droite de la Dvina. Trois officiers anglais et quatre officiers russes furent tués et deux officiers anglais et deux officiers russes blessés».

Le 22 juillet, on apprit que le régiment russe du district d'Onéga s'était révolté et était passé aux côtés des Bolchéviques.

Aux Etats-Unis, des voix de plus en plus nombreuses réclamaient le retrait des troupes américaines de Russie. Le flot ininterrompu de la propagande antibolchévique ne réussissait pas à couvrir la voix des femmes et des familles qui ne comprenaient pourquoi, puisque la guerre était finie, leur mari et leur fils devaient participer à cette campagne indécise et mystérieuse dans les déserts de la Sibérie et les plaines de la région de Mourmansk et d'Arkhangel. Au cours de l'été et de l'automne de 1919, des délégations venues de toutes les villes des Etats-Unis se rendirent à Washington pour y voir leurs députés et demander que les soldats américains en Russie soient rapatriés. Leur appel fit écho au Congrès.

Le 5 septembre 1919, le sénateur Borah prit la parole pour déclarer : « M. le Président, nous ne sommes pas en guerre avec la Russie ; le Congrès n'a déclaré la guerre ni au gouvernement ni au peuple russe. Le peuple américain ne veut pas être en guerre avec la Russie... Pourtant, bien que nous ne soyons pas en guerre avec la Russie, bien que le Congrès n'ait pas déclaré la guerre, nous faisons la guerre au peuple russe. Nous avons une armée en Russie ; nous fournissons des munitions et du matériel à d'autres forces armées dans ce pays, et nous sommes aussi complètement engagés dans ce conflit que si l'on avait déclaré la guerre et que si la nation avait été appelée à prendre les armes dans ce but... Il n'y a de justification ni légale, ni morale pour sacrifier ces vies. Cela constitue une violation des principes d'un gouvernement libre ».

Les peuples de France et d'Angleterre partageaient le sentiment populaire américain concernant la guerre contre la Russie soviétique. Et pourtant, la guerre non déclarée contre la Russie continua.

### **3. La campagne du nord-ouest.**

L'armistice de novembre 1918 entre les Alliés et les puissances centrales, dans un article 12 auquel

on fit peu de publicité, stipulait que les troupes allemandes demeureraient, aussi longtemps que les Alliés le jugeraient utile, dans tout secteur du territoire russe qu'elles occupaient alors. Il était entendu que ces troupes devaient être utilisées contre les Bolchéviki. Toutefois dans les Etats baltes, les armées du kaiser se désagrégèrent rapidement. Les soldats allemands épuisés par la guerre et révoltés désertaient en masse.

En présence des progrès rapides du mouvement soviétique en Lettonie, en Lithuanie et en Estonie, le Haut-Commandement britannique décida de concentrer son appui sur les bandes de gardes blancs qui opéraient dans les régions baltes. L'homme qui fut choisi pour commander ces bandes et les grouper dans une unité militaire constituée était le général comte Rüdinger von der Goltz, du Haut-Commandement allemand.

Le général von der Goltz avait commandé un corps expéditionnaire allemand contre la République finlandaise au printemps de 1918, peu de temps après qu'elle eut proclamé son indépendance en conséquence de la Révolution russe. Von der Goltz avait entrepris cette campagne à la demande expresse du baron Gustav von Mannerheim, un aristocrate suédois qui avait été officier de la garde impériale du tsar et qui commandait les forces blanches de Finlande <sup>21</sup>.

Commandant de l'armée des gardes blancs dans la région baltique, von der Goltz lança une campagne de terreur pour écraser le mouvement soviétique en Lettonie et en Lithuanie. Ses soldats ravagèrent de vastes portions du pays et exécutèrent les civils sur une grande échelle. La population de ces deux nations n'avait qu'une faible organisation militaire et peu d'armement pour résister à cette ruée sauvage. Et avant peu, von der Goltz fut le dictateur virtuel de la région.

L'administration américaine de secours (American Relief Administration) dirigée par Herbert Hoover mit d'importants stocks alimentaires à la disposition du général allemand von der Goltz. La livraison de ces approvisionnements aux populations baltes affamées avait été différée jusqu'au moment où le territoire fut occupé par les troupes de von der Goltz.

Les Alliés furent bientôt en face d'une sorte de dilemme : avec leur aide, von der Goltz dominait la région baltique, mais c'était encore un général allemand et il y avait par conséquent un danger que, par suite de son influence, l'Allemagne cherchât à contrôler les Etats baltes.

En juin 1919, les Anglais décidèrent de remplacer von der Goltz par un général plus directement sous leur contrôle.

Et l'ami de Sidney Reilly, l'ex-général tsariste Youdénitch, âgé de 58 ans, fut nommé commandant en chef des armées blanches réorganisées. Les Anglais acceptèrent de fournir les approvisionnements militaires nécessaires pour que Youdénitch pût tenter une offensive sur Pétrograd. Le premier chargement de matériel qui débarqua comprenait l'équipement complet de 10000 hommes, 15 millions de cartouches, 3000 fusils automatiques et un certain nombre de tanks et d'avions. <sup>22</sup>

Les représentants de l'Administration américaine de Secours d'Herbert Hoover promirent de livrer des vivres aux régions occupées par les troupes du général Youdénitch. Le major Powers, chef de la section esthonienne de la mission baltique de l'Administration américaine de Secours, se mit en mesure de faire une estimation de la quantité de ravitaillement qui serait nécessaire pour assurer la prise de Pétrograd par les armées russes blanches du général Youdénitch.

Des bateaux chargés des stocks de l'Administration de secours destinés aux territoires occupés par les troupes de Youdénitch commencèrent à arriver à Reval.

Sous le commandement de Youdénitch, une offensive générale fut lancée sur Pétrograd. Dans la troisième semaine d'octobre 1919, la cavalerie de Youdénitch apparut dans les faubourgs de la ville. Les gouvernements alliés étaient convaincus que la chute de Pétrograd n'était plus qu'une question de jours, peut-être d'heures. Les manchettes du *New-York Times* dépeignaient la victoire comme assurée :

**LE 18 OCTOBRE. : LES FORCES ANTISOVIÉTIQUES SONT A PÉTROGRAD, DIT-ON A STOCKHOLM.**

**LE 20 OCTOBRE : ON CONFIRME LA CHUTE DE PÉTROGRAD. LA LIGNE DE MOSCOU EST COUPÉE.**

**LE 21 OCTOBRE : LES FORCES ANTISOVIÉTIQUES PRÈS DE PÉTROGRAD. A LONDRES, ON S'ATTEND D'HEURE EN HEURE A LA CHUTE DE LA VILLE.**

<sup>21</sup> Avec l'aide des troupes bien armées de von der Goltz, le baron Mannerheim renversa le gouvernement finlandais et invita le prince Frédéric de Hesse, gendre de l'empereur Guillaume II, à monter sur le trône de Finlande. Pour maîtriser l'opposition populaire, von der Goltz et Mannerheim instituèrent un régime de terreur. En quelques semaines, les gardes blancs finlandais assassinèrent environ 20000 hommes, femmes et enfants, des dizaines de mille autres furent jetés dans des camps de concentration et en prison, où un grand nombre d'entre eux moururent dans les tortures et la misère.

<sup>22</sup> Un des agents-les plus actifs du Service secret britannique, dans la campagne du nord, fut Paul Dukes, un ami intime du capitaine Reilly. Dukes réussit à obtenir un commandement dans l'Armée Rouge, et espionna et sabota à l'intérieur des forces rouges qui luttèrent contre Youdénitch. Lorsque les Blancs attaquèrent Pétrograd, Dukes réussit à faire sauter les ponts d'une importance vitale pour l'Armée Rouge en retraite et à donner des contre-ordres quand il s'agissait de détruire des voies de communications, ce qui facilita l'avance de Youdénitch. Dukes tenait Youdénitch au courant de tous les mouvements de l'Armée rouge. Il était également en liaison étroite avec les terroristes armés, reliquats de l'organisation de Reilly, qui dans Pétrograd attendait, pour aider les Blancs, le moment où ils entreraient dans la ville. Quand il revint à Londres, Dukes fut décoré pour ses exploits; Plus tard, il -a écrit un livre, *Red Dukes and the Morrow*, où il raconte sa vie d'espion en Russie. En collaboration avec Sidney Reilly, il a traduit dans un but de propagande, le Cheval blanc de Boris Savinkov et divers autres écrits de Russes-blancs antisoviétiques.

Mais aux portes mêmes de la ville, Youdénitch fut stoppé. Massant toutes ses forces, Pétrograd l'obligea à reculer. Les troupes de Youdénitch s'enfuirent devant l'attaque courageuse des défenseurs de la ville révolutionnaire. Le 20 février 1920, le *New-York Times*, imprimait «*Youdénitch quitte l'armée; il part pour Paris avec une fortune de 100 millions de marks* ».

Fuyant d'Esthonie vers le sud, dans une voiture sous pavillon britannique, Youdénitch laissait derrière lui les épaves de sa si fière armée. Ses soldats, par bandes, erraient par la campagne dans la neige, mourant par milliers de faim, de maladie et de dénuement.

#### **4. La campagne du sud.**

Tandis que l'armée de Youdénitch marchait sur Pétrograd dans le nord, l'offensive dans le sud se préparait sous le commandement du général Dénikine, un ancien officier tsariste de 45 ans, d'allure distinguée avec sa barbe grise. Le général Dénikine disait de son armée «*qu'elle avait au coeur une pensée sacrée, un espoir et un désir vivaces... c'était de sauver la Russie* ». Mais au sein de la population de la Russie méridionale, l'armée de Dénikine était mieux connue par ses méthodes de guerre sadiques:

Dès le début de la Révolution russe, l'Ukraine avec ses riches terres à blé, et la région du Don avec ses immenses réserves de charbon et de minerai de fer, avait été le lieu de conflits sauvages. Après l'instauration de la République soviétique d'Ukraine en décembre 1917, le chef antisoviétique ukrainien, le général Petlioura, avait pressé les Allemands d'envoyer des troupes en Ukraine pour l'aider à renverser le régime soviétique. Il n'avait pas été nécessaire d'inviter deux fois les Allemands qui jetaient des regards affamés sur les immenses ressources alimentaires de l'Ukraine.

Sous le commandement du feld-maréchal Hermann von Eichhorn, les troupes allemandes occupèrent le pays. Von Eichhorn était personnellement considérablement intéressé par cette campagne ; sa femme était une comtesse Dournova, une riche aristocrate russe, un des plus grands propriétaires fonciers de l'Ukraine. Les forces soviétiques furent chassées de Kiev et de Kharkov et une «*Ukraine indépendante* », contrôlée par l'armée allemande d'occupation, fut instaurée avec le général Petlioura à sa tête. Déclarant que son but était l'établissement du «*national socialisme*», Petlioura organisa contre les Juifs une série de pogromes sanglants dans toute l'Ukraine. D'impitoyables mesures punitives furent prises pour supprimer les ouvriers et paysans révolutionnaires d'Ukraine.

Et pourtant, le mouvement révolutionnaire continua à progresser. Von Eichhorn décidant que Petlioura était incapable de dominer la situation, remplaça son gouvernement par une dictature militaire. Un nouveau régime aux ordres de l'occupant fut instauré, avec à sa tête le beau frère de von Eichhorn, le général Skoropadski, un cavalier russe jusque-là inconnu qui ne savait pas un mot d'ukrainien. Skoropadski prit le titre d'hetman d'Ukraine.

L'hetman Skoropadski ne réussit guère mieux que Petlioura. Avant la fin de 1918, déguisé en soldat allemand, il s'enfuit d'Ukraine avec l'armée allemande d'occupation qui avait été décimée par l'Armée Rouge et les partisans ukrainiens.

Le départ des Allemands ne signifia aucunement la fin des soucis des Bolchéviks en Ukraine. Les Alliés aussi avaient appuyé les mouvements russes-blancs anti-soviétiques de la Russie méridionale. L'aide alliée était allée surtout aux armées contre-révolutionnaires qui avaient constitué «*l'armée volontaire* » de la région cosaque du Don, sous le commandement de Kalédine, de Kornilov, de Dénikine et autres anciens généraux tsaristes qui avaient fui dans le sud après la Révolution d'Octobre.

Au début, la campagne de l'armée volontaire rencontra de sérieux revers. Le général Kalédine, son commandant en chef du début, se suicida. Son successeur, le général Kornilov, fut chassé de la région du Don par l'Armée Rouge et, finalement, fut tué dans une bataille le 13 avril 1918. Le commandement de l'armée volontaire en retraite, effroyablement fatiguée, fut assumé par le général Dénikine.

C'est à ce moment, alors que la fortune des Russes-blancs semblait être à son niveau le plus bas, que les premiers contingents anglais et français débarquèrent à Mourmansk et à Arkhangel, et que les approvisionnements substantiels d'origine alliée commencèrent à passer les frontières de la Russie, pour ravitailler les armées blanches. L'armée durement menacée de Dénikine fut sauvée de la destruction. Réparée et renforcée, à la fin de 1918, l'armée de Dénikine fut prête à reprendre l'offensive contre les Soviétiques.

Le 22 novembre 1918, onze jours exactement après la signature de l'armistice qui mettait fin à la première guerre mondiale, un radiotélégramme parvenait au quartier général de Dénikine, l'informant qu'une flore alliée était en route pour Novorossisk. Le lendemain, les bateaux alliés jetaient l'ancre dans ce port de la mer Noire, et des émissaires français et anglais débarquèrent pour faire savoir à Dénikine que d'abondantes quantités de matériel de guerre, originaires de France et de Grande-Bretagne, lui seraient fournies dans un avenir très prochain. Pendant les dernières semaines de l'année, des troupes françaises occupèrent Odessa et Sébastopol. Une flottille anglaise traversa la mer

Noire et débarqua un contingent à Batoum. Un officier anglais fut nommé gouverneur général de la région<sup>23</sup>.

Sous le contrôle du Haut-Commandement français et largement approvisionné en matériel de guerre anglais, Dénikine déclencha une grande offensive en direction de Moscou. L'adjoint de Dénikine dans cette offensive était le général baron von Wrangel, un officier grand et maigre aux cheveux clairsemés, au regard froid bleu ardoise, dont la sauvage cruauté était notoire. Périodiquement, Wrangel faisait fusiller des groupes de prisonniers désarmés devant leurs camarades, et donnait aux assistants de l'exécution le choix entre l'enrôlement dans son armée ou la mort.

Quand les troupes de Dénikine et de Wrangel occupèrent la ville de Sébastopol, un de leurs premiers actes fut de pénétrer dans 'un hôpital' et d'y massacrer 70 soldats blessés de l'Armée Rouge. Le pillage était une pratique officielle de l'armée de Dénikine. Wrangel lui-même fit savoir à ses hommes que le butin de guerre serait également partagé « entre eux ».

Se dirigeant vers le nord, les armées de Dénikine et de Wrangel occupèrent Tzaritsyne (actuellement Stalingrad en juin 1919 et en octobre approchèrent de Toula à environ 180 kms de Moscou. « *Le régime bolchévique, tout entier semble devoir s'effondrer* » annonça le *New-York Times*. « *L'évacuation de Moscou, la capitale du bolchévisme a commencé* ». Le Times disait de Dénikine qu'il « *balayait tout* devant lui », et que l'Armée Rouge battait en retraite, dans « *une panique désordonnée* ».

Mais, mettant en pratique un plan d'attaque conçu par Staline, qui était membre du Comité militaire révolutionnaire, l'Armée Rouge entreprit une soudaine contre-offensive.

Les armées de Dénikine furent complètement battues par surprise. En quelques semaines, l'armée blanche du sud dut se retirer vers la mer Noire. Le moral abattu, ce fut une fuite panique et désordonnée. Malades et cadavres encombraient les routes. Les trains sanitaires n'avaient ni médicaments, ni médecins, ni infirmières. L'armée se désagrégea en bandes de voleurs, se dirigeant à toute vitesse vers le sud.

Le 9 décembre 1919, le général Wrangel envoya un dépêche désespérée au général Dénikine : «Voici l'amère vérité : l'armée a cessé d'exister comme force combattante ».

Dans les premières semaines de 1920, les restes de l'armée Dénikine atteignirent le port de Novorossisk sur la mer Noire. Des soldats blancs, des déserteurs et des réfugiés civils envahirent la ville.

Le 27 mars 1920, tandis que le navire de guerre anglais *Emperor of India* et le croiseur français *Waldeck Rousseau* bombardaient les colonnes rouges qui approchaient, Dénikine s'enfuit de Novorossisk sur un bateau de guerre français. Des dizaines de milliers de soldats de son armée étaient massés sur les quais, attendant sans espoir un secours tandis que leur chef et leurs officiers disparaissaient à toute vapeur.

## 5. La campagne de l'est.

Selon le plan magistral des interventionnistes, tandis que Dénikine marcherait sur Moscou en venant du sud, l'amiral Koltchak devait assiéger la ville par l'est. Pourtant les événements ne se réalisèrent pas comme prévu...

Pendant le printemps et au début de l'été de 1909, les journaux de Paris, de Londres et de New-York publièrent de fréquentes informations détaillées sur les défaites écrasantes subies par l'Armée Rouge, grâce aux succès de l'amiral Koltchak. Voici quelques-unes des manchettes du *New-York Times*:

le 26 mars : KOLTCHAK POURSUIT LES DÉBRIS DE L'ARMÉE ROUGE.

le 20 avril : LES ROUGES S'EFFONDRENT A L'EST.

le 22 avril : LA DICTATURE ROUGE CHANCÈLE AVEC LA VICTOIRE DE KOLTCHAK.

le 15 mai : KOLTCHAK PROJETTE UNE OFFENSIVE SUR MOSCOU.

Mais le 1 août, le *Times* publiait une dépêche de Washington : « *Une haute personnalité du gouvernement a déclaré ce soir qu'il était temps de préparer les milieux anti bolchéviks à la possibilité d'un effondrement du régime Koltchak en Sibérie occidentale* ».

Au milieu de l'été, l'amiral Koltchak fuyait désespérément devant les attaques foudroyantes de l'Armée Rouge. En même temps, ses troupes étaient constamment harcelées sur leurs arrières par une guérilla

---

<sup>23</sup> Des éléments militaires anglais avaient été très actifs dans la partie la plus méridionale de la Russie, dès juillet 1918, lorsque le Haut-Commandement britannique avait envoyé des troupes de Perse dans le Turkestan pour venir à l'aide d'un soulèvement antibolchévique dirigé par les mencheviks et des socialistes révolutionnaires. Le « Comité exécutif transcaspien », à la tête duquel se trouvait le contre-révolutionnaire Jordania, avait instauré un gouvernement aux ordres des Anglais. Un accord avait été conclu aux termes duquel les Anglais obtenaient des droits particuliers pour l'exportation du coton et du pétrole de cette région., en échange de leur appui aux forces contre-révolutionnaires.

qui s'étendait et s'accroissait rapidement. En novembre, Koltchak évacua sa capitale, Omsk. En uniformes déguenillés et avec des bottes usées, les hommes de Koltchak se tramèrent le long des routes qui partent d'Omsk. Par milliers ils s'enfuyaient, pour finalement mourir dans la neige le long des routes; la voie de chemin de fer au-delà d'Omsk était encombrée de locomotives détériorées. « *On empilait les cadavres sur des wagons-plateformes, où ils pourrissaient* », a noté un observateur.

Koltchak atteignit Irkoutsk dans un train, sous les pavillons anglais et américain, les drapeaux tricolores italien et français et le soleil levant du Japon.

La population d'Irkoutsk se révolta le 24 décembre, 1919, instaura un Soviet et arrêta Koltchak. Fut saisi avec lui un trésor considérable qu'il avait emporté dans son train spécial : 5.143 caisses et 1.680 sacs de lingots d'or, de monnaie et de valeurs diverses qui fut estimé à 1 milliard 150 millions 500.000 roubles.

L'amiral Koltchak fut déféré en jugement par les autorités soviétiques et accusé de trahison. « *Quand un navire coule, il coule avec tout l'équipage* », dit Koltchak à ses juges et il exprima son regret de n'être pas resté un marin. Avec rancoeur, il soutint avoir été trahi par les « *éléments étrangers* » qui l'avaient abandonné dans les heures difficiles.

La cour condamna Koltchak à mort. Il fut exécuté par un feu de peloton le 7 février 1920. Un certain nombre des collaborateurs de Koltchak purent s'enfuir chez les Japonais. L'un d'eux, le général Bakich envoya ce message d'adieu au consul russe-blanc d'Ourga, en Mongolie : « Poursuivi par les Juifs et les Communistes, j'ai traversé la frontière ! ».

## 6. Les Pointais et Wrangel.

En dépit de leurs revers catastrophiques, les interventionnistes anglais-français lancèrent à l'ouest deux nouvelles offensives contre la Russie soviétique.

En avril 1920, exigeant toute la région de l'Ukraine occidentale et la ville de Smolensk, les Polonais attaquèrent à leur tour. Abondamment pourvus en matériel de guerre par les Français et les Anglais et aidés par un prêt américain de 50 millions de dollars<sup>24</sup>, les Polonais envahirent l'Ukraine et occupèrent Kiev. Là, l'Armée Rouge les stoppa et les obligea à reculer.

Avec les troupes russes sur leurs talons, les Polonais battirent en retraite à toute allure. En août, l'Armée Rouge était aux portes de Varsovie et de Lvov. Les gouvernements alliés envoyèrent d'urgence du matériel et firent de nouveaux prêts aux Polonais. Le maréchal Foch dépêcha en toute hâte, son chef d'état-major, le général Weygand, pour diriger les opérations polonaises. On envoya, à Varsovie, des tanks et des avions britanniques. L'Armée Rouge commandée par le général Toukhatchevski et le commissaire à la Guerre Trotski avait dangereusement allongé ses lignes de communications. Elle en supportait maintenant les conséquences, devant faire face à une contre-offensive polonaise qui s'étendit sur tout le front. Le gouvernement soviétique, par le traité de Riga, du céder aux Polonais les régions occidentales de la Biélorussie et de l'Ukraine...

La paix avec la Pologne permit à l'Armée Rouge de s'occuper du baron Wrangel qui, remplaçant le général Dénikine dans le sud et aidé par les Français, avait attaqué en direction du nord, et partant de la Crimée, avait pénétré en Ukraine. Vers la fin de 1920, Wrangel, était reconduit en Crimée et encerclé par les forces rouges. En novembre, l'Armée Rouge occupait Pérékop et nettoyant la Crimée, chassait l'armée Wrangel dans la mer.

## 7. Le dernier survivant.

Après l'anéantissement de l'armée Wrangel et la fin de l'intervention à l'ouest, la seule armée étrangère qui demeurât sur le sol russe était celle de l'Empire japonais. On aurait pu croire que la

---

<sup>24</sup> Herbert Hoover mit à la disposition des Polonais des fournitures de l'Administration de secours américain pour une valeur de plusieurs millions de dollars. Une grande partie des fonds recueillis aux Etats-Unis sous prétexte de secourir l'Europe servit à soutenir l'intervention contre les Soviets. Hoover lui-même l'a dévoilé dans son rapport au Congrès de janvier 1921. Le Congrès avait au départ affecté une somme de 100 millions de dollars au fonds de secours. Le rapport de Hoover a montré que la presque totalité du crédit de 94.38.417 dollars qui avait été alloué avait été dépensé dans les territoires voisins de la Russie ou dans ces régions de la Russie qui étaient sous le contrôle des armées blanches et des alliés interventionnistes.

Sibérie avec toutes ses richesses était destinée à tomber complètement dans les mains des Japonais. Le général baron Tanaka, ministre de la Guerre et chef du Service secret japonais, exultait : « *Le patriotisme russe s'est éteint avec la Révolution. Tant mieux pour nous ! Il en résulte que le régime soviétique ne peut être battu que par des armées étrangères en force suffisante* »

Le Japon avait encore plus de 70.000 hommes en Sibérie, et des centaines d'agents secrets, d'espions, de saboteurs et de terroristes. Les bandes des gardes blancs continuaient à sévir dans l'Extrême-Orient russe sous la direction du Haut-Commandement japonais. Le chef des bandes antisoviétiques était un bandit cosaque à la solde de l'armée japonaise, l'ataman Sémyonov.

Sous la pression américaine, le Japon fut invité à agir avec prudence ; mais le 8 juin, les Japonais signèrent à Vladivostok un traité secret avec l'ataman Sémyonov, en vue d'une nouvelle et formidable offensive contre les Soviétiques. Le traité stipulait que lorsque les Soviétiques seraient liquidés, Sémyonov assumerait tout le pouvoir civil. Cet accord secret précisait aussi que « *lorsqu'une autorité gouvernementale stable serait établie en Extrême-Orient, les sujets japonais jouiraient de droits préférentiels pour l'obtention de concessions de chasse, de pêche, d'exploitations forestières, etc., ainsi que pour le développement des ressources minières et des mines d'or* ».

On assigna au baron Ungern Sternberg, un des collaborateurs principaux de Sémyonov, un rôle de premier plan dans la campagne militaire projetée.

Elle devait être la dernière campagne blanche de la guerre d'intervention.

Le lieutenant général baron Roman von Ungern Sternberg était un aristocrate balte, au teint pâle, à l'allure efféminée, avec ses cheveux blonds et ses longues moustaches rousses. Il était entré tout jeune dans l'armée impériale, s'était battu contre les Japonais en 1905 et avait par la suite appartenu à un régiment de gendarmerie cosaque en Sibérie. Pendant la première guerre mondiale, il avait servi sous les ordres du baron Wrangel et avait été décoré de la croix de Saint Georges pour son courage au combat sur le front méridional. Parmi ses camarades officiers, son audace sauvage, sa cruelle férocité et ses accès de colère, où il perdait tout contrôle, étaient notoires.

Après la Révolution, le baron Ungern avait gagné la Sibérie et assumé le commandement d'un régiment cosaque qui pillait et ravageait le pays, et entreprenait de temps à autre des raids militaires contre les autorités soviétiques locales. Il avait finalement pris contact avec des agents japonais qui le persuadèrent d'entrer en Mongolie. Ils mirent à sa disposition une armée composée d'un ramassis d'officiers russes-blancs, de soldats chinois de bandits mongols et d'espions japonais.

Vivant dans une atmosphère de banditisme et d'absolutisme féodal dans son quartier général d'Ourga, Ungern commença à penser qu'il était un homme marqué par le destin. Il épousa une princesse mongole, abandonna ses vêtements occidentaux pour revêtir une robe mongolienne de soie jaune et déclara qu'il était une réincarnation de Genghis Khan. Excité par les agents japonais qui l'entouraient, il rêva qu'il était l'empereur d'un ordre nouveau qui, né en Orient, devait fondre sur la Russie soviétique et l'Europe, et détruire par le feu, l'épée et le canon les derniers vestiges de la « démocratie décadente et du communisme juif ». Sadique et à moitié fou, il s'adonnait à d'innombrables actes de sauvagerie barbare. Un jour il vit dans une petite ville de Sibérie, une jeune femme juive et il promit 1.000 roubles de récompense à celui qui lui apporterait sa tête : sa tête fut apportée et la prime dûment payée. « *Je ferai une allée de gibets qui s'étendra de l'Asie à l'Europe* », déclara-t-il. Au début de la campagne de 1921, le baron Ungern, de son quartier général d'Ourga, adressa à ses troupes une proclamation « *La Mongolie est devenue le point de départ naturel d'une campagne contre l'Armée Rouge en Sibérie soviétique... Les commissaires, les communistes, les Juifs ainsi que leurs familles, doivent être exterminés. Leurs biens doivent être confisqués... Les sentences prononcées contre les coupables peuvent être disciplinaires ou prendre la forme des différents degrés de la peine de mort. La loyauté et la pitié ne sont plus admissibles. Par conséquent, il n'y aura plus qu'une cruauté loyale et sans merci ; le mal qui s'est répandu dans le pays dans le but de détruire, les principes divins dans l'âme humaine, doit être extirpé jusqu'à la racine* ».

Dans cette région frontalière désertique et désolée de la Russie, la stratégie guerrière d'Ungern prit la forme d'une série de razzias dévastatrices qui ne laissaient que des ruines fumantes de villages et des cadavres mutilés d'hommes, de femmes et d'enfants. Les villes que les troupes d'Ungern occupaient étaient pillées. Les Juifs, les communistes et tous ceux qui étaient soupçonnés d'avoir tout soit peu de sympathies démocratiques étaient fusillés, torturés jusqu'à la mort ou brûlés vivants.

En juillet 1921, l'Armée Rouge lança une offensive pour exterminer les bandes d'Ungern. Après une série d'engagements sanglants et indécis, l'Armée Rouge et les partisans soviétiques remportèrent une victoire décisive. Les hordes d'Ungern s'enfuirent abandonnant la plus grande partie de leurs armes et leur matériel de guerre et ainsi que leurs blessés.

En août, Ungern fut capturé. Sa garde personnelle mongole se révolta et le livra aux troupes soviétiques. Le baron fut emmené dans sa robe de soie à Novo-Nikolaïevsk (aujourd'hui Novo-Sibirsk) pour être jugé en audience publique par la Cour Suprême de la Sibérie soviétique, comme ennemi du peuple. Ce fut un jugement extraordinaire...

Des centaines d'ouvriers, de, paysans, de soldats russes, sibériens, mongols et chinois emplissaient la salle du tribunal. Des milliers d'autres demeurèrent dans les rues avoisinantes. La plupart de ces gens avaient vécu sous le régime de terreur d'Ungern ; leurs frères, leurs enfants, leurs femmes ou leurs maris avaient été fusillés, torturés, précipités dans des chaudières de locomotives.

Le baron ayant pris place, on lut l'acte d'accusation : « Conformément à la décision du Comité révolutionnaire de Sibérie, en date du 12 septembre 1921, le lieutenant général baron Ungern von Sternberg, ancien commandant de la division de cavalerie d'Asie, est inculpé devant le Tribunal révolutionnaire de Sibérie :

1 ° De s'être prêté aux buis annexionnistes du Japon en essayant de créer un Etat en Asie et de renverser le gouvernement de Transbaikalie ;

2° D'avoir projeté de renverser les autorités soviétiques dans le but de restaurer la monarchie en Sibérie et avec l'intention finale de mettre Michel Romanov sur le trône;

3° D'avoir sauvagement assassiné un grand nombre de paysans et d'ouvriers russes et de révolutionnaires chinois ».

Ungern n'essaya pas de nier ses atrocités. Exécutions, tortures et massacres, oui, tout cela était exact. Son explication était simple : « *C'était la guerre !* ».

Mais vous étiez aux ordres du Japon ?

- *Mon idée était de me servir du Japon.*

Ungern nia avoir eu avec les japonais des relations intimes ou de trahison.

- *L'accusé ment, dit le procureur soviétique Yaroslavski, quand il prétend n'avoir jamais eu de relations avec le Japon. Nous avons la preuve du contraire !*

- *J'ai communiqué avec les japonais, admit le baron, comme j'ai communiqué avec Tchang-Tso-Lin*

<sup>25</sup>... *Genghis Khan aussi a fait la cour à Van Khan avant de conquérir son royaume !*

- *Nous ne sommes pas au 12e siècle, dit le procureur soviétique ; et nous ne sommes pas ici pour juger Genghis Khan !*

- *Pendant mille ans, s'écria le baron, les Ungern ont commandé ! Ils n'ont jamais reçu d'ordre de personne !*

Et se tournant avec- arrogance vers les soldats, les ouvriers, les paysans de l'auditoire :

- Je refuse de reconnaître l'autorité de la classe ouvrière ! Comment un homme qui n'est pas capable d'être un domestique peut-il parler de gouverner ? Il est incapable de donner des ordres !

Le procureur Yaroslavski énuméra la longue liste des crimes d'Ungern : les expéditions punitives contre les Juifs et les paysans partisans de Soviets, les bras et les jambes coupées ; les raids de nuit à travers la steppe avec des cadavres brûlants en guise de torches, la destruction de villages, les massacres impitoyables d'enfants...

- Ils étaient, dit froidement Ungern, trop rouges pour mon goût.

- Pourquoi avez-vous quitté Ourga ? demanda le procureur.

- J'avais décidé d'envahir la Transbaikalie et de persuader les paysans de se révolter. Mais j'ai été fait prisonnier.

- Par qui ?

- Quelques Mongols m'ont trahi.

- Admettez-vous que votre campagne se termine de la même façon que toutes les autres tentatives qui ont été faites contre le pouvoir des travailleurs ? Reconnaissez-vous, que de toutes ces tentatives pour atteindre les buts que vous aviez en vue, la vôtre est la dernière ?

- Oui, dit le baron Ungern, la mienne est la dernière. je pense que je suis le dernier survivant !

En septembre 1921, le verdict-du tribunal soviétique fut prononcé et le baron von Ungern Sternberg exécuté par un peloton de l'Armée Rouge.

L'ataman Sémyonov et les restes de l'armée à la solde des japonais traversèrent la frontière soviétique et gagnèrent la Mongolie et la Chine.

Il fallut moins d'une année pour débarrasser la terre soviétique des japonais. Le 19 octobre 1922, l'Armée Rouge les encerclèrent dans Vladivostok. Les japonais qui occupaient la ville se rendirent et livrèrent tout leur matériel de guerre. Les transports japonais, emportant les derniers soldats du japon, quittèrent Vladivostok le lendemain. Le drapeau rouge flotta sur la ville.

La décision d'évacuer la ville, annonça le ministre des Affaires étrangères japonais, « *a pour but de placer le Japon dans là position d'une nation non-aggressive qui s'efforce de maintenir la paix mondiale* »

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Il y a beaucoup de matériaux relatifs à la guerre d'intervention contre l'U.R.S.S. Les auteurs ont*

<sup>25</sup> La « communication » d'Ungern avec Tchang-Tso-Lin, le célèbre chef de bandes chinois, comprenait un marché dans lequel le baron, pour organiser une « retraite » devant l'armée de Tchang, devait recevoir 10 % des 10 millions de dollars que Tchang avait extorqué au gouvernement de Pékin.

*surtout utilisé les ouvrages suivants :*

WILLIAM PAYNES ET C. COATES, *Armed Intervention in Russia, 1918-1922*;  
GEORGE STEWART, *The White Armies in Russia* ;  
Capitaine S. KOURNAKOV, *Russia's Fighting Forces (Les forces combattantes de la Russie)*;  
*Histoire de la Révolution russe*, publiée par M. GORKI, V. MOLOTOV, K. VOROCHILOV, etc.;  
V. PARVENOV, *The Intervention in Sibéria* ;  
*Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.* :  
WINSTON CHURCHILL, *The World Crisis : The Aftermath (La crise mondiale; le Regain)*. .  
*Papers relating to the Foreign Relations of the U.S., 1910 ; Russia, Vol, 1,11 st 111,*

*Parmi les nombreux récits personnels qui se rapportent à cette période les auteurs ont noté en particulier :*

RALPH ALBERTSON, *Fighting without a War, an account of the Military Intervention in North Russia. (Combat sans guerre, récit de l'intervention militaire dans le nord de la Russie)* ;

JOHN CUDAHY, *Arkhangel, The American War with Russia (Arkhangel, la guerre de l'Amérique contre la Russie)*;

SIR PAUL DUKE, *Red Dusk and the Morrow (Le crépuscule rouge et son lendemain)*;

*Le livre de DAVIS FRANCIS, Russia from the American Embassy, 1916-1918, contient une description très intéressante de la situation à Arkhangel pendant les premiers jours de l'intervention; de même que sa déposition de*

*1919, devant la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les propagandes allemande et bolchevique.*

*Le livre du général GRAVES, American Siberian Adventure est une source indispensable de renseignements sur l'intervention en Sibérie.*

*Les personnages des bandes de gardes blancs contre-révolutionnaires en Extrême-Orient et le genre de guerre qu'elles faisaient est décrit d'une façon impressionnante par V. POZNER dans *Bloody Baron, the Story of baron Roman von Ungern Sternberg (Le baron sanglant, histoire du baron Roman von Ungern Sternberg)*.*



## CHAPITRE VII

### UN BILAN

Les deux années et demie de sanglante intervention et de guerre civile ont causé la mort, au combat, par la famine ou la maladie d'environ 7 millions de Russes, hommes, femmes et enfants. Les pertes matérielles causées au pays ont été plus tard estimées par le Gouvernement soviétique à 60 milliards de dollars, une somme qui dépasse de beaucoup le montant des dettes tzaristes aux Alliés. Aucune réparation n'a été payée par les envahisseurs.

On a donné peu de chiffres officiels aux contribuables alliés sur les frais de la guerre contre la Russie. Selon un mémorandum de Churchill en date du 15 septembre 1919, la Grande-Bretagne avait déjà dépensé alors près de 100 millions de livres sterling et la France entre 30 et 40 Millions de livres pour Dénikine seulement. La campagne britannique sur la côte mourmane coûta 18 millions de livres. Les japonais reconnurent avoir dépensé 900 millions de yens pour l'entretien de leurs 70.000 hommes en Sibérie.

Quels étaient les mobiles de cette guerre non déclarée, coûteuse et futile.

Les généraux blancs luttèrent ouvertement pour la restauration de leur grande Russie, pour leurs domaines, leurs profits, leurs privilèges de classe et leurs épauettes, Il y avait quelques nationalistes sincères parmi eux, mais les armées blanches étaient par-dessus tout dominées par des réactionnaires qui furent les prototypes des officiers et des aventuriers fascistes qui devaient plus tard se manifester en Europe centrale.

Les buts de guerre des Alliés en Russie étaient moins clairs.

L'intervention en fin de compte fut présentée au monde par les porte-paroles alliés, pour autant qu'on ait, fait de la publicité à ces motifs, comme une croisade politique contre le bolchévisme..

En fait, « l'antibolchévisme » a joué un rôle secondaire. Des facteurs comme le bois de la Russie du nord, le charbon du Donetz, l'or de la Sibérie et le pétrole du Caucase ont pesé bien plus lourd dans la balance. Il y a eu aussi des intérêts impérialistes de grande envergure comme le plan britannique d'une fédération transcaucasienne qui aurait séparé la Russie des Indes et permis d'envisager une domination britannique exclusive sur les champs de pétrole du Proche-Orient ; le plan japonais de conquête et de colonisation de la Sibérie ; le plan français d'avoir le contrôle du Donetz et de la région de la mer Noire; et le plan ambitieux de l'Allemagne de s'emparer des Etats baltes et de l'Ukraine.

Un des tout premiers actes du Gouvernement soviétique, dès son accès au pouvoir, avait été de nationaliser les grands trusts économiques de l'Empire des tzars. Les mines russes, les minoteries, les usines, les chemins de fer, les puits de pétrole et toutes les autres entreprises industrielles de grande envergure avaient été déclarées propriétés d'Etat du peuple soviétique.

Le Gouvernement soviétique avait également répudié, les dettes étrangères souscrites par le régime tzariste, en partie parce que ces fonds avaient été fournis délibérément pour permettre au tzarisme de lutter contre la révolution populaire<sup>26</sup>.

L'Empire des tzars, dans tous ses signes extérieurs de richesse et de puissance, était devenu une semi-colonie des intérêts financiers anglo-français et allemands. Les investissements financiers français atteignaient la somme de 19 milliards 591 millions de francs. Les intérêts anglofrançais ne contrôlaient pas moins de 72 % du charbon, du fer et de l'acier, et 50 % du pétrole russe. Chaque année, plusieurs centaines de millions de livres sterling et de francs, sous forme de dividendes, de profits et d'intérêts, étaient tirés du travail des ouvriers et des paysans russes pour des intérêts étrangers alliés au tzar.

Après la Révolution bolchévique, le *Stock Exchange Year Book* de Londres pour 1919, indiquait sous la rubrique « Comptes russes » : Intérêts dus : 1918 et depuis : en arriéré .

Un membre du Parlement britannique, le lieutenant-colonel Cecil l'Estrange Malone, dit en 1920, à la Chambre des Communes, au cours d'un débat quelque peu passionné sur la politique des Alliés en Russie : « *Il y a dans ce pays des groupes de gens et des particuliers qui ont de l'argent et des participations en Russie. et ce sont ces gens-là qui travaillent, combinent et intriguent pour renverser le régime bolchévik... Sous l'ancien régime, on pouvait obtenir du 10 ou du 20 % en exploitant les ouvriers et les paysans russes ; mais avec le socialisme, il ne sera sans doute plus possible d'obtenir*

<sup>26</sup> Après les terribles pogromes antisémites perpétrés en 1906 par les Cent-Noirs, de connivence avec la police secrète tzariste, Anatole France a dénoncé avec véhémence les financiers français qui continuaient à souscrire aux emprunts tzaristes. « Que nos concitoyens aient enfin des oreilles pour entendre, déclara le célèbre écrivain français. Ils sont prévenus ; un avenir sinistre peut les attendre, s'ils prêtent, encore de l'argent au gouvernement russe afin qu'il puisse tuer, pendre, massacrer à sa guise-et anéantir toute liberté et toute civilisation dans toute l'étendue de son immense et malheureux Empire. Citoyens de France, ne donnez plus d'argent pour de nouvelles cruautés ; ne donnez plus de milliards pour permettre le martyre de peuples innombrables ». Mais les financiers français n'écouterent pas le plaidoyer passionné d'Anatole France. Ils continuèrent à investir des millions dans l'Empire des tzars.

qu'oi que ce soit et nous constatons que presque toutes les grandes affaires de ce pays sont d'une manière, ou d'une autre intéressées par ce qui se passe en Russie soviétique ».

« Le Russian Year Book de 1918, continua cet orateur, a estimé que les investissements anglais et français en Russie étaient de l'ordre de 1 milliard 600 millions de livres ».

« Quand nous disons que le maréchal Foch et le peuple français sont opposés à la paix avec la Russie, ajoutait le colonel Malone, nous ne pensons pas à la démocratie française, ni aux ouvriers et aux paysans français. mais aux actionnaires français. Soyons tout à fait précis en cette affaire. Nous pensons à ces gens dont les économies mal acquises constituent les 1 milliard 600 millions de livres qui ont été engloutis en Russie ».

Il y avait la Royal Dutch Shell Oil Ce dont les intérêts russes comprenait la C<sup>e</sup> des pétroles Oural-Caspienne, les Champs pétrolifères du Caucase du Nord, la Nouvelle C<sup>e</sup> des Pétroles Chibarev et plusieurs autres trusts pétroliers ; il y avait le grand trust anglais d'armements Metro-Vickers qui, avec le Creusot-Schneider français et l'allemand Krupp contrôlait virtuellement l'industrie tzariste des munitions; il y avait les grandes banques d'Angleterre et de France : Hoare, les frères Baring, Hambres, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, Rothschild, le Comptoir d'Escompte de Paris, qui, tous, avaient placé des sommes considérables sur le régime tzariste.

« Tous ces gros intérêts, dit le colonel Malone, s'entreprennent. Ils sont tous intéressés à poursuivre la guerre en Russie... Derrière ces intérêts et ces financiers qui siègent de l'autre côté de la Chambre, il y a les journaux et les autres influences qui font l'opinion publique de ce pays ».

Certains porte-parole alliés étaient tout-à-fait francs dans leurs raisons de soutenir les armées blanches en Russie.

Sir Francis Baker, directeur européen de la Vickers et président du Comité exécutif de la Chambre de commerce russo-britannique en 1919, à un banquet du Club Russo-Britannique, auquel assistaient les industriels et les hommes politiques les plus éminents de Londres, prit la-parole en ces termes :

« Nous souhaitons la victoire à l'amiral Koltchak et au général Dénikine, et je pense que je ne peux rien faire de mieux que, de lever mon verre et de vous demander à tous de boire à la santé de l'amiral Koltchak, du général Dénikine et du général Youdénitch ! La Russie est un grand pays. Vous savez tous, parce que par vos affaires vous êtes en relations étroites avec elle, quelles sont les possibilités de la Russie, que ce soit au point de vue industriel ou au point de vue des richesses minérales, ou de tout autre chose, parce qu'il y a tout en Russie »...

Tandis que les troupes anglaises et françaises et les approvisionnements débarquaient en Sibérie, le Bulletin de la Fédération britannique de l'industrie, l'association la plus puissante des industriels britanniques, s'exclamait en toutes lettres :

« Sibérie ! le prix le plus gigantesque offert au monde civilisé depuis la découverte des Amériques ! ».

Tandis que les troupes alliées envahissaient le Caucase et occupaient Bakou, le journal commercial anglais The Near East déclarait : «Quant au pétrole. Bakou est incomparable... Bakou est la plus grande ville du pétrole du monde. Si le pétrole est roi, Bakou est son trône» !

Tandis que les armées blanches du général Dénikine, avec l'aide des Alliés envahissaient le bassin minier du Donetz, Messieurs Martens et C<sup>ie</sup>, le grand trust houiller britannique, disaient dans leur publication commerciale, Russia :

« La Russie possède des réserves de charbon reconnues après lesquelles celles des Etats-Unis ne viennent qu'en second rang. Selon les estimations du Congrès international de géologie, elle possède dans le bassin du Donetz (où le général Dénikine poursuit ses opérations) plus du triple des réserves de la Grande-Bretagne et près de deux fois la quantité dont disposent les Etats-Unis ».

Et enfin le Japan Salesman résumait la question « La Russie avec ses 180 millions d'habitants, avec son sol fertile qui s'étend de l'Europe centrale à travers l'Asie jusqu'aux rives du Pacifique et de l'Arctique au golfe Persique et à la mer Noire..., constitue un marché dont les possibilités sont telles que même le plus optimiste n'oserait en rêver de semblable... La Russie, aujourd'hui et dans son potentiel réunit : le grenier les pêcheries, les mines de charbon, d'or, d'argent, de platine les plus riches du monde ! ».

Les envahisseurs anglo-français et japonais étaient attirés par les riches butins qui attendaient le conquérant de la Russie. Les mobiles américains toutefois étaient mitigés. La politique étrangère américaine traditionnelle, telle que l'avait exprimée Wilson et le Département de la Guerre, souhaitait l'amitié avec une Russie qui serait un allié puissant pour contre-balancer les impérialismes allemand et japonais. Les investissements américains dans l'Empire des tzars avaient été faibles; mais sur le conseil du Département d'Etat, plusieurs centaines de millions de dollars avaient été dépensés en Russie pour soutenir le régime chancelant de Kérenski. Le Département d'Etat continua à soutenir Kérenski et même à subventionner son « ambassade russe » à Washington pendant plusieurs années après la Révolution d'Octobre. Quelques fonctionnaires. du Département d'Etat collaborèrent avec les généraux blancs et les interventionnistes franco-anglais et japonais.

L'Américain le plus en vue qui s'est identifié avec la guerre antisoviétique a été Herbert Hoover, qui a été président des Etats-Unis par la suite et qui était alors administrateur du ravitaillement américain.

Ancien ingénieur des mines attaché à des entreprises britanniques avant la première guerre mondiale, Herbert Hoover avait placé des capitaux dans les puits pétrolifères et les mines de Russie. Le régime tsariste corrompu fourmillait de hauts fonctionnaires et d'aristocrates propriétaires fonciers prêts à trafiquer des richesses et de la puissance de travail de leur pays contre des avantages étrangers ou, une part des dépouilles. Hoover s'était intéressé aux pétroles russes dès 1909, quand les puits de Maikop furent forés. En un an, il s'était assuré des participations dans pas moins de onze compagnies pétrolières russes :

Le syndicat Neftyanoï de Maikop,

La compagnie des pétroles Chirvanski de Maikop, La compagnie des pétroles Apchéron de Maikop, Le trust général des pétroles de Maikop,

La compagnie pétrolière de la région de Maikop, Les sous-produits des pétroles et essences de Maikop,

La compagnie de la vallée de Maikop,

La compagnie pétrolière mutuelle de Maikop,

Le syndicat Hadijenski de Maikop,

La compagnie de nouveaux producteurs de Maikop,

Les champs pétrolifères réunis de Maikop.

En 1922, l'ancien ingénieur des mines était associé avec le célèbre millionnaire anglais Leslie Urqhart dans trois nouvelles affaires qui avaient été montées pour exploiter le bois des concessions minières dans l'Oural et en Sibérie. Urqhart constitua alors la Russo-Asiatic Corporation et conclut un accord avec deux banques tsaristes aux termes duquel cette corporation avait l'exclusivité de toutes les prospections minières dans ces régions. Les actions de la Russo-Asiatic montèrent de 16 dollars, 25 en 1913 à 47 dollars, 50 en 1914. La même année, la corporation obtenait trois nouvelles concessions substantielles qui comprenaient: 10.000 km<sup>2</sup> de terrains, sur lesquels se trouvaient d'immenses forêts et des chutes d'eau; des réserves d'or, de cuivre, d'argent et de zinc estimées à plus de 7 millions de tonnes;

12 mines en exploitation;

2 fonderies de cuivre;

20 scieries;

400 km. de chemins de fer;

2 navires à vapeur et 29 péniches;

Des hauts-fourneaux, des moulins en activité; des raffineries d'or; de colossales réserves de charbon, etc... La valeur totale de ces propriétés fut estimée 1 milliard de dollars.

En 1927, Hoover s'était retiré de la Russo-Asiatic Corporation. Après la Révolution d'Octobre, toutes les concessions dans lesquelles Hoover avait été associé furent annulées et les mines confisquées par le Gouvernement soviétique. La Russo-Asiatic Consolidated, un nouveau cartel que l'ancien associé d'Hoover, Leslie Urqhart, avait constitué, produisit de pair avec le gouvernement britannique une demande de 282 millions de dollars en compensation des dommages causés à ses propriétés et de la perte des profits annuels éventuels.

« *Le bolchévisme* » déclara Herbert Hoover à la Conférence de la paix, « *est pire que la guerre* ».

Jusqu'à la fin de sa vie il devait pester l'ennemi le plus acharné du Gouvernement soviétique. Il est de fait que, quelque aient pu être ses motifs personnels, le ravitaillement américain soutint les armées blanches de Russie et les troupes d'assaut des régimes les plus réactionnaires de l'Europe qui cherchaient à détruire le sursaut démocratique qui se manifestait après la première guerre mondiale. Ainsi l'aide américaine devint une arme dirigée contre les mouvements populaires de l'Europe <sup>27</sup>.

« *Toute la politique américaine après l'armistice a consisté à contribuer à ce qui pourrait empêcher l'Europe d'aller au bolchévisme ou d'être envahie par ses armées* » a déclaré plus tard, Herbert Hoover dans une lettre à Oswald Villard, du 17 août 1921. Sa définition du « bolchévisme » rejoignait celle de Foch, de Pétain, de Knox, de Reilly et de Tanaka. Comme secrétaire du commerce, comme président des Etats-Unis, et ensuite comme dirigeant de l'aile isolationniste du Parti républicain, il a infatigablement combattu contre l'établissement de relations amicales et commerciales entre

---

<sup>27</sup> L'activité d'Herbert Hoover, en tant qu'administrateur du Secours alimentaire pendant la durée de la guerre civile en Russie, se résume en l'aide apportée aux Armées russes-blanches tandis qu'il la refusait aux Soviétiques. Des centaines de personnes moururent de faim dans les régions soviétiques. Quand devant la pression de l'opinion publique, américaine, Hoover dut enfin s'incliner et envoyer un peu de ravitaillement en Russie soviétique, il continua, selon le rapport d'un fonctionnaire du Secours du Nord-Est publié par le New-York World en avril 1922 à « faire obstacle au collectage de fonds pour la Russie menacée de famine ». En février 1922, alors qu'Hoover était secrétaire au commerce, le New-York Globe écrivait : « Les bureaucrates du Département de la justice, du Département d'Etat et du Département du Commerce, dans un but publicitaire, poursuivent une guerre privée contre le gouvernement bolchéviste... La propagande de Washington grandit et dans des proportions menaçantes... MM. Hughes, Hoover et Dougherty feront bien de nettoyer leur maison avant que la colère publique atteigne un degré trop haut. Le peuple américain ne supportera pas longtemps une bureaucratie orgueilleuse qui pour de méprisables objectifs qui lui sont personnels laisse mourir des millions d'innocents. »

l'Amérique et le plus puissant allié de l'Amérique contre le fascisme mondial, l'Union Soviétique.

L'intervention armée en Russie a échoué non seulement par suite de solidarité sans précédent et l'héroïsme des peuples de l'U.R.S.S. qui luttèrent pour défendre leur liberté nouvellement conquise, mais aussi par suite du soutien puissant que les peuples démocratiques du monde ont accordé à la jeune république soviétique. En France, en Angleterre, aux Etats-Unis, l'opinion publique s'est dressée pour s'opposer vigoureusement à l'envoi d'hommes, d'armes, de ravitaillement et d'argent aux armées antisoviétiques en Russie. Des comités de défense se constituèrent. Les ouvriers firent grève et des soldats se révoltèrent contre la politique interventionniste des états-majors. Des hommes d'Etat démocrates, des journalistes, des professeurs et nombre d'hommes d'affaire protestèrent contre la guerre non déclarée et non provoquée de la Russie soviétique.

Sir Henry Wilson, chef de l'état-major anglais, reconnut loyalement que la politique interventionniste alliée n'était pas soutenue par le public. Le 1<sup>er</sup> décembre 1919, dans le *Livre bleu* britannique, il écrivait : « *Les difficultés que l'Entente a rencontrées pour exprimer sa politique à l'égard de la Russie ont été en fait insurmontables, puisque dans aucun des pays alliés, il y a eu une opinion publique suffisante pour justifier l'intervention, contre les Bolchéviks sur une échelle décisive ; ce qui a eu pour résultat inévitable que les opérations militaires ont manqué de cohésion et d'objectif* ».

Ainsi, la victoire de l'Armée Rouge sur ses ennemis a été en même temps une victoire internationale des peuples démocratiques de tous les pays.

Enfin, une dernière raison de l'échec de l'intervention est donnée par le manque d'unité chez les envahisseurs. Les instigateurs de l'intervention représentaient une coalition de la réaction mondiale, mais c'était une coalition sans véritable coopération. Les rivalités impérialistes déchiraient la coalition impérialiste ; les Anglais craignaient les ambitions françaises dans la mer Noire et les ambitions allemandes dans les Pays baltes ; les Américains estimaient indispensable de s'opposer aux buts japonais en Sibérie. Les généraux blancs se disputaient entre eux leur butin.

La guerre d'intervention, commencée en secret et malhonnêtement, finit par un désastre honteux.

Son héritage de haine et de méfiance devait empoisonner l'atmosphère de l'Europe pendant le quart du siècle suivant.

#### NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Pour les détails des investissements d'Herbert Hoover en Russie tzariste, et pour la documentation sur son activité antisoviétique comme administrateur du Secours alimentaire, les auteurs ont largement puisé dans trois biographies d'Hoover*

JOHN KNOX, *The great Mistake (La grande erreur)* ;

WALTER LIGGETT,, *The Rise of Herbert Hoover (L'ascension d'Herbert Hoover)*;

JOHN HAMILL, *The Strange Career of Herbert Hoover under two Flags (L'étrange carrière d'Herbert Hoover sous deux drapeaux)*.

*On trouvera une documentation générale sur les investissements étrangers en Russie tzariste d'ans le discours prononcé en novembre 1920 par le colonel Cecil l'Estrange Malone à la Chambre des Communes. D'autres renseignements figurent dans le livre du colonel MALONE, *The Russian Republic (La République russe)*.*

## **LIVRE DEUXIEME**

### **LES SECRETS DU CORDON SANITAIRE**



## CHAPITRE VIII

### LA CROISADE BLANCHE

#### 1. Le ferment du regain.

La première partie de la guerre contre la Russie soviétique s'était terminée par une sorte de baisser du rideau. Le Gouvernement soviétique était maître sans conteste de la plupart de ses territoires ; mais il était boycotté par toutes les autres nations, entouré par un cordon sanitaire d'Etats hostiles vassaux des Alliés, et coupé de toutes relations normales politiques et commerciales avec le reste du monde. Officiellement, la sixième partie du monde qui était soviétique n'existait pas : elle n'était « pas reconnue ».

A l'intérieur, le Gouvernement soviétique avait à affronter un chaos économique d'usines détruites, de mines inondées, d'une agriculture minée, de transports misérables, la maladie, la famine et un analphabétisme presque total. A l'héritage de faillite du régime féodal tsariste s'ajoutaient les légats de sept années ininterrompues de guerre, de révolution, de contre-révolution et d'invasion étrangère.

Au-delà des frontières soviétiques, le monde était encore à la poursuite de la paix, et il ne la trouvait pas. L'homme d'Etat anglais Bonar Law, exposant la situation mondiale quatre ans après la signature du traité de Versailles, dit à la Chambre des Communes qu'on ne faisait alors pas moins de 23 guerres dans différentes régions du globe. Le Japon avait occupé des territoires chinois et brutalement réduit le mouvement d'indépendance, coréen ; des troupes britanniques brisaient des révoltes populaires en Irlande, en Afghanistan, en Egypte et aux Indes, les Français avaient engagé des opérations militaires contre les tribus druses de la Syrie qui, au regret des Français, étaient armées de mitrailleuses fournies par les manufactures anglaises de la Metro-Vickers ; l'état-major allemand, agissant derrière la façade de la République de Weimar, conspirait pour balayer les éléments démocratiques allemands et restaurer l'Allemagne impérialiste.

Dans tous les pays de l'Europe régnait une ébullition de complots et de contre-complots fiévreux de fascistes, de nationalistes, de militaires et de monarchistes qui tous masquaient leurs buts propres du terme commun « d'antibolchévisme ».

Un mémorandum secret rédigé par le ministère des Affaires étrangères britannique décrivait l'état de l'Europe dans ces premiers temps de l'après-guerre, en ces termes :

*« L'Europe est partagée aujourd'hui en trois catégories principales : les vainqueurs, les vaincus et la Russie. Le sentiment d'insécurité qui mine la santé de l'Europe occidentale est causé, en grande partie, par la disparition de la Russie comme puissance de poids dans le concert européen. C'est la plus menaçante de nos incertitudes. »*

*« Tous nos anciens ennemis demeurent pleins de ressentiment devant ce qu'ils ont perdu ; tous nos anciens Alliés redoutent de perdre ce qu'ils ont gagné. Une moitié de l'Europe est dangereusement irritée, l'autre moitié est dangereusement inquiète. La peur engendre la provocation, les armements, les alliances secrètes et le mauvais traitement des minorités. Ce qui en retour engendre une haine plus grande et stimule un désir de revanche ; ce qui accroît la peur dont les conséquences s'aggravent. Ce cercle vicieux se trouve ainsi fermé. »*

*« Bien que l'Allemagne soit pour le moment tout à fait incapable d'entreprendre une action agressive, il est certain qu'avec de grandes possibilités chimiques à usage militaire, elle deviendra tôt ou tard un facteur militaire puissant. Il n'y a qu'un petit nombre d'Allemands qui pensent sérieusement à employer cette force, lorsqu'elle sera reconstituée, contre l'Empire britannique ».*

Tandis que le ministère des Affaires étrangères britannique contemplant avec complaisance le réarmement de l'Allemagne, consacrait toute son attention à la Russie et la considérait comme la « plus menaçante de nos incertitudes », de l'autre côté de l'Atlantique, dans l'hystérie et la confusion de l'ère post-wilsonnienne, les Etats-Unis rêvaient de glorieux isolement ». La grande illusion des Américains de ce temps se résumait dans la maxime du « retour à la normale ». Selon Walter Lippman qui écrivait alors dans le *New-York World*, la « normale » consistait dans les credos suivants :

- que le sort de l'Europe n'est aucunement lié au sort de l'Amérique.
- que l'Europe doit « cuire dans son jus » ;
- que nous devons vendre à l'Europe sans rien lui acheter ;
- et que, même si cela ne lui plait pas en bloc, elle fera mieux de l'accepter.

Walter Lippmann concluait : *« Une sorte d'hystérie est née de ces peurs et au milieu de ce désordre. Elle a fait germer des armées, des tarifs insensés, une diplomatie secrète et toutes les variétés d'un nationalisme morbide, les fascistes et le Ku-Klux-Klan »...*

Malgré le malaise, les charges de la guerre et l'anarchie économique qui régnaient encore en Europe, on continuait à dresser et à étudier assidûment de nouveaux plans d'une invasion de la Russie soviétique dans les états-majors de Pologne, de Finlande, de Roumanie, de Yougoslavie, de France, d'Angleterre et d'Allemagne.

La propagande antisoviétique la plus effrénée continuait.

Quatre années après la grande guerre qui devait mettre fin à toutes les guerres, existaient tous les éléments d'une seconde guerre mondiale qui devait être lancée contre la démocratie mondiale sous le slogan de « l'antibolchévisme ».

## 2. L'exode des Russes-blancs.

Avec la débâcle des armées blanches de Koltchak, de Youdénitch, de Dénikine, de Wrangel et de Sémyonov, l'immense structure archaïque du tzarisme s'était finalement écroulée, dispersant largement les éléments troubles de sauvagerie, de barbarie et de réaction qu'elle avait abrités si longtemps. Les aventuriers cruels, les aristocrates décadents, les terroristes professionnels, la soldatesque pillant et ravageant, la police secrète redoutée et toutes les autres forces féodales et anti-démocratiques qui avaient constitué la contre-révolution blanche quittaient maintenant la Russie en un torrent boueux et tumultueux. Vers l'ouest, vers l'est, vers le sud, à travers l'Europe et l'Extrême-Orient, en Amérique du Nord et du Sud, il coulait emportant avec lui le sadisme des généraux blancs, les doctrines pogromistes des Cens-Noirs, le mépris hautain du tzarisme pour la démocratie, les haines sinistres, les préjugés et les névroses de la vieille Russie impériale.

Les protocoles des Sages de Sion, le faux antisémite avec lequel l'Okhrana avait incité aux massacres juifs et la bible par laquelle les Cent-Noirs expliquaient toutes les misères du monde en parlant d'un « complot juif international » circulaient maintenant au grand jour à Londres et à New-York, à Paris et à Buenos-Ayres, à Shanghai et à Madrid.

Quel que soit l'endroit où allaient les émigrés blancs, ils fertilisaient le sol de la contre-révolution mondiale : le fascisme.

En 1923, il y avait un demi-million de Russes-blancs en Allemagne. Plus de 400.000 avaient émigré en France, et 90.000 en Pologne. D'autres dizaines de milliers s'étaient fixés dans les Pays baltes et, dans les Balkans, en Chine et au Japon, au Canada, aux Etats-Unis et en Amérique du Sud. 3.000 officiers russes-blancs et leur famille s'étaient installés dans la seule ville de New-York.

Le total des émigrés russes a été estimé entre 1 million et demi et 2 millions<sup>28</sup>.

Sous la direction d'une Union militaire russe, dont le quartier général était à Paris, des unités armées de Russes blancs s'organisèrent, dans toute l'Europe, l'Extrême Orient et l'Amérique. Elles annonçaient ouvertement qu'elles se préparaient à une nouvelle invasion de la Russie soviétique.

Le gouvernement français fonda une école navale pour les Russes-blancs à Bizerte, port de l'Afrique du Nord, où 30 navires de la flotte tzariste avaient été réunis, avec un équipage de 6.000 officiers et marins. Le gouvernement yougoslave ouvrit des académies militaires spéciales pour poursuivre l'entraînement, d'anciens officiers de l'armée du tzar et de leurs fils. D'importants contingents de l'armée Wrangel furent transférés, intacts dans les Balkans. 1.800 cavaliers cosaques furent envoyés en Yougoslavie et 1.700 hommes en Bulgarie ; des milliers d'autres cantonnèrent en Grèce et en Hongrie.

Des Russes-blancs organisèrent la police secrète des Etats baltes et des Balkans, obtinrent dans ces pays des postes administratifs importants et y assumèrent le contrôle de nombreuses officines d'espionnage.

Avec l'assistance du maréchal Pilsudski, le terroriste Boris Savinkov organisa une armée blanche en Pologne de 30.000 hommes.

L'ataman Sémyonov, après avoir été chassé de Sibérie, fuit avec les restes de son armée au Japon. Ses soldats reçurent des uniformes, et des équipements neufs et furent réorganisés en un corps spécial russe-blanc aux ordres du Haut-Commandement japonais.

Le baron Wrangel, le général Dénikine et le pogromiste Petlioura s'installèrent à Paris, où ils furent immédiatement impliqués dans divers complots antisoviétiques, le général Krasnov et l'hetman Skoropadski qui avaient collaboré avec l'armée du Kaiser en Ukraine se fixèrent à Berlin et furent adoptés par le Service d'espionnage allemand<sup>29</sup>.

<sup>28</sup> Tous les réfugiés n'étaient pas des contre-révolutionnaires. Des milliers de gens déracinés et troublés, terrifiés par une peur qu'ils ne pouvaient expliquer, s'étaient joints à l'exode en masse. Allant d'un pays à un autre, ils s'efforçaient désespérément de gagner leur vie dans un nouveau monde étranger. Nombre d'entre eux devinrent chauffeurs de taxi, garçons de café, filles de salle, cuisinières, guides. Et beaucoup d'autres, menacés par la misère dans les villes d'Europe occidentale, devinrent des mendiants. Les bas-fonds de Kharbine, de Shanghai et de Pékin fourmillaient de réfugiés russes-blancs.

<sup>29</sup> La suite de la carrière de plusieurs des généraux qui avaient dirigé les armées étrangères d'intervention contre la Russie soviétique est très intéressante à noter. Les généraux tchèques Sirovy et Gayda revinrent à Prague où le premier devint commandant en chef de l'armée tchèque et le second chef de l'état-major. En 1926, le général Gayda participa à un coup d'Etat fasciste qui échoua et par la suite fut impliqué dans d'autres complots fascistes. Le général Sirovy joua le rôle d'un Quisling militaire tchèque en 1938. Le général anglais Knox retourna en Angleterre où il devint un membre conservateur du Parlement, un violent propagandiste



En 1920, un petit groupe d'émigrés russes formidablement riches, qui avaient des intérêts considérables en France et dans d'autres pays étrangers, se réunirent à Paris et créèrent une organisation qui devait jouer un rôle capital dans les conspirations ultérieures contre la Russie soviétique. L'organisation prit le nom de *Torgprom*, ou Comité russe du commerce, de l'industrie et de la finance, comprenait d'anciens banquiers, industriels et négociants tzaristes. Parmi eux, citons G.N. Nobels, qui avait eu des intérêts dominants dans les champs pétrolifères de Bakou ; Stéphane Lianozov, le « Rockfeler russe » ; Vladimir Riabouchinski, membre de la célèbre famille de négociants tzaristes ; N.C. Denisov, qui avait amassé son immense fortune dans l'industrie de l'acier ; et d'autres seigneurs de l'économie russe dont les noms étaient réputés dans les sphères industrielles et financières du monde entier.

Associés à ces hommes, il y avait des représentants d'intérêts britanniques, français et allemands qui n'avaient pas abandonné l'espoir de recouvrer leurs investissements russes perdus ou d'obtenir de nouvelles concessions à la suite du renversement du régime soviétique.

« *Le Torgprom* » déclara Denisov, président de l'organisation, « s'est donné pour but de combattre les Bolchéviks sur le front économique, de toutes les manières et sous toutes les formes ». Les membres du *Torgprom* étaient intéressés, comme le dit Nobel, « par une prochaine résurrection de la patrie et par la possibilité de pouvoir bientôt y travailler ».

Les agissements antisoviétiques du *Torgprom* n'étaient pas limités au front économique. Un rapport officiel qu'il publia précisait : « Le Comité du commerce et de l'industrie continuera à éclairer l'opinion publique des pays civilisés sur la véritable signification des événements qui ont lieu en Russie et à préparer la révolte future au nom de la liberté et de la vérité ».

### 3-. Un seigneur de Reval.

En juin 1921, un groupe d'anciens officiers, d'industriels et d'aristocrates tzaristes convoqua une conférence internationale antisoviétique à la Reichenhalle, en Bavière. La conférence à laquelle assistaient des délégués des organisations antisoviétiques d'Europe, dressa les plans d'une campagne mondiale d'agitation contre la Russie soviétique.

Un « conseil monarchiste suprême » fut élu par la Conférence. Son rôle était de travailler à la « restauration de la monarchie, avec à sa tête le souverain légal de la maison des Romanov, conformément aux lois fondamentales de l'Empire russe »..

Le Parti national-socialiste d'Allemagne naissant envoya un délégué à cette conférence. Son nom était Alfred Rosenberg.. Alfred Rosenberg était un jeune homme pâle et élancé, aux lèvres minces, aux cheveux noirs, à l'expression lasse et rêveuse, qui avait commencé à fréquenter les brasseries de Munich pendant l'été de 1919. On le trouvait généralement à l'Augustinerbrau ou à la Franziskanerbrau, où il demeurait pendant des heures assis seul à une table dans un coin. Parfois des compagnons venaient le voir et quoiqu'il les saluât avec peu d'empressement, son comportement devenait plus vif, ses yeux sombres prenaient de la vie et brillaient dans son visage crayeux et il se mettait à parler avec passion, à voix basse. Il parlait aussi couramment l'allemand que le russe.

Rosenberg était le fils d'un propriétaire foncier balte qui avait possédé un vaste domaine près du port de Reval. Son père prétendait descendre des chevaliers teutoniques qui avaient envahi les Pays baltes au moyen-âge ; et le jeune Rosenberg, orgueilleusement, se considérait comme un Allemand. Avant la Révolution russe, il avait étudié l'architecture à l'Ecole polytechnique de Moscou. Il s'était enfui du territoire soviétique quand les Bolchéviks arrivèrent au pouvoir et avait rejoint les rangs des terroristes russes blancs qui combattaient dans les Pays baltes sous les ordres du général comte Rüdiger von der Goltz. En 1919, Rosenberg avait gagné Munich, l'esprit farci des doctrines antidémocratiques et antisémites des Cent-Noirs.

Un petit groupe de gardes blancs émigrés et de barons baltes expropriés commença à se réunir régulièrement à Munich pour écouter les tirades venimeuses et exaltées de Rosenberg contre les communistes et les Juifs. Son auditoire comprenait généralement le prince Avalov-Bermond, un ancien ami de Raspoutine, qui avait été le chef le plus dur des territoires baltes sous les ordres de von der Goltz ; les barons Schneuber-Richter et Arno von Schickedantz, deux aristocrates baltes décadents et cruels ; et Ivan Poltavez-Ostranitzka, un pogromiste ukrainien qui avait été ministre des communications dans le gouvernement ukrainien de l'hetman Skoropadski. Ces hommes partageaient les considérations « Cent-Noir » de Rosenberg sur la décadence de la démocratie et la conspiration internationale des juifs.

« *Au fond, tous les Juifs sont des Bolchéviks* » était le thème constant des tirades de Rosenberg.

---

antisoviétique et le fondateur des « Amis de l'Espagne nationaliste », une officine qui faisait en Angleterre de la propagande fasciste espagnole pour le compte de Franco. Foch, Pétain, Weygand, Mannerheim, Tanaka, Hoffmann et autres généraux interventionnistes, devinrent les leaders de mouvements fascistes et antisoviétiques dans la période d'après-guerre.

Dans son esprit sombre et torturé, sa haine pathologique des Juifs et son inimitié frénétique pour les Soviétiques évoluait peu à peu vers une philosophie mondiale contre-révolutionnaire, mélange des préjugés fanatiques de la Russie tsariste et des ambitions impérialistes de l'Allemagne. Le salut du monde contre « *la démocratie juive décadente et le bolchévisme* » écrivit Rosenberg dans 1e Mythe du XXe siècle, devait partir de l'Allemagne avec la création d'un nouvel Etat allemand. « *C'est le devoir du fondateur du nouvel Etat* », ajoutait-il « *de constituer une association d'hommes sur le modèle de l'ordre teutonique* ».

Une race de surhommes allemands devait mener à bien la tâche de conquérir le monde : « *le sens de l'histoire a rayonné du Nord, porté par une race blonde, aux yeux . bleus qui, en plusieurs vagues, a déterminé le visage spirituel du monde* ».

L'idée d'une croisade sainte contre la Russie soviétique dominait tous les écrits de Rosenberg. Il aspirait au jour apocalyptique où les puissantes armées du nouvel «ordre teutonique» franchiraient les frontières russes et détruiraient les Bolchéviks détestés. « *La direction est de l'Ouest vers l'Est, déclarait-il ; du Rhin à la Vistule ; de l'Ouest à l'Est, ce cri doit retentir, de Moscou vers Tomsk* ».

L'Allemagne traversait alors une période de dure après avec un chômage général, une inflation sans précédent et une famine universelle. Derrière la façade démocratique de la République de Weimar qui avait été instaurée avec la complicité du Haut-Commandement allemand après l'anéantissement sanglant des Soviétiques allemands d'ouvriers et de soldats, une cabale de militaristes prussiens, de junkers et de magnats de l'industrie faisait clandestinement des plans pour la renaissance et l'expansion de l'Allemagne impériale. Ignoré du reste du monde, un programme de futur réarmement de l'Allemagne fut soigneusement conçu par des centaines d'ingénieurs, de dessinateurs, de techniciens, travaillant sous la direction du Haut-Commandement allemand dans un laboratoire secret d'études et d'organisation construit par la maison Borsig<sup>30</sup> dans une forêt des environs de Berlin.

Le Service secret allemand, section III B était censé avoir été dissous à la fin de la guerre. Il était maintenant réorganisé avec des fonds généreusement fournis par Krupp, Hugenberg et Thyssen et il travaillait activement sous la direction de son ancien chef, le colonel antisémite Walter Nicolai.

Les plans d'une nouvelle guerre allemande s'élaboraient avec diligence...

Parmi les principaux bailleurs de fonds de la campagne secrète pour la régénération de l'impérialisme allemand, il y avait un charmant et énergique industriel nommé Arnold Rechberg. Ancien aide de camp du Kronprinz et ami intime des membres de l'ancien Haut Commandement impérial, Rechberg était lié au grand trust allemand de la potasse. Il était un des principaux animateurs des ligues secrètes allemandes nationalistes et antisémites. Ce fut à cause de cela qu'Alfred Rosenberg attira son attention.

Rechberg s'arrangea pour le rencontrer, et éprouvant immédiatement de l'affection pour le partisan contre-révolutionnaire échappé de Reval, il le présenta à un autre de ses protégés, un agitateur autrichien, espion de la Reichswehr, âgé de 30 ans, nommé Adolf Hitler.

Rechberg avait déjà fourni des fonds au pâtre nazi d'Hitler pour l'achat d'uniformes et pour subvenir à divers autres frais. Rechberg et ses riches amis achetèrent alors un journal obscur, le *Völkischer Beobachter*, et le cédèrent au mouvement nazi. Et Hitler désigna Rosenberg pour en être le directeur...

..Le 1er janvier 1921, dix jours après que le *Völkischer Beobachter* était devenu la propriété des nazis, le journal définissait en ces termes la politique étrangère du parti. d'Hitler

« *Et quand l'heure sonnera et quand l'orage s'amassera sur les frontières orientales de l'Allemagne, ce sera le moment de réunir une centaine de milliers d'hommes prêts à sacrifier là leur vie... Ceux qui sont déterminés à tout oser, doivent être préparés à agir devant l'attitude des Juifs de l'Occident., qui élèveront des voix affligées quand les Juifs de l'Est seront attaqués. Ce qui est certain, c'est que l'armée russe sera chassée au loin de ses frontières après un nouveau Tannenberg. C'est une affaire purement allemande et ce 'sera le véritable commencement de notre renaissance».*

L'éditorial avait été écrit par Alfred Rosenberg. Des cendres du tsarisme féodal et de l'impérialisme allemand du XXe siècle ressuscité, le nazisme prenait forme.

#### **4. Le plan Hoffmann.**

Alfred Rosenberg devait donner une idéologie politique au parti nazi allemand. Un autre ami de Rechberg, le général Hoffmann devait lui fournir une stratégie militaire.

Ce général Hoffmann avait passé une grande partie de sa jeunesse en Russie, où il était attaché à la cour impériale. Il était parvenu à parler russe plus couramment que l'allemand.

En 1905, jeune capitaine de 35 ans, il avait été affecté à l'état-major du général von Schieffen et

<sup>30</sup> Sur le financement par Borsig des futurs agissements de la Ve colonne en U.R.S.S., voir p. 364, chapitre XVI, paragraphe 2.

avait été nommé officier de liaison allemand avec la première armée japonaise, dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Hoffmann n'oublia jamais ce qu'il avait vu dans les plaines de la Mandchourie : un front apparemment sans limites et une armée offensive compacte, parfaitement exercée pénétrant comme un « couteau dans du beurre », dans une armée bien plus importante sur la défensive, qui avait des réserves immenses mais qui était embarrassée dans ses mouvements et mal commandée.

Au début de la première guerre mondiale, Hoffmann devint le chef des opérations de la 8e armée allemande cantonnée en Prusse orientale pour y attendre l'offensive russe présumée. La stratégie qui aboutit à la débâcle russe de Tannenberg fut plus tard reconnue par les autorités militaires comme n'étant pas due à Hindenbourg ou à Ludendorff, mais à Hoffmann. Après Tannenberg, Hoffmann devint le commandant en chef des forces allemandes sur le front oriental. Il assista à l'effondrement de l'armée impériale russe. A Brest-Litovsk, il dicta les conditions de paix de l'Allemagne à la délégation soviétique.

Aux cours des deux guerres, Hoffmann avait vu l'armée russe à l'oeuvre et chaque fois il avait vu sa défaite écrasante. L'Armée Rouge, selon Hoffmann, n'était que la vieille armée russe « *décomposée en une horde* ».

Au début du printemps de 1919, le général Hoffmann avait présenté lui-même à la Conférence de la paix un plan tout prêt pour une offensive sur Moscou, dirigée par l'armée allemande. Du point de vue d'Hoffmann, son plan avait un double avantage : non seulement il « *sauverait l'Europe du bolchévisme* » mais il sauverait en même temps l'armée impériale allemande et empêcherait sa désagrégation. Le maréchal Foch avait souscrit à une forme modifiée du plan Hoffmann.

Le 22 novembre 1919, le général Hoffmann déclarait dans une interview publiée par le *London Daily Telegraph* : « *Au cours des deux années qui viennent de s'écouler, je suis arrivé à peu près à la conclusion que le bolchévisme est le plus grand danger qui menace l'Europe pour des siècles* ». Dans ses mémoires, *La Guerre des Occasions perdues*, Hoffmann se lamente sur la non exécution de l'offensive sur Moscou conformément à la conception originale de son plan.

Après une visite qu'il rendit au général Hoffmann à Berlin, en 1923, l'ambassadeur britannique lord d'Aberdon écrit dans son journal diplomatique : « *Toutes ses opinions sont dominées par sa conception générale que rien ne saurait aller bien dans le monde tant que les puissances civilisées occidentales ne s'uniront pas pour abattre le gouvernement soviétique...* » Interrogé pour savoir s'il croyait à la possibilité d'une entente entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre pour attaquer la Russie, il répondit : « *C'est une telle nécessité qu'elle doit se réaliser !* ».

Dans les années d'après-guerre, après l'échec de l'intervention armée contre la Russie soviétique, Hoffmann mit au point une nouvelle version de son plan et le fit circuler, sous la forme d'un mémorandum confidentiel, dans les états-majors de l'Europe. Ce mémorandum confidentiel souleva de suite un vif intérêt dans les milieux profascistes grandissant en Europe ; le maréchal Foch et son chef d'état-major Pétain, qui tous deux étaient des amis intimes d'Hoffmann, exprimèrent leur chaude approbation du plan révisé. Parmi les autres personnalités qui donnèrent au plan leur approbation, citons Frantz von Papen, le général Mannerheim, l'amiral Horthy et le directeur de l'espionnage naval britannique, l'amiral sir Barry Domville.

Le plan Hoffmann, dans sa dernière version, obtint l'appui d'une grande partie du Haut-Commandement allemand, bien qu'il différât radicalement de l'enseignement traditionnel bismarckien de la stratégie militaire et politique allemande<sup>31</sup>.

Le nouveau plan Hoffmann prévoyait une alliance entre l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Angleterre et la Pologne, basée sur un intérêt commun contre la Russie soviétique. Stratégiquement, selon l'opinion d'un commentateur avisé des questions européennes, Ernest Henri, dans son livre *Hitler over Russia ?* le plan proposait « *une concentration des nouvelles armées sur la Vistule et la Dvina, à la manière de Napoléon; une offensive-éclair, sous le commandement allemand, contre les hordes bolchéviques en retraite ; l'occupation de Leningrad et de Moscou dans l'espace de quelques semaines; un nettoyage final du pays jusqu'à l'Oural assurant le salut d'une civilisation épuisée par la conquête d'un demi-continent* ».

Toute l'Europe, sous la direction de l'Allemagne, devait être mobilisée et se précipiter contre l'Union Soviétique.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

<sup>31</sup> Au début le général Hans von Seeckt, commandant en chef de la Reichswehr, s'opposa au plan Hoffmann. Le général von Seeckt rêvait d'une guerre de revanche à l'ouest dans laquelle il espérait pouvoir utiliser les matières premières et un recrutement russe. Il espérait pouvoir arriver à un accord avec les éléments opposés dans l'Armée Rouge et dans le Gouvernement soviétique. Plus tard, Seeckt donna son appui au plan Hoffmann et devint nazi.

*La formule « Le ferment du regain » qui sert de sous-titre au premier paragraphe est empruntée à Winston Churchill et la documentation qui illustre le sentiment général d'incertitude, de malaise et d'insécurité de la période d'après-guerre, est tiré de l'excellente compilation d'extraits de journaux et de commentaires contemporains qu'a publié GEORGE SELDES sous le titre de World Panorama (Panorama mondial 1918-1935). Les auteurs se sont également référés aux journaux et magazines de l'époque.*

*Le mémorandum révélateur du ministère des Affaires étrangères britannique, cité dans ce chapitre, a été rendu public pour la première fois-par le journaliste John Balderstone et il a été reproduit avec plus de détails dans le livre de Seldes, cité ci-dessus.*

*On trouvera des renseignements sur l'histoire extraordinaire et peu connue de l'exode hors de l'U.R.S.S. des armées blanches vaincues dans le livre de GEORGE STEWART, The White Armies of Russia, et dans les mémoires de quelques-uns de ceux qui y furent impliqués : Wrangel, Denikine, Krasnov.*

*Un compte rendu complet de la constitution, du caractère et de la composition du Torgprom se trouve dans le sténogramme des débats du procès des industriels de Moscou.*

*Le récit le plus intéressant et le plus complet des débuts de l'idéologie nazie et du rôle d'Alfred Rosenberg et de ses amis russes blancs figure dans le livre de KONRAD HEIDEN, Der Fuehrer. Les auteurs ont aussi utilisé A History of National Socialism, du même HEIDEN et un document du Département d'Etat des Etats-Unis intitulé National Socialism. La part jouée par le général Hoffmann dans les conspirations russes blanches et impérialistes allemandes qui ont précédé le triomphe du nazisme et y ont conduit, est brillamment exposé dans le livre d'ERNEST HENRI, Hitler over Russia ? On a également consulté d'HOFFMANN, The War of lost Opportunities (La guerre des occasions perdues) et War Diaries and other Papers (journaux de guerre et autres papiers). - ainsi que le célèbre journal diplomatique de l'ambassadeur d'Angleterre LORD D'ABERNON, The Diary of an ambassador : Versailles to Rapallo (Le journal d'un ambassadeur : de Versailles à Rapallo). On trouvera également une documentation précieuse sur la collaboration entre le nazisme à ses débuts et les émigrés russes-blancs dans The Brown Network (Le filet brun).*

## CHAPITRE IX

### L'ETRANGE CARRIERE D'UN TERRORISTE

#### 1. Réapparition de Sidney Reilly.

A Berlin, en décembre 1922, un officier de marine allemand et un officier du Service secret britannique bavardaient dans le salon comble du célèbre hôtel Adlon avec une jeune femme, jolie et élégante. C'était une actrice réputée de Londres, Pepita Bobadilla dont le nom était aussi Madame Chambers, car elle était la neuve du célèbre auteur dramatique anglais Haddon Chambers. On en vint à parler d'espionnage. L'Anglais se mit à raconter les exploits extraordinaires en Russie soviétique d'un agent de l'Intelligence Service britannique qu'il désigna du nom de M. C\*\*\*. L'Allemand connaissait la réputation de M. C\*\*\*. Ils se régalaient d'anecdotes sur ses aventures fabuleuses. Finalement, incapable de retenir sa curiosité plus longtemps, Mme Chambers demanda

*- Qui est-ce Monsieur C\*\*\* ?*

*- Qui n'est-il pas ? répondit l'Anglais.*

*- Je vous dis, Madame, que M. C\*\*\* est l'homme du mystère. C'est l'homme le plus mystérieux de l'Europe. Et à ce propos, je dirais que sa tête vaut plus cher que celle de tout autre homme au monde. Les Bolchéviks donneraient une province pour le tenir vivant ou mort..*

C'est un homme qui vit dans le danger. Il a été notre oeil ou notre oreille en Russie en maintes occasions et, entre nous, c'est à lui seul qu'on doit que le bolchévisme n'est pas un danger plus grand pour la civilisation occidentale qu'il ne l'est à présent.

Mme Chambers était curieuse d'en savoir plus long sur le mystérieux M. C\*\*\*. Son compagnon sourit:

*- Je l'ai vu cet après-midi, dit l'Anglais. Il est ici, à l'hôtel Adlon...*

Le même soir, Mme Chambers vit pour la première fois M. C\*\*\*. « C'était, écrivait-elle par la suite, un homme très soigné et bien habillé, au visage maigre, plutôt sombre, à l'expression plutôt sardonique, l'expression d'un homme qui, non pas une fois, mais à de nombreuses reprises, a « ri devant la mort ». Mme Chambers s'éprit de lui au premier regard.

On les présenta l'un à l'autre. M. C\*\*\* parla ce soir là à Mme Chambers « de l'état de l'Europe, de la Russie, de la Tchèque » et surtout « de la menace du bolchévisme » et lui dit son vrai nom : capitaine Sidney Reilly.

Après l'échec de sa conspiration de 1918 contre les Soviets, Sidney Reilly avait été envoyé en Russie par le ministre anglais de la Guerre, Winston Churchill pour aider à l'organisation du service d'espionnage du général Dénikine. Reilly fit aussi la liaison entre Dénikine et ses divers alliés européens. En 1919, et 1920, l'espion anglais avait travaillé avec diligence à Paris, à Varsovie et à Prague, organisant des armées antisoviétiques et des officines d'espionnage et de sabotage. Par la suite, il fut l'agent semi-officiel de quelques émigrés millionnaires tzaristes parmi lesquels son vieil ami patron, le comte Tchouberski. Un des projets les plus ambitieux que Reilly aida à mettre sur pied dans cette période fut le *Torgprom*, ce cartel des industriels émigrés et de leurs associés anglo-français et allemands.

Le résultat des opérations financières de Reilly fut qu'il avait amassé une fortune personnelle considérable et obtenu des postes de direction dans un certain nombre de firmes qui étaient autrefois liées avec le haut commerce russe. Il s'était créé d'importantes relations internationales et comptait parmi ses amis personnels Winston Churchill, le général Hoffmann et le chef de l'état-major finlandais Wallenius.

La haine fanatique de l'espion anglais pour la Russie soviétique n'avait pas diminué. L'anéantissement du bolchévisme était maintenant le mobile dominant de sa vie. L'intérêt passionné qu'il avait pour Napoléon, qui avait aspiré à conquérir la Russie, l'avait conduit à devenir un des plus enthousiastes collectionneurs mondiaux de « Napoléomania ». La valeur de sa collection dépassait dix mille dollars. La personnalité de l'autocrate corse le fascinait.

« Un lieutenant d'artillerie corse a piétiné les cendres de la Révolution- française, disait-il. Sans aucun doute, un agent du service d'espionnage britannique, qui a tant de facteurs pour lui, peut devenir le maître de Moscou ! »

Le 18 mai 1923, Mme Chambers épousait le capitaine Reilly, au bureau d'état civil d'Henriette Street, Covent Garden, à Londres. Le capitaine Georges Hill, qui avait été le complice de Reilly à Moscou, était témoin.

Mme Chambers allait bientôt participer aux intrigues fantastiques de la vie de son mari. Elle a écrit plus tard :

« Peu à peu, je fus initiée à ces étranges machinations qui se trament dans les coulisses de la politique européenne. J'appris comment dans toutes les capitales de l'Europe, se mijotait la conspiration des exilés contre les tyrans actuels de leur pays. A Berlin, à Paris, à Prague, à Londres même, des petits groupes d'émigrés, complotaient, dressaient des plans, conspiraient. La contre-révolution bouillonnait à Helsinki et elle était financée et encouragée par plusieurs gouvernements européens. Sidney s'intéressait intensément à toute cette activité et il y consacrait beaucoup de temps et d'argent ».

Un jour, un mystérieux visiteur se présenta à l'appartement de Sidney Reilly à Londres, en se donnant d'abord pour un M. Warner. Il avait une grande barbe noire qui cachait presque entièrement son visage, des joues proéminentes et de froids yeux bleus d'acier ; il était de grande taille et ses bras d'une longueur démesurée atteignaient presque ses genoux. Il présenta des papiers qui l'accréditaient : un passeport britannique, une lettre écrite et signée à Paris par le chef socialiste-révolutionnaire Boris Savinkov et une lettre d'introduction par un éminent homme d'État anglais.

- Je resterai à Londres environ une semaine, dit-il à Reilly et j'aurais des entretiens avec votre ministre des Affaires étrangères.

« M. Warner » révéla son identité. Son nom était Drebkov et il avait été le chef d'un des groupes de « cinq » dans l'organisation du complot antisoviétique de Reilly en Russie, en 1918. Il dirigeait maintenant une organisation russe-blanche clandestine à Moscou.

- Vous aviez une belle organisation en Russie, capitaine Reilly, dit Drebkov. Nous avons renoué les fils ! Nous retravaillons ! Tous nos anciens collaborateurs sont là. Vous souvenez-vous de Balkov ? Il est avec nous... Un jour ou l'autre, nous renverserons les Rouges et le bon temps renaîtra. Mais vous connaissez les Russes. Nous faisons des plans et des plans et des plans, nous échafaudons de merveilleux complots l'un après l'autre, et nous nous disputons entre nous sur des détails en dehors de la question. Chaque occasion nous échappe, l'une après l'autre ; et rien n'est fait. Pouah !

Drebkov en vint à l'objet de sa visite :

- Nous avons besoin d'un homme qui puisse Commander et faire que les choses soient faites ; dont les ordres ne soient pas discutés, un homme qui sera le maître, un dictateur, si vous voulez, comme Mussolini en Italie, qui apaisera les querelles qui divisent nos amis, d'une main de fer et qui forgera l'arme qui frappera au cœur les tyrans actuels de la Russie !

- Pourquoi pas Savinkov ? demanda Reilly. Il est à Paris. C'est l'homme qu'il vous faut. C'est vraiment un grand homme, une grande personnalité, un chef né, un organisateur !

Mme Reilly, racontant l'entrevue dans ses mémoires, écrit : « Je pouvais lire dans l'intonation de Sidney quel grand sacrifice il consentait en confiant cette entreprise à Savinkov, le dirigeant russe, qu'il admirait de tout son cœur ».

## 2. Une entreprise comme une autre.

Boris Savinkov, qui, vers 1924, était véritablement considéré par les faiseurs de plans de Downing Street et du Quai d'Orsay, comme le futur dictateur de la Russie, était à maints points de vue, un des hommes les plus remarquables qui avaient émergé du chaos après l'effondrement de la vieille Russie. C'était un homme chétif, pâle, un peu chauve, à la voix douce, habillé généralement d'une manière impeccable d'une jaquette et chaussé de bottines sur mesure ; il avait plutôt l'air d'un « directeur de banque », comme l'a dit Somerset Maugham, que du fameux terroriste et du cruel contre-révolutionnaire qu'il était en vérité. Ses talents étaient nombreux et divers. Winston Churchill à qui Savinkov fut présenté un jour par Reilly, a dit du terroriste russe dans son livre *Great Contemporaries* (Grands contemporains), qu'il faisait montre de « la sagesse d'un homme d'Etat, des qualités d'un chef du courage d'un héros et de l'endurance d'un martyr ». Toute la vie de Savinkov, ajoute Churchill, « s'est passée en conspirations ».

Dans sa jeunesse, dans la Russie tsariste, il avait été un des dirigeants du Parti socialiste-révolutionnaire. Avec quatre autres dirigeants, il était à la tête de l'organisation de lutte du Parti, un comité terroriste qui avait la responsabilité particulière d'organiser l'assassinat de fonctionnaires tsaristes. Le grand-duc Serge, oncle du tsar, et le ministre de l'Intérieur Plehve furent parmi les hauts fonctionnaires tsaristes qui furent tués par l'organisation de lutte au début du siècle<sup>32</sup>.

---

<sup>32</sup> Le véritable chef de l'organisation de lutte était Ievno Azev, un des agents provocateurs les plus extraordinaires de l'histoire. Espion à fa solde de la police secrète tsariste, Azev, bien que trahissant régulièrement les révolutionnaires-et les terroristes, dressa le plan de l'assassinat du grand-duc Serge, de Plehve, et d'autres fonctionnaires tsaristes. Son seul mobile était l'argent ; il participait à l'organisation de ces attentats parce qu'il savait que ces exploits lui permettraient de demander de plus larges crédits au Parti socialiste-révolutionnaire. Naturellement, il n'informait pas la police secrète tsariste du rôle qu'il jouait dans ces assassinats. Un autre dirigeant socialiste-révolutionnaire qui travailla étroitement avec Savinkov et Azev était Victor Tchernov. Comme Savinkov, Tchernov devint par la suite

Après l'échec de la première tentative de renversement du tzarisme, en 1905, Boris Savinkov fut quelque peu déçu sur la vie d'un révolutionnaire. Il entreprit de se consacrer à la littérature, et écrivit un roman autobiographique sensationnel, *Le Cheval blanc*, dans lequel il décrivit son rôle dans les assassinats de Plehve et du grand-duc Serge. Il raconta comment déguisé en Anglais, il demeurait dans une petite maison sur une rue latérale, avec un faux passeport britannique et « *trois kilos de dynamite sous la table* », attendant tous les jours que la voiture du grand-duc passât dans la rue.

Des années plus tard, pendant la première guerre mondiale, lorsque le romancier anglais Somerset Maugham fut envoyé en Russie par le Service secret britannique pour prendre contact avec Savinkov<sup>33</sup>, il demanda au terroriste russe s'il ne lui avait pas fallu un grand courage pour exécuter ces attentats : « *Pas du tout, croyez moi. C'est une entreprise comme une autre. On s'y habitue* ».

En juin 1917, Boris Savinkov, assassin professionnel et romancier, fut nommé par Kérenski, sur l'avis de ses conseillers alliés; au poste de commissaire politique de la 7<sup>e</sup> armée sur le front de Galicie. Les troupes de cette armée se mutinaient contre le gouvernement provisoire, et on estima que les méthodes énergiques de Savinkov étaient indispensables pour tenir tête à la situation. Savinkov réprima les troubles. On raconta qu'à une occasion il avait tué de ses propres mains les délégués d'un comité de soldats bolchéviks...

Sur l'insistance de Savinkov, Kérenski nomma le général Kornilov commandant en chef des armées russes. Savinkov lui-même fut nommé ministre-adjoint de la Guerre. Il était déjà au service du « gouvernement français en qualité d'agent secret et complotait pour renverser le régime Kérenski et établir une dictature militaire avec Kornilov.

Après la Révolution d'Octobre, Savinkov dirigea un soulèvement antisoviétique à Yaroslav, secrètement financé par les Français et qui devait coïncider avec la tentative de coup d'Etat de Reilly à Moscou. Les forces de Savinkov furent anéanties par l'Armée Rouge, et il réussit de justesse à sauver sa vie en s'échappant. Ayant fui son pays, il devint un des représentants diplomatiques des Russes-blancs en Europe. Winston Churchill dans ses *Great Contemporaries* dit de Savinkov : « *Responsable de toutes les relations avec les Alliés et avec les Etats baltes et Etats frontières qui n'étaient pas les moins importants de ce qui constituait alors le « cordon sanitaire » de l'ouest, l'ex-nihiliste fit montre de toutes les capacités soit pour commander, soit pour intriguer* ».

En 1920, Savinkov se rendit en Pologne. Avec l'aide de son bon ami le maréchal Pilsudski, il réunit environ 30.000 hommes et officiers, les arma et les entraîna en vue d'une nouvelle offensive contre la Russie soviétique.

Ensuite, il transporta son quartier-général à Prague où, travaillant étroitement avec le général fasciste tchèque Gayda, il créa une organisation connue sous le nom de *gardes verts* et composée surtout d'anciens officiers tzaristes et de contre-révolutionnaires terroristes. Les *gardes verts* entreprirent une série de raids sur les frontières soviétiques, volant, pillant, brûlant les fermes, massacrant les ouvriers et les paysans et assassinant les fonctionnaires soviétiques locaux. Pour cette activité, Savinkov obtint l'étroite collaboration de diverses officines d'espionnage européennes.

Un des adjoints de Savinkov, un terroriste socialiste-révolutionnaire nommé Fomitchov, mit debout une section de l'appareil conspiratif, et terroriste de Savinkov à Vilna, l'ancienne capitale de la Lituanie, dont les Polonais s'étaient emparé en 1920. Le groupe Fomitchov, avec l'aide du service d'espionnage polonais, entreprit de constituer des groupes secrets sur b' territoire soviétique pour y développer le travail d'espionnage et aider les groupes terroristes envoyés de Pologne, équipés en armes, argent et faux-papiers par les autorités polonaises.

Plus tard, dans une lettre adressée aux *Izvestia*, le 17 septembre 1924, Fomitchov fit la description des agissements de son groupe : « *Lorsque les espions et les détachements revenaient après avoir accompli les assassinats pour lesquels ils avaient été envoyés, je servais d'intermédiaire entre eux et les autorités polonaises, car c'est moi qui leur fournissais les faux-papiers et le matériel d'espionnage. C'est ainsi que les détachements de Serge Pavlovski, de Troubnikov, de Monitch, de Daniel, d'Ivanov et d'autres détachements moins importants, ainsi que de simples espions et des terroristes, furent envoyés en Russie soviétique. Entre autres choses, je me souviens comment le colonel Svedjevski fut envoyé en Russie en 1922 avec l'ordre de tuer Lénine* »...

Les méthodes cruelles de Savinkov, sa personnalité magnétique et ses talents peu communs d'organisateur attiraient fortement ces Russes-blancs émigrés et ces hommes d'Etat européens antisoviétiques qui rêvaient encore d'un renversement du Gouvernement soviétique. Parfois, pourtant, ces personnages éprouaient un certain embarras à cause du passé de Savinkov. A Paris, en 1919, un jour que Churchill négociait avec l'ancien premier ministre du tzar Sazonov, on parla de Savinkov.

---

un élément antisoviétique très actif. Il s'établit aux Etats-Unis en 1940 et il est actuellement encore dans ce pays, où il s'est spécialisé dans la propagande antisoviétique. On trouvera d'autres détails sur l'activité de Tchernov, p. 467, chapitre XXIII, paragraphe 1.

<sup>33</sup> Dans la préface de son livre *Ashenden, or the British Agent* (Ashenden l'agent anglais), Somerset Maugham indique quel était le principal objet de sa mission en Russie : « En 1917, j'allais en Russie. On m'y envoyait pour empêcher la Révolution bolchévique et maintenir la Russie en guerre ». Maugham ajoute : « Le lecteur verra que mes efforts n'ont pas été couronnés de succès ».

Churchill a décrit cet incident dans son livre *Great Contemporaries* :

- Comment cela va avec Savinkov ? demanda Churchill. L'ancien ministre du tzar fit un geste de supplication :
- C'est un assassin ! je suis surpris de devoir travailler avec lui ! Mais qu'y faire ? C'est un homme très compétent, plein de ressources et de résolution : Personne ne le vaut.

### **3. Un dimanche à Chequers.**

En 1922, la famine faisait rage dans les régions dévastées de la Russie et il semblait que l'écroulement imminent du Gouvernement soviétique était inévitable. Les hommes d'Etat européens, les Russes-blancs émigrés et les membres des groupes de l'opposition politique à l'intérieur de la Russie soviétique concluaient activement des pactes secrets et organisaient de nouveaux gouvernements russes prêts à entrer en fonction au moment favorable. On discutait avec passion d'un dictateur russe puissant. Le capitaine Reilly amena Savinkov à Winston Churchill.

Churchill était intrigué depuis longtemps par la personnalité de cet « *assassin littéraire* », comme il l'appelait. Pensant comme Reilly que Savinkov était un homme « *à qui on pouvait confier la direction de grandes entreprises* », Churchill décida de le présenter au premier ministre britannique, Lloyd George. On organisa une conférence confidentielle à Chequers, la maison de campagne des premiers ministres anglais en fonction.

Churchill et Savinkov s'y rendirent ensemble en auto.

« *C'était un dimanche* », raconta Churchill dans son livre déjà cité. « *Le premier ministre recevait quelques hautes personnalités ecclésiastiques et était lui-même entouré par un groupe de chanteurs gallois qui étaient venus de leur pays natal pour lui faire l'honneur d'une manifestation chorale. Pendant plusieurs heures, ils chantèrent des chants gallois, d'une manière superbe. Après quoi nous eûmes notre conversation* ».

Mais Lloyd George n'était pas disposé à se compromettre en faisant parrainer Savinkov par le gouvernement anglais. Selon Lloyd George, « *le pire était passé* » en Russie. L'expérience bolchévique, le contrôle socialiste de l'industrie du pays, échouerait naturellement. Les chefs bolchéviks, « *en face des responsabilités du gouvernement actuel* » abandonneraient leurs théories communistes ou, « *comme Robespierre et Saint-Just (sic)* » se disputeraient entre eux et quitteraient le pouvoir.

Quant à la « *menace mondiale* » dont Churchill et l'Intelligence Service anglais semblaient si émus, tout simplement elle n'existait pas, dit Lloyd George...

- M. le premier ministre, observa Boris Savinkov de son ton grave et composé, quand Lloyd George eut terminé de parler; faites-moi l'honneur de vous faire observer que le moyen-âge a succédé à la chute de l'Empire romain.

### **4. Le procès de Moscou de 1924.**

La mort de Lénine, le 21 janvier 1924, fit naître de nouveaux espoirs fervents dans l'esprit de Reilly. Ses agents en Russie rapportaient que les éléments de l'opposition dans le pays intensifiaient leurs efforts pour prendre le pouvoir. Dans le Parti bolchévik lui-même, des divergences profondes se manifestaient et il semblait qu'il y eut possibilité d'exploiter une véritable scission. Du point de vue de Reilly, le moment de frapper un *coup* était hautement stratégique.

Il s'était rendu compte que ses anciens plans de restauration du tzarisme étaient périmés : la Russie s'en était définitivement écartée. Aussi pensait-il qu'il fallait instaurer une dictature appuyée sur les paysans riches (les koulaks) et sur diverses forces politiques et militaires hostiles au Gouvernement soviétique. Il était convaincu que Boris Savinkov était l'homme idéal pour instaurer en Russie la sorte de régime que Mussolini avait instauré en Italie. L'espion anglais voyagea de capitale en capitale, essayant de persuader les services d'espionnage et les états-majors de soutenir la cause de Savinkov.

Un des plus importants personnages qui participa à la campagne antisoviétique de cette époque fut sir Henri Deterding, chevalier de l'Empire britannique, né hollandais, qui était à la tête du grand trust anglais international des pétroles, la Royal Dutch Shell. Deterding devait devenir le plus grand bailleur de fonds et le porte parole pour la haute finance de la cause antiboichévique.

Grâce aux efforts de Reilly, le roi du pétrole anglais s'intéressa au *Torgprom*, l'organisation des millionnaires émigrés. A Lianozov et à Mantachev à Paris, et à d'autres membres du *Torgprom* en Europe, Deterding acheta habilement les droits, sur le papier, sur quelques-uns des plus importants champs pétrolifères de la Russie soviétique. Au début de 1924, n'ayant pas réussi à obtenir le contrôle du pétrole soviétique par voie diplomatique, le roi du pétrole anglais déclara qu'il était personnellement le « *propriétaire* » du pétrole russe et dénonça le régime soviétique comme étant illégal et en marge de la civilisation. Avec toutes les immenses ressources de sa richesse,



de son influence et d'innombrables agents secrets, Sir Henri Deterding déclara la guerre à l'Union soviétique avec la franche intention de prendre possession des riches puits de pétrole du Caucase soviétique.

L'intervention de Deterding donna un nouveau coup de fouet à la campagne de Sidney Reilly. L'espion anglais dressa rapidement un plan concret d'attaque contre l'U.R.S.S. et le soumit aux membres intéressés des états-majors européens. Ce plan, une variante du plan Hoffmann, comportait à la fois une action politique et une action militaire.

Politiquement, le plan de Reilly envisageait une contre-révolution en Russie, provoquée par des éléments de l'opposition secrète en liaison avec les terroristes de Savinkov. Dès que la contre-révolution serait sur la voie du succès, la phase militaire commencerait. Londres et Paris dénonceraient formellement le Gouvernement soviétique et reconnaîtraient Boris Savinkov comme le dictateur de la Russie. Les armées blanches cantonnées en Yougoslavie et en Roumanie traverseraient la frontière soviétique. La Pologne marcherait sur Kiev. La Finlande assiégerait Léninegrad. Simultanément, il se produirait une révolte armée dans le Caucase, dirigée par les fidèles du menchévik géorgien Noi Jordania<sup>34</sup>. Le Caucase serait séparé du reste de la Russie, constitué en Fédération transcaucasienne « indépendante » sous les auspices franco-anglais et les puits de pétrole et les pipelines reviendraient à leurs anciens propriétaires et à leurs associés étrangers.

Le plan de Reilly obtint l'approbation et l'appui des milieux antibolchéviks des états-majors français, polonais, finlandais et roumains. Le ministère des Affaires étrangères britannique fut tout à fait intéressé par le plan de séparer le Caucase de la Russie. Le dictateur fasciste italien Mussolini convoqua Boris Savinkov à Rome pour, avoir avec lui un entretien particulier. Mussolini voulait connaître le « dictateur russe ». Il offrit à Savinkov de donner à ses agents des passeports italiens pour qu'ils puissent facilement entrer en Russie et en sortir, tandis que l'attaque se préparerait. En outre, Mussolini fut d'accord pour donner comme instructions aux légations fascistes et à sa police secrète, l'Ovra, de donner à Savinkov toute l'aide possible...

Selon Reilly « *un grand complot contre-révolutionnaire arrivait à maturité* ».

Le 10 août 1924, après une longue et dernière discussion avec Reilly, Boris Savinkov, muni d'un passeport italien, partit pour la Russie. Il était accompagné par quelques collaborateurs de confiance, officiers de ses « gardes verts ». Dès qu'il aurait passé la frontière soviétique, il devait prendre les dispositions de dernière minute pour le soulèvement général. Toutes précautions avaient été prises pour s'assurer que l'identité de Savinkov ne serait pas découverte, ni sa sécurité mise en danger. A son arrivée sur le territoire soviétique, il devait rencontrer des représentants du mouvement blanc clandestin qui avaient réussi à obtenir des fonctions soviétiques dans des villes frontières. Savinkov devait envoyer à Reilly un message par courrier secret aussitôt arrivé.

Les jours passèrent et aucune nouvelle ne parvint de Savinkov. A Paris, Reilly attendait, avec une impatience et une inquiétude croissantes, incapable de bouger tant que le courrier ne serait pas arrivé. Une semaine passa, puis deux...

Le 28 août, le soulèvement prémédité dans le Caucase se produisit. A l'aube, un détachement armé d'hommes de Jordania attaqua la ville encore endormie de Tchiatoury en Géorgie, assassina les fonctionnaires soviétiques locaux et prit possession de la ville. Des actes de terreur, des meurtres et des attentats à la bombe se produisirent dans tout le Caucase. On tenta de s'emparer des champs pétrolifères...

Le lendemain, Reilly apprit ce qui était arrivé à Savinkov. Le 29 août 1924, le journal soviétique *Izvestia* annonça que « *l'ancien terroriste et contre-révolutionnaire Boris Savinkov* » avait été arrêté par les autorités soviétiques « *après avoir traversé clandestinement la frontière soviétique* ». Savinkov et ses compagnons avaient passé la frontière en Pologne. Ils avaient rencontré sur le sol soviétique un groupe d'hommes qu'ils avaient crû être des conspirateurs et qui les avaient conduits dans une maison à Minsk. A peine y étaient-ils arrivés qu'un officier soviétique armé s'était présenté et avait annoncé que la maison était encerclée. Savinkov et ses compagnons étaient tombés dans un piège.

Le soulèvement dans le Caucase eut un sort également malheureux. Les montagnards, sur l'aide desquels les contre-révolutionnaires avaient compté, se levèrent pour défendre le régime soviétique. Avec les ouvriers de l'industrie pétrolière, ils gardèrent les voies de chemin de fer, les pipe-lines et les champs pétrolifères jusqu'à l'arrivée de l'Armée Rouge. La lutte se poursuivit sporadiquement pendant quelques semaines; mais, dès le départ, il était clair que les autorités soviétiques avaient la situation en main. Le *New-York Times* du 13 septembre 1924, publia que le soulèvement du Caucase était « *financé et dirigé de Paris* » par de « *puissants financiers* » et d' « *anciens propriétaires des puits de pétrole de Bakou* ». Quelques jours après, les débris de l'armée contre-révolutionnaire de Jordania

---

<sup>34</sup> En 1918, Noi Jordania avait été à la tête d'un gouvernement aux ordres des Allemands dans le Caucase. En 1819, les Anglais chassèrent les Allemands et Jordania devint le chef d'une Fédération transcaucasienne contrôlée par les Anglais. En 1924, son quartier général était à Paris. Le gouvernement français avait mis à sa disposition une subvention de 4 millions de francs.

étaient encerclés et capturés par les troupes soviétiques.

L'arrestation de Savinkov et l'effondrement du soulèvement au Caucase causèrent déjà un amer désespoir à Sidney Reilly et à ses amis ; mais le procès public de Savinkov, qui eut lieu peu de temps après à Moscou, fut pour eux le coup le plus dur. A l'horreur et à l'étonnement de nombreuses personnalités de premier plan qui avaient été impliquées dans son complot, Boris Savinkov entreprit de relater les détails de toute la conspiration. Il informa calmement le Tribunal soviétique qu'il avait su tout au long qu'il allait tomber dans un piège quand il avait traversé la frontière soviétique. *« Vous avez fait une bonne affaire en me prenant dans votre filet, avait-il dit à l'officier qui l'avait arrêté. En vérité, je soupçonnais un piège, mais j'avais décidé de rentrer en Russie. Je vais vous dire pourquoi... J'avais décidé de renoncer à ma lutte contre vous ! »*

Savinkov dit que ses yeux s'étaient enfin ouverts à l'absurdité et à la méchanceté du mouvement antisoviétique. Il se dépeint devant le Tribunal, comme un patriote russe honnête, mais fourvoyé, qui avait été peu à peu déçu par la personnalité et les buts de ses associés.

*« Avec horreur », déclara-t-il, « je devins de plus en plus convaincu qu'ils ne pensaient pas à la patrie, ni au peuple, mais seulement à leurs intérêts de classe personnels ! »*

Revenant à 1918, Savinkov dit au Tribunal que l'ambassadeur de France, Noulens, avait financé son organisation terroriste en Russie. Noulens avait commandé à Savinkov de provoquer une révolte à Yaroslav au début de juillet 1918, et il avait promis un appui effectif sous la forme d'un débarquement de troupes françaises. La révolte avait eu lieu comme convenu, mais l'appui ne s'était pas réalisé.

- *D'où tiriez-vous vos ressources. à cette époque et quel en était, le montant ?* demanda le président du Tribunal.

- *Je me souviens qu'à cette époque, j'étais dans le plus grand dénuement,* dit Savinkov, car je ne savais pas où trouver de l'argent, lorsque sans aucune sollicitation, nous fûmes approchés par des Tchèques qui me remirent une somme de plus de 200.000 roubles Kérenski. Cet argent sauva alors notre organisation... Ils déclarèrent désirer que cet argent fut employé à des objectifs de lutte terroriste. Ils savaient - je ne cacherai pas le fait - que je considérais la terreur comme un moyen de combat ; ils le savaient et nous donnaient de l'argent en soulignant qu'il devait surtout être utilisé à des fins terroristes.

Dans les années suivantes, continua Savinkov, il devint évident pour lui, patriote russe, que les éléments antisoviétiques de l'étranger n'étaient pas intéressés à soutenir son mouvement pour lui-même, mais seulement dans le but d'obtenir les puits de pétrole russes et les autres richesses minérales. *« Ils me disaient très souvent et avec insistance »* dit Savinkov en parlant de ses conseillers britanniques, *« qu'il serait désirable de constituer une fédération indépendante du Sud-Est composée du Caucase et de la Transcaucasie. Ils disaient que cette fédération ne serait qu'un début, car l'Azerbadjan et la Géorgie lui seraient adjointes plus tard. Ici on sent l'odeur du pétrole ».*

Savinkov décrivit ses rapports avec Winston Churchill :

- *Churchill m'a montré un jour la carte de la Russie méridionale sur laquelle les positions de l'armée de Dénikine et les vôtres étaient indiquées par de petits drapeaux. Je me rappelle encore combien je fus choqué quand allant à lui, il me dit tout-à-coup en montrant les drapeaux de Dénikine : « Voici mon armée ! » Je ne répondis pas, mais je restai comme cloué sur place. Je voulus quitter la pièce, mais je pensais alors que si je faisais un scandale et refermais la porte sur moi, nos soldats en Russie seraient laissés sans bottes.*

- *Pour quelle raison les Anglais et les Français vous fournirent-ils ces bottes et des obus, des mitrailleuses, etc.,* demanda le président.

- *Officiellement, ils avaient des buts très généreux, répondit Savinkov. Nous étions des alliés fidèles, ; vous étiez des traîtres, etc. Dans leurs idées de derrière la tête, il y avait un minimum : « les puits de pétrole sont une chose très désirable » ; et un maximum : « Laissons les Russes se chamailler entre eux, moins il en restera de vivants, mieux ce sera. La Russie en sera d'autant plus faible ».*

La déposition sensationnelle de Savinkov dura deux jours. Il raconta toute sa carrière de conspirateur. Il nomma les hommes d'État et les financiers connus d'Angleterre, de France et d'autres pays d'Europe qui l'avaient aidé. Il dit qu'incontestablement il était devenu leur instrument. *« J'ai vécu, pour ainsi dire, dans une cage de verre. Je ne voyais rien d'autre que ma propre conspiration... Je ne connaissais pas le peuple. Je l'aimais. J'étais prêt à sacrifier ma vie pour lui. Mais ses intérêts - ses désirs actuels - comment pouvais-je les connaître ? »*

En 1923, il avait commencé à se rendre compte de la *« grande importance mondiale »* de la Révolution bolchévique. Il commença à désirer retourner en Russie *« pour voir de ses yeux et entendre de ses oreilles »*. *« Il m'est arrivé de penser que ce que je lisais dans la presse étrangère était pur mensonge »,* dit Savinkov.

Je pensais qu'il était impossible que des gens que personne ne peut vaincre n'eussent rien fait pour le peuple russe ».

Le Tribunal soviétique condamna Boris Savinkov à mort comme traître à son pays, mais à cause de la

franchise et du caractère complet de sa déposition, la sentence fut commuée en dix années de prisons<sup>35</sup>.

Dès que la nouvelle de l'arrestation de Savinkov et l'explosion encore plus grande que fit son abjuration eut atteint Paris, Sidney Reilly retourna à Londres en toute hâte pour conférer avec ses chefs. Le 8 septembre 1924, un long et extraordinaire exposé, signé Reilly, parût dans le *Morning Post*, l'organe des conservateurs antibolchéviks anglais. Reilly y soutenait que le procès public de Savinkov à Moscou n'avait jamais eu lieu. Il affirmait catégoriquement que « *Savinkov avait été tué tandis qu'il traversait la frontière soviétique et que le procès était une fraude colossale : « Savinkov a été tué alors qu'il essayait de passer la frontière russe et un procès farce avec un de leur agents comme acteur principal, a été mis en scène par la Tchéka à Moscou, derrière des portes closes* »<sup>36</sup> »

Reilly défendait la fermeté de Savinkov, conspirateur antisoviétique : « *Je revendique le privilège d'avoir été un de ses amis les plus intimes et un de ses collaborateurs les plus dévoués ; et à moi revient le devoir sacré de venger son honneur... J'ai été un des rares à connaître son intention de pénétrer en Russie soviétique... Je suis resté tous les jours avec Savinkov jusqu'à son départ pour la frontière soviétique. J'ai eu sa plus entière confiance et ses plans ont été élaborés avec moi* ».

L'exposé de Reilly concluait par un appel au directeur du *Morning Post* : « *Je fais appel à vous, Monsieur, dont l'organe à toujours été le champion déclaré de l'antibolchévisme et de l'anticommunisme pour m'aider à venger le nom et l'honneur de Boris Savinkov* ».

En même temps, Reilly envoyait à Winston Churchill un message privé, en termes soigneusement choisis

*Cher Monsieur Churchill,*

*Le désastre arrivé à Boris Savinkov a sans doute produit sur vous la plus douloureuse impression. Ni moi, ni aucun de ses amis intimes et collaborateurs n'avons été en mesure d'obtenir aucune information digne de foi sur son sort. Notre conviction est qu'il a été victime de la plus vile et de la plus audacieuse intrigue que jamais la Tchéka a osée. Notre opinion est exprimée dans la lettre que j'envoie aujourd'hui au Morning Post. Connaissant votre toujours aimable intérêt, je prends la liberté de vous en remettre une copie pour information.*

*Votre fidèle*

*SIDNEY REILLY.*

L'indiscutable authenticité du procès fut toutefois bientôt établie et Reilly dut envoyer une lettre au *Morning Post* : « *Les comptes rendus de presse détaillés et, en de nombreux cas, sténographiques, du procès de Savinkov, appuyés par le témoignage de témoins visuels impartiaux et de confiance, ont établi la trahison de Savinkov, sans qu'il soit possible d'en douter. Il a non seulement trahi ses amis, son organisation et sa cause, mais, délibérément et complètement, il est passé du côté de ses anciens ennemis. Il s'est entendu avec ceux qui l'avaient capturé pour asséner le coup le plus dur au mouvement antibolchévik et leur assurer un triomphe politique exceptionnel, qu'ils pourraient utiliser à l'intérieur comme à l'extérieur. Par son acte, Savinkov a effacé pour toujours son nom du tableau d'honneur du mouvement anticommuniste.*

*Ses anciens amis et collaborateurs sont très affectés par sa chute terrible et sans gloire, mais ceux d'entre eux qui, en aucune circonstance ne pactiseront avec les ennemis de l'humanité, ne sont aucunement abattus. Le suicide moral de leur ancien chef est pour eux un encouragement supplémentaire à serrer leurs rangs et à « continuer ».*

Peu après, Reilly reçut un mot discret de Winston Churchill

*Chertwell Manor,*

*Westerham, Kent.*

*le 15 septembre 1924.*

*Cher Monsieur Reilly,*

*J'ai été vivement intéressé par votre lettre. Les événements ont pris le tour auquel je m'attendais dès le début. Je ne pense pas que vous deviez juger Savinkov trop sévèrement. Il était dans une situation terrible, et seuls ceux qui ont supporté victorieusement une pareille épreuve ont pleinement*

<sup>35</sup> Savinkov fut traité avec une considération remarquable par les autorités soviétiques tandis qu'il était en prison. Il lui fut accordé des privilèges particuliers, il eut tous les livres qu'il désirait et reçut toute facilité d'écrire. Mais il languissait après la liberté. Le 7 mai 1925, il adressa un long appel à Félix Dzerjinsky, chef de la Tchéka « Tuez-moi, ou donnez-moi une chance de travailler, écrivait Savinkov. J'étais contre vous ; maintenant je suis avec vous. Je ne peux endurer la demi-existence de n'être ni pour ni contre vous, d'être simplement en prison et de devenir un de ses habitants ». Il sollicitait le pardon et offrait de faire quoi que voulut le Gouvernement. Sa demande fut rejetée. Peu après, Savinkov se suicida en se jetant d'une fenêtre au quatrième étage de la prison.

<sup>36</sup> Telle est la première des nombreuses « explications » extravagantes données par les ennemis de l'U.R.S.S. au cours des années qui ont suivi la Révolution, pour tenter de discréditer les aveux fait par des conspirateurs étrangers et des traîtres russes devant les tribunaux soviétiques. Ces « explications » ont atteint leur apogée à propos de ce qu'on a appelé « les procès de Moscou de 1936-1938 ». (Voir le livre III).

le droit de le censurer. En tous cas, j'attendrai de connaître la fin de l'histoire avant de changer d'opinion sur Savinkov.

Sincèrement vôtre,  
W.C.

La publication de la confession et de la déposition de Savinkov embarrassèrent sérieusement ceux qui en Angleterre avaient appuyé sa cause. En plein scandale, Reilly fut en toute hâte expédié aux Etats-Unis. Churchill se retira temporairement dans sa maison de campagne de Kent. Le ministère des Affaires étrangères britannique garda un silence discret.

Un épilogue sensationnel devait encore éclater.

Vers la fin d'octobre 1924, quelques jours avant les élections générales britanniques, des titres fulgurants dans le *Daily Mail*, de Lord Rothermere annoncèrent tout-à-coup que Scotland Yard avait découvert un sinistre complot soviétique contre la Grande-Bretagne. Comme preuve du complot, le *Daily Mail* publiait la célèbre « lettre Zinoviev », qui était censée être les instructions envoyées par Grigori Zinoviev, alors dirigeant de l'Internationale communiste, aux communistes anglais, sur la manière de combattre les conservateurs aux élections prochaines.

C'était la réponse des conservateurs à la confession de Savinkov; et elle eut de l'effet. Les conservateurs triomphèrent aux élections avec un programme violemment antibolchévique.

Quelques années plus tard, sir Wyndham Child, de Scotland Yard, révéla qu'il n'y avait jamais eu de lettre de Zinoviev. Le document était un faux; et divers agents étrangers avaient travaillé à sa préparation. Il avait pour point de départ le bureau de Berlin du colonel Walter Nicolai, ancien chef du Service de l'espionnage militaire allemand, qui travaillait maintenant en étroite liaison avec les nazis. Sous le contrôle de Nicolai, un garde blanc balte, le baron Uexkuell, qui devait par la suite diriger le service de presse nazi, avait installé dans la capitale allemande un bureau spécial où l'on fabriquait, des documents antisoviétiques et où l'on organisait leur diffusion et la publicité la plus efficace qu'il convenait de leur faire. On a dit que la communication de la fausse lettre Zinoviev au ministère des Affaires étrangères britannique et, par suite, au *Daily Mail*, était le travail de George Bell, un mystérieux agent international qui était à la solde de sir Henry Deterding, le magnat anglo-hollandais du pétrole.

#### NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Tout ce qui concerne l'activité du capitaine Reilly et sa femme, y compris les dialogues et les lettres citées dans ce chapitre, provient des mémoires de Mrs Reilly qui forment la deuxième partie du livre Britain's Master Spy (déjà cité au chop. III). Les mémoires de Mrs Reilly contiennent un récit de la conspiration antisoviétique à laquelle elle fut mêlée après son mariage avec Reilly et continua à participer, selon elle, pendant quelque temps après sa mort. Pour notre portrait de Savinkov et pour le récit de sa carrière, nous avons utilisé ses Mémoires d'un terroriste; le livre de NIKOLAIEVSKI, l'Espion Azev et la candide. et vivante esquisse biographique de Savinkov qu'en fait CHURCHILL dans Great Contemporaries (Grands contemporains). L'impression que Savinkov a faite à Somerset Maugham se trouve dans un article intitulé « L'homme le plus étrange que j'ai connu », publié par magazine Red Book d'octobre 1944.*

*La description par le collaborateur de Savinkov, Fomitchov, de l'organisation de groupes terroristes antisoviétiques financés et armés par le service de renseignement polonais est tirée de la lettre que Fomitchov adressa aux Izvestia le 17 septembre 1924, réimprimée dans la Correspondance Internationale du 2 octobre 1924.*

*Pour un récit complet et révélateur de la guerre secrète menée à cette époque par les trusts internationaux du pétrole contre le Gouvernement soviétique, voir GLYN ROBERT, The most Powerful Man in the World (L'homme le plus puissant du monde). Ce livre qui est une biographie de Sir Henry Deterding, accorde une attention particulière à sa croisade contre l'U.R.S.S. et souligne quelle fut son influence dans divers incidents antisoviétiques célèbres de la politique anglaise, comme la perquisition de l'Arcos, la lettre de Zinoviev, etc. On trouvera d'autres renseignements sur l'attitude des magnats du pétrole à l'égard de l'U.R.S.S. dans le livre de FRANCIS DELAISI, Le Pétrole, et dans celui de PAGE ARNOT, the Politic of Oil (La politique du pétrole). Il y a aussi d'innombrables références à la question dans les reportages publiés par le Times, le Morning Post et le Daily Mail, de Londres, et le Times, de New-York, sur les négociations des conférences économiques de Gênes et de La Haye de 1922 à 1924. On trouvera une description des intrigues des milieux du pétrole dans GEORGE HILL, Dreaded Hour (Heure redoutée) et un compte rendu détaillé du soulèvement de Noï Jordania au Caucase, y compris des extraits des communications secrètes saisies par les autorités soviétiques, dans le n° du 9 octobre 1924 de la Correspondance internationale*

*(IV année, n° 72). Le n° du 11 septembre de la même publication (IVe année, n° 65) contient un intéressant compte rendu du procès de Boris Savinkov, y compris sa déposition sensationnelle devant le Tribunal.*



## CHAPITRE X

### A LA FRONTIERE FINLANDAISE

#### 1. Antibolchévisme à Broadway

Une délégation de Russes-blancs était sur le quai pour accueillir et saluer le *Nieuw Amsterdam*, le bateau qui amenait en Amérique à la fin de 1924, le capitaine Reilly et sa femme. Il y eut des fleurs, du champagne et d'ardents discours en l'honneur du « héros de la croisade antibolchévique ».

Reilly fut bientôt comme chez lui, aux Etats-Unis. On discutait alors partout d'un emprunt soviétique à l'Amérique. Un certain nombre d'hommes d'affaire américains influents y était favorable ; et le gouvernement soviétique, désireux de gagner l'amitié de l'Amérique et ayant urgemment besoin d'argent et de machines pour réorganiser son économie dévastée, était disposé à faire des concessions pour l'obtenir.

« *Les perspectives des Soviétiques d'obtenir ce prêt étaient favorables, a reconnu plus tard Madame Reilly, Sidney était résolu à l'empêcher. Une grande partie de son travail en Amérique avait pour objectif de faire obstacle à cet emprunt* ».

Reilly se jeta immédiatement dans la lutte contre l'emprunt en discussion. Il ouvrit un bureau privé dans Broadway qui devint rapidement le quartier-général des 'conspirateurs antisoviétiques et des Russes-blancs des Etats-Unis. D'énormes quantités de matériel de propagande antisoviétique sortirent bientôt du bureau de Reilly et furent expédiées dans tous le pays pour influencer les directeurs de journaux, les éditorialistes, les professeurs, les hommes politiques et les hommes d'affaire. Reilly entreprit une tournée de conférences pour informer le public « *du danger du bolchévisme* » et de la menace qu'il constituait pour la civilisation et le commerce. Il eut un certain nombre d'entretiens confidentiels « *avec des petits groupes choisis de financiers et de riches industriels de diverses villes d'Amérique* ». «A la fois par des conférences contre l'emprunt soviétique et par des articles dans la presse, écrit Mme Reilly, Sidney luttait contre l'emprunt soviétique. Et il est inutile d'exposer comment en faisant révélation sur révélation, découverte sur découverte, il obtint une victoire totale ; et l'emprunt soviétique ne fut jamais accordé<sup>37</sup>.

Saboter l'emprunt russe ne fut pas la principale activité antisoviétique de Reilly aux Etats-Unis. Sa principale entreprise fut la création sur le sol américain d'une section de la Ligue internationale antibolchévique, qui devait apporter un soutien puissant aux diverses conspirations antisoviétiques qu'il organisait en Europe et en Russie. Des sections de la ligue de Reilly fonctionnaient déjà à Berlin, à Londres, à Paris et à Rome, comme dans les pays du cordon sanitaire, de la Baltique aux Balkans. En Extrême-Orient, une section de la ligue financée par le Japon avait été constituée à Kharbine, en Mandchourie, sous la direction du célèbre terroriste cosaque, l'ataman Sémyonov. Aux Etats-Unis, aucun appareil organisé de ce genre existait. Il y avait pourtant, d'excellents éléments pour en créer un...

Les amis russes-blancs de Reilly l'eurent vite présenté à celles de leurs relations américaines les plus influentes et les plus riches qui seraient disposées à contribuer par de grandes sommes au financement de son mouvement antisoviétique.

En ce qui concerne l'argent, le marché pour cette sorte d'entreprise est ici, et ici seulement, écrivait Reilly cette année-là, dans une lettre confidentielle à un de ses agents en Europe ; « *mais pour obtenir de l'argent, il faut venir ici avec un plan très défini et très plausible, et avec des preuves très substantielles que la minorité est capable dans un délai raisonnable, d'entreprendre et de réussir une réorganisation de l'affaire* ».

« La minorité » dont parlait Reilly dans son langage convenu était le mouvement antibolchévique en Russie. « *Réorganisation de l'affaire* » signifiait le renversement du gouvernement soviétique. Reilly ajoutait : « *Avec de semblables prémisses, il serait possible d'approcher ici, en premier lieu, le plus grand fabricant d'automobiles, qui pourrait être intéressé par les brevets à condition qu'on lui prouve (non pas simplement qu'on lui dise) que les brevets serviront. Dès son intérêt acquis, la question d'argent peut être considérée comme résolue* ». Selon les mémoires de Mme Reilly, son mari parlait d'Henry Ford.

<sup>37</sup> On ne peut pas porter entièrement au crédit de 'Sidney Reilly, cette victoire sur l'Union soviétique. Il y avait d'autres gens aux Etats-Unis qui n'étaient pas moins actifs et qui luttèrent non moins énergiquement contre l'emprunt. Parmi eux, citons Herbert Hoover, alors secrétaire au commerce, dont l'animosité contre les Bolchéviks, n'avait pas diminué. « La question des relations commerciales avec la Russie, déclara Hoover à Maxime Litvinov le 31 Mars 1921, est bien plus une question politique qu'une question économique, tant que la Russie sera sous le contrôle des Bolchéviks ».

## 2. L'agent B 1.

Le chef du mouvement des émigrés blancs antisoviétiques aux Etats-Unis était un ancien officier tsariste, le lieutenant Boris Brasol, qui avait appartenu à l'Okhrana et qui avait été une fois procureur à la Cour suprême de Saint Pétersbourg. Il était venu aux Etats-Unis en 1916, comme représentant de la Russie à la Conférence inter-alliée de New-York, et était demeuré en Amérique comme agent spécial tsariste.

C'était un homme petit, au teint pâle, aux allures efféminées, avec un front fuyant, un nez proéminent et des yeux sombres et rêveurs. Brasol avait la réputation d'être un propagandiste antisémite violent et abondant. En 1913, il avait joué un rôle de premier plan dans la fameuse affaire de Beilis, où la police secrète tsariste avait voulu prouver que les Juifs pratiquaient le meurtre rituel et qu'ils avaient tué à Kiev, un jeune enfant chrétien pour lui prendre son sang<sup>38</sup>.

Après la Révolution, Brasol avait constitué la première organisation secrète de Russes-blancs aux Etats-Unis. Elle s'appelait l'Union des officiers de l'armée et de la marine impériales, et elle était surtout composée d'anciens membres des Cent-Noirs qui avaient émigrés aux Etats-Unis. En 1918, le groupe de Brasol était en liaison étroite avec le Département d'Etat, et il lui fournissait la plupart des fausses données et des informations truquées sur lesquelles le Département d'Etat basa son opinion sur l'authenticité des frauduleux « documents Sisson »<sup>39</sup>. Revendiquant d'être un expert des questions russes. Brasol réussit à se faire une place dans le Service secret des Etats-Unis. Comme agent américain « B 1 », un des premiers actes de Brasol fut de faire traduire en anglais par Nathalie de Bogory, la fille d'un ancien général tsariste, les *Protocoles des Sages de Sion*, l'infâme faux antisémite qui avait été utilisé par la police secrète tsariste pour provoquer des pogromes de Juifs sur une grande échelle, et que l'émigré tsariste Alfred Rosenberg diffusait largement à Munich. Brasol, fit pénétrer la traduction des *Protocoles* dans le Service secret américain comme un document authentique qui « expliquait la Révolution russe ».

Pour obtenir que les Russes-blancs soient soutenus et pour convaincre les Américains que la Révolution bolchévique faisait partie du « complot juif international », Brasol se mit à répandre les *Protocoles des Sages de Sion* aux Etats-Unis. Il ajouta au faux tsariste, des écrits antisémites de son cru. Au début de 1921, il publia à Boston un livre intitulé *The World at the Crossroads* (Le monde à la croisée des chemins). Il y affirmait que la Révolution russe avait été préméditée, financée et dirigée par les Juifs. Le renversement du tzar et toutes les conséquences internationales qui en résultèrent, écrivait Brasol, faisait partie d'une « entreprise sinistre dans laquelle les Juifs du monde entier et M. Wilson étaient devenus associés ».

Le 1er juillet 1920, Brasol put se vanter dans une lettre adressée à un autre émigré blanc aux Etats-Unis, le major-général comte V. Tcherep-Spirodovitch : « L'an dernier, j'ai écrit trois livres qui ont causé plus de mal aux Juifs que dix pogromes ».

Tcherep-Spirodovitch était aussi, de son côté, un remarquable propagandiste antisémite. Bien plus, il recevait une subvention du célèbre industriel américain Henry Ford.

Boris Brasol était aussi en rapports étroits avec des agents de la société des automobiles Ford et des exemplaires des *Protocoles* furent présentés au roi de l'automobile<sup>40</sup>.

## 3. Les Cent-Noirs à Détroit.

Une étrange et sinistre alliance s'était conclue aux Etats-Unis, entre les émigrés tsaristes d'esprit féodal et le célèbre industriel américain qui avait développé les méthodes de production les plus modernes du monde...

La fin de la guerre avait amèrement déçu Henry Ford. Le don quichottesque projet du Navire de la Paix que Ford avait envoyé en Europe pendant la guerre avait tourné en un fiasco absurde et un grand ridicule en avait rejailli sur le fabricant d'automobiles. Il éprouvait en outre un profond ressentiment du fait qu'il avait rencontré de grandes difficultés à obtenir un prêt de Wall Street pour son projet d'extension de son entreprise, Aussi inéduqué qu'il était techniquement doué, Ford prêta une oreille

<sup>38</sup> « J'étais le deuxième enquêteur de Russie, » dit Brasol à un journaliste venu pour l'interviewer à son arrivée aux Etats-Unis. « J'ai étudié la recherche du crime partout en Europe, sur l'ordre de mon gouvernement. En Suisse, en Allemagne, en France et en Angleterre, je suis devenu un expert de la recherche criminelle ». Le journaliste américain demanda à Brasol s'il croyait que les Juifs commettaient des meurtres rituels. « Pourquoi ne le croirais-je pas? » répondit-il. Plus tard, le journaliste dépeignit ses sentiments au cours de l'entretien. « Je frémis devant ce disciple des Cent-Noirs russes, en l'entendant en plein xxe siècle, raconter froidement les actes de cruauté moyenâgeux des officiers du tzar ».

<sup>39</sup> Les documents qu'on a appelé « documents Sisson », qui prétendaient prouver que Lénine et les autres dirigeants soviétiques étaient à la solde du haut-commandement allemand, furent publiés et répandus aux Etats-Unis par le Département d'Etat après la Révolution d'Octobre. Ces documents, qu'à l'origine des Russes blancs avaient voulu vendre, avaient été refusés par le Service secret britannique, comme de faux grossiers. Edgar Sisson, un fonctionnaire du Département d'Etat, acheta ces documents et les apporta à Washington. Par la suite, leur caractère frauduleux fut établi d'une manière concluante.

<sup>40</sup> Sur l'activité de Brasol aux Etats-Unis, voir le chapitre XXIII, paragraphe 1.



complaisante aux Russes-blancs quand ils vinrent le voir, et lui dirent que les Juifs étaient en fait la cause de ses difficultés. Pour prouver leurs agissements, ils lui montrèrent les Protocoles des Sages de Sion. Après avoir examiné soigneusement ces Protocoles, Ford arriva à la conclusion qu'ils lui donnaient l'explication de tous ses soucis. Il décida de donner à ce faux antisémite une diffusion nationale en le réimprimant dans son journal, le *Dearborn Indépendant*.

Il en résulta que les aristocrates russes antisémites, les terroristes blancs, les Cent-Noirs pogromistes et les anciens agents de la police secrète tzariste qui avaient émigré aux Etats-Unis après la Révolution, firent leur apparition aux Etablissements des Automobiles Ford de Detroit. Ils convainquirent Ford que le gouvernement des Etats-Unis lui-même était menacé par un « complot juif » révolutionnaire et que les groupes américains libéraux et les hommes qui en faisaient partie constituaient en fait des « fronts Juifs ». Sous leur contrôle habile, une formidable organisation complexe et secrète fut mise sur pied, entretenue par la situation et la fortune de Ford qui lui donnait de la respectabilité. Elle avait pour objet d'espionner les Américains libéraux, de recueillir tous les bavardages antisémites et de faire une propagande violemment antijuive aux Etats-Unis.

L'état-major de cette organisation était à la Société des Automobiles Ford. Chacun de ses membres avait un indicatif chiffré. Le secrétaire particulier de Ford E.G. Liebold, était le 121 X, le directeur du *Dearborn Indépendant*, W.J. Cameron, était le 122 X. Nathalie de Bogory qui, en qualité d'adjointe de Boris Brasol, avait traduit les Protocoles en anglais, était le 29 H.

L'organisation de Ford pénétrait dans tous les secteurs de la vie américaine. Ses agents étaient actifs dans les grands journaux, dans les universités célèbres, dans les sociétés commerciales très connues, et même dans des bureaux du gouvernement des Etats-Unis.

Un ancien membre du Service secret américain, le Dr. Harris Houghton, dirigeait une division spéciale de cette organisation de conspiration, appelée service d'enquête Ford. L'indicatif de Dr.Houghton était 103 A. La principale, tâche du service d'enquête était de fournir des renseignements confidentiels sur des Américains libéraux éminents dans des buts de propagande antisoviétique et antisémite. Parmi ceux qui étaient l'objet d'enquête et qui figuraient sur la liste noire, il y avait Wilson, le colonel Robins, le révérend J.H. Holmes, Helen Keller, les juges Hughes et Brandeis. D'après les rapports secrets du service d'enquête, ces personnalités, et des quantités d'autres semblables, étaient utilisées dans le « complot juif » pour renverser le gouvernement américain.

Les découvertes du service secret d'enquête étaient publiées dans le *Dearborn Indépendant* de Ford qui, à la même époque, donnait en feuilleton les Protocoles de Sion. Voici un commentaire typique sur Woodrow Wilson : « *M. Wilson, quand il était Président, était très lié avec les Juifs. Son administration, comme tout le monde le disait, était dominée par eux. Comme ancien presbytérien, il arrivait à M. Wilson de commettre des fautes de pensée chrétienne au cours de ses discours publics et il était sérieusement contrôlé par ses censeurs juifs* ».

Une biographie de William Taft se terminait par la conclusion suivante : « *Telle est l'histoire des efforts de William Taft pour résister aux Juifs, et comment ils le brisèrent. Cela mérite sans doute d'être su, en considération du fait qu'il est devenu un de ces « gentils » que les Juifs utilisent pour leur propre défense* ».

Des agents spéciaux de l'organisation de Ford étaient envoyés à l'étranger et faisaient des milliers de kilomètres pour recueillir de nouvelles calomnies et des faux contre les Juifs. Un de ces agents, un Russe-blanc nommé Rodonov partit au Japon pour y chercher dans la colonie d'émigrés russes dans ce pays des matériaux pour la propagande antisémite. Avant de quitter les Etats-Unis, Rodonov télégraphia à Charles Smith, un des chefs de l'organisation Ford : « *Mes conditions sont les suivantes : pendant six mois je vous fournirai exclusivement les matériaux convenus. Vous m'avancerez 1.500 dollars américains par mois, payables à la Yokohama Specie Bank. Vous devez rite payer les matériaux que je vous ai déjà fourni* ».

Décrivant la situation qui s'était développée à la Société des Automobiles Ford, Norman Hapgood, un grand journaliste américain qui fut plus tard envoyé comme ministre des Etats-Unis au Danemark, a écrit : « *Dans l'atmosphère dans laquelle travaillaient les inspecteurs de Ford, on parlait de pogromes qui` allaient avoir lieu dans ce pays. En fait, dans le milieu de Ford, grandissaient les mêmes symptômes qui existaient en Russie aux temps des Cent-Noirs... Politiquement, cela signifiait que l'histoire se répétait. Comme Brasol était dans ce pays le chef des émigrés russes qui essaient de ramener les Romanov sur le trône, cela signifiait que les persécutions de Ford, par la logique des choses rejoignaient la croisade vieille comme le monde, que les despotes de l'Europe avaient constamment suscitée en vue d'exciter, dans leurs intérêts à eux, les passions religieuses des masses ignorantes* ».

Comme Henry Deterding en Angleterre, et Fritz Thyssen en Allemagne, le roi américain de

l'automobile Henry Ford s'était identifié avec l'antibolchévisme mondial et avec le phénomène du fascisme, en voie de développement rapide. Selon le *New-York Times* du 8 février 1923, Auer, le vice-président de la Diète bavaroise, déclara publiquement « *La Diète bavaroise est informée depuis longtemps que le mouvement d'Hitler est en partie financé par un chef antisémite américain, qui est Henry Ford. M. Ford a commencé à s'intéresser au mouvement antisémite bavarois il y a un an, après qu'un de ses agents soit venu prendre contact avec, Dietrich Eichart, le pangermaniste bien connu... L'agent retourna en Amérique et immédiatement après, l'argent de Ford commença à arriver à Munich. M. Hitler se vante ouvertement de l'appui de M. Ford et loue M. Ford, non pas d'être une grande personnalité, mais d'être un grand antisémite* ».

Dans le petit bureau banal de la Korneliusstrasse à Munich qui était le quartier général d'Hitler, il n'y avait qu'une seule photographie encadrée sur le mur : celle de Ford.

#### 4. La fin de Sidney Reilly.

Peu après son arrivée aux Etats-Unis, Sidney Reilly avait entrepris un travail d'intime collaboration avec l'organisation antisémite et antisoviétique des agents de Ford. Avec leur aide il dressa « une liste complète de tous ceux qui en Amérique travaillent secrètement en faveur des bolchéviks »<sup>41</sup>.

Grâce aux efforts de Reilly, des contacts s'établirent entre le mouvement antisémite et antidémocratique aux Etats-Unis et les sections d'Europe et d'Asie de la Ligue internationale antibolchévique. Dès le printemps de 1925, la charpente d'un centre international propagande fasciste et d'espionnage, agissant sous le masque de l'« antibolchévisme », se trouvait ainsi construite...

Entre temps, Reilly maintenait d'étroits rapports avec ses agents en Europe ; des lettres lui parvenaient régulièrement de Reval, d'Helsinki, de Rome, de Berlin et autres centres d'intrigues antisoviétiques. La plus grande partie de cette correspondance, adressée au bureau de Broadway de Reilly, était écrite en langage conventionnel ou à l'encre sympathique au dos de lettres commerciales d'apparence innocente. Ces communications contenaient des rapports détaillés sur chaque nouveau progrès réalisé par le mouvement antisoviétique européen. La débâcle de Savinkov avait pour un temps démoralisé d'importantes sections du mouvement. Les « gardes verts » s'étaient divisés en petits groupes isolés de terroristes professionnels et de bandits. La jalousie et la suspicion mutuelles contribuaient pour leur part à désorganiser les autres groupes antisoviétiques. Il semblait que la grande contre-révolution dût être différée pour un certain temps.

« *Sidney vit parfaitement, écrit Mme Reilly, que la contre-révolution devait partir de Russie ; et que tout ce qu'il faisait de l'extérieur n'aurait pas d'autre résultat que de créer à l'étranger une hostilité passive à l'égard des Soviets. Il avait eu a plusieurs reprises des visites de la part d'organisations de Moscou, comme il avait eu celle de Drebkov à Londres, mais il agissait avec prudence* »...

Au début de ce printemps de 1925, Reilly reçut une lettre mise à la poste de Reval, en Esthonie, qui l'agita beaucoup. La lettre écrite en langage convenu, provenait d'un vieil ami, le commandant E\*\*\*; qui avait travaillé avec Reilly dans le Service secret britannique pendant la guerre mondiale et qui appartenait maintenant au corps consulaire dans un des Pays baltes. La lettre datée du 24 janvier 1925 commençait ainsi

« *Mon cher Sidney, deux personnes, un homme et une femme, du nom de Krachnochtanov, peuvent venir vous voir à Paris de ma part. Ils vous diront qu'ils ont à vous faire une communication sur la Californie et vous remettrons un papier contenant un poème d'Omar Khayam (sic) que vous reconnaîtrez. Si vous désirez en savoir plus long sur leur affaire, vous devez leur demander de rester. Si elle ne vous intéresse pas, vous direz : « Merci beaucoup. Au revoir ».*

Dans le langage convenu entre le commandant E\*\*\* et Reilly « Krachnochtanov » s'appliquait à un agent antisoviétique nommé Schultz et à sa femme; la « Californie » signifiait l'U. R. S. S.; et le poème d'Omar Khayam constituait un message spécialement secret. Le commandant E\*\*\* poursuivait : « *Pour ce qui est de leur affaire : ils représentent un « concern » qui selon toutes les probabilités aura une grande influence dans l'avenir sur les marchés européens et américains. Ils ne s'attendent pas à ce que leur affaire connaisse un plein développement avant deux ans, mais, des circonstances peuvent se produire qui leur donneraient l'impulsion désir dans, un avenir proche. C'est une très grosse entreprise, dont il vaut mieux ne pas parler* »..

<sup>41</sup> Cette liste qui contenait les noms de toutes les personnalités américaines qui avaient parlé favorablement de la Russie soviétique, devait servir, plus tard de modèle aux fascistes et agents nazis américains. La propagandiste antisémite Elizabeth Dilling s'en servit abondamment et publia des listes similaires dans son célèbre Red Network (le Filet rouge). George Viereck, le colonel Emerson, Oscar Plans et d'autres agents nazis ou membres de la Ve colonne aux Etats-Unis, firent un usage semblable de cette liste dans leur travail de propagande

**Le commandant E\*\*\*** continuait en disant qu'un « groupe allemand » cherchait vivement à participer à « l'affaire », et que des « groupes français et anglais » s'y intéressaient activement. Parlant à nouveau du « concem » qui, indiquait-il, travaillait en Russie, le commandant E\*\*\* ajoutait : *« Ils refusent pour le moment de faire connaître à qui que ce soit le nom de celui qui est derrière cette entreprise. Je peux vous dire que quelques unes des principales personnes sont des membres des groupes de l'opposition. Vous pouvez par conséquent comprendre parfaitement la nécessité du secret... Je vous communique ce plan dans l'idée qu'il pourrait peut-être remplacer l'autre que vous aviez mis au point, mais qui échoua dans des conditions si désastreuses ».*

Sidney Reilly et sa femme quittèrent New-York le 6 août 1925. Ils arrivèrent à Paris le mois suivant et Reilly prit immédiatement contact avec Schultz et sa femme à propos desquels le commandant E\*\*\* lui avait écrit. Ils lui firent un tableau de la situation intérieure de la Russie où, depuis la mort de Lénine le mouvement d'opposition en liaison avec Trotski s'était organisé clandestinement sur une grande envergure, avec l'objectif de renverser le régime de Staline.

Reilly se convainquit vite de l'importance de cette nouvelle situation et voulut prendre personnellement contact aussitôt que possible, avec les dirigeants de la faction opposée à Staline en U.R.S.S. Par des agents secrets, on échangea des messages. Il fut finalement convenu que Reilly rencontrerait un représentant important du mouvement à la frontière soviétique. Reilly partit donc pour Helsinki afin de conférer avec le chef de l'état-major de l'armée finlandaise qui était un de ses amis intimes et qui appartenait à la Ligue antibolchévique, Ce dernier devait prendre les dispositions nécessaires pour que Reilly puisse passer la frontière soviétique.

Peu après, Reilly écrivit à sa femme qui était demeurée à Paris. *« Il se passe vraiment en Russie quelque chose d'entièrement nouveau, de puissant et d'intéressant ».*

La semaine suivante, le 25 septembre 1925, Reilly envoyait un mot hâtif à sa femme de Viborg, en Finlande *« Il faut absolument que j'aille passer trois jours à Pétrograd et à Moscou. Je pars cette nuit et je serai de retour ici mardi matin. Je désire que vous sachiez que je n'aurais pas entrepris ce voyage s'il n'avait pas été indispensable et si je n'avais pas été convaincu que je ne cours pratiquement aucun risque. Je vous écris cette lettre seulement au cas tout-à-fait improbable où il m'arriverait un contretemps. En ce cas, vous ne devez faire aucune démarche ; elle ne servirait que peu, mais pourrait en fin de compte donner l'alarme aux Bolchéviks et faire découvrir mon identité. Si par hasard, je devais être arrêté en Russie, cela ne pourrait être que pour quelque détail insignifiant et mes nouveaux amis sont assez puissants pour obtenir ma libération ».*

Ce fut la dernière lettre écrite par le capitaine Reilly, du Service secret britannique.

Après plusieurs semaines, Mme Reilly, n'ayant plus de nouvelle de son mari, chercha à joindre Mme Schultz. Mme Reilly a raconté cette entrevue dans ses mémoires :

*« Lorsque votre mari est venu, dit Mme Schultz, je lui ai décrit l'état exact de la situation, pour autant que cela concernait notre organisation. Nous avons avec nous quelques-uns des principaux fonctionnaires bolchéviks de Moscou, qui désirent vivement la fin du régime actuel si seulement leur sûreté peut être garantie. Au début, le Capitaine Reilly était tenté d'être sceptique et il dit qu'on ne pouvait compter sur l'appui étranger à une nouvelle entreprise contre l'U.R.S.S., que si le groupe qui conspirait en Russie avait une puissance véritable. Je l'ai, assuré que notre organisation en U.R.S.S., était puissante, influente et bien unie ».*

Elle relata ensuite comment il avait été convenu qu'une rencontre entre Reilly et des représentants de l'organisation conspirative russe aurait lieu à Viborg, en Finlande. *« Le capitaine Reilly fut vivement impressionné par eux, dit Mme Schultz, et en particulier par leur chef, une personnalité bolchévique haut placée qui, sous le couvert de ses fonctions, était un des plus ardents ennemis du régime actuel ».*

Le lendemain, accompagnés par des gardes-frontières finlandais qui avaient été spécialement désignés pour cette tâche, Reilly et les conspirateurs russes partirent pour la frontière. *« Quant à moi, raconta Mme Schultz, j'allais avec eux jusqu'à la frontière, pour leur souhaiter bonne chance ».* Ils demeurèrent dans un fortin finlandais au bord d'une rivière jusqu'à la tombée de la nuit. *« Pendant un bon moment, nous attendîmes, tandis que les Finlandais guettaient anxieusement la patrouille rouge ; mais tout était calme. Enfin, un des Finlandais entra prudemment dans l'eau moitié nageant, moitié à gué. Votre mari le suivit »...*

C'est ainsi que Mme Schultz vit pour la dernière fois le capitaine Reilly. Et quand elle eut achevé son histoire, elle tendit à Mme Reilly une coupure du journal russe Izvestia sur laquelle on lisait : *« Dans la nuit du 28 au 29 septembre, quatre contrebandiers ont essayé de traverser la frontière soviétique finlandaise : deux furent tués, le troisième, un soldat finlandais, fut fait prisonnier ; et le quatrième fut si grièvement blessé qu'il en est mort ».*

On a pu savoir par la suite ce qui s'est passé. Reilly avait réussi à traverser la frontière et avait rencontré quelques membres de l'opposition russe, adversaires de Staline. Il était sur le chemin du retour et s'approchait de la frontière finlandaise lorsqu'avec ses gardes du corps, il fut accosté par un

détachement de gardes-frontières soviétiques. Reilly et ses compagnons tentèrent de fuir. Les gardes-frontières ouvrirent le feu. Une balle atteignit Reilly au front, le tuant sur le champ. Les autorités soviétiques n'identifièrent pas avant plusieurs jours quel « contrebandier » ils avaient tué. Quand ils le purent, ils annoncèrent formellement la mort du capitaine Sidney Reilly, de l'Intelligence Service britannique.

Le *Times* de Londres inséra une nécrologie en deux lignes : « *Sidney George Reilly a été tué, le 28 septembre, par des soldats de la Guépéou au village d'Allekul, en Russie* ».

#### NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Les faits concernant les agissements antisoviétiques de Reilly aux Etats-Unis et sa dernière mission secrète en U.R.S.S. proviennent de son livre, Britain's Master Spy.*

*Les documents sur l'activité antisémite et antidémocratique d'Henry Ford vers 1920 sont largement tirés de la série d'articles sensationnels de Norman Hapgood qui parut dans les N° de juin à novembre 1922 de l'Hearst International. Les dossiers du Dearborn Indépendant fourmillent de matériaux antisémites et antidémocratiques.*

*Les intrigues auxquelles Boris Brasol a participé vers 1920 sont aussi décrites dans les articles d'Hapgood. Le genre de propagande que Brasol faisait aux Etats-Unis est abondamment illustré par ses livres, tels que The World at the Crossroads (Le Monde à la croisée des chemins).*

*On trouvera un intéressant récit de l'origine et de l'histoire des Protocoles des Sages de Sion, que Brasol a diffusé aux Etats-Unis dans le livre de KONRAD HEIDEN, Der Fuehrer.*

## CHAPITRE XI

### OUVERTURE PAR DES FANFARES GUERRIERES

Un violent orage se préparait dans un ciel apparemment calme des années 1925-1926. D'immenses régions coloniales et semi-coloniales du monde, agité par de nouvelles espérances de liberté à la suite de l'exemple de la Révolution russe, s'éveillaient à la vie nationale et menaçaient jusqu'aux combles toute la pesante structure de l'impérialisme colonial.

L'orage éclata au printemps de 1926. La Révolution éclata en Chine, où un front uni des forces du Kuomintang et des communistes renversèrent la dictature corrompue de Pékin, le régime aux ordres des puissances occidentales et instaurèrent une Chine libre.

L'événement fut accueilli par une explosion horrifiée et désespérée de propagande antisoviétique en Asie et en Europe. La Révolution chinoise, qui était un soulèvement de centaines de millions d'hommes contre l'oppression intérieure et étrangère, fut violemment attaquée et représentée comme la suite directe d'un complot de Moscou. ».

L'empereur du Japon se hâta d'exprimer sa volonté de servir de « *rempart contre le bolchévisme* » en Asie. Encouragé par les puissances occidentales, le Japon se prépara à intervenir en Chine pour anéantir la Révolution.

Le premier ministre japonais, le baron Tanaka, soumit au Mikado son fameux plan secret qui précisait les buts de l'impérialisme japonais « *Pour conquérir le monde, il nous faut d'abord conquérir la Chine; toutes les autres nations asiatiques des mers du sud nous redouteront alors et capituleront devant nous. Le monde comprendra alors que l'Asie orientale est à nous... Avec toutes les ressources de la Chine à notre disposition, nous passerons ensuite à la conquête des Indes, de l'archipel malais, de l'Asie mineure, de l'Asie centrale et même de l'Europe. Mais le premier pas doit être de nous emparer du contrôle sur la Mandchourie et la Mongolie... Tôt ou tard, nous aurons à combattre la Russie soviétique... Si nous voulons obtenir un jour le contrôle de la Chine, nous devons d'abord abattre les Etats-Unis*<sup>42</sup> ».

En mars 1927, un chef de bande chinois notoirement aux ordres du Japon, nommé Tchang-Tso-lin, exécuta un raid contre l'ambassade soviétique à Pékin et annonça qu'il avait découvert la preuve d'un complot bolchévik contre la Chine. Ce fut le signal qui déclencha la contre-révolution en Chine. Encouragés par les offres de subsides et d'armes et par celle de leur reconnaissance, que leur firent les Anglo-français et les japonais, les armées du Kuomintang sous les ordres de Tchang-Kai-Tchek rompirent soudainement le front uni et attaquèrent leurs alliés révolutionnaires. Un massacre s'en suivit. Des milliers de travailleurs, de paysans et d'étudiants chinois soupçonnés de sympathies libérales ou communistes furent arrêtés à Shanghai, à Pékin et ailleurs, et tués ou emprisonnés dans des camps de concentration et torturés jusqu'à la mort. La guerre civile emporta la Chine.

Mais la Révolution chinoise avait déchaîné les mouvements d'émancipation latente en Asie. L'Indonésie, l'Indochine, la Birmanie et les Indes bouillonnaient. Sérieusement alarmés, les impérialistes regardèrent vers le Japon pour les protéger contre le « bolchévisme ». En même temps, en Europe, les états-majors ressortirent de leurs cartons leurs plans d'autrefois d'une croisade antibolchévique et d'une offensive générale sur Moscou.

A la conférence diplomatique internationale de Locarno en 1925 et 1926, les Anglo-Français avaient fiévreusement négocié avec l'Allemagne pour une action concertée contre l'U.R.S.S.

Le porte-parole des conservateurs anglais, l'honorable Ormsby-Gore, dans un discours prononcé à Manchester le 23 octobre 1924, avait posé le problème de Locarno en des termes clairs sur lesquels on ne pouvait se méprendre :

« *La solidarité de la civilisation chrétienne est nécessaire pour résister à la plus sinistre force qui se soit levée non seulement de nos jours, mais dans toute l'histoire de l'Europe. La lutte de Locarno, telle que je la vois, se définit ainsi : l'Allemagne considère-t-elle que son avenir est lié au sort des grandes puissances occidentales, ou va-t-elle travailler avec la Russie à la destruction de la civilisation occidentale? La signification de Locarno est considérable. Il signifie que dans la mesure où cela concerne le gouvernement présent de l'Allemagne, il se détache de la Russie et se jette du côté des puissances occidentales* ».

En France, le premier ministre Poincaré se fit publiquement l'avocat d'une offensive militaire concertée des puissances européennes y compris l'Allemagne, contre l'U.R.S.S.

A Berlin, la presse impérialiste et antidémocratique allemande annonça que l'heure était venue d'anéantir le bolchévisme. Après une série de conférences avec les généraux de la Reichswehr et les

<sup>42</sup> Le plan Tanaka, qui devait plus tard être connu comme le Mein Kempf japonais, fut écrit en 1927 et fut révélé, pour la première fois en 1929, par un agent japonais qui le vendit à Tchang-HsuLiang, le jeune maréchal mandchou. Le comité chinois de l'Institut des relations pacifiques a publié ce document aux Etats-Unis et le fit connaître au monde entier

industriels qui touchaient au Parti nazi, le général Hoffmann se rendit à Londres pour soumettre son fameux plan au ministère des Affaires étrangères britannique et à un groupe choisi de membres conservateurs du Parlement et de militaires.

Le 5 janvier 1926, le *London Morning Post* publia une lettre extraordinaire de sir Henry Deterding. Il y déclarait que les plans d'une nouvelle guerre d'intervention contre l'U.R.S.S. étaient au point : « *Avant peu de mois, la Russie reviendra à la civilisation, mais avec un meilleur gouvernement que le régime tzariste... Le règne du bolchévisme en Russie sera terminé avant la fin de cette année ; et dès maintenant, la Russie peut compter sur le crédit du monde entier et ouvrir ses frontières à tous ceux qui veulent travailler. L'argent et le crédit couleront à flot alors en Russie, et ce qui vaut mieux encore, le travail* ».

Un journaliste français de droite connu, Jacques Bainville, commentait cette lettre en disant : « *Si le président de la Royal Dutch a indiqué une date pour la fin du régime soviétique, c'est parce qu'il a des raisons qui lui permettent de le faire* »...

Le 3 mars 1927, le vicomte Grey dit à la Chambre des Lords : « *Le Gouvernement soviétique n'est pas du tout, au sens général du mot, un gouvernement national. Il n'est pas un gouvernement russe au sens où le gouvernement français est français ou le gouvernement allemand est allemand* ».

Le 27 mai 1927, la police anglaise et des agents du Service secret firent une perquisition aux bureaux de l'*Arcos*, la mission commerciale soviétique à Londres. Ils arrêtèrent les employés et fouillèrent les locaux, cherchant dans les dossiers et dans les caisses, faisant même des trous dans les planchers et les murs pour découvrir des « archives secrètes ». Aucun document à incriminer ne fut trouvé ; mais le *Morning Post*, le *Daily Mail* et d'autres journaux antisoviétiques publièrent de folles histoires de « preuves » d'un complot soviétique contre l'Angleterre qu'ils prétendirent avoir été découvertes au cours de la perquisition de l'*Arcos*.

Le gouvernement conservateur britannique rompit les relations diplomatiques et commerciales avec l'Union soviétique.

Au cours du même été, des perquisitions dans les consulats soviétiques et d'autres bureaux officiels furent faites à Berlin et à Paris. En juin, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. en Pologne, Voïkov, fut assassiné à Varsovie. Des bombes furent lancées dans un meeting du Parti bolchévik à Léninegrad <sup>43</sup>.

Le maréchal Foch dans une interview donnée au *London Sunday Referée* le 21 août 1927, indiquait clairement le but de toute cette violence : « *En février 1919, aux débuts du léninisme, exposa le maréchal, j'ai déclaré à la Conférence des Ambassadeurs à Paris que, si tous les Etats voisins de la Russie étaient approvisionnés en munitions et si on leur assurait le nerf de la guerre, j'entreprendrais de faire cesser le danger bolchévik une fois pour toutes. Ma proposition fut rejetée à cause de l'épuisement consécutif à la guerre, mais la suite des événements a bientôt montré que j'avais raison* ».

A Arnold Rechberg, un des plus actifs promoteurs du mouvement nazi en Allemagne, le maréchal Foch envoya une lettre : « *Je ne suis pas assez fou, écrivait-il, pour croire qu'on peut laisser impunément une poignée de tyrans criminels dominer sur plus de la moitié du continent et sur de vastes territoires en Asie. Mais rien ne peut être tenté tant que la France et l'Allemagne ne seront pas unies. Je vous demande de faire parvenir mes salutations au général Hoffmann, le grand protagoniste de l'alliance militaire antibolchévique* ».

La scène était prête pour la guerre.

---

<sup>43</sup> Simultanément, l'opposition trotskiste se préparait à renverser le Gouvernement soviétique. Un essai de putsch eut lieu le 7 novembre 1927. Un certain nombre d'amis de Trotski furent arrêtés et Trotski lui-même exilé. Voir, p. 280, chapitre XV, paragraphe 4.

## CHAPITRE XII

### MILLIONNAIRES ET SABOTEURS

#### 1. Une conférence à Paris.

Par un bel après-midi de la fin de 1928, quelques émigrés russes immensément riches se réunirent en grand secret dans un salon particulier d'un restaurant des grands boulevards à Paris. Toutes les précautions avaient été prises pour qu'aucune personne étrangère à l'affaire ne l'apprit. Cette réunion avait été organisée par les dirigeants du *Torgprom*, le cartel international des anciens millionnaires tzaristes. Les noms des hommes qui étaient rassemblés, là, avaient été légendaires dans la vieille Russie : c'étaient Nobel, Denisov, Riabouchinski et d'autres personnages de même renom.

Ces émigrés millionnaires s'étaient réunis pour conférer subrepticement avec deux visiteurs distingués arrivés de l'U.R.S.S.

L'un d'eux, le professeur Léonide Ramzine, était un savant russe éminent, directeur de l'Institut thermo-technique de Moscou et membre du Conseil économique suprême de l'U.R.S.S. ; l'autre, Victor Laritchev était président de la section des combustibles du Comité d'État du Plan de l'U.R.S.S.

Le professeur Ramzine et Victor Laritchev étaient censés être venus à Paris pour une mission officielle ; mais toutefois le but réel de leur visite à la capitale française était de mettre au courant les dirigeants du *Torgprom* sur les agissements d'une organisation secrète d'espionnage et de sabotage qu'ils dirigeaient en Union soviétique. L'organisation que Ramzine et Larichev dirigeaient s'appelait le Parti industriel. Composé surtout d'éléments de l'Intelligentsia technique de l'ancienne Russie qui constituait une petite classe privilégiée au temps des tzars, le Parti industriel réunissait environ 2.000 membres secrets. La plupart d'entre eux détenaient des postes techniques importants. Financés et dirigés par le *Torgprom*, les membres de ce Parti industriel pratiquaient un travail d'espionnage et de sabotage de l'industrie soviétique.

Le professeur Ramzine parla le premier à cette conférence du restaurant parisien. Il raconta à son auditoire que l'on faisait l'impossible pour entraver le vaste et ambitieux plan quinquennal que Staline venait de proposer pour industrialiser, par un effort intense, cette Russie soviétique, grande comme le sixième du monde. Les membres du Parti industriel, déclara Ramzine, étaient agissants dans tous les secteurs de l'industrie soviétique et mettaient en pratique des techniques scientifiques et systématiques de sabotage, soigneusement étudiées.

« Une de nos méthodes, expliqua Ramzine à ses auditeurs, est la méthode des standards minimum, c'est-à-dire le plus grand freinage du développement économique du pays, et le ralentissement du rythme de l'industrialisation. Deuxièmement, nous utilisons la méthode de créer une disproportion entre les divers secteurs de l'économie nationale et également entre les diverses entreprises du même secteur industriel. Et enfin, il y a la méthode des « capitaux gelés », c'est-à-dire l'investissement de capitaux soit dans des entreprises absolument pas nécessaires, ou dans des travaux qui auraient pu être différés, parce que n'étant pas essentiels pour le moment ».

Le professeur Ramzine exprima une satisfaction particulière pour les résultats qui avaient été obtenus par la méthode des « capitaux gelés ». « Cette méthode a brisé le rythme de l'industrialisation, dit-il. Sans aucun doute, elle a baissé le niveau général de la vie économique du pays, créant ainsi un mécontentement parmi de larges couches de la population ». Par ailleurs, le professeur Ramzine souligna qu'il y avait eu d'autres résultats moins brillants. Un groupe de membres du Parti industriel, qui opérait dans les mines de Chakty, venaient d'être arrêté par la Guépéou. Plusieurs autres qui agissaient dans les transports et dans l'industrie pétrolière avaient été également arrêtés. En outre, depuis que Trotski avait été exilé, et son mouvement d'opposition brisé, une grande partie de l'ancienne lutte politique intérieure avait cessé, ce qui rendait les agissements du Parti industriel bien plus difficiles.

« Nous avons besoin que vous nous aidiez plus, conclut le professeur Ramzine. Mais plus que tout autre chose, il faut une intervention armée pour renverser les Bolchéviks ».

N.C. Denisov président du *Torgprom*, prit la parole, qu'un silence respectueux accueillit.

« Comme vous le savez, dit-il, nous avons conféré avec M. Poincaré et aussi avec M. Briand. Depuis quelque temps, M. Poincaré a exprimé sa complète sympathie pour l'idée d'organiser une intervention armée contre l'U.R.S.S., et au cours d'un des derniers entretiens que nous avons eus avec lui, comme vous vous en souvenez, M. Poincaré a exposé que la question avait déjà été posée à l'état-major français pour qu'il l'étudie. J'ai maintenant le privilège de pouvoir vous communiquer une information

complémentaire de la plus haute importance ».

Denisov s'arrêta dramatiquement, tandis que l'assistance attendait dans une tension extrême : « *Je vous apporte la nouvelle que l'état-major français a constitué une commission spéciale présidée par le colonel Joinville, pour organiser l'offensive contre l'Union soviétique* <sup>44</sup> ».

Immédiatement, il y eut une explosion de commentaires excités. Chacun se mit à parler dans le salon empli de fumée. Et il s'écoula plusieurs minutes avant que Denisov put continuer son rapport sur les activités du *Torgprom*.

## 2. Le plan d'offensive.

La date de l'offensive militaire contre l'U.R.S.S. fut, fixée à la fin de l'été 1929, ou plus tard à l'été 1930.

Les forces militaires principales devaient être fournies par la Pologne, la Roumanie et la Finlande. L'état-major donnerait des instructeurs militaires et sans doute la collaboration de l'aviation française; l'Allemagne, des techniciens et des régiments de volontaires ; les Anglais prêteraient leur flotte. Le plan de l'offensive était une adaptation du plan Hoffmann..

La première attaque serait faite par la Roumanie, après quelque incident de frontière provoqué en Bessarabie. Puis la Pologne et les Pays baltes entreraient dans la danse. L'armée blanche de Wrangel, estimée à 100.000 hommes, traverserait la Roumanie pour se joindra- à l'armée d'intervention du Sud. La flotte britannique soutiendrait les opérations dans la mer Noire et dans le golfe de Finlande. Un corps de cosaques de Ktasnov, qui cantonnaient dans les Balkans depuis 1921, serait débarqué sur la côte de la mer Noire dans la région de Novorossisk ; ils s'avanceraient le long du Don, fomentant des soulèvements parmi les cosaques du Don et pénétreraient en Ukraine. Le but de cette action était de couper les communications entre les secteurs charbonniers du Donetz et Moscou, provoquant ainsi une crise dans les approvisionnements soviétiques en minerai et en combustible. Moscou et Leningrad devaient être attaqués simultanément, tandis que l'armée du Sud devait s'avancer dans les régions occidentales de l'Ukraine, en s'appuyant sur la rive droite du Dniepr.

Toutes les offensives devaient être déclenchées sans déclaration de guerre, avec une soudaineté, foudroyante. Sous une telle pression, on pensait que l'Armée Rouge s'écroulerait rapidement et que la chute du régime soviétique serait une question de jours.

A la conférence organisée par les dirigeants du *Torgprom*, le colonel Joinville, au nom de l'état-major français, demanda au professeur Ramzine quelles étaient les possibilités d'obtenir une aide militaire active de la part des éléments de l'opposition en U.R.S.S., au moment où se produirait l'offensive de l'extérieur. Ramzine répondit que les éléments de l'opposition, bien que dispersés et clandestins depuis l'expulsion de Trotski, étaient encore assez nombreux pour jouer un rôle.

Le colonel Joinville recommanda au Parti industriel et à ses alliés de constituer une « section militaire » spéciale ; et il donna à Ramzine le nom de plusieurs agents secrets français à Moscou qui pourraient l'aider à organiser cette section.

De Paris, toujours ostensiblement en mission officielle soviétique, le professeur Ramzine se rendit à Londres pour y rencontrer des représentants de la *Royal Dutch Shell* de Henry Deterding et de la *Metro-Vickers*, le trust géant anglais des armements qui était contrôlé par le sinistre Basil Zaharoff, lequel avait eu autrefois des intérêts importants en Russie tsariste. Le professeur russe y apprit que tandis que la France jouait le rôle principal dans ce plan d'intervention contre l'U.R.S.S., l'Angleterre était déjà prête à y prendre sa part. Les Anglais intéressés accorderaient leur aide financière, continueraient à exercer une pression diplomatique pour le maintien de l'isolement de l'U.R.S.S., et prêteraient le concours de la marine britannique au moment de l'offensive.

De retour à Moscou le professeur Ramzine rapporta à ses complices les résultats de son voyage à l'étranger. On s'accorda pour charger le Parti industriel de deux tâches provoquer la situation la plus critique possible dans l'industrie et l'agriculture, afin de soulever le mécontentement général et affaiblir le régime soviétique ; et constituer un appareil qui aiderait directement les armées de l'intervention, au moyen de sabotages et d'actes de terrorisme derrière les lignes, soviétiques.

De l'argent du *Torgprom*, transmis par des agents français à Moscou, fut versé pour financer des actes de sabotage dans divers secteurs de l'industrie. L'industrie métallurgique reçut 500.000 roubles ; l'industrie du combustible 200.000 roubles et l'industrie électrique 100.000 roubles. Périodiquement, à

<sup>44</sup> Ce même colonel Joinville, avait auparavant commandé l'armée française d'intervention de Sibérie en 1918. A l'époque de la conférence du *Torgprom* à Paris. l'état-major français comprenait trois membres : le maréchal Foch qui avait toujours plaidé depuis 1918 en faveur de l'intervention armée contre la Russie ; le maréchal Pétain, dont les sentiments antisoviétiques n'étaient égaux que par sa peur et son mépris de la démocratie ; le général Weygand, qui avait dirigé les armées polonaises contre l'Armée Rouge en 1920 et était demeuré depuis lors un participant infatigable des complots antisoviétiques et antidémocratiques. Foch mourut en 1929 ; son collaborateur particulier René L'Hopital devint par la suite, président du célèbre comité « France-Allemagne » fondé à la fin de 1935 par l'espion nazi Otto Abetz pour diffuser en France la propagande nazie et antisoviétique



la demande d'agents français, anglais ou allemands, des membres du Parti industriel et leurs alliés remettaient des rapports spéciaux d'espionnage sur la production soviétique en avions, la construction des aérodromes, le développement de l'industrie de armements et de l'industrie chimique, sur l'état des chemins de fer.

A mesure que la date de l'intervention approchait, l'impatience grandissait parmi les millionnaires émigrés. Un des dirigeants du *Torgprom*, Vladimir Riabouchinski, publia le, 7 juillet 1930, un étonnant article intitulé : « Une guerre nécessaire » dans le journal des Russes-blancs de Paris, *Vozrojdénié*.

« *La lutte qui se prépare contre la Ille Internationale, pour la libération de la Russie, sera sans aucun doute, reconnue par l'histoire, comme appartenant au groupe des guerres les plus justes et les plus utiles* », déclarait Riabouchinski. « *Les premières tentatives d'intervention en Russie, ajoutait-il, avaient échoué ou avaient été abandonnées parce que leur poursuite était trop coûteuse. En 1920 et jusqu'en 1925; les spécialistes avaient préparé cette opération en comptant sur un délai de six mois avec une armée d'un million d'hommes. On avait calculé que la dépense atteindrait 100 millions de livres. Mais maintenant, disait le millionnaire tsariste émigré, les investissements nécessaires pour écraser le régime soviétique seraient considérablement moindres, à cause des difficultés intérieures politiques et économiques de l'U.R.S.S.. Sans doute 500.000 hommes et trois ou quatre mois suffiront pour mener à bien le travail, dans l'essentiel. Le nettoyage final des bandits communistes prendra naturellement un peu plus de temps, mais c'est plutôt du ressort du travail de la police que des opérations militaires* ».

Riabouchinski entreprit ensuite d'énumérer- les nombreux avantages « commerciaux » qui résulteraient de l'invasion de la Russie. Une économie russe prospérant sous la direction d'hommes comme lui, affirmait-il, aurait pour résultat « un influx annuel dans le système économique européen d'une telle richesse, par suite de la demande de toutes sortes diverses de marchandises », que l' « armée de cinq millions de chômeurs d'Allemagne, d'Angleterre et d'Autriche en serait liquidée »

La croisade antisoviétique était, naturellement, « *une entreprise grandiose et sacrée, et le devoir moral de l'humanité* ». Mais oubliant tout cela et la considérant du « *point de vue naturel et dénué de sentiment des affaires pures* », Riabouchinski soulignait : « *Nous pouvons affirmer en toute sécurité qu'il n'y a pas d'entreprise au monde qui soit mieux justifiée du point de vue des affaires, ou plus profitable que celle qui effectuera la libération de la Russie. En dépensant un milliard de roubles, l'humanité ne recevra en retour pas moins de cinq milliards, c'est-à-dire 500 % par année, avec la perspective d'un accroissement ultérieur du profit chaque année de 100 à 200 %. Où pourriez-vous faire une meilleure affaire ?* ».

### **3. Coup d'œil dans les coulisses.**

Par un heureux hasard, il a été possible de jeter un coup d'œil dans quelques-uns des complots fantastiques antisoviétiques et antidémocratiques qui se tramaient en ces temps-là, dans le monde souterrain des grandes affaires et de la diplomatie allemandes dans les années 1929-1930..

Des inspecteurs de la police allemande, au cours d'une enquête courante à Francfort, tombèrent par hasard sur une certaine quantité de faux billets de banque soviétiques (des Tchervonetz) qui avaient été déposés dans un magasin, emballés par grosses liasses et. qui devaient être expédiés en U.R.S.S.

Le procès qui s'ensuivit, appelé Procès des Tchervonetz, fit sensation dans le monde entier. Au cours des débats, les noms d'un certain nombre de personnages européens éminents avaient été prononcés devant la Cour. Parmi eux, il y avait sir Henry Deterding et son agent mystérieux George Bell; le magnat tsariste du pétrole Nobel; l'industriel pro-nazi Willy Schmidt et le fameux général Hoffmann, qui mourut soudainement avant la fin du procès.

Les accusés de contrefaçon de billets de banque soviétiques étaient Bell, Schmidt et deux conspirateurs antisoviétiques géorgiens anciens collaborateurs de Noi Jordania Karoumidzé et Sadatiérachvili. Au cours du procès, il apparut que le but des accusés était d'inonder le Caucase de faux billets de banque, afin de susciter une tension politique et des désordres en Union soviétique.

« *Des facteurs économiques, remarqua le président du tribunal, tels que les puits de pétrole et les mines, paraissent avoir joué une part dominante dans le plan* ».

Il devint bientôt évident que le complot des faussaires n'était qu'une partie infime d'une conspiration gigantesque. L'industriel pro-nazi Schmidt témoigna qu'il avait été intéressé avant tout par l' « *anéantissement du communisme* » en Allemagne, mais il pensait qu'il fallait d'abord renverser le régime soviétique en Russie. Il reconnut avoir subvenu aux frais du général Hoffmann quand celui-ci s'était rendu à Londres en 1926 pour communiquer au ministre des Affaires étrangères britannique son

plan d'une alliance franco-anglo-allemande contre l'U.R.S.S, Schmidt dit à la Cour qu'il avait « *la plus grande confiance dans le général Hoffmann, tant à cause de ses qualités personnelles que par les relations qu'il devait avoir avec des gros intérêts pétroliers en Angleterre* ».

Le conspirateur géorgien Karoumidzé identifia les « *gros intérêts pétroliers* », comme étant ceux de sir Henry Deterding, qui était le principal soutien financier du complot.

D'autres témoignages établirent que de puissants groupes politiques et financiers d'Allemagne, de France et d'Angleterre avaient travaillé à l'élaboration d'un plan qui aurait séparé le Caucase de l'U.R.S.S., comme un premier acte qui aurait précipité une guerre contre la Russie. Des syndicats avaient été constitués pour « *l'exploitation économique des territoires libérés* ». L'Allemagne devait fournir des troupes, des techniciens et des armes. Les groupes franco-anglais devaient exercer une pression financière et diplomatique sur la Roumanie et la Pologne pour s'assurer leur participation dans la croisade...

Un document « *qui pourrait mettre en danger la sécurité de l'Etat allemand, s'il était rendu public* » fut lu devant la Cour à huis clos. On a dit qu'il concernait le Haut-Commandement allemand.

Le procès devenait dangereux. « *Bien que le ministère des Affaires étrangères allemand et l'ambassade britannique eussent déclaré que rien ne serait caché au public* », le *New-York Times* du 23 novembre 1927, rapporte : « *C'est un secret de polichinelle que la police a des ordres pour étouffer l'affaire* ».

Le procès des Tchervonetz se termina d'une manière soudaine et extraordinaire. Le tribunal allemand prétendit que puisque les billets de banque n'avaient pas été mis en circulation, la police les ayant saisis avant qu'ils fussent distribués, aucun faux, ni usage de faux au sens strict des mots n'avaient été commis. Bien que « *la contrefaçon de la monnaie soviétique fut définitivement prouvée* », les faussaires et leurs associés « *étaient inspirés par des mobiles politiques désintéressés, et un acquittement était justifié* ». Les conspirateurs accusés sortirent de la salle en hommes libres.

Les journaux cessèrent de parler de cette affaire sensationnelle, après que sir Henry Deterding eut déclaré en public : « *Il est vrai que j'ai connu le général Hoffmann. Je l'admirais comme soldat et comme meneur d'hommes. Et malheureusement, il est mort maintenant et ne peut pas se défendre. Mais je le défendrai... Le général Hoffmann était un ennemi implacable du bolchévisme. Il a travaillé pendant des années à la réalisation d'un plan qui unirait les grandes puissances contre le danger russe... Qu'il était acharné dans sa lutte contre Moscou, tous ceux qui étudient la politique d'après-guerre le savent. C'est un grand malheur qu'il soit mort, car il aurait répondu sur tous les points à ses diffamateurs* ».

#### **4. La fin du monde.**

L'offensive projetée contre l'U.R.S.S. fut remise de 1929 à l'été de 1930. La raison que les milieux russes-blancs donnèrent à ce retard était « *l'impréparation française* », mais on savait partout que des désaccords sur les « *zones d'influence dans les territoires libérés* », s'étaient produits entre les divers groupes. Les groupes français et anglais se disputaient le contrôle du Caucase et du bassin houiller du Donetz ; et ensemble, ils s'opposaient aux revendications allemandes sur l'Ukraine. Néanmoins sir Henry Deterding, le véritable chef du mouvement, pensait avec optimisme que ces divergences pourraient être aplanies et prédisait le commencement de la guerre pour l'été de 1930.

Le 15 juin 1930, répondant à une lettre d'un Russe-blanc qui le remerciait d'une somme d'argent qu'il avait reçue, Deterding écrivait « *Si vous désirez réellement manifester votre reconnaissance, je vous demanderais de vous efforcer, dans la nouvelle Russie qui va renaître avant quelques mois, d'être un des meilleurs fils de votre patrie* ».

Le mois suivant, sir Henry Deterding était l'orateur principal d'une cérémonie organisée pour célébrer le 10e anniversaire de la fondation à Paris d'une école normale russe qui était une académie militaire pour les fils des officiers et des aristocrates russes-blancs. L'assistance était composée de princes et de princesses, d'évêques, de généraux et d'officiers émigrés. Il y avait également de hautes personnalités de l'armée française en grande tenue.

Deterding commença son discours en disant à ses auditeurs qu'ils n'avaient pas besoin de le remercier pour l'aide qu'il apportait à leur cause, car il ne faisait que remplir son devoir envers la civilisation occidentale. S'adressant à un groupe de jeunes russes-blancs en uniformes, il leur dit :

« *Vous devez compter sur vous-mêmes. Vous devez vous rappeler que toute votre activité, c'est sur*

*le sol natal russe qu'elle se manifesterà. L'espérance d'une prochaine libération de la Russie - qui souffre actuellement d'une calamité nationale - grandit et devient plus forte de jour en jour. L'heure de l'émancipation de votre grande patrie est à portée de la main ».*

Tout l'auditoire, et les officiers français pas avec moins d'enthousiasme que les Russes-blancs, applaudit à la conclusion de l'exposé : «*La libération de la Russie se réalisera beaucoup plus tôt que nous le pensons tous. C'est peut-être même l'affaire de quelques mois !* ».

Ces préparatifs de guerre furent interrompus par une catastrophe inattendue ; la crise mondiale.

Le 18 décembre 1930, ..Mussolini résuma en quelques mots les effets de cet événement sans précédent en Europe : « *La situation de l'Italie était satisfaisante jusqu'à la fin de 1929, lorsque le krach du marché américain éclata soudainement comme une bombe. Pour nous autres, pauvres Européens, ce fut une grande surprise. Nous demeurâmes étonnés, comme le monde le fut à l'annonce de la mort de Napoléon... Tout-à-coup, le beau décor s'effondra et nous vécûmes une série de jours sombres. La crise s'approfondit... A partir de ce jour, nous fûmes aussi repoussé en pleine mer et depuis, la navigation est devenue extrêmement difficile pour nous* ».

Le chômage, la famine, la démoralisation générale et le dénuement furent les conséquences inévitables du krach économique qui, parti de Wall Street, balaya bientôt comme un cyclone l'Europe et l'Asie, touchant tous les pays qui avaient pris part à la Sainte-alliance contre le bolchévisme.

De grandes banques et des concerns industriels sautaient presque chaque jour ; des petits rentiers étaient ruinés, des travailleurs étaient jetés à la rue. Tandis que des milliers d'hommes souffraient de la faim, le blé pourrissait dans les silos pleins; le grain en excédent était enfoui dans la terre; on brûlait du café dans les hauts-fourneaux ; on rejetait le poisson à la mer. Le monde ne pouvait plus payer les marchandises qu'il avait produites en surabondance. Tout un système de distribution économique s'écroulait.

Au début de 1931, Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, écrivait à M. Moret, gouverneur de la Banque de France : « A moins qu'on prenne des mesures énergiques pour le sauver, le système capitaliste, dans le monde civilisé, est détruit avant un ».

Un monde était tombé en ruines et, au milieu du désastre effrayant, des nations entières d'êtres humains déroutés erraient comme des âmes perdues...

En Extrême-Orient, le Japon profita de l'occasion. La première phase du plan Tanaka se réalisait.

Dans la nuit du 18 septembre 1931, un corps expéditionnaire japonais envahit la Mandchourie. Les armées chinoises du Kuomintang, qui luttaient encore contre les communistes chinois, furent attaqués par surprise et n'offrirent que peu de résistance. Le Japon occupa la Mandchourie « pour sauver la Chine-du bolchevisme »...

La seconde guerre mondiale avait commencé, mais pas tout-à-fait comme on l'avait imaginé.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*On trouvera des documents et des commentaires sur l'atmosphère diplomatique en Europe et en Asie pendant cette période dans le livre de PALME DUTT, Worlds Politics (La guerre mondiale) et dans celui de F.L. SCHUMAN,, International Politics (La politique internationale).*

*Le plan Tanaka a été réimprimé dans la brochure Le brigandage japonais en Mandchourie. La biographie de Sir Henry Deterding par CLYN ROBERTS contient de nombreuses révélations sur les fiévreuses intrigues antisoviétiques au quelles participèrent Deterding, Hoffmann, etc... pendant cette période. Le récit de la réunion à Paris, en 1928, à laquelle assista, le professeur Ramzine et où Denisov annonça que l'état-major français avait conçu un plan d'attaque contre l'U.R.S.S. est tiré des dépositions devant le Tribunal militaire de la Cour suprême de l'U.R.S.S., de Ramzine et autres, telles qu'elles figurent dans le sténogramme des débats publiés sous le titre Le Procès des Industriels de Moscou. On y trouve aussi des détails sur le plan d'attaque de l'U.R.S.S. et les diverses négociations de Ramzine et Cie avec des personnalités françaises, anglaises et allemandes de la politique et de l'industrie. La mystérieuse affaire \_des Tchervonetz est racontée par Clyn Roberts dans sa biographie de Deterding. Voir aussi les articles du New-York Times sur le procès de 1927 et le livre d'ERNEST HENRI, Hitler over Russia ?*



## CHAPITRE XIII

### TROIS PROCES

#### 1. Le procès du Parti industriel.

Le seul pays qui ne fut pas touché par la crise mondiale fut ce sixième du globe qui avait été délibérément exclu des affaires mondiales depuis 1917, l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Tandis que le reste de l'humanité se débattait sous l'étreinte de la crise, l'Union soviétique avait entrepris la plus grandiose expansion industrielle et économique de toute l'histoire. Le plan quinquennal de Staline galvanisait la vieille Russie et lui faisait accomplir des exploits de travail créateur sans précédents. Des villes entières surgissaient sur la steppe nue; des mines, des minoteries, des usines nouvelles jaillissaient. Des millions de paysans sortaient de leur nuit et se transformaient en ouvriers qualifiés, en ingénieurs, en savants, en médecins, en architectes et en professeurs. En quelques années, les progrès de mille ans furent réalisés, et les moujiks, dont les ancêtres depuis des temps immémoriaux avaient courbé leur dos couvert de haillons sur des faux primitives, des piochés et des charrues en bois, cultivaient la terre enrichie d'engrais avec des tracteurs et des machines agricoles combinées et combattaient les parasites avec des produits chimiques répandus par des avions. Et au sein de ce gigantesque effort national et révolutionnaire, une génération soviétique qui n'avait jamais connu la dégradante vie sous la tyrannie tzariste, atteignait l'âge d'homme.

A la même époque, le Gouvernement soviétique frappait durement les ennemis intérieurs. Une série de trois procès exposèrent et anéantirent les intrigues du *Torgprom* qui représentaient les derniers grands efforts de l'impérialisme anglo-fançais, et de la contre-révolution tzariste contre la Russie.

Le 28 octobre 1930, le professeur Ramzine, ainsi que plusieurs autres dirigeants et membres du Parti industriel, furent surpris et arrêtés. Des agents de la Guépéou perquisitionnèrent simultanément dans toute l'Union soviétique et des membres clandestins des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, des gardes blancs et un certain nombre d'agents secrets polonais, français et roumains furent mis en prison.

Le procès du Parti industriel eut lieu devant le Tribunal suprême de l'U.R.S.S. à Moscou et dura du 25 novembre au 7 décembre 1930. Les huit accusés parmi lesquels se trouvaient le professeur Ramzine et Victor Laritchev étaient inculpés d'avoir aidé des conspirations étrangères de sabotage et d'espionnage et d'avoir comploté pour renverser le Gouvernement soviétique. Mis en présence des preuves que des agents secrets soviétiques avaient recueillies contre eux, les accusés, l'un après l'autre, confondus, se reconnurent coupables. Leurs dépositions non seulement donnaient tous les détails de leurs actes d'espionnage et de sabotage, mais impliquaient aussi Sir Henry Deterding, le colonel Joinville, Leslie Urqhart, Raymond Poincaré et d'autres officiers, hommes d'État, hommes d'affaire émirent d'Europe qui avaient soutenu le Parti industriel et le *Torgprom*.

Cinq des accusés parmi lesquels Ramzine et Laritchev furent condamnés à la peine capitale, comme traîtres à leur pays. Les trois autres inculpés, des techniciens qui avaient obéi à des ordres, furent condamnés à 10 ans de prison<sup>45</sup>.

#### 2. Le procès des menchéviks.

Peu de temps après la débâcle du Parti industriel, les autorités soviétiques frappèrent à nouveau. Le 1<sup>er</sup> mars 1931, quatorze dirigeants d'un vaste réseau de sabotage, composé d'anciens menchéviks,

---

<sup>45</sup> Deux jours après la fin du procès, le professeur Ramzine et les quatre autres accusés qui avaient été condamnés à mort adressèrent un recours en grâce au Tribunal suprême. Le Tribunal accepta leur demande et commua la peine capitale en 10 années d'emprisonnement en se basant sur le fait que Ramzine et ses amis avaient été les instruments des véritables conspirateurs qui étaient à l'étranger. L'année suivante, le professeur Ramzine, à qui les autorités soviétiques avaient accordé la possibilité de continuer son travail scientifique, fut complètement gagné au mode de vie soviétique et apporta une contribution de valeur au programme industriel de l'U.R.S.S. Le 7 juillet 1943, le professeur Ramzine reçut l'ordre de Lénine et le prix Staline de 30.000 dollars pour l'invention d'un turbo-générateur simplifié dont on dit qu'il est le meilleur du monde. Par un décret du Kremlin, ce turbo-générateur porte le nom de l'inventeur.

furent appelés à être jugés par le Tribunal suprême de l'U.R.S.S. à Moscou<sup>46</sup>.

Les inculpés au procès des menchéviks comprenaient quelques hauts fonctionnaires des services administratifs et techniques de l'U.R.S.S. Aux premières heures du régime soviétique, ces mencheviks avaient prétendu renoncer à leur hostilité contre les Bolchéviks. En coopération avec le Parti industriel et d'autres éléments antisoviétiques secrets, ils avaient manœuvré pour obtenir des postes-clé dans le gouvernement. Un des conspirateurs menchéviks, Groman, avait une haute situation dans le comité du plan d'industrialisation, le Gosplan, et avait essayé de saboter des tranches du premier plan quinquennal en donnant des estimations inexactes et en baissant les normes de production dans les industries essentielles.

Entre 1928 et 1930, le « bureau pan-russe », qui était le comité central de l'organisation menchévik secrète, reçut de diverses sources de l'étranger, environ 500.000 roubles. Le plus généreux souscripteur était le *Torgprom*, mais d'autres groupes antisoviétiques faisaient aussi des dons substantiels aux conspirateurs et maintenaient avec eux d'étroits contacts. Les menchéviks étaient fortement soutenus par la Ile Internationale, l'organisation ouvrière contrôlée par les social-démocrates et les socialistes antisoviétiques.

Selon les accusés, leur principale liaison avec les milieux antisoviétiques à l'étranger se faisait par l'intermédiaire de l'ancien dirigeant menchévik Raphael Abramovitch, qui s'était enfui en Allemagne après la Révolution. Un des éléments actifs de la conspiration, Vassili Scher, déclara « *En 1928, Abramovitch vint de l'étranger. Nous, les membres du « Bureau pan-russe » avons été prévenus de son voyage. Abramovitch souligna la nécessité de concentrer l'essentiel du travail sur les groupes de fonctionnaires soviétiques responsables. Il souligna aussi que ces groupes devaient être unis et accélérer d'une manière plus décisive leur activité désorganisatrice* ».

Un autre des conspirateurs menchéviks, Lazare Saikind, dit au tribunal: « *Abramovitch conclut qu'il était nécessaire de commencer de mettre en application des méthodes de sabotage actif dans les diverses branches du système économique soviétique, de désorganiser le plan économique soviétique aux yeux de la classe ouvrière et des masses paysannes. Abramovitch déclara que la deuxième base de la lutte contre le pouvoir soviétique était l'intervention militaire*<sup>47</sup> ».

Le 9 mars 1931, le Tribunal suprême de l'U.R.S.S. rendit son jugement. Les accusés menchéviks furent condamnés à des peines de prison de 5 à 10 ans.

### 3. Le procès des Ingénieurs de la Vickers.

Vers 9 h. 30 du soir, le 11 mars 1933, le gouvernement soviétique donna le coup final aux derniers éléments de la conspiration du *Torgprom*. Les agents de la Guépéou arrêtaient six ingénieurs anglais et dix Russes tous employés du bureau à Moscou du trust anglais d'installations électriques, la Métropole-Vickers. Les sujets britanniques et leurs complices russes étaient accusés d'avoir fait couvrir d'espionnage et de sabotage en U.R.S.S., au profit du Service secret britannique.

Le principal représentant de la Vickers à Moscou était le Capitaine Richards. Il était parti précipitamment pour l'Angleterre tout juste avant les arrestations. Richards avait été un agent britannique en Russie jusqu'en 1917; comme chef d'un détachement de l'Intelligence Service, il avait pris part aux intrigues antisoviétiques qui avaient précédé l'occupation alliée d'Arkhangel. Sous la direction de Richards, le bureau de Moscou de la Metro-Vickers était devenu par la suite le centre des agissements du Service secret en Russie.

Parmi les « techniciens » anglais arrêtés par les autorités soviétiques, il y avait un des anciens collaborateurs de Richards dans l'expédition d'Arkhangel, Allan Monkhouse, qui était redevenu son adjoint. Monkhouse, tout en plaçant non coupable pour les accusations dont il était l'objet, reconnut qu'il avait été le collaborateur de Richards. Il déclara : « *J'ai rencontré Mr. Richards à Moscou en 1917 et plus tard à Arkhangel, où, je le confirme, il avait le grade de capitaine de l'Intelligence Service. Je sais que Mr. Richards était à Moscou en avril ou mai 1918. Je ne sais pas pour quelles raisons, mais d'après ce qu'il m'a dit, il avait traversé clandestinement la frontière en Finlande. En 1923, il fut nommé directeur de la Metropolitan Vickers Electrical Export Company. La même année, il venait à*

<sup>46</sup> Les menchéviks étaient une fraction au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, qui fut la première organisation marxiste russe. Au deuxième congrès du P.O.S.D.R. qui se tint à Londres en 1903, l'organisation se scinda en deux groupes rivaux. Par la suite, ces deux groupes se constituèrent en partis distincts. Le groupe de Lénine fut appelé bolchévik (de bolchinstvo, majorité) ; les opposants à Lénine furent appelés menchéviks (de menchinstvo, minorité). Les Bolchéviks, sur la proposition de Lénine, prirent plus tard le nom de communistes et le titre officiel du Parti bolchévik devint : Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. Les menchéviks correspondaient aux social-démocrates et socialistes européens, avec lesquels ils entretenaient des relations personnelles et d'organisation.

<sup>47</sup> La Ile Internationale dénonça le procès des menchéviks en le qualifiant de « persécution politique » par la « dictature bureaucratique » de Staline. Abramovitch rédigea un rapport dans lequel il niait avoir été en U.R.S.S. et-y avoir participé à des conférences secrètes. Toutefois, il reconnut « que notre Parti avait en U.R.S.S. une organisation illégale active, dont les représentants ou les personnalités étaient en liaison par correspondance, et du point de vue de l'organisation, avec notre délégation étrangère à Berlin ». Abramovitch se rendit plus tard aux Etats-Unis. Sui son activité en Amérique, voir p. 467, chapitre XXIII, paragraphe 1.

*Moscou pour négocier la fourniture de matériel ».*

Monkhouse avait été renvoyé en Russie en 1924, pour travailler sous les ordres de Richards au bureau de Moscou de la Vickers.

Leslie Thornton, un autre des employés de la Vickers arrêtés, qui avait été envoyé à Moscou comme ingénieur constructeur en chef de la Vickers, était le fils d'un riche filateur tzariste et était sujet russe de naissance. Il s'était fait naturaliser anglais et était devenu un agent du Service secret britannique. Deux jours après son arrestation, Thornton écrit et signa une déposition dans laquelle il disait : *« Toutes nos opérations d'espionnage sur le territoire de l'U.R.S.S. étaient dirigées par l'Intelligence Service britannique, à travers son agent Richards, qui était le directeur général de la Metropolitan Vickers Electrical Export Compagny, Ltd. Des opérations d'espionnage sur le territoire de l'U.R.S.S. étaient faites sous ma direction et celle de Monkhouse, représentant de la firme anglaise indiquée ci-dessus, qui, par des contrats officiels passés avec le gouvernement soviétique devaient fournir des turbines et de l'équipement électrique et assurer une collaboration technique. Conformément aux instructions que me donna Richards, le personnel anglais était peu à peu entraîné dans l'appareil d'espionnage après leur arrivée sur le territoire soviétique et recevait des instructions sur la nature des renseignements demandés ».*

« L'ingénieur » de la Vickers, William Mac Donald, reconnu aussi le bien fondé de l'accusation et déclara : *« Le chef du travail de reconnaissance en U.R.S.S., couvert par la Metropolitan Vickers, était Mr. Thornton qui travaillait à Moscou en qualité d'ingénieur-constructeur en chef. Le directeur du bureau était Mr. Monkhouse qui participait aussi au travail illégal de M. Thornton. L'adjoint de Mr. Thornton pour les déplacements, et son collaborateur en fait d'espionnage, était l'ingénieur Cushny, officier de l'armée anglaise et actuellement ingénieur de la firme Metropolitan Vickers. Voilà le groupe dirigeant des agents de reconnaissance qui pratiquaient l'espionnage en U.R.S.S. ».*

L'arrestation de ces trois « ingénieurs » de la Vickers fut l'occasion de déclencher une tempête de protestations antisoviétiques en Angleterre. Le premier ministre Stanley Baldwin, sans attendre de connaître les accusations et les preuves de l'affaire, déclara que les sujets britanniques qui avaient été arrêtés, étaient absolument innocents. Les membres conservateurs du Parlement demandèrent de nouveau la rupture de toutes les relations diplomatiques et commerciales avec Moscou. L'ambassadeur de Grande-Bretagne en U.R.S.S., Sir Edmond Ovey, un ami de Sir Henry Deterding, se précipita au commissariat des Affaires étrangères et dit à Maxime Litvinov que les prisonniers devaient être immédiatement relaxés sans procès afin d'éviter *« de graves conséquences pour nos relations mutuelles ».*

Quand le procès s'ouvrit enfin, le 12 avril, dans la salle bleue de l'antique Club de la Noblesse de Moscou, le *Times* de Londres de ce jour parla d'un *« tribunal trié, aux ordres de l'accusation »*. L'*Observer* du 16 avril, disait du procès que c'était *« une cérémonie présentée au nom de la justice, mais ne ressemblait en rien à aucune des procédures judiciaires que connaisse la civilisation »*.

Le *Daily Express*, du 18 avril, décrivait le procureur soviétique Vychinski en ces termes : *« Le Russe aux cheveux carotte, à la figure congestionnée, crachait des insultes en frappant sur la table »*. L'*Evening Standard*, de la même semaine, dit du conseiller de la défense Braude que c'était *« la sorte de juif qu'on peut rencontrer tous les soirs dans Shaftsbury Avenue »*.

On donnait à entendre à l'opinion publique anglaise qu'aucun véritable procès des accusés n'était fait et que les ingénieurs britanniques étaient soumis aux plus effrayantes tortures pour leur arracher la reconnaissance de leur culpabilité. Le *Daily Express*, du 20 mars, s'était exclamé *« Nos compatriotes subissent les horreurs d'une prison russe ! »* Le *Times*, du 17 avril, déclarait : *« On éprouve une grande inquiétude sur ce qui arrive à Mr. Mac Donald dans sa prison entre les audiences du tribunal. Ceux qui connaissent depuis longtemps les méthodes de la Tchéka pensent que sa vie est en danger »*. Le *Daily Mail*, de Lord Rothermere, qui avant peu de mois devait devenir l'organe officieux du Parti fasciste britannique de Sir Oswald Mosley, parla à ses lecteurs d'une étrange *« drogue tibétaine »* qui était utilisée par la Guépéou pour détruire la force de volonté de ses *« victimes »*.

Pourtant, tous les sujets britanniques firent savoir par la suite qu'ils avaient été traités avec une grande politesse et considération par les autorités soviétiques. Aucun d'eux n'avait été soumis à aucune forme de coercition, de méthode du 3e degré ou de violence. Allan Monkhouse qui, en présence d'une masse de preuves, continua au contraire à nier effrontément qu'il avait la moindre connaissance de ce que faisaient ses collègues, déclara dans le *London Dispatch*, du 15 mars, en parlant des instructions de la Guépéou : *« Ils furent extrêmement gentils pour moi et tout à fait raisonnables dans leur interrogatoire. Mes instructeurs semblaient être des hommes de premier ordre qui connaissaient leur affaire. La prison de la Guépéou est le dernier cri du modernisme, tout-à-fait propre, en ordre et bien organisée. C'est la première fois que j'ai été arrêté, mais j'ai visité des prisons anglaises et je peux assurer que celles de la Guépéou leur sont bien supérieures... Les fonctionnaires de la Guépéou montraient un souci constant de mon confort »*.

Néanmoins, le gouvernement britannique sous la pression des conservateurs, mit l'embargo sur

toutes les importations, d'origine soviétique. Les relations commerciales entre les deux pays furent interrompues...

Le 15 avril, après une entrevue particulière avec des représentants britanniques à Moscou, Leslie Thornton rétracta tout-à-coup la reconnaissance de culpabilité qu'il avait signée. Au tribunal, il reconnut que les faits qu'il avait consignés étaient exacts dans l'essentiel; mais le mot « espion », dit-il, n'était pas juste. Essayant d'expliquer pourquoi il avait employé ce mot la première fois, Thornton dit qu'alors il était «*énervé* ». Interrogé publiquement devant le tribunal par le procureur soviétique Vychinski, il reconnut avoir fait ses déclarations « librement de son gré », sans aucune pression ni coercition, et avec les mots qu'il avait voulu:

VYCHINSKI..- *Rien n'y été altéré?*

THORNTON. - *Non, vous n'y avez rien changé.*

VYCHINSKI. - *Mais peut-être le procureur adjoint Roginski l'a fait?*

THORNTON. - *Non.*

VYCHINSKI. - *Peut-être la Guépéou les a altérés ?*

THORNTON. - *Non, j'ai signé de ma main.*

VYCHINSKI. - *Et avec votre tête ? Quand vous écriviez, réfléchissiez-vous ?*

THORNTON. - *(ne répond pas).*

VYCHINSKI. - *Et quelle tête pense pour vous aujourd'hui ?*

THORNTON. - *Aujourd'hui, je me sens différent.*

William Mac Donald, après un entretien particulier avec des représentants britanniques à Moscou, lui aussi, rétracta ses dépositions premières. Ensuite, mis en présence des preuves accumulées par les autorités soviétiques, Mac Donald changea à nouveau d'idée et revint à sa reconnaissance de culpabilité du début. Ses derniers mots au tribunal furent : «*J'ai reconnu ma culpabilité et je n'ai rien de plus à ajouter* ».

Le 18 avril, le Tribunal Suprême de l'U.R.S.S. prononça son jugement. Sauf une exception, tous les complices russes furent reconnus coupables et condamnés à des peines de 3 à 10 ans de prison. Le sujet britannique Albert Gregory fut acquitté en tenant compte que les preuves contre lui étaient insuffisantes. Les cinq autres ingénieurs anglais furent reconnus coupables. Monkhouse, Nordwall et Cushny reçurent l'ordre de quitter le territoire de l'Union soviétique. Leslie Thornton et William Mac Donald furent respectivement condamnés à 2 et 3 ans de prison..

Les condamnations étaient légères et l'affaire rapidement terminée. Le Gouvernement soviétique avait atteint son but d'anéantir les derniers vestiges de la conspiration du *Torgprom* et le centre des agissements de l'Intelligence Service britannique en Russie. Un compromis fut conclu entre les gouvernements britannique et soviétique. Les relations commerciales furent rétablies et les inculpés britanniques, y compris Thornton et Mac Donald, renvoyés en Angleterre...

Un phénomène bien plus dangereux que l'hostilité des conservateurs contre l'U.R.S.S. venait de se produire sur l'horizon international.

Adolf Hitler s'était emparé du pouvoir suprême en Allemagne.



## CHAPITRE XIV

### LA FIN D'UNE EPOQUE

Le thème de propagande qu'était le « danger bolchévik » avait conduit le nazisme au pouvoir. Sous le prétexte de sauver l'Allemagne du communisme, Adolf Hitler, obscur caporal autrichien et espion de la Reichswehr, était devenu le chancelier du Reich allemand. Dans la nuit du 27 février 1933, Hitler monta encore plus haut grâce à un acte suprême de provocation, l'incendie du Reichstag. Hitler proclama que le feu, mis par les nazis eux-mêmes, devait être le signal d'un soulèvement communiste contre le gouvernement de l'Allemagne. Avec ce prétexte, les nazis instaurèrent l'état de siège, emprisonnèrent ou assassinèrent les antifascistes notoires et détruisirent les syndicats. Sur les ruines carbonisées du Reichstag, Hitler se proclama le führer du III<sup>e</sup> Reich.

Le troisième Reich remplaça la contre-révolution blanche tzariste comme bastion mondial de la réaction et de l'anti-démocratie. Le nazisme fut l'apothéose de la contre-révolution, équipée avec les formidables ressources industrielles et militaires de l'impérialisme allemand ressuscité. Son credo politique était une résurrection des haines sombres et des préjugés fanatiques du \_tzarisme. Les sections d'assaut étaient les Cent-Noirs réapparus et élevés au rang d'organisation militaire régulière. Les pogromes de masse et l'extermination de peuples entiers faisaient partie du programme officiel du gouvernement du Troisième Reich. Les *Protocoles des Sages de Sion* nourrissaient l'idéologie nazie. Les chefs nazis eux-mêmes étaient les fils spirituels des Wrangel et des Ungern de la Terreur blanche en Russie.

Les quinze années de fausse paix et de guerre secrète contre la démocratie et le progrès dans le monde, sous le slogan de l' «antibolchévisme » avaient produit leur fruit inévitable. Les flammes qui avaient anéanti le Reichstag devaient bientôt s'étendre et se multiplier jusqu'à menacer la terre entière...

«*Nous repartons à six siècles en arrière*», écrivait Hitler dans *Mein Kampf*. « *Nous renversons l'éternelle migration des Allemands vers le Sud et l'Ouest de l'Europe et nous regardons vers l'Est. Dans cette voie, nous mettons fin aux politiques coloniales et commerciales d'avant-guerre et nous passons à la politique territoriale de l'avenir. Si nous parlons d'un nouveau sol, nous ne pouvons que penser d'abord à la Russie et aux Etats frontières qui lui sont soumis* ».

L'appât de l' «antibolchévisme » amena, comme par une force magnétique puissante, les forces de la réaction et de l'impérialisme mondial à donner leur appui à Adolf Hitler.

Les mêmes hommes d'Etat et les mêmes militaires, qui avaient auparavant appuyé toutes les intrigues et les conspirations des Russes-blancs contre la Russie soviétique, devenaient maintenant les principaux apologistes et les plus ardents défenseurs du nazisme.. En France, les milieux antibolchéviques qui avaient entouré le maréchal Foch et ses anciens collaborateurs Pétain et Weygand, fermèrent les yeux sur la menace que le nazisme constituait pour leur propre pays dans leur empressement de s'allier avec ce nouveau mouvement antibolchévik, et le plus puissant de tous. Mannerheim de Finlande, Horthy de Hongrie, Sirovy de Tchécoslovaquie et, toutes les autres marionnettes européennes de cette guerre secrète antisoviétique, se convertirent en une nuit en avant-garde de l'agression nazie vers l'Est.

En mai 1933, quelques mois seulement après la prise du pouvoir en Allemagne par Hitler, Alfred Rosenberg se rendit en Angleterre pour conférer avec Sir Henry Deterding. Le « philosophe » nazi fut l'hôte du magnat du pétrole dans sa propriété de Buckhurst Park, près du château de Windsor. Il y avait déjà un groupe pro-nazi puissant et grandissant parmi les conservateurs anglais partisans de la croisade antibolchévique.

Le 28 novembre 1933, le *Daily Mail*, de lord Rothermere, proclama le thème qui devait bientôt dominer toute la politique étrangère anglaise : « *Les jeunes nazis audacieux d'Allemagne sont les protecteurs de l'Europe contre le danger communiste... L'Allemagne doit avoir les coudées franches... Le détournement des réserves d'énergie et des capacités d'organisation de l'Allemagne vers la Russie bolchévique aiderait à ramener le peuple russe à une vie civilisée et ramènerait peut-être le cours des affaires mondiales une fois de plus vers la prospérité* ».

Sous la direction des nazis, toutes les forces éparpillées de l'antibolchévisme mondial, de la contre-révolution blanche et des adversaires de la démocratie, se trouvèrent mobilisées en une force internationale unique pour l'anéantissement de la démocratie en Europe, l'invasion de l'U.R.S.S. et, éventuellement, pour la domination espérée du monde.

Mais il y avait dans les démocraties occidentales des hommes d'Etat prévoyants qui refusèrent

d'accepter l'antibolchévisme d'Hitler comme une circonstance atténuante de tous les crimes et complots nazis. En Angleterre et aux Etats-Unis, il y avait deux hommes éminents qui virent dès le début qu'avec le triomphe du nazisme en Allemagne une ère de l'histoire mondiale prenait fin. Les quinze années de guerre secrète contre l'U.R.S.S. avaient suscité un Frankenstein au cœur de l'Europe, un monstre militarisé qui menaçait la paix et la sécurité de toutes les nations libres.

Comme les troupes d'assaut d'Hitler marchaient dans les rues allemandes, en agitant leurs matraques et en chantant : « *Aujourd'hui l'Allemagne est à nous, demain ce sera le monde !* » une voix anglaise s'élevait pour lancer un avertissement et un cri d'alarme prophétique. On ne s'attendait pas à ce que ce fut celle de Winston Churchill, qui avait été le chef des conservateurs antibolchéviques.

En décembre 1933, Churchill rompit dramatiquement avec ses amis conservateurs et dénonça le nazisme comme une menace contre l'Empire britannique. Répondant directement à l'appréciation de lord Rothermere que ces « *jeunes nazis audacieux d'Allemagne sont les protecteurs de l'Europe contre le danger communiste* », Churchill déclara : « *Toutes ces bandes de jeunes Teutons audacieux qui marchent dans les rues et sur les routes rie l'Allemagne, cherchent des armes et quand ils en auront, croyez-moi, ils réclameront leurs terres, leurs colonies perdues et lorsqu'ils formuleront cette demande, cela ne manquera pas de secouer et peut-être de briser jusque dans leurs fondations toutes les nations* ».

Churchill faisait appel à une entente avec la France et même avec l'U.R.S.S. contre l'Allemagne nazie. Il fut dénoncé comme traître et fauteur de guerre par ceux qui l'avaient salué comme un héros de la cause antibolchévique.

De l'autre côté de l'Atlantique, un autre homme vit aussi qu'une ère de l'histoire du monde avait pris fin. Le président nouvellement élu des Etats-Unis, Franklin Roosevelt, renversa brusquement la politique antisoviétique que son prédécesseur Herbert Hoover avait poursuivie. Le 16 novembre 1933, des relations diplomatiques totales furent établies entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Le même jour, le président Roosevelt envoyait une lettre à Maxime Litvinov dans laquelle il lui disait : « *J'espère que les relations maintenant établies entre nos peuples demeureront pour toujours normales et amicales et que nos nations dorénavant pourront collaborer à leur profit mutuel et pour la sauvegarde de la paix mondiale* <sup>48</sup> ».

Avant un an, l'Allemagne nazie s'était retirée de la Société des Nations, où sa place fut prise par l'Union Soviétique.

La nouvelle ère avait commencée. Elle devait être l'ère des plus fantastiques et des plus formidables trahisons de l'histoire; une ère sans parallèle dans le passé de la diplomatie, soutenue par la terreur, l'assassinat, les conspirations, les coups d'Etat, la fraude et la ruse.

Elle devait atteindre son point culminant dans la deuxième guerre mondiale.

#### NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

*Les faits relatifs au procès des conspirateurs du Parti industriel, dans l'hiver de 1930 ont été pris dans les journaux de l'époque et dans le compte rendu sténographique des débats du Procès des Industriels de Moscou. Les dépositions au procès des menchéviks, en mars 1931, sont extraites du compte rendu du procès. Un ensemble d'articles relatifs à ce procès, par des émigrés russes menchéviks et leurs amis de la IIe Internationale, a été réuni dans une brochure, Le Procès de Moscou et L'Internationale ouvrière socialiste; dans cette brochure, figure un article de Raphael Abramovitch, « Mon voyage à Moscou » dans lequel il dément certaines des accusations formulées contre lui au procès, mais reconnaît l'existence d'une conspiration menchévik secrète en U.R.S.S.*

*Un compte rendu sténographique du procès des ingénieurs de la Vickers en avril 1933 a été publié en trois volumes sous le titre Le Procès des Ingénieurs de la Vickers. On trouve dans le Red Paper, publié à Moscou par le Gouvernement soviétique le 16 avril 1933 un récit très intéressant et révélateur des discussions qui eurent lieu entre l'ambassadeur d'Angleterre en U.R.S.S., Sir Esmond Ovey, et le commissaire aux Affaires étrangères soviétique Maxime Litvinov, à propos de l'arrestation et du procès des Ingénieurs de la Vickers. Le livre d'ALLAN MONKHOUSE, Moscow 1911-1933 donne sa version de son arrestation et de son procès. On trouvera dans **The Press and the Moscow Trial**, par MAURICE LOBB, une courte mais intéressante revue des réactions de*

<sup>48</sup> La même année, le colonel Robins avait revisité l'U.R.S.S. et, au cours d'un voyage de trois mois, il avait inspecté les institutions sociales et économiques soviétiques. Robins avait parcouru plus de 12.000 km et recueilli des données appréciables sur les progrès qui avaient été réalisés dans le pays depuis la Révolution. Avant son départ de Moscou, Staline avait accordé à Robins un long entretien particulier au cours duquel ils avaient discuté des relations soviéto-américaines. A son retour en Amérique, Robins fut invité à se rendre à la Maison Blanche pour faire un compte rendu de son voyage au président Roosevelt, qui, peu après, annonça la reconnaissance du régime soviétique par l'Amérique

la presse anglaise.

Pour la description de l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, les auteurs se sont particulièrement référés au livre de KONRAD HEIDEN, A History of National Socialism. On a également utilisé le livre d'HITLER, Mon ordre nouveau; quant à Mein Kampf, il offre l'exemple le plus éclatant de l'emploi par la contre-révolution fasciste du slogan de propagande : « la menace du bolchévisme ». Les sources utiles de documentation pour la période qui a immédiatement suivi l'instauration du 111<sup>e</sup> Reich sont :

Roosevelt's Foreign Policy, 1933-1941 (La politique étrangère de Roosevelt),

F. SCHUMAN, Europe on the Eve (L'Europe à la veille),

The Brown Network (Le filet brun),

E. HENRI, Hitler over Europe et Hitler over Russia ?



## **LIVRE TROISIEME**

# **LA "CINQUIÈME COLONNE " EN RUSSIE**



## CHAPITRE XV

### LE CHEMIN DE LA TRAHISON

#### 1. Un rebelle parmi les révolutionnaires.

A partir du moment où Hitler s'empara du pouvoir en Allemagne, la contre-révolution internationale fit partie intégrante du plan nazi de conquête du monde. Dans tous les pays, Hitler mobilisa les éléments contre-révolutionnaires qui, dans les quinze dernières années, s'étaient organisés dans le monde. Ces éléments devenaient maintenant la cinquième colonne de l'Allemagne nazie, organisation de trahison, d'espionnage et de terreur. Ces cinquièmes colonnes étaient l'avant-garde clandestine de la Wehrmacht allemande.

Une des plus puissantes et des plus importantes de ces cinquièmes colonnes manœuvrait en Russie. Elle était dirigée par un homme qui est sans doute le renégat politique le plus étonnant de toute l'histoire. Le nom de cet homme était Léon Trotski.

Lorsque le troisième Reich commença son existence, Trotski était déjà le chef d'une conspiration antisoviétique internationale, avec des forces puissantes en Union soviétique. Trotski, en exil, complotait le renversement du Gouvernement soviétique, son retour en Russie et la réalisation de ce pouvoir personnel qu'il avait été si près de saisir un jour.

«*Il y a eu un moment* » a écrit Winston Churchill dans ses *Great Contemporaries*, «*où Trotski a été tout près du trône vide des Romanov* ».

En 1919-1920, la presse mondiale traitait Trotski de « *Napoléon rouge* ». Il était commissaire du peuple à la Guerre. Vêtu d'une élégante vareuse militaire, ayant aux pieds de grandes bottes brillantes et portant un pistolet automatique à la ceinture, Trotski faisait le tour des fronts de bataille en prononçant des discours enflammés devant les soldats de l'Armée Rouge. Il fit d'un train blindé son quartier général privé, et s'entoura d'une garde personnelle armée, habillée d'un uniforme particulier. Il eut des hommes au Haut-Commandement, dans le Parti bolchévique et au Gouvernement soviétique. Le train de Trotski, la garde de Trotski, les discours de Trotski, le visage de Trotski - son toupet de cheveux noirs, sa petite barbe noire en pointe et ses yeux étincelants derrière son pince-nez brillant - étaient connus du monde entier. En Europe, comme en Amérique, les victoires de l'Armée Rouge étaient portées au crédit du « commandement de Trotski ».

Voici comment le commissaire du peuple à la Guerre Trotski, parlant dans un des spectaculaires rassemblements de masse de Moscou, est décrit par le journaliste américain bien connu Marcossou : « *Trotski fit son apparition de la manière que les acteurs appellent une belle entrée... après un certain délai et au bon moment psychologique, il surgit d'un côté et marcha d'un pas rapide vers un petit pupitre qui est préparé pour les orateurs dans tous les rassemblements en Russie. Même: avant son arrivée sur la scène, il y avait un, frémissement d'attente dans l'immense auditoire. On entendait murmurer : « Trotski arrive »... Sur l'estrade, sa voix était riche, profonde et éloquente. Il attirait, il repoussait ; il se dominait et s'emportait. Il était élémentaire, presque primitif dans sa ferveur : un organisme humain de grande puissance. Il inondait ses auditeurs d'un Niagara de paroles, comme je n'en ai jamais entendu. C'était un mélange où prédominait la vanité et l'arrogance* ».

Après son expulsion dramatique d'U.R.S.S., en 1929, une légende fut tressée par des éléments antisoviétiques à l'étranger autour de son nom et de la personnalité de Trotski. Selon cette légende, il était « le chef bolchévique le plus éminent de la Révolution russe » et « l'inspirateur de Lénine, son plus proche collaborateur et, logiquement, son successeur ». -

Mais en février 1917, un mois avant l'écroulement du tzarisme, Lénine écrivait lui-même : « *Le nom de Trotski signifie : phraséologie de gauche et un bloc avec la droite contre les buts de la gauche* ». Lénine appelait Trotski le « Judas » de la Révolution russe <sup>49</sup>.

<sup>49</sup> Voici quelques autres appréciations de Lénine sur Trotski et son activité au sein du mouvement révolutionnaire russe.

1911 : « En 1903, Trotski était menchévique ; en 1904, il abandonna les menchéviques ; leur revient en 1905 en paradant avec des phrases ultra-révolutionnaires et de nouveau leur tourne le dos en 1906... Trotski plagie aujourd'hui l'idéologie d'une fraction, demain celle d'une autre et pour cette raison se proclame au-dessus de ces deux fractions. je dois déclarer que Trotski ne représente que sa fraction seulement.

1912 : « Des gens comme Trotski avec ses phrases ampoulées... sont maintenant la maladie de l'époque... Quiconque donne son appui au groupe de Trotski soutient la politique de mensonge et de tromperie à l'égard de la classe ouvrière... C'est la tâche particulière de Trotski de jeter du sable dans les yeux des ouvriers... Il n'est

Les traîtres ne naissent pas traites, ils le deviennent. Comme Mussolini, Lavai, Goebbels , Doriot, Wang-Tching-Wei et autres aventuriers notoires de nos jours, Trotski commença sa carrière en étant un dissident, un élément d'extrême-gauche dans le mouvement révolutionnaire de son pays.

Son nom de Trotski était un pseudonyme. Il était né en 1877 et s'appelait Lev Davidovitch Bronstein. C'était le fils de parents aisés de Yanoska, une petite localité agricole près de Kherson, en Russie méridionale. Sa première ambition était d'être écrivain.

« *A mes yeux* », écrivait Trotski dans son autobiographie *Ma vie*, « *les écrivains, les journalistes et les artistes vivaient toujours dans un monde plus attrayant que tout autre, un monde ouvert à l'élite* ».

Le jeune Trotski commença sa carrière par une pièce de théâtre et fit son apparition dans les salons littéraires d'Odessa avec des botes à grands talons, une veste d'artiste bleue, un chapeau de paille rond sur la tête et portant une canne noire. Encore étudiant, il fréquentait un groupe de révolutionnaires bohèmes. A dix-huit ans, il fut arrêté par la police tzariste pour avoir distribué des brochures « de gauche » et il fut exilé en Sibérie avec des centaines d'autres étudiants et révolutionnaires. Il s'en évada à la fin de 1902 et parti à l'étranger où il devait passer la plus grande partie de sa vie, corne agitateur et conspirateur, parmi les émigrés russes et socialistes cosmopolites des capitales européennes.

Pendant les premiers mois de 1903, Trotski appartint à la rédaction de l'Iskra, le journal marxiste que Lénine, exilé, publiait à Londres. A la suite de la scission entre les menchéviks et les Bolchéviks qui se produisit cette année dans le mouvement marxiste russe, Trotski se rangea parmi les adversaires de Lénine, les menchéviks. Le talent littéraire de Trotski, son éloquence flamboyante, sa personnalité dominante et son habileté à se dramatiser lui donnèrent bientôt la réputation d'être le plus brillant des jeunes agitateurs menchéviks. Il rendit visite aux colonies d'étudiants révolutionnaires russes de Bruxelles, de Paris, de Liège, de Suisse et d'Allemagne, attaquant Lénine et les autres Bolchéviks qui réclamaient un parti révolutionnaire discipliné et fortement organisé pour mener la lutte contre le tzarisme. Dans une brochure intitulée *Nos tâches politiques*, publiée en 1904, Trotski accusait Lénine d'essayer d'imposer un « régime de caserne » aux révolutionnaires russes. Dans un style qui ressemble d'une manière saisissante à celui qu'il devait employer plus tard dans ses attaques contre Saline, le jeune Trotski dénonçait en Lénine « *le chef de l'aile réactionnaire de notre parti* ».

En 1905, après la défaite russe de la guerre russo-japonaise, les ouvriers et les paysans se levèrent pour tenter la première « révolution russe », Trotski se pressa de rentrer en Russie et devint un des chefs du Soviet de Saint Pétersbourg où les menchéviks étaient en majorité. Trotski se trouvait dans son élément dans l'atmosphère fiévreuse d'intrigue, les luttes politiques intenses et la sensation d'une prise de pouvoir imminente. A 26 ans, il sortit de l'expérience convaincu qu'il était destiné à devenir le dirigeant de la Révolution russe. Trotski parlait déjà de son « destin » et de son « intuition révolutionnaire ». Plus tard, dans *Ma vie*, il écrivit : « *Je rentrai en Russie en février 1905; les autres chefs émigrés ne vinrent pas avant octobre et novembre. Parmi tous les camarades russes, il n'y en avait pas un seul de qui je pus apprendre quelque chose. Au contraire, j'eus à assumer la tâche d'être professeur moi-même... En octobre, je me plongeai la tête la première dans le gigantesque tourbillon qui, d'un point de vue personnel, était la plus grande épreuve de mes moyens. Il fallait décider sous le feu. Je ne puis m'empêcher de remarquer ici que ces décisions me vinrent avec toute la force de l'évidence... Je sentais organiquement que mes années d'apprentissage étaient terminées... dans les années qui suivirent, j'ai appris comme un maître apprend et non comme un élève... Aucune grande oeuvre n'est possible sans institution... Les événements de 1905 ont révélé en moi, je pense, cette intuition révolutionnaire et m'ont permis de me reposer sur cette base sûre durant ma vie ultérieure.. En toute conscience, je ne peux, dans l'appréciation de la situation politique, que ce soit prise dans son ensemble et sous l'angle des perspectives révolutionnaires, m'accuser d'aucune erreur sérieuse de jugement* ».

De nouveau à l'étranger après l'échec de la révolution de 1905, Trotski installe son quartier général politique à Vienne et, attaquant Lénine en le qualifiant de « *candidat au poste de dictateur* », il lança une campagne de propagande pour constituer son parti à lui et pour se faire connaître comme un « *révolutionnaire internationaliste* ». De Vienne, Trotski se déplaçait sans répit et se rendait en Roumanie, en Suisse, en France, en Turquie, faisant des adhérents et nouant des relations utiles avec les socialistes et les révolutionnaires de gauche de l'Europe. Peu à peu et avec constance, chez les

---

pas possible de discuter sur le fond des questions avec Trotski car il n'a pas d'idée arrêtées... Nous dirions simplement de lui que c'est un diplomate de bas étage. »  
1812 : « Le bloc est soudé sur l'absence de principes, l'hypocrisie, et la phraséologie creuse... Trotski le couvre d'une phraséologie révolutionnaire qui ne lui coûte rien et ne l'engage en rien ».

1914 : « Les anciens militants marxistes connaissent très bien la personnalité de Trotski et il est inutile de leur en parler. Mais la jeune génération ne la connaît pas et il faut lui en parler... Des types de ce genre sont caractéristiques, en tant que débris des formations historiques d'hier où la masse ouvrière de Russie était encore en léthargie ».

1914 : « Le camarade Trotski n'a jamais jusqu'à présent possédé une opinion définie sur aucune simple et sérieuse question marxiste. Il a toujours rampé dans le fossé creusé par telle ou telle différence et a oscillé d'un côté à l'autre ».

1915 : « Trotski... comme toujours, est en entier désaccord avec les social-chauvins en principe, mais il est d'accord avec eux en tous points en pratique ».



mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les intellectuels bohèmes de l'émigration russe, Trotski se faisait la réputation d'être le principal rival de Lénine dans le mouvement révolutionnaire russe.

La chute du régime tsariste en mars 1917, trouva Trotski à New-York où il publiait un journal révolutionnaire *Novy Mir* (le Nouveau Monde) en collaboration avec un ami qui était un adversaire de Lénine, Nicolaï Boukharine, un politicien émigré russe d'extrême-gauche, qu'un observateur a qualifié de «Machiavel »en veste de cuir<sup>50</sup>. Trotski en hâte s'embarqua pour la Russie. Mais son voyage fut interrompu à Halifax, où il fut arrêté par les autorités canadiennes qui le gardèrent en prison pendant un mois, et le libérèrent sur la demande du gouvernement provisoire russe. Le gouvernement britannique avait décidé de laisser Trotski regagner la Russie : d'après les mémoires de l'agent anglais Bruce Lockhart, l'Intelligence Service pensait pouvoir utiliser les « *dissensions entre Lénine et Trotski* »<sup>51</sup>.

Trotski arriva à Pétrograd en mai. De suite, il tenta de se créer un parti révolutionnaire, un bloc composé d'anciens émigrés et d'éléments d'extrême-gauche provenant de divers groupes révolutionnaires. Mais il apparut bientôt clairement que le mouvement de Trotski n'avait pas d'avenir: le parti bolchévik avait l'appui des masses révolutionnaires.

En août 1917, Trotski fit une sensationnelle culbute politique : après quatorze années d'opposition à Lénine et aux Bolchéviks, il fit sa demande d'adhésion au Parti bolchévik.

Lénine avait à de nombreuses occasions prévenu contre Trotski et ses ambitions personnelles ; mais alors, en plein combat décisif pour l'instauration d'un gouvernement soviétique, la politique de Lénine était de faire appel à un front uni de tous les partis, groupes et factions révolutionnaires. Trotski était le porte-parole d'un groupe non négligeable. A l'étranger, son nom était plus connu que celui de tout autre révolutionnaire russe, Lénine excepté. En outre, ses talents exceptionnels d'orateur, d'agitateur et d'organisateur pouvaient être utilisés au grand avantage des Bolchéviks et la demande d'adhésion de Trotski au Parti bolchévik fut acceptée.

Il est caractéristique de noter que Trotski, fit une entrée spectaculaire au Parti bolchévik. Il amenait avec lui dans le Parti toute sa suite bigarrée de dissidents de gauche. Comme Lénine l'a dit avec humour, c'était comme un traité avec « *une grande puissance* ».

Trotski devint le président du Soviet de Pétrograd, où il avait fait sa première apparition révolutionnaire en 1905. IL conserva cette situation pendant les journées décisives qui suivirent. Lorsque le premier gouvernement soviétique fut constitué par la coalition des Bolchéviks des socialistes-révolutionnaires de gauche et d'anciens mencheviks. Trotski devint commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Sa connaissance approfondie des langues et des pays étrangers le désignait pour ce poste.

## 2. L'opposition de gauche.

D'abord commissaire aux Affaires étrangères, puis comme commissaire à la Guerre, Trotski devint le principal porte-parole de ce qu'on a appelé l'opposition de gauche dans le Parti bolchévik<sup>52</sup>. Bien que

<sup>50</sup> Trotski était arrivé aux Etats-Unis deux mois seulement avant la chute du tsar, après avoir été expulsé de France, à la fin de 1916. Boukharine l'avait précédé aux Etats-Unis, venant d'Autriche.

<sup>51</sup> Dans ses mémoires, Bruce Lockhart exprime l'opinion que le gouvernement britannique a commis dès le départ une sérieuse faute par la manière dont il a traité Trotski. Lockhart écrit : « Nous n'avons pas traité Trotski avec sagesse. Au moment où éclata la première révolution, il était en exil en Amérique. Il n'était ni bolchévik, ni menchevik. Il était ce que Lénine appelait un trotskiste, c'est-à-dire un individualiste et un opportuniste. Révolutionnaire avec un tempérament d'artiste et sans aucun doute doué d'un grand courage physique, il n'avait jamais été et ne pouvait jamais être un homme de parti sérieux. Son attitude avant la première révolution avait été sévèrement condamnée par Lénine... Au printemps de 1917, Kérénski demanda au gouvernement britannique de faciliter le retour de Trotski en Russie... Comme d'habitude dans notre attitude à l'égard de la Russie, nous adoptâmes de désastreuses demi-mesures. Trotski fut traité comme un criminel. A Halifax, il fut interné dans un camp de concentration. Puis, avant provoqué sa haine amère, nous lui permîmes de retourner en Russie ».

<sup>52</sup> Sur l'activité oppositionnelle de Trotski en qualité de commissaire aux Affaires étrangères, pendant la crise des négociations de Brest-Litovsk, voir le chapitre II, paragraphe 1. Après que le poste de commissaire aux Affaires étrangères lui eut été retiré, Trotski reconnut publiquement l'erreur qu'il avait commise en s'opposant à Lénine à Brest-Litovsk, et offrit de nouveau à Lénine sa collaboration sans réserve. Trotski reçut un nouveau poste qui semblait convenir à ses talents d'orateur et d'organisateur ; il devint commissaire à la Guerre. La stratégie militaire et le commandement effectif de l'Armée Rouge étaient surtout entre les mains d'hommes comme Staline, Frounzé, Vorochilov, Kirov, Tchitchov et Boudienny. Se fiant aux conseils d'un certain nombre d'anciens « spécialistes » tsaristes qui l'entouraient, le commissaire à la Guerre Trotski s'opposait constamment aux décisions militaires du Comité central du Parti bolchévik et outrepassait ses droits d'une manière flagrante. A plusieurs reprises, seule l'intervention directe du Comité central empêcha Trotski de faire fusiller au front des délégués militaires bolchéviks éminents, qui s'opposaient à sa manière d'être despotique.

Pendant l'été de 1919, estimant que Koltchak ne constituait plus désormais une menace à l'Est, Trotski proposa d'envoyer les unités de l'Armée Rouge contre

peu nombreux, les membres de l'opposition étaient des orateurs et des organisateurs de talent. Ils avaient beaucoup de relations à l'étranger et parmi les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires en Russie. Aux premières heures qui suivirent la Révolution, ils s'assurèrent des postes importants dans l'armée, le corps diplomatique et les organismes exécutifs d'Etat.

Trotsky partageait la direction de l'opposition avec deux autres révolutionnaires dissidents : Boukharine, le « théoricien marxiste », blond et, svelte qui était à la tête d'un groupe dénommé « communiste de gauche », et Zinoviev, jovial et éloquent agitateur qui, avec le beau-frère de Trotsky, Kaménev, dirigeait une secte à lui, les « Zinoviévistes. » Trotsky, Boukharine et Zinoviev se disputaient ouvertement sur des questions de tactique et en raison de leurs rivalités personnelles et de leurs ambitions politiques divergentes, mais dans les moments graves, ils unissaient leurs forces et faisaient des tentatives répétées pour obtenir la direction du Gouvernement soviétique.

Parmi les fidèles de Trotsky, il y avait Piatakov, fils « révolutionnaire » d'une riche famille d'Ukraine et qui était tombé sous l'influence de Trotsky à l'étranger; Radek, un brillant journaliste et agitateur polonais « de gauche » qui était devenu le collaborateur de Trotsky dans leur lutte contre Lénine en Suisse ; Krestinski, un ancien avocat qui avait été un ambitieux député bolchévik à la Douma ; Sokolnikov, un jeune « révolutionnaire » cosmopolite qui était entré au commissariat des Affaires étrangères sous les auspices de Trotsky; et Rakovski, de naissance bulgare, qui avait été le riche bailleur de fonds des socialistes roumains, avait vécu dans plusieurs pays d'Europe, avait fait des études de médecine en France et avait été un des chefs du soulèvement soviétique en Ukraine en 1918.

En outre, en qualité de commissaire à la Guerre, Trotsky s'était entouré d'une bande d'hommes armés rudes et violents qui formaient sa « garde personnelle », et qui étaient fanatiquement dévoués à leur « chef ». Le téméraire commandant de la garnison de Moscou, Mouraviev, un homme haut de six pieds, était un membre influent de la faction militaire de Trotsky. Dans sa garde du corps personnelle, il y avait encore Snirnov, Mratchkowski et Dreitzer; et l'ancien terroriste socialiste-révolutionnaire Bloumkine, l'assassin du comte Mirbach en devint le chef<sup>53</sup>.

Trotsky s'allia à un certain nombre d'ex-officiers tzaristes dont il se fit des amis et malgré de fréquents avertissements du Parti bolchévik, les plaça à des postes militaires importants. Toukhatchevski était un ancien officier tzariste avec lequel Trotsky travailla en liaison étroite en 1920 pendant la campagne de Pologne, et, lui aussi, nourrissait des ambitions napoléoniennes.

Le but de toute cette opposition de gauche était de supplanter Lénine et de s'emparer du pouvoir en U.R.S.S.

Le grand problème qui se posait devant les révolutionnaires russes après la défaite des armées blanches et de l'intervention était « Que faire du pouvoir soviétique ? » Trotsky, Boukharine et Zinoviev prétendaient qu'il était impossible d'édifier le socialisme dans la « Russie arriérée ». L'opposition de gauche voulait convertir la Révolution russe en un réservoir de la « Révolution mondiale, un centre mondial à partir duquel on susciterait des révolutions dans d'autres pays. Dépouillée de son « verbiage ultra-révolutionnaire » comme Lénine et Staline le soulignaient constamment, l'opposition de gauche en réalité luttait farouchement pour le pouvoir, un « anarchisme bohème » et, en Russie, pour l'instauration d'une dictature militaire par Trotsky et ses associés.

Le problème se posa au Congrès des Soviets de décembre 1920. C'était l'année de la Révolution la plus froide, la plus grave au point de vue du ravitaillement, la plus décisive. Le Congrès se tenait dans la salle des Colonnes, à Moscou. La ville était enfouie sous la neige, gelée, affamée et malade. Dans la grande salle, qui n'était pas chauffée à cause de la crise du combustible, les délégués étaient emmitoufflés dans des peaux de moutons, des couvertures et des fourrures, grelottant sous l'intense

---

Dénikine dans le Sud. Ce qui fit souligner par Staline qu'en agissant ainsi, on aurait donné à Koltchak la pause pour respirer dont il avait besoin, la possibilité de réorganiser et de rééquiper son armée et de lancer une nouvelle offensive : « L'Oural avec ses usines », déclara Staline, qui était délégué militaire du Comité central, « avec son réseau de voies ferrées, ne doit pas demeurer entre les mains de Koltchak, parce qu'il pourrait facilement grouper là, autour de lui, les gros fermiers et avancer sur la Volga ». Le plan de Trotsky fut rejeté par le Comité central et il ne prit plus aucune part à la campagne de l'Est qui aboutit à la défaite finale des armées de Koltchak.

A la fin de 1919, Trotsky dressa le plan d'une campagne contre Dénikine. Son plan envisageait une marche dans les steppes du Don, une région presque sans routes, occupée par des bandes cosaques contre-révolutionnaires. Staline, qui avait été envoyé au front Sud par le Comité central, repoussa le plan de Trotsky, et proposa à sa place que l'Armée Rouge avançât dans le bassin du Donetz qui disposait d'un réseau dense de voies ferrées, de réserves de charbon et dont la population ouvrière était sympathisante. Le plan de Staline fut accepté par le Comité central. Trotsky fut écarté du front Sud, reçut l'ordre de ne pas intervenir dans les opérations et on lui « conseilla » de ne pas dépasser la ligne de démarcation de ce front. Dénikine fut battu, conformément au plan de Staline.

Parmi les plus proches collaborateurs du commissaire à la Guerre Trotsky, il y avait un ancien officier, tzariste, le colonel Vatzetis, qui commanda en chef avec Trotsky, sur le front Est contre Koltchak. Les autorités soviétiques découvrirent que Vatzetis était impliqué dans les intrigues contre le Haut-Commandement de l'Armée Rouge. Vatzetis fut écarté de son poste. Dans Ma Vie, Trotsky fait cette curieuse apologie de son ancien collaborateur : « Vatzetis dans ses moments d'inspiration, pouvait donner des ordres comme si le Conseil des commissaires du peuple ou le Comité central exécutif n'eussent pas existés. Il fut accusé de projets et de relations douteux et il dut se démettre mais il n'y avait en vérité rien de sérieux dans ces accusations. Peut-être qu'avant d'aller se coucher, il avait lu la biographie de Napoléon et confié ses rêves ambitieux à deux ou trois jeunes officiers. ».

<sup>53</sup> En avril 1937, Trotsky fut amené à dire de son amitié avec l'assassin Bloumkine : « Il avait appartenu à mon secrétariat militaire pendant la guerre ; et il était en relations personnelles avec moi. Soli passé : il avait un passé vraiment extraordinaire. C'est l'homme qui avait tué l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach... Je l'ai utilisé dans mon . secrétariat militaire et chaque fois que j'ai eu besoin d'un homme courageux, Bloumkine était à ma disposition ».

froid de décembre.

Lénine encore pâle et sous le coup des suites des balles empoisonnées de Fanya Kaplan, qui avaient été à deux doigts de lui faire perdre la vie en 1918, monta à la tribune pour répondre à l'opposition de gauche. Il fit un tableau des terribles conditions lesquelles se trouvait la Russie. Il fit, appel à l'unité nationale pour vaincre les «*incroyables difficultés* » de la réorganisation de l'économie et de la vie sociale. Il annonça la nouvelle politique économique qui, abolissait le rigide «*communisme de guerre*», restaurait dans une certaine mesure le commerce privé et le capitalisme en Russie, et ouvrait la voie à la reconstruction. «*Nous faisons un pas en arrière, dit Lénine, afin de pouvoir plus tard faire deux pas en avant !*».

Lorsque Lénine annonça la «*retraite temporaire* » de la nouvelle politique économique, Trotski s'exclama : «*Le coucou a annoncé la fin du pouvoir soviétique !* »

Mais Lénine pensait que l'œuvre du pouvoir soviétique ne faisait que commencer. Il déclara au Congrès «*C'est seulement lorsque le pays sera électrifié, lorsque l'industrie, l'agriculture, et les transports seront placés sur une base technique de production à grande échelle, c'est seulement que notre victoire sera complète* ».

Il y avait une énorme carte de Russie sur la tribune. A un signal de Lénine, la carte s'illumina tout à coup. Elle montrait au Congrès comment Lénine envisageait l'avenir de son pays. Des lampes électriques étincelaient en un grand nombre de points, montrant aux délégués gelés et affamés, les futures stations, les barrages hydroélectriques et autres grands projets desquels des courants d'énergie électriques se déverseraient un jour, pour transformer la vieille Russie en une nation moderne, industrialisée et socialiste. Un murmure d'excitation, d'approbation et d'incrédulité parcourut la salle froide et bondée.

Karl Radek, l'ami de Trotski, considérait le spectacle prophétique à travers ses lunettes épaisses ; haussant les épaules, il murmura : «*Electro-fiction !* » Le mot d'esprit de Radek devint un slogan trotskiste et Boukharine dit que Lénine essayait de mystifier les ouvriers et les paysans avec son «*bavardage utopique sur l'électricité !* ».

A l'étranger, les amis internationaux. de Trotski dans les milieux socialistes et communistes de gauche croyaient que le régime de Lénine était condamné. De nombreux autres observateurs pensaient aussi que Trotski et l'opposition de gauche étaient à portée du pouvoir. Le journaliste américain Marcossou écrivait que Trotski avait «*derrière lui la jeunesse communiste, la plupart des officiers et des soldats de l'Armée Rouge* ». Mais l'étranger, comme Trotski lui-même, surestimait sa force et sa popularité.

Dans un grand effort pour rallier, une masse à sa suite, Trotski fit une tournée dans le pays, faisant des apparitions sensationnelles dans les meetings populaires, prononçant des discours passionnés, accusant les «*vieux bolchéviks* » d'avoir «*dégénéré*» et faisant appel à la «*jeunesse* » pour soutenir son mouvement. Mais les soldats, les ouvriers et les paysans russes qui venaient de terminer par une victoire leur lutte contre ceux qui auraient voulu être les Napoléons blancs, n'étaient pas d'humeur à tolérer un «*Napoléon rouge* » surgissant dans leurs propres rangs. Comme l'a écrit Sir Bernard Pares dans son *History of Russia*: «*Un critique averti qui a vu Trotski en particulier a justement dit que, par ses méthodes et son tempérament, il appartenait aux temps pré-révolutionnaires. Les démagogues étaient passés de mode.* ».

Au Xe congrès du Parti bolchévik, en mars 1921, le Comité central avec Lénine à sa tête, présenta une résolution condamnant toutes les «*factions* » dans le Parti, comme constituant une menace à l'unité de la direction révolutionnaire. Dès lors, tous les dirigeants du Parti devaient se soumettre aux décisions de la majorité, sous peine d'expulsion du Parti. Le Comité central avertissait tout particulièrement «*le camarade Trotski* » à propos de son «*activité fractionnelle* » et précisait que «*les ennemis de l'Etat* » prenant avantage de la confusion causée par ses agissements de division pénétraient dans le Parti sous l'étiquette de «*trotskistes* ». Un certain nombre de trotskistes et d'oppositionnels de gauche importants furent exclus. Le principal collaborateur militaire de Trotski, Mouralov fut déplacé de son poste de commandant de la garnison de Moscou et remplacé par le vieux bolchévik Vorochilov.

L'année suivante, en mars 1922, Staline fut élu secrétaire général du Parti et chargé de l'exécution des plans de Lénine.

A la suite de l'avertissement brutal du Parti et l'exclusion des amis de Trotski, la masse qui le suivait commença à se désagréger. Son prestige était sur le déclin. L'élection de Staline fut un coup décisif pour la fraction trotskiste dans l'organisation du Parti Le Pouvoir glissait des mains de Trotski.

### 3. Le chemin de la trahison.

Dès l'origine, l'opposition de gauche avait manœuvré dans deux directions. Au grand jour, sur les tribunes des meetings, dans ses journaux, et dans les salles de conférences, les oppositionnels faisaient leur propagande publique. Dans la coulisse, de petits entretiens clandestins groupaient Trotski, Boukharine, Zinoviev, Radek, Piatakov et autres, où était précisée la stratégie générale et organisée la tactique de l'opposition.

Avec ce mouvement oppositionnel pour base, Trotski mit sur pied une organisation conspirative clandestine en Russie, sur la base du «système des cinq » que Reilly avait déjà utilisé et que les socialistes-révolutionnaires et autres conspirateurs antisoviétiques avaient employé.

En 1923, l'appareil souterrain de Trotski était déjà une organisation puissante aux lointaines ramifications. Des langages convenus, des messages chiffrés et des mots de passe étaient utilisés par Trotski et ses adhérents dans leurs communications illégales. Des imprimeries clandestines furent installées dans tout le pays.. Il y eut des cellules trotskistes dans l'armée, dans le corps diplomatique, dans l'administration d'État et dans les institutions du Parti.

Des années plus tard, Trotski a révélé que son propre fils Léon Sédov participait dès cette époque à la conspiration trotskiste qui avait déjà cessé d'être une simple opposition politique dans le Parti bolchévique et était sur le point de se fondre dans la guerre secrète contre le régime soviétique.

« *En 1923* », a écrit Trotski en 1938 dans une brochure intitulée Léon Sédov: un fils, un ami et un combattant, «*Léon se jeta la tête la première dans le travail de l'opposition... Ainsi, à 17 ans, il commença la vie d'un révolutionnaire pleinement conscient. Rapidement, il acquit l'art du travail conspiratif, des meetings illégaux, de l'édition clandestine et de la distribution des documents de l'opposition. Le Komsomol (organisation de la jeunesse communiste) rapidement forma ses propres cadres de militants de l'opposition* ».

Mais Trotski était allé plus loin que le travail conspiratif en U.R.S.S.

Au cours de l'hiver 1922-1923, l'ancien avocat au regard fuyant Krestinski, dirigeant trotskiste, était devenu l'ambassadeur des Soviets en Allemagne. Au cours de ses obligations, Krestinski avait rendu visite au général von Seeckt, commandant en chef de la Reichswehr. Seeckt savait par des rapports de son Service secret que Krestinski était trotskiste, aussi lui donna-t-il à entendre que la Reichswehr avait de la sympathie pour les buts de l'opposition russe dirigée par le commissaire à la Guerre Trotski.

A Moscou, quelques mois plus tard, Krestinski rapporta à Trotski ce que le général von Seeckt lui avait dit. Trotski avait un besoin urgent de fonds pour financer son organisation clandestine grandissante. Il dit à Krestinski que l'opposition en Russie avait besoin d'alliés étrangers et devait se préparer à contracter des alliances avec des puissances amies. L'Allemagne, ajouta Trotski, n'était pas une ennemie de la Russie, et il n'y avait pas de vraisemblance qu'un conflit éclatât bientôt entre elles. Les Allemands regardaient vers l'ouest et brûlaient du désir de se venger de la France et de l'Angleterre. Les politiciens de l'opposition en Russie soviétique devaient être prêts à tirer profit de cette situation.

Quand Krestinski retourna à Berlin en 1922, il avait des instructions de Trotski «*de tirer parti d'un entretien avec von Seeckt au cours des négociations officielles pour lui proposer de verser à Trotski des subsides réguliers pour le développement de l'activité illégale trotskiste* ».

Voici, selon les paroles mêmes de Krestinski, comment les choses se sont passées : « *je posai la question à von Seeckt et indiquait la somme de 250.000 marks-or. Le général von Seeckt après avoir consulté son adjoint, le chef d'état-major (von Haase) donna son accord de principe, mais à condition que Trotski lui fournisse, soit à Moscou, soit par mon intermédiaire, ne fut-ce qu'irrégulièrement, certaines informations importantes et confidentielles intéressant la défense nationale. Il fallait en outre l'aider, à obtenir des visas pour certains hommes qu'il voulait envoyer en Union soviétique, comme espions. Les conditions du général von Seeckt furent agréées et, à partir de 1923, cet accord entra en vigueur*<sup>54</sup>».

Le 21 janvier 1924, le fondateur et le dirigeant du Parti bolchévique, Vladimir Ilitch Lénine, mourait.

Trotski était dans le Caucase, en convalescence après une légère grippe. Il ne revint pas à Moscou pour les obsèques de Lénine, mais continua son séjour à la station balnéaire de Soukhoum, sur la mer Noire. « *A Soukhoum, je passais de longues journées sur la terrasse devant la mer* », écrit Trotski dans *Ma Vie*. « *Bien qu'on fut en janvier, le soleil était chaud et brillant. Comme j'aspirais l'air marin, je m'assurai, par tout mon être, de la justesse historique de ma position* ».

---

<sup>54</sup> Les citations et les conversations concernant l'activité clandestines des trotskistes en Russie qui figurent dans cet ouvrage, à moins d'indications contraires, sont extraites des dépositions qui ont été faites aux procès qui se sont déroulés devant le Collège militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. en août 1925, janvier 1937 et mars 1938. Les conversations et les incidents qui concernent directement Trotski et son fils Sédov, à moins d'indications contraires, proviennent des dépositions des accusés à ces procès. Voir les notes biographiques.

#### 4. La lutte pour le pouvoir.

Après la mort de Lénine, Trotski réclama ouvertement le pouvoir. Au Congrès du Parti de mai 1924, il demanda que ce soit lui, et non Staline, qu'on reconnut pour le successeur de Lénine. Malgré le conseil de ses amis, il exigea que la question fut décidée par un vote. Les 748 délégués bolchéviques au Congrès votèrent à l'unanimité le maintien de Staline au poste de secrétaire général et condamnèrent la lutte de Trotski en vue du pouvoir personnel. La répudiation générale de Trotski était si évidente que même Boukharine, Zinoviev et Kaménev durent se mettre publiquement du côté de la majorité et voter contre lui. Trotski furieux, les accusa de le « trahir ». Mais quelques mois plus tard, Trotski et Zinoviev unissaient leurs forces et constituaient une « nouvelle opposition ».

La nouvelle opposition alla plus loin qu'aucun groupe antérieur du même genre. Elle réclamait ouvertement « une nouvelle direction » pour l'U. R. S. S. et entraînait tous les mécontents et les éléments subversifs dans une propagande à l'échelle nationale et à une lutte politique contre le Gouvernement soviétique.

Comme Trotski l'a reconnu plus tard: « *Dans le sillage de cette avant-garde, on drainait toutes sortes de carriéristes mécontents ou aigris* ». Des espions, des saboteurs à la solde du *Torgprom*, des contre-révolutionnaires blancs, des terroristes entrèrent dans les cellules clandestines de la nouvelle opposition. Ces cellules commencèrent à stocker des armes. Une armée secrète trotskiste était en voie de formation sur le sol soviétique.

« *Nous devons voir plus loin* », déclara Trotski Zinoviev et Kaménev, comme il en témoigne dans *Ma Vie*. « *Nous devons nous préparer à une lutte longue et sérieuse* ».

A l'étranger, le capitaine Reilly, de l'Intelligence Service britannique, décida que c'était le moment d'agir. Boris Savinkov, aux ordres des Anglais et qui aurait voulu être le dictateur de la Russie, fut envoyé en Russie cet été pour y préparer le soulèvement contre-révolutionnaire attendu<sup>55</sup>. Selon Churchill qui avait joué un rôle dans cette conspiration, Savinkov entretenait une liaison secrète avec Trotski. Dans *Great Contemporaries*, Churchill a écrit : « *En juin 1924, Kamenev et Trotski l'invitèrent d'une manière déterminée à revenir en U.R.S.S.* ».

La même année, le lieutenant de Trotski, Rakovski devenait ambassadeur des Soviets en Angleterre. Rakovski dont Trotski en 1937, disait de lui qu'il était « *son ami. son vrai vieil ami* », reçut la visite, peu après son arrivée à Londres, de deux officiers du Service secret, le capitaine Armstrong et le capitaine Lockhart. Le gouvernement britannique avait au début refusé d'accepter un représentant soviétique à Londres. Selon Rakovski, les deux officiers lui dirent : « *Savez-vous pourquoi vous avez été agréé en Angleterre ? Nous nous sommes renseignés sur vous auprès de M. Eastman et nous avons appris que vous appartenez à la fraction de M. Trotski et que vous et lui étiez en termes intimes. Et ce n'est qu'en considération de cela que l'Intelligence Service a consenti à ce que vous soyez accrédité dans ce pays*<sup>56</sup> ».

Rakovski retourna à Moscou quelques mois plus tard, et il raconta à Trotski ce qui était arrivé à Londres. L'Intelligence Service britannique, comme le Service secret allemand, désirait entretenir des relations avec l'opposition.

« *C'est quelque chose à quoi il faut penser* », dit Trotski.

Quelques jours après, Trotski dit à Rakovski qu'« *il fallait établir des relations avec l'Intelligence Service britannique* »<sup>57</sup>.

<sup>55</sup> Voir le chapitre IX, paragraphe 4.

<sup>56</sup> Ceci a été exposé par Rakovski au cours de son interrogatoire devant le Collège militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S., en mars 1938. A l'époque à laquelle Rakovski se reporte; vers 1920, l'écrivain et journaliste américain Max Eastman était le traducteur officiel des ouvrages de Trotski, et le principal diffuseur de la propagande trotskiste aux Etats-Unis. Ce fut Max Eastman qui a le premier rendu public ce qu'on a appelé « le testament de Lénine » ou « la volonté de Lénine » et qui était censé être un document authentique écrit par Lénine en 1923 et que Staline, selon Eastman, avait « mis en lieu sûr ». La prétendue volonté indiquait que Trotski était préférable à Staline comme secrétaire général du Parti bolchévique. En 1928, Eastman traduisit une œuvre de propagande de Trotski intitulée *La véritable situation en Russie*. Dans le supplément de l'édition américaine de ce livre, Eastman donnait le texte du soi-disant testament et parlant de son rôle personnel au service de l'opposition trotskiste, il écrivait : « Pour être au niveau de l'effort militant de l'opposition... Je publiai la traduction ci-après du texte intégral du testament dans le *New-York Times*, en me servant de l'argent reçu pour la propagation des idées bolchéviques. (c'est-à-dire trotskistes) ». Trotski lui-même avait reconnu au début que Lénine n'avait pas laissé de testament ou de volonté. Dans une lettre adressée au *New-York Daily Worker*, le 8 août 1925, Trotski disait : « Quant à sa volonté, jamais Lénine n'en exprima une ; et le caractère même de ses rapports avec le Parti, aussi bien que le caractère du Parti lui-même, font qu'une telle « volonté » est absolument impossible. En guise de « volonté », la presse des émigrés, des bourgeois de l'étranger et des menchéviques a longuement cité une des lettres de Lénine (complètement mutilée) qui contient un certain nombre de conseils sur des questions d'organisation. Tout bavardage sur une « volonté » tenue secrète ou contrefaite est pour autant une invention malfaisante dirigée contre la volonté réelle de Lénine et contre les intérêts du Parti qu'il a fondé ». Mais jusqu'à nos jours, les propagandistes trotskistes se réfèrent encore à la volonté de Lénine comme à un document authentique établissant que Lénine avait choisi Trotski pour lui succéder.

<sup>57</sup> En 1926, Rakovski fut transféré de Londres à Paris. Il vit Trotski avant de partir pour la France. Trotski lui dit que la situation en Russie tendait vers une crise, et qu'il fallait prendre note de toutes les sources d'aide étrangère possibles. « Je suis arrivé à la conclusion, dit Trotski, que nous devons donner des instructions à tous nos amis à l'étranger, ambassadeurs et représentants commerciaux, pour qu'ils sondent les milieux conservateurs dans les pays capitalistes où ils ont, été accrédités, pour savoir dans quelle mesure les trotskistes peuvent compter sur leur appui ».

A son arrivée en France, Rakovski se mit à sonder les milieux réactionnaires français au nom de l'opposition trotskiste. La France était alors le centre des conspirations du *Torgprom* et l'état-major français, sous la direction de Foch et de Pétain, étudiait déjà les plans d'une offensive contre l'U.R.S.S. Concernant « les négociations que Trotski l'avait chargé de conduire », Rakovski déclara au procès de mars 1938 : « Je rencontrai le député Nicole à Roye. Nicole est un industriel qui possède de grandes filatures de lin dans le Nord. Je savais qu'il appartenait aux milieux républicains de droite... Je le questionnai alors au sujet des possibilités ou perspectives pour l'opposition; si l'on pouvait trouver un appui parmi les milieux capitalistes français qui ont une attitude agressive à l'égard de l'U.R.S.S. Il me

Le capitaine Sidney Reilly, lorsqu'il préparait son dernier coup en Russie écrivit à sa femme «*Il y a en Russie quelque chose d'entièrement nouveau, de puissant et d'intéressant* ». L'agent de Reilly, le commandant E\*\*\* qui était agent consulaire anglais lui avait fait savoir que des contacts avaient été réalisés avec le mouvement d'opposition en U.R.S.S.

Mais à la fin de cette année, Reilly fut tué par un garde-frontière soviétique alors qu'il s'était rendu en Russie pour y rencontrer en secret les chefs de l'opposition.

Quelques mois après la mort de Reilly, Trotski entretenait «*une mystérieuse température* » que les «*médecins de Moscou* » sont «*incapables d'expliquer* » ; c'est en ces termes qu'il parle dans *Ma Vie*. Il décida qu'il lui fallait aller en Allemagne. Il écrit dans son autobiographie : «*La question de mon voyage à l'étranger fut posée devant le Bureau politique, qui décida qu'il considérerait ce voyage comme extrêmement dangereux en politique générale ; mais il me laissa le soin de prendre la décision finale. Les motifs étaient accompagnés d'une note de la Guépéou qui considérerait mon voyage comme inadmissible... Il est possible que le Bureau politique ait aussi appréhendé mon activité à l'étranger pour consolider l'opposition. Néanmoins, après avoir consulté mes amis, je décidai de partir* ».

En Allemagne, selon lui, Trotski fit un séjour «*dans une clinique privée de Berlin* » où il reçut la visite de Krestinski, son agent de liaison avec le Service secret allemand. Tandis que Trotski et Krestinski conféraient ensemble à la clinique, un «*inspecteur de la police* » allemand, selon Trotski, se présenta tout-à-coup et les informa que la police secrète allemande prenait des mesures extraordinaires pour protéger la vie de Trotski, en raison d'un «*complot* » pour l'assassiner, qu'elle avait découvert.

Grâce à cet artifice habile du Service secret, Trotski et Krestinski 'demeurèrent enfermés, pendant plusieurs heures avec la police secrète allemande...

Un nouvel accord fut conclu cet été entre Trotski et le Service secret militaire allemand. Krestinski a précisé plus tard des conclusion de cet accord.

«*A cette époque, nous avons déjà pris l'habitude de recevoir régulièrement de l'argent, en devises étrangères... Cet argent était destiné au travail trotskiste qui prenait de l'ampleur dans différents pays, à la publication d'ouvrages, etc... En 1928, lorsque la lutte des trotskistes contre la direction du Parti était à son apogée, tant à Moscou que dans les groupes amis, von Seeckt formula la proposition que les renseignements d'espionnage qui lui étaient transmis non régulièrement, mais de temps à autre, eussent maintenant à prendre un caractère plus régulier, et en outre que l'organisation trotskiste dut s'engager; au cas où elle prendrait le pouvoir à l'occasion d'une éventuelle guerre mondiale, à prendre en considération les justes revendications de la bourgeoisie allemande, c'est-à-dire surtout des concessions et la conclusion de traités d'un autre genre. Après que j'eus consulté Trotski, je répondis au général von Seeckt par l'affirmative et nos renseignements commencèrent à prendre un caractère plus systématique et plus du tout sporadique, comme auparavant. Des promesses verbales furent faites en ce qui concernait un accord futur après la guerre. Nous continuâmes à recevoir de l'argent. De 1923 à 1930, nous avons reçu 250.000 marks-or par an... au total approximativement 2 millions de marks-or* ».

De retour à Moscou après son voyage en Allemagne. Trotski lança une campagne décisive contre la direction du Gouvernement soviétique. «*Pendant l'année 1926, écrit Trotski dans Ma Vie, la lutte dans le Parti se développa avec une intensité croissante. En automne, l'opposition se manifesta au grand jour dans des meetings dans les locaux du Parti* ». Cette tactique échoua et souleva un mécontentement général parmi les travailleurs qui dénoncèrent avec colère les diviseurs trotskistes. «*L'opposition, a écrit Trotski, dut battre en retraite* ».

Alors la menace de guerre était suspendue sur la Russie, dans l'été de 1927, Trotski renouvela ses attaques contre le Gouvernement soviétique. Il déclara publiquement à Moscou «*Nous devons reprendre la tactique de Clémenceau qui, comme on le sait, se dressa contre le gouvernement français au moment où les Allemands étaient à 80 km de Paris !*».

Staline dénonça la position de Trotski comme une trahison : «*Quelque chose comme un front uni se constitue de Chamberlain<sup>58</sup> à Trotski* », dit-il.

Une nouvelle fois, on vota sur Trotski et son opposition. Dans un référendum auquel prirent part tous les membres du Parti bolchevik, une écrasante majorité de 740.000 voix contre 4.000 condamna l'opposition trotskiste et approuva la direction de Staline<sup>59</sup>.

---

répondit : «*Naturellement et dans une mesure plus grande encore que vous ne le pensez* ». Mais cela dépendait principalement de deux circonstances, dit-il. La première, c'est que l'opposition devienne une force effective ; la deuxième, c'est la mesure où elle ferait des concessions au capital français. Le second entretien que j'ai eu à Paris eut lieu en 1927 également, en septembre avec le député Louis Dreyfus, grand négociant en blés. Je dois dire que l'entretien et la conclusion furent analogues à ceux que j'eus avec Nicole.

<sup>58</sup> Il s'agit de Sir Austen Chamberlain qui était alors ministre des Affaires étrangères britanniques et un adversaire acharné des Soviets.

<sup>59</sup> 4.000 voix est le chiffre le plus élevé que l'opposition ait obtenu tout au long de sa carrière d'agitation. En dépit de l'interdiction des «*fractions* » et de l'insistance officielle pour «*l'unité révolutionnaire* », comme pierre d'angle de la politique soviétique intérieure, une étonnante liberté de discussion, de critique et de réunion fut accordée à l'opposition trotskiste par le Gouvernement soviétique. Notamment après la mort de Lénine, alors que le pays traversait une période de crise intérieure et extérieure, Trotski put tirer avantage de cette situation pour tenter d'organiser derrière sa propre fraction, un mouvement de masse en U.R.S.S. La propagande publique de l'opposition exploitait toutes les sortes possibles d'arguments politiques contre le régime soviétique. La politique économique et sociale de l'administration était l'objet de continuelles critiques au moyen de slogans tels que : incompétence de l'administration, bureaucratie sans contrôle, dictature d'un homme et d'un parti, dégénérescence des vieux principes ; etc... On ne fit rien pour interdire l'agitation de Trotski jusqu'à ce qu'elle prit ouvertement une position en fait antisoviétique, en

Dans *Ma Vie*, Trotski décrit l'activité de conspiration fiévreuse qui suivit son éclatante défaite au référendum général. « *Nous tenions des meetings secrets dans différents quartiers de Moscou et de Léninegrad, auxquels assistaient des ouvriers et de<sub>s</sub> étudiants de deux sexes, qui s'assemblaient par groupes de 20 à 100 et 200, pour écouter quelque représentant de l'opposition. Il m'arrivait de parler à deux, à trois et même à quatre de ces meetings le même jour... L'opposition prépara avec habileté un grand meeting dans la salle de l'Ecole technique supérieure qui avait été occupée de l'intérieur... L'administration ne réussit pas empêcher ce meeting où Kamenev et moi parlâmes pendant deux heures* ».

Trotski préparait fiévreusement son coup. A la fin d'octobre, son plan était arrêté : une insurrection devait éclater le 7 novembre 1927 pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre. Les amis les plus résolus de Trotski, des anciens membres de la Garde rouge, devaient en prendre la tête. Des détachements devaient s'emparer des points stratégiques du pays. Le signal du soulèvement devait être donné par une démonstration politique contre le Gouvernement soviétique pendant la parade ouvrière qui se déroulait le matin du 7 novembre sur la Place Rouge de Moscou. Dans *Ma Vie*, Trotski raconte : « *Le groupe dirigeant de l'opposition considérait ce final, les yeux grands ouverts. Nous ne comprîmes que trop clairement que nous ne pouvions faire partager nos idées à la nouvelle génération par la diplomatie et des faux-fuyants, mais par une lutte ouverte qui n'éluderait aucune de ses conséquences politiques. Nous allâmes au devant de l'inévitable débâcle, sûrs toutefois, que nous préparions le chemin au triomphe de nos idées dans un avenir plus éloigné* ».

L'insurrection de Trotski échoua presque au départ. Le 7 novembre au main, alors que les ouvriers marchaient dans les rues de Moscou, des tracts de propagande trotskiste, lancés sur eux du haut des maisons, annonçaient l'avènement d'une « *nouvelle direction* ». De petits groupes de trotskistes portant des bannières et des pancartes, firent alors brusquement apparition dans les rues, mais ils furent dispersés par les ouvriers irrités.

Les autorités soviétiques agirent avec promptitude. Mouralov, Smimov, Mratchkowski, Dreitzer et d'autres anciens membres de la garde militaire de Trotski furent rapidement appréhendés. Kamenev et Piatakov furent arrêtés à Moscou. Les agents de la Guépéou perquisitionnèrent dans les imprimeries clandestines trotskistes et dans les dépôts d'armes. Zinoviev et Radek furent arrêtés à Léninegrad où ils étaient allés pour y organiser simultanément un putsch. Un des amis de Trotski, le diplomate Yoffé, qui avait été ambassadeur des Soviets au Japon, se suicida. Par endroits, les trotskistes furent arrêtés en compagnie d'anciens officiers blancs, de terroristes socialistes-révolutionnaires et d'agents étrangers. Trotski fut exclu du Parti bolchévique et envoyé en exil.

## 5. Alma Ata.

Trotski fut exilé à Alma-Ata, capitale de la République soviétique de Kazakhie, près de la frontière de Chine. On lui donna une maison, pour lui, sa femme Nathalie et son fils Sédov. Trotski fut traité avec indulgence par le Gouvernement soviétique qui paraissait encore ignorer les intentions et la signification véritable de sa conspiration. Il fut autorisé à garder auprès de lui quelques hommes de sa garde personnelle parmi lesquels l'ancien officier de l'Armée Rouge Dreitzer. Il lui fut permis de recevoir et d'envoyer un courrier personnel, d'avoir sa bibliothèque privée et des « archives » confidentielles et de recevoir de temps à autre la visite d'amis et d'admirateurs.

Mais l'exil de Trotski ne mit fin en aucune façon à son activité conspiratrice.

Le 27 novembre 1927, le plus subtil de tous les stratèges trotskistes, l'agent allemand et diplomate Krèstinski avait adressé à Trotski une lettre confidentielle qui exposait la stratégie des conspirateurs trotskistes dans les années suivantes. Il était absurde, écrivait-il, que l'opposition trotskiste essaie de poursuivre son agitation à ciel ouvert contre le Gouvernement soviétique. Il fallait, au lieu de cela, que les trotskistes reviennent dans le Parti, qu'ils obtiennent des positions clés dans le Gouvernement soviétique, et qu'ils continuent la lutte pour le pouvoir à l'intérieur même de l'appareil gouvernemental. Les trotskistes, disait-il, doivent chercher « *doucement, progressivement et par un travail persistant à*

---

liaison avec d'autres forces antisoviétiques. De 1924 à 1927, estiment Sidney et Béatrice Webb dans leur livre *Soviet Communism (Le communisme soviétique)* : « Trois années de controverses publiques ininterrompues se poursuivirent, bien que cela puisse paraître surprenant à ceux qui croient que l'U.R.S.S. gémit sous une dictature impitoyable. On discutait constamment dans les principales assemblées législatives, telles que le Comité central exécutif, le congrès pan-russe des Soviets, le Comité central du Parti bolchévique. On échangeait des arguments passionnés dans nombre de soviets locaux, aussi bien que dans les comités locaux du Parti. Il y avait une copieuse littérature (oppositionniste) livres et brochures, que la censure n'avait pas empêchée, qui était publiée par les maisons d'édition d'Etat et qui a atteint littéralement des millions de pages imprimées ». Les Webb ajoutent que la conclusion « fut finalement décidée en toute autorité par le Comité central du Parti, réuni en session plénière en avril 1926 ; décision qui fut ratifiée après une nouvelle discussion, par les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> congrès du Parti (bolchévique) en octobre 1926 et en décembre 1927 », et « après que ces décisions eurent été prises, Trotski persista dans son agitation, essayant de soulever un mouvement de résistance, si bien que sa conduite devint ouvertement factieuse ».

*l'intérieur du Parti et de l'appareil d'Etat, à recouvrer, à mériter de nouveau la confiance des masses, et à regagner de l'influence sur elles ».*

La stratégie, subtile de Krestinski plût à Trotski qui donna bientôt des instructions à ses fidèles, comme Krestinski l'a révélé plus tard, qui avaient été arrêtés et exilés « *de rentrer dans le Parti en prétextant une erreur* », de « *continuer à agir en secret* » et « *d'occuper des emplois responsables plus ou moins indépendants* ». Piatakov, Radek, Zinoviev, Kamenev et d'autres membres de l'opposition se mirent donc à dénoncer Trotski, proclamèrent « *la tragique erreur* » de leur opposition passée et sollicitèrent leur réadmission dans le Parti bolchévique.

La maison de Trotski à Alma-Ata était le centre d'une intense activité, antisoviétique. La « *vie idéologique de l'opposition bouillonnait comme une chaudière, à cette époque* », écrira plus tard Trotski dans la brochure *Léon Sédov* :

*un fils, un ami, un combattant.* D'Alma-Ata, il dirigeait une propagande clandestine dans tout le pays soviétique et une campagne subversive contre le régime <sup>60</sup>.

Le fils de Trotski, Léon Sédov fut chargé d'assurer le système des communications secrètes par lequel Trotski gardait le contact avec ses propres fidèles et les autres membres de l'opposition dans le pays. Ayant à peine dépassé la vingtième année, doué d'une grande énergie nerveuse, et déjà entraîné dans le métier de conspirateur, Sédov alliait un attachement farouche pour les buts de l'opposition à un ressentiment constant et plein d'amertume contre les manières égoïstes et dictatoriales de son père. Dans la brochure qu'il a consacré à son fils, Trotski révèle le rôle important que Sédov a joué en contrôlant le système de communications secrètes d'Alma Ata : « *Dans l'hiver de 1927, Léon avait atteint sa vingtième année. Son travail à Alma-Ata, cette année-là, fut véritablement hors pair. Nous l'appelions notre ministre des Affaires étrangères, de la police et des communications. Et en remplissant toutes ces fonctions, il devait se reposer sur un appareil illégal* ».

Sédov servait aussi de liaison aux courriers secrets qui apportaient des messages secrets à Alma-Ata et remportaient les « directives » de Trotski : « *Parfois des courriers spéciaux arrivaient aussi à Alma-Ata. Les rencontrer n'était pas une petite affaire. Toutes les relations extérieures étaient entièrement entre les mains de Léon. Il pouvait partir de la maison par une nuit pluvieuse ou quand la neige tombait lourdement ; ou bien échappant à la vigilance des espions, il pouvait se cacher toute la journée dans la bibliothèque afin de rencontrer le messenger dans un bain public ou dans les bosquets des environs de la ville, ou sur la place du marché oriental où les Kirghizes venaient en foule avec leurs chevaux, leurs ânes et leurs marchandises. Chaque fois, il revenait heureux, un éclair de victoire dans le regard et le précieux butin sous sa chemise* ».

Près de « 100 messages par semaine », d'un caractère secret passaient par les mains de Sédov. En outre, de grandes quantités de matériel de propagande et de courrier personnel étaient expédiés par Trotski d'Alma-Ata. La plupart des lettres contenaient des « directives » pour ses fidèles ; ainsi que la propagande antisoviétique. « *Entre avril et octobre 1928, se vante Trotski, nous avons reçu environ un millier de lettres et documents politiques, et environ 700 télégrammes. Dans la même période, nous avons envoyé 500 télégrammes et pas moins de 800 lettres politiques...* ».

En décembre 1928, un représentant du Gouvernement soviétique fut envoyé à Alma-Ata pour rendre visite à Trotski. Selon *Ma Vie*, il dit à Trotski « *Le travail de vos sympathisants politiques dans tout le pays prend en fin de compte un caractère nettement contre-révolutionnaire; les conditions dans lesquelles vous êtes à Alma-Ata vous donnent toutes les possibilités de diriger ce travail...* ». Le

<sup>60</sup> En l'absence de Trotski, la responsabilité de diriger le restant des forces de l'opposition tomba temporairement entre les mains de Boukharine qui n'étant pas d'accord avec la direction de Trotski, s'était habilement abstenu de prendre part à la désastreuse tentative de putsch. Boukharine en était venu à considérer que c'était lui, et non Trotski, qui était le véritable chef et le théoricien de l'opposition. A « l'Ecole marxiste » qu'il dirigeait à Moscou, Boukharine s'était entouré d'un groupe de « cadres », comme il les appelait, recrutés parmi les jeunes étudiants. Boukharine entraînait un certain nombre de ces étudiants dans la technique de la conspiration. Il entretenait des liaisons étroites avec des membres de l'Intelligentzia technique qui avait appartenu au Parti industriel. Auparavant, Boukharine se qualifiait de « communiste de gauche » ; depuis la débâcle de Trotski, il entreprit de formuler les principes de ce qui fut bien publiquement connu sous le nom d'opposition de droite. Boukharine estimait que Trotski avait agi avec précipitation et que son échec était dû, en grande mesure, au fait qu'il n'avait pas agi en collaboration avec les autres groupes antisoviétiques agissant dans le pays. Aussi se mit-il en oeuvre d'y remédier par son opposition de droite. Après la mise hors la loi des trotskistes, le premier plan quinquennal était sur le point de passer à un stade d'opérations de grande envergure. Le pays avait à faire face à des difficultés et des privations nouvelles et à une tension extrême. Avec le haut fonctionnaire du gouvernement Rykov et le dirigeant des syndicats Tomski, Boukharine organisa l'Opposition de droite à l'intérieur du Parti bolchévique, en liaison secrète avec les agents du Torgprom et les menchéviks. L'Opposition de droite était ouvertement contre le plan quinquennal. Dans la coulisse, Boukharine formulait le véritable - programme de l'Opposition de droite dans des réunions secrètes avec des représentants de Trotski et avec les agents d'autres organisations clandestines.

« Si l'on veut pratiquement formuler ma plate-forme programme », a précisé plus tard Boukharine, « ce sera en ce qui concerne l'économie : le capitalisme d'Etat, le moujik aisé, ménager de son bien, la réduction des kolkhozes, les concessions étrangères, l'abandon du monopole du commerce extérieur, et comme résultat la restauration du capitalisme dans le pays... A l'intérieur du pays notre programme c'était le bloc avec le menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les autres... au glissement vers la voie où il y a incontestablement des éléments de césarisme... des éléments de fascisme »

La nouvelle ligne politique de l'opposition dé, nie par Boukharine attirait des adeptes parmi les hauts fonctionnaires ambitieux de l'U.R.S.S., qui n'avaient aucune confiance dans le succès du plan quinquennal. Les dirigeants des organisations de koulaks qui résistaient énergiquement à la collectivisation fournirent à l'Opposition de droite de Boukharine ces éléments de base de masse que Trotski avait recherchés en vain. Trotski éprouva au début du ressentiment contre la montée de Boukharine à la direction d'un mouvement qu'il avait créé ; mais après une courte période de rivalité et même de lutte, ils se réconcilièrent. La phase publique et « légale » de l'Opposition de droite dura jusqu'en novembre 1929 où une session plénière du Comité central du Parti bolchévique déclara que la propagande des conceptions de droite était incompatible avec l'appartenance au Parti et Boukharine, Rykov et Tomski furent écartés de leurs hautes situations officielles.



Gouvernement soviétique voulait que Trotski promit de cesser son activité séditionnaire. Faute de quoi, le gouvernement serait obligé de prendre des mesures énergiques contre lui, en tant que traître. Trotski refusa de prendre en considération l'avertissement. Son cas fut examiné par un collège spécial de la Guépéou, à Moscou. Voici l'extrait des procès-verbaux de la Guépéou. en date du 18 janvier 1929:

*Considérant le cas du citoyen Trotski, Lev Davidovitch, conformément à l'art. 5810 du Code criminel et l'accusation d'une activité contre révolutionnaire se manifestant par l'organisation d'un parti illégal antisoviétique dont les derniers agissements ont tendu à provoquer des actes antisoviétiques et à préparer une lutte armée contre le pouvoir soviétique,*

*Décide que le citoyen Trotski, Lev Davidovitch, sera expulsé du territoire de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.*

Le 22 janvier 1929, au matin, Trotski fut effectivement expulsé de l'Union soviétique.

C'était le commencement de la période la plus extraordinaire de la carrière de Léon Trotski:

« *L'exil signifie généralement l'éclipse. C'est le contraire qui est arrivé pour Trotski* », devait écrire le journaliste Marcossou dans son livre *Turbulent Years* (Années troublées) : « *Guêpe humaine tant qu'il était sur le territoire soviétique, son dard est à peine moins agissant quand il est éloigné à des milliers de kilomètres... Tout en exerçant une influence lointaine il est devenu l'ennemi N° 1 de la Russie. Napoléon a eu une Sainte-Hélène qui a terminé sa carrière de fauteur de trouble en Europe. Trotski a eu cinq Sainte-Hélène. Chacune a été un nid d'intrigue. Maître en propagande, il a vécu dans une atmosphère fantastique de conspirations nationales et internationales comme un personnage des romans policiers de E. Philipps Oppenheim* »,



## CHAPITRE XVI

### FORMATION D'UNE CINQUIEME COLONNE

#### 1. Trotski à l'île d'Elbe.

Le 13 février 1929, Trotski arrivait à Constantinople. II n'y arrivait pas comme un exilé politique discrédité, mais comme un potentat en visite. Des grandes manchettes dans la presse mondiale annoncèrent l'événement. Des correspondants étrangers l'attendaient pour le saluer à la descente du canot à moteur qui l'amenait. Les écartant, Trotski monta dans une automobile qui l'attendait. Un de ses gardes du corps privés le conduisait et l'emmena dans la résidence qui lui avait été préparée dans la ville.

Un orage politique éclata en Turquie. Les porte-parole soviétiques exigeaient que Trotski fut expulsé ; les porte-parole antisoviétiques saluaient en lui l'ennemi du régime soviétique. Le gouvernement turc semblait indécis. On parla de pressions diplomatiques pour le maintien de Trotski en Turquie, près de la frontière soviétique. Finalement on aboutit à un compromis. Trotski resterait en Turquie sans y rester. On donnerait au «Napoléon rouge » une retraite dans l'île turque de Prinkipo, et Trotski, sa femme et son fils, ainsi qu'un certain nombre de ses gardes du corps, s'y rendirent quelques semaines plus tard...

A Prinkipo, île pittoresque de la mer Noire, où Woodrow Wilson avait pensé pouvoir organiser une conférence de paix entre les Alliés et les Soviets, l'exilé installa son nouveau quartier général avec son fils comme chef-adjoint et collaborateur principal. « *A Prinkipo, un nouveau groupe de collaborateurs originaires de divers pays avait été entre temps heureusement constitué, en étroites liaisons avec mon fils* », a écrit Trotski dans *Ma Vie*. Une atmosphère étrange, fiévreuse de mystère et d'intrigue environnait la petite maison où il vivait. La maison était protégée à l'extérieur par des chiens policiers et des gardes du corps armés; à l'intérieur, c'était un fourmillement d'aventuriers « révolutionnaires » russes, allemands, espagnols et d'autres pays encore, venus rejoindre Trotski à Prinkipo. Il les appelait ses « secrétaires » et ils constituaient une nouvelle garde. Il y avait un mouvement perpétuel de visiteurs : des propagandistes, des politiciens et des journalistes antisoviétiques, des adorateurs du héros exilé et de soit-disant « révolutionnaires internationaux ». Les gardes du corps se tenaient à la porte de la bibliothèque, où Trotski tenait ces conférences particulières avec des renégats de l'Internationale communiste ou des mouvements socialistes. De temps à autre, leurs visites masquaient dans le plus grand secret celles des agents des Services militaires de renseignements et d'autres mystérieux personnages venus pour s'entretenir avec Trotski.

Au début, le chef de la garde du corps de Trotski à Prinkipo fut Bloumkine, l'assassin socialiste-révolutionnaire qui suivait Trotski comme un chien fidèle depuis une dizaine d'années. A la fin de 1930, Trotski l'envoya en U.R.S.S., chargé d'une mission spéciale. Bloumkine fut pris par la police soviétique, jugé, convaincu de contrebande d'armes et de propagande antisoviétique sur le territoire de l'Union et exécuté. Par la suite, les chefs de la garde du corps de Trotski furent un français, nommé Raymond Molinier et un Américain, Sheldon Harte.

Avec un soin jaloux, Trotski cherchait à maintenir sa réputation de « grand révolutionnaire » en exil temporaire. Sa silhouette trapue, légèrement bossue, devenait épaisse et molle. Son célèbre toupet de cheveux noirs et sa petite barbe en pointe grisonnaient, mais ses Mouvements étaient vifs et impatientes. Ses yeux sombres, derrière son vieux pince-nez qui glissait sur son nez pointu, donnaient à ses traits tristes et mobiles une expression de méchanceté particulière. De nombreux observateurs furent frappés par sa physionomie « méphistophélique ». D'autres ont trouvé qu'il y avait dans la voix et le regard de Trotski une fascination presque magnétique.

En soutenant sa réputation à l'extérieur de l'U.R.S.S., Trotski ne laissait rien au hasard. Il aimait citer ces mots de l'anarchiste français Proudhon : « *Je me ris de la destinée ; et quant aux hommes, ils sont trop ignorants trop asservis pour qu'ils me gênent* ». Mais avant d'accorder un entretien à quelque important visiteur, Trotski répétait soigneusement son rôle en étudiait même les gestes appropriés devant un miroir de sa chambre à coucher. Les journalistes qui venaient à Prinkipo devaient soumettre à Trotski leurs articles avant la publication. Dans la conversation, Trotski déversait un flot sans fin d'assertions dogmatiques et d'invectives antisoviétiques, soulignant chaque phrase et chaque geste avec l'outrance théâtrale d'un orateur populaire.

L'écrivain libéral allemand Emil Ludwig interviewa Trotski peu après son installation à Prinkipo.

Trotsky était d'humeur optimiste. La crise menaçait la Russie, dit-il à Ludwig; le plan quinquennal était un échec : il y aurait du chômage accompagné d'un désastre économique et industriel; le plan de collectivisation des campagnes était condamné; Staline conduisait le pays à la catastrophe; l'opposition grandissait...

- *Quelle est l'importance en Russie de ceux qui vous suivent ?* demanda Ludwig.

Trotsky fut soudainement prudent. Il agita une main blanche et molle, soigneusement manucurée. « *Difficile à estimer* ». Ses amis étaient « dispersés », travaillant illégalement. « *clandestinement* ».

- *Quand pensez-vous pouvoir reparaître au grand jour*

A cette question, Trotsky répondit après un peu de réflexion :

- *Quand une occasion extérieure se présentera. Peut être une guerre ou une nouvelle intervention européenne quand la faiblesse du gouvernement aura un effet stimulant !*

Winston Churchill, qui était encore passionnément intéressé par toutes les manifestations de la campagne antisoviétique mondiale, consacra une étude spéciale à l'exilé de Prinkipo. « *Je n'ai jamais aimé Trotsky* », a déclaré Churchill en 1944. Mais l'audace conspiratrice de Trotsky, ses talents d'orateur et son énergie diabolique plaisaient au tempérament aventureux de Churchill. Résumant en une phrase les buts de la conspiration internationale ourdie par Trotsky à partir du moment où il quitta le sol soviétique, Churchill a écrit dans ses *Great Contemporaries* : « *Trotsky s'efforce de rassembler les bas-fonds de l'Europe pour abattre l'armée russe* ».

C'est aussi à cette époque que le journaliste américain John Gunther fit une visite au quartier général de Trotsky à Prinkipo. Il s'entretint avec Trotsky et avec un certain nombre de trotskistes russes et européens. A l'étonnement de Gunther, Trotsky ne se comportait pas comme un exilé vaincu, mais plutôt comme un monarque ou un dictateur en exercice. Gunther pensait à Napoléon à l'île d'Elbe, tout juste avant le retour en France et les Cent-Jours « *Un mouvement trotskiste a grandi dans la plupart des pays d'Europe. Dans chaque pays, il y a un noyau d'agitateurs trotskistes. Ils prennent leurs ordres directement à Prinkipo. Ces divers groupes communiquent entre eux par leurs publications et leurs manifestes, mais surtout au moyen de lettres personnelles. Ces divers comités nationaux sont liés à un état-major international à Berlin* ».

Gunther essaya de faire parler Trotsky sur sa IVe Internationale, quel était son but au juste et ce qu'elle faisait. Trotsky fut réservé sur cette question. Dans un moment d'expansion, il montra à Gunther quelques « livres creux » dans lesquels les documents secrets étaient cachés et transportés. Il fit éloge de l'activité d'Andreas Nin en Espagne <sup>61</sup> ; Il avait aussi des amis et des sympathisants, influents aux Etats-Unis. Il parla des groupes en formation en France, en Norvège et en Tchécoslovaquie. Leur activité, dit-il à Gunther, était « semi-secrète ».

Gunther écrivit que Trotsky avait « *perdu la Russie, ou tout au moins pour un certain temps. Personne ne sait s'il peut la regagner dans dix, ou dans vingt ans* ». Le but principal de Trotsky était de « *tenir bon en espérant l'effondrement de Staline en U.R.S.S., et en attendant, de consacrer toute son énergie à perfectionner sans cesse son organisation anticomuniste à l'étranger* ».

Il n'y a qu'« une chose », conclut Gunther, qui pourrait ramener Trotsky immédiatement en Russie : cette unique chose, c'était la mort de Staline ».

Pendant les années 1930 et 1931, Trotsky lança de Prinkipo une extraordinaire campagne de propagande antisoviétique qui pénétra bientôt dans tous les pays.. C'était une forme entièrement nouvelle de propagande antisoviétique, infiniment plus subtile et plus troublante que toutes celles qui avaient été conçues par les promoteurs des croisades antibolchéviques du passé.

Lies temps avaient changé. A la suite de la crise mondiale, le monde entier était animé d'un esprit révolutionnaire en ce sens qu'il ne voulait pas revenir aux méthodes du passé qui avaient apporté tant de misère et de souffrances. La contre-révolution précoce du fascisme en Italie avait en fait eu pour promoteur un ex-socialiste, Mussolini, qui l'avait présentée comme une « révolution italienne ». En Allemagne, les nazis faisaient des progrès dans les masses populaires, non seulement en enrôlant la réaction antibolchévique, mais en se posant devant les ouvriers et les paysans allemands comme des « national-socialistes ». Dès 1903, Trotsky avait utilisé avec maîtrise les articles de propagande que Lénine qualifiait de slogans ultra-révolutionnaires, qui ne lui coûtait rien.

Maintenant, à l'échelle mondiale. Trotsky commençait à développer la technique de propagande qu'il avait à l'origine employée contre Lénine et le Parti bolchévique. Dans une quantité innombrables d'articles, de livres, de brochures et de discours ultra-gauchistes et d'apparence violemment révolutionnaire, Trotsky se mit à attaquer le régime soviétique et à faire appel à son renversement par la violence, non parce qu'il était révolutionnaire, mais parce qu'il était, selon ses dires, « contre-révolutionnaire » et « réactionnaire ».

En un tournemain, de nombreux anciens antibolchéviques abandonnèrent leur ancienne forme de propagande pro-tzariste et ouvertement contre-révolutionnaire et adoptèrent la nouvelle ruse trotskiste

---

<sup>61</sup> En ce qui concerne les relations ultérieures de Nin avec la Ve colonne fasciste en Espagne, voir le chapitre XIX, paragraphe 4, (note de la page 382).

à la mode en attaquant la Révolution russe « par la gauche ». Dans les années suivantes, ce fut une chose acceptée qu'un lord Rothermere ou un William Hearst accusât Staline de « trahir la Révolution ».

La première grande oeuvre de Trotski pour présenter cette nouvelle politique antisoviétique à la contre-révolution internationale fut son autobiographie mélodramatique et semi-fictive, *Ma vie*. Publiée d'abord sous la forme d'une série d'articles antisoviétiques dans les journaux d'Europe et d'Amérique, son but, en tant que livre, était de calomnier Staline et l'U.R.S.S., d'accroître le prestige du mouvement trotskiste et de soutenir le mythe de Trotski, « révolutionnaire mondial ». Il se dépeignait dans son livre, comme le véritable inspirateur et l'organisateur de la Révolution russe, qui avait été dépouillé de sa situation méritée de dirigeant de la Russie par des adversaires «rusés», «médiocres », «asiatiques ».

Immédiatement, les journalistes, les agents antisoviétiques présentèrent à grand bruit le livre de Trotski comme l'ouvrage le plus sensationnel du monde racontant l' « histoire intime » de la Révolution russe.

Adolf Hitler lut l'autobiographie de Trotski dès sa parution. Le biographe d'Hitler, Conrad Heiden, raconte dans son livre *Der Fuehrer*, comment le chef nazi surprit ses amis en 1930, en éclatant en concerts de louanges sur le livre de Trotski. « Epatant! » s'écria Hitler, en montrant l'ouvrage à ses amis. « *J'y ai appris beaucoup de choses, et vous pouvez en apprendre aussi !* ».

Le livre de Trotski devint rapidement un ouvrage classique pour les Services secrets antisoviétiques. Il fut accepté comme le guide fondamental de propagande contre le régime soviétique. La politique secrète japonaise en fit des lectures obligatoires aux communistes japonais et chinois emprisonnés, pour abattre leur moral et les convaincre que la Russie soviétique avait trahi la Révolution chinoise et la cause pour laquelle ils se battaient. La Gestapo fit un usage similaire de ce livre.

Ma Vie n'était que la première arme de la prodigieuse campagne de propagande antisoviétique de Trotski. Elle fut suivie par la Révolution trahie; l'Economie soviétique en danger; l'Echec du plan quinquennal; Staline et la Révolution chinoise; l'Ecole Stalinienne de falsification; et d'innombrables autres livres, brochures et articles antisoviétiques, dont un certain nombre étaient publiés pour la première fois, sous des titres flamboyants, dans les journaux réactionnaires d'Europe et d'Amérique. Le « Bureau » de Trotski débitait continuellement des « révélations », des « scandales », des « histoires intimes » sur la Russie à la presse antisoviétique mondiale.

Pour l'Union soviétique, Trotski publiait un officiel Bulletin de l'opposition, imprimé à l'étranger, d'abord en Turquie, puis en Allemagne, en France, en Norvège et dans d'autres pays et introduit en contrebande par des messagers trotskistes secrets; le *Bulletin* n'avait pas pour objet d'atteindre les masses soviétiques. Il s'adressait aux diplomates, aux fonctionnaires de l'Etat, aux militaires et aux intellectuels qui avaient autrefois suivi Trotski ou qui semblaient pouvoir être influencés par lui. Le Bulletin contenait aussi des directives pour le travail de propagande des trotskistes tant en U.R.S.S. qu'à l'étranger. Sans discontinuer, le Bulletin dressait un tableau sinistre du désastre qui menaçait le régime soviétique, prédisait des cases industrielles, une nouvelle guerre civile et l'effondrement, de l'Armée Rouge à la première attaque étrangère. Le Bulletin jouait habituellement sur tous les doutes et les inquiétudes que la tension extrême et les difficultés de la période de construction faisaient naître dans l'esprit des éléments instables, troublés et mécontents. Le Bulletin faisait ouvertement appel à ces éléments pour commettre d'une façon souterraine des actes de violence contre le Gouvernement soviétique.

Voici quelques exemples typiques de la propagande antisoviétique et des appels au renversement par la violence du régime soviétique que Trotski diffusait dans le monde au cours des années qui suivirent son expulsion de l'U.R.S.S.

«La politique des dirigeants actuels, le petit, groupe de Staline, conduit à toute vitesse le pays à des crises dangereuses et à l'effondrement. (*Lettres aux membres du Parti communiste de l'U.R.S.S.*, mars 1930).

«La crise menaçante de l'économie soviétique réduira en poussière dans un avenir très proche, la légende mielleuse (que le socialisme peut être construit dans un seul pays) en causant, nous n'avons aucune raison d'en douter, de nombreuses morts... L'économie (soviétique) fonctionne sans réserves matérielles et sans calculs... la bureaucratie sans contrôle a lié son sort à une suite d'erreurs accumulées... une crise menace (l'U.R.S.S.) avec un cortège de conséquences telles que la ruine inévitable des entreprises et le chômage (*L'économie soviétique en danger*, 1923). Les travailleurs affamés (en U.R.S.S.) sont mécontents de la politique du Parti. Le Parti est mécontent de sa direction. La paysannerie est mécontente de l'industrialisation, de la collectivisation, des villes (Le Militant, 4 février 1933). Le premier choc social, qu'il vienne de l'extérieur ou de l'intérieur, peut jeter la société soviétique divisée dans la guerre civile (L'U.R.S.S. et la *IVE Internationale*, 1933). Il serait enfantin de penser que la bureaucratie stalinienne peut être chassée au moyens d'un congrès du Parti ou des

Soviets. Les moyens normaux, constitutionnels ne sont pas valables désormais pour chasser la clique au pouvoir. Elle ne peut être forcée de passer le pouvoir à l'avant-garde prolétarienne que par la violence (*Bulletin de l'opposition*, octobre 1933). La crise politique converge vers la crise générale qui progresse. (*L'Assassinat de Kirov*, 1935).

« Dans le Parti, Staline s'est mis au-dessus de toute critique et au-dessus de l'Etat. Il est impossible de le destituer, sauf par l'assassinat. Tout oppositional devient ipso facto un terroriste (compte rendu d'un interview accordé au *New-York Evening Journal*, de W.R. Hearst, 26 janvier 1937). Pouvons-nous penser que l'U.R.S.S. sortira de la grande guerre qui s'approche sans défaite ? A cette franche question, nous répondrons aussi franchement: Si la guerre n'est qu'une guerre, la défaite de l'U.R.S.S. est inévitable. Du point de vue technique, économique et militaire, l'impérialisme est incomparablement plus fort. S'il n'est pas paralysé par une révolution à l'ouest, l'impérialisme balayera le régime actuel (*American Mercury*, mars 1937). La défaite de l'U.R.S.S. est inévitable. Si la prochaine guerre ne provoque pas une nouvelle révolution... Si nous admettons théoriquement la Guerre sans révolution, alors la défaite de l'U.R.S.S. est inévitable (Déposition aux débats de Mexico, avril 1937) ».

## 2. Rendez-vous à Berlin.

A partir du moment où Trotski avait quitté le sol soviétique; des agents des Services secrets étrangers s'étaient empressés de prendre contact avec lui pour utiliser son organisation internationale antisoviétique. La *Defensiva* polonaise, l'*Ovra* italienne fasciste, le *Service secret militaire* finlandais, les émigrés russes-blancs qui dirigeaient les services d'espionnage antisoviétique en Roumanie, en Hongrie et en Yougoslavie, et les éléments réactionnaires de l'*Intelligence Service* britannique et du *Deuxième Bureau français* étaient tous prêts à traiter avec «l'ennemi public N°1 de l'U.R.S.S.», pour leurs buts propres. Des fonds, des collaborateurs, un réseau d'espions et de messagers furent mis à la disposition de Trotski pour maintenir et développer son activité internationale de propagande antisoviétique et pour appuyer et réorganiser son appareil de conspiration en Union Soviétique.

L'intimité croissante de Trotski avec le Service secret militaire allemand (section III B) qui, sous la direction du colonel Nicolaï, collaborait déjà avec la grandissante *Gestapo* d'Himmler, fut la plus importante de toutes.

Jusqu'en 1930, l'agent de Trotski, Krestinski, avait encaissé approximativement 2 millions de marks-or de la Reichswehr pour le financement de l'activité trotskiste en U.R.S.S., en échange de renseignements d'espionnage que devaient fournir les trotskistes du Service secret militaire allemand. Krestinski a déclaré plus tard : « A partir de 1923 et jusqu'en 1930 inclus, nous avons reçu chaque année 25.000 marks-or, soit environ 2 millions de marks-or. Jusqu'à la fin de 1927, c'est surtout à Moscou que tout se passa. Ensuite, à partir de 1927 et à peu près jusqu'à la fin de 1928, donc pendant dix mois environ je ne reçus pas d'argent, car, par suite de la débâcle de Trotski, je me vis isolé, ignorant les plans de Trotski, ne recevant de lui aucune information, aucune directive,.. Cette situation se prolongea Jusqu'en octobre 1928, époque où je reçus une lettre de Trotski alors déporté à Alma Ata... Dans cette lettre, Trotski me donnait la directive de recevoir l'argent des Allemands et de le transmettre soit à Maslov, soit aux amis français de Trotski, Rosmer Magdeleine Paz et autres. Je m'adressai au général von Seeckt. A cette époque il avait déjà pris sa retraite et n'occupait plus aucun poste. Il s'offrit de parler à Hammerstein et à recevoir l'argent. Il le reçut en effet. Hammerstein était le chef de l'état-major de la Reichswehr et en 1930, il devint commandant en chef de la Reichswehr ».

En 1930, Krestinski fut nommé commissaire-adjoint aux Affaires étrangères et quitta Berlin pour Moscou. Son départ d'Allemagne, joint à la crise qui se développait à l'intérieur de la Reichswehr par suite de la montée du nazisme, arrêta de nouveau pour un temps le versement des fonds allemands à Trotski. Mais déjà Trotski était près de conclure un nouvel accord, et plus large, avec le Service secret militaire allemand.

En février 1931, le fils de Trotski, Léon Sédov loua un appartement à Berlin. D'après son passeport, Sédov, était en Allemagne pour y « étudier » ; ostensiblement, il était venu pour suivre les cours d'un « institut scientifique allemand ». Mais la présence de Sédov dans la capitale allemande, cette année-là était justifiée par des raisons plus urgentes...

Quelques trois auparavant, Trotski avait écrit une brochure intitulée *L'Allemagne, clef de la*

*situation internationale*. 107 députés nazis avaient été élus au Reichstag, et le Parti nazi avait obtenu 6.400.000 suffrages. Au moment de l'arrivée de Sédov à Berlin, il y avait dans la capitale allemande une atmosphère d'attente et de tension fiévreuse. Les sections d'assaut en chemise brune, chantant le « *Horst Wessel Lied* » paradaient dans les rues de Berlin, dévastant les magasins juifs et perquisitionnant les foyers et les sièges des organisations républicaines et ouvrières. Les nazis étaient pleins de confiance : « Jamais de ma vie, je n'ai été si bien disposé et si intimement content que pendant cette époque », a écrit Adolf Hitler dans le *Völkischer Beobachter*.

Officiellement, l'Allemagne était encore une démocratie. Les transactions commerciales entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. étaient à leur maximum. Le gouvernement soviétique achetait des machines aux firmes allemandes, Des techniciens allemands obtenaient, de belles situations dans les mines et dans les entreprises d'électrification soviétiques. Les ingénieurs soviétiques visitaient l'Allemagne. Les représentants commerciaux soviétiques, les acheteurs et les agents d'affaire faisaient continuellement le voyage de Berlin à Moscou et vice versa, pour des missions en rapport avec le plan quinquennal. Certains de ces citoyens soviétiques étalent des amis ou d'anciens amis de Trotski.

Sédov était à Berlin, comme représentant de son père, avec des projets conspiratifs.

« *Léon était toujours en éveil* », dit Trotski dans sa brochure *Léon Sédov, un fils, un ami, un combattant*, « *cherchant avidement à nouer des relations avec la Russie, à l'affût des voyageurs qui y retournaient, des étudiants soviétiques envoyés à l'étranger, ou des fonctionnaires sympathisants dans le personnel des représentations* ». La tâche principale de Sédov était de prendre contact avec les anciens membres de l'opposition, de leur communiquer les directives de Trotski et de grouper leurs messages pour son père. Pour « *éviter de compromettre ses informateurs* » et « *échapper aux espions de la Guépéou* », écrit Trotski, Sédov « *marchait pendant des heures dans les rues de Berlin* ».

Un certain nombre de trotskistes influents avaient réussi à obtenir des emplois au commissariat du commerce extérieur. Parmi eux citons Ivan Smirnov; ancien officier de l'Année Rouge et de la garde de Trotski. Après un court exil, Smirnov avait suivi la stratégie des autres trotskistes qui avait renié Trotski et sollicité leur réintégration dans le Parti bolchévique. Ingénieur de profession, Smirnov obtint un petit emploi dans l'industrie des transports. Au début de 1931, il fut désigné comme ingénieur-conseil d'une mission commerciale qui se rendait à Berlin.

Peu après son arrivée à Berlin, Smirnov rencontra Sédov. Au cours de rendez-vous clandestins dans l'appartement de Sédov et dans des brasseries, des cafés de banlieue éloignée, Smirnov prit connaissance du plan de Trotski de réorganiser l'opposition secrète en collaboration avec des agents du Service secret militaire allemand.

A partir de maintenant, déclara Sédov à Smirnov, la lutte contre le régime soviétique devait prendre le caractère d'une offensive totale. Les vieilles rivalités et les divergences politiques entre trotskistes, boukharinistes, zinoviévistes, menchéviks, socialistes-révolutionnaires et tout les autres groupes et fractions antisoviétiques devaient être oubliées. Il fallait constituer une opposition unie. Deuxièmement, à partir de maintenant, la lutte devait assumer un caractère militant. Une campagne à l'échelle nationale de terrorisme et de sabotage contre le régime soviétique devait commencer. Par des coups d'engergure et soigneusement synchronisés, l'opposition devait être capable de jeter le Gouvernement soviétique dans un état désespéré de trouble et de démoralisation. Alors l'opposition pourrait s'emparer du pouvoir.

La tâche immédiate de Smirnov était de transmettre les, instructions de Trotski pour la réorganisation du travail clandestin et la préparation d'actes de terrorisme et de sabotage, aux membres les plus dignes de confiance de l'opposition à Moscou. Il devait aussi prendre ses dispositions pour envoyer régulièrement des « informations » à Berlin, d'où on les transmettrait à son père. Le mot de passe que ces messagers utiliseraient pour se faire reconnaître serait : « Je vous apporte les salutations de Galya ».

Sédov demanda à Smirnov de faire encore une chose pendant qu'il était encore à Berlin. Il fallait qu'il entrât en rapport avec le chef de la représentation commerciale soviétique qui venait d'arriver à Berlin et qu'il lui fit savoir que Sédov était dans la ville et désirait le voir pour une question de la plus haute importance.

Le chef de cette représentation commerciale soviétique qui venait d'arriver à Berlin était le vieil ami et admirateur le plus dévoué de Trotski, louri Léonidovitch Piatakov.

Grand et mince, bien habillé, Piatakov, avec son grand front fuyant, son teint pâle et sa barbe rousse soignée, avait bien plus l'air d'un professeur de lycée que du conspirateur chevronné qu'il était. En 1927, après la tentative de putsch, Piatakov avait été le premier trotskiste de marque à rompre avec Trotski et à demander sa réintégration dans le Parti bolchévique. D'une remarquable compétence en matière d'organisation commerciale, Piatakov obtint plusieurs bons emplois dans l'industrie soviétique en pleine croissance, alors qu'il était encore en exil en Sibérie. A la fin de 1929, il fut réadmis dans le Parti à l'essai. On lui confia la présidence d'une série de bureaux d'étude de plans pour le développement des t,ransports et de l'industrie chimique,

En 1931, il entra au Conseil économique suprême, la principale institution d'Etat de planification, et la même année, il était envoyé à Berlin par le Gouvernement soviétique, à la tête d'une mission commerciale spéciale pour l'achat de matériel d'équipement industriel allemand.

Suivant les instructions de Sédov, Smirnov rencontra Piatakov dans son bureau de Berlin et il lui dit que Sédov était là avec un message personnel pour lui, de la part de Trotski. Quelques jours après, Piatakov rencontrait Sédov. Voici le récit de cette entrevue par Piatakov :

*« Il y a un café Am Zoo non loin du Jardin Zoologique, sur la place. Je m'y rendis et j'avisais Léon Sédov installé à une table. Nous nous étions très bien connus dans le passé. Il déclara qu'il ne parlait pas en son nom propre, mais au nom de son père, Trotski ; et que Trotski, ayant appris que j'étais à Berlin, lui avait donné l'ordre catégorique de me voir, de me rencontrer personnellement et d'avoir un entretien avec moi. Sédov me dit que Trotski n'abandonnait pas une minute l'idée de reprendre la lutte contre la direction de Staline ; qu'il y avait eu une accalmie momentanée, due en partie aux déplacements de Trotski d'un pays à un autre, mais que cette lutte reprenait maintenant, ce dont lui, Trotski, me faisait part... Après quoi, Sédov me posa de front la question : « Trotski demande si vous Piatakov, avez l'intention de prendre part à cette lutte? » « Je donnai mon consentement ».*

Sédov se mit alors en devoir d'informer Piatakov de la ligne selon laquelle Trotski proposait de réorganiser l'opposition.

*« Sédov continua en m'exposant en substance les nouvelles méthodes de lutte ; il ne pouvait être question de développer la lutte de masse, sous quelque forme que ce fut ; non plus que d'organiser un mouvement de masse. Si nous entreprenions un travail de masse quelconque, ce serait l'échec immédiat. Trotski était résolument partisan du renversement de la direction de Staline par des méthodes de terreur et de sabotage. Ensuite, Sédov dit que Trotski attirait l'attention sur le fait que la lutte limitée à un seul pays était un non sens et qu'on ne pouvait aucunement éluder la question internationale. Dans cette lutte, nous aurions aussi nécessairement à résoudre la question internationale ou plutôt les problèmes entre Etats. Celui qui se dérobe à ces questions, dit Sédov, en reprenant les paroles de Trotski, se décerne à lui-même un certificat d'indigence ».*

Un second entretien entre Sédov et Piatakov suivit bientôt. Cette fois, Sédov lui dit : « Vous comprenez, louri Léonidovitch, que puisque la lutte reprend, il faut de l'argent. Vous pouvez nous fournir les fonds pour la lutte ». Sédov indiqua à Piatakov comment cela pouvait être fait. En sa qualité officielle de représentant commercial du Gouvernement soviétique en Allemagne, Piatakov devait placer autant de commandes que possible à deux firmes allemandes Borsig et Demag. Piatakov ne devait pas « insister trop sur les prix » en traitant avec ces firmes, car Trotski avait un arrangement avec elles. « Vous paierez plus cher, dit Sédov, mais cet argent ira à notre travail <sup>62</sup> ».

Il, y avait en 1931, deux autres oppositionnels secrets à Berlin, que Sédov entraîna à travailler dans le nouvel appareil trotskiste. C'étaient Alexis Chestov, un ingénieur de la mission commerciale de Piatakov, et Serge Bessonov, un membre de la représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Berlin.

Pessonov, un ex-socialiste-révolutionnaire, d'apparence douce, était un gros homme d'environ 45 ans, aux teints bronzés. La représentation commerciale de Berlin, à laquelle il travaillait, était la plus centrale des agences commerciales soviétiques de l'Europe et elle conduisait des négociations commerciales avec dix pays différents. Bessonov, lui, demeurait en permanence à Berlin. Il, était par conséquent le personnage idéal pour servir de « liaison » entre les trotskistes russes et leur chef exilé. Il fut convenu que les communications secrètes des trotskistes de Russie seraient adressées à

---

<sup>62</sup> Les deux firmes Borsig et Demag, étaient des façades du Service secret militaire allemand. En traitant avec elles, Piatakov avait le moyen de mettre des sommes considérables à la disposition de Trotski. Un témoin indépendant, l'ingénieur américain John Littlepage a personnellement observé le comportement de Piatakov à l'égard de ces deux firmes allemandes. Littlepage était employé par le gouvernement soviétique en qualité d'expert en matière de mines d'or et de cuivre. Dans une série d'articles relatifs à ce qu'il a vu en U.R.S.S. et qui furent publiés dans le *Saturday Evening Post* en janvier 1938, Littlepage a écrit : « J'allais à Berlin au printemps de 1935 avec une grande mission d'achat à la tête de laquelle se trouvait Piatakov ; mon travail consistait à donner mon avis sur les achats d'équipement minier... Entre autres choses, la mission devait acheter plusieurs douzaines d'élevateurs d'une puissance de 100 à 1000 CV. La commission demanda des prix sur la base de pfennig par kilogramme. Après quelques discussions, les entreprises allemandes (Demag et Borsig) réduisirent leur prix de 5 à 6 pfennigs par Kg. Quand j'étudiai ces propositions, je découvris que ces firmes avaient substitué aux bases en acier léger prévues dans les spécifications, des bases en fonte, ce qui réduisait le prix de revient par Kg, mais augmentait le poids, par conséquent le prix payé par l'acheteur. Naturellement j'étais très heureux d'avoir fait cette découverte et je la communiquai aux membres de la mission avec un air de triomphe. L'affaire était ainsi arrangée que Piatakov aurait pu retourner à Moscou et montrer qu'il avait réussi à faire baisser les prix, mais en même temps il aurait payé pour une quantité de fonte sans valeur en permettant aux Allemands de lui accorder de très substantiels rabais. Il partit après avoir fait le même truc pour plusieurs autres mines, bien que j'eusse fait obstacle à cette affaire-là ».

Plus tard, Littlepage a observé plusieurs cas de sabotage industriel dans l'Oural où, par suite d'un ingénieur trotskiste nommé Kabakov, la production de certaines mines était délibérément réduite. En 1937, raconte Littlepage, Kabakov fut « arrêté sous l'inculpation de sabotage industriel... quand j'appris son arrestation, je n'en fus pas surpris ». Egalement en 1937, Littlepage trouva de nouvelles preuves de sabotage dans les secteurs de l'industrie soviétique dirigés personnellement par Piatakov. L'ingénieur américain avait organisé un certain nombre de mines de métaux rares dans le sud du Kazakhstan et avait laissé des instructions écrites détaillées aux ouvriers, qu'ils devaient suivre pour obtenir le rendement maximum. « Eh bien, écrit Littlepage, une de mes dernières tâches en Russie en 1937, fut de répondre à un appel urgent de revenir à ces mêmes mines... Des centaines de tonnes de minerai riche avaient déjà été perdues sans récupération possible, et quelques semaines plus tard, si rien n'avait été fait, tout le dépôt aurait été perdu. Je découvris... qu'une mission était venue envoyée par Piatakov... Mes instructions avaient été jetées au feu, et un système de travail avait été imposé dans ces mines qui était certainement la cause de la perte d'une grande partie de la couche de minerai en quelques mois ». Littlepage trouva des « exemples de sabotage voulu ». Avant de quitter l'U.R.S.S. et après avoir soumis un rapport complet écrit sur ses découvertes aux autorités soviétiques, de nombreux membres du réseau trotskiste de sabotage furent arrêtés. Littlepage constata que les saboteurs s'étaient servis de ses instructions « comme une base pour ruiner délibérément les entreprises », en faisant exactement le contraire de ce qu'il avait recommandé. Les saboteurs reconnurent, dit l'ingénieur Littlepage dans le *Saturday Evening News*, qu'ils « avaient été entraînés dans une conspiration contre le régime de Staline par des communistes oppositionnels qui les avaient convaincus qu'ils étaient assez forts pour renverser Staline et ses collaborateurs et s'emparer du pouvoir pour eux-mêmes ».



Bessonov à Berlin, qui les ferait alors suivre à Sédov. ou à Trotski.

La personnalité de Chestov était différente et son travail devait convenir à son tempérament. Il devait devenir un des principaux organisateurs des groupes d'espionnage et de sabotage germano-trotskiste en Sibérie, car il appartenait à la direction du trust charbonnier de l'Est et de la Sibérie. Chestov avait à peine dépassé la trentaine. En 1923, encore étudiant à l'Ecole des Mines de Moscou, il avait adhéré à l'opposition trotskiste et, en 1927, avait dirigé une des imprimeries clandestines de Moscou. C'était un jeune homme grêle, aux yeux clairs, au tempérament violent, qui avait suivi Trotski avec un dévouement fanatique. « *J'ai rencontré plusieurs fois Trotski en personne* », aimait-il à se vanter.

Pour Chestov, Trotski -était le «chef» et c'est toujours ainsi qu'il en parlait.

« *Il ne faut pas perdre de temps à ne rien faire* », déclara Sédov à Chestov quand ils se rencontrèrent à Berlin. « *Il faut par toutes les forces et tous les moyens à notre disposition mener une campagne active qui discrédite la direction de Staline et sa politique* ». Trotski considérait que « *la seule voie juste, voie difficile, mais sûre, c'était d'écarter Staline et les chefs du gouvernement au moyen. d'actes terroristes* ».

« *Nous étions réellement entrés dans une impasse* », reconnut Chestov avec empressement. « *Il faut ou bien désarmer ou bien suivre de nouvelles voies de lutte* ».

Sédov demanda à Chestov s'il connaissait un industriel allemand nommé Dehlmann. Chestov dit qu'il le connaissait de réputation : Dehlmann était le directeur de la maison Frölich, Klüpfel et Dehlmann. Plusieurs ingénieurs de cette maison étaient employés dans les mines de la Sibérie occidentale, où Chestov avait lui-même travaillé.

Sédov dit alors à Chestov qu'il devait « *entrer en rapport avec Dehlmann* » avant de repartir en U.R.S.S. La maison Dehlmann, expliqua Sédov, pouvait être très utile à l'organisation trotskiste dans le « *travail de sape destructeur de l'économie soviétique* » en Sibérie. M. Dehlmann était disposé à faire passer en contrebande de la propagande et des agents trotskistes en U.R.S.S. En échange, Chestov pourrait, donner à M. Dehlmann les renseignements sur les mines et les entreprises industrielles de Sibérie, qui intéressaient particulièrement le directeur allemand.

- *Alors, vous me proposez un marché avec cette maison ?* demanda Chestov.

- *Qu'y a-t-il là de terrible ?* répliqua le fils de Trotski. *S'ils nous rendent service, pourquoi ne pourrions-nous pas leur rendre la pareille et leur donner quelques renseignements ?*

- *Vous me proposez tout simplement d'être un espion ?* s'exclama Chestov.

Sédov haussa les épaules ;

- *Pourquoi lancer de tels mots à la légère ?* dit-il. *Quand on lutte, on ne peut pas poser la question d'une manière aussi scrupuleuse. Si vous acceptez le terrorisme, si vous acceptez le travail de sape destructeur dans l'industrie, je ne comprends pas du tout pourquoi vous ne pouvez pas être d'accord avec ceci ?*

Quelques jours plus tard, Chestov rencontra Smirnov et lui raconta ce que le fils de Trotski lui avait dit.

- *Sédov m'a engagé à me mettre en liaison avec la maison Dehlmann, Frölich et Klüpfel*, dit Chestov. *Il m'a dit ouvertement de me mettre en liaison avec une maison qui fait du sabotage et de l'espionnage dans le bassin de Kouznetsk. Dans ce cas, je serais un espion et un saboteur.*

- *Cesse de lancer des grands mots, comme espions et saboteurs. s'écria Smirnov. Le temps passe et il faut agir... En quoi est-ce étonnant pour toi, si nous estimons possible de renverser la direction de Staline en mobilisant toutes les forces contre-révolutionnaires du bassin du Kouznetsk ? Qu'est-ce que tu trouves de terrible dans le fait d'enrôler des agents allemands pour ce travail?... Il n'y a pas d'autre voie. Nous devons accepter cela.*

Chestov se taisait et Smirnov lui dit :

- *Eh bien, dans quelle disposition d'esprit es-tu ?*

- *Il n'y a pas à avoir de disposition d'esprit personnelle. Je fais comme notre chef Trotski nous l'a enseigné, je me tiens prêt et j'attends les ordres.*

Avant de quitter Berlin, Chestov rencontra Dehlmann, le directeur de la maison allemande qui, finançait Trotski. Chestov fut enregistré sous le nom convenu d' « Aliocha », dans le Service secret militaire allemand. Voici le récit de l'entretien qu'en fit par la suite Chestov : « *J'eus une entrevue avec Dehlmann, le directeur de la maison en question et avec son adjoint Koch. L'essence de cet entretien avec la direction de la maison Frölich, Klüpfel et Dehlmann était qu'il fallait tout d'abord faire parvenir les renseignements d'espionnage par les représentants de cette maison qui travaillaient dans le bassin de Kouznetsk et organiser en commun avec les trotskistes le sabotage et la diversion. Il y fut dit également qu'à son tour la maison nous aiderait et qu'elle pouvait nous envoyer encore plus de gens, sur la demande de notre organisation... Ils aideraient par tous les moyens l'arrivée au pouvoir des trotskistes.*<sup>63</sup> »

<sup>63</sup> Les Allemands étaient particulièrement intéressés par les nouvelles bases industrielles que Staline installait en Sibérie occidentale et dans l'Oural. Ces bases étaient hors de l'atteinte des bombardiers et en cas de guerre, constitueraient un atout capital du côté soviétique. Les Allemands voulaient donc y envoyer des espions et des

Quand il retourna en U.R.S.S., Chestov emporta une lettre de Sédov à Piatakov, qui était rentré à Moscou. Chestov l'avait cachée dans la semelle d'une de ses chaussures, et il la remit à son destinataire au Commissariat de l'Industrie lourde. La lettre était de Trotski lui-même et avait été écrite à Prinkipo. Elle précisait les « tâches immédiates. » de l'opposition en U.R.S.S.

La première était « *d'employer tous les moyens possibles pour renverser Staline et ses collaborateurs* ». Cela voulait dire : terrorisme.

La seconde était d' « *unir toutes les forces anti-staliniennes* ». Cela voulait dire collaboration avec le Service secret militaire allemand et avec toute autre force antisoviétique qui voudrait travailler avec l'opposition.

La troisième était de « *contrer toutes les mesures du Gouvernement soviétique et du Parti, particulièrement dans le domaine économique* ». Cela voulait dire : sabotage.

Piatakov devait être le principal lieutenant de Trotski, responsable de l'appareil conspiratif en U.R.S.S.

### 3. Les trois centres.

Au cours de l'année 1932, la future Ve colonne en U.R.S.S. commença à prendre une forme secrète dans les bas-fonds de l'opposition.. Au cours de petites réunions secrètes et de conférences furtives, les membres de la conspiration étaient informés de la nouvelle ligne et instruits de leurs nouvelles tâches.. Un réseau de cellules terroristes et de groupes de saboteurs, et un système de messagers furent organisés sur tout le territoire de l'Union soviétique. A Moscou et à Léningrad, dans le Caucase et en Sibérie, dans le Dombas et dans l'Oural, les organisateurs trotskistes prenaient la parole dans les réunions secrètes des ennemis acharnés du régime soviétique où se mêlaient des socialistes-révolutionnaires, des menchéviks, des gauchistes, des droitiers, de nationalistes, des anarchistes et des fascistes et monarchistes russes-blancs. Le message de Trotski était diffusé dans ces bas-fonds bouillonnants d'oppositionnels, d'espions, d'agents secrets ; une nouvelle offensive contre. le régime soviétique était en préparation.

L'accent que mettait Trotski sur la préparation d'actes de terrorisme alarma au début quelques-uns des anciens intellectuels trotskistes. Le journaliste Radek montra des signes de panique, lorsque Piatakov lui communiqua la nouvelle ligne. En février 1932, Radek reçut une lettre particulière de Trotski, transmise comme toutes les communications trotskistes de caractère confidentiel, par un messenger secret : «*Vous devez vous rendre compte, écrivait Trotski à son adepte hésitant, de l'expérience de la période antérieure et comprendre qu'il n'y a plus pour vous de retour au passé ; que la lutte est entrée dans une nouvelle phase et que l'élément nouveau de cette phase, c'est que, ou bien nous serons anéantis en même temps que l'Union soviétique, ou bien il faut envisager la suppression de la direction* ».

La lettre de Trotski et l'insistance de Piatakov finalement convainquirent. Radek. Il donna son accord à la nouvelle ligne: terrorisme, sabotage et collaboration avec « des puissances étrangères ». . Smirnov et ses anciens camarades de la garde trotskiste : Mratchkovski et Dreitzer, étaient parmi les organisateurs les plus actifs de noyaux terroristes qu'il s'agissait maintenant de constituer sur tout le territoire de l'U.R-S.S.

Sous la direction de Smirnov, Mratchkovski et Dreitzer entreprirent de former des petits groupes d'hommes de main armés et d'anciens fidèles de Trotski aux temps de la guerre civile, et qui étaient prêts à employer des méthodes de violence. « *Les espoirs que nous avons fondés sur*

---

saboteurs. Les maisons Borsig, Demag et Frölich, Klöpfel et Dehlmann, qui avaient passé contrat avec le Gouvernement soviétique pour la fourniture d'équipement industriel et le concours technique en vue du plan quinquennal, servaient de « couverture » au Service secret militaire allemand. Des espions et des saboteurs allemands étaient envoyés en U.R.S.S., soit-disant comme « ingénieurs » et « spécialistes ». Le Service secret militaire allemand recrutait également des agents parmi les ingénieurs soviétiques en Allemagne susceptibles d'être corrompus. Un ingénieur soviétique, du nom de Michel Stroïlov, qui fut enregistré comme espion allemand à Berlin en décembre 1930, et fut par la suite attaché à l'organisation trotskiste en Sibérie, a déclaré au tribunal soviétique après son arrestation en 1937 : « Les relations s'établirent peu à peu grâce à la connaissance que je fis de l'espion allemand von Berg... Il savait parfaitement le russe pour avoir vécu à St. Pétersbourg, quinze ou vingt ans avant la Révolution. Il était venu plusieurs fois dans notre bureau technique, où il s'entretint avec moi d'affaires de service. Notamment sur les alliages durs fabriqués par la maison Walram.. Berg me conseilla de lire Ma Vie de Trotski... A Novossibirsk des spécialistes allemands se présentèrent chez moi avec le mot de passe convenu. Jusqu'à la fin de 1934, six personnes vinrent chez moi : Sommeregger, Wurm, Baumgarten, Maas, Hauer, et Flessa (des « ingénieurs » de la maison Frölich, Klöpfel et Dehlmann)... Ma première information transmise en janvier 1932 par l'ingénieur Flessa, parlait des vastes plans de construction dans le bassin de Kouznetsk : c'était au fond un acte d'espionnage... Je reçus en réponse la directive de passer résolument au sabotage et de commettre des actes de destruction... Le plan de sabotage et des actes de destruction fut établi par l'organisation trotskiste de la Sibérie occidentale ».

*l'effondrement de la politique du Parti », disait Mratchkovski à un de ses groupes terroristes, à Moscou, en 1932, « doivent être considérés comme perdus. Les méthodes de lutte employées jusqu'à maintenant n'ont produit aucun résultat positif. Il ne nous reste plus qu'une seule forme de lutte et c'est la suppression de la direction du Parti par la violence. Staline et les autres dirigeants doivent disparaître. C'est là notre principale tâche ! »*

Pendant ce temps Piatakov avait entrepris de trouver des conspirateurs dans le personnel des industries-clé, plus particulièrement dans l'industrie de guerre et les transports, et de les recruter pour la campagne décisive de sabotage que Trotski voulait lancer contre l'économie soviétique.

Dans l'été 1932, Piatakov en qualité de lieutenant de Trotski en U.R.S.S. et Boukharine, chef de l'opposition de droite, décidèrent d'un accord avant pour objet de suspendre les rivalités et les divergences. passées et de travailler ensemble sous le commandement suprême de Trotski. Le petit groupe à la tête duquel se trouvaient les vétérans de l'opposition, Zinoviev et Kaménev, accepta de subordonner son activité à l'autorité de Trotski. Décrivant les négociations fiévreuses entre les conspirateurs à cette époque, Boukharine a déclaré : *« J'avais des entretiens avec Piatakov, Tomski et Rykov. Rykov avait des entretiens avec Kaménev, et Zinoviev en avait avec Piatakov. En été 1932, j'eus un second entretien avec Piatakov au Commissariat de l'Industrie lourde. A cette époque, cela m'était très facile, puisque je travaillais sous la direction de Piatakov. Alors, il était mon chef. Je venais le trouver dans son bureau pour le travail et sans que cela pût éveiller les soupçons... Au cours de cet entretien, Piatakov me parla de sa rencontre avec Sédov à propos de la politique de terrorisme de Trotski... Nous décidâmes que nous saurions très vite trouver une langue commune et que nos divergences dans la lutte contre le régime soviétique pourraient être surmontées ».*

Les négociations finales furent achevées à la fin de cette année, au cours d'une réunion secrète qui se tint dans une maison d'été inoccupée de la banlieue de Moscou. Des sentinelles avaient été postées autour de la maison et le long de la route qui y conduisait, pour se garantir contre une surprise. A cette réunion, quelque chose dans le genre d'un haut-commandement des forces unies de l'opposition fut constitué, pour diriger les campagnes futures de terrorisme et de sabotage dans toute l'Union soviétique.. Ce haut-commandement de l'opposition prit le nom de *« bloc des droitiers et des trotskistes »*. Il: comportait trois niveaux ou centres différents. Si l'un des centres était découvert, les autres continueraient le travail. Le premier centre, le centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, sous la direction de Zinoviev, avait la responsabilité de l'organisation et de la direction des actes de terrorisme.

Le second, le centre parallèle trotskiste, sous la direction de Piatakov, avait la responsabilité de l'organisation et la direction des actes de sabotage.

Le troisième et le plus important, le bloc des droitiers et des trotskistes, sous la direction de Boukharine et de Krestinski, comprenait la plupart des dirigeants et des membres haut placés des forces unies de l'opposition.

Tout cet organisme ne groupait pas plus d'un millier de membres et environ 20 ou 30 dirigeants, qui avaient des postes de commandement dans l'armée, les Affaires étrangères, le Service secret, l'industrie, les syndicats, le Parti et l'administration gouvernementale.

Dès le début, entrèrent dans le bloc des droitiers et des trotskistes, des agents rétribués de Services secrets étrangers, notamment de l'Allemagne et ils en prirent la direction. Voici une liste de quelques-uns des agents à la solde de l'étranger qui étaient à la tête de ce nouveau bloc de conspirateurs

Nicolas Krestinski, trotskiste et commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères, était un agent du Service secret militaire allemand depuis 1923, époque à laquelle il commença à suivre les directives d'espionnage du général von Seeckt ;

Arcadi Rosengoltz, trotskiste et commissaire du peuple au commerce extérieure, suivait les consignes d'espionnage du Service secret militaire allemand depuis 1923. *« Mon activité d'espionnage remonte à 1923 », a-t-il déclaré devant le Collège militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S., « au moment où conformément aux instructions de Trotski, j'ai fait parvenir divers renseignements secrets au commandant en chef de la Reichswehr le général von Seeckt et au chef de l'état-major général allemand le général von Hasse ».* En 1926 Rosengoltz, commença à travailler pour l'Intelligence Service britannique, tout en conservant des relations avec l'Allemagne.

Christian Rakovski, trotskiste et ancien ambassadeur en Grande-Bretagne et en France, agent de l'Intelligence Service britannique, depuis 1924. D'après les propres termes de Rakovski, *« j'étais entré en relations criminelles avec l'Intelligence Service en 1924 ».* En 1934, Rakovski devint également un agent du Service secret japonais.

Stanislas Rataitchak, trotskiste et chef de l'administration centrale de l'industrie chimique, agent

du Service secret allemand, avait été envoyé en U.R.S.S., par les Allemands aussitôt après la Révolution et il avait organisé l'espionnage et le sabotage dans les entreprises industrielles de l'Oural.

Ivan Hrasché, trotskiste, employé dans l'industrie chimique, vint en U.R.S.S. en 1919, comme espion du Service secret tchécoslovaque, en prétendant être un prisonnier de guerre russe rentrant dans son pays. Hrasché devint ensuite un agent du Service secret allemand.

Alexis Chestov, trotskiste et membre du bureau du trust charbonnier de l'Est de la Sibérie, devint un agent Service secret allemand en 1931, travaillant pour lui par l'intermédiaire de la maison allemande Frölich. Klüpfel et Dehlmann, et exécutant les consignes de sabotage et d'espionnage en Sibérie.

Gavril Pouchine, trotskiste appartenant aux usines chimiques de Gorlovka, devint un agent du Service secret allemand en 1935. Selon ses propres déclarations devant les autorités soviétiques, il a reconnu avoir fourni aux Allemands des renseignements sur « *la production de toutes les entreprises chimiques de l'U.R.S.S. en 1934; le programme des travaux de toutes les entreprises chimiques de l'U.R.S.S. pour 1935 et le programme de la construction des combinats pour la production de l'azote, prévoyant les travaux de construction jusqu'en 1938* ».

Yakov Livchitz, trotskiste, appartenant au réseau des chemins de fer de l'Oural, agent du Service secret japonais. Sous sa direction furent organisées des opérations de sabotage dans l'Oural et il tint le Haut-Commandement japonais au courant de l'organisation des transports en U.R.S.S.

Joseph Tourok, trotskiste et directeur-adjoint du service du trafic des chemins de fer de l'Oural et de Perm, agent du Service secret japonais. Tourok reçut 35,000 roubles des japonais pour les directives de sabotage et d'espionnage qu'il avait données en Oural.

Michel Tchernov, droitier et commissaire au peuple à l'agriculture de l'U.R.S.S., agent du Service secret allemand depuis 1928. Sous la direction des Allemands, Tchernov avait organisé des sabotages d'envergure et donné des consignes d'espionnage en Ukraine.

Vassili Charangovitch, droitier et secrétaire du Comité central du Parti communiste de Biélorussie, avait été envoyé en U.R.S.S. en 1921, comme espion polonais. Au cours des années suivantes, il avait continué à travailler sous la direction du Service secret polonais lui fournissant des renseignements d'espionnage aussi bien qu'en organisant le sabotage en Biélorussie.

Grégoire Grinko, droitier et fonctionnaire au commissariat du peuple aux Finances. Agent des Services secrets allemands et polonais depuis 1932. Dirigeant du mouvement fasciste-nationaliste ukrainien, il avait aidé à l'entrée en contrebande en U.R.S.S. d'armes et de munitions, avait fait de l'espionnage et organisé le sabotage au profit des Allemands et des Polonais.

L'organisme conspiratif des trotskistes, des droitiers et des zinoviévistes était en fait la Ve colonne de l'axe en U.R.S.S.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Le récit des débuts de la carrière de Trotski peut être trouvé dans son autobiographie, Ma Vie, et dans ses premiers écrits politiques. Les impressions sur Trotski en 1918 figurent dans le livre de BRUCE LOCKHART, British Agent et dans la déposition de Raymond Robins devant la Commission Overman en 1919. Pour l'appréciation de Trotski par Lénine, nous avons consulté les Oeuvres choisies de LÉNINE et LÉNINE Vladimir Illitch, bref aperçu de sa vie et de son oeuvre préparé par l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou. Le meilleur récit soviétique du développement du Parti bolchévique et de la signification de la lutte de Trotski contre Lénine et Staline est l'ouvrage de N. Popov, Esquisse de l'histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S. Une plus récente histoire soviétique qui tient compte des renseignements fournis par les procès de Moscou, est l'officielle Histoire du Parti communiste (bolchévique) de l'U.R.S.S., rédigée par une commission du Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*

*On trouvera dans The errors of Trotskism (Les erreurs du trotskisme) un ensemble de discours prononcés par diverses personnalités soviétiques parmi lesquelles Staline, Kroupskaïa, Zinoviev et Kaménev, de très intéressants renseignements sur la carrière politique de Trotski avant et après la Révolution. Un vivant récit d'une entrevue avec Trotski à Moscou en 1924, et d'autres renseignements journalistiques sur Trotski se trouvent dans le livre d'I. MARCOSSON, **Turbulent Years** (Années troublées). Le portrait acide que CHURCHILL fait de Trotski dans Great Contemporaries vaut, entre autres choses, pour la lumière qu'il projette sur l'attitude de Churchill à l'égard de Trotski.*

*On peut encore trouver des documents complémentaires sur la lutte factieuse menée par Trotski à l'intérieur du Parti bolchévique dans le livre de SIR BERNARD PARES, Russia, et une appréciation impartiale du programme politique de la faction trotskiste dans la 2<sup>e</sup> partie de l'ouvrage de SIDNEY ET BEATRICE WEBB, Soviet Communism. La brochure peu connue que Trotski a publiée à Paris en 1938 après la mort de son fils, Léon Sédov, un fils, un ami, un combattant, renseigne sur les intrigues de Trotski contre le Gouvernement soviétique du vivant de Lénine et après sa mort; ainsi que sur le*

*séjour de Trotski et de Sédov à Alma-Ata et décrit l'organisation du système de messagers clandestins que Sédov dirigeait.*

*Il existe de nombreux reportages par des journalistes dans des quotidiens et magazines de l'époque sur le séjour de Trotski à Constantinople et à Prinkipo. Trois articles dont d'un plus grand intérêt: celui de Saenger..« Avec Trotski à Constantinople » dans le N° de juillet 1929 de Living Age ; celui de E. Ludwig, « Trotski en exil » dans le de février de la même revue; et Celui de Gusther, « Trotski à l'île d'Elbe » dans le N° d'avril 1932 d'Harper Magazine.*

*Le livre de J.R. CAMPBELL, Soviet Policy and its Critics ( La politique soviétique et ses critiques), est un examen documenté de la carrière politique de Trotski et une analyse critique de l'évolution de son groupe en une conspiration antisoviétique organisée. A moins d'indications contraires dans le texte, les citations, dialogues et incidents relatifs aux intrigues des conspirateurs trotskistes et droitiers et à leurs liaisons avec les services secrets étrangers sont directement tirés des textes officiels des débats des trois procès de Moscou devant le Tribunal militaire de la Cour suprême de l'U.R.S.S., en août 1936, janvier 1937 et mars 1938. Par exemple, les détails de négociations entre Krestinski et le général von Seeckt et des tractations de Rakovski avec l'Intelligence Service britannique vers 1920, sont extraits des dépositions de Krestinski et de Rakovski elles-mêmes. De même, les récits des réunions et des négociations à Berlin entre Sédov, Piatakov, Chestov, Smirnov, etc., sont extraits des propres dépositions de Smirnov, de Piatakov, Chestov, etc.. Les déclarations de Trotski et de son fils sont données ici et dans les chapitres suivants, telles quelles citèrent leurs complices, en déposant devant le tribunal.*

*Les débats des procès ont été publiés en trois volumes*

*Le Procès du Centre terroriste trotskiste-zinoviéviste ;*

*Le Procès du Centre antisoviétique trotskiste;*

*Le Procès du bloc des droitiers et des trotskistes.*

*Ils constituent une source fondamentale de documentation sur les intrigues antisoviétiques, particulièrement pour la période de l'exil de Trotski et de l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Le compte rendu officiel des débats publics de ces trois procès forme un ensemble de plus de 1500 pages de dépositions détaillées, et n'est pas seulement d'une lecture passionnante, mais il représente l'exposé le plus clair qui ait jamais été fait d'un complot d'Etat contemporain . De plus, il constitue la première révélation complète du travail intérieur d'une Ve colonne fasciste. C'est donc une source sans prix de documentation pour cette période de l'histoire mondiale où la V' colonne fasciste a joué un rôle capital.*



## CHAPITRE XVII

### TRAHISON ET TERRORISME

#### 1. La diplomatie de la trahison.

Au cours des années 1933 et 34, les nations de l'Europe semblèrent prises d'un mystérieux malaise. L'une après l'autre, elles étaient secouées tout-à-coup par des coups d'Etat, des putschs militaires, des actes de sabotage, des assassinats et par de sensationnelles révélations sur des complots et des conspirations. Il ne se passait guère de mois sans quelque nouvel acte de perfidie et de violence. Une épidémie de trahison et de terreur s'abattait sur l'Europe.

L'Allemagne nazie était le centre de l'infection. En janvier 1934, un correspondant de Londres de l'*United Press* télégraphiait : « Avec l'Allemagne nazie pour centre des nouveaux mouvements fascistes, l'agitation et les actes de violence commis par ceux qui croient que la vieille forme de gouvernement est condamnée, se répandent sur le continent ».

Le terme de « Ve colonne » était encore inconnu, mais déjà les avant-gardes secrètes du Haut-Commandement allemand avaient lancé leur offensive contre les nations de l'Europe. Les *cagouleurs* et les *Croix-de-feu* français, l'*Union des fascistes* britanniques, les *rexistes* belges, le *P.O.W.* polonais, les *henleinistes* tchécoslovaques et les gardes de *Hlinka*; les partisans de *Quisling* en Norvège, les *gardes-de-fer* roumains, l'*IMRO* bulgare, le *Lappo* finlandais, les *Loups-de-fer* lithuaniens ; et nombre d'autres sociétés secrètes nazies nouvellement créées ou de ligues contre-révolutionnaires réorganisées étaient déjà au travail, traçant la voie de la conquête et de l'asservissement de l'Europe par la Wehrmacht allemande et se préparant à l'attaque contre l'Union soviétique.

Voici une liste des actes de terrorisme fascistes les plus importants qui suivirent l'arrivée au pouvoir d'Hitler :

Octobre 1933: Assassinat de Mailov, secrétaire de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Lvov en Pologne, par des agents de l'organisation terroriste des Ukrainiens nationalistes, l'O.U.N. financée par les nazis.

Décembre 1933: Assassinat du premier ministre roumain Duca, par les gardes-de-fer, terroristes nazis de Roumanie.

Février 1934: Emeute à Paris des Croix-de-Feu, organisation fasciste française inspirée par les nazis.

Mars 1934: Tentative de coup d'Etat en Estonie par les *Combattants de la liberté*, organisation fasciste à la solde des nazis.

Mai 1934: Coup d'Etat fasciste en Bulgarie.

Juin 1934: Assassinat du général Pieracki, ministre polonais de l'intérieur et de Babi, chef de l'organisation de l'action catholique en Pologne, par les nationalistes Ukrainiens de l'O.U.N.

Tentative de soulèvement populaire en Lituanie provoquée par les Loups-de-fer, organisation nazie.

Juillet 1934: Tentative de putsch en Autriche et assassinat du chancelier Dollfuss par des terroristes nazis.

Octobre 1934: assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie et du ministre des Affaires étrangères français Barthou; par des agents de l'*Oustachi*, organisation fasciste croate sous le contrôle des nazis.

Deux hommes surtout avaient la responsabilité d'organiser et de diriger l'activité de ces « cinquièmes colonnes » nazies, qui bientôt passaient au delà des limites de l'Europe, pénétraient aux Etats-Unis, en Amérique latine, en Afrique et, en collaboration avec le Service secret japonais, dans tout l'Extrême Orient. Ces deux hommes étaient Alfred Rosenberg et Rudolf Hess. Rosenberg dirigeait l'*Aussenpolitisches Amt* des N.S.D.A.P. (section de politique étrangère du Parti nazi) qui avait la tâche de diriger des milliers d'affaires d'espionnage, de sabotage et de propagande nazie dans le monde, avec des points particuliers de concentration en Europe orientale et en U.R.S.S. Comme représentant d'Hitler, Hess avait à s'occuper de toutes les négociations étrangères secrètes pour le gouvernement nazi. Ce fut Rosenberg, l'ex-émigré de Reval, qui établit les premières relations secrètes entre les nazis et Trotski, et ce fut Hess qui les cimentait...

En septembre 1933, huit mois après qu'Hitler fut devenu dictateur de l'Allemagne, le diplomate trotskiste et agent allemand Krestinski s'arrêta pour quelques ours à Berlin, en se rendant à

Kissingen, où il faisait tous les ans une «cure de repos» dans un sanatorium. Krestinski était alors commissaire-adjoint aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S.

A Berlin, Krestinski vit Bessonov, l'agent de liaison trotskiste à l'ambassade soviétique. Très excité, Krestinski fit savoir à Bessonov «*qu'Alfred Rosenberg, chef du Département des Affaires étrangères du Parti national-socialiste d'Allemagne* » avait fait « *des sondages dans nos milieux à propos d'une alliance secrète entre les national-socialistes d'Allemagne et les trotskistes russes* »,

Krestinski dit à Bessonov qu'il devait voir Trotski ; une entrevue devait être organisée à tout prix. Krestinski demeurerait au sanatorium de Kissingen jusqu'à la fin de septembre, puis il se rendrait à Méranò, dans le Tyrol italien. Trotski pourrait le rencontrer, avec les précautions nécessaires, dans l'une ou l'autre de ces deux localités.

La rencontre fut organisée. Dans la seconde semaine d'octobre 1933, Trotski accompagné de son fils Sédov, traversait la frontière franco-italienne avec un faux passeport et avait une conférence avec Krestinski à l'hôtel Bavaria, à Méranò<sup>64</sup>.

A cette conférence furent examinées toutes les questions importantes relatives au futur développement de la conspiration en U.R.S.S. Trotski commença par constater nettement que la « *prise du pouvoir en Russie ne pouvait être réalisée que par la force* ». Mais l'organisation de la conspiration seule n'était pas assez forte pour réaliser un coup victorieux et se maintenir au pouvoir, sans une aide extérieure. C'est pourquoi il était essentiel de conclure un accord secret avec les Etats étrangers intéressés à aider les trotskistes contre le Gouvernement soviétique, en tenant compte de leurs propres visées.

« *L'embryon d'un tel accord, dit Trotski à Krestinski, « c'est notre accord avec la Reichswehr; mais cet accord ne satisfait en aucune façon ni les trotskistes, ni les Allemands pour deux raisons : d'abord l'autre partenaire n'est que la Reichswehr et non le gouvernement allemand tout entier ; deuxièmement, quelle est la nature de notre accord avec la Reichswehr ? Nous avons reçu un peu d'argent et ils ont reçu les renseignements d'espionnage dont ils auraient besoin pour une offensive militaire. Mais le gouvernement allemand, et Hitler en particulier, désire des colonies, des territoires et pas seulement des renseignements d'espionnage. Et il est disposé à se contenter d'un territoire soviétique au lieu des colonies pour lesquelles il aurait à combattre l'Angleterre, l'Amérique et la France. Quant à nous, nous n'avons pas besoin de 250.000 marks-or. Nous avons besoin de l'armée allemande-pour nous emparer du pouvoir avec son aide. Et c'est dans ce but qu'il faut poursuivre notre travail* ».

« *La première chose, dit Trotski, était de conclure un accord avec le gouvernement allemand. Mais les japonais sont aussi une force avec laquelle il faut arriver à un accord, ajouta-t-il. Il serait nécessaire que les trotskistes russes procèdent à des « sondages » auprès des représentants du japon à Moscou. Pour cela, utilisez Sokolnikov qui travaille au Commissariat aux Affaires étrangères et est chargé des questions orientales* »...

Trotski continua en donnant à Krestinski des instructions pour l'organisation intérieure de la conspiration en Russie :

« *Même si l'U.R.S.S. était attaquée, disons par l'Allemagne, cela ne rend pas pour cela possible de s'emparer de l'appareil d'Etat si certaines forces intérieures n'ont pas été préparées. Il est nécessaire d'avoir des bases solides dans les villes, et aussi dans les campagnes, dans la petite bourgeoisie et parmi les koulaks, et là, ce sont les droitiers qui ont les liaisons Enfin, il est nécessaire d'avoir une base, une organisation dans le commandement, de l'Armée Rouge, de manière à, par notre effort uni, nous emparer des centres les plus vitaux au moment utile et à prendre le pouvoir, à remplacer le gouvernement actuel, qui doit être arrêté, par un gouvernement à nous, qui aura été préparé à l'avance* ».

A son retour en Russie, Krestinski devait prendre contact avec le général Toukhatchevski, chef-

---

<sup>64</sup> Trotski était alors à Saint-Palais, un petit village au pied des Pyrénées, dans le midi de la France. Il avait quitté Prinkipo en juillet et s'était d'abord rendu avec ses gardes du corps et ses « secrétaires » dans une villa des environs de Paris. A l'époque où Trotski vint en France, les réactionnaires et les fascistes français s'efforçaient désespérément d'empêcher la conclusion d'un traité d'assistance mutuelle franco-soviétique. Le gouvernement français qui donna à Trotski l'autorisation d'entrer en France et d'établir dans ce pays son quartier-général antisoviétique, était dirigé par Edouard Daladier, dont la politique d'apaisement, couronnée par Munich, devait jouer un rôle si important dans la trahison de la France et des autres nations antifascistes de l'Europe au profit des nazis. Le député radical Henri Guernut se fit le défenseur de la cause de Trotski pour obtenir son admission en France. Les dispositions nécessaires furent prises par le ministère de l'Intérieur, Camille Chautemps, le politicien français douteux qui aida à étouffer l'enquête sur le complot fasciste des Cagoulards et fut plus tard vice-président du premier cabinet Pétain. « Vous avez eu l'amabilité d'attirer mon attention sur M. Léon Trotski, exilé d'origine russe, qui a demandé, pour des raisons de santé, l'autorisation de demeurer dans les départements du Midi », écrivait Chautemps au député Guernut. « J'ai l'honneur de vous informer que l'intéressé pourra obtenir sans difficulté, quand il en fera la demande, un visa pour la France, sur son passeport ».

Parmi les nombreux amis et sympathisants que Trotski avait en France, citons Jacques Doriot, rênégat du Parti communiste français, agent nazi, collaborateur notoire. La présence de Trotski en France, était également approuvée par les éléments antisoviétiques du Deuxième Bureau français et de la police secrète. En avril 1937, à Mexico, Trotski déclara : « M. Thomé et M. Cadot, secrétaire général de la police et de la préfecture de la Charente-Maritime, toutes les hautes personnalités de la police connaissaient très bien la situation. La police secrète était au courant de tous mes déplacements ».



adjoint à l'état-major de l'Armée Rouge; « un homme », comme Trotski dit à Krestinski, « *du type bonapartiste, un aventurier, qui ne désire pas seulement un rôle militaire, mais un rôle politico-militaire, et qui fera sans aucun doute cause commune avec nous* ».

Les partisans de Trotski en Russie devaient donner toute l'aide possible au général Toukhatchevski, tout en prenant la précaution de placer leurs hommes aux points stratégiques, afin qu'à l'heure du coup d'Etat, l'ambitieux Toukhatchevski ne soit pas en mesure de contrôler le nouveau gouvernement sans l'aide de Trotski.

Avant la fin de la conférence, Trotski donna à Krestinski des ordres particuliers pour Piatakov, pour le développement des campagnes de terrorisme et de sabotage en U.R.S.S. A ce sujet, il déclara que « *les actes de diversion et de terrorisme* » devaient être considérés de deux points de vue. En premier lieu, du point de vue de leur emploi en temps de guerre, « *dans le but de désorganiser la capacité défensive de l'Armée Rouge, et de désorganiser le gouvernement au moment du coup d'Etat* ». Mais en second lieu, il fallait comprendre que ces actes devaient rendre sa position, à lui, Trotski ; « *plus forte* » et lui donnerait « *plus d'assurance dans ses négociations avec les gouvernements étrangers* », parce qu'il pourrait invoquer le fait que ses partisans en U.R.S.S. étaient à la fois suffisamment forts et suffisamment actifs.

De retour à Moscou, Krestinski fit un compte rendu détaillé de son entretien avec Trotski, à une réunion secrète trotskistes russes. Quelques-uns des conspirateurs, notamment Radek qui était censé être le « ministre des Affaires étrangères » de Trotski, furent piqués que Trotski eut entrepris des négociations aussi importantes sans les avoir consultés.

Après avoir entendu le rapport de Krestinski, Radek envoya un message spécial à Trotski pour lui demander de « *nouvelles explications sur la question de la politique étrangère* ».

La réponse de Trotski, écrite en France, fut apportée à Radek quelques semaines plus tard par Vladimir Romm, un jeune correspondant à l'étranger de l'agence soviétique de presse Tass, qui servait de messager aux trotskistes. Romm avait reçu la lettre de Trotski à Paris et l'avait introduite en contrebande en U.R.S.S. en la cachant dans la couverture du roman soviétique populaire, *Tsoushima*<sup>65</sup>. Radek a plus tard indiqué ce que contenait cette lettre

« *Trotski posait la question de cette façon : l'arrivée du fascisme au pouvoir en Allemagne change radicalement toute la situation. Elle signifie la guerre dans un avenir proche, une guerre inévitable, surtout. qu'en même temps la situation s'aggrave en Extrême-Orient. Trotski ne doutait que cette guerre aboutirait à la défaite de l'U.R.S.S. Cette défaite, écrivait-il, créera des conditions favorables à l'accession du bloc au pouvoir... Il indiquait qu'il avait établi des contacts avec un certain Etat de l'Europe centrale et qu'il avait dit ouvertement dans des cercles officieux de ces Etats que le bloc était prêt à conclure avec eux un marché et disposé à faire de considérables concessions d'ordre économique et territorial* »...

Dans la même lettre, Trotski informait Radek que les trotskistes russes qui avaient des fonctions diplomatiques, seraient approchés dans un avenir très-proche par certains représentants étrangers et que lorsque ceci aurait lieu, les diplomates trotskistes, devraient confirmer leur loyalisme. envers Trotski et assurer à ces représentants étrangers qu'ils étaient derrière lui de toutes façons...

Sokolnikov, le commissaire-adjoint trotskiste, pour les affaires d'Extrême-Orient, vint en hâte au bureau de Radek, aux *Izvestia* peu de temps après. « Figurez-vous », éclata nerveusement Sokolnikov dès qu'il eut refermé la porte, « *que je mène des négociations au commissariat aux Affaires étrangères. L'entretien avait pris fin. Les interprètes étaient sortis. Le représentant du Japon se tourna brusquement vers moi et me demanda si j'étais au courant des propositions que Trotski avait faites à son gouvernement* ». Sokolnikov était très troublé par l'incident. « *Comment Trotski se représente-t-il la chose ? demanda t-il à Radek. Comment puis-je, moi, commissaire-adjoint aux Affaires étrangères, mener de tels pourparlers ? C'est une situation absolument impossible !* »

Radek essaya de calmer son ami agité. « Ne vous énervez pas, dit-il. De toute évidence Trotski ne comprend pas ce qu'est la situation ici ». Radek poursuivit en assurant Sokolnikov que cela ne se reproduirait plus. Il avait déjà écrit à Trotski pour lui dire qu'il était impossible que les trotskistes russes négocient avec des agents allemands et japonais « sous les yeux de la Guépéou ». Les trotskistes russes, dit Radek, devaient « *mettre leur mandat sur le visa de Trotski pour qu'il poursuive les pourparlers par lui-même, tant qu'il les tiendrait entièrement au courant de ses progrès* ».

<sup>65</sup> Romm avait été le correspondant de l'agence Tass à Tokio, à Genève et à Paris. Il rencontra Trotski à Paris en 1933, à un rendez-vous particulier dans un café du Bois de Boulogne. Après avoir dit à Romm que seules des « mesures extrêmes » permettraient aux conspirateurs de parvenir à leurs fins, Trotski cita un proverbe latin. « *Ce qui ne peut guérir par la médecine guérira par le fer, et ce qui ne peut pas guérir par le fer, guérira par le feu* ». En 1934, Romm fut nommé correspondant de l'agence Tass aux Etats-Unis. Avant de partir pour l'Amérique, Romm rencontra Sédov à Paris : « Sédov me dit qu'en liaison avec mon départ pour l'Amérique, Trotski avait demandé d'être informé au cas où il y aurait quelque chose d'intéressant dans le domaine des relations soviéto-américaines. Lorsque je lui, demandais pourquoi cela présentait un tel intérêt, Sédov me répondit « Cela découle de l'orientation de Trotski vers la défaite de l'U.R.S.S. Pour autant que la date à laquelle l'Allemagne et le Japon déclencherait la guerre contre l'U.R.S.S., dépendait dans une certaine mesure de l'état des relations soviéto-américaines, cela ne pouvait pas ne pas intéresser Trotski ».

Peu après, tandis que Radek assistait à une réception diplomatique à Moscou, le représentant de l'Allemagne vint s'asseoir près de lui et lui dit tranquillement : « *Nos dirigeants savent que M. Trotski cherche un rapprochement avec l'Allemagne. Notre chef désire savoir ce que signifie cette idée de M. Trotski. Peut-être est-ce l'idée d'un émigré qui dort mal ? Qu'y a-t-il derrière ces idées ?* » Décrivant sa réaction devant ce langage nazi inattendu, Radek a dit plus tard ; « *On conçoit que les quelques mots qu'il m'avait adressés n'avaient duré que deux minutes environ. Les conditions dans lesquelles se déroulent les réceptions diplomatiques, ne permettent pas de parler longuement. Il me fallait prendre une décision littéralement en une seconde et lui donner une réponse... Je lui dis que les hommes politiques réalistes en U.R.S.S. comprenaient l'importance d'un rapprochement germano-soviétique et étaient prêts à faire les concessions nécessaires à ce rapprochement* ».

Dans la nuit du 30 juin 1934, la terreur nazie frappa dans ses propres rangs en Allemagne, lorsqu'Hitler liquida des éléments dissidents de son parti. En vingt-quatre heures, le capitaine Röhm, chef de l'état-major de, sections d'assaut de Berlin, Heines, commandant en chef des groupes de l'Allemagne orientale, Ernst, chef des sections d'assaut de Berlin et des quantités d'autres de leurs amis, tombèrent sous les balles des hommes de main d'Hitler, à Berlin et à Munich. Une anxiété, une frayeur intense s'emparèrent de tout le parti nazi.

De Paris, Trotski dépêcha immédiatement à Berlin un de ses plus fidèles « secrétaires », un espion international, nommé Karl Reich, alias Johanson, le chargeant de rencontrer Bessonov, l'agent de liaison trotskiste et de le ramener à Paris pour un compte rendu de la situation en Allemagne.

Bessonov ne pouvait pas se rendre de suite à Paris, mais il réussit à quitter Berlin à la fin de juillet. Après avoir rencontré Trotski dans un hôtel de Paris et lui avoir fait un rapport sur la situation allemande, il retourna à Berlin le soir même... Trotski était dans un état de grande surexcitation quand Bessonov le vit les événements d'Allemagne, l'élimination des « nazis extrémistes » avec Roehm à leur tête, pouvaient avoir quelque peu dérangé ses plans. Bessonov assura à Trotski qu'Hitler, Himmler, Hess, Rosenberg, Goering et Goebbels détenaient encore fermement le pouvoir.

« *Alors ils viendront à nous* » ! s'écria Trotski. Puis il dit à Bessonov qu'il aurait d'importantes consignes pour lui, dans un avenir très prochain. « *Il ne faudra pas que vous manquiez d'estomac à ce sujet, dit Trotski. Pour obtenir une aide réelle et d'importance de Hess et de Rosenberg, nous ne devons pas nous buter, lorsqu'il s'agira de consentir à de grandes concessions territoriales. Nous acceptons de céder l'Ukraine. Gardez cela à l'esprit dans votre travail et dans vos négociations avec les Allemands. J'écrirai aussi à Piatakov et à Krestinski à ce propos* ».

Un filet de trahison se tissait déjà dans les divers bureaux du corps diplomatique soviétique. Des ambassadeurs, des secrétaires, des attachés et de petits agents consulaires étaient impliqués dans le réseau de la conspiration, non seulement en Europe, mais également en Extrême-Orient

L'ambassadeur des Soviets au Japon participait à la conspiration. Il s'appelait Yourénev, et c'était un trotskiste caché depuis 1926. Sur les directives de Trotski, il était entré en rapport avec le Service secret japonais. Le vieil ami de Trotski, Rakovski, qui avait été ambassadeur des Soviets à Londres et à Paris, aidait Yourénev dans ses négociations avec le Japon. Rakovski n'avait plus de poste important dans la diplomatie soviétique, il travaillait dans des commissions de santé publique. Mais c'était encore un personnage important de la conspiration clandestine.

En septembre 1934, Rakovski se rendit au Japon avec une délégation soviétique pour assister à une conférence internationale des sociétés de la Croix-Rouge qui devait se tenir à Tokio en octobre.

Avant de partir pour le Japon, Rakovski avait reçu une enveloppe du Commissariat de l'Industrie lourde à Moscou. Elle venait de Piatakov et contenait une lettre que Rakovski devait remettre à l'ambassadeur Yourénev à Tokio. Apparemment, la lettre ne contenait qu'une banale demande de renseignements commerciaux. Mais au dos de la feuille, écrit à l'encre sympathique, il y avait un message. Pour Yourénev, l'informant que Rakovski pouvait être « utilisé » dans les négociations avec les japonais.

Le lendemain de son arrivée à Tokio, Rakovski prenait contact avec un agent japonais. La rencontre eut lieu dans une pièce de l'immeuble de la Croix-Rouge japonaise. On dit à Rakovski, que les buts du mouvement trotskiste russe « coïncidaient pleinement avec ceux du gouvernement japonais. L'agent japonais ajouta qu'il était sûr que Rakovski pourrait lui donner quelques renseignements intéressants sur la « situation » en U.R.S.S. Le même soir, Rakovski mit Yourénev au courant de sa conversation avec l'agent japonais. « *Son idée est de m'enrôler comme espion, comme informateur du gouvernement japonais* » dit Rakovski.

« *Il n'est pas nécessaire d'hésiter. Les dés sont jetés* », répondit l'ambassadeur trotskiste.

Quelques jours après, Rakovski était invité à dîner par un officier supérieur du Service secret japonais. L'officier japonais attaqua hardiment la question ; « *Nous sommes informés que vous êtes un ami très intime et un partisan de M. Trotski, dit-il. Je dois vous demander de lui écrire que notre gouvernement n'est pas content de ses articles sur la question chinoise et aussi du comportement. des*

*trotskistes chinois. Nous sommes en droit d'attendre une autre ligne de conduite de la part de M Trotski. M. Trotski devrait comprendre que c'est nécessaire. Ce n'est pas la peine d'entrer dans les détails, mais il est clair qu'un incident provoqué en Chine serait un prétexte souhaitable pour une intervention ».*

L'officier japonais continua en disant à Rakovski quelle sorte de renseignements confidentiels le gouvernement japonais aimerait recevoir des trotskistes russes : des informations sur la situation des fermes collectives, des chemins de fer, des mines et de l'industrie, tout spécialement dans les régions orientales de l'U.R.S.S. Rakovski reçut toute une liste de noms et de termes convenus à son usage quand il aurait à fournir ces renseignements. Et il fut entendu que le Dr. Naida, un secrétaire de la délégation de la Croix-Rouge, serait l'agent de liaison entre Rakovski et le Service secret japonais.

Avant de quitter Tokio, Rakovski eut un dernier entretien avec Yourénev. L'ambassadeur trotskiste était déprimé: « *Nous avons mis le pied dans un tel borborygme que parfois on ne sait plus comment faire ! dit-il lugubrement. On redoute en donnant satisfaction à un de nos associés d'en offenser un autre. Ainsi, ici actuellement, il y a antagonisme entre la Grande-Bretagne et le Japon dans la question chinoise, alors qu'il nous faut maintenir de bonnes relations avec les Services secrets anglais et japonais. Et il faut que je trouve comment me comporter dans tout cela » !*

Rakovski répondit : « *Nous autres, trotskistes, nous avons trois cartes à jouer dans le moment présent : l'allemande, la japonaise et l'anglaise... Ce que nous avons à faire, c'est une politique de risque-tout, du tout pour le tout; mais lorsqu'une entreprise audacieuse réussit, les aventuriers sont traités de grands hommes d'Etat !* »<sup>66</sup>.

## **2. La diplomatie de la terreur.**

Tandis que les conspirateurs russes resserraient les nœuds de leur trahison avec des représentants de l'Allemagne et du Japon, une autre phase de l'offensive secrète contre le Gouvernement soviétique était déjà en voie de réalisation. La trahison se complétait par la terreur.

En avril 1934, un ingénieur soviétique, nommé Boyarchinov, entra dans le bureau du Directeur de la construction des mines vitales de charbon de Kouznetsk, en Sibérie, pour rapporter que quelque chose n'allait pas dans son département. Il y avait beaucoup trop d'accidents, d'incendies souterrains, de dégâts mécaniques. Boyarchinov soupçonnait du sabotage. Le directeur de la construction remercia Boyarchinov de ses renseignements : « *Je vais en informer qui de droit, dit-il. Entre temps, n'en dites rien à personne ».*

Le directeur de la construction était Alexis Chestov, espion allemand et principal organisateur du sabotage trotskiste en Sibérie.

Quelques jours après, Boyarchinov était trouvé mort dans un fossé. Un camion roulant à grande vitesse l'avait écrasé alors qu'il se rendait chez lui après le travail, par un chemin désert dans la campagne. Le conducteur du camion était un terroriste professionnel nommé Tchérépoukhine. Chestov lui avait donné la consigne d'assassiner Boyarchinov et lui avait donné 15.000 roubles en récompense<sup>67</sup>.

En septembre 1934, Molotov, président du Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S., se rendait en Sibérie, faisant un voyage d'inspection dans les régions minières et industrielles. Molotov revenait d'une visite à l'une des mines du bassin houiller du Kouznetsk, quand la voiture dans laquelle il était, quitta la route, dévala un remblai en pente vive et s'arrêta juste au bord d'un ravin profond. Fortement secoués et contusionnés, mais non blessés, Molotov et ses compagnons sortirent de la voiture qui avait versé. Ils avaient échappé de peu à la mort.

Le conducteur de la voiture s'appelait Valentin Arnold. C'était le directeur du garage local et il appartenait à l'organisation des terroristes trotskistes. Chestov lui avait donné l'ordre d'assassiner Molotov, et Arnold avait délibérément conduit sa voiture hors de la route, avec l'intention de se tuer

<sup>66</sup> Le 20 février 1937, le journal de Tokio *Miyako*, publiait un compte rendu de la session secrète de la « commission du Plan et du budget » du gouvernement japonais. A cette réunion, le député Yoshida demanda au général Sugiyama, ministre de la Guerre, si lui, ou l'état-major de l'armée, avait quelques renseignements sur la capacité de transport du chemin de fer sibérien. Le ministre de la Guerre répondit par l'affirmative, disant que la capacité de transport de la ligne stratégique était connue du Haut-Commandement japonais dans tous ses détails. Le général Sugiyama ajouta : « En U.R.S.S., il y a des éléments qui sont en opposition avec le gouvernement actuel et c'est précisément d'eux que nous avons appris tout cela ». La publication de ce compte rendu dans le journal *Miyako* provoqua une grande agitation dans les milieux journalistiques japonais. Le journal fut condamné à une lourde amende pour avoir révélé une information confidentielle et le rédacteur en chef des informations, Yaguchi Gilli, dut démissionner à la demande du ministre de la Guerre.

<sup>67</sup> L'argent donné par Chestov à l'assassin de Boyarchinov provenait d'un fonds secret de 164.000 roubles que des hommes de main trotskistes, opérant sous la direction de Chestov, avaient volé à la Banque d'Etat d'Anjerka. Ce fonds avait été constitué pour aider au financement des actes de sabotage et de terrorisme en Sibérie.

avec Molotov. La tentative n'avait échoué que parce qu'à la dernière minute, Arnold avait perdu son sang froid et avait ralenti en approchant du remblai où « l'accident » devait se produire.

En automne 1934, des groupes de terroristes trotskistes et droitiers fonctionnaient sur tout le territoire de l'U.R.S.S. Ces groupes avaient englobé d'anciens socialistes-révolutionnaires, d'ex-menchéviki et des hommes de main professionnels et d'anciens agents de l'Okhrana tsariste. En Ukraine et en Biélorussie, en Géorgie et en Arménie, en Ouzbékiste, en Azerbaïdjan et dans le territoire maritime d'Extrême-Orient, des nationalistes et des fascistes antisoviétiques étaient enrôlés dans l'organisation terroriste. Dans de nombreux endroits, des agents nazis et japonais dirigeaient les opérations de ces groupes.

Une liste des dirigeants soviétiques qui devaient être assassinés avait été dressée. En tête de la liste, il y avait le nom de Staline suivi de celui de Vorochilov, de Molotov, de Kirov, de Lazare Kaganovitch, de Jdanov, de Menjinski, de Maxime Gorki et de Kouibychev.

Les terroristes recevaient des messages périodiques de Trotski, soulignant l'urgence d'éliminer les dirigeants soviétiques. Un de ces messages parvint en octobre 1934 à Dreitzer, l'ancien garde du corps de Trotski. Trotski l'avait écrit à l'encre sympathique dans les marges d'un magazine de cinéma allemand. Il avait été apporté à Dreitzer par sa sœur, à qui un messenger trotskiste l'avait remis à Varsovie.

Voici ce message :

« Cher ami, transmettez que présentement nous avons devant nous à réaliser les principales tâches suivantes 1 ° Eliminer Staline et Vorochilov; 2° développer le travail d'organisation de noyaux dans l'armée ; 3 ° En cas de guerre, tirer parti de tout recul et trouble pour s'emparer de la direction ».

Il était signé : Starik (le « vieux ») qui était la signature convenue de Trotski.

Des conspirateurs, après une observation prolongée, reconnurent le chemin que le commissaire à la défense Vorochilov suivait généralement dans Moscou. Trois terroristes, armés de revolvers, se postèrent pendant plusieurs jours dans la rue Frounzé, un des trajets que prenait la voiture de Vorochilov. Mais la voiture passait toujours à grande vitesse et les terroristes décidèrent, comme l'un d'eux l'a déclaré plus tard, « qu'il était inutile de tirer sur une voiture filant trop vite ».

Plusieurs complots pour assassiner Staline échouèrent aussi. Un terroriste trotskiste, désigné pour tirer sur Staline dans une importante conférence du Parti à Moscou, réussit à entrer dans la salle, mais il ne put s'approcher assez près du dirigeant soviétique pour pouvoir se servir de son revolver. Une autre fois, des terroristes tirèrent avec des fusils à longue portée sur Staline, qui était à bord d'un vapeur sur la mer Noire, mais les coups ne portèrent pas. « C'est une pitié », dit Kaménev quand le terroriste Balaïev lui rapporta l'échec d'un de ses complots pour assassiner Staline. « *Espérons que la prochaine fois, nous serons plus heureux* ». <sup>68</sup>

Trotski devenait de plus en plus impatient, et le ton de ses communications à ses partisans en Russie, prit un caractère tranchant. Il les réprimandait avec colère, « de passer tout leur temps à des conversations et à des préparatifs d'organisation » et n'avoir rien fait de « concret ». Et Trotski se mit à envoyer en U.R.S.S. des agents spéciaux de son choix pour aider à l'organisation et à l'exécution d'actes terroristes. Ces agents qui étaient soit des émigrés russes, soit des trotskistes allemands, voyageaient avec de faux passeports fournis par des conspirateurs appartenant au corps diplomatique soviétique ou par le Service secret allemand et la Gestapo.

Le premier de ces agents spéciaux fut un trotskiste allemand nommé Nathan Lourié. Il fut suivi par deux autres : Berman-Lourine et Fritz David (alias Krouglianski). En mars 1933, Trotski envoya un quatrième et un cinquième agent : Valentin Olberg et Moïse Lourié, (alias Alexandre Emel ; ce Moïse Lourié n'était pas un parent de Nathan Lourié).

Avant de quitter Berlin, Nathan Lourié, apprit qu'il aurait à travailler sous la direction d'un ingénieur et architecte allemand, nommé Frantz Weitz, qui était alors employé en U.R.S.S. Frantz Weitz n'était pas un partisan de Trotski, c'était un membre du Parti nazi et il avait été envoyé en U.R.S.S., comme « envoyé secret d'Hitler, chef de la Gestapo. Hitler avait donné à Weitz la consigne d'organiser des opérations terroristes et d'espionnage en collaboration avec le centre terroriste trotskiste-zinoviéviste.

Lorsqu'un des partisans de Zinoviev posa la question de cette liaison directe avec un agent nazi,

---

<sup>68</sup> L'atmosphère intérieure du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, malgré sa « façade politique » rappelait celle des bandes de gangsters new-yorkais. Bakaïev, ancien adjoint politique de Zinoviev au Soviet de Pétersbourg, avait la responsabilité de maintenir dans la ligne les hommes de main du centre terroriste. Il avait pour tâche, tâche que lui avait confié Zinoviev, de réduire au silence tous ceux qui trahiraient l'organisation. Au milieu de 1934, lorsqu'une tentative d'assassinat contre Staline échoua parce que l'assassin qui devait l'exécuter, Bogdan, perdit son sang-froid au moment décisif : Bakaïev décida de réduire Bogdan au silence. Il lui rendit visite dans son appartement et passa la nuit avec lui. Le lendemain, après le départ de Bakaïev, on trouva Bogdan étendu sur le parquet de son salon, une balle dans la tête et un revolver près de son cadavre. Une lettre que Bakaïev, l'avait obligé à écrire fut trouvée dans la chambre. Elle indiquait que Bogdan s'était suicidé à cause des « persécutions » de, l'opposition trotskiste zinoviéviste par le gouvernement soviétique. Un membre du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, Reingold, a plus tard témoigné que « Zinoviev et Kaménev ensemble » avaient décidé que lorsqu'ils prendraient le pouvoir, ils placeraient Bakaïev à la direction de la Guépéou. « A l'aide de l'appareil de la Guépéou, déclara Reingold, il devait aider à faire disparaître les traces, il devait anéantir en les assassinant, non seulement le personnel du commissariat à l'Intérieur, la Guépéou, qui auraient pu détenir certains fils du complot, mais également tous les exécuteurs directs des actes terroristes contre Staline et ses collaborateurs les plus immédiats. Par l'intermédiaire de Bakaïev, l'organisation trotskiste-zinoviéviste devait anéantir ses propres agents, ses propres terroristes des groupes de combat qui auraient été mêlés à ces affaires ».

Zinoviev répondit : « *Qu'est-ce qui vous trouble là-dedans ? Vous connaissez l'Histoire. Vous connaissez l'affaire Lasalle-Bismarck, dans laquelle Lasalle désirait se servir de Bismarck dans l'intérêt de la Révolution. Pourquoi ne nous servirions-nous pas d'Himmler aujourd'hui* » ? ,

Peu de temps avant de partir pour l'U.R.S.S., les émissaires de Trotski, Berman-Iourine et Fritz David furent invités à des entretiens particuliers avec Trotski lui-même. Ces entretiens eurent lieu à Copenhague à la fin de novembre 1932, et Berman-Iourine en a fait le récit suivant

« *J'ai eu deux rendez-vous avec lui (Trotski). Avant tout, il commença à me sonder sur mon travail dans le passé. Puis il passa aux affaires soviétiques. Il disait : 'La question essentielle, c'est la question de Staline. Staline doit être physiquement supprimé'. Il disait que d'autres méthodes de lutte étaient à l'heure actuelle, inefficaces, qu'il fallait dans ce but des hommes prêts à tout, prêts à se sacrifier, comme il le disait, pour cette tâche historique. Le soir, nous reprîmes notre entretien. je lui demandai comment concilier la terreur individuelle avec le marxisme. Trotski me répondit : 'On ne peut poser le problème d'une façon dogmatique'. Il dit qu'en U.R.S.S., nous étions en présence d'une situation que Marx n'avait pu prévoir. Trotski me déclara encore qu'en plus de Staline, il fallait également assassiner Kaganovitch et Vorochilov... Au cours de notre entretien, Trotski marchait avec nervosité de long en large dans la chambre et parlait de Staline avec une haine toute particulière... Il me dit qu'il fallait s'arranger pour que l'acte terroriste soit accompli, si possible, au moment d'une assemblée plénière du Comité exécutif ou du Congrès du Comintern, afin que le coup de feu tiré sur Staline retentit au milieu d'une assemblée importante. Cela aurait une répercussion énorme au delà des frontières de l'U.R.S.S. Ce serait un événement politique et historique d'une portée universelle* ».

A Fritz David, l'autre émissaire, Trotski dit : « *Le terrorisme contre Staline, voilà la tâche révolutionnaire. Si l'on est un révolutionnaire, la main ne tremblera pas* ». Trotski parla du « mécontentement croissant » en U.R.S.S., et David lui demanda : « *Croyez-vous que ce mécontentement disparaîtra en cas d'une guerre entre l'U.R.S.S. et le Japon ?* » à quoi Trotski répondit : « *Non, au contraire les forces hostiles au régime essaieront de s'unir dans ces conditions et de prendre la tête des masses mécontentes, les armeront et les dirigeront contre les bureaucrates régnants* ».

Le centre terroriste trotskiste-zinoviéviste allait porter le premier grand coup de la conspiration contre le Gouvernement soviétique. Ce premier coup fut l'assassinat de Serge Kirov, secrétaire du Parti de Léninegrad et l'un des plus proches collaborateurs de Staline au gouvernement...

Au début de novembre 1934, Zinoviev qui était à Moscou envoya son fidèle Bakaïev contrôler l'organisation des cellules terroristes à Léninegrad.

Les terroristes de Léninegrad, qui avaient tenté à plusieurs reprises de s'approcher de Kirov, n'étaient pas très contents de recevoir la visite d'un émissaire de Zinoviev. « *Ainsi, il n'a pas confiance en nous ?* » dit un des hommes de main à Bakaïev. Il envoya des gens pour vérifier notre état d'esprit et notre travail. Eh bien, il n'y a pas de quoi en être fier !»

Une réunion des terroristes de Léninegrad, à laquelle participèrent sept personnes, mit Bakaïev au courant des dernières dispositions. Bakaïev apprit qu'une surveillance particulière avait été organisée le long du chemin que Kirov prenait pour aller de chez lui à son bureau de l'Institut Smolny. On lui présenta l'homme qui avait été choisi pour commettre l'assassinat : un nommé Léonid Nicolaïev, un ancien comptable pâle et maigre, âgé de 30 ans, qui avait été renvoyé de sa place, et exclu de l'organisation de la Jeunesse communiste, le Komsomol, pour des irrégularités dans ses comptes.

Nikolaïev dit à Bakaïev qu'il avait projeté de tirer sur Kirov, soit près de chez lui, soit à l'Institut Smolny. Il ajouta qu'il avait déjà essayé d'obtenir un rendez-vous de Kirov, mais qu'il n'avait pas réussi. Bakaïev répéta les instructions que Zinoviev lui avait données à Moscou

« *Le principal est d'organiser le travail terroriste d'une manière si secrète que nous ne soyons compromis en aucune façon. S'il y a enquête, l'essentiel est de nier obstinément toute relation avec l'organisation. Si l'on est accusé d'activité terroriste, nier avec énergie et déclarer que le terrorisme est incompatible avec les conceptions du marxisme bolchévique* ».

Zinoviev fut content des préparatifs de Léninegrad; lui et Kaménev étaient sûrs que Kirov serait bientôt assassiné. Ils croyaient que cela troublerait le Gouvernement soviétique et que cela serait le signal d'actes semblables contre les dirigeants soviétiques dans tout le pays. « *Les têtes on ceci de particulier, remarqua Kaménev, c'est qu'elles ne repoussent pas* ».

Le 1er décembre 1934, à 4 h. 27 de l'après-midi, Serge Kirov quittait son bureau de l'Institut Smolny. Il marchait dans un long passage bordé de marbre conduisant à la salle où il devait rapporter sur la décision du Comité central d'abolir la carte de pain. Comme il passait au croisement d'un autre passage, un homme bondit, tendit un revolver dans la direction de la tête de Kirov et fit feu.

A 4 h. 30, Kirov était mort. L'assassin était Léonid Nicolaïev. Il essaya de s'enfuir, puis de tourner son arme contre lui-même, il fut empoigné avant de pouvoir faire l'un ou l'autre.

Le 28 décembre 1934, Léonid Nikolaïev passait en jugement devant le Collège militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. « *Quand j'ai tiré sur Kirov, expliqua Nikolaïev, j'ai raisonné de la façon suivante: notre coup doit être le signal d'une explosion, d'une révolte dans tout le pays, contre le Parti communiste de l'U.R.S.S. et contre le Gouvernement soviétique* ». Le Collège militaire condamna Nikolaïev à être fusillé, mais Nikolaïev ne divulgua pas que Zinoviev, Kaménev et les autres dirigeants du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste avaient été directement impliqués dans le complot de l'assassinat de Kirov <sup>69</sup>.

Mais il était clair pour le Gouvernement soviétique que le plan et la préparation soignée de cet assassinat embrassait une organisation bien plus dangereuse et bien plus réfléchie que le groupe terroriste de Nikolaïev. Le Parti bolchévik désigna un enquêteur spécial pour étudier l'affaire de Léninegrad. C'était Iéjov, membre du Comité central du Parti et chef de la Commission de contrôle.

Deux semaines après le procès de Nikolaïev, Zinoviev, Kaménev et plusieurs autres de leurs complices connus, parmi lesquels Bakaïev, comparaissaient devant un tribunal de Léninegrad, accusés de complicité dans l'assassinat; de Kirov. Pendant le procès, Zinoviev et Kaménev adoptèrent une ligne de conduite soigneusement étudiée à l'avance. N'admettant que ce que le Gouvernement soviétique avait établi par l'enquête, ils feignirent un profond remords et « confessèrent » que l'activité politique oppositionnelle qu'ils avaient embrassée avait « créé une atmosphère » conduisant à des « agissements antisoviétiques ». Ils déclarèrent être les chefs du « centre de Moscou » d'opposition politique et ils acceptèrent une « responsabilité morale » dans le meurtre de Kirov, puisqu'ils avaient été à la tête d'un mouvement politique séditieux d'où le crime avait jailli. Mais ils nièrent avec émotion avoir eu aucune connaissance préalable du complot de l'assassinat de Kirov.

« *J'ai l'habitude de me comporter en dirigeant, déclara Zinoviev, et il va sans dire que si j'avais su quelque chose... Ce meurtre abominable a jeté une lumière si honteuse sur toute la lutte antérieure contre le Parti, que je reconnais que le Parti est absolument en droit de parler de la responsabilité politique de l'ancien groupe zinoviéviste anti-parti, dans le meurtre qui a été commis* ».

Kaménev prit la même attitude : « *Je dois dire que je ne suis pas peureux par nature, mais je n'ai jamais compté sur la lutte par les armes, dit-il. J'ai toujours pensé qu'une situation se présenterait dans laquelle le Comité central serait obligé de négocier avec nous, c'est-à-dire de se modifier et de nous faire de la place* »...

La ruse réussit. Le procès ne put établir que Zinoviev et Kaménev avaient directement participé au complot de l'assassinat de Kirov. Au lieu de cela, ils ne furent reconnus coupables que d'une activité séditieuse antisoviétique. Dans le verdict du tribunal, on déclara : « Le procès n'a pas apporté de lumière sur aucun fait qui puisse fournir une base permettant de qualifier les actes des membres du centre de Moscou, en liaison avec l'assassinat du camarade Kirov, le 1<sup>er</sup> décembre 1934, comme étant une incitation directe à ce crime odieux ; néanmoins, le procès a permis de confirmer complètement le fait que les membres du centre de Moscou étaient informés des sentiments terroristes du groupe de Léninegrad et qu'ils ont excité ces sentiments »...

Zinoviev fut condamné à 10 ans de prison et Kaménev à cinq ans pour leur activité conspirative.

Le procès n'avait qu'effleuré la surface de la conspiration. Parmi les faits que le procès de Léninegrad n'avait pas réussi à mettre en lumière, peut-être que le plus étrange est celui-ci :

Quand Zinoviev et Kaménev furent arrêtés, quatre agents de la police secrète les avaient amenés au quartier général du N.K.V.D. <sup>70</sup>

Les agents étaient Moltchanov, chef du service politique secret du N.K.V.D.; Pauker, chef de service des opérations, Volovitch, chef adjoint du service des opérations; et Boulanov, adjoint au président du N.K.V.D.

Lorsqu'ils avaient arrêtés Zinoviev et Kaménev, les quatre agents du N.K.V.D., avaient agi de la manière la plus extraordinaire. Non seulement, ils n'avaient pas perquisitionné dans l'appartement des suspects pour y trouver des pièces à conviction ; mais ils avaient laissé Zinoviev et Kaménev détruire un certain nombre de documents compromettants.

Bien plus extraordinaire sont les antécédents de ces quatre agents du N.K.V.D.

Moltchanov et Boulanov étaient eux-mêmes des membres secrets de l'organisation des trotskistes et des droitiers.

Pauker et Volovitch étaient des agents de l'Allemagne.

Ces hommes avaient été spécialement choisis pour procéder à l'arrestation par Henri Yagoda, vice-président du N.K.V.D.

<sup>69</sup> L'assassinat de Kirov fut salué avec enthousiasme . par les fascistes russes ainsi que par les droitiers et les trotskistes. Le « comte » Vonsiatski, ex-officier tsariste et agent japonais aux Etats-Unis, déclara dans le no de mars 1935 de son journal, le Fascist, publié à Thompson (Connecticut) « Kirov est mort ! le prochain coup doit être dirigé contre Staline : ce sera le signal de l'insurrection... Le coup tiré par notre frère Nikolaïev n'a pas fait de bruit, mais il a retenti dans le monde entier... Tirez votre chapeau, Russes, devant la tombe de Nikolaïev héros immortel ! » Pour plus de détails sur Vonsiatski et le fascisme russe blanc, voir le chap. XXIII.

<sup>70</sup> A la fin de 1934, le N.K.V.D. (Service de la sécurité publique) avait remplacé la Guépéou et était devenu le service responsable des questions de sécurité intérieure en U.R.S.S.

## CHAPITRE XVIII

### MEURTRE AU KREMLIN.

#### 1. Yagoda.

En mai 1934, six mois avant l'assassinat de Kirov, une crise cardiaque causa la mort de Menjinski, président de la Guépéou, qui était malade depuis longtemps. Sa place fut donnée à son adjoint Henri Yagoda, un petit homme tranquille de 43 ans, au menton effacé et à la moustache bien taillée, et qui avait l'air capable.

Henri Yagoda avait adhéré en secret au bloc des droitiers et des trotskistes et à la conspiration, en 1929, comme membre de l'opposition de droite, non parce qu'il croyait au programme de Boukharine ou à celui de Trotski, mais parce qu'il pensait que l'opposition était destinée à prendre le pouvoir en Russie. Yagoda voulait être du côté des vainqueurs. Selon ses propres paroles ; « *Je suivais le développement de la lutte avec grande attention, ayant pris mon parti à l'avance de rejoindre le côté qui sortirait victorieux de cette lutte... quand on commença à prendre des mesures de répression contre les trotskistes, la question de savoir à qui irait la victoire : aux trotskistes ou au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., n'était pas encore tranchée. En tous cas, c'est ce que je pensais. C'est pourquoi, comme vice-président de la Guépéou, dans l'exécution des mesures de répression, je me comportai de manière à ne pas provoquer la colère des trotskistes contre moi. Lorsque j'envoyai des trotskistes en exil, je créais pour eux dans leur lieu d'exil des conditions telles qu'elles leur permettent de poursuivre leur activité* ».

Le rôle de Yagoda dans la conspiration ne fut d'abord connu que des trois chefs de la droite : Boukharine, Rykov et Tolski. En 1932, quand le bloc des droitiers et des trotskistes fut constitué, le rôle de Yagoda fut connu également de Piatakov et Krestinski.

Comme vice-président de la Guépéou, Yagoda pouvait protéger les conspirateurs du danger et de l'arrestation. « *Je pris toutes mesures, pendant plusieurs années, a-t-il déclaré, pour protéger l'organisation, particulièrement son centre, contre le danger* ». Yagoda désignait des membres du bloc des droitiers et des trotskistes, comme agents spéciaux de la Guépéou. De cette façon, un certain nombre d'agents des Services secrets étrangers purent pénétrer dans la police secrète soviétique et, avec la protection de Yagoda, poursuivre leur activité d'espionnage pour leurs gouvernements respectifs. Les agents de l'Allemagne Pauker et Volovitch, que Yagoda avait envoyés pour effectuer l'arrestation de Zinoviev et de Karménev, furent désignés à leurs fonctions dans la Guépéou par Yagoda lui-même. « *Je les considérais* », a déclaré Yagoda en parlant de ces espions étrangers, « *comme une force intéressante pour la réalisation des plans de la conspiration, en particulier quant la politique de conserver des relations avec les Services secrets étrangers* ».

En 1933, Smirnov, le principal organisateur du Centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, fut arrêté, sans qu'on s'y attendit, par des agents du Gouvernement soviétique.

Yagoda ne put prévenir cette arrestation. Sous prétexte d'interroger le prisonnier, Yagoda alla voir Smirnov dans sa cellule et « lui apprit » comment il devait se comporter à l'instruction.

En 1934, avant le meurtre de Kirov, le terroriste Nikolaïev avait été arrêté par des agents de la Guépéou de Léninegrad. Ils trouvèrent en sa possession un revolver et un plan où était indiqué le chemin par lequel Kirov, passait tous les jours. Quand Yagoda apprit l'arrestation de Nikolaïev, il donna l'ordre à Zaporozetz chef-adjoint de la Guépéou de Léninegrad, de relaxer le terroriste sans plus ample information. Zaporozetz était un homme de Yagoda. Il fit ce qui lui était dit.

Quelques semaines plus tard, Nikolaïev assassinait Kirov. Mais le meurtre de Kirov n'était qu'un des nombreux meurtres commis par le bloc des droitiers et des trotskistes avec l'aide directe de Yagoda.

Derrière son apparence tranquille et son air capable, Yagoda cachait une ambition, une férocité et une ruse peu ordinaires. Puisque les opérations secrètes du bloc dépendaient de plus en plus de sa protection, le vice-président de la Guépéou commença à concevoir qu'il était le personnage central et la personnalité dominante de toute la conspiration. Yagoda rêva de devenir l'Hitler de la Russie. Il lut *Mein Kampf*. « *C'est un livre de valeur* », confia-t-il à Boulanov, son secrétaire et son homme de confiance dévoué. Il était particulièrement impressionné par le fait qu'Hitler « *de simple caporal était parvenu à être l'homme qu'il était* ». Yagoda, lui aussi, avait commencé sa carrière comme caporal dans l'Armée Rouge.

Yagoda avait des idées personnelles sur la sorte de gouvernement qu'il faudrait installer après le renversement de Staline, Il serait à l'image de l'Allemagne nazie, dit-il à Boulanov. Yagoda en serait le chef ; Rykov remplacerait Staline comme secrétaire du Parti réorganisé ; Tomski serait le chef des syndicats, qui seraient sous un contrôle strictement militaire comme les bataillons du travail nazis ; le « philosophe » Boukharine serait le « Dr Goebbels ». Quant à Trotski, il n'était pas sûr de lui permettre de revenir en Russie. Cela dépendrait des circonstances. En attendant, toutefois, il était disposé à utiliser les négociations de Trotski avec l'Allemagne et le Japon. Le coup d'Etat, disait-il, devait coïncider avec la déclaration de guerre contre l'U.R.S.S.

*« Tous les moyens seront recherchés pour la réussite de ce coup : action armée, provocation et même poison, dit encore Yagoda à Boulanov. Il est des temps où l'on doit agir doucement et très prudemment et des temps où l'on doit agir vite et soudainement ».*

La décision du bloc des droitiers et des trotskistes d'adopter le terrorisme comme arme politique contre le régime soviétique eut l'approbation de Yagoda. Cette décision lui fut communiquée par Enoukidzé, un ancien soldat devenu employé au secrétariat du Kremlin et qui était l'organisateur en chef du terrorisme pour le compte des droitiers. Yagoda n'eut qu'une seule objection. Les méthodes terroristes employées par les conspirateurs lui semblaient trop primitives et trop dangereuses. Yagoda entreprit de trouver des moyens plus subtils pour l'assassinat politique que les bombes, les poignards et les balles des assassins traditionnels.

Au début, Yagoda essaya des poisons. Il installa un laboratoire secret et mit plusieurs chimistes à l'ouvrage. Son but était d'inventer une méthode pour tuer qui rendit le danger impossible. « *Meurtre avec garantie* », . était la méthode qu'il cherchait.

Mais même les poisons étaient trop durs. Avant peu, Yagoda conçut sa technique personnelle de l'assassinat. Il la recommanda comme une arme parfaite aux chefs du - bloc des droitiers et des trotskistes : « C'est très simple, dit-il. Une personne tombe malade naturellement, ou bien est malade depuis quelque temps. Ceux qui l'entourent s'accoutument, comme cela est naturel, à l'idée que le malade peut mourir ou guérir. Le médecin qui soigne le malade a le pouvoir de faciliter sa guérison ou sa mort... Eh bien? Tout le reste est une question de technique ».

Il n'y avait plus qu'à trouver des bons médecins.

## **2. Le meurtre de Menjinski.**

Le premier médecin que Yagoda entraîna dans l'exécution de son programme d'assassinats fut le Dr Lévine, un homme obséquieux et corpulent d'entre deux âges qui aimait à se vanter de son manque d'intérêt pour les affaires politiques. Le Dr Lévine était le médecin personnel de Yagoda. Mais pour Yagoda, il était plus important que le Dr Lévine fût un membre distingué de l'état-major médical du Kremlin. Parmi les malades qu'il soignait régulièrement, il y avait un certain nombre de dirigeants soviétiques, y compris le chef de Yagoda, Menjinski, président de la Guépéou.

Yagoda se mit à combler le Dr Lévine de faveurs particulières : il lui envoyait des vins étrangers, des fleurs pour sa femme et divers autres cadeaux. Il mit à sa disposition, sans frais d'aucune sorte, une maison de campagne.. Quand le Dr Lévine se rendait à l'étranger ; Yagoda lui permettait de rapporter diverses acquisitions sans avoir à payer les droits de douane. Le médecin était flatté et un peu perplexe quant à toutes ces attentions peu habituelles que lui prodigait son influent client.

Bientôt, grâce aux manigances de Yagoda, l'insoupçonneux docteur avait accepté un certain nombre de cadeaux et commis diverses petites infractions aux lois ; et alors Yagoda aborda tout crûment la question. Il lui dit qu'un mouvement d'opposition secret, dont il était un des chefs, était sur le point devenir au pouvoir en U.R.S.S. Les conspirateurs, poursuivit Yagoda, pouvaient faire usage des services du Dr Lévine. Certains dirigeants soviétiques, parmi lesquels certains de ses clients, devaient être écartés du chemin.

*« Ayez bien en tête, dit Yagoda au médecin terrifié, que vous ne pouvez pas ne pas m'obéir, vous ne pouvez pas vous en tirer. A partir du moment où j'ai placé ma confiance en vous, à propos de cette affaire, vous devez l'apprécier et vous devez la mener à bien. Vous ne pourrez en parler à personne, car personne ne vous croira. On ne vous croira pas, c'est moi qu'on croira ».* Yagoda ajouta : « *Suspendons pour le moment cette conversation ; repensez-y chez vous. Je vous rappellerai dans quelques jours* ».

Le Dr Lévine a plus tard décrit sa réaction devant les paroles de Yagoda : « *Je n'ai pas à exprimer ma réaction psychologique et combien il fut terrible pour moi d'entendre cela. Je pense qu'on le comprend suffisamment. Et puis l'incessante angoisse mentale... Il me dit ensuite : « Vous savez qui vous parle ; le chef de quelle institution vous parle ! » Il répéta que mon refus d'exécution signifierait la ruine pour moi et ma famille. Je me rendis compte que je n'avais aucun moyen de m'en sortir, que*



*je devais me soumettre à lui* ».

Le Dr Lévine aida Yagoda à enrôler un autre médecin qui soignait aussi souvent Menjinski. Ce médecin était le Dr. Kazakov, dont les méthodes de thérapeutique très peu orthodoxes étaient l'objet de chaudes controverses. dans les milieux médicaux soviétiques, vers 1930.

Le Dr Kazakov prétendait avoir découvert un traitement presque infaillible pour un grand nombre de maladies, au moyen d'une technique spéciale, qu'il appelait la « lysatothérapie ». Le président de la Guépéou Menjinski, qui souffrait d'une angine de poitrine et d'asthme, avait une grande confiance dans les traitements de Kazakov et les suivait régulièrement<sup>71</sup>.

Sur les instructions de Yagoda, le Dr, Lévine alla voir le Dr Kazakov et lui dit :

- Menjinski est un cadavre vivant. Vous perdez vraiment votre temps.

Le Dr Kazakov regarda son collègue avec étonnement :

- J'aimerais avoir, un entretien particulier avec vous, dit le Dr Lévine.

- A quel propos ? demanda le Dr Kazakov.

- A propos de la santé de Menjinski...

Et après, le Dr Lévine abordait la question : « *Je vous croyais plus intelligent, dit-il à Kazakov. Vous ne m'avez pas encore compris. Je suis surpris que vous ayez entrepris de soigner Menjinski avec tant de zèle, et que vous ayez même réussi à améliorer sa santé. Vous n'auriez jamais dû lui permettre de se remettre à son travail* ».

Puis, à l'effarement et à l'horreur croissante du Dr Kazakov, il continua : « *Vous devez comprendre que Menjinski est présentement un cadavre, et qu'en le ramenant à la santé, vous vous opposez à Yagoda. Menjinski est sur le chemin de Yagoda, et Yagoda est intéressé à le voir hors de son chemin le plus tôt possible. Yagoda est un homme que rien n'arrête !* »

Et le Dr Lévine ajouta : « *Pas un mot de cela à Menjinski ! Je vous avertis que si vous, parlez de cela à Menjinski, Yagoda vous fera disparaître ! Vous ne lui échapperez pas, où que vous vous cachiez. Il vous dénichera même si vous étiez sous terre* ».

Dans l'après-midi du 6 novembre, le Dr Kazakov fut appelé d'urgence chez Menjinski. Quand, il arriva chez le président de la Guépéou, il y trouva une lourde et pénétrante odeur de térébenthine et de peinture. En quelques instants, il fut lui-même gêné pour respirer. Un des secrétaires de Menjinski l'informa que la maison venait d'être fraîchement repeinte et qu'une substance spéciale avait été ajoutée à la peinture « *pour qu'elle sèche plus vite* ». C'était cette « substance spéciale » qui était la cause de cette odeur âcre et accablante. Le Dr Kazakov monta à l'étage et trouva Menjinski à l'agonie. L'état des bronches avait été terriblement aggravé par les émanations. Il était assis, congestionné, dans une position bizarre, le visage et le corps gonflé, à peine capable de chuchoter. Le Dr Kazakov écouta sa respiration. Elle était pénible et râpeuse, avec l'expiration très prolongée caractéristique d'une grave crise d'asthme. Le Dr Kazakov fit immédiatement une injection pour améliorer l'état du malade. Puis il ouvrit toutes les fenêtres de la pièce et ordonna au secrétaire d'ouvrir toutes les portes et les fenêtres de la maison. Peu à peu, l'odeur disparut. Le Dr Kazakov demeura avec Menjinski jusqu'à ce que le malade se sentit mieux. Quand la crise fut passée, le Dr Kazakov rentra chez lui.

Il venait à peine d'y arriver que le téléphone sonna. C'était la Guépéou; on informait le Dr Kazakov que Yagoda voulait le voir immédiatement. Une voiture était déjà en route pour le chercher et le ramener au bureau de Yagoda.

« *Eh bien, comment va la santé de Menjinski ?* » fut la première parole que Yagoda prononça, quand lui et le Dr Kazakov furent seuls dans la pièce. Le petit vice-président de la Guépéou,, sombre et signé, était assis à son bureau, guettant froidement l'expression du médecin.

Le Dr Kazakov répondit qu'avec cette nouvelle crise d'asthme, l'état de Menjinski était sérieux.

Yagoda demeura silencieux un instant.

- Avez-vous parlé à Lévine ?

- Oui, répondit Kazakov.

Yagoda se leva brusquement de son siège et se mit à marcher de long en large devant son bureau.

Tout-à-coup, il se mit à tourner autour de Kazakov en criant furieusement

- Alors, pourquoi cherchez-vous midi à quatorze heures ? Pourquoi n'agissez-vous pas ? Qui vous demande de vous mêler des affaires des autres?

---

<sup>71</sup> Le 23 décembre 19043, le Dr Henry E. Sigerist, professeur d'Histoire d'e la médecine à l'Université John Hopkins et éminente autorité américaine en histoire médicale, a écrit aux auteurs de ce livre, à propos de Dr Kazakov : « J'ai passé une journée entière avec le professeur Kazakov à sa clinique, en 1935. C'était un homme de grande taille aux cheveux en désordre qui avait plutôt l'air d'un artiste que d'un savant et qui faisait penser à un chanteur d'opéra. Quand on lui parlait il vous laissait l'impression d'être un génie ou un malin. Il prétendait avoir trouvé une nouvelle méthode de traitement qu'il appelait lysatothérapie, mais il refusait de révéler comment il préparait les lysates avec lesquels il traitait une grande variété de maladies. Il motivait son refus en disant que la méthode pourrait être discréditée si d'autres l'employaient sans soin ou sans esprit critique,, avant qu'elle soit complètement éprouvée. Les autorités médicales soviétiques adoptèrent à son égard l'attitude la plus libérale et lui donnèrent toutes les facilités possibles, tant cliniques que laboratoires, pour éprouver et développer sa méthode. Le professeur Kazakov , attendait ma visite et le jour où j'allais le voir, il avait invité un grand nombre de ses anciens malades, afin de me les montrer... C'était un vrai cirque et cela me fit fort mauvaise impression. J'avais vu des crues miraculeuses réalisées par des charlatans dans d'autres pays... Quelques années plus tard, il fut démontré que sa méthode ne valait rien et qu'il n'était pas seulement un malin, mais un, criminel ».

- Que voulez-vous de *moi* ? demanda le Dr Kazakov.  
- Qui vous a demandé de soigner Menjinski ? Vous faites des embarras à son sujet sans aucun but. Sa vie est sans utilité pour personne. Il est sur le chemin de tout le monde. Je vous donne l'ordre de trouver avec Lévine une méthode de traitement, grâce à laquelle il sera possible de mettre rapidement fin à la vie de Menjinski !

Après un silence, Yagoda ajouta : « *Je vous avertis, Kazakov, si vous essayez le moins du monde de me désobéir, je trouverai le moyen de me débarrasser de vous ! Vous ne m'échapperez jamais* »

Pour le Dr Kazakov, les jours qui suivirent furent pleins de terreur, de peur, de cauchemars. Il allait à son travail dans un trouble profond. Devait-il ou ne devait-il pas raconter ce qu'il savait aux autorités soviétiques ? A qui pouvait-il parler ? Comment être sûr qu'il ne parlerait pas à un des espions de Yagoda ?

Le Dr Lévine, qui le vit fréquemment pendant cette période, parla à Kazakov de l'existence d'une vaste conspiration qui se constituait contre le Gouvernement soviétique. Des hauts fonctionnaires célèbres de l'Etat, comme Yagoda, Rykov et Piatakov étaient du complot ; des écrivains et des philosophes éminents comme Radek et Boukharine, également des chefs de l'armée étaient en secret avec eux. Si lui, Kazakov rendait à Yagoda quelque signalé service maintenant, Yagoda s'en souviendrait quand il serait au pouvoir. Il y avait une guerre secrète en U.R.S.S., et les médecins, comme les autres gens, devaient choisir leur camp.

Le Dr Kazakov succomba et dit au Dr Lévine qu'il exécuterait les ordres de Yagoda. Voici dans les termes mêmes du Dr Kazakov, la technique que lui et Lévine employèrent pour tuer le président de la Guépéou :

« Je vis Lévine, et avec lui, nous établîmes la méthode suivante : Nous utilisâmes avant tout les deux propriétés essentielles de l'albumine et des albuminoïdes. Premièrement, les produits de la décomposition de l'albumine, les hydrolyses, ont la propriété d'intensifier l'action des remèdes. Deuxièmement, les lysates rendent l'organisme plus sensible. Troisièmement, nous avons mis à profit les particularités de l'organisme de Menjinski, son asthme joint à son angine de poitrine. C'est un fait bien connu que dans l'asthme, ce que l'on appelle la partie parasympathique du système nerveux végétatif est irritée. C'est pourquoi, dans l'asthme, on prescrit des remèdes qui excitent la partie opposée, c'est-à-dire le sympathique de la grande thyroïde. Un remède de ce genre est une préparation surrénale, une préparation médullaire. Dans l'angine de poitrine, l'irritation atteint la partie sympathique qui part du ganglion sympathique du plexus cervical,, Telles sont les subtiles particularités que nous avons mises à profit... »

« *On administrait progressivement certains remèdes et on en supprimait d'autres... Il fallait encore introduire différents remèdes cardiaques : digitale, adonis. strophantus, qui stimulent l'activité du cœur. Ces médicaments administrés comme suit : d'abord les lysates ; puis on interrompait ce traitement ; et on prescrivait les stimulants cardiaques. A la suite de ce régime, le malade devint très faible et mourut dans la nuit du 9 au 10 mai* ».

L'homme qui prit sa place comme chef de la Guépéou fut Henri Yagoda « *Je nie avoir été guidé par des considérations d'ordre personnel dans l'assassinat de Menjinski* », a-t-il déclaré plus tard. « *Je prétendais au poste de chef de la Guépéou, non par des considérations d'ordre personnel, mais dans l'intérêt de notre organisation de conspirateurs* ».

### **3. Meurtre avec garantie.**

La liste des meurtres établie par le bloc des droitiers et des trotskistes comprenait les noms des dirigeants soviétiques suivants : Staline, Vorochilov, Kirov, Menjinski, Molotov, Kouibychev, Kaganovitch, Gorki et Jdanov. Ces hommes étaient bien protégés. Le Gouvernement soviétique avait une longue et amère expérience des terroristes et laissait peu de chances au hasard. Yagoda savait cela parfaitement. Quand l'organisateur des actes de terrorisme de droite, Enoukidzé, lui communiqua la décision du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste d'assassiner Kirov, Yagoda fit d'abord des objections : «J'ai exprimé la crainte qu'un acte terroriste direct pouvait non seulement me faire repérer, moi, mais aussi faire repérer toute l'organisation. Je signalai à Enoukidzé un procédé moins dangereux et je lui rappelai, à lui, Enoukidzé, comment Menjinski avait été mis à mort avec le concours de médecins. Enoukidzé répondit que l'assassinat de Kirov devait se faire comme il en avait été décidé, que les trotskistes et les zinoviévistes s'étaient chargés de cet assassinat, et notre affaire était de ne pas les gêner.

En ce qui concerne le mode d'assassinat sans risque avec l'aide des médecins. Enoukidzé me déclara que sous peu le centre déciderait quels étaient les dirigeants du Parti, et du gouvernement qu'il faudrait en premier lieu assassiner par cette méthode.

Un jour, vers la fin d'août 1934, un jeune membre secret de l'opposition de droite fut convoqué au bureau d'Enoukidzé, au Kremlin. Son nom était Vianiamine Maximov. En 1928, Maximov avait suivi les cours de « l'Ecole marxiste » que Boukharine dirigeait alors à Moscou. Boukharine l'avait enrôlé dans la conspiration. Jeune homme intelligent et sans scrupules, Maximov avait été soigneusement éduqué par les chefs droitiers et après qu'il eut passé ses examens de sortie, il fut placé à divers secrétariats. A l'époque où il fut convoqué au bureau d'Enoukidzé, Maximov était le secrétaire particulier de Valerian Kouibychev, président du Conseil suprême de l'Economie nationale, membre du Bureau politique du Parti communiste, et ami intime et collaborateur de Staline.

Enoukidzé fit savoir à Maximov que *« tandis qu'auparavant, les droitiers calculaient que le gouvernement pouvait être renversé en organisant certains éléments des couches les plus antisoviétiques de la population, et en particulier, les koulaks, maintenant la situation avait changé... et il était nécessaire de recourir à des méthodes plus énergiques pour s'emparer du- pouvoir »*. Enoukidzé décrivit les nouvelles tactiques de la conspiration. En accord avec les trotskistes, dit-il, les droitiers avaient pris là décision d'éliminer un certain nombre de leurs adversaires par des moyens terroristes. Cela devait être fait en *« ruinant la santé des dirigeants »*. Cette méthode, dit Enoukidzé, était *« celle qui convenait le mieux, parce qu'apparemment, elle apparaîtrait sous la forme d'une malheureuse conclusion d'une maladie et ainsi permettrait de camoufler cette activité terroriste des droitiers »*.

*« On a déjà commencé à s'y préparer »*, ajouta Enoukidzé. Il dit à Maximov que Yagoda était derrière tout cela et que les conspirateurs étaient protégés par lui. Maximov, comme secrétaire de Kouibychev, devait être utilisé pour l'assassinat du président du Conseil suprême de l'Economie nationale. Kouibychev avait une maladie de cœur sérieuse et les conspirateurs avaient projeté d'en tirer profit.

Maximov, effrayé par cette consigne, montra quelques signes d'hésitation.

Quelques jours après il était de nouveau convoqué dans le bureau d'Enoukidzé. Cette fois, tandis que la discussion sur l'assassinat de Kouibychev entraînait dans plus de détails, un troisième homme était assis dans un coin de la pièce. Il ne prononça pas un mot durant toute la conversation; mais la signification implicite de sa présence ne fut pas perdue de vue pour Maximov. L'homme était Henri Yagoda.

- Ce qui vous est demandé, dit Enoukidzé à Maximov, c'est d'abord de leur donner (aux médecins de Yagoda) la possibilité de ne pas être gênés, afin qu'ils puissent fréquemment suivre le malade, et qu'ils ne rencontrent pas d'obstacles au cours de leurs soi-disant visites ; et deuxièmement, en cas de maladie aiguë, de crise de quelque sorte que ce soit, de ne pas vous presser d'appeler un médecin et si cependant c'est nécessaire, de n'appeler que les médecins qui le traiteront.

Vers la fin de 1934, la santé de Kouibychev prit soudain un tour très grave. Il souffrait beaucoup et ne pouvait plus travailler. Le Dr Lévine a décrit la technique que, suivant les instructions de Yagoda, il avait employé pour mener à terme la maladie de Kouibychev ;

*« Le point faible de son organisme était le cœur, et c'est sur ce point que nous avons dirigé nos coups. Nous savions que, depuis longtemps, son cœur était en mauvais état. Il souffrait d'une lésion des vaisseaux du cœur, d'une myocardite et il avait des petites crises d'angine de poitrine. Dans ce cas, il faut ménager le cœur, éviter l'emploi des stimulants cardiaques actifs qui exciteraient avec excès l'activité du cœur et aboutirait peu à peu à l'affaiblir... A Kouibychev, nous avons prescrit sans arrêt et pendant une assez longue période des stimulants cardiaques, jusqu'à son- départ pour l'Asie Centrale. D'août à septembre ou octobre 1934, on lui fit des injections régulières d'hormones et d'autres stimulants cardiaques. Ce qui eut pour effet d'intensifier et de rendre plus fréquentes les crises d'angine de poitrine »*.

A 2 h, de l'après-midi, le 25 janvier 1935, Kouibychev eut une crise cardiaque grave à son bureau, au Conseil des commissaires du peuple à Moscou. Maximov qui était alors aux côtés de Kouibychev avait été prévenu par le Dr Lévine qu'en cas de crise de ce genre, la seule chose à faire était d'étendre le malade et de le laisser absolument tranquille. On avait dit à Maximov que sa tâche était de faire en sorte que Kouibychev fit exactement le contraire, et il persuada donc à cet homme, désespérément malade, de rentrer chez lui.

Pâle comme un spectre, marchant avec la plus grande difficulté, Kouibychev quitta son bureau. Maximov appela de suite Enoukidzé et l'informa de ce qui venait d'arriver. Le chef droitier recommanda à Maximov de se tenir calme et de n'appeler aucun médecin: Kouibychev fit péniblement le chemin de l'immeuble du Conseil des commissaires du peuple à chez lui. Lentement et dans un état de malaise croissant, il monta l'escalier jusqu'à son appartement au 3e étage. Sa fille l'attendait sur le pas de la porte, et dès le premier coup d'œil, se rendant compte de l'état où il était, elle téléphona immédiatement qu'il avait un besoin urgent de voir un médecin.

Mais avant l'arrivée des médecins, Valérien Kouibychev, était mort.

#### 4. Une nécessité historique.

Les plus brutaux de tous les meurtres commis sous la direction de Yagoda, furent ceux de Maxime Gorki et de son fils Pechkov. Gorki avait 68 ans à l'époque de son assassinat. Il était connu et révérend dans le monde entier non seulement comme le plus grand écrivain russe vivant, mais l'un des humanistes les plus éminents du globe. Il était atteint de tuberculose et son cœur était en mauvais état. Son fils Pechkov avait hérité de lui une extrême susceptibilité aux affections pulmonaires. Gorki et son fils étaient soignés par le Dr Lévine.

L'assassinat de Gorki et de son fils fut décidé par Yagoda après une décision unanime des plus hauts dirigeants du bloc des droitiers et des trotskistes. En 1934, Yagoda communiqua cette décision au Dr Lévine et lui donna l'ordre de l'exécuter.

*« Gorki est très intimement lié avec les plus hauts dirigeants, dit Yagoda à Lévine. Il est tout à fait dévoué à la politique qui se poursuit dans le pays, très dévoué personnellement à Staline ; il ne doit plus se trouver sur notre chemin. En outre, vous savez de quelle autorité jouit la parole de Gorki tant dans le pays qu'à l'étranger. Vous savez quelle influence il a et quel mal il peut faire à notre mouvement par sa parole. Vous devez accepter d'entreprendre cela, et vous en récolterez les fruits quand le nouveau gouvernement arrivera au pouvoir ».*

Comme le Dr Lévine montrait quelque trouble devant ces directives, Yagoda continua : *« Ce n'est pas la peine d'être si bouleversé ; vous devriez comprendre que c'est inévitable, que c'est un moment historique, une nécessité historique, une étape de la Révolution à travers laquelle nous devons passer et vous la passerez avec nous, vous en serez un témoin et vous devez nous aider avec les moyens que vous avez à votre disposition <sup>72</sup> ».*

Pechkov fut assassiné avant son père.. Le Dr Lévine a pu dire *« Chez lui, on pouvait très facilement utiliser trois systèmes : son système cardio-vasculaire très facilement excitable ; ses organes respiratoires hérités de son père, non tuberculeux, mais très faibles ; et enfin le système nerveux végétatif. Même en faible quantité, le vin influençait son organisme et, en dépit de cela, il buvait beaucoup de vin ».*

Le Dr Lévine travailla systématiquement à affaiblir l'organisme de Pechkov. Au milieu d'avril 1934, Pechkov attrapa un sérieux refroidissement qui provoqua une pneumonie lobaire. Quand il apparut que Pechkov pourrait guérir, Yagoda fut furieux : *« Qu'ils aillent au diable, s'écria-t-il, ils peuvent tuer des gens en bonne santé avec leurs remèdes et ici, ils ne peuvent y arriver avec un malade ! »*

Mais finalement, les efforts du Dr Lévine obtinrent le résultat désiré :

*« Le malade était très affaibli, son cœur se trouvait en très mauvais état et nous savons que le système nerveux joue un rôle très grand dans le développement des maladies infectieuses. Tout son organisme était surexcité. Tout était affaibli en lui et la maladie prit un caractère extrêmement grave... Ce qui aggrava le cours de la maladie, ce fut la suppression des médicaments qui pouvaient être d'une grande utilité pour le cœur ; au contraire on administra des remèdes qui l'affaiblissait »* et, finalement le 11 mai, il succombait d'une pneumonie lobaire.

Maxime Gorki fut assassiné par des méthodes similaires. Au cours de l'année 1935, les fréquents voyages de Gorki loin de Moscou, qui l'enlevaient des mains du Dr Lévine, lui sauvèrent pour un temps la vie. Mais au début de 1936, se présenta l'occasion que Lévine attendait. Gorki eut une grippe sérieuse à Moscou. Le Dr Lévine aggrava délibérément l'état du malade qui, comme son fils attrapa une pneumonie. Encore une fois, Lévine assassina son malade. *« En ce qui concerne Alexei Maximovitch Gorki, le plan fut le suivant : se servir des médicaments indiqués d'une façon générale, contre lesquels ne pouvaient être élevés ni doute, ni soupçon et dont on pouvait se servir pour stimuler l'activité du cœur. Au nombre de ces médicaments se rapportaient le camphre, la caféine, le cardiosol, le digalène.*

---

<sup>72</sup> Malgré son âge, Gorki était haï par les trotskistes qui le redoutaient. Serge Bessonov, le messager trotskiste, a raconté qu'en juillet 1934, Trotski lui a dit : « Gorki est très intime avec Staline. Il joue un rôle exceptionnel en gagnant de la sympathie pour l'U.R.S.S. dans l'opinion démocratique mondiale et particulièrement en Europe occidentale... Les amis que nous avons eus parmi les intellectuels, nous quittent en grand nombre sous l'influence de Gorki. J'en tire la conclusion qu'il faut enlever Gorki de notre chemin. Transmettez cette directive à Piatakov, sous la forme la plus catégorique. Gorki doit être physiquement exterminé à tout prix ».

Les terroristes et émigrés fascistes russes, qui travaillaient avec les nazis, avaient également mis Gorki sur la liste de ces dirigeants soviétiques qu'ils projetaient d'assassiner. Le no du 1er novembre 1934, de *Za Rossiou*, l'organe de la fasciste Ligue nationale russe de la nouvelle régénération, publiée à Belgrade, en Yougoslavie, déclarait : « Kirov à Leningrad doit être chassé. Nous devons en faire autant de Kossior et de Postychev en Russie méridionale. Frères fascistes, si vous ne pouvez pas attraper Staline, tuez Gorki, tuez le poète Démian Bieni, tuez Kaganovitch »...

Le mobile de Yagoda dans l'assassinat du fils de Gorki, Pechkov, n'était pas seulement politique. Avant le meurtre, Yagoda avait dit à un des conspirateurs que la mort de Pechkov serait un « coup dur » pour Gorki et en ferait un « pitoyable vieillard ». Mais à son procès en 1938, Yagoda demanda la permission à la Cour de ne pas révéler en public les raisons qu'il avait eues de faire mourir Pechkov. Yagoda demanda qu'il lui soit permis de faire sa déposition à huis-clos. La Cour accéda à sa requête ; l'ambassadeur Davies dans son livre *Mission to Moscow*, donne à l'assassinat de Pechkov l'explication probable suivante : « -On raconte en sous main que Yagoda... avait la tête tournée par la jolie femme d« jeune Gorki ».

*Nous avons le droit de nous servir de ces médicaments dans les maladies de cœur. Mais, pour Gorki, ces moyens ont été employés à des doses énormes. C'est ainsi, par exemple, qu'on lui injectait jusqu'à 40 ampoules de camphre en 24 heures, plus deux injections de digalène, plus quatre de caféine, plus deux de strychnine ».* Le 18 juin 1936, le grand écrivain soviétique mourait.



## CHAPITRE XIX

### JOURS DÉCISIFS

#### 1. La guerre vient de l'ouest

Vers 1935, les plans d'une attaque combinée de l'Allemagne et du Japon contre l'U.R.S.S. étaient très avancés. Les armées nippones en Mandchourie donnaient le spectacle de raids « démonstratifs » à la frontière orientale de l'U.R.S.S. Le Haut-Commandement allemand poursuivait des négociations secrètes avec les milieux militaires fascistes polonais, en vue d'une alliance militaire antisoviétique. Les cinquièmes colonnes nazies se préparaient dans les Pays baltes et dans les Balkans, en Autriche et en Tchécoslovaquie. Les diplomates réactionnaires anglais et français poussaient passionnément Hitler au *Drang nach Osten* promis.

Le 3 février, à la suite de discussions qui eurent lieu entre le président du Conseil français Pierre Laval et le ministre des Affaires étrangères britannique Sir John Simon, les gouvernements anglais et français annoncèrent leur commun accord de relâcher certaines mesures de précautions relatives au désarmement de l'Allemagne et qui découlaient du traité de Versailles.

Le 17 février, le *London Observer* écrivait : « *Pourquoi la diplomatie de Tokio est-elle si active en ce moment à Varsovie et à Berlin?... Moscou nous donne la réponse... Les relations entre l'Allemagne, la Pologne et le Japon deviennent de plus en plus étroites chaque jour... En cas de nécessité, elles aboutiraient à une alliance antisoviétique* ».

En prévision que les armes pourraient être utilisées contre l'U.R.S.S., le programme de réarmement de l'Allemagne nazie recevait toute l'aide possible des politiciens antisoviétiques de France et de Grande-Bretagne.

Le 1er mars, après un plébiscite précédé d'une campagne intensive de propagande et de terreur nazie auprès des habitants de la Sarre, ce territoire avec ses mines de charbon vitales passa des mains de la France dans celles de l'Allemagne.

Le 16 mars, le gouvernement du IIIe Reich, répudiait formellement le traité de Versailles et communiquait aux ambassadeurs de France, d'Angleterre, de Pologne et d'Italie à Berlin, un décret instituant le service obligatoire en Allemagne.

Le 13 avril, Berlin annonçait son intention de se constituer une flotte aérienne de bombardiers lourds.

Le 18 juin, onze jours après que le conservateur Stanley Baldwin eut été nommé premier ministre britannique, on annonçait la conclusion d'un accord naval anglo-germanique. L'Allemagne nazie obtenait le droit de construire une nouvelle flotte et de « posséder un tonnage de sous-marins égal au tonnage de sous-marins possédés au total par les membres du Commonwealth britannique ». L'accord faisait suite à un échange de lettres entre les ministres des Affaires étrangères nazi et britannique, Joachim Ribbentrop et Sir Samuel Hoare.

Le 3 novembre, l'*Écho de Paris* annonçait qu'une conférence avait réuni le banquier nazi Schacht et le gon., gouverneur de la Banque de France Tannery. D'après le journal français, Schacht avait déclaré : « *Nous n'avons pas l'intention de modifier nos frontières occidentales. Tôt ou tard, l'Allemagne et la Pologne se partageront l'Ukraine. Mais pour le moment; nous nous estimerons satisfaits d'éprouver notre force sur les Pays baltes* ».

Le 11 novembre, le *New-York Herald Tribune* observait : « *Le président Laval qui est aussi ministre des Affaires étrangères, est fermement partisan d'un accord entre la IIIe République française et le IIIe Reich nazi, et l'on dit qu'il désire remplacer le pacte franco-soviétique qui a été signé, mais qui n'a pas encore été ratifié par le Parlement français, par un accord dans lequel le régime hitlérien garantirait la frontière orientale de la France en échange d'une complète liberté d'action dans la région de Memel et en Ukraine* ».

Devant la menace de guerre grandissante, le gouvernement de l'U.R.S.S. renouvelait son appel à l'action commune de tous les pays menacés par l'agression fasciste. A de nombreuses reprises, à la S.D.N. et dans les capitales de l'Europe, Maxime Litvinov, le commissaire aux Affaires étrangères soviétique, réclamait avec insistance l'organisation de la sécurité collective et la conclusion d'alliances entre les nations non-agressives. Le 2 mai 1935, le Gouvernement

soviétique signait un traité d'assistance mutuelle avec le gouvernement français et le 16 mai, un traité semblable avec la Tchécoslovaquie.

« *La guerre doit apparaître à tous comme le danger menaçant de demain, dit Litvinov à la Société des Nations. La paix, pour laquelle peu a été fait jusqu'à maintenant, doit être organisée contre l'organisation extrêmement active de la guerre* ».

En octobre 1935, avec les bénédictions diplomatiques de Pierre Laval et de Sir Samuel Hoare, les armées fascistes italiennes de Mussolini envahissaient l'Ethiopie. La deuxième guerre mondiale, qui avait commencé lorsque le Japon avait attaqué la Mandchourie en 1931, gagnait l'Ouest<sup>73</sup>.

Sur le sol soviétique, l'avant-garde fasciste secrète. avait déjà lancé une grande offensive contre le potentiel de guerre de l'Armée Rouge. En alliance avec des agents allemands et japonais, le bloc des droitiers et des trotskistes avait entrepris une campagne systématique et soigneusement mise au point contre l'industrie, les transports et l'agriculture de l'U.R.S.S., dont le but était de miner le système défensif à l'étude en prévision de la guerre.

La campagne de sabotage total se poursuivit sous la direction qualifiée de Piatakov, le vice-commissaire trotskiste à l'industrie lourde.

« *Le terrorisme est une méthode énergique* », dit Piatakov à une réunion secrète de droitiers et de trotskistes à Moscou, « *mais il est loin, de suffire. Il est indispensable de miner les réalisations du pouvoir soviétique, de miner le prestige de la direction de Staline, et de désorganiser la vie économique... Il faut agir de la manière la plus énergique, avec la détermination la plus ferme. . Nous devons agir avec force et constance, et ne nous laisser arrêter par rien.. Tous les moyens sont bons et utiles, telles sont les directives de Trotski, auxquelles le centre trotskiste souscrit* ».

Vers la fin de 1935, les opérations des groupes de sabotage dans les localités stratégiques de l'U.R.S.S. avaient été galvanisées dans un effort suprême. Dans les nouvelles usines de l'industrie lourde de l'Oural, dans les mines de charbon du Donbass et du Kouzbass; dans les chemins de fer, dans les centres d'énergie électrique et sur les chantiers de construction, les saboteurs trotskistes sous la direction de Piatakov donnaient des coups simultanés et puissants à tous les secteurs les plus vitaux de la production soviétique. Une semblable activité destructive, dirigée par Boukharine et d'autres chefs droitiers, se manifestait dans les fermes collectives, dans les coopératives, dans les services commerciaux et financiers de l'État. Des agents secrets japonais et allemands dirigeaient de nombreux secteurs de la campagne de sabotage.

Voici quelques-unes de ces opérations de sabotage commises par des agents allemands et japonais et par des droitiers et des trotskistes, telles que ces saboteurs les ont décrites eux-mêmes :

*Ivan Kniazev, trotskiste et agent japonais, directeur du réseau des chemins de fer de l'Oural:*

En ce qui concerne le développement de l'activité de diversion et de sabotage dans les chemins de fer et l'organisation de sabotage de trains, j'ai exécuté à plein les instructions, puisque sur ce sujet les instructions du service d'espionnage japonais coïncidaient pleinement avec celles que j'avais reçues antérieurement de l'organisation trotskiste...

Le 27 octobre... un train dérailla à Choumika... C'était un train de troupes... Ce fut le travail de notre organisation... Le train allant à grande vitesse, 45 à 50 km à l'heure, s'engagea sur la 8<sup>e</sup> voie sur laquelle était garé un train de minerai. 29 soldats de l'Armée Rouge furent tués et 29 également furent blessés... 13 à 15 catastrophes furent directement préparées par nous... Le Service secret japonais insista sur la nécessité d'employer en temps de guerre des moyens bactériologiques pour contaminer les trains de troupes, les cantines et les centres sanitaires de l'armée par des bacilles très virulents.

---

<sup>73</sup> Trotski donna comme instruction à ses partisans en U.R.S.S. de conjuguer tous leurs efforts pour empêcher que l'U.R.S.S. réussisse dans sa tentative d'organiser la sécurité collective. Au début de 1935, Rakovski, ce trotskiste qui était un agent japonais, reçut une lettre de Trotski qui insistait sur la nécessité d'« isoler internationalement l'U.R.S.S. ». En traitant avec les pays étrangers, les conspirateurs russes doivent tenir compte de la diversité des éléments politiques. Avec les « éléments de gauche », il fallait « jouer sur leurs sentiments pacifistes ». Avec les « éléments de droite » le problème était plus simple : « leurs sentiments à l'égard de l'U.R.S.S. sont clairs et bien définis : avec eux, nous pouvons parler franchement ».

En mai 1935, une délégation française se rendit à Moscou pour discuter du pacte franco-soviétique. Parmi ceux qui accompagnaient la mission, il y avait Emile Buré, directeur du journal de droite influent de Paris, l'Ordre, qui avait entretenu des relations amicales avec Rakovski, lorsque ce dernier était ambassadeur en France. Rakovski vint voir Buré à l'hôtel Métropole et lui dit que le pacte franco-soviétique était lourd de dangers et pouvait facilement mener à « une guerre préventive de la part de l'Allemagne ». Il ajouta que ce n'était pas seulement son opinion, mais celle d'une importante partie des diplomates et des hautes personnalités soviétiques ».

Aux regrets de Rakovski, Buré lui dit qu'il était inébranlablement opposé à toute politique d'apaisement à l'égard de l'Allemagne nazie. « La France, dit Buré, ne peut pas rester isolée en face de la remilitarisation grandissante de l'Allemagne. L'agresseur doit être mis dans une camisole de force ; c'est le seul moyen d'empêcher la guerre ». Mais les Buré, malheureusement, n'étaient pas tout-à-fait les maîtres de la politique étrangère de la France : le chef de la délégation française était Pierre Laval.



*Léonide Sévébryakov trotskiste, chef-adjoint de l'administration des chemins de fer :*

Nous établîmes nous-mêmes des objectifs tout-à-fait concrets et précis : désorganiser le trafic ; diminuer les chargements quotidiens en augmentant le parcours de wagons vides, en n'augmentant pas le parcours déjà infériorisé. des wagons et locomotives, en n'utilisant pas jusqu'au bout la puissance de traction des locomotives, etc.

Sur la proposition de Piatakov, Livchitz (un trotskiste, agent japonais) qui était chef des chemins de fer du Midi, vint me trouver à la Direction centrale des transports ferroviaires... Il me dit que son adjoint sur les chemins de fer du Midi, Zorine, pourrait développer le travail... Livchitz et moi, nous avons causé entre nous et nous sommes arrivés à cette conclusion, qu'en dehors des actes commis par les organisations au centre et en province, actes qui devaient commencer par jeter la con. fusion et le désarroi dans le fonctionnement des transports, il fallait également garantir la possibilité d'occuper, dans les premiers jours de la mobilisation, les principaux centres ferroviaires en y créant des embouteillages qui entraîneraient la désorganisation des transports et diminueraient la capacité des centres ferroviaires...

*Alexis Chestov, trotskiste et agent nazi, appartenant à la Direction des Charbonnages de l'Oural et de Sibérie :*

A la mine de Prokopievsk, on a appliqué le système de taille à piliers, sans boisage des surfaces travaillées, Grâce à ce système, nous avons plus de 50 1/1, de pertes de charbon au lieu de 15 à 20 % habituels. Deuxièmement, grâce à ce fait, nous avons eu à la mine de Prokopievsk, jusqu'à la fin de 1935, environ 60 incendies souterrains.

...L'approfondissement des puits fut commencé prématurément, et en particulier, celui du puits Molotov; on a gardé depuis 1933 en suspens l'exploitation de l'étage 100 du puits Koksovaia et on n'a pas commencé à temps l'approfondissement du puits Maneikha... on a déployé un considérable travail de sabotage lors du montage de l'équipement, ainsi que lors du montage de la centrale électrique souterraine et d'autres parties de l'installation..

*Stanislav Raitatchak, trotskiste et agent nazi, chef de l'administration centrale de l'industrie chimique :*

Sur mes directives, furent accomplies trois avaries ou diversions à l'usine de Gorlovka et encore deux autres, l'une à l'usine Nevski et l'autre au combinat chimique de Voskressensk.

*Yakov Drobnis, trotskiste, chef adjoint des usines de Kémérovo :*

Depuis la fin de juillet 1934, j'étais chargé de la direction de tout le travail de sabotage et de diversion dans tout le bassin de Kouznetsk... Je suis resté en Asie Centrale toute l'année 1933 et en mai 1934, j'en suis parti parce que le centre trotskiste avait pris la décision de me transférer en Sibérie occidentale. Etant donné que Piatakov avait la possibilité d'organiser mon transfert dans le ressort de l'industrie, cette question se résolvait sans difficulté... Un des objectifs du sabotage dans le domaine de la planification consistait à éparpiller les fonds, en projetant la construction d'entreprises secondaires. L'autre était d'entraver la construction de façon à ce que les principales entreprises ne soient pas, mises en exploitation dans les délais fixés par le gouvernement... La centrale électrique du district était entièrement préparée pour que l'on puisse, le cas échéant, inonder les puits, si l'on recevait cette directive de sabotage. En outre, le chauffage de la centrale électrique était rendu difficile, du fait que les charbons utilisés ne répondaient pas aux conditions techniques, ce qui provoquait des explosions. Cela était accompli en parfaite connaissance de cause... Un certain nombre d'ouvriers furent grièvement blessés.

*Mikhaïl Tchernov, droitier, agent du Service secret allemand, commissaire à l'agriculture de l'U.R.S.S.:*

Le service d'espionnage allemand exigeait en particulier l'organisation du sabotage dans l'élevage des chevaux... afin de priver de chevaux l'Armée Rouge. En ce qui concerne les semences nous avons stipulé dans notre programme d'embrouiller les choses dans ce domaine, de mélanger les semences sélectionnées, afin de faire baisser ainsi le rendement des récoltes dans le pays...

Pour ce qui était de l'élevage, les tâches suivantes avaient été posées : égorger les reproducteurs de race, obtenir de plus en plus des pertes de bétail. Empêcher le développement de la base d'alimentation et utiliser sur tout pour déterminer des pertes de bestiaux, l'infection artificielle du bétail par toutes sortes de bactéries. Pour provoquer des épizooties en Sibérie orientale, j'ai

proposé au chef du service vétérinaire Guinsbourg, membre de l'organisation des droitiers, de ne pas envoyer de sérum anticharbonneux en Sibérie orientale., et quand, au printemps de 1936, le charbon s'y déclara, on découvrit que les vaccins n'y avaient pas été envoyés, ce qui amena la perte de plus de 25.000 chevaux...

*Vasili Charangovitch, droitier, agent du Service secret polonais secrétaire du Comité central du Parti communiste de Biélorussie*

Je sabotais principalement dans l'agriculture. En 1932, nous avons, et moi personnellement, déployé un vaste travail de sabotage. Premièrement pour faire échec au rythme de la collectivisation... En outre, nous avons travaillé à saboter le stockage des grains... Nous avons inoculé la peste aux porcs, ce qui a déterminé de fortes pertes parmi eux. Nous le faisons en procédant à une vaccination impropre des porcs contre la peste... En 1936, nous avons propagé en grand l'anémie parmi les chevaux. Nous le faisons dans un but précis, parce qu'en Biélorussie, le cheval joue un rôle considérable pour la défense. Nous voulions désorganiser cette base puissante pour le cas où l'on pourrait en avoir besoin pendant la guerre. Cette mesure a fait périr, si je me le rappelle bien, près de 30.000 chevaux.

## 2. Une lettre de Trotski.

A la fin de 1935, alors que la guerre menaçait de plus en plus, une lettre longuement attendue de Trotski fut remise par un messenger spécial à Radek à Moscou. Elle venait de Norvège<sup>74</sup>. Avec expectation, Radek ouvrit la lettre et se mit à la lire. Sur huit pages de beau papier, Trotski exposait les détails de l'accord secret qu'il avait finalement conclu avec les gouvernements allemand et japonais.

Après un préambule soulignant la « victoire du fascisme en Allemagne » et l'imminence de la « guerre internationale », la lettre abordait les points essentiels

*« Notre accession au pouvoir peut se produire selon deux variantes possibles. La première variante est la possibilité que nous accédions au pouvoir avant une guerre ; et la deuxième pendant une guerre... Il faut admettre que la question du pouvoir ne deviendra une perspective réelle pour le bloc que comme une conséquence de la défaite de l'U.R.S.S. A cela, le bloc doit se préparer sérieusement »...*

Dès maintenant, écrivait Trotski, « les actes de diversion des trotskistes dans l'industrie de guerre » doivent être entrepris sous le « contrôle direct des Hauts-Commandements allemand et japonais ». Les trotskistes ne doivent s'engager dans aucune « activité pratique » sans le consentement préalable de leurs alliés allemand et japonais ».

Pour assurer le complet appui de l'Allemagne et du Japon, sans lesquels « il serait absurde de penser que nous pouvons accéder au pouvoir », le bloc des droitiers et des trotskistes doit être prêt à faire des concessions considérables, que Trotski énumérait :

*« L'Allemagne a besoin de matières premières, de produits alimentaires et de débouchés. Nous devons lui permettre de participer dans l'exploitation de nos mines de fer, de manganèse, d'or, de pétrole, d'apatite et lui fournir pendant un certain temps des produits alimentaires et des matières grasses à des prix inférieurs aux prix mondiaux. Nous devons céder les pétroles de Sakhaline au Japon et lui garantir des fournitures de pétrole en cas de guerre avec les Etats-Unis. Nous devons aussi lui permettre d'exploiter des champs aurifères. Nous devons accepter, conformément à sa demande, de ne pas nous opposer à l'expansion de l'Allemagne dans les Pays danubiens et dans les Balkans et ne pas gêner le Japon dans son action contre la Chine. Nous aurons inévitablement à faire des concessions territoriales : à céder la province maritime et la région de l'Amour au Japon et l'Ukraine à l'Allemagne*

<sup>74</sup> En juin 1935, le gouvernement de Front populaire avait expulsé Trotski du territoire français. Trotski se rendit en Norvège, où il installa son troisième quartier-général dans une maison à l'écart et bien gardée, des environs d'Oslo. Le Parti ouvrier de Norvège, un groupe dissident de l'Internationale communiste, était à l'époque un facteur politique puissant en Norvège et il facilita l'entrée de Trotski. Les adeptes de Trotski en Norvège avaient entrepris dans ce pays une campagne acharnée de propagande antisoviétique. A l'extrême droite des partis politiques norvégiens, l'anti-communiste Nasjonar Samling, (Parti d'unité nationale) dirigé par l'ex-ministre de la Guerre, le major Vidkun Quisling, faisaient de même une violente agitation antisoviétique.

Le major Quisling avait été attaché militaire norvégien à Léninegrad. En 1922-1923, il avait été envoyé en mission « diplomatique » en Ukraine et en Crimée. Il avait épousé une Russe-blanche. En 1927, lorsque le gouvernement britannique avait rompu les relations avec la Russie soviétique, Quisling, alors secrétaire de la légation de Norvège à Moscou, avait été chargé des intérêts britanniques en Russie ; et pour les services qu'il avait rendus, il fut fait par la suite commandeur honoraire de l'Empire britannique.

En 1930, le Gouvernement soviétique refusa à Quisling l'autorisation de rentrer en U.R.S.S., sous prétexte qu'il avait exercé une activité de diversion sur le territoire soviétique. Un point final ayant été mis à son activité « diplomatique » en U.R.S.S., Quisling entreprit d'organiser un groupe soi-disant extrémiste en Norvège qui devint bientôt ouvertement fasciste. Avant peu, Quisling lui-même devenait un agent secret du Service d'espionnage allemand et le chef de la Vie Colonne en Norvège qui incluait les trotskistes comme un de ses éléments les plus importants. En Norvège, comme dans chacun des pays où un groupe trotskiste secret qui unissait les chefs trotskistes et les Services secrets de l'Axe, à la fin, Trotski s'efforcera d'attirer un certain nombre de « révolutionnaires mondiaux » qui croyaient à son honnêteté, et qui lui étaient très utiles à la fois pour faire de la propagande contre l'U.R.S.S. et pour prendre la défense de la cause trotskiste.

»..

La lettre de Trotski esquissait ensuite le genre de régime qu'il faudrait instaurer en Russie, après le renversement du Gouvernement soviétique

*« Il faut admettre que, sans aligner dans une certaine mesure la situation sociale de l'U.R.S.S. sur celle des Etats capitalistes, le gouvernement du bloc sera incapable de se maintenir au pouvoir... L'admission de capitaux allemands et japonais à l'exploitation de l'U.R.S.S., suscitera un intérêt capitaliste considérable sur le territoire soviétique. Ces couches paysannes, qui ont conservé la psychologie capitaliste et que les kolkhoz mécontentent, s'agiteront et iront vers eux. Les Allemands et les japonais nous demanderont d'adoucir l'atmosphère des districts ruraux ; nous aurons donc à faire des concessions et à autoriser la dissolution des kolkhoz, ou les démissions ».*

Tant au point de vue politique, qu'au point de vue économique et territorial, de lourdes charges pèseraient sur la nouvelle Russie.

*« Il ne peut être question d'aucune espèce de démocratie. La classe ouvrière a vécu dix-huit années de révolution et ses appétits sont immenses ; et ce sont ces ouvriers qu'il faudra envoyer en partie dans des usines privées et en partie dans des fabriques d'Etat auxquelles le capital étranger fera la concurrence la plus dure. Cela signifie qu'il se produira une aggravation brutale de la situation de la classe ouvrière. A la campagne, la lutte des paysans pauvres et moyens contre les koulaks recommencera. Et alors, pour se maintenir, il, faudra un pouvoir fort, quelle que soit la forme sous laquelle il sera dissimulé ».*

Et la lettre de Trotski concluait : *« Il faudra accepter tout, mais si nous restons vivants et demeurons au pouvoir, ce sera le résultat de la victoire de ces pays (l'Allemagne et le Japon). Du fait qu'ils auront pillés, qu'ils se seront enrichis, un conflit naîtra entre eux et les autres, et alors viendra notre nouveau développement, notre revanche ».*

Radek lut la lettre de Trotski avec des sentiments complexes : *« Après avoir lu ces directives, a-t-il dit par la suite, j'y ai repensé la nuit... il était évident pour moi que, bien que ces directives eussent contenu tous les éléments existant précédemment, ces éléments cependant avaient mûri d'une telle façon... que ce que Trotski proposait n'avait plus de limites... Nous cessions d'être à aucun degré maître de nos actes ».*

Le lendemain matin, Radek montra la lettre de Trotski à Piatakov. *« Il est indispensable de voir Trotski, d'une manière ou d'une autre ».*, dit Piatakov. Et comme il devait quitter l'U.R.S.S. en voyage officiel et se rendre à Berlin sous peu, Radek fut chargé d'envoyer un message urgent pour informer Trotski du voyage de Piatakov et lui demander de prendre contact avec lui à Berlin aussitôt que possible.

### 3. Un voyage en avion à Oslo.

Piatakov arriva à Berlin le 10 décembre 1935. Le message de Radek à Trotski l'avait précédé ; et un messenger l'attendait pour prendre contact avec lui dès son arrivée dans la capitale nazie. Ce messenger était Dmitri Boukhartsev, un trotskiste qui était le correspondant des *Izvestia* à Berlin. Boukhartsev dit à Piatakov qu'un nommé Stirner avait un mot pour lui de la part de Trotski. Stirner<sup>75</sup>, expliqua le messenger, était « l'homme de Trotski » à Berlin.

Piatakov se rendit avec Boukhartsev au Jardin Zoologique où un homme les attendait. C'était « Stirner » ; il tendit à Piatakov un billet de Trotski : « Y.L. (les initiales de Piatakov), ayez pleine confiance dans le porteur de ce mot ».

D'une manière aussi élégante que le billet qu'il avait remis, Stirner exposa que Trotski était très impatient de voir Piatakov et qu'il avait été chargé de prendre les dispositions utiles. Piatakov était-il prêt à prendre l'avion pour Oslo ?

Piatakov sentait tout le risque qu'il courait en entreprenant un tel voyage. Pourtant, il s'était mis en tête de voir Trotski à tout prix. Il donna donc son accord, et Stirner lui demanda de se trouver à l'aérodrome de Tempelhof le lendemain matin. Et pour ce qui était du passeport, il ajouta : *« Ne vous en souciez pas. J'arrangerai la chose : j'ai des relations à Berlin ».*

A l'heure fixée, le lendemain matin, Piatakov était à Tempelhof. Stirner l'attendait à l'entrée de l'aérodrome et lui demanda de le suivre. Tandis qu'ils traversaient le terrain, il lui montra le passeport qu'il lui avait fait préparer. C'était un passeport nazi. Sur le terrain, un avion attendait, prêt à décoller...

Le même jour, dans l'après-midi, l'avion atterrissait sur un terrain de la banlieue d'Oslo. Une auto attendait Piatakov et Stirner. Le voyage dura une demi-heure au terme de laquelle ils se trouvèrent devant une petite maison d'une localité des environs de la ville. Dans cette maison, Trotski attendait la visite de son vieil ami.

Les années d'exil amer avaient changé, l'homme que Piatakov considérait comme son chef. Trotski paraissait avoir plus de cinquante ans : ses cheveux et sa barbe étaient gris, son dos se courbait, et

<sup>75</sup> . Stirner n'était qu'un autre pseudonyme du « secrétaire » de Trotski, l'espion international Karl Reich, alias Johanson.

derrière son pince-nez, son regard scintillait avec presque l'intensité d'un maniaque.

Peu de paroles furent consacrées aux salutations. Sur l'ordre de Trotski, lui et Piatakov furent laissés seuls dans la maison. L'entretien qui suivit dura deux heures.

Piatakov commença par faire un rapport sur l'état des affaires intérieures en Russie. Trotski l'interrompait continuellement par des commentaires mordants et sarcastiques : « *Vous n'arrivez pas à rompre le cordon ombilical qui vous attache à Staline ! Vous prenez la construction stalinienne pour la construction socialiste!* » Il gourmandait Piatakov et ses autres partisans russes, les accusant de trop parler et d'agir trop peu. « *Naturellement, dit-il en colère, là bas, vous perdrez, trop de temps à discuter des problèmes internationaux, vous feriez mieux de vous attacher aux questions qui vous concernent et qui marchent si mal ! Pour ce qui est des affaires internationales, j'en sais plus long que vous* » !

Trotski réaffirma sa conviction que l'effondrement de l'Etat stalinien était inévitable ; le fascisme ne tolérera plus longtemps le développement de la puissance soviétique. Les trotskistes en Russie avaient à choisir entre deux alternatives : ou « périr dans les ruines de l'Etat stalinien » ou galvaniser immédiatement toutes leurs énergies dans un effort total pour renverser le régime de Staline. Il ne devait y avoir d'hésitation quant à l'acceptation de la direction et de l'assistance des Hauts-Commandements allemand et japonais dans cette lutte décisive.

Un conflit militaire entre l'U.R.S.S. et les puissances fascistes était inévitable, ajouta Trotski, et non dans quelque avenir reculé, mais bientôt, très bientôt : « *La date à laquelle la guerre éclatera est déjà fixée : ce sera en 1937* ».

Pour Piatakov, il était évident que Trotski n'avait pas inventé cette information. Trotski lui révélait maintenant que, récemment, il était entré « *en négociations, plutôt longues, avec le vice-président du Parti national-socialiste allemand, Rudolf Hess* ».

En conclusion de ces négociations avec le représentant d'Hitler, Trotski était arrivé à un accord avec le gouvernement du Ille Reich, « *un accord absolument défini* ». Les nazis étaient prêts à aider les trotskistes à accéder au pouvoir en U.R.S.S.

« *Il va sans dire, dit Trotski, qu'une telle attitude favorable n'est pas due à un amour particulier pour les trotskistes. Elle procède tout simplement des intérêts réels des fascistes et de ce que nous avons promis de faire pour eux si nous prenons le pouvoir* ».

Concrètement, l'accord conclu entre les trotskistes et les nazis comportait cinq points. En échange de l'assistance de l'Allemagne pour la prise du pouvoir en Russie par les trotskistes, il avait accepté :

1 ° de garantir une attitude généralement amicale à l'égard du gouvernement allemand et une collaboration indispensable avec lui dans les plus importantes questions de caractère international.

2° d'accorder des concessions territoriales (l'Ukraine).

3 ° de permettre aux industriels allemands, sous la forme de concessions, ou autrement, d'exploiter des entreprises en U.R.S.S., essentielles comme éléments complémentaires de l'économie allemande (minerais de fer, manganèse, pétrole, or, bois de construction, etc.) ;

4° de créer en U.R.S.S., des conditions favorables à l'activité d'entreprises privées allemandes;

5° en temps de guerre, de développer une intense activité de diversion dans les entreprises de l'industrie de guerre et au, front. Cette activité de diversion devait être poursuivie conformément aux instructions de Trotski avec l'accord de l'état-major allemand.

Piatakov, en qualité de principal lieutenant de Trotski en U.R.S.S., se rendait compte que ce marché conclu avec le nazisme serait difficile à expliquer aux membres du bloc des droitiers et des trotskistes.

« *Les questions de programme ne doivent pas être posées devant les membres de la base du bloc, dans tous leurs détails, déclara- Trotski avec impatience. Cela ne peut que les effrayer* ».

L'organisation, dans son ensemble, n'avait rien à connaître des détails de l'accord qui avait été conclu avec les principaux fascistes.

« *Ce n'est ni utile, ni expédient de le rendre public, dit Trotski, ni même de la communiquer à un grand nombre de trotskistes. Seul un groupe très petit, très restreint de gens doit être informé pour le moment* ».

Trotski souligna l'urgence du facteur temps.

« *C'est une question d'une période comparativement courte, insista-t-il. Si nous manquons cette occasion, nous nous trouverons en présence du danger, d'une part de la complète liquidation du trotskisme dans le pays et, d'autre part, du maintien de l'existence pendant des décades de cette monstruosité qu'est le régime de Staline appuyé par certaines réussites économiques et particulièrement par les jeunes et nouveaux cadres qui ont grandi et qui ont été formés dans l'idée que cet état est normal, qui le prennent pour un état socialiste, un état soviétique, et qui ne pensent à aucune autre forme d'état et ne peuvent en concevoir aucune autre. Notre devoir est de*

*nous opposer à cet état !»*

« Regardez ! » conclut Trotski alors que l'heure du retour de Piatakov s'approchait. « *Il fut un temps où nous autres, social-démocrates, considérions tous que le développement du capitalisme était un phénomène progressif, positif... Mais nous avons des tâches différentes, notamment d'organiser la lutte contre le capitalisme, d'être ses fossoyeurs. De même maintenant, il faut que nous nous mettions au service de l'Etat Stalinien, non pour l'aider à édifier cet Etat, mais pour en devenir les fossoyeurs : voilà notre tâche !»*

Au bout de deux heures, Piatakov laissa Trotski dans la petite maison des environs d'Oslo et retourna à Berlin comme il était venu, par un avion privé et avec un passeport nazi.

#### 4. L'heure H.

La deuxième guerre mondiale, dont Trotski avait prédit qu'elle, devrait frapper l'U.R.S.S. en 1937, avait déjà gagné l'Europe. Après l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini, les événements avaient marché rapidement. En juin 1936, Hitler remilitarisait la Rhénanie. En juillet, les fascistes frappaient un coup dur en Espagne en déclenchant un putsch militaire contre le gouvernement républicain. Sous le prétexte de « combattre le bolchévisme » et d'anéantir la menace d'une « révolution communiste », des troupes allemandes et italiennes débarquèrent en Espagne pour appuyer la rébellion des officiers. Le chef fasciste espagnol Francisco Franco marcha sur Madrid. « Quatre colonnes marchent sur Madrid, fanfaronna le général fasciste ivrogne Queipo de Llano. Une cinquième colonne nous attend à l'intérieur de la ville pour nous acclamer ! » C'est la première fois que le monde entendit ce terme fatidique : « Cinquième colonne ! »<sup>76</sup>

Adolf Hitler parlant à des millions d'auditeurs au congrès du Parti nazi à Nuremberg le 12 septembre, proclama publiquement son intention d'envahir l'Union soviétique.

« Nous sommes prêts à toute heure ! s'ria Hitler. Si j'avais les monts Oural avec leur trésors incalculables de matières premières, la Sibérie avec ses immenses forêts et l'Ukraine avec ses formidables terrains de blé, l'Allemagne sous la direction national-socialiste nagerait dans l'abondance ! »

Le 25 novembre 1936, le ministre des Affaires étrangères nazi Ribbentrop et l'ambassadeur du Japon en Allemagne Mushakoji signaient le pacte anticomintern, s'engageant à unir leurs forces dans une offensive combinée contre le « bolchévisme mondial ».

Averti du danger de guerre imminent, le Gouvernement soviétique prit l'initiative d'une contre-offensive brusquée contre l'ennemi dans ses propres frontières. Au cours du printemps et de l'été de 1936, par une série de perquisitions foudroyantes, la police politique soviétique s'abattit sur les espions nazis et sur les organisateurs terroristes et les saboteurs clandestins trotskistes et droitiers. En Sibérie, un agent nazi, nommé Emil Stickling, fut arrêté et on découvrit qu'il avait dirigé le sabotage dans les mines de Kémérovo en collaboration avec Alexis Chestov et d'autres trotskistes. A Léningrad, un autre agent nazi, Valentin Olberg fut capturé. Olberg n'était, pas seulement un agent nazi, c'était aussi un des émissaires spéciaux de Trotski. Il était en liaison avec Fritz David, Nathan Lourié, Berman-Iourine et autres terroristes. L'un après l'autre, les chefs du premier échelon de la conspiration étaient dépistés.

Un message chiffré que Smirnov avait réussi à faire sortir en fraude de la prison à l'adresse de ses Complices fut intercepté par les autorités soviétiques ; ce qui permit l'arrestation des terroristes Dreitzer et Mratchkovski. Une vague d'anxiété fébrile submergea les conspirateurs russes. Tout dépendait maintenant de l'attaque étrangère.

Les efforts de Yagoda pour juguler l'enquête officielle devenaient inopérants : « On dirait que Iéjov va aller jusqu'au fond de l'affaire de Léningrad ! » dit-il furieusement à son secrétaire Boulanov.

Un des hommes même de Yagoda, un agent du NKVD nommé Borisov, fut, un beau jour, convoqué devant la commission spéciale d'enquête, à l'Institut Smolny, pour y être interrogé. Borisov avait joué un rôle important dans les préparatifs de l'assassinat de Kirov. Yagoda conçut un acte désespéré : tandis que Borisov était conduit à l'Institut Smolny, il fut tué dans un accident d'automobile...

<sup>76</sup> A l'époque où Franco, avec l'appui des puissances de l'Axe, poursuivait son soulèvement en Espagne, dans les années 1936 à 1938, Andréas Nin dirigeait une organisation espagnole ultra-gauchiste et pro-trotskiste appelée le Parti ouvrier d'unification marxiste, ou P.O.U.M. Officiellement, le POUM n'était pas affilié à la IV- Internationale de Trotski. Toutefois, les trotskistes avaient pénétré dans ses rangs, et sur les questions principales, telles que son attitude à l'égard de l'U.R.S.S. et du Front populaire, le POUM se conformait strictement à la politique de Trotski. Lorsqu'éclata la rébellion franquiste, Nin, ami de Trotski, était ministre de la Justice de Catalogne. Tandis que du bout des lèvres, il servait la cause antifasciste, le POUM de Nin menait une campagne de propagande et d'agitation contre le gouvernement républicain espagnol. Au début, on put croire que l'action oppositionnelle de Nin avait un caractère purement « politique », puisque les membres du POUM donnaient des explications « révolutionnaires », à leur opposition au gouvernement espagnol. Mais lorsque le POUM tenta une insurrection, qui échoua, à Barcelone, à l'arrière des lignes républicaines, au cours de l'été crucial de 1937, en faisant appel « à une action résolue pour renverser le gouvernement, on découvrit que Nin et les autres dirigeants du POUM étaient des agents fascistes travaillant avec Franco, et qu'ils avaient poursuivi une campagne systématique de sabotage, d'espionnage et de terrorisme contre le gouvernement espagnol. Le 23 octobre 1937, le chef de la police de Barcelone, le lieutenant-colonel Burillo, rendit public les détails de la conspiration du POUM, qui avait été découverte en Catalogne. Les documents secrets saisis par la police de Barcelone établissaient que les membres du POUM avaient organisé un espionnage intensif au profit des fascistes ; qu'ils avaient saboté le transport du matériel de guerre de l'armée républicaine ainsi que les opérations militaires sur le front. « Des attentats contre la vie de hautes personnalités de l'armée populaire étaient même envisagés, déclara le lieutenant-colonel Burillo dans son rapport ; y compris l'organisation d'un attentat contre la vie du » ministre de la République ».

Mais l'élimination d'un seul témoin ne suffisait pas. L'enquête officielle se poursuivait. Chaque jour, on annonçait de nouvelles arrestations. Pièce par pièce, les autorités soviétiques rassemblaient les pièces du mécanisme compliqué de la conspiration, de la trahison et de l'assassinat. En août, presque tous les dirigeants du centre trotskiste zinoviéviste étaient en prison. Le Gouvernement soviétique annonça qu'une nouvelle preuve sensationnelle avait été découverte au cours de l'enquête consacrée à l'assassinat de Kirov : Kaménev et Zinoviev devaient être de nouveau juges.

Le procès commença le 19 août 1936 dans la salle d'Octobre de la Maison des Syndicats de Moscou devant le Tribunal militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. Zinoviev et Kaménev; extraits de la prison où ils étaient encore détenus préventivement, durent affronter le Tribunal en compagnie de quatorze de leurs anciens complices, sous l'inculpation de haute-trahison. Les autres accusés étaient l'ancien chef de la garde de Trotski Smimov, Dreitzer, Mratchkovski, le secrétaire de Zinoviev Evdokimov et son adjoint Bakaïev, et cinq des émissaires spéciaux de Trotski, David, Nathan Lourié, Moïse Lourié, Berman-lourine et Olberg.

Le procès, le premier de ceux qu'on a appelé les «procès de Moscou» découvrait et détruisait le centre terroriste, le premier échelon de l'appareil conspiratif. En même temps, il établissait que le complot contre le régime soviétique allait bien plus loin et comprenait des éléments bien plus importants que les terroristes trotskistes zinoviévistes en jugement.

Au cours des débats, le public put jeter un premier coup d'oeil sur les relations intimes qui s'étaient créées entre Trotski et les chefs de l'Allemagne nazie. L'interrogatoire par le procureur Vychinski du trotskiste allemand Olberg, qui avait été envoyé en U.R.S.S. par Trotski lui-même, mit en lumière quelques faits saillants :

VYCHINSKI. - Que savez-vous de Friedmann ?

OLBERG. - Friedmann était un des membres de l'organisation trotskiste de Berlin qui avait été envoyé en Union soviétique.

VYCHINSKI. - Saviez-vous que Friedmann était en rapport avec la police allemande

OLBERG. - J'en ai entendu parler.

VYCHINSKI. - Les liens des trotskistes allemands avec la police allemande étaient-ils un système

OLBERG. - Oui, c'était un système, et c'était fait avec le consentement de Trotski.

VYCHINSKI. - D'où savez-vous que c'était au su et avec le consentement de Trotski ?

OLBERG. - Une des lignes de ces liaisons était celle que, moi personnellement, je détenais. Mes rapports avaient été organisés avec la sanction de Trotski.

VYCHINSKI. - Vos rapports personnels avec qui ?

OLBERG. - Avec la police fasciste.

VYCHINSKI. - Alors, on peut dire que vous avouez vous-même, avoir eu des rapports avec la Gestapo ?

OLBERG. - Je ne le nie pas. Depuis 1933, un système organisé de rapports des trotskistes allemands avec la police fasciste allemande avait été établi.

Olberg raconta au Tribunal comment il avait obtenu le faux passeport sud-américain avec lequel il était entré en U.R.S.S. Il l'avait, dit-il, obtenu grâce à « Toukalevski, un agent de police secrète à Prague ».

Olberg ajouta que pour obtenir ce passeport, il avait été quelque peu aidé par son frère, Paul Olberg.

VYCHINSKI. - Votre frère avait-il des rapports quelconques avec la Gestapo ?

OLBERG. - C'était un agent de Toukalevski.

VYCHINSKI. - Agent de la police fasciste ?

OLBERG. - Oui.

L'émissaire de Trotski, Nathan Lourié, dit au Tribunal comment il avait reçu comme instructions avant de quitter l'Allemagne, d'avoir à travailler, dès son arrivée en U.R.S.S. , avec l'ingénieur architecte Frantz Weitz :

VYCHINSKI. - Qui est-ce Frantz Weitz ?

N. LOURIÉ. - Frantz Weitz était membre du Parti national-socialiste. d'Allemagne ; il était venu en U.R.S.S. par ordre d'Himmler qui, en ce temps-là, était chef des S.S. et, plus tard, devint chef de la Gestapo.

VYCHINSKI. - Frantz Weitz' était-il son représentant ?

N. LOURIÉ. - Frantz Weitz était venu en U.R.S.S. chargé par Himmler de commettre des actes terroristes.

Mais ce ne fut que lorsque Kaménev eût déposé que les dirigeants du bloc des droitiers et des trotskistes comprirent que leur situation était désespérée. Kaménev trahit l'existence des autres « échelons » de l'appareil conspiratif.

« Sachant qu'on pouvait nous démasquer », déclara Kaménev au Tribunal, « nous avons désigné un groupe restreint pour continuer notre activité terroriste. C'est Sokolnikov qui était désigné pour remplir ce rôle. Il nous semblait que Sérébriakov et Radek pouvaient très bien assumer ce rôle du côté des trotskistes... Au cours des années 1932, 33 et 34, j'étais, quant à moi, en rapports avec Tomski et Boukharine et je me renseignais sur leur état d'esprit. Ils sympathisaient avec nous. A

ma question sur l'état d'esprit de Rykov, Tomski me répondit : « Rykov pense comme moi ». A ma question concernant les idées de Boukharine, il répondit : « Boukharine pense comme moi, mais il suit une tactique quelque peu différente; n'étant pas d'accord avec la ligne du Parti, il applique une tactique tendant à pénétrer dans le Parti aussi profondément que possible et à gagner la confiance personnelle de la direction ».

Certains des accusés sollicitèrent l'indulgence. D'autres parurent résignés à leur sort. « Le poids politique et la biographie de chacun de nous, dit Dreitzer, l'ancien chef de la garde personnelle de Trotski, ne sont pas les mêmes dans le passé. Mais, devenus des assassins, nous nous sommes mis ici sur un pied d'égalité. J'appartiens en tous cas à ceux qui ne sont pas en droit d'espérer, ni de demander grâce ».

Dans sa dernière déclaration, le terroriste David s'écria : « Je maudis Trotski ! Je maudis cet homme qui a ruiné ma vie et m'a poussé à ce crime abominable ! »

Le 23 août, au soir, le Tribunal militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. prononçait son verdict : Zinoviev, Kaménev, Smirnov et les treize autres membres du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste étaient condamnés à mort pour leur activité terroriste et leurs actes de trahison.

La semaine suivante, Piatakov, Radek, Sokolnikov et Sérébryakov étaient arrêtés. Le 27 septembre, Yagoda était cassé de ses fonctions de président du N.K.V.D. et remplacé par Iéjov, chef du comité spécial d'enquête de la Commission centrale de contrôle du Parti bolchévik. La veille du jour où il devait quitter les bureaux du N.K.V.D., Yagoda fit un dernier essai d'empoisonner son successeur, mais cette tentative échoua.

C'était l'heure H, pour les conspirateurs russes. Les chefs de la droite, Boukharine, Rykov et Tomski s'attendaient à chaque instant à être arrêtés. Ils exigeaient qu'on agît de suite, sans attendre la guerre. Pris de panique, le chef syndicaliste de droite Tomski proposa une attaque armée contre le Kremlin. Cette proposition fut repoussée, comme étant trop risquée. Les forces n'étaient pas prêtes à une entreprise aussi ouverte.

Au cours d'une réunion finale des principaux dirigeants du bloc des droitiers et des trotskistes, tout juste avant l'arrestation de Piatakov et de Radek, il fut décidé qu'on préparerait un coup d'Etat armé. L'organisation de ce coup et la direction de tout l'appareil conspiratif furent confiés à Krestinski, commissaire-adjoint aux Affaires étrangères. Krestinski ne s'était pas exposé comme les autres; il était impossible qu'on le soupçonnât et il avait conservé des relations étroites avec Trotski et les Allemands. Il serait donc en mesure de poursuivre l'affaire même si Boukharine, Rykov et Tomski étaient arrêtés.

Comme adjoint, pour le représenter, Krestinski choisit Arkadi Rosengoltz, qui était rentré récemment à Moscou, venant de Berlin où il avait dirigé pendant plusieurs années la représentation commerciale de l'U.R.S.S. Grand et bel homme à la stature athlétique, Rosengoltz qui avait occupé des postes importants dans l'administration soviétique, avait tenu soigneusement secrète son affiliation trotskiste. Seuls Trotski et Krestinski connaissaient le rôle de Rosengoltz comme trotskiste et comme agent à la solde du Service secret militaire allemand depuis 1923<sup>77</sup>.

A partir de ce moment, la direction effective du bloc des droitiers et de trotskistes fut entre les mains de deux trotskistes qui étaient tous les deux agents de l'Allemagne. Krestinski et Rosengoltz. Après une longue discussion, ils décidèrent de commun accord que l'heure de jouer la dernière carte de la Ve colonne russe avait sonné.

La dernière carte, c'était le putsch militaire. L'homme qui avait été choisi pour diriger la rébellion armée était le maréchal Toukhatchevski, commissaire-adjoint à la défense de l'U.R.S.S.

---

<sup>77</sup> Rosengoltz avait été officier dans l'Armée Rouge pendant la guerre d'intervention. Après la guerre, il avait été envoyé à Berlin comme attaché commercial auprès de l'Ambassade de l'U.R.S.S. En 1923, Trotski le fit entrer en contact avec le Service secret militaire allemand. Contre argent, qui servait à financer le travail illégal des trotskistes, Rosengoltz fournit aux Allemands des renseignements secrets sur l'aviation militaire soviétique à laquelle Trotski, alors commissaire à la Guerre, avait accès. Rosengoltz ne prit pas ouvertement part à l'opposition trotskiste. En 1934, Bessonov lui apporta un message de Trotski l'avisant que l'heure était venue d'agir avec moins de circonspection et de commencer à « saboter activement dans le domaine du commerce extérieur »... Rosengoltz était commissaire au commerce extérieur à la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Berlin. Pendant une courte période, il put diriger le commerce soviétique sur des voies profitables à l'Allemagne nazie et plus tard au Japon. Au début de 1936, Rosengoltz fut rappelé à Moscou.





## CHAPITRE XX

### LE BOUT DE LA PISTE

#### 1. Toukhatchevski.

A nouveau, le fantôme du Corse hantait la Russie. Le nouveau candidat au rôle était le corpulent et morne maréchal Toukhatchevski, ancien officier tzariste et fils de propriétaires fonciers de la noblesse, qui était devenu un des chefs de l'Armée Rouge.

Dans sa jeunesse, alors qu'il suivait les cours de l'aristocratique Académie Militaire Alexandrovski, Toukhatchevski prédisait : « Je serai général à 30 ans ou je me suiciderai ! » Il avait participé à la première guerre mondiale, comme officier de l'Armée du tzar et en 1915, il avait été fait prisonnier par les Allemands. Un officier français, le lieutenant Fervaque, qui avait été son compagnon de captivité, a dit de lui qu'il était insouciant et ambitieux. Il avait la tête bourrée de philosophie nietzschéenne : « *Je déteste ce Vladimir-le-Saint qui a introduit le christianisme en Russie ! s'exclama-t-il. Nous aurions dû conserver notre paganisme primitif et notre sauvagerie. Mais l'un et l'autre reviendront, j'en suis sûr!* » Parlant de la Révolution russe, il disait : « Beaucoup la désirent. Notre peuple est nonchalant, mais profondément destructeur. S'il y avait une révolution, seul Dieu sait jusqu'où elle irait. Je pense qu'un régime constitutionnel signifierait la fin de la Russie. Nous avons besoin d'un despote ! »

Aux débuts de la Révolution bolchévique, Toukhatchevski s'échappa de captivité, regagna la Russie et retrouva ses camarades officiers de l'armée tzariste qui organisaient les armées blanches contre les Bolchéviks. Puis, tout-à-coup, il changea d'idée. A l'un de ses amis, le capitaine blanc Dmitri Golum-Bek, il confia sa décision d'abandonner la cause des Blancs. « Je lui ai demandé ce qu'il allait faire, a raconté plus tard Golum-Bek. Il m'a répondu : « Tout franchement, je vais avec les Bolchéviks. L'armée blanche ne peut aboutir à rien. Nous n'avons pas de chef ». Il marcha de long en large pendant quelques minutes, puis s'écria : « Ne venez pas avec moi, si vous ne le voulez pas, mais je pense que je fais bien. La Russie est en train de changer ! »

En 1918, Toukhatchevski adhérait au Parti bolchévique. Il se trouva bientôt une place parmi les aventuriers qui entouraient le Commissaire à la Guerre Trotski, mais il eût soin de ne pas être trop compromis dans les intrigues politiques de Trotski. Militaire entraîné et expérimenté, Toukhatchevski gravit rapidement les échelons dans l'Armée Rouge inexpérimentée. Il eût à commander les 1er et 5eme armées, sur le front Wrangel, à participer à l'heureuse offensive contre Dénikine ; et, avec Trotski, il dirigea la malheureuse contre-offensive contre l'invasion polonaise. En 1932, il devint le chef de l'Académie militaire de l'Armée Rouge. Il fût l'un des officiers russes qui prirent part aux négociations militaires avec la République allemande de Weimar qui suivirent, cette année, le traité de Rapallo.

Au cours, des années suivantes, Toukhatchevski prit la tête d'un petit groupe de militaires de carrière et d'ex-officiers tsaristes appartenant à l'état-major général de l'Armée Rouge qui étaient pleins de ressentiment contre les anciens partisans bolchéviks, les maréchaux Boudienny et Vorochilov. Le groupe Toukhatchevski comprenait les généraux Yakir, Kork, Ouborévitch et Feldman, qui avaient une admiration presque servile pour le militarisme allemand. Les amis les plus intimes de Toukhatchevski étaient l'officier trotskiste Poutna qui avait été attaché militaire à Berlin, à Londres et à Tokio et le général Gamarnik, un ami personnel des généraux de la Reichswehr Seeckt et Hammerstein.

Avec Poutna et Gamarnik, Toukhatchevski constitua bientôt une petite clique germanophile au sein de l'état-major général de l'Armée Rouge. Toukhatchevski et ses amis connaissaient les tractations de Trotski avec la Reichswehr, mais ils les considéraient comme des arrangements « politiques ». Ils devaient être appuyés par une alliance militaire entre le groupe militaire de Toukhatchevski et le Haut-Commandement allemand. L'arrivée au pouvoir des nazis ne modifia en aucune façon l'accord secret entre Toukhatchevski et les chefs militaires de l'Allemagne. Hitler, comme Trotski, était un « politicien ». Les militaires avaient des idées à eux...

Même après l'organisation du bloc des droitiers et des trotskistes, Trotski avait considéré que Toukhatchevski constituait la carte maîtresse de toute la conspiration. Trotski demeurait en relations avec Toukhatchevski par l'intermédiaire de Krestinski et de l'attaché militaire trotskiste

Poutna. Plus tard, Boukharine chargea Tomski d'assurer sa liaison avec le groupe militaire. Trotski et Boukharine connaissaient parfaitement, l'un et l'autre, le mépris de Toukhatchevski pour les « politiciens » et les « idéologues » et ils redoutaient son ambition. Dans une discussion qu'il eût avec Tomski sur la possibilité de faire appel à l'action du groupe militaire, Boukharine déclara : « *Ce sera un putsch militaire. Par la logique mêmes des choses, le groupe militaire jouira d'une influence extraordinaire... ce qui peut donner naissance à un certain danger bonapartiste. Et les bonapartistes je pense notamment à Toukhatchevski - s'élanceront en faisant peu de cas de leurs alliés et de ceux qui auront fait appel à eux, à la manière de Napoléon. Toukhatchevski est un petit Napoléon en puissance, et vous savez ! comment Napoléon en a usé avec ce qu'on appelle les idéologues !* »

Puis il lui demanda : « Comment Toukhatchevski conçoit-il le mécanisme du putsch ? »

- C'est l'affaire de l'organisation militaire, répondit Tomski. Il ajouta qu'au moment où les nazis attaqueraient l'U.R.S.S., le groupe militaire envisageait « d'ouvrir le front aux Allemands », c'est-à-dire de se rendre au Haut Commandement allemand. Ce plan avait été établi dans ses détails et avait obtenu l'acquiescement de Toukhatchevski, de Poutna, de Gamarnik et des Allemands.

- Dans ce cas, dit Boukharine après un moment de réflexion, il faut que nous soyons en mesure d'écarter ce danger bonapartiste qui m'inquiète.

Tomski ne comprenait pas et son interlocuteur poursuivit son explication : Toukhatchevski essaierait d'instaurer une dictature militaire ; il essaierait même de s'appuyer sur le peuple en faisant des chefs politiques les boucs émissaires de la conspiration. Mais dès qu'ils auraient le pouvoir, les politiciens devront renverser les rôles. « Il faudra mettre en jugement le groupe militaire, en le rendant responsable de la « défaite » sur le front. Grâce à quoi, en utilisant ses sentiments patriotiques, nous auront l'appui des masses.

Au début de 1936, Toukhatchevski fut envoyé à Londres, comme représentant de l'Armée Rouge, aux funérailles du roi d'Angleterre George V. Avant de partir d'U.R.S.S., il avait reçu le titre convoité de Maréchal de l'Union soviétique. Il était déjà convaincu que l'heure de l'effondrement du régime soviétique était proche et qu'une nouvelle Russie, alliée à l'Allemagne et au Japon, partirait à la conquête de la domination mondiale.

Sur sa route vers Londres, il s'arrêta brièvement à Varsovie et à Berlin, où il eût des entretiens avec des « colonels » polonais et des généraux allemands. Il était tellement confiant dans l'avenir qu'il fit à peine effort, pour cacher publiquement son admiration pour les militaires allemands.

A Paris, au cours d'un dîner officiel à l'ambassade de l'U.R.S.S., après son retour de Londres, il étonna les diplomates européens présents, en attaquant ouvertement les tentatives du Gouvernement soviétique d'organiser la sécurité collective avec les démocraties occidentales. Toukhatchevski qui était assis à la table à côté de Titulesco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, dit au diplomate roumain : « *Monsieur le ministre, vous avez tort de lier votre carrière et le destin de votre pays à des nations qui sont vieilles et dont le rôle est terminé, telles que la France et la Grande-Bretagne. C'est vers l'Allemagne que vous devriez vous tourner. Pendant un certain temps au moins, l'Allemagne sera le pays qui prendra la tête du continent européen. Je suis sûr qu'Hitler nous aidera tous à nous sauver* ».

Ces remarques de Toukhatchevski furent rapportées par le diplomate roumain et également par le chef du Service de presse à l'ambassade de Roumanie à Paris, E. Schachanan Esseze, qui assistait aussi au banquet. Un autre des convives, la célèbre journaliste politique Geneviève Tabouis a mentionné dans son livre *On m'appelle Cassandre* :

« *Je devais rencontrer Toukhatchevski pour la dernière fois le lendemain des obsèques du roi Georges V. C'était à un dîner à l'ambassade de l'U.R.S.S. à Paris et le général russe s'entretint avec Politis, Titulesco, Herriot. Paul-Boncour... Il revenait précisément d'un voyage en Allemagne et il chantait les louanges des nazis. Assis à ma droite, il répétait, alors qu'il discutait d'un pacte de l'Air à l'étude entre les grandes puissances et Hitler « Ils sont déjà invincibles, Madame Tabouis ! »*

« *Pourquoi parlait-il avec tant de confiance ? Était-ce parce qu'il avait la tête tournée par la chaleureuse réception que lui avaient réservée les diplomates allemands, qui trouvaient facile de parler à cet homme de la vieille école russe ? En tous cas, je ne fus pas la seule à être alarmée ce soir là par ces manifestations d'enthousiasme. Un des invités, un diplomate important me murmura à l'oreille alors que nous quittions l'ambassade « Eh bien, j'espère que tous les Russes ne pensent pas ainsi ! »*

Les révélations sensationnelles du procès du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste. en août 1936, et les arrestations de Piatakov et de Radek qui suivirent, alarmèrent sérieusement

Toukhatchevski. Il alla voir Krestinski et lui dit que les plans des conspirateurs devaient être modifiés du tout au tout. A l'origine, le groupe militaire ne devait pas agir avant que l'U.R.S.S. soit attaquée de l'extérieur. Mais les, développements de la situation internationale- le pacte franco-soviétique, la défense inattendue de Madrid - empêchaient constamment la réalisation de l'action étrangère projetée. Les conspirateurs sur le territoire russe, dit Toukhatchevski, devaient précipiter les choses en mettant le coup d'Etat au premier plan du programme. Les Allemands viendraient immédiatement à l'aide de leurs alliés russes.

Krestinski dit qu'il allait envoyer immédiatement un message à Trotski pour l'informer de la nécessité d'agir vite. Dans le message, qui fut envoyé en octobre, il écrivit : « *Nous voyons qu'un, grand nombre déjà de trotskistes ont été arrêtés, mais néanmoins, les forces essentielles de notre bloc n'en sont pas pour autant affectées. Il faut agir ; mais dans ce but, il est indispensable pour le centre que l'action étrangère soit hâtée* ».

Par « action étrangère », Krestinski voulait dire l'offensive nazie contre l'U.R.S.S.

Peu après l'envoi de ce message, Toukhatchevski prit Krestinski à part au VIIIe congrès extraordinaire des Soviets, en novembre 1936. Les arrestations continuent, dit-il, très énervé ; et il n'y a aucune raison de croire qu'elles se limiteront aux cadres inférieurs de la conspiration. L'agent de liaison militaire trotskiste, Poutna, est déjà arrêté, Staline soupçonne de toute évidence l'existence d'un vaste complot et est prêt à prendre des mesures énergiques. Il a déjà assez de preuves contre Piatakov et autres. L'arrestation de Poutna et la destitution de Yagoda de ses fonctions de vice-président du N.K.V.D. signifient que les autorités soviétiques découvrent les racines du complot. On ne pouvait pas dire jusqu'où irait la piste. Toute l'entreprise était menacée.

Toukhatchevski était pour l'action immédiate. Le bloc doit prendre une décision à ce sujet sans nouveau délai et user de tous ses moyens pour soutenir le putsch militaire...

Krestinski discuta de la question avec Rosengoltz. Les deux trotskistes à la solde de l'Allemagne admirent que Toukhatchevski avait raison. Un autre message fut envoyé à Trotski. En lui communiquant la décision de Toukhatchevski d'aller de l'avant sans attendre une guerre, Krestinski soulevait quelques importantes questions de stratégie politique : « *Nous aurons à dissimuler les véritables objectifs du coup d'Etat. Il faudra adresser un appel à la population, à l'armée et aux Etats étrangers.... D'abord, il serait bon dans nos appels à la population, de passer sous silence le fait que notre action a pour objectif le renversement du régime socialiste existant... Nous ne devrions pas apparaître comme des rebelles soviétiques, mais comme des gens voulant renverser un mauvais gouvernement soviétique pour le remplacer par un bon gouvernement soviétique... En tous cas, il ne fallait pas trop parler de tout cela* ».

La réponse de Trotski parvint à Krestinski vers la fin de décembre. Le chef exilé y donnait son accord total. Effectivement, après l'arrestation de Piatakov, Trotski, de son côté, était arrivé à la conclusion que le groupe militaire devait entrer en action sans nouveau délai. Avant d'avoir reçu la lettre de Krestinski, il avait écrit à Rosengoltz pour demander qu'on entreprit une action militaire immédiate.

Après la réception de cette réponse », a déclaré Krestinski par la suite, « nous avons abordé plus directement, la préparation du coup d'État. Toukhatchevski avait désormais les mains libres pour agir ; nous lui avons donné carte blanche pour déclencher l'action ».

## **2. Le procès du centre parallèle trotskiste.**

Le Gouvernement soviétique se préparait, lui aussi, à agir. Les révélations du procès Zinoviev Kaménev avaient établi sans aucun doute que la conspiration dans le pays allait bien 'au-delà d'une simple opposition de « gauche ». Les centres véritables de la conspiration n'étaient pas du tout en Russie : ils étaient à Berlin et à Tokio. A mesure que l'enquête avançait, les dimensions réelles et le caractère de la V colonne; devenaient de plus en plus clairs aux yeux du Gouvernement soviétique.

Le 23 janvier 1937, Piatakov, Sokolnikov, Chestov, Mouralov et douze de leurs complices, y compris des agents dirigeants des services d'espionnage allemand et japonais, furent inculpés de haute trahison devant le Tribunal militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S.

Pendant des mois, les chefs du centre trotskiste avaient nié les accusations formulées contre eux. Mais les preuves étaient totales et accablantes. L'un après l'autre, ils reconnurent avoir dirigé une activité de sabotage et de terrorisme, et avoir entretenu des relations, conformément aux instructions de Trotski, avec les gouvernements allemand et japonais. Mais, aussi bien à l'instruction qu'au procès, ils ne révélèrent pas tout : ils ne dirent rien de l'existence du groupe militaire ; ils ne firent mention ni

de Krestinski ni de Rosengoltz ; ils demeurèrent silencieux sur le bloc des droitiers et des trotskistes, le dernier et le plus puissant des trois « échelons » de la conspiration qui, alors même qu'ils étaient interrogés, se préparait fiévreusement à s'emparer du pouvoir.

En prison, Sokolnikov, l'ancien commissaire adjoint pour les affaires d'Extrême-Orient, avait révélé les aspects politiques de la conspiration, le marché avec Hess, le démembrement de l'U.R.S.S., le plan d'instauration d'une dictature fasciste après le renversement du régime soviétique. Devant le tribunal, Sokolnikov déclara : *« Nous considérons que le fascisme était la forme la plus organisée du capitalisme, qu'il triompherait, engloberait toute l'Europe et nous étoufferait. C'est pourquoi il valait mieux s'entendre avec lui... Tout cela était déterminé par l'argument suivant : mieux vaut consentir à des sacrifices, fussent-ils les plus lourds, que de tout perdre... Nous raisonnions en politiciens... nous nous imaginions que nous devons courir un certain risque ».*

Piatakov reconnut qu'il était le chef du centre parallèle trotskiste. Parlant d'une voix calme et délibérée, choisissant soigneusement ses mots, l'ancien membre du Conseil national économique suprême admit les faits établis de sabotage et d'activité terroriste qu'il avait dirigés jusqu'à son arrestation. Debout, le visage pâle et maigre absolument impassible, il avait l'air, selon l'ambassadeur des Etats-Unis Joseph Davies, « d'un professeur prononçant un discours ».

Vychinski essaya d'obtenir que Piatakov révélât comment les trotskistes et les agents allemands et japonais se faisaient connaître les uns aux autres. Piatakov éluda ces questions :

VYCHINSKY. - Et qu'est-ce -qui a poussé l'espion allemand Rataïchak à s'ouvrir à vous ?

PIATAKOV. - Deux personnes m'avaient parlé de lui...

VYCHINSKY. - C'est lui qui s'est ouvert à vous, ou bien est-ce vous qui vous êtes ouvert à lui ?

PIATAKOV. - On peut s'ouvrir mutuellement.

VYCHINSKI. - Est-ce vous qui vous êtes ouvert le premier

PIATAKOV. - Qui a été le premier, lui ou moi, la poule ou l'oeuf, je l'ignore.

Comme John Gunther l'a dit dans *Inside Europe*: *« L'impression largement répandue à l'étranger que les accusés disaient tous la même histoire, qu'ils étaient abjects et serviles, qu'ils se comportaient comme des moutons devant le boucher, n'est pas du tout exacte. Ils discutaient avec acharnement avec le procureur ; en gros, ils ne dirent que ce qu'ils furent obligés de dire ».* A mesure que le procès se poursuivait et qu'une déposition après l'autre dévoilait impitoyablement en Piatakov un assassin politique et un traître, calculant de sang-froid, une note de doute et de dépression apparut dans sa voix jusqu'ici calme et mesurée. Quelques-uns des faits en possession des autorités le démontrèrent visiblement. Son attitude changea. Il prétendit que même avant son arrestation, il avait commencé à poser la question de la direction de Trotski ; il déclara qu'il n'avait pas approuvé les tractations avec Hess : *« Nous étions dans une impasse »,* dit-il au Tribunal. *« Je cherchai un moyen, d'en sortir ».* Dans sa dernière déclaration, il affirma : *« Oui, j'ai été trotskiste pendant de longues années ! J'ai marché la main dans la main avec les trotskistes... Ne croyez pas, citoyens juges, que pendant ces années d'étouffante activité clandestine trotskiste, je ne voyais pas ce qui se passait dans le pays ! Ne croyez pas que je ne comprenais pas ce qui se faisait dans l'industrie. Je le dis ouvertement. Parfois, abandonnant l'activité clandestine trotskiste, je m'occupais de mon autre travail pratique, je ressentais comme un soulagement, et certainement qu'en tant qu'homme, je ressentais cette dualité non seulement dans ma conduite mais aussi cette dualité en moi-même. Dans quelques heures -vous aurez prononcé votre verdict. . Ne me privez pas d'une seule chose, citoyens juges. Ne m'enlevez pas le droit de penser qu'à vos yeux aussi, j'ai trouvé en moi-même, bien que trop tard, la force pour rompre avec mon passé criminel ! »* Mais jusqu'à la fin, pas un mot de l'existence de « l'échelon » restant de la conspiration ne passa par les lèvres de Piatakov...

Nicolai Mouralov, qui avait été dans le temps commandant de la garnison de Moscou et l'un des chefs de la vieille garde de Trotski, qui, depuis 1932, avait dirigé les groupes des trotskistes dans l'Oural avec Chestov et les « techniciens » allemands, sollicita l'indulgence du tribunal, demandant que sa « loyale déposition » soit prise en considération. De grande taille, la barbe et les cheveux gris, Mouralov se tenait comme au garde à vous tandis qu'il parlait. Il dit qu'après son arrestation, et à la suite d'une lutte intérieure prolongée, il avait décidé de « tout mettre sur la table ». Ses paroles selon Walter Duranty et d'autres, observateurs, avaient un son de réelle honnêteté, lorsqu'il déclara : *« J'ai refusé l'assistance d'un avocat et j'ai renoncé à me défendre parce que je suis habitué à ne me défendre et à n'attaquer qu'avec de bonnes armes. Or, de bonnes armes pour me défendre, je n'en ai pas... Ce serait une indécence de ma part, d'accuser quelqu'un de m'avoir entraîné dans l'organisation trotskiste... je n'oserai donc accuser personne, je suis seul coupable. C'est ma faute. C'est mon malheur... Pendant plus de dix ans, j'ai été un fidèle soldat de Trotski »...*

Karl Radek, regardant l'auditoire nombreux à travers les verres épais de ses lunettes, fut tour à tour humble, désagréable, impertinent et arrogant au cours de l'interrogatoire du procureur Vychinski. Comme Piatakov, mais plus nettement, il reconnut son activité de trahison. Radek

prétendit aussi qu'avant son arrestation et après avoir reçu la lettre de Trotski précisant les tractations passées avec les gouvernements nazi et japonais, il avait pris la décision de répudier Trotski et de dévoiler la conspiration. Pendant des semaines, il s'était demandé ce qu'il allait faire.

VYCHINSKI. - Qu'avez-vous décidé ?

RADEK. - Une première chose à faire : aller au Comité central du Parti, y déposer une déclaration, donner tous les noms. Je ne l'ai pas fait. Ce n'est pas moi qui suis allé à la Guépéou ; c'est la Guépéou qui est venue me chercher.

VYCHINSKY. - Réponse éloquente !

RADEK. - Triste réponse.

Dans sa déclaration finale, Radek se présenta comme un homme déchiré de doutes, vacillant perpétuellement entre la loyauté envers le régime soviétique et l'opposition de gauche à laquelle il avait appartenu dès les premiers jours de la Révolution. Il était convaincu, dit-il, que le régime soviétique ne pourrait jamais résister à la pression hostile étrangère. « Je n'étais pas d'accord sur la question essentielle, dit-il au Tribunal, sur la question de continuer la lutte pour le plan quinquennal ». Trotski « s'empara de mes hésitations profondes ». Pas à pas, selon ses propres déclarations, Radek fut engainé dans les rouages de la conspiration. Alors vinrent les relations avec les services d'espionnage étrangers et enfin, les négociations de Trotski avec Rosenberg et Rudolph Hess.

Trotski, dit Radek, « nous plaça devant le fait accompli ».

Expliquant comment il en était finalement venu à se reconnaître coupable et à admettre tous les faits qu'il connaissait de la conspiration, Radek déclara : « Quand j'ai été arrêté, le juge d'instruction m'a dit : « Vous n'êtes pas un enfant. Voici quinze dépositions contre vous. Vous ne pouvez pas y échapper ; et en tant qu'homme raisonnable, vous ne pouvez pas vous poser un tel but »... Pendant deux mois et demi, j'ai torturé le juge d'instruction, je dois dire que ce n'est pas moi qu'on a torturé, mais que c'est moi qui ai torturé les juges d'instruction en les obligeant à faire un travail inutile. Pendant deux mois et demi, j'ai obligé le juge d'instruction par des interrogatoires et en opposant mes déclarations à celles des autres accusés, à dévoiler devant moi tout le tableau, afin que je sache qui avait, avoué, qui n'avait pas avoué, dans quelle mesure les aveux avaient été faits par, chacun...

Et un jour, le juge d'instruction est venu me voir et m'a dit : « Vous êtes maintenant le dernier. Pourquoi donc perdez-vous du temps? A quoi bon traîner? Pourquoi ne, pas parler ? » Et j'ai répondu : « Oui, demain je commencerai ma déposition ».

Le verdict fut prononcé le 30 janvier 1937. Les accusés furent reconnus coupables de haute trahison, d'être « des agents au service des fascistes allemands et japonais en vue d'actes d'espionnage, de diversion et de sabotage » et d'avoir comploté pour aider des « agresseurs étrangers à s'emparer de territoires de l'Union soviétique ».

Le Tribunal militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. condamna Piatakov, Muralov, Chestov et dix autres à être fusillés. Radek, Sokolnikov et deux espions de moindre importance furent condamnés à de longues peines de prison.

Dans son réquisitoire prononcé le 28 janvier 1937, le procureur d'Etat Vychinski déclara :

*« Par leur travail d'espionnage, les hommes qui, sous la direction de Trotski et de Piatakov, s'étaient liés aux services d'espionnage japonais et allemand, s'efforçaient d'atteindre des résultats qui auraient gravement affecté non seulement notre Etat, mais aussi les intérêts de toute une série d'Etats qui, comme nous, désirent la paix et combattent avec nous pour la paix... Nous sommes intéressés au plus haut point à ce que, dans tous les pays attachés à la paix et qui luttent pour la paix, on prenne les mesures les plus énergiques pour faire cesser toutes les tentatives criminelles d'espionnage, de diversion, de terreur organisées par les ennemis de la paix, par les ennemis de la démocratie, par les forces ténébreuses du fascisme, qui préparent la guerre, qui veulent faire échouer l'oeuvre de la paix et par conséquent, l'oeuvre de toute l'humanité avancée, de toute l'humanité progressive ».*

On fit peu de publicité aux paroles de Vychinski en dehors de l'U.R.S.S., mais un certain nombre de journalistes et de diplomates les entendirent et s'en souvinrent.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, Joseph Davies fut profondément impressionné par le procès. Il y assista tous les jours et avec l'assistance d'un interprète, il en suivit attentivement les débats. Ancien juriste, Davies déclara que le procureur Vychinski, que les propagandistes antisoviétiques qualifiaient d' « inquisiteur brutal », lui avait rappelé « *Homer Cummings par son calme, son absence de passion, son intelligence, sa capacité et sa sagesse. Il avait conduit le procès de haute-trahison d'une manière qui avait gagné mon respect et mon admiration, en tant que juriste* ».

Le 17 février 1937, l'ambassadeur Davies, dans une dépêche confidentielle au secrétaire d'Etat Cordell Hull, signala que tous les diplomates étrangers à Moscou partageaient son opinion sur la justice

du verdict. Davies écrivait : « *J'ai parlé à presque tous les membres du corps diplomatique ici, et sauf peut-être une exception, ils pensent tous que les débats établissent clairement l'existence d'un complot politique et d'une conspiration pour renverser le gouvernement* ».

Mais ces faits ne furent pas connus du grand public. Des forces puissantes conspiraient pour cacher la vérité sur la Ve colonne en U.R.S.S. Le 11 mars 1937, l'ambassadeur Davies notait dans son journal de Moscou

« *Un autre diplomate, le ministre, m'a fait hier la plus étonnante déclaration. En discutant du procès, il me dit que les accusés étaient incontestablement coupables ; que tous ceux d'entre nous, qui avons suivi les débats étaient pratiquement d'accord à cet égard ; qu'à l'étranger, d'après -les comptes rendus de la presse, on paraissait penser pourtant que le procès était une mise en scène (une façade, selon son terme) et que, bien qu'il sût qu'il n'en était rien, il' était probablement juste qu'à l'étranger on dût penser ainsi* <sup>78</sup> »

### 3. Action au mois de mai.

La conspiration était encore loin d'être écrasée. Comme Piatakov, Radek aussi s'était gardé de donner d'importants renseignements aux autorités soviétiques; malgré l'apparente intégralité de sa déposition. Mais le second jour du procès, Radek avait fait un dangereux faux-pas sa langue trop déliée l'avait trahi. Voulant parer à une des questions de Vychinski, il avait mentionné le rom de Toukhatchevski. « Vitaly Poutna, avait dit Radek. vint me voir de la part de Toukhatchevski ». Il avait poursuivi rapidement et ne répéta pas le nom du maréchal.

Le lendemain, Vychinski relut à haute voix la déposition de Radek de la veille : « Je désire savoir à propos de quoi vous avez cité le nom de Toukhatchevski ? » demanda-t-il.

Il y eut un bref silence. Puis, Radek répondit doucement et sans hésitation que Toukhatchevski avait besoin de « quelques renseignements sur une question gouvernementale » que lui, Radek, avait à son bureau *des Izvestia*. Le chef militaire avait envoyé Poutna pour les demander. C'était tout. « Naturellement, ajouta Radek, je sais que l'attitude de Toukhatchevski envers le Parti et le gouvernement est celle d'un homme absolument dévoué » !

Rien d'autre sur Toukhatchevski ne fut dit au procès. Mais les conspirateurs restants étaient convaincus que tout retard apporté au coup final serait leur mort.

Krestinski, Rosengoltz, Toukhatchevski et Gamarnik tinrent en hâte une série de conférences secrètes. Toukhatchevski entreprit de désigner des officiers du groupe militaire à des e détachements » spéciaux, dont chacun aurait une tâche spécifique au moment de l'attaque.

Vers la fin de mars 1937, les préparatifs du putsch militaire étaient à leur stade final. A une réunion qu'il eut avec Krestinski et Rosengoltz, dans l'appartement de ce dernier à Moscou, Toukhatchevski annonça que le coup pourrait être tenté dans les six semaines. La date pouvait en être fixée à la première quinzaine de mai, en tous cas avant le 15. On discutait dans le groupe, dit-il, sur un certain nombre de variantes » des moyens de prendre le pouvoir. Un de ces plans, celui sur lequel Toukhatchevski « comptait le plus », comme l'a déclaré Rosengoltz par la suite, « prévoyait la possibilité pour un groupe de militaires, ses partisans, de se rassembler chez lui sous un prétexte quelconque, de pénétrer dans le Kremlin, de s'emparer du Central téléphonique du Kremlin et d'assassiner les dirigeants du Parti et du Gouvernement ». En même temps, selon ce plan, Gamarnik et ses groupes « occuperaient l'immeuble du Commissariat du peuple aux Affaires intérieures ».

D'autres « variantes » étaient en discussion ; mais ce plan, Krestinski et Rosengoltz l'admirent,

---

<sup>78</sup> Les partisans et les admirateurs de Trotski en Europe et en Amérique répandirent un flot interminable de rapports, de brochures, de tracts et d'articles où ils décrivent les procès de Moscou comme « une vengeance de Staline contre Trotski » et le fruit du « caractère vindicatif oriental de Staline ». Les trotskistes et leurs alliés avaient accès à de nombreuses publications influentes. Aux Etats-Unis, leurs rapports et leurs articles parurent dans *Foreign Affairs Quarterly*, *Reader's Digest*, *Saturday Evening Post*, *American Mercury*, *New York Times* et autres journaux et périodiques connus et à grand tirage. Parmi ces amis, partisans ou admirateurs de Trotski dont l'interprétation des procès fût largement répandus dans la presse américaine et à la radio, citons Max Eastman, le plus ancien représentant de Trotski en Amérique et son traducteur officiel ; Alexandre Bermine, un renégat soviétique qui avait appartenu au corps diplomatique de l'U.R.S.S. ; Albert Goldman, l'avocat de Trotski, qui a été condamné par la Cour fédérale en 1941 pour avoir participé à une conspiration séditeuse contre l'armée américaine ; le « général » Krivitsky, un aventurier qui avait prétendu avoir été une personnalité importante de la Guépéou et qui, par la suite, se suicida en laissant une note dans laquelle il expliquait qu'il expiait ainsi « ses grands péchés » ; Isaac Don Levine, propagandiste antisoviétique de la première heure, collaborateur de la presse Hearst ; et William Chamberlin, également collaborateur de la presse Hearst dont les considérations sur les procès purement sous le titre : *L'Épuration sanglante en U.R.S.S.*, dans l'organe de la propagande japonaise *Contemporary Japan*. Le trotskiste américain James Burnham présenta les procès de Moscou comme un essai insidieux de Staline d'obtenir l'aide de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis dans une « guerre sainte » contre l'Axe et de provoquer des poursuites dans tous les pays contre « tous ceux qui sont partisans d'une politique de défaitisme révolutionnaire (c'est-à-dire les trotskistes) ». Le 15 avril 1937, en préface à une brochure trotskiste sur le procès Piatakov-Radek, Burnham écrivait : « Oui, les procès' font partie' intégrante et importante de la préparation du stalinisme à la guerre qui vient. Le stalinisme se propose. d'entraîner les masses populaires de France, d'Angleterre et des Etats-Unis dans les armées de leur propre impérialisme, dans une guerre sainte en prévision de l'attaque contre l'U.R.S.S. par l'Allemagne et le Japon que Staline attend. Par les procès, et leur influence mondiale, Staline tente ainsi' d'éliminer tous les centres possibles de résistance à. cette trahison social-patriotique ».

semblait le plus audacieux et, par conséquent, celui qui avait le plus de chance de réussir...

La réunion dans l'appartement de Rosengoltz s'acheva sur une note optimiste. Le plan du putsch, tel que Toukhatchevski l'avait décrit, était hautement prometteur de succès. Malgré la perte de Piatakov et des autres, il semblait que le jour si longtemps attendu et préparé par les conspirateurs était enfin arrivé.

Avril passa rapidement dans les préparatifs fébriles de dernière minute du putsch.

Krestinski se mit à dresser les longues listes des « *gens qu'il fallait arrêter et destituer de leur poste dès l'éclatement du coup d'Etat et des listes de gens qui pourraient être placés aux postes vacants* ». Des hommes armés de mitraillettes sous le commandement de Gamarnik devaient assassiner Molotov et Vorochilov. Rosengoltz, en sa dualité de commissaire au commerce extérieur, parla de demander un rendez-vous à Staline, la veille du jour du putsch, et d'assassiner le dirigeant soviétique au Kremlin.

On était dans la seconde semaine de mai 1937.

Alors, le Gouvernement soviétique frappa rapidement et totalement. Le 1 mai, le maréchal Toukhatchevski était destitué de ses fonctions de commissaire-adjoint à la Défense et relégué dans un district de la Volga ; le général Gamarnik était destitué de ses fonctions de commissaire militaire adjoint, les généraux Yakir et Ouborévitch, complices de Toukhatchevski et de Gamarnik, étaient également destitués. Deux autres généraux, Kork et Eidemann, étaient arrêtés et inculpés d'avoir des relations secrètes avec l'Allemagne nazie. « *je commençais à me préparer à mon arrestation, déclara Krestinski. J'en parlai à Rosengoltz. Il me dit qu'il ne craignait pas un malheur et se chargea de maintenir les relations avec Trotski... Quelques jours après, j'étais arrêté* ».

Un communiqué officiel révéla que Boukharine, Rykov et Tomski, qui étaient l'objet d'une étroite surveillance et d'une enquête, étaient inculpés maintenant de haute trahison. Boukharine et Rykov avaient été emprisonnés. Tomski échappant à l'arrestation, se suicida. Le 31 mai, le général Gamarnik suivait l'exemple de Tomski et se tua. On rapporta que Toukhatchevski et un certain nombre d'autres officiers supérieurs avaient été arrêtés par le N.K.V.D. Peu de temps après, c'était le tour de Rosengoltz. L'assaut général contre les suspects de la Ve colonne se poursuivait.

A 11 h. du matin le 11 juin 1937, le maréchal Toukhatchevski, et sept autres généraux de l'Armée Rouge comparaissaient devant un Tribunal militaire spécial de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. A cause du caractère militaire confidentiel, des dépositions, le procès eut lieu à huis clos. C'était une cour martiale. Les accusés étaient inculpés d'avoir conspiré avec des puissances étrangères contre l'Union Soviétique. Les sept généraux qui étaient aux côtés de Toukhatchevski, devant les maréchaux Vorochilov, Boudienny, Chapochnikov et autres chefs de l'Armée Rouge, étaient :

- le général Poutna, ancien attaché militaire à Londres, Tokio et Berlin ;
- le général Yakir, ancien commandant de la garnison de Léningrad ;
- le général Ouborévitch, ancien commandant de l'Armée Rouge en Biélorussie ;
- le général Eideman, ancien chef de l'Ossoaviakin (organisation des volontaires de la défense anti-aérienne) ;
- le général Kork, ancien commandant de l'Académie militaire Frounzé ;
- le général Feldman, ancien chef du personnel de l'état-major général ;
- et le général Primakov, ancien commandant de la garnison de Kharkov.

Un communiqué officiel fit savoir qu' « *une enquête avait établi la participation des accusés, ainsi que celle du général Gamarnik, à des relations antisoviétiques avec les cercles militaires dirigeants d'une des puissances étrangères qui pratiquent une politique hostile à l'égard de l'U.R.S.S. Les accusés appartenaient au service d'espionnage de ce pays. Les accusés ont fourni systématiquement des renseignements secrets sur la situation de l'Armée Rouge aux milieux militaires de ce pays. Ils ont poursuivi une politique de sabotage dans le but de saper la force de l'Armée Rouge, et préparer la défaite de l'Armée Rouge en cas d'attaque de l'U.R.S.S.* » Le 12 juin, le Tribunal militaire faisait connaître son verdict. Les accusés s'étaient reconnus coupables de l'accusation portée contre eux et avaient été condamnés à être fusillés comme traîtres par un peloton de soldats, de l'Armée Rouge. Dans les 24 heures, la sentence avait été exécutée.

De nouveau, de frénétiques rumeurs antisoviétiques se répandirent dans le reste du monde. On disait que l'Armée Rouge toute entière était en ébullition et en révolte contre le Gouvernement soviétique ; Vorochilov « marchait sur Moscou » à la tête d'une armée antistalinienne ; des «

exécutions en masse » étaient perpétrées dans l'U.R.S.S. toute entière; et dorénavant, l'Armée Rouge ayant perdu ses « meilleurs généraux » « n'était plus désormais un facteur sérieux de la situation internationale ».

Nombre d'observateurs honnêtes étaient profondément troublés par les événements qui se passaient en U.R.S.S. Le caractère et la technique de la Ve colonne était encore généralement inconnus. Le 4 juillet 1937, Joseph Davies l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, eût un entretien avec le commissaire aux Affaires étrangères soviétique Maxime Litvinov. Il dit franchement à ce dernier que la réaction aux Etats-Unis et en Europe devant l'exécution des généraux et devant les procès des trotskistes était mauvaise.

« A mon avis, dit l'ambassadeur des Etats-Unis au ministre soviétique, elle a ébranlé la confiance de la France et de l'Angleterre dans la force de l'U.R.S.S. vis-à-vis d'Hitler ».

Litvinov fut aussi franc, et dit à Davies, que le Gouvernement soviétique avait dû « donner l'assurance », par ces procès et ces exécutions, qu'il ne demeurerait plus de traîtres pouvant collaborer avec Berlin ou Tokio, lorsqu' éclaterait l'inévitable guerre.

« Un jour, viendra, dit Litvinov, où le monde comprendra ce que nous avons fait pour protéger notre gouvernement contre une trahison menaçante... Nous rendons un service au monde entier en nous protégeant contre la menace de domination mondiale par Hitler et les nazis, et en faisant ainsi de l'U.R.S.S. un bastion solide contre la menace nazie ».

Le 28 juillet 1937, ayant mené une enquête personnelle sur la situation intérieure de l'U.R.S.S., l'ambassadeur Davies envoya « le télégramme n° 457, strictement confidentiel au secrétaire d'Etat Cordell Hull. L'ambassadeur y faisait un rappel des récents événements et démentait les rumeurs absurdes d'un mécontentement général et de la chute imminente du Gouvernement soviétique. « Il n'y a jamais eu, comme les journaux l'ont raconté, de cosaques campant près du Kremlin, ou s'agitant sur la Place Rouge », écrivait-il, et il résuma son analyse de l'affaire Toukhatchevski en ces termes : « *Faisant obstacle à l'assassinat, ou à une guerre étrangère, la position de ce gouvernement et du régime actuel semble inattaquable tant aujourd'hui que pour un certain temps. Sans doute, le danger bonapartiste a été écarté pour le moment* ».

#### 4. Finale.

Le dernier des trois fameux procès de Moscou s'ouvrit le 2 mars 1938 à la Maison des Syndicats devant le Tribunal Militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. Les débats, comprenant des sessions le matin, l'après-midi, le soir et à huis clos quand les dépositions avaient trait à des secrets militaires, durèrent sept jours.

Les accusés étaient au nombre de 21. C'étaient l'ancien chef de la Guépéou Yagoda et son secrétaire Boulanov ; les dirigeants de la droite Boukharine et Rykov ; les chefs trotskistes, agents nazis Krestinski et Rosengoltz ; le trotskiste agent japonais Rakovski; les droitiers, agents nazis Tchernov et Grinkov; l'agent polonais Charangovitch et onze autres conspirateurs : membres du bloc, saboteurs, terroristes et espions étrangers parmi lesquels l'agent de liaison trotskiste Bessonov et les médecins assassins Lévine, Pletnov et Kazakov. Le journaliste américain Walter Duranty qui assista au procès, a écrit dans son livre *The Kremlin and the People* : « *Vraiment, ce procès terminait tous les procès* », parce qu'alors toutes les questions étaient claires, l'accusation avait classé les faits et appris à reconnaître ses ennemis intérieurs et extérieurs. Les hésitations et les doutes du début étaient maintenant dissipés, parce que chaque affaire après l'autre et en particulier, je pense, l'affaire des « généraux » avait complété le tableau qui était encore si imprécis et si incomplet lors de l'assassinat de Kirov ».

Le Gouvernement soviétique avait minutieusement préparé son affaire. Des mois d'enquête, le contrôle des témoignages et des dépositions faites aux précédents procès, la confrontation des témoins et des accusés et l'interrogatoire des conspirateurs arrêtés avaient fourni la charpente du réquisitoire. L'accusation déclarait établi :

1° qu'en 1932 et 33, sur les instructions des services de renseignements de puissances étrangères hostiles à l'U.R.S.S., un groupe de conspirateurs sous le nom de « bloc des droitiers et des trotskistes » avait été formé par les accusés dans la présente affaire, dans le but de faire l'espionnage au profit de ces Etats étrangers, de se livrer au sabotage, aux actes de diversion, au terrorisme, de saper la puissance militaire de l'U.R.S.S., de provoquer une agression militaire de ces Etats contre l'U.R.S.S., la défaite de l'U.R.S.S., le démembrement de l'U.R.S.S.

2° que le « bloc des droitiers et des trotskistes » s'était mis en liaison avec certains Etats étrangers



*dans le but d'en recevoir une aide armée pour réaliser des desseins criminels.*

*3° que le « bloc des droitiers et des trotskistes n s'occupaient systématiquement d'espionnage au profit de ces Etats, fournissant aux services d'espionnage étrangers des secrets d'État de la plus haute importance.*

*4° que le « bloc des droitiers et des trotskistes » accomplissait systématiquement des actes de sabotage et de diversion dans les différentes branches de l'édification socialiste (dans l'industrie, l'agriculture, les chemins de fer, dans les finances, l'économie municipale, etc...).*

*5 ° que le bloc « des droitiers et des trotskistes » avait organisé une série d'actes terroristes contre les dirigeants du Parti communiste de l'U.R.S.S. et du Gouvernement soviétique et réalisé des actes terroristes contre Kirov, Menjinski, Kouibychev et Gorki.*

Le procès du bloc des droitiers et des trotskistes rendit publics pour la première fois dans l'histoire, les détails des agissements de la Ve colonne de l'Axe. Tous les moyens techniques de la méthode fasciste de conquête secrète : la propagande, l'espionnage, le terrorisme, la trahison en haut lieu, les machination des Quislings, la tactique d'une armée secrète frappant de l'intérieur, toute l'histoire de la stratégie de la Ve colonne avec laquelle les nazis étaient déjà en train de miner l'Espagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Norvège, la Belgique, la France et autres pays d'Europe et d'Amérique, étaient intégralement divulgués. « *Les Boukharine et les Rykov, legs Yagoda et les Boulanov, les Krestinski et l'es Rosengoltz... a déclaré le procureur Vychinski, dans son réquisitoire le 11 mars 1938, c'est la Ve colonne* ».

L'ambassadeur Davies, qui avait assisté aux débats, trouva que ce procès était un drame légal, humain et politique « terrifiant ». Il écrivit à sa fille le 8 mars « *On voit dans ces débats toutes les faiblesses fondamentales et les vices de la nature humaine -l'ambition personnelle dans ce qu'elle a de pire. Nous découvrons tous les éléments d'un complot qui a été très près de réussir à renverser ce gouvernement* ».

Certains des inculpés, défendant leur vie, essayèrent de fuir la responsabilité de leurs crimes, de rejeter la faute sur d'autres, de se poser en hommes politiques sincères et fourvoyés. D'autres, sans émotion apparente ou sans espoir d'échapper à la sentence de mort, relatèrent en détails les crimes « politiques » qu'ils avaient commis et les actes d'espionnage et de sabotage qu'ils avaient perpétrés sous la direction des services secrets allemand et japonais.

Dans les dernières paroles qu'il adressa au Tribunal, Boukharine, qui s'était qualifié d' « idéologue » de la conspiration, fit un vivant tableau psychologique des préoccupations et des doutes qui avaient commencé à assaillir nombre de ceux qui avaient été autrefois des révolutionnaires et étaient devenus des traîtres qui, avec Trotski, avaient conspiré contre l'Allemagne nazie et le Japon contre l'U.R.S.S.

« *J'ai déjà indiqué, dit-il, en faisant mes principales déclarations à l'instruction et au procès, que ce n'est pas la logique pure de la lutte qui nous a poussés. nous conspirateurs contre-révolutionnaires, dans ce fétide marécage de la lutte clandestine qui s'est accompagnée d'une dégénérescence des idées, d'une dégénérescence psychologique, de notre propre dégénérescence, de la dégénérescence des hommes. L'histoire connaît de ces dégénérescences. Il suffit de nommer Briand, Mussolini, etc... Cette dégénérescence s'est produite chez nous...*

*Maintenant je veux parler de moi-même, des causes qui ont amené mon repentir. Certes, il faut dire que les preuves de ma culpabilité jouent elles aussi un rôle d'importance. Pendant trois mois, je me suis confiné dans mes dénégations. Puis, je me suis engagé dans la voie des aveux. Pourquoi ? La cause en était que, dans ma prison, j'ai révisé tout mon passé. Car, lorsqu'on se demande Si tu meurs, au nom de quoi mourras-tu ? C'est alors qu'apparaît soudain avec une netteté saisissante un gouffre absolument noir. Il n'est rien au nom de quoi il faille mourir, si je voulais mourir sans avouer mes torts... Et lorsqu'on se demande : Eh bien ! soit, tu, ne mourras pas. Si par miracle quelconque, tu restes à vivre, quel sera alors ton but ? Isolé de tout le monde, ennemi du peuple. dans une situation qui n'a rien d'humain, totalement coupé de ce qui fait l'essence de la vie... Et aussitôt, je reçois la même réponse à cette question. En ces minutes là, citoyens juges, tout ce qui m'est personnel, toute ressource personnelle, les restes d'initiation, d'amourpropre et bien d'autres choses encore, tout tombe de soi-même, tout disparaît... Je parle peut-être pour la dernière fois dans ma vie... A priori, je puis présumer que Trotski et mes autres alliés dans ces crimes, ainsi que la IIe Internationale, chercheront à nous défendre, moi surtout. Je rejette cette défense. J'attends le verdict ».*

Le verdict fut prononcé le 13 mars 1938, au matin. Tous les accusés furent reconnus coupables : trois d'entre eux, Pletnev, Bessonov et Rakovski furent condamnés à des peines de prison ; et les autres à la peine de mort.

Trois ans plus tard, en été 1941, à la suite de l'invasion de l'U.R.S.S. par les nazis, l'ex-ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, Joseph Davies écrivait :

« *Il n'y eut pas en Russie d' « agression intérieure », comme on dit, pour coopérer avec le*

Haut-Commandement allemand. La marche d'Hitler sur Prague en 1939 fut accompagnée de l'appui militaire actif des organisations de Henlein en Tchécoslovaquie. La même chose se produisit lors de l'invasion de la Norvège. Il n'y eut dans le tableau russe ni Henlein sudète, ni Tiso slovaque, ni Degrelle belge, ni Quisling norvégien... On en a parlé à ce qu'on a appelé les procès de trahison ou d'épuration de 1937 et 1938 auxquels j'ai assisté et que j'ai suivis. En relisant les comptes rendus de ces affaires et aussi ce que j'ai écrit à l'époque... je trouve que, pratiquement, tous les artifices de la Ve colonne allemande ont été dévoilés, mis à nu au cours des confessions et des dépositions que ces « Quisling » russes ont volontairement faites à ces procès...

Tous ces procès, ces épurations et ces liquidations qui parurent si violentes à l'époque et choquèrent le monde, apparaissent maintenant tout à fait clairement comme un élément d'un effort vigoureux et déterminé du gouvernement de Staline pour se protéger non seulement contre une révolution à l'intérieur mais aussi contre une attaque de l'extérieur. Il a entrepris de découvrir tous les traîtres dans le pays et de s'en débarrasser. Tous les doutes sont en faveur du gouvernement. En 1941, il n'y a pas eu de V<sup>e</sup> colonne en Russie : elle avait été anéantie. L'épuration avait nettoyé le pays et avait fait disparaître la trahison ».

La Ve colonne fasciste en Russie avait été détruite.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Des renseignements sur le terrorisme hitlérien et l'organisation de la V<sup>e</sup> Colonne en Europe dans la période qui a suivi l'arrivée d'Hitler au pouvoir peuvent être trouvés dans les livres comme :*

The Brown Network.

E. HENRI, Hitler over Europe et Hitler over Russia ? KONRAD HEIDEN, A History of National Socialism. et dans de nombreux articles de journaux et de revues.

*Une excellente description des préparatifs de l'Axe pour la conquête par « l'agression intérieure » est faite dans le livre de ELWIN JONES The Battle for Peace (La bataille pour la paix). La documentation fondamentale sur les agissements des conspirateurs trotskistes et droitiers en U.R.S.S. est tirée, ici comme dans les chapitres précédents, des comptes rendus officiels des débats des trois procès de Moscou devant le Tribunal Suprême de l' U.R.S.S., en 1936, 1937 et 1938. On trouvera des preuves de première main de la conspiration clandestine et du sabotage en U.R.S.S. dans cette période, dans les télégrammes de Walter Duranty au New-York Times, de Joseph Barnes au New-York Herald Tribune et dans d'autres journaux de cette époque. Des comptes rendus des trois procès de Moscou par des témoins oculaires ont paru dans le New-York Times, le New-York Herald Tribune, le Manchester Guardian et autres journaux et périodiques anglais et américains. La revue Russie d'Aujourd'hui contient de nombreuses impressions directes sur ces trois procès et sur leurs conséquences politiques. L'ouvrage de WALTER DURANTY, The Kremlin and the People récapitule ses réactions personnelles de journaliste américain ayant assisté au trois procès de Moscou. Des données directes supplémentaires figurent dans D.N. PRITT, Au Procès de Moscou et dans les autres ouvrages de cet auteur. Le livre de JOHN GUNTHER, Inside Europe contient aussi un résumé et une appréciation des procès.*

*Des renseignements sur les intrigues diplomatiques internationales contre la sécurité collective depuis 1930 peuvent être trouvés dans l'ouvrage de GENEVIÈVE TABOUIS, On m'appelle Cassandra et dans celui de BELLA FROMM, Blood and Banquets. Ces deux livres contiennent des données intéressantes sur les relations de Toukhatchevski avec des diplomates et militaires étrangers. Une source indispensable de renseignements est le livre de JOHN DAVIES, Mission to Moscow : ce livre unique est basé sur les observations personnelles de l'ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S. et sur ses rapports officiels au Département d'Etat des Etats-Unis.*

## CHAPITRE XXI

### MEURTRE A MEXICO

Le principal accusé aux trois procès de Moscou était un homme qui était à 8.000 kilomètres de là.

En décembre 1936, après le procès Zinoviev-Kaménev et l'arrestation de Piatakov, Radek et autres dirigeants du centre trotskiste, Trotski avait dû quitter la Norvège. Il traversa l'Atlantique et débarqua au Mexique le 13 janvier 1937. Là, après un bref séjour chez le riche peintre mexicain Diego Rivera, Trotski installa son nouveau quartier général dans une villa de Coyoacan; une localité de la banlieue de la ville de Mexico. De Coyoacan, pendant les mois suivants, Trotski considéra avec désespoir la démolition pièce par pièce de la puissante et compliquée Ve Colonne en Russie, sous les coups de masse du Gouvernement soviétique...

Le 26 janvier 1937, Trotski donna à la presse Hearst aux Etats-Unis une appréciation du procès de Piatakov et de Radek. «*Dans le Parti, Staline s'est placé au-dessus de toute critique et au-dessus de l'Etat* », dit-il en commençant son article. «*Il est impossible de s'en débarrasser, sauf par l'assassinat* ». Un Comité 'américain pour la défense de Trotski, manoeuvré par les partisans de Trotski aux Etats-Unis, mais nominalelement dirigé par des socialistes, des journalistes et des professeurs anti-soviétiques, fut constitué à New-York. Le Comité à l'origine avait obtenu l'adhésion d'un certain nombre de libéraux éminents. L'un d'eux, Mauritz Hallgren, écrivain et co-directeur du *Baltimore Sun*, donna sa démission dès que son véritable but qui était de devenir une officine de propagande antisoviétique lui devint évident. Le 27 janvier 1937, Hallgren rendait publique une lettre adressée au Comité dans laquelle il disait notamment : «*Je suis convaincu... que le Comité Américain pour la défense de Léon Trotski est devenu, peut-être à son insu, un instrument des trotskistes dans le but d'intervenir politiquement contre l'U.R.S.S... Vous rayerez par conséquent mon nom de la liste des membres du Comité* ».

Le Comité entreprit une intense campagne de propagande dans laquelle on dépeignait Trotski comme « le héros martyr de la Révolution russe » et les procès de Moscou comme des « pièces montées par Staline ». Un des premiers actes du Comité fût d'organiser une ic commission préliminaire d'enquête » pour « enquêter sur les accusations portées contre Léon Trotski aux procès de Moscou d'août 1936 et de janvier 1937 ». Les membres de la commission étaient le vieux philosophe et professeur John Dewey, l'écrivain Carleton Beals, l'ex-membre socialiste du Reichstag allemand Otto Ruehle, l'ancien radical américain et journaliste antisoviétique Benjamin Stolberg et la fervente journaliste pro-trotskiste Suzanne Lafollette.

Avec beaucoup de bruit et de publicité, la commission d'enquête ouvrit ses audiences à Coyoacan le 10 avril. Les seuls témoins furent Léon Trotski et un de ses secrétaires, Jean Frankel, qui était entré dans la garde personnelle à Prinkipo en 1930. Le conseil légal de Trotski était son avoué américain Albert Goldman <sup>79</sup>.

Les audiences durèrent sept jours. La « déposition » de Trotski, qui reçut une large publicité dans la presse d'Amérique et d'Europe, consista surtout en violentes dénonciations de Staline et du Gouvernement soviétique et en un extravagant éloge de son rôle dans la Révolution russe. Les preuves détaillées fournies contre Trotski aux procès de Moscou furent pour leur plus grande part, complètement ignorées de la commission d'enquête. Le 17 avril, Carleton Beals donna sa démission et, dans une déclaration publique, indiqua que « *l'aveugle adoration des autres membres de la commission pour M. Trotski, au cours des audiences, a écarté tout esprit d'enquête honnête... Dès le premier jour, on m'a dit que mes questions étaient inconvenantes. L'interrogatoire final fut fait dans une forme qui empêchait toute recherche de la vérité. On s'en prit à moi quand j'entrepris de railler Trotski, sur ses archives... L'interrogatoire consista à permettre à Trotski de débiter avec éloquence pour sa propagande, des accusations et des dénonciations violentes et à ne faire que de rares efforts pour prouver ses assertions... La commission peut glisser sa mauvaise marchandise au public si elle le veut, mais je ne prêterai pas mon nom à de nouveaux enfantillages du genre de ceux qui ont déjà été faits* ». Sous les auspices du Comité américain, une campagne fut lancée pour obtenir l'entrée de Trotski aux Etats-Unis. Des livres, des articles et des rapports de Trotski furent largement répandus, tandis que la vérité sur les procès de Moscou restait sous clé dans les dossiers du Département. d'Etat ou dans l'esprit des journalistes américains à Moscou qui croyaient, comme l'a écrit plus tard Walter Duranty, à « la répugnance extrême des lecteurs américains à apprendre quoique ce soit d'autre que de mauvais

---

<sup>79</sup> . Le 1er décembre 1941, Albert Goldman fût condamné par la Cour fédérale de Minneapolis (Minnesota) sous l'inculpation d'avoir conspiré pour saper le moral de l'armée et de la marine des Etats-Unis. (Voir la note de la page 427).

sur la Russie <sup>80</sup> ».

A Mexico, comme en Turquie, en France, en Norvège et partout où il avait vécu, Trotski rapidement groupa autour de lui une coterie de disciples, d'aventuriers et de gardes armés. Et de nouveau, il vécut dans une atmosphère fantastique d'intrigue.

La villa de Coyoacan dont il avait fait son quartier général était virtuellement une forteresse. Un mur de 6 mètres de haut l'entouraient ; dans des tours aux quatre coins, des sentinelles armées de fusils à longue portée prenaient la garde, nuit et jour. En plus d'un détachement de la police mexicaine dont la consigne

était de surveiller les alentours de la villa, la garde du corps personnelle de Trotski exécutait, en armes, d'incessantes patrouilles. Tous les visiteurs devaient justifier de leur identité et' étaient soumis à des interrogatoires aussi inquisiteurs que ceux des postes-frontière. Leur passeport devait être signé et contresigné. Lorsqu'on avait obtenu l'autorisation de passer sous la porte du haut mur, on était encore fouillé, en cas d'armes cachées. avant de pouvoir entrer dans la villa elle-même. A l'intérieur régnait une atmosphère d'intense activité. Un personnel considérable était au travail, porteur d'instructions et de consignes émanant du chef. Des secrétaires particuliers préparaient des matériaux de propagande antisoviétique, des proclamations de Trotski, des articles, des livres et des messages secrets en russe, en allemand, en français, en espagnol et en anglais. Comme à Prinkipo, à Paris et à Oslo, la plupart des « secrétaires » de Trotski portaient un revolver à la ceinture et la même atmosphère fantastique d'intrigue et de mystère entourait le conspirateur antisoviétique.

Le courrier était important, provenant de toutes les parties du monde. Fréquemment, il nécessitait un traitement technique, car les messages étaient écrits à l'encre invisible entre les lignes visibles d'un texte innocent. Il y avait une correspondance télégraphique incessante avec l'Europe, l'Asie et les Etats-Unis. Un flot sans fin de journalistes, de célébrités, de politiciens, de mystérieux visiteurs incognito, venaient s'entretenir ou conférer avec le chef « révolutionnaire » du mouvement anti-soviétique. Il y avait de fréquentes délégations de trotskistes étrangers : des trotskistes français, des trotskistes américains, des trotskistes hindous, des trotskistes chinois, des agents du P.O.U.M. espagnol. Trotski recevait ses visiteurs avec l'air d'un despote régnant. La journaliste américaine Betty Kirk, qui eut un entretien avec lui et publia son portrait, dans le magazine Lite, a décrit son attitude dictatoriale et théâtrale en ces termes « *Trotski regarda sa montre et d'un ton emphatique déclara qu'il nous accorderait exactement huit minutes. Comme il ordonnait à sa secrétaire russe de prendre place pour qu'elle figurât sur la photo où il devait être pris en train de dicter, il l'attrapa pour sa lenteur. Il ordonna également à son secrétaire nord-américain, Bernard Wolfe, de s'asseoir également et pendant que Wolfe traversait la pièce, Trotski se dressa, en frappant le bord de la table de son crayon et en s'écriant : « Vite, ne perdez pas de temps ! »*

De sa villa fortifiée de Coyoacan, Trotski dirigeait son organisation antisoviétique mondiale, la IV<sup>e</sup> Internationale.

En Europe, en Asie, en Amérique du Nord et du Sud, des liens intimes existaient entre la IV<sup>e</sup> internationale et le réseau de la Ve colonne fasciste en Tchécoslovaquie, les trotskistes travaillaient en collaboration avec l'agent nazi Konrad Henlein et son, Parti allemand des Sudètes. Serge Bessonov, le messager trotskiste qui avait été conseiller, à l'ambassade soviétique de Berlin, déclara, quand il fut inculpé au procès du bloc des droitiers et des, trotskistes, en mars 1938, qu'au cours de l'été de 1935, il avait assuré des liaisons à Prague avec Henlein. Bessonov déclara qu'il avait lui-même servi d'intermédiaire entre le groupe d'Henlein et Trotski.

En France, Jacques Doriot, agent nazi et fondateur du fasciste Parti populaire français était un renégat du Parti communiste et un ami de Trotski. Doriot travaillait en liaison étroite, comme d'autres agents nazis et fascistes français avec la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En Espagne, les trotskistes pénétrèrent dans les rangs du P.O.U.M., l'organisation de la Ve colonne qui apportait son aide au soulèvement de Franco. Le chef du P.O.U.M. était Andréas Nin, un vieil ami et allié de Trotski.

---

<sup>80</sup> Trotski présenta diverses « explications » aux faits reconnus; aux procès par ses anciens amis intimes, lieutenants et alliés. Au début, il avait expliqué le procès de Zinoviev et de Kaménev en déclarant que le Gouvernement soviétique avait promis aux accusés. la vie sauve, à condition qu'ils fassent de fausses accusations, contre lui. « C'est le minimum auquel la Guépéou ne pouvait renoncer. », avait écrit Trotski, «' ce qui donnera à ses victimes une chance 'de vie à condition qu'el?e obtienne ce minimum ». Après l'exécution de Zinoviev, de . Kamenev et de leurs complices du centre terroriste trotskiste-. zinoviéviste, Trotski déclara qu'ils avaient été « possédés ». Mais cette explication, malheureusement, tomba lorsque Piatakov, Radek et les autres accusés du deuxième procès de Moscou se reconnurent aussi coupables et firent des aveux encore plus graves. Alors, Trotski affirma que les dépositions des accusés étaient la conséquence de tortures sataniques et de « drogues » mystérieuses et puissantes. Il écrivit : « Les procès de da Guépéou ont un caractère foncièrement inquisitorial : voilà le secret de ces confessions !. Peut-être, dans ce monde, existe-t-il des héros capables de supporter toutes ces sortes de tortures physiques ou morales qu'on inflige, à eux-mêmes, à leur femme, à leurs enfants,, mais je n'en sais rien ».

Dans un article, Trotski pouvait dire des accusés aux procès que c'étaient des hommes de « noble caractère », « ardents et sincères », « de vieux bolchéviks » qui avaient pris le chemin de l'opposition parce que Staline « avait trahi la Révolution » et qui à cause de cela avaient été liquidés. Et dans un autre article, il pouvait faire de Piatakov, Radek, Boukharine, etc... des « personnages méprisables », des hommes de « faible volonté » et des « marionnettes dirigées par, Staline ».

Enfin, en réponse à la question de savoir pourquoi, s'ils n'étaient pas coupables, ces révolutionnaires chevronnés avaient fait, de semblables aveux et pourquoi aucun d'eux n'a cherché à tirer avantage des débats publics pour pro lamer son innocence, Trotski, aux séances de Mexico de la Commission d'enquête, déclara : « Dans les limites de l'affaire,, je ne suis pas obligé de répondre à ces questions ».

En Chine, les trotskistes opéraient sous le contrôle direct de l'espionnage militaire japonais. Leur travail intéressait vivement les officiers de ce service dont le chef déclara à Peping, en 1937: « *Nous devons soutenir le groupe des trotskistes et favoriser leurs succès, afin que leur activité dans les diverses régions de la Chine servent au profit et à l'avantage de l'Empire, car ces Chinois travaillent à détruire l'unité du pays. Ils agissent avec habileté et une finesse remarquables* ».

Au Japon, les trotskistes étaient appelés « *le brain trust du Service secret* ». Ils formaient des espions japonais dans une école spéciale et leur enseignaient les moyens de pénétrer dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. et de lutter contre les mouvements antifascistes en Chine et au Japon.

En Suède, Nils Hyg, un des chefs trotskistes, avait été subventionné par le financier pro-nazi Ivar Kreuger. Les subsides au mouvement trotskiste furent découverts après le suicide de Kreuger, lorsque les liquidateurs trouvèrent dans ses papiers des reçus signés par toutes sortes d'aventuriers politiques, parmi lesquels Adolf Hitler..

Dans le monde entier, les trotskistes étaient devenus les instruments par lesquels les services d'espionnage fascistes pensaient pouvoir pénétrer dans les mouvements libéraux et ouvriers, à leurs fins propres<sup>81</sup>.

La débâcle définitive de la Ve colonne en Russie, à la suite du procès du bloc des droitiers et des trotskistes fut un coup terrible pour Trotski. Ses écrits furent marqués d'une note de désespoir et d'hystérie. Sa propagande contre l'U.R.S.S. devint de plus en plus absurde, contradictoire et extravagante. Il parlait sans cesse de sa « justesse de vue historique ».

Ses attaques contre Staline perdirent toute apparence de raison. Dans ses articles il affirmait que le chef soviétique prenait un plaisir sadique à « souffler de la fumée » au visage des enfants ! De plus en plus, cette haine personnelle de Staline qui le consumait devenait la force dominante de sa vie. Il mit ses secrétaires au travail sur une massive et agressive Vie de Staline<sup>82</sup>.

En 1939, Trotski entra en contact avec la Commission du Congrès qui était dirigée par le député du Texas, Martin Dies. Cette Commission qui avait été instituée pour enquêter sur les activités antiaméricaines, était devenue une agence de propagande antisoviétique. Trotski fut approché par les agents de la Commission Dies et invité de déposer, en qualité de « témoin qualifié » sur la menace de Moscou. Le *New-York Times* du 8 décembre 1939 annonça que Trotski considérait qu'il était de son devoir politique de déposer devant la Commission Dies. On discuta alors de la possibilité de permettre à Trotski de venir aux Etats-Unis. Pourtant, le projet échoua...

En septembre 1939, un agent trotskiste européen voyageant sous le nom de Frank Jacson, arrivait aux Etats-Unis sur le paquebot français *Ile de France*<sup>83</sup>.

Jacson avait adhéré au mouvement trotskiste par l'intermédiaire d'une trotskiste américaine, Sylvia Agelov, alors qu'il était étudiant à la Sorbonne. En 1939, il était entré en liaison avec un représentant du « Bureau de la IV<sup>e</sup> Internationale » qui lui avait demandé d'aller à Mexico, pour y être un des «

<sup>81</sup> Même, après la mort de Trotski, la IV<sup>e</sup> Internationale continua son activité de Ve Colonne.

En Grande-Bretagne, en avril 1944, Scotland Yard et les autorités de police perquisitionnèrent aux sièges des trotskistes à Londres, Glasgow, Valsend et Nottingham, après avoir découvert que les trotskistes cherchaient à fomenter des grèves dans tous le pays, dans le but de nuire à l'effort de guerre britannique.

Aux Etats-Unis, le 1<sup>er</sup> décembre 1941, dix-huit trotskistes marquants furent reconnus coupables par le tribunal fédéral de Minneapolis d'avoir conspiré pour saper le loyalisme et la discipline des soldats et des marins américains. Furent condamnés à des peines de un an à seize mois de prison en compagnie d'Albert Goldman, l'avocat de Trotski : James Caution, secrétaire national du Parti socialiste ouvrier (nom sous lequel le mouvement trotskiste se présentait aux Etats-Unis), Félix Matrox, directeur du journal trotskiste le Militant, Jake Cooper, un ancien garde du corps de Trotski à Mexico et quatorze autres dirigeants du mouvement trotskiste américain.

Grant Dunne, un des principaux trotskistes dans le mouvement ouvrier américain qui avait été nommé dans l'acte d'accusation, se suicida trois semaines avant le procès. En mars 1943, l'organe trotskiste, le Militant, fut interdit aux Etats-Unis parce que cette publication cherchait « à provoquer des difficultés au gouvernement et à lui nuire dans son effort de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire ».

Après enquête, le Département de la justice publia un communiqué disant : « Depuis le 7 décembre 1941, cette publication a ouvertement lutté contre la participation à la guerre des masses populaires... La politique de ce journal tourne également en dérision la démocratie... et divers matériaux apparaissent comme voulus pour faire naître une opposition à la guerre, aussi bien que pour agir sur le moral des forces armées ».

Le journaliste Américain Paul Chali, correspondant du Chicago *Daily News*, a rapporté de Suisse, le 28 septembre 1941 qu'Hitler, le chef de la Gestapo, se servait des trotskistes de l'Europe comme d'un élément nazi clandestin pour le sabotage et les intrigues de l'après-guerre. Chali a pu dire que les organisations fascistes de la jeunesse étaient éduquées dans l'esprit du « marxisme trotskiste », qu'on donnait à leurs membres de faux papiers et des armes et qu'on les laissait derrière les lignes alliées avec l'ordre de pénétrer dans le Parti communiste dans les régions libérées. Chali a révélé qu'en France les membres de la milice fasciste de Darnand étaient armés par les nazis pour leur permettre de commettre des actes de terrorisme et d'agir en Ve colonne après la guerre. Cette lie de la population française, ajoutait-il, est maintenant éduquée en vue d'une activité bolchévique dans la tradition de l'Internationale trotskiste, sous la direction personnelle d'Hitler. Leur tâche est de saboter les lignes de communication alliées et de tenter d'assassiner les hommes politiques gaullistes. On leur apprend à répéter à leurs compatriotes que les Soviets actuels ne sont plus qu'une déformation bourgeoise des principes originels de Lénine et qu'il est grand temps de revenir à la saine idéologie bolchévique. Cette constitution de groupes de terroristes rouges est la plus récente politique d'Hitler ; elle a pour but de créer une IV<sup>e</sup> Internationale, sérieusement contaminée par les germes nazis. Elle est dirigée à la fois contre les Anglais, les Américains et les Russes, mais surtout contre ces derniers ».

<sup>82</sup> Les amis de Trotski aux Etats-Unis obtinrent que ce livre fût publié par la maison d'éditions Harper frères, de New York. Bien que l'ouvrage fût imprimé, Harper décida à la dernière minute de ne pas le mettre en vente ; et les quelques exemplaires, qui en avaient été expédiés, furent retirés de la circulation. Des passages du livre avaient été publiés auparavant, sous forme d'articles. Le dernier article qui devait paraître avant la mort de Trotski fût publié en août 1940 dans le magazine, Liberty; il était intitulé: « Staline a-t-il empoisonné Lénine? » En avril 1946, au cours d'une nouvelle crise de propagande antisoviétique aux Etats-Unis, Harper revint sur sa décision originelle et publia la tirade, de Trotski contre Staline.

<sup>83</sup> Le véritable nom de Jacson était Jacques Mornard van den Dresche. Parmi ses autres pseudonymes, citons Léon Jacome et Léon Haikys.

secrétaires » de Trotski. On lui avait donné un passeport qui avait appartenu à l'origine à un citoyen canadien nommé Tony Babich, lequel avait appartenu à l'armée républicaine espagnole et avait été tué en Espagne par les fascistes. Les trotskistes avaient réussi à avoir ce passeport dont ils avaient enlevé la photographie pour mettre à sa place celle de Jacson.

Jacson à son arrivée à New-York fut reçu par Sylvia Agelov et d'autres trotskistes, et partit ensuite pour Coyoacan, où il devait travailler pour Trotski. Par la suite, Jacson déclara à la police mexicaine « *Trotski voulait m'envoyer en U.R.S.S. dans le but d'y organiser un nouvel état des choses. Il me dit que je devais aller à Shanghai, par le Clipper de Chine ; que là, je trouverai d'autres agents sur certains bateaux et qu'avec eux nous traverserions le Mandchoukouo et arriverions en Russie. Notre mission avait pour objet d'amener la démoralisation dans l'Armée Rouge, de commettre divers sabotages dans les usines d'armements et autres* ».

Jacson n'accomplit jamais sa mission terroriste en U.R.S.S. Dans la soirée du 20 août 1940, dans la villa puissamment fortifiée de Coyoacan, Jacson assassinait son chef Trotski en lui fracassant la tête avec un pic alpin.

Arrêté par la police mexicaine, Jacson prétendit qu'il voulait épouser Sylvia Agelov et que Trotski s'était opposé à ce mariage. Une violente dispute, à propos de cette jeune fille, avait éclaté, entre les deux hommes. « *Dans l'intérêt de Sylvia, dit Jacson, je nie suis décidé à me sacrifier totalement* ».

Dans ses déclarations ultérieures, Jacson précisa « *... au lieu de me trouver en face d'un chef politique dirigeant la lutte pour la libération de la classe ouvrière, je me trouvai devant un homme qui ne désirait rien de plus que la satisfaction de ses besoins et désirs de vengeance et de haine et qui n'utilisait la lutte des travailleurs que, comme un paravent à sa propre méchanceté et à ses calculs méprisables.... Quant à cette maison, dont il disait justement qu'elle avait été transformée en une forteresse, je me suis demandé souvent d'où venait l'argent. d'une telle entreprise... Peut-être que le Consul d'une grande nation étrangère qui venait souvent le voir pourrait répondre pour nous à cette question... C'est Trotski qui a détruit ma nature, mon avenir et toutes mes affections. Il a fait de moi un homme sans nom, sans patrie; je suis devenu un instrument de Trotski. J'étais dans une impasse... Trotski m'écrasait dans ses mains, comme si j'avais été une boule de papier* ».

La mort de Trotski ne laissait plus qu'un seul candidat vivant au rôle de Napoléon en Russie : Adolf Hitler.

## **NOTES BIBLIOGRAPHIQUES**

On trouvera la réaction de Trotski devant les procès de Moscou de 1936 et 1937 dans la brochure *I stake my Life' (je joue ma vie)* texte qu'il a rédigé pour être lu à un meeting qui s'est tenu à l'hippodrome de New-York en 1937, et d'une manière précise dans *The Case of Léon Trotski (L'affaire Léon Trotski)* qui est le compte rendu des débats de Mexico du Comité pour la défense de Léon Trotski. D'autres documents trotskistes sur les procès figurent dans MAX SCHACH T MAN, *Behind the Moscow Trials (Derrière les procès de Moscou)*. Les articles dans la presse américaine de l'époque par Eastman, Chamberlain, Lyons et autres journalistes antisoviétiques, répètent suivant le style particulier des auteurs, les principaux arguments et la propagande de Trotski.

On pourra aussi se référer aux revues et magazines de l'époque pour y trouver des descriptions sur le mode vie de Trotski à Mexico. La revue *IVe Internationale* et le journal *The Militant* fourniront des spécimens de la propagande trotskiste diffusée en Amérique.

Le livre de GEORGES SORIA, *Le trotskisme au service de Franco, étude documentée sur la trahison du P.O.U.M. en Espagne, renseigne sur le rôle des trotskistes pendant la rébellion fasciste espagnole.*

On trouvera des données sur le rôle des trotskistes en Chine dans les livres d'AGNÈS SMEDLEY, *La Chine rouge en marche et Battle Hymn of China (Le chant de guerre de la Chine)* et dans celui d'ANNA LOUISE STRONG, *One fifth of Mankind, China, fights for Freedom (Un cinquième de l'humanité, la Chine, lutte pour la liberté)*.

Le célèbre rapport de Staline à la séance plénière du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. donne quelques détails sur le caractère et l'activité des trotskistes en U.R.S.S. et sur celle de la *IVe Internationale* en Norvège, en Allemagne, en France et aux Etats-Unis.

On trouve des renseignements sur les négociations de Trotski avec la Commission Dies dans le livre d'AUGUSTE OGDEN, *The Dies Committee*. Le *New-York Times* de cette époque contient des récits détaillés du meurtre de Trotski et de l'affaire «Jacson». La brochure d'ALBERT DOL MAN, *The Assassination of Léon Trotski*, ainsi que les articles de BETTY KUEHN dans le journal trotskiste américain, *The Militant*, donnent la version trotskiste de la mort de Trotski en la présentant comme « un acte de vengeance de Staline ».

**LIVRE QUATRIEME**  
**DE MUNICH**  
**A**  
**SAN-FRANCISCO**





## CHAPITRE XXII

### LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

#### 1. Munich.

Dans sa publication officielle, *Peace and War: United States Foreign Policy* (la Paix et la guerre : la politique étrangère des États-Unis), le Département d'État des États-Unis déclarait : «*La fatidique décade 1931-1941 a commencé et fini par des actes de violence commis par le Japon. Elle a été marquée par l'impitoyable développement d'une politique déterminée en vue de la domination mondiale de la part du Japon, de l'Allemagne et de l'Italie* ».

La seconde guerre mondiale a commencé en 1931 par l'invasion de la Mandchourie par le Japon sous le prétexte de protéger l'Asie du communisme. Deux ans plus tard, Hitler renversait la République allemande sous le prétexte de protéger l'Allemagne du communisme. En 1935, l'Italie envahissait l'Éthiopie pour la protéger du «bolchévisme et de la barbarie». En 1936, Hitler remilitarisait la Rhénanie ; l'Allemagne et le Japon signaient le pacte anti-comintern et les troupes allemandes et italiennes envahissaient l'Espagne sous le prétexte de la protéger du communisme, En 1937, l'Italie donnait son adhésion au pacte anti-comintern ; le Japon attaquait de nouveau la Chine, s'emparait de Peiping, Tientsin et Shanghai. L'année suivante, l'Allemagne s'emparait de l'Autriche. L'axe Berlin-Rome-Tokio était constitué « pour protéger le monde du communisme ». Prenant la parole à la session de la Société des Nations en septembre 1937 le commissaire aux Affaires étrangères soviétique Maxime Litvinov déclarait

« *Nous connaissons trois Etats qui, au cours de ces dernières années, ont commis des agressions contre d'autres Etats. Malgré toute la différence entre les régimes, les idéologies, les niveaux matériels et culturels, les trois Etats en question justifiaient leurs agressions par ce même motif : la lutte contre le communisme. Les dirigeants de ces Etats pensent naïvement ou font plutôt semblant de penser qu'il leur suffit de prononcer le mot « anticommunisme » et que tous Leurs méfaits et crimes internationaux devront être pardonnés !* »

Sous le masque du pacte anti-comintern, l'Allemagne, le Japon et l'Italie marchaient vers la conquête et l'asservissement de l'Europe et de l'Asie.

Deux voies possibles s'ouvraient au monde : union de toutes les nations opposées aux agressions nazies, fascistes et japonaises et arrêt de la menace de guerre de l'Axe avant qu'il ne soit trop tard; ou division, la capitulation devant chacune des agressions et l'inévitable victoire du fascisme. Les ministres de la propagande des pays de l'Axe, les agents de Trotski, les réactionnaires français, Anglais et américains s'unirent dans une campagne fasciste internationale contre la sécurité collective. La possibilité d'une union contre l'agression fut attaquée comme étant de la « propagande communiste », dénoncée comme un « rêve utopique » et qualifiée de « provocation à la guerre ». A sa place, on proposa la politique de l'apaisement et le plan de faire de la guerre inévitable un assaut général contre l'U.R.S.S. L'Allemagne nazie prit la plus grande part à cette politique.

Le premier ministre britannique Neville Chamberlain, le porte parole de l'apaisement, déclara que la sécurité collective diviserait l'Europe en « deux camps armés ». Le journal nazi *Nachtausgabe* put dire en février 1938 : «*Nous savons maintenant que le premier ministre anglais, comme nous-mêmes, considère que la sécurité collective n'est rien d'autre qu'un non-sens* ».

Parlant à Manchester le 10 mai 1938, Winston Churchill répondit :

« *On nous dit qu'il ne faut pas diviser l'Europe en deux camps armés. Ne doit-il y avoir qu'un seul camp armé ? Celui des dictateurs ; et une cohue de peuples dispersés, errant autour de lui, se demandant quel sera celui qui sera pris le premier et s'il sera asservi ou simplement exploité ?* »

Churchill fut traité de « fauteur de guerre ». En septembre 1938, la politique de l'apaisement atteint son apogée. Les gouvernements de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste, de la Grande-Bretagne et de la France signaient le pacte de Munich, la sainte-alliance anti soviétique à laquelle la réaction mondiale rêvait depuis 1918.

Le pacte privait l'U.R.S.S. de tout allié. Le pacte franco-soviétique, pierre d'angle de la sécurité collective européenne, était mort. Le pays des Sudètes tchèque était rattaché à l'Allemagne nazie. Le chemin de l'Est était ouvert devant la Wehrmacht.<sup>84</sup>

<sup>84</sup> Le 24 septembre 1938, tandis que les nazis pénétraient en Tchécoslovaque, l'éditorial du *Socialist Appeal*, journal trotskiste de New York, déclarait : « la Tchécoslovaquie est un des avortons les plus monstrueux qu'ait produit l'infâme traité de Versailles. La démocratie tchécoslovaque n'a jamais été quelque chose de plus qu'un misérable voile, masquant l'exploitation capitaliste la plus poussée... Cette considération impose nécessairement la plus ferme opposition révolutionnaire à l'Etat bourgeois tchécoslovaque, dans n'importe quelles circonstances ».

« Le pacte de Munich, a écrit Walter Duranty dans *The Kremlin and the People* (le Kremlin et le Peuple), semble avoir été la plus grande humiliation qu'aït subie la Russie soviétique depuis le traité de Brest-Litovsk ».

Le monde attendait la guerre entre les nazis et les Sovièts.

Revenant en Angleterre, agitant un morceau de papier qui portait la signant e d'Hitler, Chamberlain s'écria « Il signifie la paix pour notre génération ».

Vingt ans plus tôt, l'espion anglais Reilly s'était écrié « A n'importe quel prix, cette absurde obscénité qui est née en Russie doit être anéantie... Paix avec l'Allemagne ! Oui, paix avec n'importe qui ! Paix, à n'importe quelle condition , et ensuite, un front uni conte les véritables ennemis de l'humanité !»

Le 11 juin 1938, Sir Arnold Wilson, qui soutenait Chamberlain à la Chambre des Communes, déclara « *L'unité est essentielle et le véritable danger pour le monde présent ne vient pas de l'Allemagne et de l'Italie... mais de la Russie* ».

Mais les premières victimes du pacte antisoviétique de Munich ne furent pas les peuples de l'U.R.S.S. Les premières victimes, ce furent les peuples démocratiques de l'Europe. Une fois de plus, la façade antisoviétique cachait une trahison de la démocratie.

En février 1939, les gouvernements français et anglais reconnaissaient la dictature fasciste de Franco comme le gouvernement légitime de l'Espagne. Dans les derniers jours de mars, après deux ans et demi d'une lutte épique et épuisante contre des adversaires écrasants, la République espagnole devint une province fasciste.

Le 15 mars, la Tchécoslovaquie cessait d'être un Etat indépendant : les divisions blindées nazies avaient pénétré dans Prague. L'usine d'armement Skoda et vingt-trois autres fabriques d'armes, constituant une industrie d'armement trois fois plus importante que celle de l'Italie fasciste devenait la propriété d'Hitler. Le général pro-fasciste Jan Sirovy, qui avait commandé autrefois les armées interventionnistes tchèques en Sibérie soviétique, remit au Haut-Commandement allemand les arsenaux, les magasins, un milliers d'avions et tout l'équipement militaire de premier ordre de l'armée tchécoslovaque.

Le 20 mars, la Lithuanie cédait à l'Allemagne son seul port, Memel.

Le Vendredi-Saint au matin, le 7 avril, Mussolini traversait l'Adriatique et envahissait l'Albanie. Cinq jours après, le roi Victor-Emmanuel acceptait la couronne de ce pays.

De Moscou, alors qu'Hitler occupait la Tchécoslovaquie, Staline avertit les politiciens de l'apaisement d'Angleterre et de France que leur politique antisoviétique les conduirait à un désastre, dans un discours qu'il prohonça le 10 mars 1939 au 18e Congrès de l'U.R.S.S.

La guerre non déclarée, dit-il, que les puissances de l'Axe ont déjà commencée en Europe et en Asie sous le masque du Pacte anti-comintern n'était pas seulement dirigée contre l'Union soviétique mais aussi, et maintenant, en fait, avant tout, contre les intérêts de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis:

« *Les Etats agresseurs font la guerre, dit Staline, en lésant de toutes les façons les intérêts des Etats non agresseurs et, en premier lieu, ceux de l'Angleterre; de la France, des Etats-Unis, qui, eux, reculent et se replient en faisant aux agresseurs concessions sur concessions... sans aucune tentative de résistance de leur part et même avec une certaine complaisance. Cela est incroyable, mais c'est un fait* ».

Les politiciens réactionnaires des démocraties occidentales, notamment en Angleterre et en France, dit-il encore, ont renoncé à la politique de sécurité collective. ils rêvent encore d'une coalition antisoviétique camouflée par des phrases diplomatiques comme « apaisement » et « non-intervention ». Mais cette politique est déjà condamnée et Staline ajouta :

« *Certains politiques et représentants de la presse d'Europe et des Etats-Unis, ayant perdu patience à attendre la campagne contre l'Ukraine Soviétique* », commencent eux-mêmes à dévoiler les dessous

---

Avec de tels pseudo-révolutionnaires, les trotskistes dans toute l'Europe et en Amérique, entreprirent une campagne continue contre la défense des petites nations des agressions par les puissances de l'Axe et contre la sécurité collective. Tandis que l'Éthiopie, l'Espagne, la Chine du Nord et du Centre, l'Autriche et la Tchécoslovaquie étaient envahies l'une après l'autre par l'Allemagne, l'Italie et le Japon, les membres de la IV Internationale répandaient dans le monde leur propagande, que la sécurité collective était une « provocation à la guerre ». Trotski affirmait que a la défense de l'État national » était en fait une « tâche réactionnaire ». Dans sa brochure, *La IVe Internationale et la guerre*, qui servit de matériel de propagande fondamental aux trotskistes dans leur lutte contre la sécurité collective, Trotski a écrit : « La défense de l'État national, en premier lieu dans l'Europe balkanisée, est au plein sens du mot, une tâche réactionnaire. L'État national, avec ses frontières, ses passeports, son système monétaire, ses douanes et son armée pour la protection de ses frontières, est devenu un obstacle effroyable au développement économique et culturel de l'humanité. La tâche du prolétariat n'est pas la défense de l'État national, mais sa destruction complétée et définitive ».

Les partisans et les sympathisants de Trotski en Europe et en Amérique menèrent une lutte âpre centre le Front populaire en France, gouvernement républicain espagnol et autres mouvements de masse patriotiques et antifascistes qui s'efforçaient de réaliser l'unité nationale dans leur propre pays et des pactes de sécurité collective avec l'U.R.S.S. La propagande trotskiste déclarait que ces mouvements ne feraient que conduire leur pays à la guerre. « La version stalinienne du front unique », déclarait C. James, un trotskiste anglais marquant; « n'est pas l'unité pour l'action, mais l'unité pour conduire tous les travailleurs à une guerre impérialiste ».

Trotski lui-même « avertissait » continuellement des « dangers qui résulteraient d'une défaite de l'Axe au profit des nations non agressives. « Une victoire de la France, de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S. sur le Japon et l'Allemagne » déclara-t-il aux séances de la « Commission d'enquête » à Mexico, en avril 1938, « signifie rait d'abord une transformation de l'U.R.S.S. en un Etat bourgeois et celle de la France en un Etat fasciste, parce que pour obtenir la victoire sur Hitler, un monstrueux appareil militaire est indispensable... Une victoire peut signifier la destruction du fascisme en Allemagne et l'instauration du fascisme en France ».

De cette manière, Trotski et ses propagandistes travaillèrent la main dans la main avec les partisans de l'apaisement et avec les ministres de la propagande des puissances de l'Axe, à persuader les peuples d'Europe que la sécurité collective était une provocation à la guerre et que ceux qui essayaient de la réaliser étaient des « instruments de Staline ».

*véritables de la politique de non-intervention. Ils parlent ouvertement et écrivent noir sur blanc que les Allemands les ont cruellement « déçus » ; car au lieu de pousser constamment vers l'Est, contre l'Union Soviétique, ils se sont retournés vers l'Ouest, voyez-vous cela, et réclament des colonies. On pourrait penser qu'on a cédé aux Allemands les régions de la Tchécoslovaquie pour les payer de l'engagement qu'ils avaient pris de, commencer la guerre contre l'Union Soviétique, et que les Allemands refusèrent maintenant de payer la traite. Je suis loin de vouloir moraliser sur la politique de non-intervention, de parler de trahison, de félonie, etc. II serait naïf de faire de la morale à des gens qui ne reconnaissent pas la morale humaine. La politique est la politique, comme disent les vieux diplomates bourgeois rompus aux affaires. Toutefois, il est nécessaire de remarquer que le grand et périlleux jeu politique commencé par les partisans de la politique de non-intervention pouvait bien finir pour eux par une sérieux échec ».*

L'U.R.S.S. voulait encore réaliser une coopération internationale contre les agresseurs et une politique réaliste de sécurité collective ; mais Staline le montra clairement, une semblable coopération doit être véritable et loyale. L'Armée Rouge n'avait pas l'intention de tirer les marrons du feu pour les politiciens de l'apaisement d'Angleterre et de France. En fin de compte, si le pire survenait l'Armée Rouge avait confiance dans sa force et dans l'unité et le loyalisme des peuples soviétiques, comme Staline le souligna: « *En cas de guerre l'arrière et le front de notre armée.., seront plus forts que ceux d'aucun autre pays. C'est un fait que des gens au delà de nos frontières qui aiment les conflits militaires feraient bien de se rappeler* ». Mais, on ne tint pas compte de l'avertissement sans décour est significatif de Staline.

En avril 1939, un sondage de l'opinion publique britannique révéla que 87 % de la population anglaise était favorable à une alliance anglo-soviétique contre l'Allemagne nazie. Churchill vit dans le rapprochement anglo-soviétique une « question de vie ou de mort ». Dans un discours qu'il prononça le 27 mai, il dit : « *Si le gouvernement de Sa Majesté, après avoir négligé notre défense, après avoir mis à bas la Tchécoslovaquie avec tout ce que ce pays signifie en puissance militaire, après nous avoir commis à la défense de la Pologne et de la Roumanie, rejette maintenant et renonce à l'aide indispensable de la Russie et nous conduit ainsi de la pire des manières dans la pire des guerres, il aura mal mérité de la générosité avec laquelle il a été traité par ses concitoyens* ».

Le 29 juin, Lloyd George appuyait la cause de Churchill en ces termes : « *Mr. Chamberlain a négocié directement avec Hitler.*

*Il est allé ers Allemagne pour le voir. Lui et Lord Halifax ont fait des visites à Rome. Ils sont allés à Rome boire à la santé de Mussolini et lui ont dit qu'il était un bon garçon. Mais qui ont-ils envoyé en Russie ? Ils n'ont pas même envoyé le plus humble des membres du Cabinet ; ils ont envoyé un employé du ministère des Affaires étrangères. C'est une insulte... Ils n'ont pas le sens des propositions ou de la gravité de toute la situation, alors que le monde tremble au bord d'un grand précipice ».*

On ne fit pas attention à la voix du peuple anglais ni à celle d'hommes d'État comme Churchill et Lloyd George.

« Une alliance étroite et solide avec la Russie », observe le *Times* de Londres, « gènerait d'autres négociations »<sup>85</sup>. Alors que l'été de 1939, s'avancait et que la guerre en Europe paraissait de plus en plus poche, William Strang, un petit fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères britannique que Chamberlain avait envoyé à Moscou, demeurait le seul représentant de Londres menant des négociations directes avec le Gouvernement soviétique. Le 11 août, une mission militaire britannique arriva à Moscou pour discuter avec l'état-major. La mission anglaise avait voyagé sur un bateau marchand à la vitesse de 13 nœuds, le moyen de transport le plus lent possible. A son arrivée, les Russes apprirent qu'elle n'avait pas plus le pouvoir que Strang de signer le moindre accord avec le Gouvernerrtent soviétique.

La Russie Soviétique devait être isolée et laissée seule en face d'une Allemagne nazie, soutenue passivement, sinon activement, par les gouvernements de l'Europe animés de l'esprit de Munich.

Joseph Ravier a décrit par la suite le choix auquel le Gouvernement soviétique était conduit. Écrivant à Harry Hopkins, conseiller du président Roosevelt, l'ancien ambassadeur des États-Unis en U.R.S.S., précisait, à la date du 13 juin 1941 :

« *D'après mes observations et mes entretiens depuis 1936, je crois que, sauf le président des États-Unis seul, aucun gouvernement au monde n'a vu plus clairement la menace d'Hitler conte la paix et la nécessité de la sécurité collective et des alliances entre les nations non-agressives que le Gouvernement soviétique. Il était prêt à se. battre pour la Tchécoslovaquie. Il a annulé le pacte de*

<sup>85</sup> Le jour de l'entrée de l'armée nazie à Prague, une délégation de la fédération des Industries britanniques était à Düsseldorf pour mettre au point les derniers détails d'un accord avec la grande industrie allemande.

En juillet, la presse britannique publia la révélation sensationnelle que Robert Hudson, le secrétaire parlementaire du ministère du Commerce avait discuté avec le Dr Helmuth Wohltat, conseiller économique d'Hitler, de la possibilité d'un prêt de l'Angleterre à l'Allemagne nazie de 51.000.000 livres sterling.

Par tous les moyens, tous les gros hommes d'affaire anglais étaient partisans d'une politique d'apaisement avec les nazis. Le 8 juin, Lord Davies, banquier et magnat du charbon, déclara à la Chambre des Lords : « Le gouvernement russe sait parfaitement bien que dans certains milieux de ce pays, en souhaite, au fond du coeur, que les aigles allemands s'envolent vers l'Est et non vers l'Ouest, comme c'était apparemment leur intention à 1 époque où Hitler écrivait Mein Kampf ». A propos des négociations de Chamberlain avec le gouvernement soviétique, Lord Davies dit : « Je me demande quelquefois si, même maintenant, le Cabinet est sérieux ou si ces négociations ne sont pas tout simplement encore un moyen de calmer l'opinion publique ».

*non-agression avec la Pologne avant Munich parce qu'il voulait dégager le chemin de ses armées à travers la Pologne pour venir à l'aide de la Tchécoslovaquie, s'il était nécessaire de remplir les obligations de leur traité. Même après Munich et jusqu'au printemps de 1939, le Gouvernement soviétique était prêt à s'allier avec l'Angleterre et la France en cas d'attaque de la Pologne ou de la Roumanie mais il insistait pour que soit convoquée une conférence des Etats opposés à l'agression, qui déterminerait objectivement et d'un point de vue réaliste ce que chacun d'eux aurait à faire et qui avertirait Hitler de leur résistance concertée... La suggestion fut repoussée par Chamberlain, qui prétextait de l'opposition que la Pologne et la Roumanie faisaient à la présence de l'U.R.S.S. Durant tout le printemps de 1939, les Soviétiques essayèrent d'obtenir un accord défini qui déterminerait l'unité d'action et la coordination des plans militaires pour s'opposer à Hitler. L'Angleterre refusa de donner les mêmes garanties de protection à l'U.R.S.S. par rapport aux Etats baltes que celles qu'on demandait à la Russie de donner à la France et à l'Angleterre en cas d'agression de la Belgique ou de la Hollande. Les Soviétiques se convainquirent, avec juste raison, qu'aucun accord effectif, direct, pratique et général ne pouvait être conclu avec la France et l'Angleterre. Ils furent amenés à conclure un pacte de non agression avec Hitler ».*

Vingt ans après Brest-Litovsk, les politiciens antisoviétiques d'Europe avaient forcé l'U.R.S.S. à conclure un traité qu'elle ne désirait pas, un traité de pure défense avec l'Allemagne.

Le 24 août 1939, l'Union soviétique signait un pacte de non agression avec l'Allemagne nazie.

## **2. La deuxième guerre mondiale.**

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, les divisions motorisées nazies envahissaient la Pologne par sept points. Deux jours après, la Grande-Bretagne et la France déclaraient la guerre à l'Allemagne. En deux semaines, le régime polonais qui, sous l'influence de la clique antisoviétique des « Colonels », s'était allié au nazisme, avait refusé l'aide de l'U.R.S.S. et s'était opposé à la sécurité collective, s'effondrait et les nazis balayaient les débris éparpillés de leur ancien allié.

Le 17 septembre, tandis que les colonnes nazies sillonnaient la Pologne et que le gouvernement polonais fuyait en panique, l'Armée Rouge traversa la frontière polonaise orientale d'avant-guerre, occupa la Biélorussie et l'Ukraine occidentales et la Galicie, avant que les blindés nazis ne les eussent atteintes. Avancant rapidement vers l'Ouest, l'Armée Rouge occupa tout le territoire que la Pologne avait annexé en 1920.

*« Que les armées russes dussent tenir cette ligne, était évidemment nécessaire pour la sécurité de la Russie devant la menace nazie, déclara Winston Churchill à la radio le 1<sup>er</sup> octobre. Un front oriental a été créé que l'Allemagne nazie n'ose pas attaquer. Quand von Ribbentrop a été à Moscou la semaine dernière, ce fut pour apprendre et accepter le fait que les projets nazis en ce qui concerne les Pays baltes et l'Ukraine devaient rester au point mort ».*

L'avance vers l'Ouest de l'Armée Rouge fut la première d'une série d'actions de l'U.R.S.S. pour contrebalancer l'extension du nazisme et conçues dans le but de renforcer son système défensif en prévision d'un inévitable conflit avec le III<sup>e</sup> Reich.

Au cours de la dernière semaine de septembre et des premiers jours d'octobre, le Gouvernement soviétique signait des pactes d'assistance mutuelle avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Ces accords stipulaient que des garnisons de l'Armée rouge et des bases aériennes et Navales soviétiques seraient établies dans les Pays baltes.

Mais au Nord, la Finlande demeurait un allié militaire puissant du III<sup>e</sup> Reich.

Le chef de l'armée finlandaise, le baron von Mannerheim était en rapports étroits et permanents avec le HautCommandement allemand. De fréquentes conversations entre les deux états-majors avaient lieu et des officiers allemands contrôlaient périodiquement les manœuvres militaires finlandaises. Le chef de l'état-major finlandais, le général Oesch, avait reçu sa formation militaire en Allemagne, comme son adjoint principal, le général Ostermann qui avait appartenu à l'armée allemande pendant la première guerre mondiale.

Les relations politiques entre la Finlande et l'Allemagne nazie étaient aussi étroites. Le premier ministre, le socialiste Ryti considérait Hitler comme un « génie »; Per Svinhubrud, un riche germanophile qui avait reçu la Croix de fer allemande, était le plus puissant des personnages dans les coulisses de la politique finlandaise.

Avec l'appui d'officiers et de techniciens allemands, la Finlande avait été transformée en une puissante forteresse pour servir de base de départ à une invasion de l'Union soviétique : on y avait aménagé 23 aérodromes, capables de convenir à dix fois plus d'avions que n'en possédait l'armée de l'air finlandaise. Des techniciens allemands avaient contrôlé la construction de la ligne Mannerheim étalée sur plusieurs kilomètres de profondeur tout le long de la frontière soviétique

et ayant des emplacements pour l'artillerie lourde à un point qui n'était qu'à 34 kms de Léningrad. A la différence de la ligne Maginot, la ligne Mannerheim n'avait, pas été conçue uniquement dans un but défensif, mais aussi pour servir de lieu de concentration à une importante masse offensive. Alors que la construction de la ligne Mannerheim s'achevait, dans l'été de 1939, le chef de l'état-major d'Hitler, le général Halder, vint d'Allemagne donner à la fortification une inspection finale.

Le Gouvernement soviétique proposa un pacte d'assistance mutuelle à la Finlande. Moscou offrait de céder plusieurs centaines de kilomètres carrés de territoire soviétique en Carélie centrale en échange de quelques îles finlandaises d'intérêt stratégique situées près de Léningrad, d'une partie de l'isthme de Carélie et la location avec un bail de 30 ans du port de Hangoe pour y construire une base navale soviétique. Les hommes d'État soviétiques considéraient que ces territoires avaient un intérêt capital pour la défense de la base de la Flotte Rouge de Kronstadt et la ville de Léningrad.

Au milieu de novembre, la clique germanophile qui dominait le gouvernement finlandais rompit brutalement les négociations. A la fin du mois, l'U.R.S.S. et la Finlande étaient en guerre.

Les éléments antisoviétiques d'Angleterre et de France crurent que l'heure de la guerre sainte tant attendue était enfin arrivée. La guerre curieusement passive à l'Ouest contre l'Allemagne nazie était une « farsse guerre ». La vraie guerre, c'était celle de l'Est. En Angleterre, en France, aux États-Unis, une intense campagne de propagande antisoviétique se déclencha sous le mot d'ordre d' « aide à la Finlande ».

Le premier ministre Chamberlain qui, peu de temps auparavant, avait affirmé que son pays manquait des armes convenables pour lutter contre l'Allemagne nazie, réussit à envoyer rapidement à la Finlande 144 avions britanniques, 114 pièces d'artillerie lourde, 185.000 obus, 50.000 grenades, 15.700 bombes d'avion, 100.000 capotes et 48 ambulances ; au moment où l'armée française avait un besoin urgent de tout matériel militaire pour contenir l'inévitable offensive nazie, le gouvernement français envoya à l'armée finlandaise 179 avions, 472 pièces d'artillerie, 795.000 obus, 5.100 mitrailleuses et 200.000 grenades à main.

Tandis qu'on s'endormait sur le front occidental, le Haut-Commandement anglais, encore dominé par des officiers antisoviétiques comme le général Ironside, dressa des plans pour l'envoi d'un corps expéditionnaire de 100.000 hommes qui aurait traversé la Scandinavie pour atteindre la Finlande, tandis que le Haut-Commandement français se préparait à attaquer simultanément le Caucase sous le commandement du général Weygand, qui déclarait ouvertement que les bombardiers français du Proche-Orient étaient prêts à frapper les champs pétrolifères de Bakou.

Tous les jours, les journaux français et anglais annonçaient avec des titres flamboyants les foudroyantes victoires finlandaises et les catastrophiques défaites soviétiques. Mais, après trois mois de combats sur un terrain extraordinairement difficile et dans des conditions atmosphériques incroyablement dures où la température descendait souvent jusqu'à 60° au dessous de 0, l'Armée Rouge avait anéanti « l'imprenable » ligne Mannerheim et mis en déroute l'armée finlandaise<sup>86</sup>.

Parlant au Soviet suprême de l'U.R.S.S. le 29 mars 1940, Molotov déclara :

*« L'Union soviétique qui a battu l'armée finlandaise et avait toute possibilité d'occuper la Finlande toute entière, ne l'a pas fait et n'a exigé aucune contribution de guerre à titre d'indemnité, comme eût agi toute autre puissance ; elle a réduit au minimum ses desiderata... Quelle est l'idée principale du traité de paix ? C'est qu'il assure dûment la sécurité de Léningrad, ainsi que celle de Mourmansk et du chemin de fer du même nom ».*

La guerre non-déclarée de l'Allemagne nazie contre l'U.R.S.S. se poursuivait.

Le jour de la cessation des hostilités soviéto-Finlandaises, le général Mannerheim déclara dans une proclamation à l'armée finlandaise que « sa mission sacrée est d'être un poste avancé de la civilisation occidentale à l'Est ». Peu après, le gouvernement finlandais entreprenait de construire de nouvelles fortifications le long de la nouvelle frontière. Des techniciens nazis vinrent d'Allemagne contrôler le travail. D'importantes commandes d'armement furent faites à la Suède et à l'Allemagne. Des formations militaires allemandes arrivèrent en grand nombre en Finlande. Les commandements finlandais et allemands eurent des quartiers-généraux uniques et organisèrent des manoeuvres militaires communes. Des centaines d'agents nazis envahirent les bureaux de l'ambassade d'Allemagne à Helsinki et des onze consulats de province.

L'assoupissement à l'Ouest cessa tout-à-coup au printemps de 1940. Le 9 avril, les Allemands envahissaient le Danemark et la Norvège. Le Danemark fut occupé en une journée, sans résistance. A la fin du mois, les nazis avaient bisé la résistance norvégienne et les troupes anglaises, qui étaient venues à l'aide des Norvégiens, abandonnaient les quelques bases précaires

---

<sup>86</sup> On lisait dans le rapport analytique de l'Institut de Propagande de New-York, en juin 1940, l'appréciation suivante : « La presse américaine a moins dit la vérité et débité plus de mensonges fantastiques à propos de la guerre de Finlande que sur aucun conflit récent ».

qu'elles s'étaient assurées. Un régime nazi fantoche fut instauré à Oslo avec le major Quisling à sa tête.

Le 10 mai, Chamberlain leur offrait sa démission de premier ministre après avoir conduit son pays à la situation vraisemblablement la plus désespérée de sa longue histoire.

Le même jour, alors que le roi appelait Winston Churchill à constituer le nouveau Cabinet, les armées allemandes envahissaient la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Le 4 mai, les Allemands s'étaient forcé un chemin, à travers une résistance mise en pièces, jusqu'à la Manche et avaient divisé les Alliés dans les Flandres.

La panique s'empara de la France. Partout, la Ve Colonne travaillait. Les soldats français étaient abandonnés par leurs officiers. Des divisions entières se trouvaient sans approvisionnement en matériel de guerre. Paul Reynaud déclara au Sénat que les chefs de l'armée française avaient commis d' «inconcevables erreurs». Il dénonçait « les traîtres, les défaitistes et les lâches ». Un certain nombre d'officiers supérieurs français furent arrêtés mais ces arrestations venaient trop tard. La Ve colonne était déjà maîtresse de la France.

L'ancien ministre de l'Air Pierre Cot a écrit dans son livre *Triomphe de la Trahison* :

*« ...Les fascistes avaient champ libre dans le pays et dans l'armée. L'agitation anticommuniste était un écran de fumée derrière lequel on préparait la grande conspiration politique qui devait paralyser la France et faciliter le travail d'Hitler... Les instruments les plus efficaces de la Ve colonne... étaient Weygand, Pétain et Laval. Au Conseil des ministres qui se tint à Cangé, près de Tours, le 12 juin 1942, le général Weygand pressa le gouvernement de mettre fin à la guerre. Son principal argument était qu'une révolution communiste avait éclaté à Paris. Il déclarait que Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste, était déjà installé à l'Élysée. Georges Mandel, ministre de l'Intérieur, téléphona immédiatement au préfet de police de Paris qui démentit les allégations de Weygand : il n'y avait pas de troubles dans la ville et la population était calme... Dès qu'ils se furent emparés du pouvoir au milieu de la confusion de l'effondrement, Pétain et Weygand avec l'appui de Laval et de Darlan, se hâtèrent de supprimer toutes les libertés politiques, de baillonner le peuple et d'instaurer un régime fasciste ».*

D'heure en heure, la confusion grandissait et la débâcle s'aggravait, tandis que les soldats français se battaient désespérément et que le monde assistait à la trahison à une échelle jamais vue jusqu'alors...

Du 29 mai au 4 juin, l'armée anglaise évacuait ses troupes à Dunkerque, sauvant héroïquement 335.000 hommes.

Le 10 juin l'Italie fasciste déclarait la guerre à la France et à l'Angleterre.

Le 14 juin, Paris tombait et Pétain, Weygand, Laval et l'hitléro-trotskiste Doriot devenaient les gouvernants fantoches de la France, aux ordres des nazis.

Le 22 juin un armistice entre la France et l'Allemagne était signé dans la forêt de Compiègne, dans le wagon même où le maréchal Foch avait dicté les conditions de la capitulation aux Allemands vaincus, vingt-deux ans plus tôt.

Tandis que la France s'écroulait, l'Armée Rouge s'ébranlait à nouveau pour renforcer les défenses de l'U.R.S.S.

Au milieu de juin, devant un putsch nazi dans les Pays baltes, les divisions blindées soviétiques occupaient l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

Le 27 juin, l'Armée Rouge avançait en Bessarabie et dans la Bukovine du nord, que la Roumanie avait arrachées aux Russes après la Révolution.

L'U.R.S.S. et l'Allemagne nazie étaient maintenant face à face sur leurs futurs fronts de bataille.

Vers la fin de juillet, les nazis lancèrent des raids d'avions massifs sur Londres et d'autres villes anglaises, déversant des tonnes d'explosifs sur les populations civiles. Ces raids qui crurent en férocité au cours du mois suivant, avaient pour but de terrifier et de paralyser tout le pays et de faire tomber rapidement sur les genoux une Angleterre déjà sérieusement affaiblie.

Mais de profonds changements s'étaient produits en Grande-Bretagne. La confusion et la division qui avaient résulté de la manière dont Chamberlain avait gouverné, avaient fait place à la détermination et à une unité nationale croissante. Par delà l'étroite Manche, le peuple anglais vit les agissements de la Ve colonne. Le gouvernement Churchill agit avec célérité et résolution. Scotland Yard et l'Intelligence Service s'abattirent sur les agents nazis, les fascistes anglais et les promoteurs d'intrigues secrètes de la Ve colonne. Au cours d'une perquisition-éclair au siège de Londres de l'Union britannique des fascistes, les autorités s'emparèrent de documents importants et arrêterent de nombreux agents de la Ve colonne. Le chef du Parti fasciste britannique, Sir

Oswald Mosley, fut arrêté à son domicile. Des arrestations encore plus sensationnelles suivirent : celles de John Beckett, un ancien membre du Parlement qui avait fondé le pro-nazi et antisoviétique Parti populaire ; le capitaine Ramsay, membre conservateur du Parlement; E.D. Elan, fonctionnaire du ministère de la Santé, sa femme, et d'autres pro-nazis et fascistes influents. Une loi contre la trahison fut votée, prévoyant la peine de mort pour les traîtres.

Montrant qu'il avait bien compris la leçon de la France et des procès de Moscou, le gouvernement britannique annonça en juillet 1940 l'arrestation de l'amiral Sir Barry Domville, ancien chef de l'espionnage naval. Domville, ami de Rosenberg et du général Hoffmann, avait été impliqué dans la plupart des conspirations antisoviétiques depuis 1918. Au moment de son arrestation, Domville était le chef d'une société secrète pro-nazie en Angleterre appelée The link (Le Lien) qui était organisée avec l'appui de Himmler, le chef de la Gestapo.

S'étant assuré contre la trahison intérieure, le peuple anglais fit face à l'épreuve de l'offensive aérienne nazie sans broncher et en se défendant. Dans la seule journée du 17 septembre 1940, la R.A.F. ne descendit pas moins de 185 avions allemands au-dessus de l'Angleterre.

Devant une résistance aussi courageuse qu'inattendue, et pensant qu'il avait l'Armée Rouge à ses frontières orientales, Hitler s'arrêta à la Manche et n'envahit pas les Iles britanniques.

L'année suivante était 1941. Une atmosphère tendue d'attente planait sur toute l'Europe, tandis que l'U.R.S.S. et l'Allemagne nazie, les deux plus grandes puissances militaires du monde, se préparaient à se combattre.

Le 1er mars, les Allemands entraient à Sofia et la Bulgarie devint une base nazie.

Le 6 avril, après qu'une révolte populaire eût renversé le régime du régent Paul de Yougoslavie et que les agents nazis eussent dû s'enfuir du pays, le gouvernement soviétique signait un pacte de non-agression avec le nouveau gouvernement yougoslave. Le même jour, l'Allemagne déclarait la guerre à la Yougoslavie et l'envahissait.

Le 5 mai, Staline devenait le chef du gouvernement de l'U.R.S.S.<sup>87</sup> .

A 4 heures du matin, le 22 juin 1941, sans aucune déclaration de guerre, les tanks d'Hitler, son aviation, son artillerie légère, ses unités motorisées et son infanterie étaient lancés sur la frontière de l'U.R.S.S. en un front formidable s'étendant de la Baltique à la mer Noire.

Dans la matinée, Geebbels lut à la radio la proclamation de guerre d'Hitler :

*« Peuple allemand ! En ce moment, se déroule une offensive qui, tout bien considéré, peut être comparée aux plus grandes que le monde a vu jusqu'aujourd'hui. En liaison avec leurs camarades finlandais, les vainqueurs de Narvik tiennent l'Arctique. Des divisions allemandes, sous le commandement du conquérant de la Norvège, en collaboration avec les héros de la lutte pour la libération de la Finlande, sous les ordres de leur maréchal, protègent le territoire finlandais. Les formations du front oriental allemand s'étendent de la Prusse Orientale aux Carpates. Les soldats allemands et roumains sont unis sous les ordres du chef de l'État Antonesco, des rives du Pruth aux régions inférieures du Danube et aux rives de la mer Noire. La tâche de ce front n'est donc plus uniquement la protection de pays, mais la sauvegarde de l'Europe et, par là même, le salut de tous ».*

L'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande se joignirent à la guerre nazie contre l'U.R.S.S. Des légions fascistes furent recrutées en France et en Espagne. Les armées unies d'une Europe contre-révolutionnaire avaient lancé une guerre sainte contre les Soviets ; le plan du général Hoffmann se réalisait...

Le 7 décembre 1941, sans avertissement, les bombardiers et la marine de guerre du Japon attaquaient les États-Unis d'Amérique. Puis l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste leur déclaraient la guerre.

Le 9 décembre, dans une proclamation du peuple américain, le président Roosevelt déclarait :

---

<sup>87</sup> Dans la nuit du samedi 10 mai 1941, à 10h30 du soir, un avion Messerschmitt allemand capota dans un champ près du château de Dunravel, dans le comté de Lanark, en Ecosse, qui appartenait au jeune duc d'Hamilton. Un ancien travailleur du domaine vit tomber l'appareil ainsi qu'un parachute descendant lentement. Armé d'une fourche, il courut pour trouver, gisant sur le sol, un homme à la cheville brisée. C'était Rudolph Hess, messenger d'Adolf Hitler.

Conduisez-moi au duc d'Hamilton, dit Hess en anglais. Je suis venu pour sauver l'humanité » Hess espérait, par Hamilton et ses amis, obtenir l'appui des conservateurs anglais dans l'attaque de l'U.R.S.S. par les nazis.

Sir Patrick Dollan, lord-maire de Glasgow (Ecosse) dit le 11 juin 1941 : « Hess était venu ici, dans l'idée qu'il pourrait rester en Ecosse pendant deux jours, discuter de ses propositions de paix avec un certain groupe et recevoir de l'essence et des cartes pour repartir en Allemagne où il aurait rapporté le résultat de ses entretiens ».

Se référant à la mission de Hess dans son discours du 5 novembre 1941, Staline déclara : « Les Allemands savaient que leur politique consistant à jouer sur les contradictions entre les classes sociales de certains Etats, et entre ces Etats et le pays des Soviets, avait déjà donné des résultats en France, pays dont les gouvernants, s'étant laissés effrayer par l'épouvantail de la révolution, avaient dans leur frayeur jeté leur patrie aux pieds d'Hitler et abandonné la résistance. Les stratèges fascistes allemands pensaient qu'il en serait de même de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. C'est en somme dans ce but que les fascistes allemands envoyèrent en Angleterre le fameux Hess, lequel devait décider les hommes politiques anglais à se joindre à la croisade générale contre l'U.R.S.S. Mais les Allemands se sont cruellement trompés ». Rudolph Hess resta prisonnier du gouvernement britannique.

La route que le Japon a suivie, ces dix dernières années en Asie, est parallèle à celle d'Hitler et de Mussolini en Europe et en Afrique. Aujourd'hui, elle est devenue bien plus que parallèle. C'est une collaboration si bien calculée que tous les continents du monde, et tous les océans sont maintenant considérés par les stratèges de l'Axe comme un seul et gigantesque champ de bataille.

En 1931, le Japon envahissait le Mandchoukouo, sans avertissement.

En 1935, l'Italie envahissait l'Éthiopie, sans avertissement.

En 1938, Hitler occupait l'Autriche, sans avertissement.

En 1939, Hitler envahissait la Tchécoslovaquie, sans avertissement.

Encore en 1939, Hitler envahissait la Norvège, le Danemark, la Hollande, la Belgique et le Luxembourg, sans avertissement.

En 1940, l'Italie attaquait la France, et ensuite la Grèce, sans avertissement.

En 1941, Hitler envahissait la Russie, sans avertissement.

Et maintenant, le Japon a attaqué les États malais et le Siam, et les États-Unis, sans avertissement.

Tout sur un modèle unique ».

Les masques sont jetés. La guerre secrète de l'axe anticomintern contre l'U.R.S.S. s'était transformée en une guerre mondiale contre tous les peuples libres.

Le 15 décembre 1941, dans un message au Congrès, le président Roosevelt déclarait : « *En 1936, le gouvernement japonais s'est délibérément associé à l'Allemagne, en donnant son adhésion au pacte anticomintern. Ce pacte, comme nous le savons tous, était nominalelement dirigé contre l'U.R.S.S. ; mais son but réel était de constituer une ligue des fascistes contre le monde libre, notamment contre la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis* ».

La deuxième guerre mondiale était entrée dans sa phase décisive et finale en devenant un conflit général entre les forces du fascisme international et les armées unies de l'humanité progressive.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Un tour d'horizon général de la période 1931-1941 est fourni par la publication officielle Peace and War U.S. Foreign Policy (La paix et la guerre: la politique étrangère des États-Unis). Les livres de FRÉDÉRICK SCHUMAN, Europe on the Eve (l'Europe à la veille) et Night over Europe (Nuit sur l'Europe) sont deux ouvrages de valeur pour cette période de guerre latente et de continues intrigues diplomatiques. On trouvera d'autres renseignements sur cette période dans le livre de JOHN GUNTHER, Inside Europe (En Europe) et dans celui d'ELWYN JONES, The Attack from within, the modern Technique of Aggression (L'attaque de l'intérieur : la technique moderne de l'agression); ainsi que dans celui de JOSEPH DAVIES, Mission to Moscow, dans le Diary (journal) de l'ambassadeur DODD, dans le livre de PALM DUTT, World Politics (La politique mondiale) et plus particulièrement dans la collection du New-York Times de cette période.*

*Un document historique soviétique est le Rapport présenté par STALINE au XVIIIe congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., le 10 mars et publié sous le titre Sur la Voie du Communisme. Un livre utile sur les rapports de l'U.R.S.S. et des Pays baltes est celui de GRÉCORY MEIKSIN, The Baltic Riddle (L'énigme balte).*

*Sur les très nombreux ouvrages consacrés à la défaite de la France, les auteurs ont utilisé celui de PIERRE COT, Le triomphe de la trahison et celui de PERTINAX, Les fossoyeurs. Les collections du New-York Times et d'autres journaux et périodiques de cette époque constituent une source indispensable de renseignements.*



## CHAPITRE XXIII

### L'ANTI-COMINTERN AMERICAIN

#### 1. L'héritage des Cent-Noirs.

Le but principal de la diplomatie secrète de l'Axe après le 22 juin 1941 fut d'empêcher à tout prix que les Etats-Unis entrassent dans l'Alliance anglo-soviétique contre l'Allemagne nazie. L'isolement de l'Amérique était un élément vital et essentiel du plan des Hauts-Commandements allemand et japonais.

L'Amérique devint le point final de la propagande et des intrigues antisoviétiques de l'Axe.

Depuis 1918, le peuple américain avait été soumis à un régime permanent de fausses nouvelles sur l'Union soviétique. On disait de la Révolution russe qu'elle était l'oeuvre «d'une tourbe déchaînée, indisciplinée » excitée par des «assassins, des criminels et des dégénérés » ; l'Armée Rouge était une «cohue désordonnée » ; l'économie soviétique était un «gâchis » et l'industrie et l'agriculture dans un «état désolant d'anarchie». Quant au peuple, il n'attendait qu'une guerre pour se révolter contre ses « impitoyables despotes moscovites ».

Quand l'Allemagne nazie attaqua l'Union Soviétique, un chœur de voix se leva aux Etats-Unis pour prédire l'effondrement immédiat de l'U.R.S.S. Voici quelques unes des plus typiques appréciations faites par des Américains, dans les jours qui suivirent l'invasion de l'U.R.S.S.

« Hitler aura conquis la Russie en un mois » (Martin Dies, le 24 juin 1941).

« Il faudrait un miracle plus grand qu'aucun de ceux qu'on a vu depuis que la Bible a été écrite pour sauver les Rouges d'une défaite totale dans un temps très bref » (Fletcher Pratt, New-York Post, 27 juin 1941).

« La Russie est condamnée et l'Amérique et la Grande-Bretagne sont impuissantes à empêcher sa rapide destruction devant le martellement de la guerre-éclair de l'armée nazie » (New-York Journal-American, de Heats, 27 juin 1941).

...«Au point de vue état-major et commandement, entraînement et équipement, les Russes ne peuvent lutter avec les Allemands ; Timochenko, Boudienny et Stern ne sont pas du même calibre que Keitel et Brauchitsch. Les épurations et la politique ont blessé à mort l'Armée Rouge » (Hanson Baldwin, New-York Times, 29 juin 1941).

« Il n'y a besoin ni d'excuses ni d'explications, sauf que l'incompétence, le despotisme, le manque d'aptitude à la direction, le manque d'initiative, le gouvernement par la peur et l'épuration ont laissé le géant sans force et sans capacité. L'U.R.S.S. a bluffé le monde pendant un quart de siècle... Nous devons nous préparer à l'élimination de la Russie soviétique de la guerre » (Georges Sokolski, 26 juin 1941).

Le 20 novembre 1941, un éditorial intitulé: «Ignorance de la Russie » parut dans le Houston Post. Il posait une question qui était celle qui préoccupait le plus les esprits en Amérique « *Quelque chose qui n'a pas été expliqué d'une façon satisfaisante, c'est pourquoi le peuple des Etats-Unis pendant les dernières vingt années a été laissé complètement dans l'ignorance du progrès matériel de la Russie soviétique. Quand Hitler a attaqué la Russie, l'opinion presque unanime de ce pays a été que Staline ne pourrait plus durer longtemps. Nos « meilleurs esprits » n'avaient pas d'espoir pour la Russie. Ils envisageaient une rapide conquête du pays par les nazis... la plupart des Américains s'attendaient à ce que la Russie s'effondrât à mesure que les nazis avançaient... Comment et pourquoi le peuple américain n'a-t-il pas été informé pendant si longtemps ?* »

Une barrière avait été dressée entre le peuple américain et les peuples de l'U.R.S.S. dès 1918. Une haine et une peur artificielle de la Russie des Soviets avaient été entretenue par des politiciens et des hommes d'affaires réactionnaires, par des Russes-blancs émigrés et des agents de la contre-révolution et enfin par des représentants des services de propagande et d'espionnage de l'Axe.

Immédiatement après la Révolution russe, les émigrés Russes-blancs se mirent à inonder l'Amérique de faux antisoviétiques et à provoquer la suspicion et l'hostilité à l'égard de la Russie soviétique. Dès l'origine, la campagne des émigrés tzaristes aux Etats-Unis prit le caractère d'une guerre fasciste secrète contre l'Amérique elle-même.

Les premiers groupes nazis aux Etats-Unis furent Constitués en 1924, sous la direction de Fritz

Gissibl, animateur de la Société Teutonia à Chicago. La même année, le capitaine Reilly et ses alliés russes-blancs créaient une section aux Etats-Unis de sa Ligue internationale contre le bolchévisme. A partir de 1920, les agents nazis comme Gissibl et Spanknöbel, agissant aux ordres de Rudolph Hess et de Rosenberg, poursuivirent leur travail antidémocratique et antisoviétique en Amérique en collaboration étroite avec les Russes-blancs adversaires de l'U.R.S.S.

Le russe-blanc Peter Afanassiev, alias prince Pierre Kouchouboue, alias Peber Armstrong, arriva à San-Francisco en 1922, aida à la diffusion en Amérique des Protocoles des sages de Sion et en collaboration avec un ex-officier tzariste, le capitaine Victor de Kayville, assura la publication d'une feuille de propagande antisémite et antisoviétique, *The American Gentile*. Pour ce travail, Afanassiev était en liaison avec les agents nazis Gissibl et Pfaus.

Nicolas Rybakov, ex-colonel de l'armée de Russes-blancs de l'ataman Semyonov, contrôlée par les Japonais arriva aux Etats-Unis en mars 1920 et y fit aussi de la propagande antisémite et antisoviétique. En 1933, à la prise du pouvoir en Allemagne par Hitler, il fonda à New-York un journal russe pro-nazi, *Rossiya*. L'agent japonais Semyonov et son principal adjoint Rodzaievski demeuraient en liaison avec Rybakov et les thèmes de la propagande japonaise au Mandchoukouo, ainsi que ceux de la propagande nazie étaient régulièrement défendus dans *Rossiya*. On disait dans ce journal que la Wehrmacht était le glaive ardent de la justice divine, « les victorieuses légions blanches de Hitler animés de la foi chrétienne, patriotique et antiboichévique »<sup>88</sup>.

Le principal agent de liaison entre les nazis et les Russes-blancs aux Etats-Unis était James Wheeler-Hill, secrétaire national du Bund Germano-Américain. Wheeler-Hill n'était pas Allemand; c'était un Russe-blanc, né à Bakou, qui après la défaite des armées blanches en Russie s'était rendu en Allemagne, puis en Amérique. En 1939, Wheeler-Hill fut arrêté comme espion nazi par le 1<sup>er</sup> Bureau fédéral d'enquête.

Le plus important des agents allemands et japonais parmi les Russes-blancs des Etats-Unis était le « comte » Anastase Vonsiatski. Le 25 septembre 1933, l'agent nazi Paul von Lilienfeld-Toal écrivait à William Pelley, dirigeant de l'organisation américaine pro-nazie « les Chemises d'argent » : « *Ci-après, veuillez trouver un rapport sur mes contacts avec les Russes-blancs... ,je suis entré en rapports avec « l'état-major général des fascistes russes » (boite postale 631 Putnam, Connecticut). Son chef, M. Vonsiatski est à l'étranger pour l'instant, mais son adjoint M. Kounié, m'a écrit une lettre charmante et m'a envoyé plusieurs exemplaires de leur journal, Fascist* ».

Le «comte» Vonsiatski, de Thompson, Connecticut, était un ancien officier tzariste qui avait appartenu à l'armée blanche de Dénikine. Après la défaite de Dénikine, il avait pris la tête d'une bande de trotskistes blancs en Crimée qui enlevait et séquestrait des citoyens russes jusqu'au paiement d'une rançon et qui étaient torturés à mort si l'argent n'arrivait pas. Vonsiatski vint aux Etats-Unis peu après 1920 et y épousa une Américainé multimillionnaire, de 32 ans plus âgée que lui ; il devint citoyen américain et s'installa dans une luxueuse propriété, à Thompson. Avec la fortune de sa femme qui était à sa disposition, Vonsiatski commença à rever d'une armée antisoviétique qu'il conduirait à Moscou. et il entreprit une série de voyages en Europe, en Asie et en Amérique du Sud pour rencontrer des représentants du Torgprom, de la Ligue internationale contre le bolchévisme et autres officines antisoviétiques.

En août 1933, Vonsiatski fonda aux Etats-Unis « le parti fasciste national révolutionnaire russe » dont l'emblème était la croix gammée et dont le siège était dans son domaine de Thompson où avait été constitué un arsenal privé de fusils, de mitrailleuses et autres armes de guerre et où s'exerçaient des équipes de jeunes gens en uniforme, portant la croix gammée.

En mai 1934, Vonsiatski se rendit à Tokio, à Kharbine et dans d'autres villes importantes

---

<sup>88</sup>Parmi les collaborateurs de *Rossiya*, rappelons l'ex-agent de l'Okhrana et propagandiste antisémite Bonis Brasol qui avait constitué aux Etats-Unis la première organisation de Russes blancs antisoviétiques, peu après la Résolution russe, et qui avait largement répandu en Amérique les Protocoles des sages de Sion (voir le chapitre X, paragraphe 2).

Brasol n'avait jamais perdu l'espoir de voir le rétablissement du tzarisme en Russie. Entre 1920 et 1930, il mena une campagne infatigable aux Etats-Unis contre l'U.R.S.S. organisant des associations de Bases blancs antisoviétiques, écrivant des livres et des articles contre l'U.R.S.S. et fournissant aux services du gouvernement des Etats-Unis des faux antisoviétiques. Le 15 novembre 1935, au cours d'une petite réunion secrète à New-York des représentants des organisations russes blanches, Brasol passa plus d'une heure à détailler son « activité antisoviétique » depuis son arrivée en Amérique en 1916, et se vanta tout spécialement de « son petit travail » qui avait empêché la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis jusqu'en 1933.

Se déclarant expert en droit russe, Brasol devint conseiller juridique à l'étude Coudent, de New-York. Il fut employé par divers services gouvernementaux pour leur donner un « avis quimifié » sur les questions relatives à l'U.R.S.S. Il fit des conférences sur la littérature russe à l'université Columbia et dans d'autres institutions d'enseignement américaines réputées. Par tous les moyens, Brasol utilisa ses nombreuses relations influentes pour susciter la suspicion et l'hostilité contre l'U.R.S.S. Lorsqu'à la fin de 1940, se constitua le Comité isolationniste et antisoviétique «Amérique d'abord» Brasol devint immédiatement l'un de ses militants les plus actifs. Il prépara des morceaux de matériaux de propagande antisoviétique pour le Comité qui inséra ses articles dans ses publications. Parmi les matériaux fournis par Brasol au Comité «Amérique d'abord» figure un tract qui fut largement répandu aux Etats-Unis. après l'invasion de l'U.R.S.S. par les nazis et qui est une protestation contre le prêt-bail accordé par les Etats-Unis à la Russie. Le tract reproduisait une déclaration de la «Colonie des émigrés russes de Shaughai» signée par les organisations de Russes blancs d'Extrême-Orient qui toutes étaient directement contrôlées par le gouvernement japonais. Parmi ces organisations, citons l'Union fasciste russe, dirigée par Constantin Rodzaievski, adjoint en chef de l'ataman Semyonov.

d'Extrême-Orient où il conféra avec des membres du Haut-Commandement japonais et avec des Russes blancs fascistes, pa'mi lesquels l'ataman Sémyonov. Du Japon, Vonsiatski alla en Allemagne, où il rencontra Rosenberg, Goebbels et divers représentants du service d'espionnage allemand, et il s'engagea à envoyer régulièrement des Etats-Unis des renseignements d'espionnage au Japon et à l'Allemagne.

Des sections du Parti de Vonsiatski furent constituées à New-York, à San-Francisco et à Los Angeles; à Sao Paulo, au Brésil; et à Kharbine, en Mandchoukouo. Ces sections travaillaient directement sous les ordres des services d'espionnage allemand et japonais.

En plus de son activité d'espionnage aux Etats-Unis, l'organisation financée et dirigée par Vonsiatski entreprit une campagne de sabotage et de terrorisme contre l'U.R.S.S. Le numéro de février 1934 du Fascist. le journal de Vonsiatski, publié à Thompson, donnait l'information suivante :

« Le 7 octobre, le trio fasciste n° A - 5 provoqua le déraillement d'un train militaire. Selon les renseignements que nous avons reçus, environ 100 personnes y trouvèrent la mort. Dans le district de Starobinsk, grâce au travail des « frères », la campagne des semailles a été complètement sabotée. Plusieurs communistes responsables de la campagne de semailles ont mystérieusement disparu. Le 3 septembre, dans le district d'Ozera Kmiaz le président communiste d'une ferme collective a été assassiné par les « frères n° 167 et 168 ! »

En avril 1934, le Fascist indiquait avoir reçu « un don de 1.500 zlotys pour qu'il soit versé à Bonis Koverda à sa sortie de prison. Ce don provenait de M. Vonsiatski ». Bonis Koverda à l'époque purgeait une peine de prison en Pologne pour avoir assassiné l'ambassadeur de l'U.R.S.S. Voïkov à Varsovie.

Le programme officiel du Parti fasciste national-révolutionnaire russe comportait les instructions suivantes :

« Organisez l'assassinat des instructeurs militaires soviétiques, des correspondants militaires, des responsables politiques, ainsi que des communistes les plus influents... assassinez avant tout les secrétaires du Parti...

« Sabotez tous les ordres des autorités rouges.

... Embrouillez les communications du pouvoir rouge. ... Abattez les poteaux télégraphiques, coupez les fils, interrompez et détruisez toutes les communications téléphoniques...

« Rappelez-vous : bien, frères fascistes : « Nous avons détruit, nous détruisons encore, et dans l'avenir, nous continuerons à détruire<sup>89</sup> ».

Immédiatement après l'attaque japonaise sur Pearl Harbour le « comte » Vonsiatski fut arrêté par le Bureau fédéral d'enquête. Accusé d'avoir contrevenu à la loi sur l'espionnage, reconnu coupable d'avoir communiqué des renseignements militaires aux gouvernements allemand et japonais, il fut condamné à cinq années de prison<sup>90</sup>.

<sup>89</sup> En juin 1940, Vonsiatski déclara à un reporter du journal The Hour, que lui et Trotski avaient des intérêts parallèles » dans leur lutte contre le régime soviétique.

<sup>90</sup> Les Russes blancs fascistes n'étaient pas les seuls émigrés russes à faire de l'agitation antisoviétique aux Etats-Unis. Un certain nombre d'anciens menchéviks, de socialistes-révolutionnaires et autres éléments politiques antisoviétiques étaient venus en Amérique et avaient fait des Etats-Unis leur centre d'intrigue et de propagande contre l'U.R.S.S. Les types de ces émigrés étaient Tchernov, Abranovitch, Grigoriev et Tchanine.

Au temps des tzars, Tchernov avait été un des dirigeants du mouvement socialiste-révolutionnaire. A ce titre, il avait été intimement lié avec deux autres chefs du mouvement : l'extraordinaire agent provocateur tzariste et assassin Azev et le conspirateur et assassin antisoviétique Savinkov. Dans ses Mémoires d'un terroriste, Savinkov raconte comment il s'était rendu à Genève en 1903 pour consulter Tchernov sur les plans de l'assassinat du ministre russe de l'Intérieur, Plehve. Savinkov dit également comment Azev et lui furent convoqués devant le Comité central de la Brigade terroriste socialiste-révolutionnaire, en 1906, pour y recevoir la mission d'assassiner le premier ministre Stolypine. « Le Comité central refusa d'accéder à notre demande, écrit Savinkov, et nous donna l'ordre de poursuivre le travail contre Stolypine... En plus d'Azev et de moi, étaient présents Tchernov, Natanson, Sletov, Kraft et Pankratov ». Après l'effondrement du tzarisme, Tchernov devint ministre de l'Agriculture du premier gouvernement provisoire. Il lutta âprement contre Lénine et les Bolchéviks. Après l'instauration du Gouvernement soviétique, il aida à l'organisation de complots socialistes-révolutionnaires contre le nouveau régime. Ayant quitté la Russie vers 1920, il devint l'un des propagandistes antisoviétiques les plus actifs de l'émigration et un des dirigeants de l'action antisoviétique à Prague, Berlin et Paris, ainsi que dans les autres capitales de l'Europe, au commencement de la deuxième guerre mondiale, il se rendit de France en Amérique, où il continua son travail de propagande et d'agitation contre l'U.R.S.S. Il était en liaison étroite avec les éléments socialistes antisoviétiques du mouvement ouvrier américain. Le 30 mars 1943, David Dubinski, président de l'Association internationale des tailleurs pour dames, présenta Tchernov comme un invité d'honneur à un meeting organisé à New-York pour protester contre l'exécution par les autorités soviétiques de deux socialistes polonais, Henry Erlich et Victor Alter, qui avaient été reconnus coupables par le Tribunal militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S., d'avoir fait une propagande de démoralisation dans l'Armée Rouge et d'avoir engagé les soldats soviétiques à conclure la paix avec les Allemands.

Associé à Tchernov dans son action antisoviétique aux Etats-Unis, nous retrouvons Raphaël Abramovitch, l'ancien chef menchévik russe qui, selon les dépositions qui furent faites au procès des menchéviks en mars 1931, était un des dirigeants de la chaîne d'espions et de saboteurs qui complotaient alors de renverser le Gouvernement soviétique (voir chapitre XIII, paragraphe 3). Après avoir continué son action antisoviétique à Berlin et à Londres, Abramovitch se rendit aux Etats-Unis et se fixa à New-York où, comme Tchernov, il noua d'étroites relations avec Dubinski et autres dirigeants socialistes antisoviétiques du mouvement ouvrier. Ses violentes attaques contre l'U.R.S.S. parurent dans le New Leader, dans le Forward de New-York et autres publications antisoviétiques.

Nikifor Grigoriev émigré ukrainien antisoviétique, ancien chef du Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien, vint aux Etats-Unis en 1939. En sa qualité de propagandiste actif dans les milieux de l'émigration en Europe, il avait travaillé en liaison étroite avec Tchernov. A Prague, Grigoriev avait dirigé une revue intitulée Suspilstvo (Communauté) dans laquelle on prétendait que l'U.R.S.S. et l'Ukraine soviétique étaient aux mains des Juifs. Et on faisait appel à une grande lutte contre les Juifs... sur les territoires de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Lituanie et de la Pologne ». En Amérique, Grigoriev continua la même propagande. Après l'invasion de l'U.R.S.S. par les nazis, Grigoriev et Tchernov participèrent à la constitution à New-York d'un Comité pour le développement de la démocratie, qui appelait à la « libération » de l'Ukraine et des autres républiques soviétiques de la « domination de l'U.R.S.S. ». Parmi le matériel de propagande diffusé en Amérique par Grigoriev, citons une brochure intitulée Basic Principles of Independent Ukrainian Political Action (Principes fondamentaux d'une action politique ukrainienne indépendante) qui contenait des « statistiques » montrant que les Juifs « dominaient » l'industrie, la finance et la politique de l'Ukraine soviétique. Dans la même brochure, Grigoriev recommandait aux soldats de l'Année Rouge de désertir en soulignant qu'ils « ne devaient pas risquer leur vie pour leurs oppresseurs ».

## 2. « Protéger l'Amérique contre le communisme ».

En 1931, le « plan d'un mouvement international de lutte contre « la menace rouge » fut présentée aux Etats-Unis par une organisation appelée « la Fédération civique nationale ». Le fondateur et le chef de cette organisation qui se consacrait à l'agitation anticommuniste et anti-ouvrière, était un ancien journaliste de Chicago nommé Ralph Easley.

En 1927, Norman Hapgood avait exposé le « patriotisme professionnel » d'Easley en disant : « Naturellement, l'U.R.S.S. est la principale haine de M. Easley. Il a délibérément adopté la cause des tzaristes, en prenant M. Boris comme principal conseiller ».

La direction de la fédération civique nationale d'Easley comprenait le membre du Congrès Hamilton Fish, de New-York; Harry Jung, un ancien espion ouvrier et propagandiste antisémite à Chicago ; George Viereck, ex-agent du Kaiser et futur agent nazi ; Matthew Woll, le vice-président réactionnaire de la Fédération américaine du travail et président actif de la Fédération civique nationale, qui traitait publiquement l'U.R.S.S. de « monstre rouge » ; et un certain nombre d'Américains influents intéressés à la croisade antibolchévique.

Au début de 1933, Easley devint président d'une organisation appelée « Section américaine du Comité international de lutte contre le danger mondial du communiste ». Le siège international de cette organisation était à Berlin. Un grand nombre des membres de la Fédération civique nationale adhérèrent à cette nouvelle organisation<sup>91</sup>.

Cette nouvelle organisation patronna le premier document officiel de la propagande nazie qui fut diffusé aux États-Unis. C'était un livre antisoviétique imprimé en anglais et intitulé Le Communisme en Allemagne, qui avait été édité en Allemagne par la firme Eckhart-Verlag. Des milliers d'exemplaires traversèrent l'Atlantique. Par de généreux envoi par poste et dans des meetings « patriotiques » à New-York, Los Angeles, Chicago et dans d'autres villes, le livre fut largement répandu franco de port. Une campagne nationale d'articles, de conférences, de meetings et de lettres privées fut organisée pour ce lancement. Ce livre était précédé de la citation suivante : « Au commencement de cette année, il y a eu trois semaines pendant lesquelles nous fûmes à deux doigts du chaos bolchévik ! » (Chancelier Hitler, dans sa proclamation du 1<sup>er</sup> septembre 1933) et sur la page suivante, on lisait ensuite :

### POURQUOI LES AMÉRICAIN. DOIVENT LIRE CE LIVRE.

*« La question de l'activité de la propagande communiste est d'un intérêt immédiat pour le peuple américain, à cause de l'importance que l'on donne présentement à la question de la reconnaissance de l'U.R.S.S., par le gouvernement des États-Unis.*

*Voici un livre accusateur. Il devrait être lu par tout citoyen raisonnable, parce qu'il relate l'histoire de la lutte à la vie à la mort que l'Allemagne a soutenue contre le communisme. Il révèle que les méthodes subversives et les objectifs destructeurs des communistes en Allemagne sont les mêmes que ceux qui sont employés aux États-Unis par ces ennemis des nations civilisées..*

*La valeur de cet exposé allemand, comme une leçon objective pour les autres pays, a conduit notre Comité à le mettre dans les mains des dirigeants de l'opinion publique des États-Unis ».*

Directement sous cette proclamation suivait une liste de noms des membres dirigeants de la section américaine du Comité international de lutte contre le danger mondial du communisme :

---

Signalons également parmi les émigrés russes antisoviétiques de « gauche » marquants aux Etats-Unis, Nathan Tchanine, directeur de l'Université ouvrière et collaborateur régulier de l'antisoviétique Forward. Vers 1930, Tchanine lança une souscription pour subvenir aux frais des « groupes social-démocrates secrets actuellement au travail en Russie » et de la « lutte difficile que poursuivent nos camarades en Russie contre le bolchévisme ».

En janvier 1942, Tchanine écrivait : « Le dernier coup n'a pas encore été tiré... Et le dernier coup sera tiré de la libre Amérique, et par ce coup, le régime de Staline s'effondrera en mille morceaux ».

<sup>91</sup> En 1933, un office central pour diriger l'agitation internationale antisoviétique fut ouvert à Berlin, sur l'initiative d'Alfred Rosenberg. Il fut dénommé : Comité international de lutte contre le danger bolchévik, et ce fut la forme originelle de l'Anticomintern.

Donnèrent leur affiliation

La Ligue générale des associations anticommunistes allemandes;

Le Bloc anticommuniste de l'Amérique du Sud ;

L'Union anticommuniste de la Chine du Nord ;

La Ligue anticommuniste européenne ;

La Section américaine du Comité international de lutte contre le danger mondial du communisme.

Walter Cole, président du conseil de la Défense nationale et de la Chambre de commerce de Detroit ;

John Delafield, commandant en chef, .ordre militaire de la guerre mondiale ;

Ralph Easley, président de la Fédération civique nationale ;

Hamilton Fish, membre du Congrès des Etats-Unis;

Elon Hooker, président de la Société de Défense américaine ;

F.O. Johnson, président de la Fédération de la meilleure Amérique ;

Orvel Johson, lieutenant-colonel ;

Harry Jung, chef de l'Association américaine de vigilance ;

Samuel Mac Roberts, banquier ;

C.G. Norman, président d'e l'Association des entrepreneurs du bâtiment ;

Ellis Searle, directeur du journal *United Mine Worker*;

Walter Steele, directeur du journal *National Republic*;

John Trevor, président d'e la Coalition américaine ;

Archibald Stevenson, ancien membre du Service secret militaire aux Etats-Unis.

Voici maintenant quelques détails sur certains de ces Américains qui patronnèrent le livre de propagande nazie, *Le communisme en Allemagne*.

Henry Jung, ancien espion ouvrier dirigeant l'organisation antidémocratique de Chicago, appelée l'Assocratiion américaine de vigilance. Son organe, le *Vigilant*, était sur la liste des lectures recommandées par l'agence officielle de la propagande nazie World Service. Parmi les amis antérieurs de Jung, nous trouvons le Russe-blanc Afanassiev, qui fournit à Jung la traduction des Protocoles, pour en faire une large diffusion aux Etats-Unis. Par la la suite Jung devint l'ami du colonel Mac Cormik, propriétaire de l'isolationniste et violemment antisoviétique *Chicago Tribune*, et il installa ses bureaux dans l'immeuble de la Tribune à Chicago.

Walter Steele, directeur de la *National Republic*, mena une campagne incessante de propagande antisoviétique pour influencer les hommes d'affaire américains. Steele collabora avec Jung à la diffusion des Protocoles des Sages de Sion.

James Trevor était le chef de la Coalition américaine. une organisation qui, en 1942, figura sur la liste d'un acte d'accusation du Département de la Justice, comme étant une officine qui avait été utilisée dans une conspiration tendant à saper le moral des forces armées des Etats-Unis. Trevor était intimement lié avec des Russes-blancs antisoviétiques et son organisation répandait du matériel de propagande antisoviétique.

Archibald Stevenson, qui avait appartenu au Service secret militaire des Etats-Unis, fut l'un des principaux instigateurs de l'agitation antisoviétique aux Etats-Unis pendant la période qui précède la deuxième guerre mondiale. Ami intime d'Easley, Stevenson devint par la suite conseiller pour les relations publiques dans le Conseil économique de l'Etat de New-York, un office de propagande antiouvrière et antidémocratique, dont le président était Merwin Hart, un propagandiste notoire au service du dictateur fasciste espagnol, Franco.

Le membre du Congrès Hamilton Fish, de New-York, visita l'U.R.S.S. en 1923, alors qu'il était à la tête d'une maison d'importation et d'exportation. Après son retour aux Etats-Unis, il présenta au Congrès une résolution en faveur de l'établissement de relations commerciales avec l'U.R.S.S. Par la suite, il devint l'un de âpres adversaires de l'Union soviétique aux Etats-Unis Vers 1930, comme président d'une commission du Congrès chargée d'enquêter sur le «communisme américain» Fish fut le porte-parole des émigrés russes-blancs et autres ennemis invétérés de l'U.R.S.S. aux Etats-Unis. Parmi les experts qui fournissaient des matériaux à la commission Fish, il y avait l'ancien agent de l'Okhrama Brasol et le propagandiste allemand Viereck. Après la prise du pouvoir en Allemagne par Haler, Fish salua dans le chef nazi l'homme qui avait sauvé l'Allemagne du communisme. Comme principal défenseur de l'isolationnisme et l'apaisement, Fish partageait le point de vue d'Américains pro-nazis notoires, et il inséra leurs articles dans le *Cogressionnal Record*. A la fin de 1939, Fish conféra en Allemagne avec les ministres des Affaires étrangères allemand et italien et d'autres personnalités dirigeantes de l'Axe. Fish visita l'Europe à bord d'un avion allemand, soutenant l'idée d'un second Munich et affirmant que les «revendications, de l'Allemagne» étaient «justes». En février 1942, le procès de l'agent nazi Viereck apporta la révélation que le bureau de Washington de Fish avait servi de siège à un circuit de la propagande nazie et que le secrétaire de Fish, George Hill, était un des membres actifs du réseau de la propagande allemande aux Etats-Unis.

Lorsque l'Amérique entra dans la seconde guerre mondiale, des quantités d'organisations fascistes américaines, se présentant comme «anticommunistes », s'agitaient aux Etats-Unis. Ces organisations avaient reçu des directives et nombre d'entre elles une aide financière, de Berlin et de Tokio. Des agents à la solde de l'Allemagne en avaient, fondé un certain nombre. Certaines

comme le Bund germano-américain et le Bund Kiffhausen faisaient peu d'efforts pour voiler leur affiliation étrangère ; d'autres comme les Chemises d'argent, le Front chrétien, les Gardes américains, la Confédération nationaliste américaine, et les Croisés de l'américanisme se présentaient sous le masque de sociétés patriotiques qui cherchaient à «sauver l'Amérique» de la «menace du communisme ».

En 1939, pas moins de 750 organisations fascistes avaient été créées aux Etats-Unis et elles inondaient le pays de tracts, de bulletins, de revues, de journaux germanophiles et antisémites ; ces organisations appelaient au renversement du gouvernement des Etats-Unis, à l'instauration d'un régime fasciste américain et à une alliance avec les puissances de l'Axe contre l'U.R.S.S.

Le 18 novembre 1936, William Pelley, chef des «Chemises d'argent», organisation d'inspiration nazie, déclarait : « *Comprenons bien que si une deuxième guerre civile éclatait dans ce pays, ce nè serait pas une guerre pour renverser le gouvernement américain, mais pour renverser les usurpateurs judéo-communistes qui se sont emparés du gouvernement américain et ont pensé en faire une annexe de Moscou* ».

Après l'invasion de l'U.R.S.S. par les nazis, le père Coughlin, chef du «Front chrétien » pro-nazi, déclarait le 7 juillet 1941 dans son journal *Social Justice* : «*La guerre de l'Allemagne contre la Russie est une bataille pour la chrétienté... Nous nous souvenons que le communisme athée a été conçu et est né en Russie, surtout par l'intermédiaire de Juifs impies* ».

La même propagande était répandue aux Etats-Unis par le *Défender* de Gerald Winrod, de Wichita (Kansas); par le *Beacon Light*, de William Kullgren, d'Atascâadero (Californie) ; par le *X-Ray* de Court Ascher de Muncie (Indiana) ; par *Publicity*, d'E. J. Garner, de Wichita (Kansas); par *American in Danger*, de Chales Hudson, de Omaha (Nebraska), et par nombre de publications similaires germanophiles et antisoviétiques.

Après Pearl Harbour, un certain nombre de ces gens furent poursuivis par le Département de la Justice sous l'inculpation d'avoir organisé la diffusion d'une propagande séditeuse et d'avoir comploté avec des agents nazis en vue du renversement du gouvernement des Etats-Unis. Néanmoins, pendant la durée de la guerre, ils continuèrent leur propagande à savoir : que les puissances de l'Axe faisaient une «guerre sainte» et que les Etats-Unis avaient été entraînés dans le conflit par la connivence de «conspirateurs juifs et communistes à Washington, Londres et Moscou ».

### 3. Paul Scheffer : Un cas historique.

Quelques jours après l'attaque de Pearl Harbour par le Japon, des agents du bureau fédéral d'enquête des États-Unis arrêtaient un fringant journaliste allemand, âgé d'environ 40 ans, qui habitait à New-York dans un élégant appartement. Il s'appelait Paul Scheffer. Il figurait dans les dossiers du Département d'État comme correspondant américain de Das Reich, le journal officiel du ministère de la propagande nazi.

La carrière de Paul Scheffer illustre d'une manière frappante comment les agents nazis pouvaient agir aux États-Unis sous le masque de l'antisoviétisme.<sup>92</sup>

Pendant un certain temps, Paul Scheffer avait été un journaliste de renom international. Comme correspondant à Moscou du *Berliner Tageblatt*, de 1922 à 1929, il avait acquis la réputation d'être « l'homme le mieux informé sur la Russie soviétique ». Les télégrammes qu'il envoyait d'U.R.S.S., écrits dans une langue colorée, étaient réimprimés dans une douzaines de langues. Il avait pour amis et admirateurs d'éminents hommes d'État, des personnalités littéraires célèbres et de gros industriels et financiers d'Europe et d'Amérique.

A la fin de 1929, la carrière de correspondant à Moscou de Paul Scheffer fut interrompue d'une manière brutale et inattendue. Alors qu'il faisait un de ses voyages périodiques en Allemagne, les

---

<sup>92</sup> Les agents japonais n'étaient pas moins actifs dans la diffusion d'une propagande antisoviétique aux États-Unis. Le cas de John Le Clair, directeur-adjoint du personnel de l'International Telephone Cy et ancien professeur d'histoire au Collège de New-York et au Collège Saint François de Brooklyn, est typique. Considéré comme une autorité dans les questions d'Extrême-Orient, Le Clair écrivit de nombreux articles dans des périodes américains d'excellente réputation, dans lesquels il faisait l'éloge du Japon et où il déclarait que l'U.R.S.S. constituait un danger réel pour les États-Unis. Il a également rédigé une chronique intitulée « Commentaires et prévisions » qui contenait de semblables allégations et qui était adressée à 200 quotidiens et périodiques dans le pays. L'article de Le Clair qui parut dans le n° de septembre 1940 du magazine *America*, sous le titre « Pas besoin d'une amitié entre les États-Unis et l'U.R.S.S. » est caractéristique. Arrêté par le Bureau fédéral d'enquête, à la fin de 1943, Le Clair se reconnut coupable, devant le tribunal fédéral de New-York, d'avoir été un agent de propagande à la solde du gouvernement japonais pendant une période de 3 ans qui s'était terminée peu de temps avant Pearl Harbour.

autorités soviétiques lui refusèrent tout à coup l'autorisation de revenir en U.R.S.S Il y eut alors une explosion furieuse de protestations indignées parmi les nombreux amis de Scheffer qui demandèrent quelle était la raison d'une semblable décision. Mais la réponse à cette question demeura dans les dossiers de la police secrète de l'U.R.S.S.

Quelques faits furent rendus publics huit ans plus tard, le 2 mars 1938, lors de la déposition devant le Tribunal militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. du conspirateur droitier Tchernov, ancien commissaire à l'Agriculture de l'Union soviétique.

Tchernov reconnut avoir reçu 4.000 roubles par mois du Service secret militaire allemand, à charge pour lui fournir des renseignements militaires et commerciaux et d'organiser un sabotage général. Il désigna l'espion allemand sous le contrôle de qui les premières consignes de sabotage lui avaient été données. Cet espion allemand était, dit Tchernov, le «*correspondant du Berliner Tageblatt, Paul Scheffer*».

Le 13 mars 1938, un peloton de soldats de l'Armée Rouge fusillait Mikhaïl Tchernov. Quelques jours seulement avant l'exécution, Scheffer arrivait aux Etats-Unis, comme correspondant américain du *Berliner Tageblatt*...

Après avoir été interdit par l'U.R.S.S. en 1929, Scheffer devint l'un des propagandistes antisoviétiques d'Europe les plus prolifiques et les mieux payés. Rarement, une semaine s'écoulait sans que parut, dans un grand journal d'Europe ou d'Amérique, un article de lui, attaquant violemment le Gouvernement soviétique dont il prédisait la chute imminente.

En 1931, Scheffer qui avait épousé une ex-comtesse russe, se rendit aux Etats-Unis pour y orchestrer une campagne contre la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis. «*Si l'Amérique décide la reconnaissance*», avertit-il gravement dans un article de la revue *Foreign Affairs*, qui fut réimprimé dans le *Reader's Digest*, «*on pourra dire plus tard qu'en 1931, elle a délibérément choisi entre l'Europe bourgeoise et les Soviets.... la reconnaissance par l'Amérique ne pourra qu'inciter la Russie communiste à une plus grande agressivité et à plus d'audace dans ses attaques contre les pays bourgeois d'Europe*».

Lorsqu'Hitler accéda au pouvoir, Scheffer était le correspondant à Londres du *Berliner Tageblatt*. Il rentra immédiatement en Allemagne et fut nommé directeur de ce journal, qui devait passer sous le contrôle du ministère de la propagande nazie<sup>93</sup>.

Dans l'hiver de 1937, Scheffer reçut l'ordre de se rendre aux Etats-Unis. Il télégraphiait bientôt de New-York au *Berliner Tageblatt* des dépêches qui étaient un habile mélange de propagande antiaméricaine et des renseignements susceptibles d'intéresser les autorités allemandes.

Avant peu, Scheffer recevait de l'avancement et devenait correspondant de *Das Reich*, l'organe officiel au ministère de la propagande nazie. A ce titre, il était le représentant particulier de Goebbels aux Etats-Unis. Une de ses tâches principales était d'exciter l'opinion des Américains contre l'U.R.S.S. Ses articles antisoviétiques par «*l'expert des questions russes*» Scheffer parurent régulièrement dans les meilleurs journaux et magazines. Un de ses sujets favoris était le procès de Moscou : pour ses nombreux lecteurs, il interprétait le procès, où il avait été dénoncé comme espion allemand, comme de «*gigantesques machinations*» ; Boukharine, Piatakov, Radek et les autres membres de la Ve colonne en U.R.S.S., étaient les «*véritables chefs bolchéviques*». C'est à Trotski toutefois qu'il réservait son plus extravagant éloge.

Dans un article caractéristique intitulé «*De Lénine à Staline*» qui parut dans le n° d'avril 1938 de la revue américaine bien connue *Foreign Affairs*, Scheffer expliqua que Staline était un «*oriental rusé*» animé par l'avidité, la jalousie et la convoitise du pouvoir, et qu'il n'avait organisé l'exécution des trotskistes que parce qu'ils étaient des obstacles sur la route de ses ambitions personnelles.

Le travail de propagande de Scheffer aux Etats-Unis ne cessa pas avec son arrestation, qui suivit Pearl Harbour. Le 13 septembre 1943, l'édition de dimanche du *New-York Times* présentait à la première page de sa partie magazine un article sur l'Allemagne, signé Corrad Long. Dans une note de la direction, on disait de l'auteur que c'était «*un connaisseur éminent des questions allemandes dans la présente guerre*». Dans cet article, on disait que les «*récoltes de l'Ukraine*» avaient été «*parait-il doublées cet été grâce aux méthodes allemandes*»

---

<sup>93</sup> A ceux de ses amis influents à l'étranger qui le considéraient encore comme un journaliste libéral, et qui étaient très surpris de son retour en Allemagne, Scheffer expliqua confidentiellement qu'il entreprenait un certain travail mystérieux contre les nazis, dans le IIIe Reich. Soucieux de préserver l'avenir, il voulait conserver ses utiles relations dans les milieux étrangers. Si étrange que cela soit, certains de ses amis crurent à cette histoire. Parmi ceux que Scheffer ne réussit pas à convaincre de ses sentiments antinazis, signalons l'antifasciste ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne, William Dodd, qui notait dans son journal à la date du 15 novembre 1936 : «*Je fais attention à ce Scheffer qui était social-démocrate, il y a quelques années ; qui fut pendant plusieurs années correspondant aux Etats-Unis de la presse allemande et qui est maintenant un bon nazi*».

En réalité, «Conrad Long » n'existait pas. c'était un pseudonyme et l'auteur de l'article du *Times* était Paul Scheffer.

Après son arrestation, certains de ses influents amis avaient réussi à obtenir sa remise en liberté. Ils obtinrent qu'il pourrait écrire sous un nom de plume dans le *Times* et même le firent nommer conseiller-expert des questions allemandes au Bureau des services stratégiques des Etats-Unis.

Au printemps de 1944, Scheffer fut de nouveau arrêté par les agents du Département de la Justice. IL fut entendu cette fois, que l'ex-représentant particulier de Goebbels serait interné pour la durée de la guerre.

#### **4.La Commission Dies.**

En août 1938, juste avant la signature du pacte de Munich une Commission spéciale du Congrès fut désignée pour enquêter sur les activités anti-américaines. Le président de cette commission fut le représentant du Texas, Martin Dies.

Lorsque cette Commission fut désignée, c'était dans l'intention de combattre les intrigues nazies aux EtatsUnis.

Au lieu de cela, les « enquêtes » de Dies se concentrèrent sur un unique objet : convaincre le peuple américain que son principal et plus mortel ennemi était l'Union soviétique.

L.e premier chef enquêteur désigné par la Commission Dies était un ancien espion ouvrier et propagandiste anti-soviétique peu connu, nommé Edward Sullivan. Avant de travailler pour Dies, Sullivan avait été utilisé par le mouvement nationaliste ukrainien antisoviétique en Amérique, qui suivait les directives de l'hetman Skoropadski et d'autres émigrés ukrainiens -blancs de Berlin. Journaliste jeune et sans argent à Boston, Sullivan avait été engagé pour soutenir le sentiment antisoviétique parmi les Ukrainiens en Amérique. Bien qu'il ne connut pas un mot de la langue ukrainienne, Sullivan entreprit une campagne en faveur de « l'Ukraine indépendante ».

Le futur chef enquêteur de Dies devint bientôt un personnage marquant du mouvement fasciste ukrainien-américain. En qualité de porte-parole du mouvement, il entra en liaison étroite avec les agents et les propagandistes nazis, collabora avec eux et même s'identifia publiquement à leur cause. Le 5 juin 1934, Sullivan prit la parole dans un meeting à New-York du Bund germano-américain, habillé de l'uniforme des sections d'assaut. On rapporte qu'il s'était écrié : « jetez les Juifs pouilleux dans l'océan Atlantique ».

En août 1936, Sullivan fut l'un des principaux orateurs d'une conférence nationale à laquelle assistèrent les propagandistes antisémites et pro-nazis américains. Cette conférence se tint à Ashville (Caroline du Nord) et les autres orateurs furent William Pelley, chef des « Chemises d'argent », James True, rédacteur avec Sullivan d'un bulletin fasciste, et Ernest Rurst, alias E.F Fleischkopf, membre du Bund et agent nazi. Les orateurs attaquèrent violemment l'U.R.S.S. et dénoncèrent le gouvernement Roosevelt comme faisant parti du « complot judéo-communiste ». Les journaux d'Ashville dirent du discours de Sullivan, qu'il était « ce qu'Hitler aurait dit si c'était lui qui avait parlé ».

Quand les organisations libérales américaines refusèrent de couvrir les agissements désagréables de Sullivan, Mraxtin Dies laissa tomber avec répugnance son chef-enquêteur «Pour raisons d'économie », dit-il, et Sullivan rejoignit le mouvement ukrainien fasciste et fonda l'Institut ukrainien-américain de Pittsburgh (Pennsylvanie). Cette organisation antisoviétique qui avait pour objet particulier de susciter une agitation antisoviétique chez le million d'Ukrainiens vivant en Amérique, était en liaison avec l'ambassade d'Allemagne à Washington. Sullivan continua à collaborer avec les propagandistes pro-nazis et antisoviétiques dans tout le pays. « Le 4 juillet sera une belle journée pour votre Parti », télégraphia Coughlin à propos d'une affaire que Sullivan et lui avaient combinée.

Bien qu'il eut été officiellement écarté de la Commission Dies, Sullivan demeura en contact avec elle comme l'un de ses «experts anticommunistes ». Le 27 juillet 1939, Sullivan recevait une lettre de son ami Harry Jung : «*Un des enquêteurs de la Comrnission est venu ici (à- Chicago) pendant un certain temps ; il a passé quelques moments avec nous et nous lui avons remi une bonne provision d'informations de premier ordre. J'espère que la collaboration entre nos bureaux respectifs sera complète, satisfaisante et réciproque* ».

La place de Sullivan, çomme collaborateur principal de Dies et conseiller de la Commission d'enquête sur les activités antiaméricaines, fut donnée à J.B. Matthews, un rénégat du mouvement radical américain. Les écrits de Matthews bénéficiaient d'une large publicité et d'une grande diffusion grâce aux soins des fascistes américains et des agents nazis. Le ministère de la propagande nazie recommandait son travail, et ses articles parurent dans *Contra-Komintern*, un



organe du Bureau de politique étrangère d'Arthur Rosenberg.

De semaine en semaine, dans la salle aux colonnes de marbre de Washington où se réunissait la Commission, défilait une sinistre procession d'anciens forçats, d'espions ouvriers, d'agents étrangers et de maîtres-chanteurs : c'était les « témoins qualifiés » qui témoignaient que des agents de Moscou complotaient pour renverser le gouvernement des Etats-Unis. Voici quelques-uns de ces témoins « anticommunistes ».

*Alvin Halpern* : le lendemain de sa déposition, le tribunal district de Columbia le condamnait à 2 ans de prison pour vol. Sa déposition fut néanmoins maintenue dans le compte rendu public des travaux de la Commission.

*Peter Innes* : un espion ouvrier qui avait été chassé de la Fédération nationale des marins pour avoir volé 500 dollars dans la caisse de la Fédération ; il fut par la suite condamné à 8 ans de prison pour avoir tenté d'enlever un petit enfant.

*William Mac Cuiston* : un organisateur de bandes armées chargées d'attaquer les ouvriers syndiqués. Tandis qu'il déposait devant la Commission, il était poursuivi pour meurtre de Philipp Carey, un militant ouvrier qui fut assassiné à la Nouvelle-Orléans. Par la suite, il fut acquitté de cette accusation.

*William Nowell* : un espion ouvrier qui était l'homme de confiance dû chef fasciste Smith, ex-«Chemises d'argent » n° 3223.

*Richard Krebs*, alias Jean Valtine, ancien forçat et ex-agent avoué de la Gestapo<sup>94</sup>.

---

<sup>94</sup> En janvier 1941, alors que le Haut-Commandement allemand achevait ses préparatifs d'agression contre l'U.R.S.S., un livre antisoviétique sensationnel parut aux Etats-Unis, sous le titre *Out of the Night* (Hors de la nuit) dont on dit que l'auteur était Jean Valtine.

«Jean Valtine» était un des nombreux pseudonymes de Richard Krebs, un ancien agent de la Gestapo. Ses autres pseudonymes furent Richard Williams, Rudolf Heller et Otto Melchior.

Le livre de Krebs était supposé être la confession d'un communiste, Jean Valtine, qui aurait circulé dans le monde entier pour exécuter les sinistres consignes de Moscou. L'auteur décrivait avec des détails lugubres les conspirations criminelles qui étaient censées avoir été machinées par les « agents bolchéviques », contre la démocratie mondiale. L'auteur relatait comment après dix ans de service criminel « pour le comintern », y compris une tentative d'assassinat en Californie en 1926, il avait commencé à avoir des doutes sur «le caractère désirable et les buts du Parti communiste ». Finalement, ainsi s'achevait l'histoire, il avait décidé de rompre complètement avec Moscou et de dire tout...

Krebs arriva aux Etats-Unis en février 1938. Il apportait avec lui d'Europe le manuscrit de ce livre qui avait une frappante ressemblance avec un livre de propagande antisoviétique répandu en Allemagne nazie. Pour préparer son livre en vue de sa publication aux Etats-Unis, Krebs fut aidé par le journaliste américain Isaac Don Levine, propagandiste antisoviétique de la première heure et collaborateur régulier de la presse Hearst.

Soutenu par une campagne publicitaire sans précédent, *Out of the Night* devint un sensationnel livre à succès. Le club du «Livre du Mois » en distribua 165000 exemplaires à ses adhérents. Le *Reader's Digest* en donna un copieux résumé en ajoutant que cette autobiographie était « certifiée authentique par les éditeurs » et dans deux numéros successifs, le magazine *Life* en donna de longs extraits. Peu de livres dans l'histoire de l'édition américaine bénéficièrent d'un lancement semblable.

Tandis qu'un certain nombre de critiques étaient ouvertement sceptiques sur ce livre, d'autres, bien connus pour leurs sentiments antisoviétiques faisaient l'éloge de l'ouvrage de Krebs. Freda Uteley, une journaliste antisoviétique, écrivit, dans le *Saturday Review of Literature* «Aucun autre livre n'a révélé plus clairement l'appui que Staline a donné à Hitler avant son accession au pouvoir, et qu'il doit lui donner encore aujourd'hui ». Sidney Hook, un admirateur de Trotski, déclara dans le *New Leader*, organe de la Fédération dénommée « social-démocratique » : « En tant qu'histoire pure, elle est si saisissante dans son déroulement passionnant qu'on ne pourrait jamais admettre que c'est un roman tant elle viole toutes les règles de vraisemblance romanesque. « William Chamberlin dont l'interprétation antisoviétique des procès de Moscou avait été publiée par le *Contemporary Japan Book supplement*, insistait pour que « Valtine » devienne « un collaborateur précieux de ces services du gouvernement des Etats-Unis qui ont entrepris de lutter contre l'espionnage, le sabotage et autres activités illégales d'inspiration étrangère ». Max Eastman, Eugène Lyons et autres personnages de la clique littéraire pro-trotskiste et antisoviétique en Amérique, saluèrent avec excitation «l'exposé historique » de l'ancien agent de la Gestapo.

« Jean Valtine » devint une figure nationale. Il fut invité à déposer comme « expert antisoviétique » devant la Commission Dies.

Le 28 mars 1941, Krebs dut obéir à un mandat d'arrêt parce qu'étranger, indésirable et expulsable. Les débats devant le Tribunal fédéral qui suivirent établirent que Krebs avait été reconnu coupable d'une tentative d'assassinat en Californie en 1926 et qu'il avait été incarcéré pendant 39 mois à la prison de Saint Quentin. Les procès-verbaux des débats du Tribunal de Los Angeles montrèrent que ce crime que Krebs avait décrit dans *Out of the Night* comme une consigne du Comintern, avait été la conséquence d'une dispute à propos d'une facture que Krebs devait à un petit commerçant. Expliquant au Tribunal pourquoi il avait essayé de tuer le commerçant, Krebs dit « Ce Juif me rendit fou ».

Les débats révélèrent aussi que Krebs avait été expulsé des Etats-Unis en décembre 1929, et qu'en 1938 comme en 1926, il était entré illégalement aux Etats-Unis. De plus ils établirent qu'il avait servi en 1934 de témoin au gouvernement nazi pour faire condamner un marin pour trahison. Quant à ses relations avec le Parti communiste allemand, dont il avait été exclu, Krebs reconnut qu'il avait « pénétré dans l'organisation ».

Le Tribunal d'immigration aux États-Unis établit dans ses conclusions que dans les cinq dernières années, le sujet a été considéré comme un agent de l'Allemagne nazie. « D'après les procès verbaux qui nous sont soumis, il apparaît qu'il ne mérite aucune confiance et qu'il est complètement amoral ».

La découverte que Krebs était un ancien agent nazi et un criminel condamné n'eut qu'une faible publicité. Pour la suite, bénéficiant de la garantie et de la recommandation de ses influents amis américains, Krebs reçut des autorités d'immigration des États-Unis, une attestation de bonne santé et des papiers de citoyenneté américaine. Son livre *Out of*

Le « général » *Walter Kriviski* alias Samuel Ginsberg, un « agent de la Guépéou » au service de Yagoda, qui avait fui aux États-Unis où il publia une sinistre autobiographie antisoviétique.<sup>95</sup>

Les dossiers de Dies débordèrent bientôt de noms « bolchéviks » supposés dangereux. A de fréquentes occasions, le représentant du Texas annonçait dramatiquement qu'il avait découvert une colossale Ve colonne agissant sur les directives de Moscou.

En 1940, Martin Dies publia un livre pour faire connaître au public les « trouvailles » de sa Commission. Sous le titre *The Trojan Horse in America* (Le Cheval de Troie en Amérique) ce livre était surtout consacré à la propagande antisoviétique. Tandis que les membres du Bund germano-américain et du Front chrétien, en héros de la Ve colonne nazie, faisaient des démonstrations de masse dans les villes américaines, Dies décrivait « Staline à la tête de 150 divisions de l'Armée Rouge » envahissant les États-Unis.

Dies déclarait qu'en fait « les agents de Moscou » avaient déjà commencé « l'invasion des États-Unis par les Soviets »<sup>96</sup>.

Deux jours après l'invasion de l'U.R.S.S. par les nazis, il prédisait : « Hitler sera maître de la Russie en un mois ». Il dénonçait l'idée d'envoyer de l'aide à l'Armée Rouge : « Aider la Russie est une folie, dit-il, parce que de toutes façons, ce sont les Allemands qui auront notre matériel ». Il avertissait de « l'existence d'un très grand danger du fait que notre gouvernement, en aidant la Russie, a ouvert à Staline un nouveau front occidental ici, dans la capitale de l'Amérique ».

Dans une lettre au président Roosevelt, en date du 2 octobre 1941, peu après que le président eut proclamé que la défense de l'U.R.S.S. était vitale pour la défense de l'Amérique, Dies annonça son intention de continuer sa campagne de propagande antisoviétique.

« J'ai l'intention, M. le président, écrivait-il, de saisir toutes les occasions pour que le peuple américain sache que les ressemblances entre Staline et Hitler sont bien plus frappantes que leurs différences ».

Même après que l'U.R.S.S. et les États-Unis furent devenus alliés, Martin Dies continua sa campagne antisoviétique, si bien qu'Henry Wallace, vice-président des États-Unis, déclara le 29 mars 1942 :

« Si nous étions en temps de paix, cette position pourrait être considérée comme le produit d'un esprit maléfique. Nous ne sommes pas en temps de paix, toutefois. Nous sommes en guerre, et les doutes et la colère que ceci et des positions similaires que défend M. Dies, tendent à faire naître dans l'esprit du public pourraient aussi bien provenir de Goebbels lui-même, dans la mesure où l'on considère leur effet pratique. Effectivement, l'action sur notre moral serait moins grave si M. Dies était payé par Hitler... Nous autres, Américains, devons envisager les conséquences de cette triste vérité ».

---

the Night demeura sur les rayons des bibliothèques publiques dans tous le pays et continua à répandre son message anti-soviétique chez des dizaines de milliers d'Américains.

<sup>95</sup> Selon Louis Waldman, qui était l'avoué de Krivitski, son entrée aux États-Unis, a été accordée sur la recommandation de William Bullitt, ambassadeur en France. Sur l'activité antisoviétique de Bullitt, voir le chapitre XXIII.

<sup>96</sup> Les éléments pro-nazis et antisoviétiques des États-Unis soutinrent avec enthousiasme le travail de Martin Dies. Le 8 décembre 1939 Merwin, Hart, le principal défenseur du régime fasciste en Espagne, dans un banquet à New-York eu l'honneur de Dies. Parmi les invités, nous trouvons John Trevor, Archibald Stevenson et Fritz Kuhn, le chef du Bund germano-américain. Quand les journalistes demandèrent à Kuhn ce qu'il pensait de la Commission Dies, il répondit « Je suis partisan qu'on lui renouvelle son mandat et je souhaite qu'on leur donne plus de crédit ».

Voici quelques autres commentaires sur le travail de la Commission de Dies par des agitateurs antisoviétiques :

« J'ai la plus grande considération pour la Commission Dies et de la sympathie pour son programme » (Georges Viereck, espion nazi, condamné le 21 janvier 1942 à 2 ans de prison).

« J'ai fondé la Légion d'argent en 1933... pour répandre exactement les mêmes principes que M. Dies et sa Commission ont entrepris de défendre maintenant » (William Pelley, chef des « Chemises d'argent » pro-nazies condamné le 13 août 1942 à 15 ans de prison pour sédition criminelle; de nouveau poursuivi en 1944 sur l'accusation d'avoir participé à une conspiration nazie contre les États-Unis).

« Dans votre appréciation du travail accompli par Dies, consacrez quelques instants de vos loisirs à lui écrire une lettre d'encouragement. En fait, un million de lettres, mises sur son bureau, seraient une réponse à ceux qui s'efforcent de le combattre, lui et le corps législatif qu'il représente » (Le père Coughlin, propagandiste pronazi, fondateur du Front chrétien et du journal *Social Justice* dont la circulation a été interdite en 1942 aux États-Unis comme séditionnaire).

Berlin lui-même exprima son approbation enthousiaste du travail antisoviétique de Dies aux États-Unis: Le service du contrôlé des ondes courtes de la Commission fédérale des communications, rapporta que dans l'hiver de 1941, le représentant Martin Dies a été l'Américain cité « le plus souvent. et avec approbation », dans les émissions sur ondes courtes de l'Axe à destination de l'hémisphère occidental.

## 5.L'aigle solitaire.

A la fin de 1949, tandis qu'Hitler complétait l'asservissement de l'Europe et se préparait à affronter l'Armée Rouge, un étrange phénomène se manifesta sur la scène politique américaine. Ce fut la constitution du comité « Amérique d'abord ». Durant l'année suivante, à l'échelle nationale, par la presse, par la radio, par des manifestations de masse, des meetings au coin des rues, et par toutes sortes d'autres moyens de propagande, le comité « Amérique d'abord » fit une intense propagande antisoviétique, antibritannique et isolationniste dans la population américaine. Les premiers dirigeants de ce comité étaient le général Wood, Ford, le colonel Mac Cormick, les sénateurs Wheeler, Nye et Reynolds ; les représentants Fish, Hoffman et Day ; et Katherine Lewis, la fille de John Lewis.

L'oratrice principale du comité était l'ancienne aviatrice et socialiste Laura Ingals qui fut par la suite condamnée comme agent à la solde du gouvernement nazi. Dans la coulisse, un autre agent nazi, Georges Viereck écrivait la plus grande partie des matériaux que les publicistes d'«Amérique d'abord » diffusaient. Ralph Townsend, condamné plus tard comme agent japonais, dirigeait une section du comité sur la côte occidentale et était membre du comité de rédaction de ses organes de propagande, le *Scribner's Commentator* et l'*Herald*.<sup>97</sup>

Werner von Clamm, plus tard condamné pour avoir introduit en fraude des diamants aux Etats-Unis en collusion avec le Haut-Commandement allemand, était le stratège clandestin et le soutien financier de la section de New-York du comité « Amérique d'abord ». Frank Burch, condamné par la suite pour avoir reçu une somme de 10.000 dollars du gouvernement nazi pour son travail de propagande illégale aux Etats-Unis, a été l'un des fondateurs de la section d'Akron (Ohio).

En juillet 1942, un acte d'accusation du Département de la Justice mettait en cause le comité «Amérique d'abord » comme une entreprise qui avait été utilisée dans une conspiration ayant pour but de saper le moral des forces armées des Etats-Unis.

Le dirigeant et le porte-parole du comité qui se mit, de loin, en avant, fut le célèbre aviateur américain Charles Lindberg, qui s'était déjà fait remarquer comme agitateur pro-nazi et antisoviétique en Europe et en Amérique.

Lindberg avait été pour la première fois en Allemagne en 1936 ; invité par le gouvernement nazi, il avait assisté à des cérémonies spectaculaires organisées en son honneur et avait été l'objet de nombreuses faveurs particulières. De hautes personnalités nazies l'avaient piloté dans un «voyage d'inspection» privé des usines de guerre et des bases aériennes allemandes et Lindberg fut profondément impressionné par l'Allemagne nazie.

Aux réceptions grandioses données en son honneur par Goering et autres personnalités nazies, Lindberg exprima sa conviction que l'armée de l'air allemande était imbattable. «L'aviation allemande est bien au-dessus de celle d'aucun autre pays », dit-il à l'as de la Luftwaffe, le général Udet. « Elle est invincible ».

« Je me demande ce qu'il en est avec ce diable d'Américain ? » dit le général Loerzer, de l'armée de l'air, à la journaliste Bella Fromm. « II va faire perdre la tête aux Yankees avec notre invincible Luftwaffe. Et c'est exactement ce que nos gens voulaient qu'il fasse ».

« Il fait la meilleure campagne d'encouragement que nous pouvions souhaiter » dit Axel von Blomberg, fils du ministre de la Guerre nazi, après avoir assisté à une fête donnée en l'honneur de Lindberg en 1936. Deux ans plus tard, dans les journées cruellement décisives qui précédèrent le pacte de Munich, Lindberg se rendit à Moscou. Il n'y resta que quelques jours. A son retour, il entreprit immédiatement de raconter que l'Armée Rouge était désespérément mal équipée, mal exercée, et pitoyablement commandée. Il assura que l'U.R.S.S. serait un associé inutile dans toute alliance contre l'Allemagne nazie. A son avis, déclara-t-il, il était nécessaire de s'entendre avec les nazis et non contre eux.

L'avion noir et orange de Lindberg devint un visiteur familier des aérodromes des capitales de l'inquiète Europe : il volait d'un pays à l'autre, préconisant la conclusion d'alliances politiques et économiques avec le IIIe Reich.

Tandis que se poursuivaient les négociations de Munich, un petit groupe choisi de businessmen, d'aristocrates et de politiciens britanniques antisoviétiques se réunirent dans la propriété de Lady Astor à Cliveden, pour écouter les considérations de Lindberg sur la situation

---

<sup>97</sup> Les rédacteurs de l'*Herald*, recevaient les émissions en ondes courtes faites jour et nuit à destination du Japon et des pays d'Europe occupée par Hitler. La propagande officielle nazie, reçue de cette manière, était insérée dans l'*Herald* et dans le *Scribner's Commentator*. Ces deux journaux étaient distribués dans tous les Etats-Unis gratuitement dans les meetings du comité « Amérique d'abord » et diffusé à grande échelle sur des listes préparées pour le comité par Lindberg, Fish, Coughlin, Wheeler et les agents nazis Burch, Viereck, etc.

européenne. Il parla de la formidable puissance de l'aviation de l'Allemagne, de sa production de guerre, en croissance rapide et de son brillant état-major militaire. Les nazis, répétait-il sans cesse, étaient invincibles, et il recommandait instamment que la France et la Grande-Bretagne en vinsent à un accord avec Hitler et « permissent à l'Allemagne de s'étendre vers l'Est, en Russie, sans déclarer la guerre »<sup>98</sup>.

Une série de conférences secrètes furent organisées entre Lindberg et des membres du parlement et divers personnalités politiques influentes de l'Angleterre, parmi lesquelles Lloyd George, qui a dit par la suite, en parlant de l'aviateur américain :

*« Il a été en Russie pendant à peu près une semaine, je crois. Il n'a vu aucun des grand dirigeants de l'U.R.S.S. ; il n'a pas pu voir beaucoup de son aviation et il en est revenu pour nous dire que l'Armée Rouge ne valait rien, que les usines russes étaient dans un état de gâchis pitoyable. Et beaucoup le crurent, sauf Hitler ».*

L'entretien de Lloyd George avec Lindberg laissa l'ancien premier ministre dans la conviction, comme il l'a dit, que l'aviateur américain était « l'agent et l'instrument de gens bien plus astucieux et sinistres que lui ».

D'U.R.S.S. arriva la même accusation, en termes plus précis. Un groupe d'éminents aviateurs soviétiques publia une déclaration dans laquelle ils accusaient Lindberg de répandre le « mensonge colossal » d'une Allemagne possédant une aviation si puissante qu'elle était capable d'anéantir les armées de l'air réunies de l'Angleterre, de la France, de la Russie et de la Tchécoslovaquie. Les aviateurs soviétiques ajoutaient : « Lindberg joue le rôle d'un menteur stupide et d'un laquais flagorneur des fascistes allemands et de leurs protecteurs de l'aristocratie anglaise. Il a reçu l'ordre des milieux réactionnaires anglais de démontrer la faiblesse de l'aviation soviétique, afin de donner à Chamberlain un argument en faveur de la capitulation de Munich ».

Trois semaines après la signature du pacte de Munich, le gouvernement du IIIe Reich témoignait de l'appréciation officielle des services que Lindberg avait rendus à l'Allemagne nazie, en lui faisant conférer par Goering, au cours d'un diner à Berlin le 18 octobre 1938, la plus haute décoration allemande, l'Ordre de l'Aigle...

Ayant vécu à l'étranger pendant trois ans et demi, Lindberg retourna aux Etats-Unis, peu après que la guerre eût éclaté en 1939.

Dès que les nazis eurent envahi la Pologne; et que l'Angleterre et la France eurent déclaré la guerre à l'Allemagne, Lindberg se hâta de faire imprimer une déclaration : « *La guerre contre l'Allemagne était une erreur; la vraie guerre devait être faite à l'Est* ». Dans un article intitulé : « L'aviation, la géographie et la race », paru dans le *Reader's Digest* de novembre; dans un langage rappelant d'une façon frippante celui d'Alfred Rosenberg, Lindberg déclarait: « *Nous, les héritiers de la culture européenne, sommes à deux doigts de faire une guerre désastreuse, une guerre au sein de notre propre groupe de nations, une guerre qui réduira la force et détruira les trésors de la race blanche..., l'Asie nous pousse sur les frontières russes, toutes les races étrangères s'agitent sans répit... Nous ne pourrons avoir la paix et la sécurité tant que nous ne nous unissons pas, ou que nous ne préserverons pas cette inappréciable fortune que constitue notre héritage de sang européen ; tant que nous ne nous protégerons contre l'attaque des armées étrangères et contre l'absorption par des races étrangères* ».

En 1940, Lindberg s'identifia de plus en plus étroitement avec le mouvement isolationniste, antibolchévique et souvent pro-nazi, qui grandissait alors comme un champignon sur le sol américain. Il devint le porte-parole du comité « Pas de guerres étrangères » et l'idole de la Ve colonne aux Etats-Unis.<sup>99</sup>

A la fin de la même année, Lindberg prit la parole devant un petit groupe d'étudiants de l'Université Yale. « *Nous devons faire la paix avec les nouvelles puissances de l'Europe* », leur dit-il. Cette réunion avait été organisée par un jeune et riche étudiant nommé Douglas Stuart, héritier

<sup>98</sup> Parlant de son activité au cours de cette période, Lindberg déclara dans un meeting du comité « Amérique d'abord », à New-York, le 30 octobre 1941 : « En 1938, j'étais arrivé à la conclusion que si une guerre éclatait entre l'Allemagne, d'une part, et l'Angleterre et la France de l'autre, il en résulterait soit une victoire de l'Allemagne, soit une Europe abattue et dévastée. J'ai préconisé en conséquence que l'Angleterre et la France devaient accepter l'expansion de l'Allemagne vers l'Est, en Russie, sans déclaration de guerre »...

<sup>99</sup> En 1937 John Metcalf, reporter du Chicago Daily Times et plus tard agent fédéral, a relaté la déclaration suivante que lui fit Hermann Schwarzmann, chef du groupe d'Astoria (Long Island) du Bund germano-américain: « Savez-vous qui pourrait devenir le chef de notre grand parti politique? Lindberg ! Oui, ce n'est pas si invraisemblable que vous pourriez le croire. Vous savez bien qu'il aurait très aisément le public avec lui. Les Américains l'aiment... Oui, il y a des tas de choses en projet dont le public ne sait rien ».

de la fortune des Quaker Oats. Peu après, le groupe de Stuart était enregistré à Chicago sous le nom de comité « Amérique d'abord ».

Parlant dans de vastes meetings convoqués dans tout le pays, par le comité « Amérique d'abord » et aux émissions des ondes courtes destinées aux pays lointains, Lindberg disait aux Américains que leur véritable ennemi n'était pas l'Allemagne nazie, mais la Russie soviétique. La guerre «entre l'Allemagne d'un côté et l'Angleterre et la France de l'autre, avertissait-il, ne pouvait conduire qu'à une victoire de l'Allemagne nazie ou à une Europe abattue et ruinée ». La guerre devait être transformée en une offensive collective contre l'U.R.S.S.<sup>100</sup>

L'appareil de propagande tout entier du comité fut mis en oeuvre pour une campagne nationale de protestation contre l'aide à l'U.R.S.S. en vertu de la loi prêt-bail. Lindberg, Hamilton Fish, Wheeler et Nye et d'autres orateurs du comité dénoncèrent l'aide à la Russie en déclarant que le destin de l'U.R.S.S. n'intéressait pas les Etats-Unis.

Herbert Hoover prit part à cette campagne. Le 5 août, avec John Lewis, Mac Nider et treize autres isolationnistes de marque, l'ancien président rendit publique une déclaration dans laquelle il protestait contre «*la promesse d'une aide non autorisée à la Russie... et contre d'autres actes belliqueux similaires* ». Il ajoutait :

« *De récents événements ont levé les doutes à propos de cette guerre présentée comme une lutte nette pour la liberté et la démocratie. Ce n'est plus franchement un conflit mondial entre la tyrannie et la liberté. L'alliance anglo-russe a dissipé cette illusion* »<sup>101</sup>.

Lorsque les Japonais attaquèrent Pearl Harbour, le comité « Amérique d'abord » fut officiellement dissous. Son président, le général Wood, invita ses membres à soutenir l'effort de guerre des Etats-Unis, contre l'Allemagne et le Japon. Lindberg se retira de la scène publique américaine et entra au service de Ford, comme conseiller technique de la Société des automobiles Ford.

Mais la propagande antisoviétique du comité « Amérique d'abord » continua...

Lorsque l'Armée Rouge commença ses grandes contre-offensives, les anciens porte-parole du comité, qui, peu auparavant, avaient annoncé l'effondrement de la Russie, déclarèrent maintenant que Moscou et les «agents du Comintern » allaient « bolchéviser » toute l'Europe<sup>102</sup>.

---

<sup>100</sup> L'invasion de l'U.R.S.S. par l'Allemagne nazie fut saluée avec enthousiasme par le comité «Amérique d'abord ». L'organe du comité, le Herald mettait en gros caractères : «Les masses européennes vont combattre les communistes russes. Dix-sept nations se groupent derrière le Reich allemand dans une sainte croisade contre l'U.R.S.S. La victoire de l'Allemagne nazie en U.R.S.S. était présentée comme conforme aux intérêts des Etats-Unis. Dans le n° du 1 août 1941 de l'*America First Research Bureau Bulletin*, on lisait : «Savez-vous que même si l'Allemagne nazie conquerrait la Russie communiste, l'économie allemande agrandie en serait plus affaiblie que fortifiée ?»

<sup>101</sup> Le 3 octobre 1941, alors que les nazis approchaient de Moscou, John Cudahy qui avait été capitaine dans le corps expéditionnaire américain d'Arkhangel et qui, ayant été ensuite nommé ambassadeur des Etats-Unis en Belgique, avait dû être rappelé par suite de son attitude pro-allemande, prit la parole dans un meeting du comité « Amérique d'abord » à New-York. Cudahy pressa le gouvernement des Etats-Unis de prendre l'initiative d'une «conférence de paix» internationale, à laquelle l'Allemagne devrait participer. Il déclara que « ceux qui ont le pouvoir en Allemagne se rendent compte de la grande menace constituée par le potentiel de guerre américaine. Ribbentrop me l'a dit, il y a cinq mois, lorsque je l'ai vu à Berlin », et il ajouta que ce serait un excellent atout dans le marchandage des « négociations de paix » avec les nazis. « Ils disent qu'avec Hitler, il ne peut y avoir de paix. Mais Hitler n'est pas éternel. Nous avons dans notre pays, un grand expert des questions européennes et un homme dont les mobiles sont animés du plus pur patriotisme, Herbert Hoover... Mettons M. Hoover à l'oeuvre sur un plan de règlement permanent de la paix ».

A ce meeting où Cudahy prit la parole, la présidence avait été donnée au révérend Georges Simons, pasteur avant la Révolution russe, d'une église protestante à St. Pétersbourg. Là, il s'était lié d'amitié avec Boris Brasol, le propagandiste antisémite qui devait jouer un grand rôle dans la diffusion en Amérique des Protocoles des Sages de Sion. En février 1919 le révérend Simons déposa devant la Commission sénatoriale qui enquêtait sur le « bolchévisme ». Voici un extrait de sa déposition : « Plus de la moitié des agitateurs du mouvement appelé bolchevik sont des Juifs. La Révolution russe est une chose juive et l'une de ses origines est à rechercher dans le quartier Juif de New-York. « M. Simons recommandait les Protocoles des Sages de Sion, comme une source de renseignements appréciable sur la Révolution : » ...Ils montrent ce que cette société secrète juive a fait pour conquérir le monde... et pour avoir finalement le monde entier sous sa domination ; et du point de vue de son programme et de ses méthodes, ce livre dit beaucoup de choses qui concordent parfaitement avec, le régime bolchévik ».

<sup>102</sup> Le 22 mai 1933, le Comintern, autrement dit l'Internationale communiste, était formellement dissous. Dans un article spécialement écrit pour l'United Press, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S., Joseph Davies, appréciait ainsi la dissolution du Comintern ; « A ceux qui sont bien informés dans tous les ministères des Affaires étrangères du monde, cette décision n'a pas causé de surprise. Elle tout simplement couronné l'édifice, complété et terminé un chapitre de la politique étrangère de l'U.R.S.S. On le comprendra aisément en faisant une brève revue des faits historiques, en liaison avec le Comintern... Il a pris naissance en 1919, alors que le jeune gouvernement révolutionnaire était attaqué de tous les côtés... Avec Staline, toutefois il devint une sorte de «chambre de compensation » du mouvement ouvrier de tous les pays. Dans les pays démocratiques, il était conseillé aux Partis communistes de rechercher un statut légal et de poursuivre leur action par des méthodes pacifiques et constitutionnelles. Dans ces pays, ils devinrent généralement des minorités

Lorsque l'Armée rouge approcha des frontières occidentales de l'U.R.S.S., les orateurs d'«Amérique d'abord» prédirent que les troupes soviétiques ne franchiraient pas la frontière, mais concluraient une «paix séparée» avec l'Allemagne nazie, laissant l'Angleterre et les Etats-Unis continuer seuls la lutte; et quand l'Armée Rouge passa la frontière, ils s'écrièrent à nouveau que l'Europe allait être «dominée par Moscou». Trois des directeurs des journaux les plus influents des Etats-Unis, qui à l'origine avaient cautionné le comité «Amérique d'abord», continuèrent à répandre des calomnies contre l'U.R.S.S., même après que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. furent devenus alliés dans la guerre contre l'Allemagne nazie. Ces trois directeurs, Hearst, Patterson et Mac Cormick, imprimaient pour leurs millions de lecteurs, une suite ininterrompue d'articles et d'éditoriaux dans le but de susciter la suspicion et l'opposition contre l'allié de l'Amérique, l'Union soviétique.

Voici quelques-uns des passages les plus typiques de leurs journaux, pendant la guerre :

«On sait qu'on ne peut pas trop compter sur la Russie. L'ours qui marche comme un homme ne pense jamais comme un homme. Le déroulement de la pensée des Russes suggère toujours l'égoïsme brutal et l'extrême déloyauté de ce sauvage animal qui est leur emblème». (*New-York Journal American*, de Hearst, 30 mars 1942). «En faisant le résumé de la situation sur les différents fronts, les choses semblent aller très favorablement pour la Russie. Bien entendu, la Russie n'est pas totalement alliée aux Nations Unies. Elle est à moitié alliée aux puissances de l'Axe» (dans le même numéro du même journal).

«Voici ce que fait Staline: il prépare la voie à une paix séparée avec l'Allemagne, au moment où il pensera que c'est de bonne politique. Il en pose les jalons en accusant les Alliés de ne pas tenir leurs engagements; c'est pourquoi, il se dégage de tous ceux qu'il a pu prendre. IL n'a pas besoin de ce prétexte. Cela aura lieu s'il le désire. II en a posé les jalons». (*Chicago Tribune*, de Mac Cormick, 10 août 1943).

«Si Staline peut obtenir plus de l'Allemagne avec moins de frais que ce qu'il peut obtenir plus tard de ses soi-disant alliés, qu'est-ce que choisirait un homme suprêmement égoïste, dont la perfidie est une habitude naturelle? Toute la carrière de l'occupant géorgien du Kremlin est un courant turbulent d'intérêts personnels coulant sans scrupule des sources de sa cupidité naturelle aux buts désirés. (*Chicago Tribune*, de Mac Cormick, 24 août 1943).

«Qu'est-ce qui sent meilleur, une Europe russe ou une Europe allemande?» (*Daily News*, de Patterson, 27 août 1943).

«II est ridicule de faire des plans pour garantir la paix, avec l'aide de la Russie. La Russie a envahi la pauvre Finlande et la Pologne et elle était prête à fondre sur l'Allemagne avec la bénédiction de l'Angleterre, seulement Hitler l'a devancée». Lettre du 2 novembre 1943, d'une série de lettres semblables régulièrement insérées dans le *New-York Daily News*, de Patterson.

Le président Roosevelt avertit, le 28 avril 1942, que l'effort de guerre «ne devra pas être entravé par quelque prétendus patriotes qui se servent de la liberté sacrée de la presse, pour faire écho aux sentiments des propagandistes de Berlin et de Tokio».

Le 8 novembre 1943, au cours d'un meeting à NewYork, pour la célébration du dixième anniversaire de l'ouverture des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, le secrétaire de l'Intérieur Harold Ickes dénonça la nuisible propagande antisoviétique que faisaient encore sans interruption Hearst, Patterson et Mac Cormick. L'éloquent secrétaire à l'Intérieur déclara : «Malheureusement, il y a dans ce pays, des forces puissantes et actives qui de propos délibéré, entretiennent une hostilité à l'égard de l'U.R.S.S. A titre d'exemple, je citerai simplement la presse Hearst et les journaux de Patterson et de Mac Cormick, et plus spécialement ce dernier... Si ces directeurs de journaux haïssent l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, la haine qu'ils

---

bruyantes, mais non violentés. Dans les pays agressifs ou hostiles seulement, il est probable que le Comintern a donné activement son appui à la lutte de classe révolutionnaire et aux attaques subversives intérieures contre les gouvernements de ces pays... L'ennemi, c'est-à-dire les nazis, les fascistes et les Japonais; a fait tout ce qu'il a pu pour nous effrayer avec le croquemitaine de la menace communiste contre la civilisation occidentale, sous le masque d'un pacte anticomintern qui les a réunis en 1936, 1937, 1939 et 1940, dans une conspiration pour nous conquérir, comme le reste du monde... D'un seul coup, le 22 mai 1943, Staline et ses collaborateurs ont déjoué la combinaison d'Hitler... En dissolvant le Comintern, ils ont fait sauter la plus grosse pièce de la propagande nazie... En outre, la dissolution du Comintern est un acte délibéré qui confirme leur intention exprimée de collaborer avec leurs alliés et non de provoquer le trouble chez eux, chez ceux dont ils ont sollicité la collaboration pour gagner la guerre et organiser la paix... Elle contribue à cimenter la confiance entre les combattants alliés dans le même effort de guerre. C'est aussi une contribution à la reconstruction après la guerre, à l'édification d'une communauté honnête des nations du monde qui cherchent à construire sérieusement ce monde en collaborant et travaillant ensemble, en bons voisins».

ont pour leur propre pays est encore plus efféée... Ils doivent haïr leur propre pays et les institutions si, systématiquement, ils poursuivent leur intention d'entretenir la haine à l'égard de deux nations dont l'aide nous est nécessaire pour vaincre Hitler ».

A la fin de 1944, alors que l'Allemagne nazie avait à envisager son imminente défaite devant le résultat des offensives coordonnées des armées anglaises, américaines et soviétiques, un nouvel appel aux armes contre l'U.R.S.S. retentit aux Etats-Unis.

De Rome, la capitale récemment libérée de l'Italie, William Bullitt ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris et à Moscou, lança un appel à une nouvelle alliance antisoviétique pour protéger la civilisation occidentale contre le danger de « l'impérialisme soviétique ».

La carrière de William Bullitt avait suivi un cours familier.. ,

En 1919, il avait été un des émissaires de Wilson en Russie soviétique. Quinze ans plus tard, en 1934, il fut le premier ambassadeur des Etats-Unis à Moscou. Riche, ambitieux, ayant le goût de l'intrigue diplomatique, Bullitt noua des relations amicales avec un certain nombre de trotskistes russes, et commença bientôt à parler de la nécessité pour l'U.R.S.S. de céder Vladivostok au Japon et de faire des concessions à l'Allemagne nazie à l'Ouest. En 1935, Bullitt se rendit à Berlin. William Dodd, qui était alors ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne, nota dans son journal diplomatique :

*« Venant à Berlin au cours de l'été 1935, Bullitt me dit qu'il était sûr que le Japon attaquerait la Russie en Extrême-Orient avant six mois et qu'il pensait que le Japon s'emparerait de toute la Sibérie orientale, Bullitt dit que la Russie n'avait pas d'intérêt à essayer de garder la péninsule qui s'avance dans la mer du Japon, Je lui dis : « Vous admettez que si les Allemands avançaient de leur côté, la Russie avec ses 150 millions d'habitants serait privée de son accès au Pacifique et exclue de la Baltique ? » Il me répondit : « Oh ! cela n'a pas d'importance ». Je, fus étonné de cette manière de parler de la part d'un diplomate responsable. Au dîner avec l'Ambassadeur de France, il eut la même attitude hostile et discuta longuement avec le Français contre le pacte franco-soviétique alors en cours de négociation, alors que l'ambassadeur d'Angleterre me dit que c'était la meilleure garantie possible de la paix européenne... Plus tard, ou à peu près à la même époque, lorsque le nouvel ambassadeur d'Italie arriva ici directement de Moscou, on nous dit que Bullitt avait été attiré par le fascisme avant de quitter Moscou ».*

Le 27 janvier 1937, l'ambassadeur Dodd notait :

*« Récemment, des rapports me sont parvenus selon lesquels les banques américaines envisagent de consentir de nouveaux crédits importants à l'Italie et à l'Allemagne, dont la machine de guerre est déjà assez puissante pour menacer la paix mondiale. J'ai même entendu dire, mais cela me semble incroyable, que M. Bullitt apporte son encouragement à ce projet ».*

En 1940, après la défaite de la France, Bullitt revint de France aux Etats-Unis pour annoncer que le maréchal Pétain était un « patriote » qui en capitulant devant le nazisme, avait sauvé son pays du communisme.

Quatre ans plus tard, alors que la deuxième guerre mondiale tirait à sa fin, Bullitt réapparut en Europe comme « correspondant » du magazine *Life*. De Rome, il envoya un article sensationnel qui fut publié dans le n° du 4 septembre 1944 de ce périodique. Donnant soi disant l'opinion de certains « Romains » anonymes, Bullitt y reprenait les thèmes antisoviétiques que, pendant vingt ans, le fascisme international avait utilisés dans sa tentative de conquête mondiale. Bullitt écrivait: « Les Romains pensent que l'U.R.S.S. dominera la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie... Ils pensent qu'en plus de la Pologne orientale, les Russes annexeront aussi la Prusse Orientale, y compris Koenigsberg. Une plaisanterie qui court la ville donne le sens de l'espérance des Romains : Qu'est-ce qu'un optimiste ? C'est un homme qui croit que la troisième guerre mondiale éclatera dans environ quinze ans, entre l'U.R.S.S. et l'Europe occidentale appuyée par l'Angleterre et des Etats-Unis. Qu'est-ce qu'un pessimiste ? C'est celui qui croit que l'Europe occidentale, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'oseront pas se battre ».

Bullitt déclarait que la menace contre laquelle la civilisation occidentale doit s'unir, c'est Moscou et ses « agents communistes ».

C'était le même cri qu'un quart de siècle plus tôt, à la fin de la première guerre mondiale, le capitaine Reilly avait poussé en cherchant de rallier la contre-révolution dans le monde<sup>103</sup>.

<sup>103</sup> Ce même cri fut repris, même après la défaite finale de l'Allemagne nazie par la coalition anglo-américaine-soviétique, lorsque le membre du Congrès américain Clare Luce, femme de l'éditeur des magazines *Life*, *Time* et *Fortune*, revint d'un voyage en Europe au début de 1945, pour dire aux Américains que le bolchevisme menaçait d'engloutir toute l'Europe par suite de la victoire de l'Armée Rouge sur l'Allemagne nazie et qu'elle invita les Etats-Unis donner leur appui à toutes les forces antisoviétiques en Europe. Ce qui avait été, bien entendu, le principal espoir des nazis et le principal thème du ministre de la propagande nazie, le Dr Goebbels, dans ses dernières émissions radiophoniques dans Berlin assiégé.

Mais de profonds changements étaient survenus dans le monde.

Alors même que Bullitt appelait à une nouvelle croisade contre l'U.R.S.S., les armées anglaises, américaines et soviétiques convergeaient de l'Est, de l'Ouest, du Nord et du Sud vers la citadelle de la contre-révolution, Berlin.

En face de la menace de l'asservissement fasciste et contre la force la plus réactionnaire que le

---

Lé même cri fut encore poussé par un des sénateurs américains qui visitèrent Rome au printemps 1945 et dont on dit qu'il avait demandé à un groupe de soldats américains s'ils n'étaient pas disposés « à remettre ça » contre l'U.R.S.S. On rapporta que les soldats auraient accueilli la proposition antisoviétique du sénateur avec un incontestable mécontentement et de beaucoup d'entre eux auraient quitté la salle.

En même temps, la propagande antisoviétique continuait à être faite aux Etats-Unis par un certain nombre de livres semblables par le style et le contenu à *Out of the Night* de Jean Valtine. Parmi ceux qui ont été le plus largement diffusés en 1945-1946, citons *Reports on the Russians* (Reportage sur les Russes) par William White, *One who survived* (Un survivant) par Alexander Barmine et *I choose Freedom* (J'ai choisi la liberté) par Victor Kravtchenko.

Le journaliste américain White a écrit ses *Reports on Russians* après un voyage précipité de six semaines en U.R.S.S. Du commencement à la fin, ce livre qui a d'abord paru sous une forme résumée dans le *Reader's Digest*; est une tirade contre le peuple soviétique, ses chefs et même son effort de guerre. Accueilli comme un « reportage objectif de qualité » par des journaux autisoviétiques comme le social-démocratique *New Leader* et cité avec enthousiasme par la presse Hearst, Patterson et Mac Connick, le livre de White a été vigoureusement dénoncé par cette partie de la presse américaine qui est intéressée au maintien des bonnes relations entre les Nations Unies. Un groupe de journalistes américains qui ont travaillé en U.R.S.S. pendant la guerre, parmi lesquels John Hersey, Richard Lauterbach, Ralph Parker et Edgar Snow ont signé une déclaration publique dans laquelle ils ont stigmatisé le livre de White en disant que c'est « un reportage absolument partial et trompeur fait pour prolonger les plus vieux mythes et préjugés contre un grand allié dont les sacrifices dans cette guerre nous ont évité des pertes de vies humaines et des souffrances incalculables. » Ils ajoutaient que « White ignorait non seulement la langue, mais aussi de toute évidence, l'histoire et la culture de la Russie », que « la fondamentale malhonnêteté (de son livre) repose sur l'absence totale de détails de premier plan, ou de fond » et qu'il a se rattache à ces groupes ignorants et hostiles qui ici ou en Europe cherchent à exciter la défiance et la suspicion entre les Alliés ». Néanmoins, *Reports on the Russians*, soutenu par une campagne de publicité faite avec prodigalité, continue à toucher des dizaines de milliers de lecteurs américains.

Le livre d'Alexander Barmine, *One who survived*, est censé être « l'histoire intime » de la politique et du gouvernement soviétique par un ex-diplomate soviétique », « spécialiste » des affaires soviétiques. Comme le précédent, ce livre attaqué avec virulence tout ce qui se rattache à l'U.R.S.S., déclarant que Staline était le chef d'une « contre-révolution triomphante » qui était devenue « une dictature réactionnaire ». Lors de la découverte et de la liquidation de la Ve colonne en Russie, Alexander Barmine était le chargé d'affaires soviétique en Grèce ; il abandonna promptement son poste et refusa de revenir en U.R.S.S. Dans son livre, il rapporte qu'un certain nombre de conspirateurs soviétiques qui furent exécutés avaient été parmi ses « amis intimes » et « collègues ». A propos du général Toukhatchewski, qui fut reconnu coupable d'avoir comploté avec le Haut-Commandement allemand contre l'U.R.S.S., Barmine déclare : « A Moscou, j'ai travaillé en étroite collaboration avec lui », et il ajoute que le général russe avait été dans les dernières années son ami intime ». Barmine indique aussi qu'il a « accompli quelques travaux » sous la direction de Rosengoltz qui a reconnu en 1938 avoir été un agent à la solde de l'espionnage militaire allemand ; et que lui, Barmine, avait eu la visite à Paris de Léon Sédov Trotski, « à l'intelligence vive ». Son livre *One who survived* était précédé d'une introduction élogieuse de Max Eastman et fut énergiquement soutenu par d'autres adversaires de l'U.R.S.S. aux Etats-Unis. Comme le livre de White, il fut loué et annoncé avec un enthousiasme particulier par le *New Leader* qui compte parmi ses rédacteurs Eugène Lyons dont les écrits antisoviétiques étaient périodiquement cités par les bureaux officiels du ministère de la propagande nazie ; William Chamberlin, dont les articles antisoviétiques étaient soulignés par la presse Hearst et ont l'interprétation des procès de Moscou parut dans l'organe de la propagande japonaise, *Contemporary Japan* ; Sidney Hook, ancien partisan de Trotski ; John Dewey ancien président de la « Commission d'enquête » aux débats de Mexico ; et Max Eastman, ancien collaborateur, ami intime et traducteur de Trotski.

En Europe, les livres de White et Barmine furent utilisés par les nazis dans leur propagande contre l'U.R.S.S. La publication du livre de White fut saluée par un amide enthousiaste en première page du n° du 30 janvier 1945 du *Westkaempfer* (Le Combattant du front occidental), organe de la Reichswehr, dans lequel on assurait que ce livre démontrait la possibilité d'une division dans les rangs des Nations Unies. En mars 1945, les troupes américaines en Italie furent bombardées par des obus contenant des tracts où était reproduit un article que Barmine venait de publier dans le *Reader's Digest* intitulé « La nouvelle Conspiration communiste ».

Le livre de Victor Kravtchenko, *I choose Freedom*, qui a paru au début de 1946 est une violente diatribe contre le Gouvernement soviétique et sa politique intérieure et extérieure. Kravtchenko avait appartenu à la commission d'achat soviétique à Washington et il avait, abandonné son poste en mars 1944 au milieu de la guerre. Typiques des « révélations » de ce livre sont les assertions que le plan quinquennal et la collectivisation des campagnes avaient réduit la Russie à un état d'appauvrissement extrême et de souffrances générales, pire que celui qui existait aux temps du tsarisme ; et que l'Armée Rouge n'était guère plus qu'un agglomérat absurde et sans commandement de « borgnes, de bancals, de tuberculeux, de cardiaques et d'hommes souffrant d'ulcères à l'estomac, de cinquantenaires barbus, si fatigués par le travail qu'ils pouvaient à peine se traîner, et estimés pourtant bons pour le front ». Selon Kravtchenko, « les Allemands auraient pu prendre Moscou virtuellement sans combat ?... Pourquoi ont-ils battu en retraite est un mystère que seuls les Allemands peuvent expliquer devant l'histoire ». Appelant à une nouvelle croisade contre l'U.R.S.S., Kravtchenko déclare : « La nouvelle étape vers la sécurité mondiale ne repose pas sur une organisation mondiale... mais dans la libération des masses russes de leurs tyrans ». Le livre de Kravtchenko fut acclamé avec enthousiasme par des critiques comme Chamberlin et Dorothy Thompson qui écrivirent que c'était un « rapport remarquable et révélateur » et « un document vital pour les relations américano-soviétiques ». Peu après sa parution, la presse Hearst le publia en feuilleton.

La fin de la deuxième guerre mondiale en Europe trouvait la voix des croisés antibolcheviques aussi glapissante qu'en 1918, mais bien moins puissante quant à son influence sur les Américains et les autres peuples qui avaient appris pas mal de choses depuis la mort de Wilson.



monde ait jamais connue, les démocraties occidentales avaient trouvé un puissant allié dans l'Etat qui était né de la Révolution russe. L'alliance n'était pas fortuite. L'inexorable logique des événements, après un quart de siècle de stratégie incompréhension et d'hostilité artificiellement excitée, avait inévitablement réuni et assemblé dans une union de lutte, les peuples épris de liberté du monde. Les morts innombrables et les souffrances sans parallèle de la deuxième guerre mondiale, ont fait naître les Nations Unies.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*L'ouvrage de GEORGE SELDE, The Facts are : A Guide to Falsehood and Propaganda in the Press and Radio (Tels sont les faits, guide des mensonges et de la propagande dans la presse et la radio) constitue un excellent résumé des réactions de la presse américaine devant l'invasion de l'U.R.S.S. par l'Allemagne nazie en juin 1941. Pour les renseignements sur l'activité antisoviétique des hommes de la Ve colonne et des émigrés russes-blancs, les auteurs se sont surtout servis de leur propre documentation. Parmi les sources de renseignements sur les agissements profascistes et antibolcheviques d'individus et d'organisations subversives aux Etats-Unis, citons M. SAYERS et ALBERT KAHN, Sabotage : The Secret War against America ; JOHN CARLSTON, Under Cover et le journal The Hour, d'avril 1939 à mai 1943.*

*Une des pièces les plus intéressantes de la propagande anticomuniste d'origine nazie, distribuée aux Etats-Unis est Communism in Germany : The Truth about the communist Conspiracy on the Eve of the National Revolution (Communisme en Allemagne: la vérité sur la conspiration communiste à la veille de la révolution nationale) qui contient une introduction signée de plusieurs Américains parmi lesquels Hamilton Fish. On pourrait dresser une liste interminable des sources de la propagande antisoviétique dans les livres, journaux et périodiques publiés aux Etats-Unis. Sont typiques de la myriade de publications de ce genre le Deutscher Weckruf und Beobachter, organe du Bund germano américain, Social Justice, du groupe Coughlin, Liberator de William Pelley, Defender, de Winrod, X-Ray de Court Asher et Publicity de Garner.*

*On trouve d'intéressants renseignements sur les relations de Fish et de l'agent nazi Viereck dans la déposition du secrétaire de Fish, George Hill, au procès de Viereck devant le Tribunal fédéral de Washington, en février 1942; le compte rendu le plus détaillé de ce procès est celui de Dillard Stokes dans le Washington Post. L'opinion de William Dodd sur l'agent nazi Paul Scheffer est exprimée dans le Diary (journal) de cet ambassadeur. On trouvera de nombreuses preuves du travail de Scheffer aux Etats-Unis dans sept articles de Living Age, Foreign Affairs, Fortnightly Review et périodiques similaires.*

*Les comptes rendus de la Commission spéciale d'enquête sur les activités antiaméricaines contiennent énormément de matériaux de propagande antisoviétique. D'autres exemples de publications antisoviétiques sont le livre de MARTIN DIES, The Trojan Horse in America (Le Cheval de Troie en Amérique) et celui de JEAN VALTINE, Out of the Night (Hors de la nuit). On trouve une intéressante analyse de l'emploi par la réaction aux Etats-Unis de la propagande «anticommuniste» dans le livre de GEORGE SELDE, Witchhunt (Sortilège). On aura une idée de l'intensité de la propagande antisoviétique faite aux Etats-Unis par le Comité « Amérique d'abord» en consultant les bulletins du Comité et les deux journaux qu'il a chaperonnés, le Herald et Scribner's Commentator ainsi que les discours prononcés par ses porte-parole Fish, Nye et Wheeler, cités tout au long par le New-York Times et autres journaux.*

*L'hebdomadaire anglais The Week et le livre de BELLA FROMM, Blood and Banquets contiennent d'intéressants comptes rendus de l'activité de Charles Lindberg en Angleterre et en Europe centrale pendant l'été de 1938. Les collections de la Chicago Tribune, du New York Daily News, du Washington Times Herald et la presse Hearst constituent une source particulièrement abondante de propagande antisoviétique.*

*Le Diary de l'ambassadeur DODD contient d'intéressants documents sur les sentiments antisoviétiques de William Bullitt.*



## CHAPITRE XXIV

### L'AFFAIRE DES SEIZE

Au cours des derniers mois de la deuxième guerre mondiale, le principal effort de propagande de l'agitation antisoviétique en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis se concentra sur la question de la Pologne. Tandis que l'Armée Rouge avançait vers l'Ouest, traversant les frontières polonaises et libérant même de grandes régions de la Pologne des envahisseurs nazies, les conservateurs anglais et les isolationnistes américains, prétendirent que «la liberté polonaise était maintenant mise en danger par l'Union soviétique. De semaine en semaine, la presse Hearst et celle de Patterson-Mac Cormick aux Etats-Unis lançaient des appels à une action contre l'U.R.S.S., pour sauver la Pologne du « bolchevisme ». Au Congrès des Etats-Unis et au Parlement britannique, des orateurs se levaient constamment pour dénoncer « les visées de l'impérialisme rouge en Pologne », et pour accuser le Gouvernement soviétique de trahir les principes des Nations-Unies. La plus grande partie de cette propagande antisoviétique reposait sur des rapports et des matériaux officiellement publiés par le gouvernement polonais exilé de Londres et par ses représentants à Washington. Le gouvernement polonais de Londres était composé de militaires, de porte-parole des propriétaires fonciers et de quelques fascistes, socialistes et leaders paysans qui avaient trouvé refuge en Angleterre après l'effondrement de la Pologne en 1939<sup>104</sup>.

A cette époque, il y avait deux gouvernements polonais. En plus du régime émigré de Londres, un gouvernement provisoire, appelé le régime de Varsovie, s'était constitué en Pologne même. Le gouvernement de Varsovie, basé sur une alliance des partis polonais antifascistes, répudia la constitution fasciste de Pilsudski de 1935 que défendaient les Polonais de Londres, et se proposa de réaliser des réformes politiques et économiques en Pologne, d'abolir les domaines féodaux et d'entretenir des relations amicales avec l'U.R.S.S.

A la conférence de Yalta, en février 1945, Roosevelt, Churchill et Staline discutèrent longtemps de l'avenir de la Pologne, et reconnurent qu'il fallait « réorganiser le régime de Varsovie sur une base démocratique plus large, y introduire des chefs démocratiques tant en Pologne même que parmi les Polonais à l'étranger », et ils reconnurent alors le gouvernement provisoire, comme le gouvernement légitime du pays.

L'accord de Yalta rencontra une opposition farouche de la part des émigrés polonais de Londres et de leurs alliés anglais et américains. Il fut dénoncé comme étant une « trahison de la Pologne »,

---

<sup>104</sup> Le gouvernement polonais de Londres se considérait comme l'héritier légitime du régime Pilsudski dont la politique traditionnelle reposait sur une opposition à la Russie soviétique. Comme Raymond Buell l'a écrit dans son livre *Poland : the Key to Europe* (La Pologne, clé de l'Europe), «Pilsudski estimait que la Pologne devait avoir un vaste territoire. Pour des raisons historiques, il était plus facile de le rechercher aux dépens de la Russie plutôt que de l'Allemagne ». La diplomatie polonaise d'avant guerre, sous la direction du colonel Beck, ancien officier du service d'espionnage antisoviétique, n'était pas dirigée contre l'Allemagne nazie mais contre l'U.R.S.S. L'armée polonaise qui avait le pourcentage de cavalerie le plus élevé de toutes les armées du monde, était organisée en vue d'opérations dans les plaines ukrainiennes ; les industries polonaises étaient concentrées à la frontière allemande et les fortifications militaires à la frontière soviétique. Depuis sa constitution, la Pologne dominée par la caste militaire et la noblesse des grandes propriétés foncières, était une pierre d'angle du cordon sanitaire antisoviétique, et le rendez-vous des agents internationaux qui complotaient de renverser le Gouvernement soviétique. Borin Savinkov avait installé son quartier général en Pologne après sa fuite de Russie, et avec l'aide de Pilsudski, il avait formé une armée de 30000 hommes destinée à combattre l'U.R.S.S. Vers la fin de 1920, les conspirateurs du Torgprom conclurent un accord avec le haut-Commandement polonais selon lequel la Pologne serait une des principales bases de départ de la nouvelle guerre d'intervention qu'ils complotaient contre l'U.R.S.S.

Le service de l'espionnage polonais établit d'étroites relations de travail avec tous les éléments antisoviétiques, y compris l'organisation clandestine trotskiste-Boukharinienne. En 1938, le pacte de Munich révéla au grand jour le visage antisoviétique des dirigeants polonais. Lorsque les nazis formulèrent leur ultimatum à la Tchécoslovaquie et que les Tchèques se préparèrent à résister, le gouvernement polonais mobilisa son armée et la plaça précisément sur le chemin de toute assistance que l'U.R.S.S. aurait pu donner aux Tchèques. En récompense, Hitler permit aux Polonais de s'emparer du district de Teschen, au moment du partage de la Tchécoslovaquie. En 1939, à la veille de l'attaque nazie contre la Pologne, les militaires polonais refusèrent encore de réviser leur politique antisoviétique qui les conduisait au suicide ; ils repoussèrent la proposition d'un accord militaire avec l'U.R.S.S. et n'acceptèrent pas que l'Armée Rouge traversât les frontières polonaises pour se porter au devant de la Wehrmacht. Les conséquences de cette politique furent désastreuses pour la Pologne et presque immédiatement après l'invasion nazie, le gouvernement polonais s'enfuit à l'étranger en emportant avec lui les réserves d'or de la Pologne. D'abord en France, et ensuite en Angleterre, les représentants de ce gouvernement constituèrent le gouvernement polonais en exil, et continuèrent les intrigues antisoviétiques qui avaient conduit leur pays à la ruine. Ils étaient aidés dans ces intrigues par des éléments puissants des milieux économiques, politiques et religieux qui considéraient la victoire de l'U.R.S.S. dans la guerre contre l'Allemagne nazie, comme une menace pour leurs propres intérêts.

et des intrigues diplomatiques furent mises sur pied pour empêcher que la décision de Yalta soit exécutée.

L'agitation et les intrigues antisoviétiques autour de la question polonaise atteignirent leur maximum lorsqu'en mai 1945, le gouvernement soviétique annonça qu'il avait arrêté seize agents polonais du gouvernement de Londres et qu'ils étaient accusés de conspiration antisoviétique. Ces agissements, de la part du gouvernement soviétique, déclarèrent les émigrés polonais, constituaient l'exemple le plus frappant du programme de Moscou d'étouffer «la démocratie polonaise» et d'imposer «une dictature rouge» au peuple polonais...

Le plus connu des seize Polonais arrêtés par le gouvernement soviétique était le général Okulicki, ancien chef d'état-major de l'armée polonaise en exil. Cette armée avait joué un rôle capital dans la campagne antisoviétique des émigrés polonais ; elle avait été organisée à l'origine sur le territoire de l'U.R.S.S., à la suite d'un accord soviéto-polonais, pour combattre les Allemands aux côtés de l'Armée Rouge. Elle était commandée par le général Anders, un ancien membre de la «clique des colonels» qui avait régné en maître en Pologne, aux temps de la dictature Pilsudski.

Pour exercer et équiper l'armée Anders en vue de son utilisation dans la guerre contre les nazis, le gouvernement soviétique avait accordé un prêt sans intérêt de 300 millions de roubles et lui avait donné toutes les facilités militaires de recrutement et de cantonnement. Pourtant Anders, Okulicki et d'autres officiers polonais étaient contre une alliance militaire avec l'Armée Rouge, car ils pensaient que l'U.R.S.S. était condamnée à être rapidement battue par l'Allemagne nazie et ils agissaient en conséquence.

Un rapport du lieutenant-colonel Berling, qui fut par la suite commandant des forces armées du régime de Varsovie, a révélé qu'en 1941, peu après la constitution des premières unités polonaises sur le territoire soviétique, le général Anders avait convoqué une conférence de ses officiers où il avait déclaré : « *Lorsque l'Armée Rouge s'effondrera sous les coups des Allemands, ce qui se produira avant quelques mois, nous pourrons alors nous rendre en Iran, par la mer Caspienne. Puisque nous serons la seule force armée sur ce territoire nous serons en mesure de faire ce que nous voudrons* ».

Quand, contrairement aux prévisions du général Anders, l'Armée Rouge échappa à l'anéantissement, le chef polonais, informa ses officiers qu'ils n'avaient pas besoin de se considérer comme engagés par les termes de l'accord militaire soviéto-polonais : « *Ce n'est pas la peine de se presser* », dit-il au général Borucie-Spiechowiczow, commandant la 5e division d'infanterie.

Anders et ses officiers, d'après le lieutenant-colonel Berling « *firent tout ce qu'ils purent pour faire traîner l'entraînement et l'équipement des divisions* », afin de ne pas avoir à entrer en lutte contre l'Allemagne. Le chef de l'état-major polonais, le général Okulicki, sabotait activement l'équipement de l'armée. D'après Berling « *Okulicki sabotait l'organisation de la base de la mer Caspienne où devait arriver d'Iran les armes et les approvisionnements anglais. Les autorités soviétiques construisent une voie ferrée spéciale et des magasins sur les bords de la Caspienne, mais les ordres d'Anders empêchèrent qu'un simple fusil, un tank ou un sac de matériel y fut dirigé* ».

Les officiers et les soldats polonais qui étaient impatients d'accepter l'aide soviétique et de prendre les armes contre les envahisseurs allemands de leur patrie, étaient terrorisés par la clique réactionnaire aux ordres d'Anders et d'Okulicki. On dressait des listes d'«amis des Soviétiques» qu'on qualifiait de «traîtres à la Pologne». Un répertoire spécial, appelé dossier B contenait des renseignements sur tous ceux dont on disait qu'ils étaient «sympathiques aux Soviétiques». Le commandement polonais favorisait la propagande fasciste et antisémite. «*On parlait ouvertement*», rapporte Berling, «*de la nécessité de régler leur compte aux Juifs et il y avait de fréquents cas de Juifs battus*». La Dwojka, service d'espionnage de l'armée Anders, se mit en secret à réunir des renseignements sur les usines de guerre soviétiques, les fermes d'État, les chemins de fer, les dépôts militaires et les positions des unités de l'Armée Rouge.

Au printemps de 1942, l'armée Anders en U.R.S.S. avait encore réussi à éluder le moindre engagement contre les Allemands. Au lieu de cela, soldats et officiers étaient intensément éduqués dans le sens de l'idéologie antisoviétique et antisémite de leurs généraux. Enfin, le commandement polonais demanda que son armée soit évacuée en Iran, sous les auspices britanniques. En août 1942, 75491 officiers et soldats polonais, accompagnés de 37756 membres de leurs familles, quittèrent le territoire de l'U.R.S.S. sans avoir jamais tiré un seul coup de feu pour leur patrie.

Le 13 mars 1944, le journaliste américain James Aldridge, télégraphia au *New-York Times* un reportage non censuré sur le comportement fasciste des chefs de l'armée polonaise émigrée en Iran. Aldridge disait que, depuis un an, il avait voulu faire connaître ces agissements, mais que la

censure alliée ne le lui avait pas permis. Un censeur allié dit à Aldridge : *«Je sais bien que tout cela est exact, mais qu'y puis-je ? Vous savez que nous avons reconnu le gouvernement polonais, savez-vous »*

Voici quelques-uns des faits signalés par Aldridge *«Le camp polonais était divisé en classes et les conditions de vie y étaient progressivement pires, selon que la situation des uns et des autres était plus basse. Les Juifs étaient à part dans un ghetto. Le camp était organisé selon les principes totalitaires... Une propagande contre la Russie était continuellement faite par les éléments les plus réactionnaires... Quand il y avait plus de 300 enfants juifs pouvant partir en Palestine, l'élite polonaise qui était très antisémite, faisait pression sur les autorités de l'Iran afin qu'elles ne permettent pas leur passage. J'ai entendu beaucoup d'Américains dire qu'ils aimeraient dire la vérité sur les Polonais, mais que c'était inutile parce que les Polonais avaient un parti puissant dans les coulisses de Washington».*

D'Iran, les émigrés polonais gagnèrent l'Italie, où sous la direction du Haut-Commandement britannique et avec l'aide du Vatican, ils établirent le quartier général de leur armée. L'ambition d'Anders, d'Okulicki et de leurs amis, qu'ils ne se donnaient pas la peine de cacher, était de faire de cette armée polonaise, le noyau d'une nouvelle armée blanche, en cas d'une action militaire contre l'U.R.S.S.

Comme l'Armée Rouge approchait de la frontière polonaise au printemps de 1944, les émigrés de Londres intensifièrent leur campagne antisoviétique. *«La condition essentielle tant de notre victoire que de notre existence même, c'est l'affaiblissement, sinon la défaite de la Russie »*, déclarait la *Penstwo Polski*, un des journaux clandestins distribués en Pologne par les agents du gouvernement de Londres. Des instructions secrètes émanant de Londres à leurs agents clandestins précisaient :

*«A tout prix, un effort doit être fait pour rester dans les meilleurs termes avec les autorités civiles allemandes».* Le gouvernement polonais de Londres se préparait à une action armée contre l'U.R.S.S. Les éléments qui devaient entreprendre cette action étaient l'*Armia Krajowa*, ou A.K., une organisation militaire et clandestine en Pologne, organisée et dirigée par les émigrés de Londres. L'A.K. était commandée par le général Bor-Komorowski.

Au début de mars 1944, le général Okulicki fut convoqué au quartier général du général Sosnkowski, représentant militaire des Polonais de Londres. Par la suite, le général Okulicki devait raconter cette conférence secrète *«Lorsque je fus reçu par le général Sosnkowski, avant de prendre l'avion pour la Pologne, il me dit que, dans un avenir très proche, il fallait s'attendre à une offensive de l'Armée Rouge en Pologne, qui mettrait les Allemands en déroute. Dans ce cas, l'Armée Rouge occuperait la Pologne et ne permettrait pas l'existence de l'Armia Krajowa, comme organisation militaire aux ordres du gouvernement polonais de Londres »*. Et Sosnkowski proposa que la dissolution de l'A.K. soit feinte, après l'évacuation de la Pologne par les Allemands et qu'un *«quartier général de réserve eût à diriger la lutte de l'A.K. contre l'Armée Rouge ; et il me demanda de transmettre ces directives au commandant en chef de l'Armia Krajowa, le général Bor-Komorowski »*.

Peu après, le général Okulicki était mystérieusement transporté par avion en Pologne occupée par les Allemands, où il prit rapidement contact avec Bor-Komorowski auquel il donna les instructions de Sosnkowski. Le commandant de l'A.K. indiqua alors qu'il créerait un appareil spécial dans les buts suivants :

- 1° Stocker des armes pour l'activité clandestine et pour la préparation d'un soulèvement contre l'U.R.S.S.
- 2° Constituer des détachements de combat armés, de 60 hommes au maximum.
- 3° Former des groupes terroristes de « liquidation » pour assassiner les ennemis de l'A.K. et les représentants du commandement soviétique.
- 4° Exercer des saboteurs, pour agir à l'arrière des lignes soviétiques.
- 5° Faire de l'espionnage à l'arrière de l'Armée Rouge.
- 6° Protéger les stations de radio déjà équipées par l'A.K. et assurer les communications par radio avec le Haut-Commandement de l'A.K. à Londres.
- 7° Faire une propagande orale et imprimée contre l'U.R.S.S.

A la fin de 1944, l'Armée Rouge atteignit les bords de la Vistule et s'arrêta devant Varsovie pour regrouper ses forces et permettre l'arrivée de matériel neuf après sa longue offensive d'été. La stratégie du Haut-Commandement soviétique ne consistait pas à lancer une attaque de front sur la capitale polonaise, mais de la prendre par encerclement en préservant ainsi la ville et la population. Mais dans l'ignorance des intentions du Haut-Commandement soviétique et agissant sur les ordres de Londres, le général Bor-Komorowski prit l'initiative d'un soulèvement des

patriotes polonais de Varsovie, en déclarant que l'Armée Rouge était sur le point d'avancer sur la ville. Mais l'Armée Rouge était dans l'incapacité totale de traverser la Vistule à l'époque, et le Haut-Commandement nazi fit systématiquement bombarder les quartiers de la ville tenue par les patriotes polonais insurgés.

Voici le compte rendu, par le général Okulicki lui-même, du rôle du général Bor-Komorowski dans la capitulation finale des forces polonaises de Varsovie.

*«A la fin de septembre 1944, le commandant en chef de l'Armia Krajowa, le général Bor-Komorowski, engagea des négociations en vue de la capitulation avec le commandant des troupes allemandes de Varsovie, l'obergruppenfuehrer S.S. von Denbach. Bor-Komorowski désigna pour mener ces conversations le chef du 2e bureau (renseignements) le colonel Boguslawski. Rendant compte à Bor-Komorowski en ma présence des conditions proposées par les Allemands, Boguslawski dit que von Denbach pensait que les Polonais devaient cesser la lutte armée contre eux, parce que les Soviétiques étaient les ennemis communs de l'Allemagne et de la Pologne., Lorsque je rencontrai Bor-Komorowski le lendemain de la capitulation, je lui dis que von Denbach avait sans doute raison et il fut de mon avis ».*

A la fin de 1944 et au printemps de 1945, alors que l'Armée Rouge lançait de gigantesques offensives dans le but d'anéantir définitivement la puissance militaire de l'Allemagne, l'Armia Krajowa, sous les ordres du général Okulicki, entreprit une vaste campagne de terrorisme et de sabotage, d'espionnage et de raids armés aux arrières des armées soviétiques.

*« Les mesures du Haut-Commandement soviétique dans la zone des hostilités étaient sabotées »,* a reconnu par la suite Stannislaw Jasiukowicz, vice-président en Pologne du gouvernement de Londres et un des collaborateurs d'Okulicki. *«Notre presse et notre radio entreprirent une campagne de calomnies. Nous excitons le peuple polonais contre les Russes ».*

Des détachements de l'A.K., dynamitaient des trains de troupes de l'Armée Rouge, détruisaient des dépôts de munitions, minaient les routes sur lesquelles les unités soviétiques passaient, et désorganisaient les transports et les lignes de communication militaires par tous les moyens possibles. Voici un ordre en date du 17 septembre 1944, d'un des adjoints d'Okulicki :

*«Les opérations doivent être universelles : faire sauter les trains militaires, les camions, les wagons, brûler les ponts, détruire Les magasins et les villages soviétiques, Tout cela doit être exécuté en secret »,*

Le commandant d'un détachement de l'A.K., nommé Lubikowski, qui dirigeait une école spéciale secrète d'espionnage et de sabotage, a déclaré plus tard, à propos des consignes exécutées par ses agents :

*« Je reçus un rapport écrit sur l'exécution des ordres que j'avais donnés., de Ragner qui me dit qu'il avait exécuté 12 actes de sabotage, fait dérailler deux trains, fait sauter deux ponts et endommagé une voie ferrée en huit endroits ».*

Des groupes de terroristes spécialement entraînés de l'A.K., dressaient des guet-apens et assassinaient des soldats de l'Armée Rouge et des partisans du gouvernement de Varsovie. Selon des renseignements incomplets que rendirent publics par la suite les autorités militaires soviétiques, les terroristes de l'A.K. ont tué 594 officiers et soldats de l'Armée Rouge et en ont blessé 294, sur une période de huit mois.

En même temps, agissant sur les directives reçues par radio de l'état-major polonais de Londres, les agents d'Okulicki faisaient de l'espionnage à grande échelle, à l'arrière des lignes soviétiques. Voici un ordre du gouvernement de Londres adressé à Okulicki à la date du 11 novembre 1944, sous le n° 7201-11-777 : *« Puisque la connaissance des intentions et des possibilités militaires des Soviétiques à l'Est est d'une importance fondamentale, quant à la prévision et à l'organisation des événements ultérieurs en Pologne, vous devez combler la lacune en nous transmettant des informations, conformément aux instructions du Bureau de renseignements de l'état-major ».* Et l'instruction se poursuivait en demandant des renseignements détaillés sur les unités militaires, les trains de matériel, les fortifications, les aérodromes, l'industrie de guerre et d'armement soviétiques.

De semaine en semaine, des informations en langage chiffré étaient transmises aux Polonais de Londres par un réseau de postes émetteurs clandestins fonctionnant à l'arrière de l'Armée Rouge. Voici un radiogramme qui fut adressé de Cracovie sous le n° 621-2 au Haut-Commandement militaire de Londres et fut déchiffré par le service militaire des renseignements soviétique :

*« Dans la deuxième quinzaine de mars, une moyenne de 20 trains de troupe et de munitions (artillerie, tanks américains, infanterie, dont près d'un tiers était des femmes) a passé par jour en direction de l'Ouest... Un ordre de mobilisation urgente des classes 1915 à 1935 a été affiché à Cracovie... Une cérémonie pour la nomination de 800 officiers venus de l'Est a eu lieu à Cracovie avec la participation du général Zimierski »...*

Le 22 mars, 1945, le général Okulicki résumait les espérances ultimes de ses chefs de Londres dans une instruction secrète adressée au colonel « Slavbor » commandant du district occidental de l'Arrmia Krajowa, dans laquelle il disait :

« *En cas de victoire de l'U.R.S.S. sur l'Allemagne, elle ne menacera pas seulement les intérêts britanniques en Europe, mais toute l'Europe en sera effrayée... En raison de leurs intérêts propres en Europe, les Britanniques devront procéder à la mobilisation de toutes les forces d'Europe contre l'U.R.S.S. Il est évident que nous prendrons place dans les rangs de ce bloc européen antisoviétique; il est également impossible d'imaginer ce bloc sans la participation de l'Allemagne qui sera sous contrôle britannique* ».

Ces plans et ces espérances des Polonais émigrés eurent courte vie. Au début de 1945, le Service de sécurité militaire soviétique commença à circonvenir les conspirateurs polonais et au cours de l'été, les maillons principaux du complot étaient entre les mains des Soviétiques. Seize d'entre eux, parmi lesquels le général Okulicki, passaient en jugement devant le Tribunal militaire de la Cour Suprême de l'U.R.S.S.

Le procès commença le 18 juin à la Maison des Syndicats de Moscou. Il dura trois jours; les dépositions établirent clairement que les émigrés polonais et leur organisation clandestine avaient été conduits par leur haine de l'U.R.S.S. à apporter une aide substantielle aux envahisseurs nazis de leur propre pays.

Au cours du procès, l'échange de paroles suivant se produisit entre le procureur soviétique, le major général Afanasiev et le petit chef, aux lèvres serrées, de l'organisation clandestine polonaise, le général Okulicki :

AFANASIEV. - Vos agissements ont-ils entravé les opérations de l'Armée Rouge contre les Allemands ?

OKULICKI. - Elles les ont entravés.

AFANASIEV. - Qui ont-elles aidé ?

OKULICKI. - Naturellement, elles ont aidé les Allemands.

Le major-général Afanasiev dit au tribunal qu'il ne demanderait pas une condamnation à mort pour aucun des accusés parce qu'ils n'étaient que de « simples fantoches » aux ordres des émigrés de Londres et parce que « nous vivons maintenant les heures heureuses de la victoire et qu'ils ne sont plus dangereux ». Le procureur soviétique ajouta : « *Ce procès résume l'activité des réactionnaires polonais qui pendant des années ont lutté contre l'Union soviétique. Leur politique a abouti à l'occupation de la Pologne par les Allemands. L'Armée Rouge a combattu pour la liberté et l'indépendance contre la barbarie... l'U.R.S.S., avec l'aide des Alliés, a joué un rôle décisif dans la défaite de l'Allemagne. Mais Okulicki et autres voulaient tirer dans le dos de l'Armée Rouge... Ils préférèrent un cordon sanitaire autour de l'U.R.S.S. à son amitié* ».

Le 21 juin, le Tribunal militaire soviétique prononçait son verdict: trois des accusés furent acquittés. Le général Okulicki, et onze de ses complices furent reconnus coupables et condamnés à des peines allant de 4 mois à 10 ans de prisons<sup>105</sup>.

Après le procès, les États-Unis et l'Angleterre cessèrent de reconnaître le gouvernement polonais de Londres<sup>106</sup>. Celui de Varsovie, réorganisé conformément aux conditions de l'accord de Yalta, fut formellement reconnu comme étant le gouvernement provisoire de la Pologne.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

<sup>105</sup> Le procès du seizième accusé, Anton Paidak, fut ajourné à cause de son état de santé. Lorsque ces 16 Polonais avaient été arrêtés par les autorités soviétiques, le secrétaire d'Etat américain Stettinius et le ministre des Affaires étrangères britannique Eden, avaient vigoureusement protesté en déclarant que ces hommes étaient d'importants « leaders démocratiques » polonais. Après le procès, Stettinius et Eden gardèrent un silence discret.

<sup>106</sup> Le gouvernement soviétique avait rompu les relations diplomatiques avec le gouvernement polonais de Londres, le 25 avril 1943, à cause de l'activité clandestine antisoviétique qu'il déployait. Depuis sa constitution, ce gouvernement polonais de Londres avait bénéficié de la protection et de l'argent du gouvernement britannique. Après la reconnaissance du gouvernement de Varsovie, il fut admis que l'on offrirait à quelques uns des émigrés polonais la naturalisation anglaise et qu'on leur donnerait des emplois de police dans les colonies anglaises. En apprenant la décision des Alliés de reconnaître le gouvernement de Varsovie, le général Anders et ses collaborateurs firent une déclaration publique dans laquelle ils affirmaient que les troupes polonaises émigrées sous leurs ordres n'accepteraient jamais la décision des Alliés, qu'ils resteraient « fidèles au gouvernement » de Londres et qu'ils ne reviendraient dans leur pays natal que « les armes à la main ». Pourtant vers la fin de 1945, un grand nombre de soldats de l'armée Anders abandonnaient la cause de leurs chefs réactionnaires et répondant à l'appel du gouvernement de Varsovie, retournaient en Pologne pour participer à sa reconstruction.

*On trouve une preuve documentée de .la conspiration polonaise antisoviétique dans l'acte d'accusation des seize agents du gouvernement polonais de Londres, jugés à Moscou en juin 1945. Des détails complémentaires sur la conspiration, rendus publics par les dépositions des inculpés devant le Tribunal militaire de la Cour suprême de l'U.R.S.S. ont été télégraphiés par les journalistes présents au procès au New-York Times, au New-York Herald Tribune et à P.M.*

*Le long rapport remis le 18 mai 1943 à la presse angloaméricaine par le vice-commissaire soviétique aux Affaires étrangères Vychinski constitue un clair exposé des premières intrigues antisoviétiques des émigrés polonais en Russie.*

*Le livre de RAYMOND BUELL, Poland, Key to Europe (La Pologne, clef de l'Europe) contient d'utiles renseignements de coulisse sur la Pologne.*



## CHAPITRE XXV

### NATIONS UNIES

C'est dans la lutte pour l'existence qu'on apprend à connaître ses amis et ses ennemis. Au cours de la deuxième guerre mondiale, maintes illusions tombèrent, maints mensonges furent dévoilés. La guerre causa au monde maintes surprises. D'abord il fut étonné lorsque la Ve colonne sortit des bas-fonds de l'Europe et de l'Asie pour s'emparer du pouvoir dans de nombreux pays, avec l'aide des armées nazies et japonaises. La vitesse avec laquelle les premières victoires des puissances de l'Axe furent gagnées surprit tous ceux qui n'avaient rien su des longues années de préparation, d'intrigue, de terreur et de conspiration secrètes des fascistes.

Mais la plus grande des surprises de la deuxième guerre mondiale fut la Russie soviétique. En une nuit, sembla-t-il, un épais brouillard artificiel se dissipa, et apparurent la structure et la signification véritables de la nation soviétique, avec ses dirigeants, son économie, son armée, son peuple, et, selon les termes de Cordell Hull, « la qualité épique de sa ferveur patriotique » .

La première grande notion que le monde réalisa fut que l'Armée Rouge, sous les ordres du maréchal Staline, était la force combattante la plus compétente et la plus puissante du camp de la démocratie et du progrès. Le 23 février 1942, le général Mac Arthur, de l'armée américaine, donnait à ses compatriotes son opinion sur l'Armée Rouge : « *La situation mondiale à l'heure actuelle indique que les espoirs de la civilisation reposent sur les glorieux étendards de la courageuse armée russe. Au cours de ma vie, j'ai participé à un certain nombre de guerres et j'ai été le témoin d'autres, de même que j'ai étudié dans leur détail les campagnes des plus grands chefs militaires du passé. Dans aucune, j'ai observé une résistance aussi effective aux coups les plus durs d'un ennemi jusqu'alors victorieux, suivie d'une contre-offensive foudroyante et destructive qui a reconduit l'ennemi jusqu'à chez lui.*

*L'échelle et l'effort en font la plus grande réussite militaire de l'histoire toute entière ».*

La deuxième grande notion que le monde réalisa fut que le système économique de l'U.R.S.S. était d'une surprenante efficacité et qu'il était capable de fournir une production massive dans des conditions difficiles comme il n'en avait jamais existé.

A son retour d'une mission officielle à Moscou, en 1942, le vice-président du Département de la Production de guerre des Etats-Unis, William Batt, déclara :

« *J'étais parti avec un sentiment quelque peu sceptique sur la capacité de la Russie de tenir dans une guerre totale; mais je pus me convaincre très rapidement que toute la population était dans la lutte, jusqu'à la dernière femme et au dernier enfant.*

*J'étais parti avec des craintes sur l'habileté technique des Russes et je les ai trouvés extraordinairement opiniâtres et habiles dans la direction de leurs usines et le fonctionnement de la machine de guerre. J'étais parti très perplexe sur les récits qui avaient circulé ici de la division et l'arbitraire du Gouvernement soviétique; j'ai trouvé un gouvernement fort, compétent et soutenu par un enthousiasme populaire immense. En un mot, j'étais parti avec une question en tête : la Russie est-elle un allié compétent sur qui l'on puisse compter? et j'ai reçu une retentissante réponse affirmative ».*

La troisième grande nation que le monde réalisa fut que les peuples des diverses nationalités de l'U.R.S.S. étaient unis derrière leur gouvernement avec une ferveur patriotique unique dans l'histoire.

A Québec, le 31 août 1943, le premier ministre Winston Churchill déclara, à propos du Gouvernement soviétique :

« *Aucun gouvernement jamais constitué parmi les hommes aurait été capable de survivre à des blessures aussi graves et aussi cruelles que celles qu'Hitler a infligées à la Russie... La Russie n'a pas seulement survécu à ses terribles blessures, mais elle a infligé, comme aucune autre puissance au monde n'aurait pu le faire, des coups mortels à la machine de guerre allemande ».*

La quatrième grande notion que le monde réalisa était que l'alliance des puissances occidentales avec l'U.R.S.S. constituait la promesse réaliste d'un nouvel ordre international de paix et de sécurité parmi tous les peuples.

Le 11 février 1943, le *New-York Herald Tribune* précisait dans un éditorial:

« *Il n'y a plus dorénavant que deux choix pour les démocraties; l'un est de collaborer avec la Russie à la reconstruction du monde, comme cela est parfaitement possible si nous croyions en la*

*force de nos propres principes et si nous le prouvons en les appliquant. L'autre est de participer à des intrigues avec toutes les forces réactionnaires et antidémocratiques de l'Europe, ce qui aurait pour seul résultat de nous aliéner le Kremlin ».*

Le 8 novembre 1943, à New-York, le président du Département de la Production de guerre des Etats-Unis, Donald Nelson, rendait compte de son voyage en U.R.S.S.

*« Je suis revenu de mon voyage avec une grande confiance dans l'avenir de la Russie et dans le profit que cet avenir apportera au monde entier, y compris nous-mêmes. Pour autant que je puisse prévoir, quand nous aurons gagné la guerre et qu'elle appartiendra au passé, nous n'aurions rien à craindre, sauf la suspicion entre nous. Si nous travaillons en collaboration avec les autres nations unies à produire pour la paix et à élever le niveau de vie de tous les peuples, nous irons vers une ère nouvelle de prospérité et de satisfactions humaines plus grandes que celles que nous avons jamais connues ».*

Le 1<sup>er</sup> décembre 1943, la conférence historique de Téhéran, a apporté une réponse à la conspiration antidémocratique et antisoviétique qui pendant 25 ans avait tenu le monde dans un incessant tourbillon de diplomatie secrète, d'intrigue contre-révolutionnaire, de terrorisme, de crainte et de la haine et qui s'était achevé inévitablement par la guerre de l'Axe pour asservir l'humanité.

Les chefs des plus puissantes nations du globe, le président des Etats-Unis, Franklin Roosevelt, le premier ministre de Grande-Bretagne, Churchill et le maréchal de l'Union Soviétique Staline se rencontraient pour la première fois et après une série de conférences militaires et diplomatiques, publiaient la déclaration des Trois Puissances.

La déclaration garantissait que le nazisme serait balayé par l'action unie des trois grands alliés. De plus, la déclaration ouvrait devant le monde déchiré par la guerre, la perspective d'une paix durable et d'une nouvelle ère d'amitié entre les nations :

*« Nous sommes pleinement conscients de la responsabilité suprême qui repose sur nous et sur toutes les nations de faire une paix qui bannira le fléau et la terreur de la guerre pendant de nombreuses générations.*

*Avec nos conseillers diplomatiques, nous avons examiné les problèmes de l'avenir. Nous rechercherons la collaboration et la participation active de toutes les natyons, petites et grandes, dont les peuples, par le coeur et l'esprit, sont désireux, comme les nôtres, d'éliminer la tyrannie et l'esclavage, l'oppression et l'intolérance. Nous leur souhaitons la bienvenue, puisqu'il peuvent choisir d'entrer dans la famille mondiale des nations démocratiques ».*

Les accords de Téhéran furent suivis de ceux de Yalta, en février 1945. De nouveau, les trois hommes d'État, Roosevelt, Churchill et Staline, se réunirent, cette fois, à Yalta, en Crimée, où ils se mirent d'accord sur une politique commune en vue de la défaite finale de l'Allemagne nazie et l'anéantissement total de l'état-major général allemand. Les discussions de Yalta portèrent plus loin, sur la période de paix prochaine et posèrent les bases de l'historique Conférence des NationsUnies de San-Francisco, à laquelle la charte d'une organisation de la sécurité mondiale, fondée sur l'alliance des trois plus grandes puissances, devait être promulguée en avril.

A la veille de l'ouverture de la conférence de San Francisco, le 12 avril 1945, l'U.R.S.S. perdit un grand ami et le monde entier un grand chef démocratique : le président Franklin Roosevelt mourait. Mais le travail qu'il avait entrepris fut poursuivi. Le président Truman qui lui succéda immédiatement, s'engagea à mener la guerre contre l'agression fasciste jusqu'à la victoire, en alliance avec les autres membres des Nations-Unies et de réaliser le programme d'après guerre de Roosevelt pour l'établissement d'une paix durable en accord complet avec la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S.

Le 8 mai 1945, les représentants du Haut-Commandement allemand en présence des principaux généraux américains, britanniques et soviétiques signaient dans Berlin en ruines, l'acte final de la capitulation sans conditions des forces de la Wehrmacht nazie. La guerre en Europe était terminée. Churchill, dans un message à Staline, lui dit : *«Les générations futures reconnaîtront sans réserve la dette qu'elles ont envers l'Armée Rouge, comme nous le faisons nous-mêmes qui avons vécu pour témoigner de ses héroïques prouesses ».*

Aucune guerre de l'histoire n'aura été menée avec autant de farouche tenacité que celle qui a opposé l'Allemagne nazie à l'U.R.S.S. Pendant 1418 jours, 47 mois, 4 années, des batailles d'une violence et de proportions sans précédent ont fait rage sur les gigantesques champs de bataille du front oriental. L'heure de la fin sonna le 2 mai 1945, lorsque les divisions blindées de l'Armée Rouge eurent entouré et pris le coeur de la citadelle nazie, Berlin. Un soldat anonyme hissa le dra-

peau rouge sur le Reichstag : le drapeau de la liberté flottait en Europe<sup>107</sup>.

Cependant, après la création de l'organisation des Nations-Unies, fondée sur la conception du maintien de l'union après la guerre des puissances antifascistes et l'élimination complète du fascisme, une nouvelle et soudaine crise de propagande et d'intrigues antisoviétiques menaça les fondements même de la paix.

De nouveau, comme après la première guerre mondiale, les peuples de l'Europe demandaient que leurs buts démocratiques, soient réalisés ; de nouveau, les peuples coloniaux soumis espéraient atteindre la liberté et l'indépendance nationale ; et de nouveau, les forces de la réaction internationale et de l'impérialisme s'unissaient pour maintenir leurs immenses intérêts particuliers et frustrer les peuples de leurs aspirations. Et une fois encore, associé à la lutte contre la démocratie dans le monde, on entendit l'appel contre-révolutionnaire à une guerre contre « la Russie bolchévique ».

A peine six mois après l'achèvement de la 2e guerre mondiale, Churchill réassuma le rôle de principal porte-parole de la croisade antisoviétique. A la suite de la défaite écrasante du Parti conservateur en Angleterre et devant la crise menaçant la domination impérialiste britannique sur son empire colonial, Churchill redécouvrit « La menace du bolchévisme ». Dans un discours auquel on fit une publicité mondiale, qu'il prononça à Fulton (Missouri) le 5 mars 1946 à l'adresse du peuple américain, il fit appel à une alliance anglo-américaine contre «le défi croissant à la civilisation chrétienne » et le péril, que constituait le communisme russe.

En Amérique et en Angleterre, la campagne anti-soviétique reprit et la crainte d'une troisième guerre mondiale s'empara des peuples du monde.

Parlant au Sénat américain, le 20 mars 1946, le sénateur Claude Pepper, de l'État de Floride, avertit avec force du danger sinistre d'une nouvelle guerre:

*« Pensant que sa philosophie est telle qu'elle ne sera jamais acceptée par les nations dominées par les trusts, la réaction, ou les russophobes, la Russie est obsédée par de nombreuses craintes...*

*La Russie sait ce qu'est la guerre. C'est pourquoi sa crainte n'est pas imaginaire. Elle se développe sur son angoisse et ses souffrances. Elle agit des ruines fumantes de ses régions dévastées, des 15 millions d'hommes, femmes et enfants - 50 fois nos pertes - qu'elle a perdu dans cette guerre, des 25 millions de gens que la guerre laissa sans foyer, et misérables, de tous ceux qui marchèrent, affamés, mal vêtus et mal logés avec la volonté de vaincre ces ennemis qui, avec une barbarie cruelle et une atrocité indescriptible, envahirent le territoire de leur patrie et attaquèrent ses peuples.*

*La peur de la Russie est aggravée par les souvenirs du passé. Elle se souvient de l'été 1919, alors que les armées de 14 nations parmi lesquelles l'Angleterre, la France, la Chine, les États-Unis, le Japon et l'Allemagne menaient une guerre contre la nouvelle Union soviétique sur le sol soviétique.*

*La Russie se souvient de la lutte contre les Rouges, de la conspiration ouverte et organisée contre elle dans les plus grandes nations capitalistes du monde, qui se poursuivit après que les forces militaires étrangères eussent été retirées ou chassées d'U.R.S.S., et la longue période où elle était redoutée et haïe de tous et reconnue par personne,*

*Elle se souvient comment Hitler a été créé contre elle, et comment on a refusé de l'inviter à Munich, où elle acquit virtuellement la certitude qu'Hitler l'attaquerait. Elle se souvient de la conspiration germano-italo-japonaise en vue de la détruire sous l'hypocrite prétexte d'un pacte anti-comintern et qu'aucune des nations fortes et puissantes n'a protesté contre cette agression projetée ».*

Le sénateur Pepper souligna le danger de la proposition de Churchill, d'une alliance anglo-américaine contre l'U.R.S.S.

*« L'Organisation des Nations-Unies est coulée, si deux trois Grands, sous le manteau de l'O.N.U. forment un autre cordon sanitaire autour de la troisième de la grande trinité.*

<sup>107</sup> La guerre anglo-américaine en Extrême-Orient contre le troisième partenaire de l'Axe, l'Empire japonais, se poursuivit. Ici, aussi, l'U.R.S.S. montra sa puissance et l'identité de ses intérêts avec la cause de la démocratie.

Alors que l'Armée Rouge anéantissait la Wehrmacht nazie à l'Ouest, l'Armée Rouge d'Extrême-Orient immobilisait sur la frontière mandchoue une importante armée japonaise, formée, a-t-on dit, de plus d'un demi million des meilleures troupes motorisées aux ordres de Tokio. Le 9 août 1945, l'U.R.S.S. déclarait la guerre au Japon, remplissant ainsi l'engagement souscrit à Yalta en janvier 1945, d'entrer en guerre en Extrême-Orient dans les trois mois qui suivraient la défaite de l'Allemagne nazie.

A la suite de la déclaration de guerre soviétique et la destruction par la bombe atomique américaine de deux centres industriels japonais. Le gouvernement japonais capitula et demanda la paix. Le 2 septembre, le Japon reconnut sa défaite et signa l'acte de reddition sans conditions. A l'Est comme à l'Ouest, la guerre était terminée.

*Alors quel est le moyen de sortir de cette peur ? Je me permets de suggérer que le seul moyen est de poursuivre la grande conception de Roosevelt qui, plus que tout autre, porte la responsabilité de l'O.N.U. et de rétablir l'union de l'Angleterre, de la Russie et des Etats-Unis, et que ces puissances adoptent une attitude mentale et spirituelle complètement nouvelle à « l'égard de la paix et de la prospérité » .*

Comme ce livre était à l'imprimerie, les auteurs allèrent interviewer l'homme dont l'histoire est au début de ce livre : le colonel Robins. Quelques années auparavant, le colonel s'était retiré de la vie publique pour vivre tranquillement sur son domaine de 800 hectares, de Chinesgut Hill (Floride), qu'il a donné au gouvernement des Etats-Unis pour en faire une réserve d'animaux sauvages et une station d'agriculture expérimentale. Le colonel Robins a conservé son esprit curieux, l'intérêt passionné qu'il porte à l'humanité, son impatience contre les préjugés et son vif intérêt pour le pays à la naissance duquel il a assisté dans le tumulte de la révolution.

Et voici ce qu'il nous a dit :

*« La plus grande heure que j'ai jamais vécue fut celle où je vis la lumière de l'espoir de la libération d'une tyrannie et d'une oppression séculaire briller dans les yeux des ouvriers et des paysans de Russie quand ils répondaient à l'appel de Lénine et des autres dirigeants de la Révolution soviétique.*

*L'U.R.S.S. a toujours désiré la paix internationale. Lénine savait que son grand programme intérieur serait réalisé s'il n'était pas détruit par la guerre. Le peuple russe a toujours désiré la paix. L'éducation, la production, l'exploitation d'un vaste et riche territoire engage toutes ses pensées, son énergie et ses espérances. Le plus grand ministre des Affaires étrangères de notre génération, le commissaire Maxime Litvinov, a travaillé avec habileté et fermeté pour la sécurité collective jusqu'à ce que la politique d'apaisement anglo-française à l'égard de Mussolini et Hitler ait rendu la sécurité collective impossible.*

*L'U.R.S.S. n'exploite pas de colonies et ne cherche à en exploiter aucune. L'U.R.S.S. ne participe à aucun trust international, et ne cherche à en créer aucun. La politique de Staline a chassé les antagonismes de classe, de race, de religion et de nation sur les territoires de l'U.R.S.S. Cette unité et cette harmonie des peuples soviétiques montrent le chemin de la paix internationale ».*

## **NOTES BIBLIOGRAPHIQUES**

*Une source de renseignements fondamentaux sur les affaires soviétiques pendant la guerre contre l'Allemagne nazie est l'excellent bulletin d'information publié trois fois par semaine par l'Ambassade de l'U.R.S.S. à Washington.*

*Il y a de nombreux livres publiés par des journalistes américains, comme HENRY CASSIDY, LARRY LESUEUR, MAURICE HINDUS, LELAND STOWE, QUENTIN REYNOLDS, RICHARD LAUTERBACH, EDGAR SNOW et RALPH PARKER qui ont, été en U.R.S.S., pendant la guerre et en ont rapporté des témoignages oculaires. Les correspondances cablées par MAURICÉ HINDUS au New-York Herald Tribune et par RALPH PARKER à P.M. sont particulièrement saisissantes dans leur reportage de ce que le peuple soviétique a enduré pendant les années de guerre et de ce qu'il attend de la future collaboration avec ses alliés. Le livre de WENDELL WILKIE, One World (Un monde) est la position personnelle d'un grand Américain par rapport aux idéaux exprimés dans la proclamation de Téhéran. On trouvera une position semblable dans l'étude de WALTER LIPPMANN sur la politique étrangère américaine, U.S. Foreign Policy, Shield of the Republic (La politique étrangère des Etats-Unis, bouclier de la République).*

## SOMMAIRE

### LIVRE PREMIER RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

3

CHAPITRE PREMIER LA MONTEE DU POUVOIR SOVIETIQUE.....	5
1. Mission à Petrograd.....	5
2. Contre-Révolution.....	7
3. Révolution.....	9
4. Non reconnaissance.....	10
5. Diplomatie secrète.....	12
CHAPITRE II CONTREPOINT.....	15
1. Agent britannique.....	15
2. L'heure H.....	17
3. Fin de Mission.....	19
CHAPITRE III UN MAITRE ESPION.....	23
1. Apparition de M. Massino.....	23
2. Sidney Reilly.....	24
3. Argent et meurtre.....	25
4. Le complot letton.....	26
5. Sidney Reilly s'en va.....	28
CHAPITRE IV L'AVENTURE SIBERIENNE.....	31
1. L'aide-mémoire.....	31
2. Intrigue à Vladivostock.....	31
3. Terreur en Orient.....	33
CHAPITRE V LA PAIX ET LA GUERRE.....	37
1. Paix à l'ouest.....	37
2. A la Conférence de la paix.....	39
3. La mission Golovine.....	42
CHAPITRE VI LA GUERRE D'INTERVENTION.....	45
2. La campagne du nord.....	46
3. La campagne du nord-ouest.....	47
4. La campagne du sud.....	49
5. La campagne de l'est.....	50
6. Les Pointais et Wrangel.....	51
7. Le dernier survivant.....	51
CHAPITRE VII UN BILAN.....	55

### LIVRE DEUXIEME LES SECRETS DU CORDON SANITAIRE

59

CHAPITRE VIII LA CROISADE BLANCHE.....	61
1. Le ferment du regain.....	61
2. L'exode des Russes-blancs.....	62
3-. Un seigneur de Reval.....	63
4. Le plan Hoffmann.....	64
CHAPITRE IX L'ETRANGE CARRIERE D'UN TERRORISTE.....	67
1. Réapparition de Sidney Reilly.....	67
2. Une entreprise comme une autre.....	68
CHAPITRE X A LA FRONTIERE FINLANDAISE.....	77
1. Antibolchévisme à Broadway.....	77
2. L'agent B I.....	78
3. Les Cent-Noirs à Détroit.....	78
4. La fin de Sidney Reilly.....	80
CHAPITRE XI OUVERTURE PAR DES FANFARES GUERRIERES.....	83
CHAPITRE XII MILLIONNAIRES ET SABOTEURS.....	85
1. Une conférence à Paris.....	85
2. Le plan d'offensive.....	86
3. Coup d'œil dans les coulisses.....	87
CHAPITRE XIII TROIS PROCES.....	91
1. Le procès du Parti industriel.....	91
2. Le procès des menchéviks.....	91
3. Le procès des Ingénieurs de la Vickers.....	92
CHAPITRE XIV LA FIN D'UNE EPOQUE.....	95

### LIVRE TROISIEME LA "CINQUIÈME COLONNE " EN RUSSIE

99

CHAPITRE XV LE CHEMIN DE LA TRAHISON .....	101
1. <i>Un rebelle parmi les révolutionnaires.</i> .....	101
2. <i>L'opposition de gauche.</i> .....	103
3. <i>Le chemin de la trahison.</i> .....	106
4. <i>La lutte pour le pouvoir.</i> .....	107
5. <i>Alma Ata.</i> .....	109
CHAPITRE XVI FORMATION D'UNE CINQUIEME COLONNE.....	113
1. <i>Trotsky à l'île d'Elbe.</i> .....	113
2. <i>Rendez-vous à Berlin.</i> .....	116
3. <i>Les trois centres.</i> .....	120
CHAPITRE XVII TRAHISON ET TERRORISME .....	125
1. <i>La diplomatie de la trahison.</i> .....	125
2. <i>La diplomatie de la terreur.</i> .....	129
CHAPITRE XVIII MEURTRE AU KREMLIN. ....	133
1. <i>Yagoda.</i> .....	133
2. <i>Le meurtre de Menjinski.</i> .....	134
3. <i>Meurtre avec garantie.</i> .....	136
4. <i>Une nécessité historique.</i> .....	138
CHAPITRE XIX JOURS DÉCISIFS.....	141
1. <i>La guerre vient de l'ouest.</i> .....	141
2. <i>Une lettre de Trotsky.</i> .....	144
3. <i>Un voyage en avion à Oslo.</i> .....	145
4. <i>L'heure H.</i> .....	147
CHAPITRE XX LE BOUT DE LA PISTE .....	151
1. <i>Toukhatchevski.</i> .....	151
2. <i>Le procès du centre parallèle trotskiste.</i> .....	153
3. <i>Action au mois de mai.</i> .....	156
4. <i>Finale.</i> .....	158
CHAPITRE XXI MEURTRE A MEXICO.....	161
<b>LIVRE QUATRIEME DE MUNICH A SAN-FRANCISCO      165</b>	
CHAPITRE XXII LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.....	167
1. <i>Munich.</i> .....	167
2. <i>La deuxième guerre mondiale.</i> .....	170
CHAPITRE XXIII L'ANTI-COMINTERN AMERICAIN .....	175
1. <i>L'héritage des Cent-Noirs.</i> .....	175
2. <i>« Protéger l'Amérique contre le communisme ».</i> .....	178
3. <i>Paul Scheffer : Un cas historique.</i> .....	180
4. <i>La Commission Dies.</i> .....	182
5. <i>L'aigle solitaire.</i> .....	185
CHAPITRE XXIV L'AFFAIRE DES SEIZE .....	193
CHAPITRE XXV NATIONS UNIES.....	199



# ~~MILITANT~~ ~~COMMUNISTE~~

Site Internet : <http://www.militcom.org>  
Courriel : [militant@militcom.org](mailto:militant@militcom.org)